

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

THÈSE PRÉSENTÉE À
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

COMME EXIGENCE PARTIELLE
DU DOCTORAT EN ÉTUDES QUÉBÉCOISES

PAR
MARIE-JOSÉE DORION

« LES COOPÉRATIVES ET L'ÉLECTRIFICATION
RURALE DU QUÉBEC, 1945-1964 »

SEPTEMBRE 2008

Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire ou de cette thèse a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire ou de sa thèse.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire ou cette thèse. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire ou de cette thèse requiert son autorisation.

RÉSUMÉ

Cette thèse est consacrée à l'histoire de l'électrification rurale du Québec, et, plus particulièrement, à l'histoire des coopératives d'électricité. Fondées par vagues successives à partir de 1945, les coopératives rurales d'électricité ont été actives dans plusieurs régions du Québec et elles ont électrifié une partie significative des zones rurales.

Afin de comprendre le contexte de la création des coopératives d'électricité, notre thèse débute (première partie) par une analyse du climat sociopolitique des années précédant la naissance du système coopératif d'électrification rurale. Nous y voyons de quelle façon l'électrification rurale devient progressivement, à partir de la fin des années 1920, une question d'actualité à laquelle les divers gouvernements qui se succèdent tentent de trouver une solution, sans engager - ou si peu - les fonds de l'État. En ce sens, la première étatisation et la mise sur pied d'Hydro-Québec, en 1944, marquent une rupture quant au mode d'action privilégié jusque-là. La nouvelle société d'État se voit cependant retirer son mandat d'électrifier le monde rural un an après sa fondation, car le gouvernement Duplessis, de retour au pouvoir, préfère mettre en place son propre modèle d'électrification rurale.

Ce système repose sur des coopératives d'électricité, soutenues par un organisme public, l'Office de l'électrification rurale (OER). L'OER suscite de grandes attentes de la part des ruraux et c'est par centaines qu'ils se manifestent. Cet engouement pour

les coopératives complique la tâche de l'OER, qui doit superviser de nouvelles sociétés tout en assurant sa propre organisation. Malgré des hésitations et quelques délais introduits par un manque de connaissances techniques et de personnel qualifié, les commissaires de l'OER se révèlent perspicaces et parviennent à mettre sur pied un système coopératif d'électrification rurale qui produit des résultats rapides. Il leur faudra cependant compter sur l'aide des autres acteurs engagés dans l'électrification, les organismes publics et les compagnies privées d'électricité. Cette période de démarrage et d'organisation, traitée dans la deuxième partie de la thèse, se termine en 1947-48, au moment où l'OER et les coopératives raffermissent leur maîtrise du système coopératif d'électrification rurale.

Les années 1948 à 1955 (troisième partie de thèse) correspondent à une période de croissance pour le mouvement coopératif. Cette partie scrute ainsi le développement des coopératives, les vastes chantiers de construction et l'injection de millions de dollars dans l'électrification rurale. Cette troisième partie prend également acte des premiers signes que quelque chose ne va pas si bien dans le monde coopératif. Nous y verrons également les ruraux à l'œuvre : comme membres, d'abord, mais aussi en tant que bénévoles, puis à l'emploi des coopératives.

La quatrième et dernière partie, les années 1956 à 1964, aborde les changements majeurs qui ont cours dans l'univers coopératif ; il s'agit d'une ère nouvelle et difficile pour le mouvement coopératif, dont les réseaux paraissent inadaptés aux changements de profil de la consommation d'électricité des usagers. L'OER sent alors le besoin de raffermir son contrôle des coopératives, car il pressent les

problèmes et les défis auxquels elles auront à faire face. Notre étude se termine par l'acquisition des coopératives par Hydro-Québec, en 1963-64.

Fondée sur des sources riches et variées, notre démarche propose un éclairage inédit sur une dimension importante de l'histoire de l'électricité au Québec. Elle permet, ce faisant, de saisir les rouages et l'action de l'État sous un angle particulier, avant sa profonde transformation amorcée au cours des années 1960. De même, elle apporte quelques clés nouvelles pour une meilleure compréhension de la dynamique des milieux ruraux de cette période.

REMERCIEMENTS

Cette thèse m'aura finalement beaucoup demandé. Il m'aura fallu persévérer malgré le travail à temps plein, les responsabilités familiales, les années qui passaient. Une discipline de fer et une ténacité à toute épreuve m'auront permis de la mener à bien. Ces valeurs m'ont été transmises par mes parents, tout particulièrement mon père, à qui le travail ne faisait jamais peur. Je la lui dédie à titre posthume.

Ce travail de longue haleine en a aussi imposé beaucoup à mes proches. D'abord à mon conjoint qui a montré une incommensurable patience. Karl, je te remercie donc du fond du cœur. Mes frères, mes sœurs et mes belles-sœurs ont aussi, à un moment ou un autre, apporté leur aide. Je leur en sais gré, plus particulièrement à ma sœur Sonia.

Cependant, même dotée de volonté et de l'appui de ma famille, je n'y serais pas arrivée sans l'appui inconditionnel de mon directeur, Claude Bellavance, et de mon codirecteur, Normand Séguin. Ils auront cru en moi jusqu'à la dernière minute. Ils ont fait toute la différence. Je leur exprime ma plus profonde gratitude. J'ajouterai que mon directeur, Claude, a fait preuve d'une grande générosité, transmettant sans compter son expérience d'historien et bien davantage dont je suis redevable. Il m'a ouvert toutes grandes les portes de son enquête Histoire de l'électricité au Québec, me donnant accès à diverses ressources indispensables à mes recherches.

Plusieurs organismes m'ont apporté leur soutien, sous forme de bourses, de subventions, de matériel et d'aide aux déplacements. Je remercie pour cela le Conseil des recherches en sciences humaines du Canada, la Fondation Desjardins et l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR). Je suis reconnaissante aussi au Centre d'études québécoises de l'UQTR, qui a mis à ma disposition du matériel informatique et m'a offert un environnement stimulant pour poursuivre ma démarche.

J'exprime enfin ma reconnaissance au centre d'Archives Hydro-Québec et aux Archives nationales du Québec; sans leurs fonds précieux, accessibles, et l'aide de leur personnel dévoué, cette thèse n'aurait pu prendre corps.

AVANT-PROPOS

Depuis que M. Dow, cultivateur de Sainte-Marie, a vu les trapeuses électriques (et sa femme les fers à repasser) à l'exposition de Valleyfield l'année dernière, il a multiplié les démarches auprès de la compagnie privée qui alimente le village voisin pour obtenir le service de l'électricité. Malheureusement, les pourparlers engagés avec le gérant local n'ont pas porté fruit, car la compagnie estime que la construction d'une ligne sur le rang de M. Dow ne serait pas rentable, vu la dispersion des habitations le long du chemin. Ce refus laissait présager de longues années d'attente avant de pouvoir enfin bénéficier de cette commodité, pourtant disponible depuis plusieurs années au village.

Le dépit de M. Dow prend cependant fin un matin du printemps 1945, lorsqu'il lit dans le journal local que le gouvernement de l'Union nationale vient tout juste d'adopter une loi qui comprend la création de coopératives rurales d'électricité. La nouvelle mesure prévoit que les ruraux pourront construire eux-mêmes leurs réseaux, avec l'aide financière et technique de l'État.

Image 1 : Vitrine de l'exposition de Valleyfield, 1950



AHQ, Fonds F1\1503-02-01\700905 (Série) Photographies : SWP: Expositions - 1950 à 1957

À partir de ce moment, les efforts que M. Dow avait mis dans la rédaction de lettres à la compagnie, de collecte d'informations et de demandes d'aide auprès de son député pour tenter de faire changer la décision du distributeur privé, sont investis dans la fondation d'une coopérative. Rapidement rejoint par d'autres ruraux désireux de s'impliquer, la création de la coopérative ne se fait pas attendre.

M. Dow est toutefois un peu déçu de l'aide fournie par l'organisme chargé de venir en aide aux coopératives, l'Office de l'électrification rurale. Il semble que l'aide offerte ne soit pas partout la même, et certaines coopératives doivent patienter, car d'autres régions sont apparemment prioritaires pour l'Office. La coopérative de Sainte-Marie réussit néanmoins à démarrer ses activités avec le soutien sporadique du

personnel de l'OER et, surtout, des ruraux de la paroisse et de l'engagement de M. Dow et de ses complices.

Élu président aux premières élections, M. Dow, de concert avec les directeurs et le gérant, continue de voir au développement de la société, pendant ses loisirs et même davantage. Ce bénévolat lui pèse parfois, mais il persévère, parce qu'il est convaincu que la coopérative constitue la meilleure solution pour enfin offrir le service de l'électricité aux habitants de sa paroisse et des paroisses environnantes. Même le petit village isolé, situé à quelques kilomètres et délaissé jusqu'ici par la compagnie privée d'électricité locale, sera inclus dans le tracé du réseau coopératif.

La construction d'un réseau d'électricité n'est cependant pas une mince tâche et les membres du conseil d'administration de la coopérative délibèrent de longues heures pour décider du tracé du réseau ou de l'achat de telle sorte de fil électrique. Ils doivent également préparer des estimations des coûts, et seul le gérant, qui possède un peu d'expérience tirée de la gestion de son magasin, semble en mesure de s'acquitter de cette tâche. Heureusement, les gens de l'Office sont de plus en plus disponibles et ils viennent prêter main-forte aux dirigeants de la coopérative. À leur arrivée, ils reprennent les plans et les estimations et y apportent des corrections. Puis, ça y est, les documents sont prêts et peuvent être soumis à l'Office afin d'obtenir le financement prévu par la loi. Les travaux démarrent enfin, mais ils cessent rapidement, car l'hiver approche. Au printemps suivant, les directeurs sont heureux de voir revenir l'ingénieur de l'OER et son assistant, qui prennent en charge les travaux. Dorénavant, la construction du réseau s'effectue rondement et les membres commencent à recevoir l'électricité.

Les rumeurs qui circulent rapportent cependant que tout ne va pas aussi bien dans d'autres coopératives. Quelques-unes sont si loin des sources d'énergie qu'elles doivent ériger de longues lignes de transmission ou construire des installations de production. M. Dow se considère chanceux d'avoir les installations de la compagnie privée à proximité et, inquiet du sort des coopératives, il s'informe auprès des employés de l'Office. Ils le rassurent : l'OER enverra des hommes pour les aider et le gouvernement pourrait bien décider de prendre en charge une partie des coûts des installations de production. Effectivement, après un moment, les rumeurs deviennent plus positives. Partout, les réseaux des coopératives progressent et les ruraux obtiennent enfin le service de l'électricité. De nouvelles sociétés sont même fondées dans des endroits où aucune compagnie privée n'a encore voulu s'engager et l'Office les soutient.

M. Dow pense alors qu'il sait pertinemment ce que représente le soutien de l'ingénieur résidant de l'OER et, même s'il ne l'avouerait pas publiquement, il souhaite parfois que l'ingénieur, et surtout le vérificateur, soit un peu moins présent, tout particulièrement lors des discussions entourant la fixation des tarifs de vente d'électricité. Les clients de la coopérative apprécient beaucoup l'électricité et ils voudraient en consommer davantage. Pour ce faire, ils réclament des réductions de tarifs et exercent des pressions sur le conseil d'administration de la coopérative pour obtenir ces réductions. Mais voilà, le vérificateur de l'OER examine tout et recommande des réductions tarifaires seulement lorsqu'il juge que la coopérative peut financièrement se le permettre. M. Dow et les autres directeurs se retrouvent pris entre les désirs de ses membres et les directives de l'Office et la position n'est pas

toujours très confortable. Après presque dix ans à la tête de la coopérative, M. Dow songe de plus en plus souvent à se retirer.

De nouveaux défis le gardent toutefois en poste. La consommation grandissante des ruraux crée en effet des pressions sur le réseau et il faut sans cesse moderniser et reconstruire des sections, et même augmenter la capacité de transformation de la sous-station. Les réunions du bureau de direction, que M. Dow convoquait une fois par deux ou trois mois depuis quelques années, se multiplient pour tenter de trouver des solutions. Cette fois, les services de l'ingénieur de l'Office sont indubitablement appréciés, tout comme le travail du vérificateur, car ils préparent dans un temps record les plans et les estimations qui permettent de soumettre les demandes de prêts à l'OER. La modernisation du réseau de la coopérative de Sainte-Marie s'enclenche et, à mesure que les mois passent, M. Dow et les directeurs réalisent que ce n'est qu'un début. Il semble que de grandes parties du réseau devront être reconstruites ou du moins améliorées pour supporter la charge d'une consommation accrue.

Les rumeurs reprennent : la situation est la même, voire plus grave encore, partout au Québec, causant des maux de tête à plus d'un bureau de direction. L'Office, qui compte maintenant à son emploi des dizaines de personnes, les envoie prêter main-forte aux coopératives. Les employés de l'OER sont d'ailleurs devenus des rouages essentiels de plusieurs sociétés, quelques-uns étant même affectés en permanence à une coopérative. Le soutien de l'OER va parfois plus loin encore, particulièrement lorsqu'une nouvelle coopérative voit le jour — il y a encore quelques fondations. Le personnel de l'OER prend alors en charge non seulement les travaux, mais à l'occasion l'organisation même de la coopérative. M. Dow ne peut

s'empêcher de noter la différence avec les conditions de démarrage de sa propre coopérative. Il juge cependant que cette incursion de l'OER en matière d'organisation est sans doute dans l'air du temps, d'autant plus que depuis 1956, tous les aspects de la vie des coopératives sont régis par un contrat qui les lie à l'Office et qui laisse, selon M. Dow, peu de marge de manœuvre aux dirigeants locaux, tout particulièrement au chapitre des finances. Ce resserrement de l'étreinte de l'Office lui pèse d'ailleurs parfois et c'est en partie pourquoi il se rend à l'assemblée de fondation de l'Association des coopératives d'électricité du Québec, en 1961.

Il y rencontre là un dénommé René Lévesque, nouveau ministre, qui parle de réseau panquébécois d'électricité et d'acquisition par l'État des compagnies privées. Oh, oh, pense M. Dow, après les distributeurs, ce sera les coopératives ? Ses appréhensions se confirment quelques mois plus tard : le gouvernement souhaite intégrer les coopératives d'électricité à Hydro-Québec, qui vient tout juste d'incorporer la majeure partie des entreprises d'électricité du Québec. À l'annonce d'une telle intégration des coopératives à la société d'État, la première réaction du bureau de direction de la société de Sainte-Marie est la même que celle de nombreux autres : notre coopérative nous appartient, elle fait bien son travail et nous la garderons. Pour d'autres sociétés, cependant, l'offre gouvernementale apparaît attrayante, surtout pour les coopératives en difficulté financière, et certaines s'empressent de l'accepter. L'Association des coopératives canalise l'opposition et défend les intérêts des coopératives auprès du gouvernement. Celui-ci, Hydro-Québec et même l'OER ont toutefois en main un argument de poids pour convaincre les coopérateurs d'adhérer à l'idée de créer un grand système de transport et de

distribution d'électricité : les baisses de tarifs. C'est un argument majeur et M. Dow le sait pertinemment. Quelques mois plus tard, à l'assemblée générale, il voit plus de 90 % de ses membres approuver la vente de la coopérative à Hydro-Québec.

* * *

L'histoire de cette fausse société et de son président imaginaire pourrait être celle de plusieurs autres coopératives d'électricité du Québec au cours des années 1945 à 1964. Nous avons écrit ce récit comme avant-propos de la thèse pour montrer de quelle façon le mouvement a connu des modifications successives — de sources parfois intrinsèques, parfois extrinsèques. Il illustre également les défis auxquels ont été confrontées les coopératives, de même que notre volonté de nous écarter du portrait généralement dépeint par l'historiographie : bien sûr, les coopératives d'électricité ont vécu des transformations importantes au cours de leurs quelque vingt ans d'existence, mais elles ont été des acteurs de ces changements et ne les ont pas que subis. De l'appropriation du modèle d'électrification rurale de l'Union nationale à l'opposition à la vente à Hydro-Québec, la gestion en constante évolution des coopératives par leurs dirigeants, l'intervention croissante de l'OER, les réalités différentes des nouvelles coopératives, les transformations qui affectent le monde rural et l'économie de l'électricité sont autant de sujets que nous aborderons dans cette thèse, révélant la capacité d'adaptation au changement de ces petites entreprises. Elles seront soutenues par un organisme public qui se montrera, lui aussi, mais d'une façon différente, capable de flexibilité et d'initiatives. Lançons-nous donc maintenant dans l'aventure singulière des coopératives d'électricité !

Les pages 158 et 233 sont manquantes mais tout le texte est bien présent.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	ii
REMERCIEMENTS	v
AVANT-PROPOS	vii
TABLE DES MATIÈRES	xiv
LISTE DES TABLEAUX	xix
LISTE DES FIGURES	xx
LISTE DES CARTES	xxii
LISTE DES IMAGES	xxiii
INTRODUCTION	1

PARTIE I : CONTEXTE

CHAPITRE UN - MISE EN CONTEXTE :

LA PROBLEMATIQUE DE L'ELECTRIFICATION RURALE AU QUEBEC AVANT 1963	20
1. L'électrification des zones rurales avant 1945 : un monde à part.....	22
1.1. Une question d'actualité	25
1.2. La Commission Lapointe enquête	30
1.3. Un entre-deux .. ou comment ne pas faire taire les critiques.....	35
2. LE RÔLE QU'HYDRO-QUEBEC DEVAIT JOUER DANS L'ELECTRIFICATION DES ZONES RURALES	43
3. SOUS LA GOUVERNE DE L'OER, 1945-1963	50
3.1. De nouveaux changements législatifs.....	51
3.2. L'Office de l'électrification rurale.....	55

PARTIE II : LES ANNEES 1940 – 1947

CHAPITRE DEUX - L'EXPERIENCE ANTERIEURE MISE A PROFIT DANS L'ELABORATION DU SYSTEME COOPERATIF D'ELECTRIFICATION RURALE..... 62

1. L'ELECTRIFICATION RURALE AVANT L'OER64

1.1. *L'intérêt des ruraux pour le service de l'électricité : moteur de demandes et de projets* 64

1.2. *La création de l'Office de l'électrification rurale suscite beaucoup d'intérêt..* 72

2. L'ORGANISATION DE L'OER : D'OU PROVIENT L'EXPERTISE ?.....77

2.1. *L'apport de la législation coopérative agricole du Québec*..... 78

2.2. *L'œuvre des responsables de la mise en place du nouvel Office de l'électrification rurale*..... 80

2.3. *La précieuse expérience des organismes de réglementation de l'industrie électrique*..... 84

2.4. *L'expérience hors Québec*..... 88

CHAPITRE TROIS - LA FONDATION ET L'ORGANISATION DES PREMIERES COOPERATIVES D'ELECTRICITE 94

1. LA FONDATION DES COOPERATIVES : LE RESULTAT D'UNE MOBILISATION AU SEIN DU MONDE RURAL96

1.1. *Les fondateurs* 97

1.2. *L'engagement des ruraux dans leurs coopératives* 105

2. LE DEBORDEMENT DES PREMIERES ANNEES.....109

2.1 *Le débordement initial* 110

2.2. *La Régie provinciale de l'électricité et les compagnies privées : une voie d'évitement*..... 114

2.3. *L'Office resserre les rangs*..... 128

3. DES BALISES MINIMALES.....139

3.1. *Les règlements de 1945*..... 140

3.2. *Une première mouture des Règlements généraux*..... 147

CHAPITRE QUATRE - LA NECESSITE MERE DE L'INVENTION : LE FINANCEMENT DES COOPERATIVES D'ELECTRICITE AU COURS DE LA PERIODE PIONNIERE... 158

1. LES PARTS SOCIALES : S'ENGAGER PUIS PAYER	161
<i>1.1. Des règles adaptées aux contextes</i>	<i>162</i>
<i>1.2. L'engagement à souscrire et l'investissement réel.....</i>	<i>165</i>
2. LE RECOURS A D'AUTRES SOURCES DE FINANCEMENT : LA DEBROUILLARDISE LOCALE	168
3. LE ROLE ESSENTIEL DE L'OFFICE DE L'ELECTRIFICATION RURALE	180
<i>3.1. Le cadre général de l'aide financière de l'État aux coopératives</i>	<i>181</i>
<i>3.2. Un soutien qui doit s'adapter aux contextes particuliers.....</i>	<i>183</i>

CHAPITRE CINQ - L'EXPLOITATION ET LE FONCTIONNEMENT DE LA COOPERATIVE AU COURS DE LA PERIODE PIONNIERE : L'ESPRIT D'ENTREPRISE DES RURAUX..... 193

1. L'IMPLICATION DES RURAUX : LA PIERRE D'ASSISE DE LA COOPERATIVE	195
2. UNE PRIORITE : LA CONSTRUCTION DU RESEAU.....	213

PARTIE III : LES ANNEES 1948 - 1955

CHAPITRE SIX - UNE PERIODE DE CONSOLIDATION DES COOPERATIVES ET D'EXTENSION DES RESEAUX (1948-1955)

.....	233
1. DE SOLIDES ASSISES POUR LES COOPERATIVES.....	235
<i>1.1. Le rôle-clé de l'Office de l'électrification rurale dans la fondation et le démarrage des coopératives</i>	<i>236</i>
<i>1.2. La progression des réseaux coopératifs et l'alimentation en énergie.....</i>	<i>244</i>
2. LE ROLE STRUCTURANT DE L'OER ET LA COMPLEMENTARITE DES RESSOURCES LOCALES	261
<i>2.1. Le financement public : des millions pour les zones rurales.....</i>	<i>262</i>
<i>2.2. Des réminiscences des années pionnières : le recours au capital local</i>	<i>267</i>

CHAPITRE SEPT - L'EXPLOITATION DE LA COOPERATIVE ET LA CONSOLIDATION DES BUREAUX DE DIRECTION. . . 274

1. LE MODELE ORGANISATIONNEL DES COOPERATIVES (LE SYSTEME).....	277
<i>1.1. La mise en place.....</i>	<i>278</i>
<i>1.2. Qui détermine les tarifs de vente de l'électricité ?.....</i>	<i>288</i>
<i>1.3. La surveillance de l'Office de l'électrification rurale.....</i>	<i>296</i>
2. L'APPLICATION DU MODELE	303
<i>2.1. Les réactions des bureaux de direction.....</i>	<i>303</i>
<i>2.2. La gestion des coopératives par les dirigeants locaux.....</i>	<i>307</i>
<i>2.3. Les limites à ne pas franchir</i>	<i>317</i>
3. LES COOPERATIVES « MODELES » ET CELLES QUI VONT PLUS LOIN QUE LE MODELE	330
<i>3.1. Une coopérative est une coopérative.....</i>	<i>331</i>
<i>3.2. Dépasser le modèle ? Pourquoi pas ?</i>	<i>339</i>

PARTIE IV : LES ANNEES 1956 – 1964

CHAPITRE HUIT - DE BENEVOLES A SALARIES 356

1. LE GERANT : UN PERSONNAGE DE PLUS EN PLUS CENTRAL.....	358
2. LA MODERNISATION DES " RELATIONS DE TRAVAIL ".....	374

CHAPITRE NEUF - LES LIMITES DU MODELE COOPERATIF D'ELECTRIFICATION RURALE 384

1. LES MODES DE PAIEMENT DES PARTS SOCIALES : LA SOUPLESSE DES COOPERATIVES MISE A CONTRIBUTION	385
2. LORSQUE LA SOUPLESSE NE SUFFIT PLUS	395
<i>2.1. Le paiement des parts sociales : des rythmes différents.....</i>	<i>395</i>
<i>2.2. Une formule de financement parfois inadéquate.....</i>	<i>406</i>

CHAPITRE DIX - PRODUIRE ET CONSOMMER DE L'ELECTRICITE : LE MONDE RURAL EN TRANSFORMATION RAPIDE AU LENDEMAIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE..... 431

1. LE MARCHE RURAL DE L'ELECTRICITE : UN GRAND BOND EN AVANT. 433
2. DES EFFETS PLUTOT POSITIFS..... 448
3. DES BESOINS NOUVEAUX ... OU L'ENVERS DE LA CROISSANCE..... 460

CHAPITRE ONZE - UN SYSTEME A REVOIR ... OU A REMPLACER	479
1. LES EFFORTS D'ADAPTATION DES COOPERATIVES ET DE L'OFFICE.....	480
<i>1.1. La refonte des Règlements généraux en 1956.....</i>	<i>481</i>
<i>1.2. Le recours à une nouvelle forme de financement : les parts sociales privilégiées</i>	<i>490</i>
<i>1.3. L'OER s'engage davantage dans le transport et la production de l'électricité</i>	<i>499</i>
2. LE SURSIS DES COOPERATIVES... VERS L'INTEGRATION A HYDRO-QUEBEC	519
<i>2.1. Remise en question de l'existence des coopératives et première offre d'Hydro-Québec</i>	<i>520</i>
<i>2.2. Le ralliement</i>	<i>535</i>
 CONCLUSION	 547
BIBLIOGRAPHIE	556
ANNEXE 1 : MÉTHODOLOGIE ET SOURCES	591
ANNEXE 2 : COMPLEMENTS D'INFORMATION SUR LES FINANCES DES COOPERATIVES D'ELECTRICITE	609
ANNEXE 3 : LES MEMBRES ET LEURS COOPÉRATIVES	616
ANNEXE 4 : RÈGLEMENT N° 8 DE L'OER	625

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Programme et réalisation des six principales compagnies privées en matière d'électrification rurale, 1946	123
Tableau 2 : Relevés préliminaires effectués par le personnel de l'Office de l'électrification rurale au cours de 1946	131
Tableau 3 : Centrales de production en activité, 1949	256
Tableau 4 : Proportion des dépenses d'opération des réseaux par rapport aux revenus des coopératives, 1954-55, 1957-58 et 1961-62 (en pourcentage)	452
Tableau 5 : Tarifs de la Coopérative d'Électricité d'Abitibi-Est	456
Tableau 6 : Placements des coopératives d'électricité au 30 avril 1962, valeur nette de leurs immobilisations et proportion entre les deux données	463
Tableau 7 : Propriétés de l'Office de l'électrification rurale au 14 mars 1963.....	515

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : La progression de l'électrification rurale au Québec, de 1930 à 1945	41
Figure 2 : La progression de l'électrification rurale au Québec, de 1930 à 1961 ...	51
Figure 3 : Professions déclarées le plus souvent par les membres fondateurs (moyenne pour 96 coopératives)	104
Figure 4 : La construction de lignes électriques en milieu rural, entre 1936 et 1961, en milles	128
Figure 5 : Coopératives incorporées et actives 1945-1964	135
Figure 6 : Total des sommes avancées aux coopératives par l'OER, 1945-1948 ...	183
Figure 7 : Prêts / avances consentis annuellement par l'OER aux coopératives, 1945-1948	186
Figure 8 : Proportion des sommes prêtées aux coopératives par l'OER, 1945-1948 ...	186
Figure 9 : Fondation des coopératives d'électricité, 1945-1964	236
Figure 10 : Longueur des lignes construites annuellement par les coopératives, 1946-1963 (par districts de l'OER)	244
Figure 11 : Nombre de prêts et valeur annuelle moyenne et médiane des prêts consentis par l'OER aux coopératives, 1945-1963 (en dollars courants)	262
Figure 12 : Prêts / avances consentis annuellement par l'OER aux coopératives, 1948-1955	265
Figure 13 : Proportion des dépenses d'administration / le total des dépenses (sans l'électricité)	380
Figure 14 : Proportion des dépenses d'administration / le total des dépenses comprenant l'électricité	381
Figure 15 : Nombre de nouveaux usagers desservis et total annuel des clients des coopératives d'électricité, 1946-1964	435

Figure 16 : Consommation annuelle moyenne (en KWh) des clients des 29 principaux distributeurs privés, 1937-1940 **437**

Figure 17 : Consommation mensuelle moyenne d'un usager de coopérative, 1951 à 1956 **438**

Figure 18 : Sommes prêtées annuellement par l'OER et valeur des remboursements annuels par les coopératives (en dollars courants), 1945 à 1964 **451**

Figure 19 : Valeur annuelle moyenne et médiane des prêts consentis par l'OER aux coopératives, 1945-1963 (en dollars courants) **473**

Figure 20: Somme annuelle des prêts consentis par l'OER aux coopératives et nombre de prêts, (en dollars courants), 1945 à 1963 **475**

LISTE DES CARTES

Carte 1 : Les exploitations agricoles électrifiées au Québec, par comtés, en 1931 ...	22
Carte 2 : Demandes d'information soumises à l'OER en 1945	75
Carte 3 : Coopératives fondées en 1945	113
Carte 4 : Coopératives fondées entre 1945 et 1947 (inclusivement)	133
Carte 5 : Coopératives actives, non actives et fusionnées, 1945 -1963	137
Carte 6 : Les exploitations agricoles électrifiées au Québec, par comtés, en 1951 ..	245
Carte 7 : Coopératives fondées entre 1945 et 1955 (inclusivement)	253
Carte 8 : Zonage des coopératives d'électricité du Nord-Ouest, établi par l'OER en février 1961	324
Carte 9 : Municipalités du Nord-Ouest (Abitibi-Témiscamingue) (carte d'aujourd'hui)	326
Carte 10 : Zonage des coopératives d'électricité des Cantons-de-l'Est, établi par l'OER en février 1961	329
Carte 11 : Zonage des coopératives de la Côte-Nord et du Bas-Saint-Laurent, établi par l'OER en février 1961	416
Carte 12 : Prêt moyen par mille de ligne de distribution	420
Carte 13 : Zonage des coopératives du Nord de Montréal, établi par l'OER en février 1961	509

LISTE DES IMAGES

Image 1 : Vitrine de l'exposition de Valleyfield en 1950	viii
Image 2 : Sous-station de Southern Canada Power, dans les années 1930	126
Image 3 : Contrat d'association, émis par la coopérative de Brigham en 1945	144
Image 4 : Certificat de membre, émis par la coopérative de Brigham en 1945	162
Image 5 : Texte de la résolution n° 2399 autorisant l'Office à aménager les installations de production de Village Bergeronnes	418
Image 6 : Publicité : « Tenez-vous bien compte de l'avenir ? »	443
Image 7 : Publicité : « 15 vaches traites en 31 minutes exactement »	445
Image 8 : Publicité : « La cuisine électrique a tous les avantages »	447

INTRODUCTION

Fin 1963, au moment de leur acquisition par Hydro-Québec, les coopératives rurales d'électricité du Québec comptent plus de 80 000 clients¹ et leurs réseaux s'étirent sur 9 439 milles². Malgré la courte période au cours de laquelle elles ont été actives — elles sont toutes âgées de moins de 20 ans —, elles ont accompli beaucoup : l'électrification de plusieurs zones rurales du territoire québécois. La Côte-Nord, par exemple, de même que plusieurs autres localités ailleurs au Québec (au nord de Montréal, dans les Cantons-de-l'Est, en Abitibi, au Témiscamingue, dans le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie) ont été électrifiées par des coopératives. Dans certaines régions, elles étaient, en fait, le distributeur d'électricité dominant, électrifiant rangs, villages et même certaines villes.

Pourtant, malgré le rôle clé qu'elles ont joué, nous connaissons encore assez mal ces petites entreprises, gérées par les communautés rurales et soutenues par un organisme de l'État, l'Office de l'électrification rurale (OER). Aucune étude historique d'envergure ne leur a été en effet jusqu'ici entièrement consacrée. Or, il n'en est pas partout ainsi. En France et aux États-Unis par exemple, l'histoire de

¹ Selon le rapport annuel de l'OER pour l'année 1963 (à l'avenir *RA OER, année concernée*) les coopératives ont construit 9 439 milles au total et rejoint 80 808 clients depuis 1945.

² Nos données seront toujours exprimées en milles simplement parce que nos sources, qui portent sur les années antérieures à 1965, utilisent le mille comme unité de mesure. Nous n'avons pas cru nécessaire de tout convertir en kilomètres.

l'électricité accorde une place significative au monde rural³. Plus près de nous, l'Ontario⁴ dispose déjà d'une étude fouillée, grâce à un ouvrage consacré à Hydro-Ontario et à l'électrification rurale⁵.

Au Québec, de manière plus générale, après les travaux de J. H. Dales, dans les années 1950⁶, l'histoire de l'électricité est demeurée un sujet très peu étudié, à

³ Pour la France, il faut consulter, notamment, les *Actes des colloques de l'Association pour l'histoire de l'électricité en France*, six volumes (voir la bibliographie pour le détail). De plus : Jean-Claude Felder, « L'électrification rurale et son financement de 1946 à nos jours », dans Fabienne Cardot (dir.), *Le financement de l'industrie électrique, 1880-1980*, Actes du colloque de l'Association pour l'histoire de l'électricité en France, Paris, AHEF / PUF, 1991 : 115-129 ; Martine Muller, « L'électrification rurale : Frolois, 1919-1939 », *Bulletin d'histoire de l'électricité*, n° 6 (déc. 1985) : 61-74 ; Nadau, Thierry, « Le financement de l'électrification rurale dans l'entre-deux-guerres », dans Cardot, Fabienne (dir.), *op. cit.* Thierry, Nadau, « Entre le mythe technologique et l'impasse économique : l'électricité agricole avant 1914 », *Bulletin d'histoire de l'électricité*, n° 8 (décembre 1986) : 7-22. Thierry, « Usages rêvés, usages pratiques. La question des usages agricoles de l'électricité avant 1945 », dans Fabienne Cardot (dir.), *L'électricité et ses consommateurs*. Actes du quatrième colloque de l'Association pour l'histoire de l'électricité en France, Paris, 19-21 mai 1987, Paris, AHEF / PUF, 1987 : 67-76. En Grande-Bretagne : Leslie Hannah, *Electricity Before Nationalization : A Study of the Development of the Electricity Supply Industry in Britain before 1948*, London, Macmillan Press Ltd., 1979, p. 189-192. Pour les États-Unis, se référer, entre autres, à : Deward C. Brown, *Electricity for Rural America. The Fight for the REA*, Westport (Conn.), Greenwood Press, 1980, 178 p. ; Frank J. Busch, « History of Montana Rural Electric Cooperatives, 1936-1971 », Ph. D., University of Montana, 1975 ; David E. Nye, *Electrifying America : Social Meanings of a New Technology*, Cambridge (Mass.), The MIT Press, 1991. Chapitre 7 : « Rural Lines » et James C. Williams, « Otherwise a Mere Clod : California Rural Electrification », *IEEE Technology and Society Magazine*, vol. 7, n° 4 (déc. 1988) : 13-29.

⁴ Keith R. Fleming, *Power at Cost, Ontario Hydro and Rural Electrification, 1911-1958*, Montréal et Kingston, McGill/Queen's University Press, 1992, 326 p.

⁵ Pour l'ensemble du Canada, voir notamment, Melvin Baker, « Rural Electrification in Newfoundland in the 1950s and the Origins of the Newfoundland Power Commission », *Newfoundland Studies*, vol. 6, n° 2 (1990) : 190-209 ; David A. Schulze, « The Politics of Power : Rural Electrification in Alberta, 1920-1989 », M. A., McGill University, 1989, 188 p. ; L. C. Volk, « The Social Effects of Rural Electrification in Saskatchewan », M. A., University of Regina, 1980, 220 p. On peut aussi consulter Christopher Armstrong et Henry Vivian Nelles, *Monopoly's Moment : The Organization and Regulation of Canadian Utilities, 1830-1930*, Toronto, University of Toronto Press, 1986, 393 p., bien que ce volume ne traite pas spécialement d'électrification rurale.

⁶ J. H. Dales, *Hydroelectricity and Industrial Development in Quebec, 1898-1940*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1957, 269 p.

l'exception de la seconde étatisation de 1963⁷. Depuis les années 1990, cependant, cette histoire est en développement et plusieurs études solides sont parues. Les travaux de Claude Bellavance nous apparaissent comme un important effort de renouvellement en ce domaine. Sa thèse de doctorat⁸, consacrée à la plus grande entreprise d'électricité du Québec d'avant 1963, Shawinigan Water & Power, trace également un portrait d'ensemble de l'industrie de l'électricité entre la fin du XIX^e siècle et les années 1960. Les travaux subséquents de C. Bellavance ont continué à nourrir cette filière de l'histoire du Québec. Parfois centrés sur les entreprises, parfois sur le processus de diffusion de l'électricité sur le territoire québécois⁹, ils abordent la question de l'électricité sous les angles à la fois technique, financier, réglementaire et spatio-temporel.

Depuis une quinzaine d'années, on comprend donc mieux l'action de l'État dans ses rapports avec les compagnies privées, de même que sa gestion des ressources hydroélectriques. Plus largement, ce sont de grands pans de l'histoire de la mise en

⁷ Il y a eu quelques études, tout de même : Clarence Hogue, André Bolduc et Daniel Larouche. *Québec, un siècle d'électricité*, Montréal, Libre expression, 1979, 381 p. ; Hélène Laurendeau, « Le processus politico-idéologique de la nationalisation de l'électricité de 1963, au Québec », Montréal, Université de Montréal, Département de sociologie, 1981, 180 p. ; Carol Jobin, *Les enjeux économiques de la nationalisation de l'électricité*, Montréal, Éditions coopératives Albert-Martin, 1978, 206 p.

⁸ Claude Bellavance, *Shawinigan Water & Power, 1898-1963. Formation et déclin d'un groupe industriel au Québec*, Montréal, Boréal, 1994, 448 p.

⁹ Claude Bellavance, « Réseaux, territoires et électricité : la dynamique spatiale du processus d'électrification du Québec méridional », Serge Courville et Normand Séguin (dir.), *Espace et culture*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1995, p. 393-404 ; Claude Bellavance et Paul-André Linteau, « La diffusion de l'électricité à Montréal au début du XX^e siècle » dans Horacio Capel et Paul-André Linteau (dir.), *Barcelona-Montréal, Développement urbain comparé*, Barcelone, Ediciones de la Universitat de Barcelona, 1998, pp. 239-258.

place de l'État québécois entre le début du siècle et les années 1960¹⁰ qui commence à apparaître de plus en plus clairement. Malgré son dynamisme et l'élargissement des perspectives, cette historiographie n'a encore accordé que peu de place à une composante essentielle de l'histoire de l'électricité au XX^e siècle : l'électrification rurale¹¹. Voyons de plus près.

La thèse d'Yves Tremblay, consacrée à l'électrification du Bas-Saint-Laurent, a été l'une premières pierres apportées à l'édifice¹². Dans celle-ci et dans ses travaux subséquents, Yves Tremblay apporte des éléments significatifs à l'historiographie de l'électricité en milieu rural, notamment sur la montée de l'électrification rurale comme préoccupation politique et sociale, de même que sur le contexte de formation de

¹⁰ Claude Bellavance « L'État, la houille blanche et le grand capital. L'aliénation des ressources hydrauliques du domaine public québécois au début du XX^e siècle », *RHAF*, vol. 51, n° 4 (printemps 1998) : 487-520 ; Claude Bellavance, Roger Levasseur et Yvan Rousseau, « De la lutte antimonopoliste à la promotion de la grande entreprise ; l'essor de deux institutions économiques au Québec : Hydro-Québec et Desjardins, 1920-1965 », *Recherches sociographiques*, 2 (1999).

¹¹ Nous avons également consulté des synthèses régionales (voir la bibliographie) de l'IQRC. De par leur objet d'étude, ces synthèses offrent cependant peu d'acquis en matière d'histoire de l'électrification rurale. Celle consacrée aux Cantons-de-l'Est notamment, à laquelle a collaboré Jean-Pierre Kesteman, fournit peu de matériel, et ce, même si la section sur l'électrification rurale y est plus développée que dans la plupart des autres synthèses régionales. On n'y apprend que « Grâce à l'Office de l'électrification rurale, des coopératives d'électricité se chargent de l'électrification des cantons situés sur les deux rives du lac Memphrémagog et dans le nord du comté de Shefford à compter du milieu des années 1940. » Jean-Pierre Kesteman, Peter Southam et Diane Saint-Pierre (dir.), *Histoire des Cantons de l'Est*, Sainte-Foy, IQRC, 1998, 829 p. Quelques éléments supplémentaires : la synthèse dédiée à l'Abitibi mentionne que la région est très active sur le plan coopérateur et l'on prend soin d'inclure les coopératives d'électricité dans l'énumération. Là s'arrêtent cependant les informations obtenues. En Outaouais, bien que des sections portent sur l'hydroélectricité, on se contente de souligner que l'électrification des zones rurales de la région est tardive, sans dire mot à propos de la coopérative d'électricité du Pontiac.

¹² Yves Tremblay, « Histoire sociale et technique de l'électrification au Bas-Saint-Laurent, 1888-1963 », Ph. d., Université Laval, 1992, 581 p. Yves Tremblay, « Le monde rural et l'électricité », *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. XVII, n° 1 (n° 44) (janv. 1994) : 25-29 ; « Entre le privé et le public : l'électrification rurale au Québec, 1935-1964 », *Bulletin d'histoire de l'électricité*, n° 22 (déc. 1993) : 173-185.

l'Office de l'électrification rurale et de sa mise en place. Yves Tremblay s'attache également à mettre en évidence des aspects particuliers du système coopératif d'électrification rurale propres à la région du Bas-Saint-Laurent. L'entreprise privée d'électricité dominante, la Compagnie de Pouvoir du Bas Saint-Laurent, y établit, en effet, une collaboration unique au Québec avec l'Office de l'électrification rurale : c'est le distributeur qui construit les réseaux de plusieurs coopératives¹³. Cette région comme objet d'étude ne permet toutefois pas de comprendre pleinement l'ensemble du mouvement des coopératives d'électricité. Par surcroît, l'étude de Tremblay ne porte que sur une seule coopérative, celle du Témiscouata, ce qui en restreint et biaise à la fois l'analyse, car l'ambition de sa thèse est de rendre compte de l'expérience de l'électrification rurale dans l'ensemble du Bas-Saint-Laurent. Dans cette histoire, celle des coopératives apparaît par ailleurs par trop négative (ou, déformée, à tout le moins): tarifs prohibitifs, système au bord de la rupture et petites entreprises fragiles qui se voient rapidement intégrées à la compagnie privée régionale.

Nos propres travaux¹⁴, sur l'histoire de l'électrification rurale du Centre-du-Québec, ont apporté des éléments supplémentaires d'analyse et ils ont fait la lumière sur des aspects jusqu'alors méconnus de l'électrification rurale. Nous avons ainsi pour la première fois étudié l'électrification rurale du Québec dans ses ramifications spatio-temporelles, en nous attardant notamment au cas de l'électrification de deux comtés

¹³ Nous verrons dans le premier chapitre de cette thèse que ce modèle avait été proposé par Hydro-Québec.

¹⁴ Marie-Josée Dorion, « Le processus d'électrification rurale du Centre du Québec, rive sud du fleuve, 1920-1963 », Université du Québec à Trois-Rivières, 1997 ; et Marie-Josée Dorion, « L'électrification du monde rural québécois », *RHAF*, vol. 54, n° 1 (été 2000) : 3-37.

ruraux¹⁵ du Centre-du-Québec, ceux de Nicolet et de Yamaska. Électrifiés par le secteur privé¹⁶, ces comtés nous ont aussi fourni l'occasion d'étudier les compagnies privées d'électricité à l'œuvre dans ce territoire, à travers leurs relations avec l'État et les ruraux. Et c'est cette étude, dans le climat sociopolitique particulier des années 1930, qui nous a conduit à vouloir nous intéresser de manière plus approfondie aux ruraux et aux coopératives d'électricité du Québec.

En essayant alors de comprendre de quelle façon les compagnies privées et l'État voyaient l'électrification rurale au cours des années 1930, nous nous sommes, en effet, lancées dans la lecture de la correspondance échangée entre le personnel des organismes de l'État (ingénieurs, commissaires, régisseurs, comptables, etc.) et leur vis-à-vis du secteur privé¹⁷. La grande richesse de ce type de sources pour l'histoire rurale nous est apparue et nous avons alors décidé d'en faire une thèse, une thèse qui placerait les ruraux au cœur de l'analyse.

Pourquoi cet intérêt pour les ruraux et non pas directement pour les coopératives ? D'abord, parce qu'ils avaient plein de choses à dire au sujet de l'électrification rurale

¹⁵ L'historiographie du monde rural, pas plus que celle des associations coopératives, ne s'est jamais intéressée aux coopératives d'électricité, pas même d'un point de vue comparatif.

¹⁶ L'ouvrage de Jean-Louis Fleury, paru en 2004, apporte quelques éléments supplémentaires de compréhension en ce qui concerne l'action des compagnies privées et d'Hydro-Québec dans l'électrification rurale. Jean-Louis Fleury, *Les porteurs de lumières. L'histoire de la distribution de l'électricité au Québec*, Sainte-Foy, les Éditions Multimondes, 2004, 491 p.

¹⁷ Par exemple : *Correspondance et rapports sur l'électrification rurale*. 1 cm, originaux et copies. 1936-1952, AHQ, Fonds RÉQ, document n° P3/215. *Électrification rurale / Général : requêtes de Albert Gaudreault, député du comté de Richmond, concernant l'électrification des diverses localités de la région*. 2 cm, originaux et copies. AHQ, fonds RÉQ, document n° P3/216. Voir la bibliographie de la thèse pour une recension complète.

et que nous avons voulu connaître davantage leurs aspirations et leurs façons de voir. Au début de la thèse, nous avons donc poursuivi notre lecture passionnée de volumineuses correspondances, de rapports annuels des organismes publics de réglementation de l'électricité et de rapports de toutes sortes sur l'électrification rurale. Prendre connaissance de ces sources nous a rapidement mise sur la piste des coopératives d'électricité, de plus en plus présentes à partir des années 1930, d'abord comme un simple moyen supplémentaire d'électrifier le monde rural, puis comme un mouvement beaucoup plus large ayant connu un succès quasi instantané. C'était décidé, les coopératives occuperaient une place importante de notre thèse de doctorat.

Cette décision nous a rapidement conduite à inclure dans nos recherches un autre acteur majeur de l'électrification rurale du Québec : l'Office de l'électrification rurale (OER), organisme public chargé de superviser, de financer et d'aider les coopératives. Grâce aux travaux d'Yves Tremblay et à nos propres recherches, nous connaissions les grandes lignes de l'histoire de cet organisme public, mais guère plus. C'était largement insuffisant. Il était évident qu'il fallait inscrire l'action de l'OER comme l'un des trois axes principaux d'analyse de la thèse, aux côtés des ruraux et des coopératives.

La poursuite de ces trois axes nous a également amenée à prendre en compte deux autres acteurs incontournables de l'histoire de l'électricité au Québec. Le premier est le groupe des compagnies privées d'électricité. Malgré le poids qu'elles ont représenté historiquement, elles ne sont cependant pas au cœur de la thèse. L'État y est par contre beaucoup plus présent. Il est appréhendé, pour l'essentiel, par le biais de l'action de l'OER, dans les relations que l'organisme tisse avec les communautés locales et avec

les autres organismes publics, société d'État, municipalités, de même qu'avec les entreprises privées. Certes, les relations de l'État avec quelques-uns de ces acteurs ont déjà été étudiées, mais le terrain de recherche est encore en friche dans plusieurs domaines, et tout spécialement en matière d'électrification rurale.

Cette thèse a donc pour objectif principal de dresser un portrait global du mouvement des coopératives rurales d'électricité entre 1940 et 1964, et ce, autant dans ses composantes sociales, économiques que techniques. Nous voulons ainsi contribuer non seulement à l'histoire de l'électricité et de l'électrification rurale, mais aussi à celle de la construction de l'État québécois, de même qu'à celle du monde rural et des associations coopératives.

Pour nous donner les moyens de nos ambitions, nous avons mis à profit de nombreuses sources, au contenu à la fois très riche et très diversifié¹⁸. Nous avons dépouillé, analysé et saisi deux séries de documents majeurs pour la compréhension de l'électrification et des coopératives d'électricité : les Comptes publics de la province de Québec (1945-1965), qui contiennent tous les prêts consentis aux coopératives entre 1949 et 1964, et les Lois du Québec (1910-1965). Les journaux agricoles, quelques revues et grands quotidiens, de même que les recensements décennaux du Canada nous ont permis d'enrichir notre analyse en nous faisant participer à la vie des ruraux.

¹⁸ Voir la bibliographie de la thèse pour une liste complète des documents d'archives, textes des contemporains, lois et documents gouvernementaux consultés.

Le corpus central sur lequel a reposé le plus gros de nos efforts est composé : 1- du fonds de l'Office de l'électrification rurale, conservé à Bibliothèque et Archives nationales du Québec¹⁹ (il comprend tous les documents de l'Office de l'électrification rurale pour les années 1945 à 1985) ; 2- les sources disponibles aux Archives d'Hydro-Québec, qui regroupent particulièrement les fonds des coopératives acquises par Hydro-Québec, ceux des grandes compagnies privées (Shawinigan Water & Power, Southern Canada Power, Saguenay Electric, etc.), ceux des services électriques municipaux dans leurs relations avec les organismes de l'État, celui de la Commission Lapointe et, finalement, les procès-verbaux d'Hydro-Québec. Ce corpus documentaire comprend plusieurs dizaines de milliers de documents. Il a dû faire l'objet d'un dépouillement massif, mais néanmoins ciblé.

Puisque nous souhaitons proposer une vision globale du mouvement des coopératives, les sources disponibles dans le fonds de l'Office de l'électrification et des coopératives, conservé aux ANQ (le E80²⁰), ont fait l'objet d'un dépouillement

¹⁹ Nous utiliserons dorénavant toujours : Archives nationales du Québec.

²⁰ Les grandes séries sont les suivantes, selon le classement et les descriptions des ANQ : **SÉRIE A** : A. Assurances, AC. Autorisations de construire, G. Générale – Il s'agit de correspondance générale, R. Règlements, T. Tarifs et S. Statistiques ; **SÉRIE B** : « Nous y retrouvons des données très précises sur les installations de chaque coopérative (actifs) et sur l'évaluation de ces biens. Les rapports financiers annuels de chaque coopérative s'y retrouvent également avec la liste de leurs sociétaires. Cette série de dossiers est répartie en deux sous-séries. Classées toutes deux par ordre alphabétique des noms des coopératives. Elles se complètent tout simplement. Rien ne les démarque, puisqu'il n'y a aucun dédoublement et qu'elles recouvrent sensiblement la même période chronologique (1945 à 1966 environ). » Contenu : dossiers courants ; correspondance et mémoires ; dossiers permanents et dossiers d'impôt. **SÉRIE C** : Rapports financiers. Cette série renferme les rapports financiers annuels des coopératives d'électricité pour la période 1948 à 1968 environ. Ces rapports étaient préparés par l'Office de l'électrification rurale. **SÉRIE D** : Rapports annuels de l'Office. **SÉRIE E** : Dossiers administratifs généraux de l'O.E.R. Ces dossiers se retrouvaient à l'origine au Secrétariat général de l'O.E.R. Contenu : Administration des coopératives, Administration de l'Office, Administration du Bureau de l'Office, Publicité - Statistiques, Autorisations de construction de lignes, Dossiers divers – i.e. Servitudes et droits

important²¹. Les grandes séries statistiques (réseaux, clientèle) et les règlements ont particulièrement retenu notre attention. Nous avons également lu et résumé l'ensemble des rapports annuels de l'Office (1945-1965), de même que tous ses procès-verbaux (1945-1966) et d'impressionnantes correspondances²².

Nous n'avions alors cependant que peu d'éléments provenant directement des coopératives d'électricité. Nous avons pu remédier à ce problème en ayant recours aux fonds disponibles aux Archives Hydro-Québec²³, lesquelles conservent le plus gros de notre documentation sur les coopératives, prises individuellement. On y retrouve également les fonds de plusieurs compagnies privées d'électricité, tout comme celui de la Commission Lapointe et des régies et commissions. Les fonds des compagnies et commissions avaient déjà été en grande partie dépouillés et analysés pour les besoins de notre mémoire de maîtrise. Nous avons donc mis à profit cet important travail, en recentrant l'analyse des sources sur le mouvement coopératif. Ainsi, les programmes d'électrification rurale des grandes compagnies (telles Shawinigan Water & Power ou

de passage. **SÉRIE F** : Série de dossiers qui proviennent du service de vérification de l'Office et en particulier du bureau de Clément Fortin, vérificateur-général de l'O.E.R. Cette série contient des documents très variés : Rural Electrification administration (U.S.A) ; assurance-responsabilité civile des coopératives ; écritures de journaux, etc. **SÉRIE G** : Dossiers de liquidation des coopératives. **SÉRIE H** : Série de dossiers de correspondance de l'ingénieur en chef de l'office – dossiers généraux. **SÉRIES I & J** : Office de l'électrification rurale. **SÉRIE K** : Archives des coopératives prises en charge par l'Office. **VERSEMENT 1990** : Essentiellement des dossiers reliés à l'acquisition des coopératives par Hydro-Québec.

²¹ Il contient plus de 200 boîtes de documents. Nous en avons dépouillé un bon nombre.

²² Certains types de documents ont été peu ou pas dépouillés, notamment : les droits de passage des coopératives, les servitudes, les dossiers de liquidation des coopératives, tout ce qui relève des assurances et ce qui touche à la gestion des employés de l'OER (frais de déplacement, véhicules de l'OER, conditions d'emploi, etc.). D'autres dossiers, que nous n'avons dépouillés qu'en partie, mériteraient qu'on s'y attarde, tels les procès-verbaux du bureau de direction de l'Association des coopératives d'électricité, fondée en grande partie en réaction aux premières rumeurs d'acquisition des coopératives par Hydro-Québec.

²³ Merci à Claude Bellavance de m'avoir initié, au tout début de ma maîtrise, à la recherche en archives et à ce fonds d'archives, qui s'est révélé absolument central pour ma thèse.

Southern Canada Power) ont été revus pour comprendre davantage les interactions des compagnies privées avec les coopératives et l'Office. Il en va de même des dossiers individuels des services d'électricité appartenant à des corporations municipales. Ces dossiers, de même que la correspondance qui y est rattachée, se sont révélés cruciaux pour cerner les relations entre l'OER, les distributeurs privés ou municipaux et le monde coopératif et les organismes de l'État en dehors de l'OER, soit les régies et les commissions. Les procès-verbaux d'Hydro-Québec ont également été mis à profit pour comprendre les relations entre les coopératives et la société d'État²⁴.

L'immense fonds P3 des Archives Hydro-Québec (fonds de la Régie de l'électricité), a, quant à lui, été dépouillé au complet²⁵ et nous avons mis l'accent sur les dossiers des ordonnances de la Régie, qui contiennent la demande originale pour obtenir le service de l'électricité de la part d'un citoyen, les études de la Régie à ce sujet, la réponse de la compagnie privée concernée et, enfin, la décision de la Régie. Ces sources sont d'une richesse exceptionnelle. Elles nous ont permis de découvrir des informations de premier ordre (sous quelles conditions la Régie émet-elle une ordonnance contraignant le distributeur à ériger une ligne de distribution ? Selon quels critères ?) et de cerner l'évolution des politiques des organismes de l'État en matière d'électrification rurale. Lorsque l'OER entre en fonction, nous avons également pu observer les relations entre ce nouvel organisme de l'État et ceux qui existaient déjà.

²⁴ Nous n'avons pas lu l'ensemble des procès-verbaux d'Hydro-Québec. Nous nous sommes concentrée sur les contrats d'achat d'énergie entre les coopératives et la société d'État et sur le début des années 1960, afin de cerner le contexte entourant la seconde nationalisation de l'électricité.

²⁵ En partie pendant nos travaux de maîtrise et en partie pour le doctorat.

Pour approfondir notre compréhension de l'action de l'État, de même que celle de l'OER et, surtout, des coopératives, nous avons complété ces sources par la lecture, passionnante, il faut le dire, de milliers de pages de documents d'époque portant spécifiquement sur une coopérative en particulier, puis sur une autre et une autre encore. De fil en aiguille, nous avons ainsi lu, résumé et analysé les procès-verbaux des assemblées générales et des bureaux de direction, les dossiers de correspondance de même que les rapports financiers annuels²⁶ d'un groupe de 15 coopératives d'électricité du Québec, actives entre 1945 et 1964. Plusieurs facteurs ont mené au choix des coopératives étudiées en détail, situées dans le Nord-Ouest et les Cantons-de-l'Est²⁷. Parmi eux, mentionnons le fait que ces parties du territoire sont presque totalement exclues des quelques études déjà parues sur l'histoire de l'électricité ou de

²⁶ Précisons cependant ici que ce ne sont pas tous les rapports annuels de toutes les coopératives-témoins qui ont été saisis et analysés (soit environ les deux-tiers).

²⁷ Les coopératives du Nord-Ouest (comtés d'Abitibi-Ouest et Est, Pontiac, Témiscamingue (incluant ici Rouyn-Noranda)) sont les suivantes : Abitibi-Ouest, Abitibi-Est, Rouyn-Noranda, Pontiac-Ouest, Rapide-des-Joachims, Témiscamingue, Kipawa et Lac Caché. Les coopératives des Cantons-de-l'Est (comtés de Brome, Drummond, Shefford et Stanstead) sont les suivantes : Birgham, Sainte-Cécile-de-Milton, Saint-Valérien-de-Shefford, Compton Station, Saint-Cyrille-de-Wendover, Canton Magog et Stanstead. Ces 15 coopératives correspondent à presque deux districts entiers de l'OER : le district du Nord-Ouest (sauf une coopérative) et celui des Cantons-de-l'Est (sauf deux coopératives). Il faut leur ajouter la Coopérative de Saint-Étienne-de-Bolton, dont l'étude est presque complète, c'est-à-dire que l'essentiel des sources la concernant a été dépouillé et résumé. Ce sont surtout des problèmes de qualité des sources qui ont empêché son traitement. Les procès-verbaux des Assemblées générales sont en effet écrits à la main et difficilement lisibles. Précisons par ailleurs que pour le besoin des opérations courantes, l'Office avait divisé le Québec en six districts : Cantons-de-l'Est, Gaspésie, Nord de Montréal [Laurentides], Québec, Côte-Nord et Nord-Ouest. Les coopératives comprises dans le district du Nord-Ouest sont les suivantes : Abitibi-Est, Lac Caché, Abitibi-Ouest, Pontiac-Ouest, Rapides-des-Joachims, Sheen & Chichester, Rouyn-Noranda, Témiscamingue et Kipawa. Le district des Cantons-de-l'Est comprend les coopératives de : Saint-Étienne-de-Bolton, Brigham, Saint-Cyrille-de-Wendover, Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville, Saint-Valérien-de-Shefford, Canton Magog et Stanstead. Pour des détails supplémentaires, consulter l'annexe 1 de la thèse.

l'électrification rurale au Québec²⁸, de même que le taux de viabilité des coopératives, qui y est de beaucoup supérieur à la moyenne québécoise²⁹. Les facteurs ayant présidé au choix des coopératives sont expliqués plus en détail dans l'Annexe 1 de la thèse.

Mais revenons à nos sources et précisons que nous avons alors, d'une part des documents centraux sur les 15 coopératives témoins du Nord-Ouest et des Cantons-de-l'Est, et d'autre part, plusieurs séries de sources quantitatives relatives à l'ensemble des coopératives : statistiques sur les réseaux, la clientèle, les membres, le paiement des parts sociales, les prêts contractés auprès de l'Office de l'électrification rurale, les placements et les investissements de même que les règlements et contrats liant les coopératives et l'Office. Cette documentation nous a permis de faire porter l'analyse à deux niveaux : pour certains aspects, l'ensemble du mouvement coopératif est pris en compte, alors que pour d'autres, nous nous concentrons sur les 15 coopératives témoins, celles des Cantons-de-l'Est et du Nord-Ouest³⁰.

* * * * *

Cette thèse est la première étude exhaustive des coopératives d'électricité entre 1945 et 1964. Nous voulons comprendre comment s'insèrent les coopératives dans l'histoire de l'électricité au Québec et ce qu'elles ont accompli. Nous voulons nuancer, et de beaucoup, l'image souvent peu flatteuse qui se dégage des rares travaux sur le

²⁸ Claude Bellavance a principalement travaillé sur la région mauricienne et le marché montréalais ; Marie-Josée Dorion sur le Centre sud du Québec et Yves Tremblay sur le Bas Saint-Laurent. Jean-Pierre Kesteman s'est intéressé au cas de Sherbrooke, mais sans traiter particulièrement de la grande région des Cantons-de-l'Est, ni des coopératives rurales.

²⁹ 85 % dans le Nord-Ouest et 88 % dans les Cantons-de-l'Est (contre seulement 27 % pour l'ensemble du Québec). Se référer à l'Annexe 1 pour le détail des calculs.

³⁰ Comme mentionné précédemment, les raisons qui ont présidé au choix de ces régions sont présentées à l'annexe 1.

sujet. Nous voulons démontrer que les coopératives du Québec n'étaient pas de petites entreprises d'électricité peu rentables, sinon déficitaires, imposant des tarifs trop élevés, que les compagnies privées s'empressaient d'acheter.

Plus largement, et bien que cette thèse ne prétend pas faire l'histoire de l'ensemble de l'électrification rurale du Québec, elle a comme ambition d'en révéler des parties essentielles. Nous y verrons à l'œuvre les compagnies privées, les services d'électricité appartenant aux municipalités (que nous appellerons les services municipaux), Hydro-Québec (quoique de manière plus épisodique) et, bien entendu, les coopératives d'électricité.

Notre thèse déborde l'histoire de l'électricité. Elle contribue également à l'histoire de la construction de l'État québécois (élaboration de sa bureaucratie, relations avec les citoyens, gestion des fonds publics, relations avec les entreprises privées du secteur de l'électricité, de même que les relations entre les divers organismes de l'État). Ces thématiques seront présentes tout au long de la thèse et plusieurs sont tout particulièrement abordées dans le premier chapitre. Si ce premier chapitre dresse un portrait d'ensemble de l'électrification du monde rural durant les décennies 1920 à 1960, il insiste plus particulièrement sur la période 1930-1945. C'est durant cette période, en effet, que l'électrification du monde rural devient progressivement un sujet d'actualité, puis un problème, et que diverses solutions sont envisagées, puis tour à tour mises en pratique. Ces années d'effervescence mènent à la création de l'OER en 1945, de même qu'à la naissance des premières coopératives d'électricité.

Cette idée de fonder des coopératives, comme nous le démontrerons dans le chapitre deux, provient en fait du milieu rural. L'État s'est approprié un modèle déjà

bien enraciné dans la société, lequel a l'avantage de ne pas heurter la conception du rôle de l'État qui domine alors. La possibilité de fonder une coopérative d'électricité soutenue et financée par l'État a donc séduit le monde rural et le gouvernement en place. Et c'est par centaines que les ruraux expriment leur adhésion à ce projet, et ce, dès les premiers mois d'existence de l'Office de l'électrification rurale. Qui sont-ils ? D'où viennent-ils ? Ces deux questions de base seront abordées, de même que la naissance de l'Office. Nous y verrons que cet organisme public invente des façons de faire en puisant dans l'expérience antérieure.

Une fois bien lancé, cependant, l'OER devient un organisme structuré, innovateur, capable à l'occasion de souplesse. Il élabore une réglementation qu'il ne respectera pas toujours lui-même à la lettre, afin de ne pas compromettre la survie du système. Les règlements seront abordés une première fois dans le chapitre trois, puis à nouveau plusieurs fois dans les chapitres ultérieurs. Cette analyse de la réglementation sera parfois au centre de l'analyse, parfois en retrait, mais elle sera presque toujours présente, car l'OER balise fermement le fonctionnement de ses coopératives. Ces dernières ne sont pas toutes de force égale et l'OER apprend, comme nous le démontrerons aussi dans plus d'un chapitre (sous divers angles et à divers moments), à les connaître afin de réagir ou même d'anticiper les problèmes auxquels elles risquent de se heurter. Mais quels sont-ils ces problèmes ? Une inertie populaire ? Un manque d'expertise technique ? La concurrence des compagnies privées ? Pas du tout.

À notre avis, l'alimentation en énergie et le mode de financement des coopératives sont les points faibles du système coopératif d'électrification rurale. Nous voulons démontrer que ce système avait été conçu pour des zones du territoire possédant déjà

des installations de production et de transport, auxquelles pourraient se relier les coopératives. Or, nous verrons que si les premières coopératives font effectivement partie de cette catégorie, les suivantes se retrouvent cependant parfois en mauvaise posture. Éloignées des sources d'alimentation, elles doivent construire de longues lignes de transport à haut voltage en territoire non défriché ou même des unités de production, décuplant les coûts de l'électrification du territoire. L'État se verra ainsi contraint d'y prendre plus de place qu'il ne l'avait d'abord prévu.

Les ruraux étaient prêts, eux, à relever le défi. Les premières années sont plus difficiles, mais ils persévèrent et innovent, notamment en ayant recours aux ressources financières de leurs concitoyens et des institutions financières locales pour lancer leur coopérative. Le mouvement acquiert cependant de la maturité et ceux qui fondent des coopératives ensuite, au contraire des années 1945-47, savent dans quelle aventure ils s'embarquent ; l'OER, d'ailleurs, est là pour (presque) leur tenir la main. Ces deux facteurs, l'implication des ruraux et l'importance croissante de l'OER dans la gestion des coopératives, sont cruciaux pour comprendre les coopératives d'électricité et ils seront les fils conducteurs de plusieurs chapitres. Nous verrons que ce sont en fait les clés de voûte, celles qui permettent à ce système d'électrification inadapté à certaines régions, de se développer, croître et réussir.

Encore mal connues, les populations rurales sont d'un intérêt tout particulier. Et c'est pourquoi nous nous pencherons souvent sur elles, sur leur travail au sein de la coopérative : que font exactement les ruraux ? Quel est leur rôle ? Comment gèrent-ils leur entreprise ? Et puis, quelles sont leurs relations avec l'organisme de l'État qui les supervise et les finance ? Ce dernier sujet, l'argent public, sera au cœur de la thèse.

Que savons-nous, en effet, du financement de l'Office ? Mises à part les sommes qu'il a globalement prêtées aux coopératives et quelques éléments factuels, rien du tout. Si cette thèse n'a pas pour ambition de clore l'étude du financement des coopératives d'électricité, nous sommes cependant convaincue d'apporter une première contribution d'importance.

Le plan adopte une division en quatre grandes parties. La première ne contient qu'un seul chapitre et elle servira à poser le contexte auquel se rapportent les parties suivantes. La deuxième partie (chapitres 2 à 5) porte sur les années 1940 à 1947, et plus particulièrement sur 1945-1947. C'est alors le lancement des activités, la mobilisation des ruraux et la fondation de dizaines de coopératives, de même que l'organisation de l'OER et le démarrage des travaux. L'année 1947 a été retenue comme charnière, car c'est à ce moment que l'OER lance son enquête sur les méthodes comptables puis sa collecte de données sur le paiement des parts sociales (chapitre 4). La troisième partie, les années 1948 à 1955 (chapitres 6 et 7), correspond à une période de croissance, qui voit le système coopératif passer de la jeunesse à la maturité; elle scrute le développement des coopératives, les vastes chantiers de construction, l'injection de millions de dollars dans l'électrification rurale, et prend acte des premiers signes que quelque chose ne va pas si bien dans le monde coopératif. La quatrième et dernière partie, les années 1956 à 1964 (chapitres 8 à 11), aborde les changements majeurs qui ont cours dans l'univers coopératif; une ère nouvelle et difficile pour le mouvement coopératif, dont les réseaux paraissent inadaptés aux changements de profil de la consommation d'électricité des usagers. L'OER sent alors le besoin de raffermir son contrôle des coopératives, car il pressent les problèmes et

les défis auxquels elles auront à faire face. Notre étude se termine par l'acquisition des coopératives par Hydro-Québec, en 1963-64.

PARTIE I :

CONTEXTE

CHAPITRE UN

MISE EN CONTEXTE :

LA PROBLEMATIQUE DE L'ÉLECTRIFICATION RURALE AU QUÉBEC AVANT 1963

L'utilisation de l'électricité en notre début de XXI^e siècle est si bien imbriquée dans notre quotidien que nous ne réalisons pas toujours que cette commodité est relativement récente et qu'encore dans les années 1960, quelques zones du Québec en étaient toujours dépourvues. Apparue dans les villes au début du siècle passé, la technologie de l'électricité a mis du temps à devenir disponible dans l'ensemble du territoire québécois. Au cours des années 1920-1930, par exemple, rares sont les fermes qui ont accès à ce service. Le monde rural ne vivant pas en vase clos, des agriculteurs réclament, dès la fin de la décennie 1920, le droit de profiter eux aussi de la « lumière électrique »¹.

Des intervenants, telle l'Union catholique des cultivateurs, se tournent alors vers l'État québécois pour demander des mesures qui permettraient d'accélérer l'extension du réseau rural de distribution. Toutefois, le gouvernement libéral en place, très

¹ Ce chapitre reprend l'essentiel des acquis de notre mémoire de maîtrise et de notre article paru subséquemment dans la *RHAF*. De nouvelles sources ont cependant été mises à contribution pour peaufiner ou même explorer des domaines non abordés dans nos travaux précédents. L'aide financière du gouvernement aux municipalités rurales (voir *infra*) fait partie des ajouts. Nous avons saisi et analysé l'entièreté des « octrois » à partir des Comptes publics. Les plans d'électrification rurale d'Hydro-Québec en 1944, de même que ses négociations avec les compagnies privées pour en venir à un plan québécois d'électrification, sont également des éléments tout à fait nouveaux.

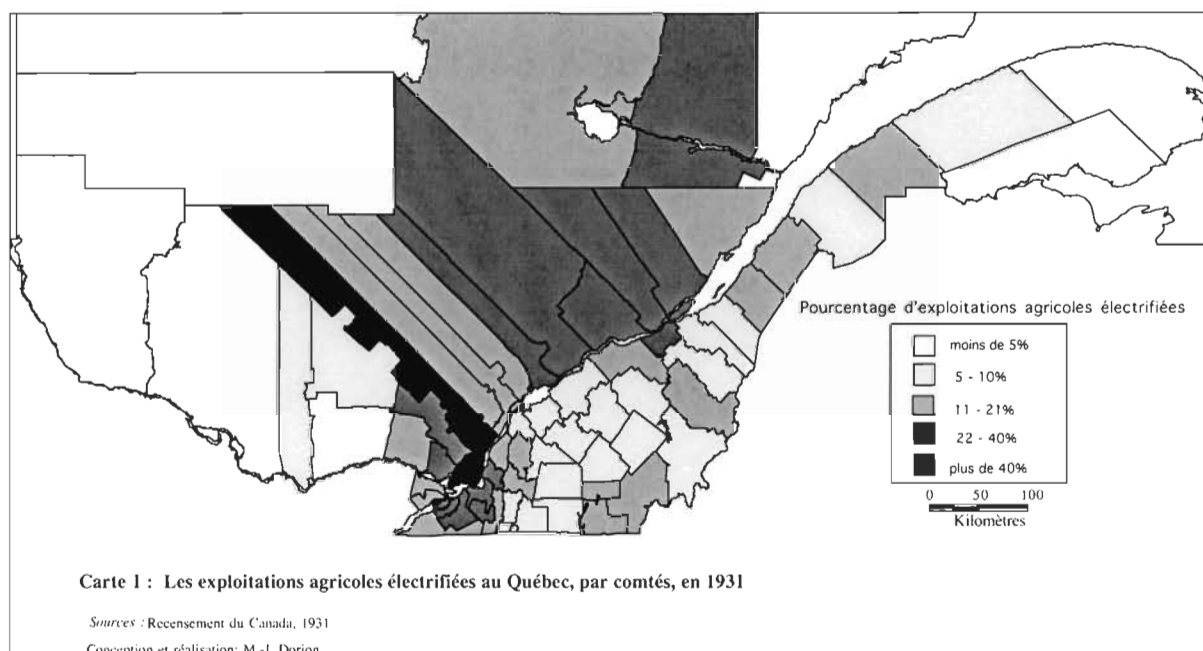
favorable à l'entreprise privée depuis la fin du XIX^e siècle, s'esquive et tergiverse. Il faudra un mouvement d'envergure, et majoritairement citoyen, de contestation contre « les Trusts de l'électricité », dans les années 1930, pour qu'il intervienne. Quelles politiques le gouvernement élaborera-t-il ? Ces politiques tiendront-elles compte des demandes formulées par les milieux agricoles ? Nous répondrons à ces questions, et à bien d'autres, dans la première partie de ce chapitre, centrée sur la période précédant 1945.

La première étatisation de l'électricité, en 1944, ouvre une ère nouvelle. Quoi de mieux qu'une société d'État (Hydro-Québec), pour électrifier le monde rural ? Dotée de pouvoirs et d'un budget pour ce faire, la nouvelle société d'État n'a cependant pas le temps de contribuer significativement à l'électrification des campagnes. La réélection de l'Union Nationale fait sombrer dans l'oubli la volonté du gouvernement Godbout d'utiliser Hydro-Québec pour étendre les réseaux d'électricité en dehors des villes. L'Union Nationale préfère plutôt mettre sur pied, en 1945, un tout nouvel organisme public, l'Office de l'électrification rurale (OER). Par cette initiative, l'État québécois intervient directement dans l'électrification des zones rurales en subventionnant des coopératives d'électricité. Quels seront les pouvoirs détenus par l'OER ? Après une deuxième partie de chapitre consacrée au rôle d'Hydro-Québec et à ses attributions en matière d'électrification rurale, la dernière partie répondra aux questions se rapportant à la création de l'OER. Nous nous pencherons, notamment, sur les pouvoirs de l'Office de l'électrification rurale, de même que sur ceux des coopératives inscrits dans la loi.

1. L'électrification des zones rurales avant 1945 : un monde à part

Au cours des années 1900 à 1930, les lignes électriques des distributeurs privés du Québec sillonnent une part de plus en plus significative du territoire, permettant ainsi de desservir les villes, grandes et petites, dans une proportion sans cesse grandissante. Les zones rurales, quant à elles, ne bénéficient que lentement de cette nouvelle technologie : en 1921, de nombreux villages demeurent encore dépourvus du service de l'électricité et à peine une ferme sur 24 en dispose². Et en 1931, la situation n'est pas meilleure.

Carte 1



Pourtant, avant la fin des années 1920, la faible diffusion de l'électricité en dehors des zones urbaines paraît soulever peu, voire aucune, revendication. Les compagnies

² Recensements décennaux du Canada, 1921.

privées d'électricité se contentent de raccorder les noyaux de peuplement les plus importants et ni le gouvernement, ni les ruraux, du moins sur la scène publique, ne trouvent à y redire³. Certes, il existe depuis 1909 des organismes chargés de réglementer la distribution et la production de l'électricité, mais ceux-ci — que ce soit la Commission des utilités publiques (CSPQ)⁴ ou la Commission des eaux courantes⁵ — n'accordent pas une attention particulière à l'électrification rurale et leurs rapports annuels ne comportent pas de section dédiée spécifiquement à ce sujet. Les requêtes soumises à ces organismes par la population des campagnes qui réclame le service électrique reçoivent la même attention que les autres demandes du même genre, ni plus, ni moins. Cependant, à mesure que les ruraux sont confrontés au refus des distributeurs privés de les desservir, et que les décisions négatives de la CSPQ pour des cas de lignes rurales se multiplient, le mécontentement populaire augmente graduellement.

Le premier⁶ à verbaliser publiquement ce mécontentement et à réclamer l'intervention de l'État est Charles Gagné, professeur d'économie rurale à l'École

³ Il y a bien l'opposition officielle conservatrice qui adopte en 1929 des résolutions touchant la question, mais aucune législation ne tient compte des particularités de la distribution rurale de l'électricité. À la convention du Parti conservateur (9-10 juillet 1929), il est résolu de développer « nos forces hydrauliques de façon à assurer aux campagnes comme aux villes l'usage de l'électricité à des taux raisonnables ». Dans : *Répertoire du fonds d'archives de l'Office de l'électrification rurale (OER)*, fonds E80, préparé par les Archives nationales du Québec.

⁴ Créée en 1909, elle est le premier organisme régulateur de ce genre au Québec. Elle possède des pouvoirs d'enquête et de surveillance des services publics sous juridiction provinciale. Elle peut aussi fixer des tarifs. En 1920, la Commission des utilités publiques devient la Commission des services publics de Québec. Ce changement de nom n'entraîne aucune modification à son mandat.

⁵ Mise sur pied en 1909, elle est responsable de l'aménagement des cours d'eau.

⁶ C'est Albert Rioux qui souligne que cet article est le premier portant sur l'électrification rurale. Dans Albert Rioux, *L'électrification rurale du Québec*, Sherbrooke, Imprimerie Le

d'Agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière. En 1928, il publie un article dans *L'Action catholique*, dans lequel il réclame l'électrification rurale et dénonce les abus des compagnies privées du Québec, ainsi que leur manque d'intérêt face à la classe agricole⁷. L'article de Charles Gagné est fort intéressant, non seulement parce qu'il est le premier à dénoncer publiquement l'inaction du gouvernement et des compagnies privées, mais aussi parce qu'il révèle aux contemporains le « modèle » ontarien d'électrification rurale.

En Ontario, l'État et la population se préoccupent en effet d'électrification rurale dès 1911 et, à partir de 1920-21, diverses mesures gouvernementales accélèrent l'électrification des fermes ontariennes dans des délais assez brefs⁸. Le régime ontarien est aussi une référence en matière de gestion des tarifs de l'électricité par l'État⁹. Le « Power at cost » ontarien, et les tarifs réduits — par rapport au Québec — qui en découlent, amènent d'autres interventions publiques au Québec.

Messenger St-Michel, 1942, p. 80. Nos propres recherches montrent qu'il a fort probablement raison.

⁷ Charles Gagné, *L'Action Catholique*, 30 juin 1928, p. 17. Gagné réclame l'électrification rurale du Québec mais son article porte surtout sur le fonctionnement du système ontarien et la différence entre ce dernier et le régime en vigueur au Québec.

⁸ En 1942, le taux d'électrification rurale ontarien atteint 36,7 % alors qu'à peine 18,6 % des fermes québécoises sont desservies. Selon la Régie des Services Publics, dans *Statistiques générales, analyses et comparaison avec l'électrification rurale de l'Ontario*, Archives d'Hydro-Québec (AHQ), fonds de la Régie, document n° P3/217.

⁹ Pour des détails sur le système ontarien, voir Keith R. Fleming, *Power at Cost, Ontario Hydro and Rural Electrification, 1911-1958*, Montréal et Kingston, McGill/Queen's University Press, 1992, 326 p. Notre mémoire apporte aussi quelques éléments supplémentaires de compréhension, Marie-Josée Dorion, *Le processus d'électrification rurale...*, *op. cit.*

Philippe Hamel¹⁰ engage en 1929 sa propre lutte contre le monopole de l'électricité, une croisade qui prendra toute son ampleur au tournant des années 1930, et qui décrie les tarifs imposés par les compagnies privées aux Québécois. Comme nous le verrons maintenant, les interventions de C. Gagné puis de P. Hamel marquent, pour les ruraux, le début de 15 ans de récriminations et d'attente.

1.1. Une question d'actualité

Pour comprendre l'émergence de la question de l'électrification rurale dans le discours public au cours des années 1930, il faut s'attarder au contexte plus large, celui de la décennie 1930-1940.

Quel que soit le sujet abordé sur la scène publique (la faiblesse économique des Canadiens français, l'électrification rurale ou la contestation anti-monopole) un même thème est récurrent : la domination du capital étranger, principalement anglo-saxon. L'idée de retard est par ailleurs présente dans plus d'un discours : retard économique, retard de la modernisation agricole, retard de l'électrification rurale, etc. Ces deux points se conjuguent à un troisième, la crise économique de 1929, qui déclenche une certaine remise en question du capitalisme. En fait, ce n'est pas tant le capitalisme lui-même que l'on condamne alors, que les excès dont il est responsable. Les compagnies privées d'électricité vont représenter, aux yeux d'une partie des hommes publics

¹⁰ Philippe Hamel : Médecin et dentiste né à Québec en 1884. Député de l'Alliance libérale nationale (1935-36) et député de l'Union Nationale (1936-39) de Québec-Centre à l'Assemblée législative. Pour en savoir plus : Richard Lapointe, *La politique au service d'une conviction. Philippe Hamel : deux décennies d'action politique*, M. A., Université Laval, août 1987, 154 p. Au sujet du mouvement anti-monopole voir Patricia Dirks « Dr. Philippe Hamel and the Public Power Movement in the Quebec City, 1929-1934 : The Failure of a Crusade », *Urban History Review*, vol. X, n° 1 (juin 1981) : 17-29. Voir aussi Daniel Boutet, *Le mouvement d'opposition au monopole de l'électricité à Québec dans l'entre-deux-guerres*, M. A., Université du Québec à Trois-Rivières, avril 1999, 113 p.

québécois, le type parfait d'entreprise reliée à ces trois thèmes récurrents des années 1930.

La contestation de Philippe Hamel, médecin et dentiste de Québec, s'inscrit dans ce mouvement. Dès 1929, il entreprend une campagne de protestation dirigée contre les tarifs imposés par le monopole des compagnies d'électricité et il réclame par ailleurs le droit pour Québec de municipaliser son service électrique. Des gens d'horizons très différents s'unissent à sa cause, certains pour les mêmes raisons, d'autres pour réclamer du gouvernement un contrôle plus strict des compagnies d'électricité, voire l'étatisation. Plusieurs revendiquent également le droit pour tous, et en particulier pour les ruraux, de disposer du service électrique. Les profits des distributeurs, qualifiés de faramineux, sont aussi la cible des attaques et cette question s'avère directement liée à l'électrification rurale.

La négligence des distributeurs privés à construire des lignes rurales en raison, essentiellement, de leur non-rentabilité, soulève l'ire des contemporains. Les protestataires font valoir que ces compagnies, qui imposent des tarifs excessifs et réalisent des profits éhontés, n'investissent pas même une petite partie de leurs profits — qui proviennent d'ailleurs des consommateurs domestiques — dans la construction de réseaux ruraux. Les échos de ce débat rejoignent bientôt la population rurale, qui s'approprie le discours. Un résident de Sainte-Angèle-de-Laval (comté de Nicolet) écrit ainsi, dans une lettre adressée à la Commission des services publics de Québec (CSPQ), le 9 mars 1934 :

Nous persistons dans notre demande de l'électricité.
[...] Nous croyons avoir droit à l'électricité dans les
conditions ordinaires où elle est accordée partout
ailleurs. Nous avons pu constater par les présents

rapports publiés dans les journaux, que la Shawinigan a des revenus considérables. Il nous semble tout naturel, conséquemment, qu'elle doive supporter une petite dépense en quelque endroit, pour donner du service, puisqu'elle détient seule les pouvoirs et que nous ne pouvons attendre que d'elle la livraison du courant¹¹.

Il est frappant de constater que le mouvement de contestation, majoritairement urbain et orchestré autour de la question tarifaire, entraîne une partie du monde rural dans son sillage. En fait, il se crée alors une synergie autour de la question de l'électricité au Québec et les revendications des citoyens, comme celles des ruraux, remettent en cause le caractère monopolistique du régime de l'électricité au Québec. Plusieurs en appellent à l'État pour régler ce qui leur semble être des problèmes majeurs. En ville, ce sont les tarifs ; à la campagne, l'absence de service à maints endroits.

Les organisations agricoles se font le relais privilégié des revendications des ruraux. Lors de son Congrès de 1930, l'Union catholique des cultivateurs (UCC) adopte une résolution demandant au « [...] gouvernement provincial de nommer une commission d'experts, [...] chargée d'élaborer pour notre province un plan coopératif d'électrification comme celui de l'Ontario »¹². Le cas ontarien sert de barème pour qualifier d'abusifs les taux pratiqués par les compagnies québécoises. Il est d'ailleurs la référence privilégiée en matière d'électrification rurale¹³. Toutefois, les acteurs

¹¹ Commission des services publics du Québec, *Dossier de l'ordonnance n° 3169*, AHQ, fonds de la Commission des services publics, document n° 3169, 1934. Notons au passage que tous les rapports de la CSPQ (1909-1935) ont été dépouillés et résumés. Nous nous sommes cependant bien entendu concentrée sur les requêtes et les ordonnances portant sur l'électrification rurale.

¹² Albert Rioux (1942) *op. cit.*, p. 81.

¹³ N'oublions pas la référence américaine, *the Rural Electrification Administration*, créée en 1934, qui suscite aussi beaucoup d'intérêt. Nous avons déjà abordé le sujet dans notre article, et nous reviendrons davantage sur ce sujet dans le chapitre 2 de cette thèse.

québécois n'optent pas d'emblée pour le modèle ontarien : financement public oui, mais prise en main totale par l'État, ça non ! C'est ainsi que l'idée de la formation de coopératives rurales d'électricité apparaît séduisante.

La résolution de l'Union catholique des cultivateurs (UCC) de 1930 est suivie de plusieurs autres et Albert Rioux¹⁴, président général de l'UCC de 1932 à 1936, publie également de nombreux articles afin de promouvoir l'idée de la formation de coopératives d'électricité¹⁵. Cet « éveil du monde rural » amène divers observateurs à se prononcer sur la question. L'économiste Esdras Minville, alors directeur de l'École des Hautes Études Commerciales (1930-1962)¹⁶, est un de ceux-là. Il se fait entendre, en 1931, par l'entremise d'un article sur Hydro-Ontario, dans lequel il réclame l'électrification rurale du Québec, mais sans toutefois pencher du côté de l'option coopérative¹⁷.

¹⁴ L'implication et la pensée d'Albert Rioux au sujet de l'électrification rurale sont étudiées de façon détaillée par Yves Tremblay dans son *Histoire sociale et technique de l'électrification au Bas-St-Laurent, 1888-1963*, Ph. D., Université Laval, 1992, pages 312-319.

¹⁵ Albert Rioux, « Électrification rurale », *La Terre de chez nous*, vol. 5, n° 23, 15-03-1933 ou « Encore l'électrification rurale », *La Terre de chez nous*, vol. 5, n° 24, 29-03-1933 ou « Une enquête sur l'électrification rurale », *La Terre de chez nous*, vol. 6, n° 41, 16-07-1934.

¹⁶ Jean Cournoyer, *Le petit Jean. Dictionnaire des noms propres du Québec*, Montréal, Stanké, 1993, p. 536.

¹⁷ Esdras, Minville, « L'Hydro-Electric Commission de l'Ontario », *L'Actualité économique* (décembre 1931) : [s.p.]. Articles rassemblés dans « l'hydro-électricité », chapitre II du Titre V de E. Minville, *La vie économique*, vol. 4, Montréal, Fides/Les Presses des Hautes Études Commerciales, 1981 : 173-191. Article dans lequel Minville décrit le système ontarien en pesant le pour et le contre de ce genre de système de production et de distribution de l'électricité tout en établissant des comparaisons avec le Québec. E. Minville précise aussi que l'électricité est nécessaire pour accélérer la modernisation et l'amélioration de la production agricole : « [...] il semble venu le moment d'étendre à la campagne les nombreux avantages que l'électricité assure à la population des villes. [...] Ce serait aussi un moyen d'augmenter le rendement des fermes en multipliant les moyens d'action du cultivateur ». p 180.

Tout au cours de la première moitié des années 1930, le mouvement de contestation et de revendication prend de l'ampleur. En plus de Charles Gagné, des prises de position de l'UCC, de l'article de E. Minville, et de plusieurs autres, la publication d'un rapport produit par l'État sur l'électrification rurale alimente la réflexion et les prises de position. Pour la première fois, en 1930, l'État charge l'un de ses spécialistes de se pencher sur la question. C'est l'ingénieur en chef de la Commission des services publics, Alexandre Larivière, qui prépare le rapport¹⁸. Soulignons que ce rapport a été déposé en chambre en 1932 seulement, à la demande de l'opposition. À la lecture du rapport d'A. Larivière, nous comprenons pourquoi le gouvernement Taschereau ne l'avait pas encore publié : ce rapport entérine les propos tenus par les milieux agricoles, c'est-à-dire que l'électrification des campagnes est à peine commencée et qu'elle ne pourra se faire sans l'aide de l'État :

Inutile de dire que le territoire actuellement desservi est peu considérable et qu'il y a encore beaucoup à faire de ce côté-là. Je me demande même si certains rangs où les habitations sont clairsemées pourront jamais bénéficier des bienfaits de l'électricité si le gouvernement ne subventionne pas la construction des lignes requises pour les desservir¹⁹.

Les propos de Larivière donnent de nouveaux arguments à ceux qui réclament l'aide de l'État. Le congrès de l'UCC adopte à nouveau, en 1934, une résolution sur l'électrification rurale et, cette fois, elle demande l'aide financière du gouvernement. Il faut ajouter qu'entre-temps, l'UCC a effectué une enquête sur l'électrification rurale

¹⁸ Alexandre Larivière, ingénieur, Commission des services publics de Québec (CSPQ), *Rapport sur les taux de l'électricité dans les campagnes et sur un projet de coopératives rurales de moteurs électriques*, 23 décembre 1930. AHQ, fonds C. Lapointe, document n° P1/23.

¹⁹ *Ibid.*, p. 3. Il est également question, dans ce rapport, de la faible consommation d'électricité des agriculteurs.

(en juillet 1934²⁰) et les résultats ont amené les dirigeants et les membres de l'organisation à reconnaître dans l'étatisation de la production et de la distribution de l'énergie électrique (suivant le modèle ontarien) le seul moyen d'électrifier les fermes québécoises.

Les conclusions d'Alexandre Larivière — dont le rapport ne connut pas de suite — puis les résolutions adoptées par l'UCC, conjuguées aux attaques de plus en plus virulentes de Philippe Hamel et aux publications de l'UCC et des autres intervenants, créent une effervescence autour de la question de l'électricité, un questionnement public que le gouvernement libéral de Louis-Alexandre Taschereau ne peut ignorer plus longtemps. Ces manifestations l'obligent à se préoccuper davantage des critiques formulées contre le régime de l'électricité. C'est ainsi que l'État québécois met sur pied, en 1934, la Commission Lapointe, une étape cruciale, et riche en attentes, du mouvement anti-monopole et de revendications en matière d'électrification rurale.

1.2. La Commission Lapointe enquête

C'est dans un climat de contestation des monopoles de l'électricité que le Québec met sur pied en 1934 la Commission Lapointe. Sa création peut être considérée, pour l'État, comme l'une des premières occasions de traiter d'électrification rurale et, plus

²⁰ Extraits du questionnaire envoyé à tous ses cercles par l'UCC en juillet 1934 : Votre région est-elle desservie par l'électricité ? ; Quelle compagnie fournit le courant électrique dans votre paroisse ? ; Quels taux sont imposés aux consommateurs ? ; Combien y-a-t-il de cultivateurs dans votre paroisse ? ; Dans combien de fermes de votre paroisse l'électricité est-elle employée ? ... Dans Albert Rioux, *op. cit.*, p. 88.

largement, de l'industrie de l'électricité au Québec. Présidée par Ernest Lapointe²¹, la Commission est chargée d'étudier les principaux points de mécontentement exprimés par les contemporains au cours des années antérieures, à savoir :

[...] les conditions de l'électricité dans la province de Québec, et spécialement les questions suivantes : 1) Nationalisation, 2) Municipalisation, 3) Effets de la municipalisation des grands centres sur les districts ruraux de la province, 4) Les taux actuels de l'électricité et la possibilité de les réduire et 5) en général, la diffusion de l'électrification dans les municipalités rurales.²²

Une vaste enquête est effectuée en 1934 dans le cadre de cette commission. Les personnes intéressées à la question de l'électricité sont invitées à déposer des mémoires expliquant ce qu'elles attendent du gouvernement en ce domaine. Les gens répondent à l'appel et plusieurs dizaines de mémoires sont présentés à la Commission au cours de ses travaux. Ceux qui déposent des documents ne font pas que soulever des problèmes, ils présentent aussi des solutions. L'étatisation et la municipalisation de l'électricité sont ainsi des voies proposées dans plusieurs mémoires²³. En matière d'électrification rurale, deux solutions se démarquent nettement.

La première d'entre elles est de créer des sociétés coopératives. Cette idée est notamment exprimée par Charles Gagné, dans son mémoire intitulé *Projet de*

²¹ La Commission Lapointe doit son nom à Ernest Lapointe, ministre de la Marine et des Pêcheries (1921-1924) et ministre de la Justice (1924-1930 et 1935-1941) dans le cabinet de William Lyon Mackenzie King. Dans Jean Cournoyer, *Le petit Jean. Dictionnaire des noms propres du Québec*, Montréal, Stanké, 1993, p. 433.

²² Québec (province) *Rapport de la Commission de l'électricité de la province de Québec au premier ministre de la province*, 21 janvier 1935, Dactylographié, AHQ, fonds C. Lapointe, document n° P1/200-000/127, p. 1.

²³ Pour les mémoires déposés à la Commission Lapointe, voir le Fonds P1 des archives d'Hydro-Québec.

*distribution de l'électricité dans les fermes*²⁴. Et il n'est pas seul. Le maire de Sainte-Anne-de-la-Pocatière exprime les mêmes vues dans son document *L'électrification rurale* : « en face de l'inertie volontaire des distributeurs actuels, il ne reste qu'à demander l'organisation de sociétés spéciales, formées par les usagers »²⁵. Certains cultivateurs en sont également venus à cette conclusion et ils soumettent même à la Commission Lapointe le texte de la loi qui devrait être sanctionnée pour régir la formation et le fonctionnement de ces coopératives²⁶.

D'autres intervenants, cependant, réclament plutôt l'application du régime ontarien, c'est-à-dire une prise en charge de l'électrification rurale par l'État. C'est le cas de P. Hamel qui, dans son mémoire²⁷ déposé à la commission, affirme que « l'État doit entreprendre une politique d'électrification rurale et construire lui-même les réseaux de distribution rurale à des conditions semblables à celles offertes aux districts ruraux d'Ontario »²⁸. Au total, et même si les solutions proposées sont différentes, tous les projets soumis à la commission demandent l'aide du gouvernement.

Dans leur rapport déposé le 21 janvier 1935, les commissaires soutiennent clairement la solution coopérative, mais la demande d'aide des ruraux adressée à leur

²⁴ *Projet de distribution de l'électricité dans les fermes*. AHQ, fonds C. Lapointe, document n° P1/110.

²⁵ *Correspondance et rapport concernant le service d'électricité en campagne, fournit par le maire de Sainte-Anne-de-la Pocatière à la Commission Lapointe*. AHQ, fonds C. Lapointe, document n° P1/110.

²⁶ *Ibid.*, Dans le document déposé par les consommateurs ruraux de la région.

²⁷ Philippe Hamel, *Le trust de l'électricité, agent de corruption et de domination, centre de la dictature économique*. Mémoire présenté à la Commission de l'électricité de la Province de Québec, [S. L., s. n.], 13-11-1934, p. 180.

²⁸ *Ibid.*, p. 188.

gouvernement a été entendue. Les commissaires écrivent ainsi que : « l'organisation de coopératives qui désirent se former dans certains endroits dans le but de construire des lignes pour se relier aux grands réseaux devrait être encouragée par le gouvernement, et une partie des coûts de construction devrait être payée à titre de subvention à l'agriculture »²⁹. À aucun moment il n'est cependant question que l'État construise lui-même les lignes rurales, solution pourtant mise de l'avant par de nombreux intervenants. Plus largement, il apparaît évident que la commission ne préconise pas une intervention importante de l'État. Les contemporains considèrent d'ailleurs que ce rapport s'oppose directement à la municipalisation et à l'étatisation³⁰, en faveur desquels s'étaient pourtant prononcés une partie des intervenants. Les commissaires estiment plutôt que l'État doit se faire superviseur et non pas constructeur, comme le disent les commissaires : « le régime d'entreprise privée sous contrôle est le moyen terme entre l'étatisation et l'initiative privée libre »³¹. C'est ainsi qu'ils recommandent la création d'un nouvel organisme de contrôle qui remplacerait la Commission des services publics, jugée inefficace, et qui aurait entière juridiction sur les entreprises d'électricité. La création de cette nouvelle commission peut ainsi être vue comme un désir de compromis.

En réaction au dépôt du rapport de la Commission Lapointe, le gouvernement Taschereau modifie la législation en matière d'électricité et fait adopter trois lois. La

²⁹ Québec (province) *Rapport de la Commission de l'électricité de la province de Québec au ...*, op. cit., p. 27.

³⁰ Jocelyn St-Pierre (dir.), *Hydro-Québec, Débats parlementaires, Loi 17- 1944*, Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 1994, p. 29.

³¹ Québec (province) *Rapport de la Commission de l'électricité de la province de Québec au ...*, op. cit., p. 12.

première institue un nouvel organisme de contrôle des distributeurs privés³² (la Commission de l'électricité, qui remplace la Commission des services publics) ; une deuxième permet à toutes les localités de municipaliser leur service électrique, ou de se doter d'un tel système,³³ et une dernière régit le mode de concession des chutes d'eau³⁴. Aucune loi ne porte toutefois spécifiquement sur l'électrification rurale. La seule concession du gouvernement en ce domaine est la possibilité d'obtenir une aide de l'État (jusqu'à 50 % des coûts) pour les localités rurales désireuses d'acquérir leur service électrique (Loi de la municipalisation)³⁵.

D'après nos recherches³⁶, il ne semble pas avoir été octroyé de subvention en vertu de cette loi de la municipalisation de 1935, en vigueur jusqu'en 1937. Des demandes ont été effectuées, et des études préparées par la Commission des eaux

³² Québec (province), SDQ, 25-26 Geo. V, chapitre 24 (1935), *Loi créant la Commission de l'électricité*.

³³ Québec (province), SDQ, 25-26 Geo. V, chapitre 49 (1935), *Loi concernant la municipalisation de l'électricité*.

³⁴ Québec (province) SDQ, 25-26 Geo. V, chapitre 23 (1935), *Loi relative à l'exploitation des chutes et des rapides situés sur les cours d'eau du domaine public et à leur concession à l'avenir*.

³⁵ La loi précise : « Sur la recommandation de la Commission des eaux courantes de Québec ou de la Commission d'électricité et sur l'ordre du lieutenant-gouverneur en conseil, le trésorier de la province peut payer à toute municipalité, une somme n'excédant pas 50 % du coût capital de la construction et de l'établissement, dans ou pour le service de toute municipalité rurale, des lignes, câbles de transmission primaire, des transformateurs, des compteurs et des lignes secondaires de service électrique sur la voie publique, requis pour la livraison du pouvoir dans toute municipalité rurale. » *Loi concernant la municipalisation de l'électricité, op. cit. article 19*.

³⁶ Nous avons eu accès, pour les besoins de cette thèse, à un fonds qui n'avait pas à ce moment été ni répertorié ni étudié par les archives du ministère des Ressources naturelles et non encore accessible au public. Ce fonds contient des documents d'Hydro-Québec, disponibles au ministère des Richesses naturelles. Ministère des Richesses naturelles, OER - boîte n° 1 : *Dossiers généraux de l'OER*. Documents sur la préparation de plans d'électrification rurale avant 1945. Projet de partenariat entre Hydro-Québec et les compagnies privées.

courantes, mais aucune somme n'a été versée par l'État³⁷. Les contemporains estimaient d'ailleurs que cette loi de la municipalisation ne porterait pas fruit. Ils affirmaient que cette loi constituait « un recul sur l'ancien droit qui permettait aux villes et villages de municipaliser leur service électrique. La municipalisation étant désormais soumise à une foule d'entraves »³⁸. Nos recherches semblent leur donner raison. En outre, le gouvernement libéral alors en place a fait fi des principales recommandations de la Commission Lapointe, tout particulièrement en matière d'électrification rurale et de coopératives d'électricité, puisque qu'aucune des lois adoptées n'a repris cette idée. Les lois de 1935 n'apportent, en vérité, que des changements mineurs qui ne pouvaient accélérer l'électrification rurale.

1.3. Un entre-deux ... ou comment ne pas faire taire les critiques

S'il espérait faire taire les mécontentements par l'entremise de la Commission Lapointe et de la nouvelle législation, le gouvernement Taschereau a dû être déçu. En fait, non seulement les milieux agricoles sont insatisfaits, mais dès la publication des lois, ils repartent en guerre. Dans ce contexte, les études et publications consacrées « au problème de l'électrification rurale » ou celles portant sur les possibilités offertes par les expériences étrangères ne font que se multiplier.³⁹ La principale référence en la

³⁷ Le fonds des Richesses naturelles, *Ibid.*, révèle que la ville d'Amos a soumis une demande et que des études ont par ailleurs été effectuées pour la ville de La Tuque et pour les municipalités du comté de Portneuf. Ces études ont été faites en 1936 et 1937 par la Commission des eaux courantes.

³⁸ Albert Rioux (1942), *op. cit.*, p. 82.

³⁹ À ce sujet, Albert Rioux est prolifique. Par exemple : « Pourquoi et comment étatiser ? », *Relations*, n° 21 (sept. 1942) : 259-261 ; « L'électrification des campagnes », *Relations*, n° 21 (sept. 1942) : 227-230 ; « Encore l'électrification rurale », *Relations*, n° 24 (déc. 1942) : 338-339 ; « L'électrification rurale et le chômage », *L'Action catholique*, 9-02-1944 ; « L'électrification rurale et les compagnies privées », *L'Action catholique*, 11-02-1944.

matière demeure l'Ontario : on établit des comparaisons, on résume les politiques d'Hydro-Ontario, on tente d'adapter le système ontarien à la réalité québécoise. Bref, on envie les progrès enregistrés dans la province voisine.

Les ruraux trouvent par ailleurs un appui nouveau de la part des instances gouvernementales, qui étudient le problème et se prononcent sur la question, ce qui contraste avec les années précédentes. Ainsi, la toute nouvelle Commission de l'électricité, formée en 1935, se penche rapidement sur le sujet de l'électrification rurale et ses rapports admettent sans peine la faiblesse de l'électrification rurale du Québec : « la Commission conçoit qu'en cette matière d'électrification rurale, il reste beaucoup à faire »⁴⁰.

La Commission de l'électricité n'a cependant pas le temps d'entreprendre quoi que ce soit pour remédier au problème qu'elle a encore seulement énoncé. L'arrivée au pouvoir de l'Union nationale sonne le glas pour celle-ci. L'Union nationale fait comme son prédécesseur et abolit les lois de 1935 et en adopte trois nouvelles au cours de 1937. Avec ses assises fortement rurales, l'Union Nationale était porteuse d'espoir pour les milieux agricoles. D'autant plus que Duplessis avait épaulé, pendant sa campagne électorale, le principe des coopératives d'électricité⁴¹. Mais cette formule

⁴⁰ Québec, Commission de l'électricité, *Second Rapport pour l'exercice terminé le 30 juin 1937*, DSQ, 1940, n° 35, p. 19. Les rapports de la Commission de l'électricité, tout comme ceux de la Régie provinciale de l'électricité (1937-1939) puis de la Régie des services publics (1940-1944) contiennent tous nombre de pages consacrées à l'électrification rurale dans lesquelles on y résume notamment les politiques d'électrification étrangères.

⁴¹ Yves Tremblay (1992), *op. cit.*, p. 296.

n'est finalement pas retenue. Les lois de 1937⁴² reconduisent en vérité sensiblement le même principe que celles de 1935 ; c'est-à-dire une aide financière de l'État (subvention de 50 % des coûts) pour les localités rurales qui choisissent de municipaliser leur service de l'électricité. Aucune autre forme d'aide directe à l'électrification rurale n'est prévue. Selon les sources que nous avons consultées, aucune municipalité n'a reçu de fonds du gouvernement en vertu de cette loi.⁴³

Le gouvernement Duplessis innove cependant sur deux fronts. Premièrement, il crée un Syndicat national de l'électricité, chargé de l'électrification de deux territoires bien circonscrits, ceux de l'Abitibi-Témiscamingue et de Lac-Saint-Jean et Roberval. Cependant, mis à part le fait d'avoir préparé le terrain pour l'établissement de futures coopératives, et celui d'avoir mené quelques études d'envergure, le Syndicat ne semble pas avoir produit de résultats probants⁴⁴.

⁴² Loi autorisant toutes les corporations municipales à municipaliser l'électricité (1 Geo. VI, 1937, chapitre 26) ; Loi instituant la Régie provinciale de l'électricité (1 Geo. VI, 1937, chapitre 25) et Loi établissant et assurant la concurrence de l'État relativement aux ressources hydro-électriques (1 Geo. VI, 1937, chapitre 24).

⁴³ Nous avons trouvé des informations à ce sujet dans le rapport de la Régie de 1941. Il y est fait mention de trois projets soumis dans le cadre de cette loi. Dans Québec (province), Régie des Services Publics, *Second rapport. Du 1 avril 1941 au 31 mars 1942*, « Division électricité », p. 30. Les autres sources consultées confirment cependant qu'aucune municipalité n'a reçu de subventions avant 1940. Nous avons dépouillé et saisi toutes les subventions octroyées aux municipalités rurales pour aide à l'électrification, disponibles dans les Comptes publics, entre 1935 et 1965, de même que résumé l'ensemble des rapports annuels (ou projets de rapports annuels) des commissions et régies entre 1910 et 1964. Les sources du ministère des Richesses naturelles ont complété la documentation. Il serait possible de faire des recherches plus poussées à ce sujet en utilisant également les nombreux documents portant sur les municipalités ayant fait appel à la Régie de l'électricité et / ou pour lui soumettre des projets de municipalisation. Voir le fonds P3 des Archives d'Hydro-Québec. Nous avons seulement consulté quelques dossiers pour les besoins de cette thèse (cités en bibliographie). Il faudrait également dépouiller le fonds « Forces hydrauliques » du ministère des Richesses naturelles, disponible aux ANQ- Québec, le Fonds E20.

⁴⁴ Il faudrait cependant poursuivre les recherches à ce sujet, car le Syndicat pourrait bien avoir été à l'origine d'un ou deux barrages au Témiscamingue. L'article 6 de la loi précise ses pouvoirs : « Le Syndicat est autorisé à établir et à maintenir sous son contrôle, aux endroits

L'autre innovation consiste à accorder, à la nouvelle Régie provinciale de l'électricité (1937-1939), des pouvoirs accrus, par rapport aux commissions précédentes. La Régie peut ainsi fixer les tarifs de vente d'électricité en tenant compte de l'actif physique des compagnies privées, de même qu'émettre des ordonnances contraignant les distributeurs à construire ou à prolonger leurs réseaux, à la demande des citoyens et aux conditions stipulées par la Régie⁴⁵. Ce pouvoir apparaît prometteur aux ruraux, qui espèrent sans doute demander et obtenir le prolongement de lignes de distribution des compagnies privées vers les zones rurales. Ces pouvoirs de la Régie en matière d'électrification rurale sont cependant restreints par le respect du rendement minimum sur le capital investi⁴⁶.

Selon ce critère, les compagnies privées sont en droit d'obtenir une certaine rentabilité lors de la construction de toute nouvelle ligne : « En général on peut dire que si le nombre de clients est inférieur à 10 par mille de ligne, un projet produira un déficit pour le distributeur »⁴⁷. Auquel cas la Régie ne peut obliger le distributeur à prolonger son réseau. Selon A. Rioux, l'application « rigide de cette règle priverait pour toujours des avantages de l'électricité les deux tiers des fermes de la province »⁴⁸.

qu'il juge avantageux dans les districts électoraux d'Abitibi, de Témiscamingue et de Roberval, des centrales génératrices de l'électricité, des systèmes de transmission et de distribution de l'électricité pour les fins d'éclairage, de chauffage et de force motrice, et généralement toutes les installations et appareils nécessaires pour fournir l'électricité au public. » *Loi établissant et assurant la concurrence de l'État relativement aux ressources hydro-électriques*, (1 Geo VI, 1937, c. 24).

⁴⁵ Elle est aussi chargée, entre autres, de faire l'inventaire des biens des compagnies.

⁴⁶ Voir les chapitres 2 et 3 de cette thèse à ce sujet.

⁴⁷ Olivier Lefebvre, *L'électrification rurale*, p. 3. Dans *Correspondance et rapports sur les coûts de construction de lignes rurales*. AHQ, fonds RÉQ, document n° P3/223.

⁴⁸ Albert Rioux, *op. cit.*, p. 91.

L'analyse des requêtes déposées par les ruraux à la Régie confirme ses craintes. En 1937-1938, sur les 167 requêtes demandant le service électrique qui ont été étudiées par la Régie, 67 % ont été rejetées parce qu'elles ne répondaient pas aux critères du rendement minimum (55 seulement ont été satisfaites)⁴⁹.

La lecture des rapports annuels de la Régie montre que, tout comme les membres de la défunte Commission, les régisseurs sont conscients des limites de leur action en matière d'électrification rurale, mais la législation ne leur permet pas de contraindre les entreprises privées à construire des lignes rurales en deçà d'un certain seuil de rentabilité. Malgré tout, au cours de ses presque deux années d'existence, la Régie approuve des dizaines de demandes de prolongation de réseaux et émet plusieurs dizaines d'autres ordonnances forçant les distributeurs à construire ou à étendre leurs réseaux ruraux. En 1939, la Régie précise que 1 154 milles de lignes ont été construits en milieu rural entre 1937 et 1939⁵⁰. Il faut toutefois préciser que les distributeurs d'électricité, bien que dans les faits peu contraints par les commissions et régies, font tout de même des efforts. Il semble que le tapage médiatique de ces années 1930 les pousse à s'intéresser davantage au monde rural.

Shawinigan Water & Power construit des lignes rurales depuis environ le début des années 1930, justement au moment où les revendications des ruraux prennent de l'ampleur. Lors d'une rencontre avec un membre de la Régie en 1937, elle souligne les

⁴⁹ Selon Québec, Régie provinciale de l'électricité, *Premier rapport, du 1 septembre 1937 au 1 janvier 1939*, 1939, p. 33.

⁵⁰ Longueur des lignes rurales (villages inclus) construites par les compagnies privées du Québec. Statistiques compilées d'après les demandes de permis faites à la RÉQ. AHQ, Fonds RÉQ, document n° P3/235 : *Programmes et réalisations : sommaires des extensions au Québec*.

raisons pour lesquelles elle prolonge ses réseaux de distribution à la campagne et avoue qu'elle le fait pour soigner son image :

La Compagnie désire fournir son service au plus grand nombre possible de clients ; Motif intéressé : la compagnie veut se créer des amis [...] S'il y a des raisons politiques sérieuses en faveur du projet, la Compagnie l'exécute. Monsieur Beaumont admet que les lignes de distribution dans les centres ruraux occasionnent une perte annuelle à sa compagnie, mais il déclare que même une perte de 100 000 \$ ou 200 000 \$ par année est minime en regard du revenu brut annuel de la Compagnie qui est de l'ordre de 13 000 000 \$.⁵¹

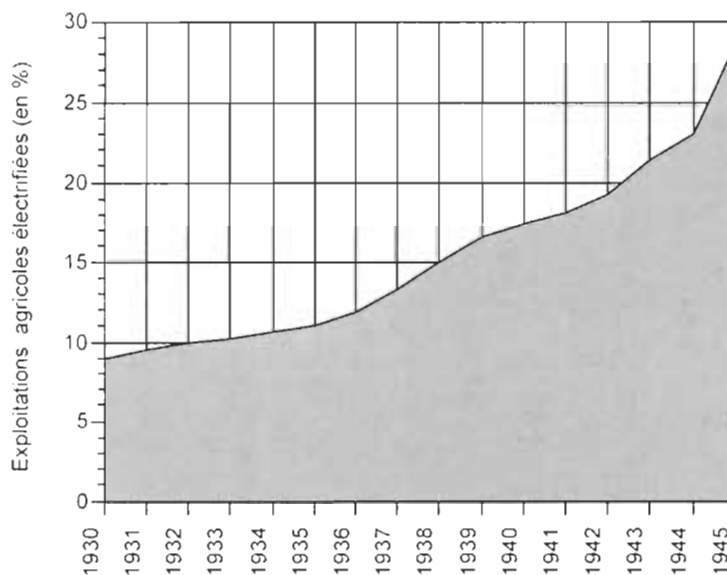
À mesure que les années passent, SWP continue son programme d'électrification rurale. Et en fait, à partir de 1936, elle le soumet annuellement à la Régie ou la Commission en place pour commentaires et approbation (de toute façon, la Régie délivre les permis de construction). Ces programmes annuels⁵², preuve de bonne volonté de la part de la compagnie, ne concernent toutefois qu'une partie du territoire. Par surcroît, ils ne comprennent toujours pas les zones les moins densément peuplées des campagnes.

⁵¹ Résumé de l'entretien entre M. Beaumont, de SWP, et le régisseur McCammon, le 13 décembre 1937. Dans *Programmes d'électrification rurale de la Shawinigan Water & Power Company, permis accordés et rapports*. AHQ, fonds de la Régie, document n° P3/236.

⁵² Nous avons dépouillé l'entièreté de ces programmes annuels de SWP pour les années 1936 à 1961. Ces rapports recèlent plusieurs types d'informations : 1 - pour chaque année concernée, un résumé du programme d'électrification rurale de la compagnie avec les lignes à construire par division de recensement, localité et même par rang ; 2 - le rapport de construction, c'est-à-dire le nombre de milles de lignes rurales ajoutés au réseau de l'entreprise et ; 3 - la correspondance entre les dirigeants de la Régie et ceux de la compagnie. Voir AHQ, Fonds RÉQ, *Électrification rurale / Programmes et réalisations : programmes d'électrification rurale de la Shawinigan Water & Power Company, permis accordés et rapports, 1936-1949* (document n° P3/236) et 1949-1961 (P3/237).

Figure 1 :

La progression de l'électrification rurale au Québec, de 1930 à 1945



Sources AHQ, P3/215

Au début de la Seconde Guerre mondiale, le pourcentage d'électrification rurale n'a que peu progressé depuis le début des années 1930 (figure 1⁵³). Il faut dire qu'en plus du principe du rendement minimum requis pour justifier la construction de toute nouvelle ligne, qui est toujours respecté, l'alternance des gouvernements au cours des années 1930 n'a en rien favorisé la progression des réseaux, puisque chaque fois la législation a été modifiée. Comble de malchance pour les ruraux, lorsque le libéral Adélard Godbout prend le pouvoir en 1939, il continue dans la même lignée.

⁵³ Précisions apportées par la Régie quant à la mesure de l'électrification rurale : « On a convenu un peu partout de prendre comme indice d'électrification rurale le pourcentage des fermes ayant le service d'électricité. Cet indice est sujet aux restrictions suivantes : a) le nombre de logements ne correspond pas toujours au nombre de fermes ; b) le long des lignes rurales, il y a d'autres clients que les cultivateurs. De plus, on ne s'entend pas toujours sur la définition d'une ferme. [Hydro-Ontario considère comme ferme les exploitations agricoles de cinq acres et plus, alors que le recensement compte des fermes d'un ou deux acres.] Néanmoins, sans être parfait, l'indice a sa valeur. » Dans *Statistiques générales, analyses et comparaison avec l'électrification rurale de l'Ontario*, AHQ, fonds RÉQ, document n° P3/217.

Le nouveau gouvernement abroge les lois de 1937 et en sanctionne quatre nouvelles⁵⁴. Cependant, même si aucune loi ne porte spécifiquement sur l'électrification rurale, des avancées sont faites. Deux points sont importants et révèlent la différence marquée entre le nouveau gouvernement et les précédents. Premièrement, la loi qui permet d'accorder des subventions aux municipalités rurales qui voudraient municipaliser ou établir leur service d'électricité trouve enfin une application significative. À partir de 1940, le gouvernement consent des aides financières pour aider les municipalités rurales à se doter d'un service de l'électricité. Quatre subventions sont ainsi accordées par le gouvernement entre 1940 et 1944. Bien que les sommes soient de faibles valeurs (au total, 28 781 \$ pour 1940-44), cela constitue néanmoins un gain net de 100 % par rapport aux années précédentes⁵⁵.

Ce qui distingue aussi la période des années précédentes, c'est le sentiment d'urgence ressenti. La nouvelle Régie des services publics (la Régie provinciale de l'électricité a été abolie) tient en effet à préparer un plan d'électrification rurale pour l'après-guerre, comme le mentionne son rapport de 1944 : « ... il y a fort peu à décrire dans ce domaine [l'électrification rurale], bien que la Régie doive consacrer, pour la reprise d'après-guerre, aux programmes en voie d'élaboration, beaucoup de son temps

⁵⁴ *Loi relative à l'aménagement de certaines chutes d'eau* (IV Geo. VI, 1940, chapitre 23) ; *Loi du contrôle de la force motrice en temps de guerre* (IV Geo. VI, 1940, chapitre 12) ; *Loi relative à l'exploitation des pouvoirs d'eau du domaine public* (IV Geo. VI, 1940, chapitre 22) et *Loi instituant la Régie des Services publics* (IV Geo. VI, 1940, chapitre 11).

⁵⁵ Ce sont les municipalités de la Partie Ouest du Canton de Senneterre (deux montants, pour un total de 18 781 \$) et celles de Sainte-Catherine-de-Hatley et de Rock Forest (total de 10 000 \$). *Comptes publics, op. cit., 1940-1945*. Pour ces années, les données se retrouvent dans le bilan annuel du ministère des Terres et Forêts.

et de ses ressources »⁵⁶. En outre, à l'instar de plusieurs autres intervenants, les régisseurs de l'organisme public ne se gênent pas pour affirmer que pour effectuer l'électrification du monde rural, il faut l'aide financière du gouvernement.

Cette idée n'est pas tombée dans l'oreille d'un sourd. Le gouvernement libéral d'Adélard Godbout a déjà engagé le Québec dans un virage vers l'interventionnisme d'État, qui affecte plusieurs domaines (par exemple la loi rendant la fréquentation scolaire obligatoire jusqu'à 14 ans, adoptée en 1942). L'industrie de l'électricité se retrouve particulièrement touchée par ces modifications du rôle de l'État. Muni des études effectuées au cours des années précédentes, le gouvernement Godbout, après des débats houleux en chambre, pose un geste majeur et nationalise *Montreal Light, Heat & Power* et ses compagnies composantes. De cette décision naît Hydro-Québec. La nouvelle société d'État est chargée de procéder à l'électrification rurale du Québec.

2. Le rôle qu'Hydro-Québec devait jouer dans l'électrification des zones rurales

Mais d'où vient cette idée de confier à Hydro-Québec l'électrification des zones rurales ? Nous nous rappellerons que l'étatisation était une des revendications du mouvement de contestation anti-monopole durant les années 1930. Or, le nouveau Premier ministre, Adélard Godbout, est agronome de formation, et c'est à ce titre d'ailleurs qu'il est intervenu publiquement, dès 1930, en faveur de l'électrification rurale. Le gouvernement Godbout⁵⁷ a aussi mis à profit le ralentissement imposé par

⁵⁶ Québec, Régie des Services publics, *Quatrième rapport du 1 avril 1943 au 31 mars 1944*, « Division électricité », Document de la session du Québec (DSQ), 1943-44, n° 17, p. 29.

⁵⁷ Dans « Quelques notes sur notre dernier congrès [congrès de l'UCC à Québec, 1930] », *La Terre de chez nous*, vol. 3, n° 2 (26 nov. 1930) : 28. À noter qu'il se prononce alors contre

l'état de guerre⁵⁸ dans la construction d'infrastructures de distribution domestique d'électricité pour se pencher sur la question de l'électrification rurale. Les études ainsi préparées par la Régie et par le Service hydraulique du ministère des Terres et Forêts, pendant la guerre, pour préparer l'après-guerre, ont conclu à la nécessité d'une intervention directe (et financière) de l'État.

Plusieurs options sont alors envisagées. D'abord, que l'État compense financièrement les compagnies privées lorsqu'elles construisent des lignes rurales qui se révéleraient déficitaires. La seconde option consiste plutôt dans une prise en charge totale par l'État, ce qui signifie en clair la construction de lignes de distribution par celui-ci pour desservir tous les ruraux non encore pourvus du service de l'électricité. L'auteur du rapport à ce sujet⁵⁹, l'ingénieur en chef du Service hydraulique, après avoir proposé les deux options, juge que la solution la plus pratique serait un compromis entre les deux. Son rapport est remis à Wilfrid Hamel, ministre des terres et forêts, qui s'était publiquement prononcé contre la première option. Wilfrid Hamel, alors député libéral de Saint-Sauveur, précisait :

[...] Il n'est pas désirable que l'État accorde des subsides à des monopoles déjà puissants, grevés de lourdes charges dont les taxes fédérales et les dividendes payés sur des capitaux altérés par une inflation... humide. Il a donc tout avantage à réaliser lui-même ou du moins à contrôler étroitement un

l'étatisation bien qu'il souhaite que les fermes québécoises disposent de l'électricité le plus rapidement possible.

⁵⁸ Des restrictions sont imposées sur le matériel électrique par la *Loi du contrôle de la force motrice en temps de guerre*, *op. cit.*

⁵⁹ Rapport présenté par Raymond Latreille à W. Hamel, Ministre des terres et forêts, septembre 1943. Dans ministère des Richesses naturelles, OER - boîte n° 1 : *Dossiers généraux de l'OER*, *op. cit.*

programme d'électrification rurale.⁶⁰

Nous ignorons si W. Hamel est directement responsable de cette décision, mais la seconde option l'emporte et l'ingénieur en chef du Service hydraulique prépare un second rapport⁶¹, en novembre 1943, dans lequel il propose un plan d'intervention pour électrifier le monde rural par le biais d'une commission ou régie d'État.

Le rédacteur de cet important rapport a prévu les conditions à réunir pour que cette nouvelle instance gouvernementale réussisse. Il souligne d'abord que les compagnies privées devront lui fournir une assistance technique et humaine, au moins la première année d'activité. L'autre condition majeure est que le gouvernement devra fournir les fonds nécessaires au fonctionnement de cette nouvelle commission ou régie. Raymond Latreille, l'ingénieur en chef, suggère d'allouer un million par année à l'électrification rurale, pendant dix ans⁶². Ce rapport de Raymond Latreille, qui était jusqu'ici demeuré dans les cartons du ministère des Richesses naturelles⁶³, est un élément absolument central, car il dresse le schéma de la politique d'électrification rurale du gouvernement d'Adélard Godbout lors de la création d'Hydro-Québec.

⁶⁰ Jocelyn St-Pierre (dir.), *op. cit.*, p. 14. W. Hamel fait allusion au mouillage de capital pratiqué, selon lui, par les grandes compagnies d'électricité québécoises. Le mouillage du capital consiste à gonfler artificiellement le capital de manière à cacher les hauts dividendes versés aux actionnaires.

⁶¹ Les fonds nécessaires à ce programme d'électrification rurale pourraient provenir des revenus perçus par le gouvernement de l'utilisation des forces hydrauliques de la province : « le Ministère de l'Agriculture reçoit présentement environ 1,4 million annuellement ». Rapport de Raymond Latreille au Ministre des terres et forêts, le 23 novembre 1943.

⁶² Dans *ibid.*

⁶³ Voir note 36 *infra*.

La nouvelle loi⁶⁴ créant la Commission Hydroélectrique de Québec (Hydro-Québec) prévoit la prise en charge par l'État de l'érection des réseaux ruraux d'électricité. Hydro-Québec est ainsi dotée d'un budget de 10 millions de dollars pour la construction de lignes, ouvert à toutes les municipalités rurales⁶⁵. Cette mesure comprend non seulement les lignes de distribution, mais également les lignes de transmission primaire et secondaire, les transformateurs et les compteurs ainsi que les raccordements de service. A. Godbout estime que ce montant, réparti sur cinq ans, permettra d'électrifier l'ensemble du Québec : « Nous voulons dépenser 11 millions en cinq ans pour l'électrification des campagnes. Lorsqu'on aura dépensé cette somme dont la loi autorise la dépense, on aura électrifié pratiquement tous les coins de la province »⁶⁶. Le million supplémentaire — 10 millions pour la construction de lignes et les 11 millions annoncés par Godbout — servira à aider directement les fermiers désireux de faire les installations nécessaires au service électrique⁶⁷.

Dès leur entrée en fonction, les commissaires d'Hydro-Québec se penchent sur la question de l'électrification rurale. Comme bagage, ils disposent des rapports de Raymond Latreille, mentionnés auparavant, de même que des rapports effectués au

⁶⁴ Québec (province) SDQ, 8 Geo. VI, chapitre 22 (1944), *Loi établissant la Commission hydroélectrique de Québec*.

⁶⁵ *Ibid.*, article 43.

⁶⁶ Godbout, session du 28 mars 1944, dans Jocelyn St-Pierre, *op. cit.*, p. 25.

⁶⁷ La Commission est autorisée à consentir des prêts soit directement, soit par l'intermédiaire de corporations municipales ou de syndicat coopératifs pour l'installation électrique sur toute ferme susceptible d'être desservie par une ligne construite en vertu de la présente section. Le prêt est de 300 \$ maximum par ferme pour un budget total de 1 million de dollars. C'est la Commission qui fixe les conditions du prêt mais l'échéance ne doit pas dépasser 10 ans. Article 47, *Loi établissant la Commission hydroélectrique de Québec*, *op. cit.* Cette clause est issue du rapport de Raymond Latreille, cité précédemment. Il écrivait, en novembre 1943, qu'il faut aussi faciliter l'achat d'appareils électriques par un système de prêts et faire de la propagande pour l'utilisation de l'électricité.

cours des 15 dernières années sur les systèmes étrangers d'électrification rurale — que ce soit Hydro-Ontario⁶⁸ ou la *Rural Electrification Administration* américaine — et les études portant sur le retard de l'électrification rurale québécoise. Mais l'État québécois n'a alors aucune expérience dans la construction de réseaux d'électricité et les commissaires d'Hydro-Québec semblent en vérité dépassés. Le premier rapport annuel de la société d'État (pour l'année 1944) nous livre toute l'ampleur de la besogne à accomplir et le peu de préparation des fonctionnaires à prendre charge les dossiers de l'électrification rurale :

L'organisation de l'électrification rurale a dû être constituée de toutes pièces, en même temps que la Commission assumait l'administration des entreprises expropriées. En effet, ce n'est que le premier juin 1944 qu'est entré chez nous l'ingénieur chargé d'organiser notre service d'électrification rurale, et le 19 du même mois se rapportait à nos bureaux le premier ingénieur susceptible de faire les enquêtes sur le terrain et les études connexes. Dans les circonstances, la meilleure et la plus rapide solution que nous ayons pu adopter pour cette année en a été une de collaboration avec les compagnies et les services municipalisés. Vu la rareté de certains matériaux, en particulier des poteaux, et la difficulté d'obtenir de la main-d'œuvre experte supplémentaire, il nous a été impossible de réaliser des projets pour lesquels nous avons reçu 145 requêtes. Malgré les difficultés d'organisation et le nombre encore insuffisant du personnel du service de l'électrification

⁶⁸ Lors de l'enquête de la Commission Lapointe, les intervenants étaient nombreux à réclamer l'application du système ontarien. Les dispositions prévues par la loi créant Hydro-Québec ressemblent, sur bien des points, à ce qui a cours en Ontario : création d'une entreprise d'électricité publique, construction par l'État d'un réseau de distribution rurale et la possibilité pour les fermiers d'emprunter pour raccorder leur ferme au réseau. Une autre similitude intéressante est fournie dans l'article 22, traitant des taux d'électricité. La Commission Hydroélectrique : « doit établir le tarif applicable à chaque catégorie d'usagers suivant le coût réel du service fourni à cette catégorie en autant que cela est pratique ». Ce principe rappelle le *Power at cost* d'Hydro-Ontario, selon lequel l'énergie vendue aux consommateurs doit permettre d'assurer le paiement des frais reliés à l'exploitation et à la gestion de la société d'État, sans plus. Nous pouvons sans doute voir dans cette similitude le résultat des nombreuses études menées par les différentes commissions sur le fonctionnement d'Hydro-Ontario.

rurale, 88 enquêtes ont été faites [...].⁶⁹

Cette citation révèle bien le quasi-désarroi des commissaires⁷⁰. C'est que tout récemment formée, la Commission hydroélectrique n'a pas que l'électrification rurale à accomplir. Elle doit également continuer l'intégration des actifs de Montreal Light Heat & Power ainsi que voir à sa propre organisation (locaux, main-d'œuvre, administration, etc.). Désireux de faire néanmoins quelque chose pour l'électrification rurale, les commissaires élaborent une stratégie qui leur permettra de pallier le manque d'expérience et de personnel qualifié.

Apparemment en grande partie le fruit de ce même Raymond Latreille, ce plan prévoit plusieurs éléments novateurs. D'abord, un service de l'électrification rurale est créé au sein d'Hydro-Québec, lequel s'occupera exclusivement d'électrification rurale. Ensuite, Hydro-Québec décide de faire appel aux acteurs existants du secteur de l'électricité du Québec. Le personnel des commissions et régies, tout comme celui des ministères⁷¹, est mis à profit. Les compagnies privées d'électricité, qui disposent d'employés, d'expertise et de plans d'électrification déjà prêts ou en cours d'élaboration, sont aussi appelées à la rescousse. Et c'est dans ce domaine que réside l'innovation majeure : dès son entrée en fonction, Hydro-Québec propose aux

⁶⁹ Québec (province), *Premier rapport annuel de la Commission Hydroélectrique de Québec*, 1944, p. 5.

⁷⁰ Mais les dirigeants de la Régie des services publics sont confiants : « La création de la Commission Hydroélectrique dont le projet de loi est déposé devant l'Assemblée marquera le début d'une ère nouvelle, par les pouvoirs dont cet organisme sera revêtu et les ressources dont il disposera à l'endroit de l'électricité rurale ». Dans *Régie des services publics, Quatrième rapport*, 1944, p. 29.

⁷¹ J. W. McCammon a suggéré d'approcher Jean Béique, ingénieur civil de la Régie des services publics pour se joindre au personnel d'Hydro-Québec et de prendre en charge le service de l'électrification rurale. Jean Béique a accepté. Documents sur Hydro-Québec, dans le fonds du ministère des Richesses naturelles, *op. cit.*, mai 1944.

compagnies privées de financer la construction des lignes rurales de leurs territoires. Selon ce plan, les compagnies (et les services municipalisés) feraient les travaux et Hydro-Québec en paierait les coûts, plus 10 %, pour le *overall charge*. En clair, les compagnies privées agiraient comme des sous-traitants, sous la supervision de la Commission⁷². Ce plan est apparemment adopté par Hydro-Québec, car le contrat établi (mais non signé, selon toutes vraisemblances) entre la société d'État et Southern Canada Power (SCP) en 1944 en reprend les grandes lignes.

Ce n'est pas surprenant que ce premier contrat entre Hydro-Québec et une compagnie privée le soit avec SCP, elle qui s'était empressée de négocier avec la société d'État dès les premières démarches de ses fonctionnaires. D'autres distributeurs, par contre, refusent tout net de voir l'État s'immiscer dans leurs affaires et préfèrent continuer leur propre programme d'électrification rurale, soumis annuellement et chapeauté par la Régie⁷³.

⁷² Voici un résumé (parfois copie exacte) du contrat négocié entre Hydro-Québec et Southern Canada Power (SCP) en septembre 1944 (dans fonds du ministère des Richesses naturelles, *op. cit.*). ENTENTE en matière de CONSTRUCTION : SCP construira aussi rapidement que possible, les lignes rurales pour et au nom de la Commission sous les conditions suivantes : la compagnie, après réception d'un ordre de la Commission construira les lignes rurales requises ; lorsque la ligne est complétée, la compagnie produira un sommaire des coûts, sommaire qui sera présenté selon les mêmes règles que pour les autorisations de capitalisation auprès de la RSPQ ; les dépenses incluront un 10 % supplémentaires pour couvrir les « overall charge » (cela comprend les enquêtes, estimés, plans, etc. mais pas d'autres charges). Si les travaux sont entrepris par une autre entreprise que la compagnie, et que la compagnie fait les enquêtes, estimés, plans, etc., une somme de 10 % sera payée à la compagnie. L'entreprise ne pourra être engagée sans avoir reçu l'autorisation préalable de la Commission. La Commission paiera les frais de construction selon un mode de paiement progressif : 80 % après vérification des comptes de la compagnie et 20 % + les 10 % après la fin des travaux lorsque la Commission aura fait ses vérifications et acceptée la ligne. Cette entente n'empêchera pas la Commission de négocier d'autres ententes pour construire des lignes.

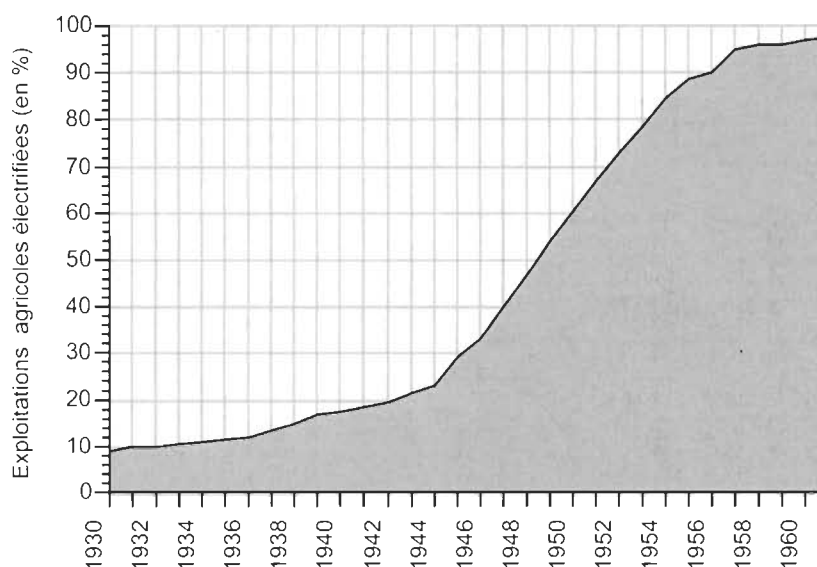
⁷³ Shawinigan Water & Power et Quebec Power sont de celles-là. Détails tirés d'un rapport de R. Latreille, daté du 21 juillet 1944 : « Des divers services publics ci-dessus, Southern Canada Power fut la seule à accepter d'emblée notre formule de collaboration ». La Cité de

Toutefois, les plans d'électrification rurale à peine esquissés et la collaboration avec les distributeurs privés tout juste débutée, Hydro-Québec voit son mandat modifié par le retour au pouvoir, à l'automne 1944, de l'Union Nationale de Maurice Duplessis. Les modifications apportées au rôle d'Hydro-Québec en matière d'électrification rurale, sur lesquelles nous reviendrons, sont majeures. Ces changements s'inscrivent dans une refonte plus large de la législation portant sur le régime de l'électricité, car comme les gouvernements précédents, celui de Maurice Duplessis réécrit les lois. Mais cette fois, les ruraux obtiendront des résultats.

3. Sous la gouverne de l'OER, 1945-1963

La période qui s'ouvre en 1945 est une période faste pour l'électrification rurale du Québec. Après 1945, un effort important sera fait par tous les intervenants pour en accélérer le processus, créant une effervescence dans la construction de lignes rurales et une augmentation plus que significative de la diffusion de l'électricité (figure 2). Pour bien comprendre le nouveau contexte, attardons-nous encore une fois aux changements législatifs qui marquent cette année charnière entre le printemps 1944 et le printemps 1945.

Sherbrooke et la Compagnie Électrique du Saguenay sont également en pourparlers avec Hydro-Québec et se montrent favorables à l'acceptation de nos propositions. Gatineau Power « qui avait d'abord accepté notre offre l'a, par la suite, retirée, mais nous ne considérons pas sa réponse comme définitive et continuons les négociations ». SWP et Quebec Power ont refusé la collaboration d'H.-Q., « du moins pour cette année ». Dans fonds du ministère des Richesses naturelles, *op. cit.*

Figure 2⁷⁴**La progression de l'électrification rurale au Québec, de 1930 à 1961**

Sources : AHQ, P3/215 et Rapports annuels de l'OER, 1945-1963

3.1. De nouveaux changements législatifs

De retour au pouvoir, le gouvernement de M. Duplessis ne perd pas de temps et modifie à nouveau la législation de l'électricité. Dès le printemps 1945, il rétablit la Régie provinciale de l'électricité et abolit la Régie des Services publics — on se souviendra que A. Godbout, en 1940, avait fait exactement l'inverse. La Régie provinciale de l'électricité, qui possède sensiblement les mêmes pouvoirs que son prédécesseur, est un comité de surveillance et d'arbitrage en matière de production, de vente et de distribution d'énergie électrique⁷⁵. En réponse aux préoccupations exprimées au cours des audiences de la Commission Lapointe, la nouvelle Régie a un

⁷⁴ Les pourcentages d'électrification rurale du Québec ne sont malheureusement pas disponibles sur une base annuelle pour toute la période (carence pour 1947 à 1951 et pour 1954 et 1955). Les données manquantes ont donc été calculées à partir du gain moyen des années précédentes.

⁷⁵ Québec (province) SDQ, 9 Geo. VI, chapitre 21 (1945), Loi rétablissant la Régie provinciale des transports et communications et la Régie provinciale de l'électricité.

pouvoir d'enquête sur l'actif des compagnies privées d'électricité et elle peut fixer leurs tarifs. Elle peut également obliger les entreprises à prolonger leurs réseaux : « La Régie a, en outre, juridiction exclusive pour contraindre, aux conditions qu'elle détermine, tout distributeur à étendre son service d'électricité à tout territoire quelconque qu'elle désigne et à desservir les consommateurs qui s'y trouvent, lorsqu'elle estime que cela est équitable et dans l'intérêt public »⁷⁶.

Cependant, cet article si prometteur pour le monde rural est limité par la notion de rendement minimum sur le capital, qui, bien que moins élevé qu'avant 1945, est toujours respecté⁷⁷. Il s'ensuit que nombre de requêtes déposées par les ruraux sont refusées. Toutefois, et malgré la restriction imposée à son action par le rendement minimum, la Régie innove en incitant chacune des compagnies privées à l'œuvre au Québec à mettre en marche un programme d'électrification rurale. Ces programmes sont soumis à la Régie et elle n'hésite pas à modifier des tracés de ligne ou à suggérer des ajouts. Elle n'a cependant pas de pouvoirs de coercition pour pousser les compagnies à électrifier les zones les moins densément peuplées du territoire québécois et elles sont le plus souvent exclues de ces plans. La Régie est, en fait, dépendante du bon vouloir des compagnies privées.

⁷⁶ *Ibid.*, article 19.

⁷⁷ « À la suite de l'expérience acquise, il y a lieu de modifier les instructions antérieures au sujet des principaux facteurs employés par la Régie pour déterminer si la construction d'une ligne est ou n'est pas économique. [...] La Régie a fixé, vers 1937-38 à 6 %, et en 1944 entre 5 et 6 %, l'intérêt auquel le distributeur avait droit sur le capital placé alors que l'argent lui coûtait 4 à 5 %. Maintenant que les principaux distributeurs empruntent entre 2,8 et 4 % pour le tout ou la partie de leur capital, nous serions justifiables d'adopter pour les extensions rurales 4,5 et 5 % pour les principaux distributeurs et 5 % pour les petits distributeurs dont la situation financière n'est pas avantageuse. » Dans *Correspondance et rapports sur les coûts de construction de lignes rurales*, AHQ, fonds de la Régie, document n° P3/223.

Les distributeurs privés sont cependant plus réceptifs envers le monde rural. La pression de l'opinion publique s'est fait sentir au cours des années 1930, puis la première étatisation a envoyé un message clair aux grandes entreprises d'électricité. Désormais, et même si toute nouvelle menace d'étatisation semble écartée, les distributeurs privés font maintenant face à la concurrence d'une société d'État. Il faut en effet préciser que le gouvernement de l'Union Nationale a hérité d'Hydro-Québec et que M. Duplessis, bien que farouchement opposé au projet de loi créant Hydro-Québec, ne peut revenir sur la décision du gouvernement précédent. Le Premier ministre poursuit donc l'intégration de Montreal Light, Heat & Power et ne modifie pas le mandat général d'Hydro-Québec. Il apporte toutefois des changements à la loi cadre de la société d'État.

La reformulation de la loi d'Hydro-Québec⁷⁸, en 1945, modifie en premier lieu l'indemnité versée aux actionnaires de MLHP qui, apparemment, sera augmentée⁷⁹. Après un premier rapport d'Hydro-Québec contenant, comme nous l'avons vu, des considérations sur la future politique d'électrification rurale de la société d'État, le deuxième (de même que les 14 suivants) ne renferme aucune section sur le sujet, tout comme si l'électrification rurale ne faisait pas partie des attributions d'Hydro-Québec.

⁷⁸ Québec (province) SDQ, 9 Geo. VI, Chapitre 30 (1945), Loi modifiant la Loi de la Commission hydroélectrique de Québec.

⁷⁹ Selon P.-A. Linteau *et al.*, *Histoire du Québec contemporain*, tome 2 : *Le Québec depuis 1930*, Montréal, Les Éditions du Boréal Express, 1989, p. 464. Pourtant, le rapport (déposé en 1946) préparé par C. A. Ellis évaluait la valeur des actions de MLHP à environ 25 \$ et le gouvernement Duplessis rachètera ces actions à 25 \$ l'unité en 1947, selon Clarence Hogue, André Bolduc et Daniel Larouche, *Québec, un siècle d'électricité*, Montréal, Libre expression, 1979, p. 127.

Hydro-Québec ne s'occupera pas d'électrifier le monde rural. L'abandon du mandat d'Hydro-Québec en matière d'électrification rurale est une décision administrative qui n'a, apparemment, suscité que peu de réactions de la part des contemporains. Le gouvernement Duplessis s'est révélé ici astucieux. Il n'a pas même légiféré pour transformer le mandat d'Hydro-Québec puisque la loi originale de 1944 stipulait que le lieutenant-gouverneur *peut* faire des avances de 10 millions de dollars à Hydro-Québec pour l'électrification des campagnes. Le verbe employé a fait ici toute la différence⁸⁰. Le lieutenant-gouverneur ne fait pas d'avances à Hydro-Québec et la mesure initialement prévue pour électrifier le monde rural devient inopérante. Et de fait, aucune dépense d'électrification rurale n'est inscrite aux bilans d'Hydro-Québec entre 1945 et 1961⁸¹.

Le gouvernement Duplessis disposait pourtant d'un bel outil pour électrifier les campagnes. Pourquoi donc ne pas avoir utilisé les pouvoirs détenus par Hydro-Québec pour prolonger les réseaux ruraux ? La question est complexe et nous ne soulèverons que des hypothèses. On peut croire que M. Duplessis, en partisan convaincu du

⁸⁰ 8 Geo.VI (1944) chapitre 22 a. 43 : Le lieutenant-gouverneur en conseil *peut* autoriser le trésorier de la province à faire des avances à la commission jusqu'à concurrence de 10 millions de dollars à un taux d'intérêt de 2 %, amortissable sur une période n'excédant pas 50 ans, pour la construction de lignes de distribution d'électricité pour le service de toute municipalité rurale.

⁸¹ La loi d'Hydro-Québec de 1964 (SRQ, 1964, vol. 2, chapitre 86, articles 43 à 47) contient toujours cette section sur l'électrification rurale. Mais les rapports annuels d'Hydro-Québec ne recèlent aucune considération sur le sujet et nous laissent croire que les pouvoirs donnés par cet article n'ont jamais été utilisés. Il y a bien une dépense pour l'électrification rurale de 15 340 \$ inscrite dans le bilan consolidé d'Hydro-Québec pour l'année 1945 dans la rubrique « Frais d'exploitation, entretien, administration, intérêts et autres dépenses courantes », mais elle constitue la seule mention de ce genre dans tous les bilans financiers d'Hydro-Québec entre 1944 et 1961.

libéralisme économique⁸², n'a pas voulu inquiéter davantage les compagnies d'électricité. L'électrification rurale orchestrée par Hydro signifiait que l'entreprise d'État interviendrait directement dans la majeure partie des régions du Québec. Alors que la création même d'Hydro préoccupait les compagnies, une intervention de la société d'État dans les zones d'action des monopoles ne pouvait que les incommoder davantage. Et d'ailleurs, certaines compagnies privées étaient contre l'intervention de l'État dans leurs territoires, au point où elles avaient refusé la prise en charge des coûts de l'électrification rurale par l'État. Nous croyons en outre que M. Duplessis ne pouvait probablement pas se résoudre à une action aussi directe de l'État, c'eût été en conflit avec ses convictions. L'opinion publique, enfin, a peut-être joué un rôle, car, dans le contexte de contestation des monopoles, il aurait pu être difficile de justifier une forme de subvention aux compagnies privées. Dans ce contexte, M. Duplessis choisit plutôt de créer, encore une fois, un nouvel organisme. L'électrification des campagnes québécoises se fera par l'entremise de coopératives d'électricité, chapeautées par un organisme public, l'Office de l'électrification rurale.

3.2. L'Office de l'électrification rurale

Pour élaborer sa nouvelle législation, le gouvernement Duplessis s'inspire d'idées et de propositions énoncées depuis plusieurs années déjà. L'idée de la formation de coopératives pour électrifier les campagnes n'est pas neuve ; elle est défendue par les

⁸² Nous nous appuyons notamment sur l'historien P.-A. Linteau qui souligne que : « Tout au cours de l'après-guerre, le gouvernement Duplessis s'oppose au néo-libéralisme et aux politiques keynésiennes du pouvoir central. Affichant un profond conservatisme en matière économique et sociale, il adopte le credo du libéralisme classique, prônant le respect de l'investissement privé [...] ». P.-A. Linteau, *op. cit.*, p. 273.

milieux agricoles depuis les années 1930. Nous nous souviendrons à ce sujet des mémoires déposés à la Commission Lapointe ou encore des nombreux articles de A. Rioux. Qui plus est, M. Duplessis avait, lui-même, déjà en 1944, proposé cette mesure lors de la lecture du projet de loi créant Hydro-Québec :

Quant à l'électrification rurale, L'Union Nationale a présenté un amendement en Chambre, la semaine dernière, faisant valoir que le seul moyen d'y arriver c'est en établissant des coopératives de cultivateurs. La politique d'électrification rurale doit être coopérative et elle doit se faire indépendamment du gouvernement.⁸³

Comme nous le savons, le gouvernement Godbout n'avait pas retenu cette suggestion. Elle demeure cependant dans les cartons de l'Union Nationale et, à son retour au pouvoir, M. Duplessis décide d'aller de l'avant. Il charge Albert Rioux, aidé de deux avocats du gouvernement, de préparer le projet de loi. Les engagements, l'expérience et ses analyses antérieures préparaient bien Albert Rioux à cette fonction⁸⁴.

La Loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise des coopératives d'électricité ou Loi de l'électrification rurale⁸⁵ est sanctionnée le 24 mai 1945. La nouvelle législation crée l'Office de l'électrification rurale (OER), organisme de l'État, financé à même le fonds consolidé du revenu⁸⁶. C'est-à-dire que toutes ses dépenses

⁸³ M. Duplessis, session du 28 mars 1944, dans Jocelyn St-Pierre, *op. cit.*, p. 20.

⁸⁴ Rappelons en effet que A. Rioux est engagé dans la polémique de l'électrification rurale depuis le début des années 1930 et qu'il a publié, en 1942, une thèse de doctorat sur le problème de la distribution rurale de l'électricité. Dans cet ouvrage, il expliquait que l'électrification rurale du Québec devait se faire par l'étatisation partielle, mais surtout par le biais de coopératives d'agriculteurs. Albert Rioux, *L'électrification rurale du Québec*, Sherbrooke, Imprimerie Le Messager St-Michel, 1942.

⁸⁵ Québec (province) SDQ, 9 Geo. VI, Chapitre 48 (1945), *Loi pour favoriser l'électrification par l'entremise de coopératives d'électricité*.

⁸⁶ Article 15 e), *Ibid.*

d'administration seront absorbées par le gouvernement. Les dépenses d'électrification seront toutefois partagées entre l'État et les ruraux, car l'OER n'effectuera pas lui-même les travaux d'électrification. Ce sont des coopératives qui s'en chargeront, cependant soutenues et supervisées par l'Office.

L'Office est le centre nerveux du nouveau système. Il est habilité à consentir des prêts aux coopératives, qui peuvent atteindre 75 ou 85 % des coûts de construction des réseaux, tels qu'établis par l'OER. Par la suite, les coopératives doivent rembourser 3 % du montant prêté pendant 30 ans⁸⁷. L'Office est également chargé de fournir, gratuitement, l'aide technique, juridique ou d'ingénierie dont peuvent avoir besoin les coopératives. Le montant total que l'Office est autorisé à dépenser est d'abord fixé à 12 millions de dollars en 1945 — précédemment Hydro-Québec disposait de 10 millions pour ce volet de son action — puis graduellement augmenté pour atteindre 35 millions en 1955⁸⁸.

Nous aurons amplement l'occasion de revenir sur le système coopératif d'électrification rurale au cours des chapitres suivants, mais précisons dès maintenant que toute coopérative formée dans le cadre de la Loi de l'électrification rurale a le droit de construire, louer, posséder, administrer des barrages, des usines, des centrales électriques, des lignes de transmission primaire et secondaire, des lignes de distribution ainsi que toutes machineries s'y rapportant (article 32a). Les coopératives peuvent aussi produire, transmettre, distribuer et vendre l'électricité pour les fins d'éclairage, de

⁸⁷ En bref, seulement 10 % de l'argent reçu du gouvernement peut être considéré comme une subvention.

⁸⁸ Québec (province) SDQ, 3-4 Elisabeth II, Chapitre 6 (1955).

chauffage, d'énergie ou de force motrice. Et dans ce but, elles ont le pouvoir de réaliser des ententes avec un service public, ou une entreprise étatisée pour obtenir l'électricité. À défaut d'entente avec le service public, c'est la Régie des services publics qui déterminera les conditions auxquelles l'électricité devra être fournie⁸⁹.

La loi prévoit également toute la mise en place⁹⁰ et le fonctionnement des coopératives qui, non seulement doivent s'enregistrer à l'Office lors de leur création, mais aussi lui fournir des rapports annuels de leurs activités. Nous reviendrons sur les pouvoirs et les devoirs des coopératives, tout comme sur leurs réalisations, au cours des dix chapitres suivants. Pour l'instant, notons que le législateur a fourni ce qui nous semble une base de travail assez complète et plusieurs articles de loi apparaissent particulièrement prometteurs⁹¹, tel celui qui permet aux coopératives, avec l'approbation de l'Office, « [d']acquérir par voie d'expropriation les biens meubles et immeubles énumérés au paragraphe *a* du présent article »⁹². Mais ce pouvoir sera-t-il utilisé par les coopératives ? De quelle marge de manœuvre disposent-elles en ce domaine — et dans d'autres — une fois formées et actives ? Les coopératives seront-elles nombreuses ? Où seront-elles situées ?

* * *

⁸⁹ SDQ, 9 Geo. VI, Chapitre 48 (1945) : articles 32e et 32f.

⁹⁰ Par exemple, pour former une coopérative il faut au moins 12 personnes et les parts sociales sont de 10 \$.

⁹¹ L'OER peut de plus prêter directement aux cultivateurs pour le raccordement de leur ferme au réseau de la coopérative, jusqu'à concurrence de 75% des coûts et n'excédant pas la somme de 500 \$ par personne. *Ibid.*

⁹² Les biens meubles et immeubles sont « des barrages, des usines, des centrales électriques, des lignes de transmission primaire et secondaire, des lignes de distribution ainsi que toutes machineries s'y rapportant ... » Articles 32 a) et b), *Ibid.*

À la fin des années 1920, et plus particulièrement après le tournant de 1930, les ruraux sont de plus en plus conscients du peu d'attention que leur portent les compagnies privées d'électricité. Les premières études portant sur l'électrification rurale, publiées vers 1930, comparent les progrès de l'électrification des fermes ontariennes à celle du Québec. Ces études concluent au sous-développement des réseaux ruraux québécois. Rapidement, ce type de publication se multiplie alors que plusieurs intervenants, tout particulièrement l'Union catholique des cultivateurs, réclament du gouvernement des mesures qui permettraient de combler ce retard.

Cependant, la réticence des distributeurs privés d'électricité à investir dans l'électrification rurale, la crise économique, les changements successifs de gouvernement puis l'état de guerre ont une influence défavorable sur l'élaboration d'une politique d'électrification rurale. Tous les premiers ministres qui se succèdent mettent sur pied des commissions et apportent des changements à la législation afin d'accélérer l'électrification rurale, mais ces mesures connaissent peu de succès. Les gouvernements négligent, en vérité, un facteur essentiel : pour obtenir des résultats en matière d'électrification rurale, il faut allouer les fonds nécessaires aux initiatives. Néanmoins, ces années 1930 sont importantes pour le monde rural puisqu'elles sont marquées par une conscience plus vive de l'importance de l'accès à l'électricité, mais aussi de la nécessité d'une intervention de l'État.

La fin de la Seconde Guerre mondiale constitue une rupture quant au mode d'action privilégié. Avant 1945, les ruraux sont aux prises avec une politique de non-intervention, respectée depuis le début du siècle. À partir de 1944, l'État québécois s'engage plus directement dans l'aide à l'électrification rurale et l'après-guerre apparaît

ainsi essentiellement marqué par un interventionnisme retenu, mais efficace. Nous verrons au cours des chapitres suivants que l'OER, tout particulièrement, devient un acteur majeur de l'industrie de l'électricité québécoise et que les réalisations des coopératives sont rapidement l'objet de fierté. Parties de rien, elles électrifieront des portions substantielles du territoire rural québécois, surtout en région éloignée — mais pas uniquement. Ce sont des ruraux, des « gens ordinaires » qui prendront en main le projet et le mèneront à bon port. Le prochain chapitre s'attarde à ce moment, sans doute porteur d'espoir, où la nouvelle Loi de l'électrification rurale est annoncée, de même qu'aux premiers mois d'existence de l'Office.

PARTIE II :

LES ANNÉES 1940 - 1947

CHAPITRE DEUX

L'EXPERIENCE ANTERIEURE MISE A PROFIT DANS L'ELABORATION DU SYSTEME COOPERATIF D'ELECTRIFICATION RURALE

La décision du gouvernement Duplessis en 1945 de mettre en place un réseau de coopératives rurales d'électricité, financées par l'État, résulte, nous l'avons vu dans le chapitre précédent, d'un choix politique. Ce choix, tout politique qu'il soit, n'est cependant pas improvisé. Autant le monde rural que les organismes de l'État disposent, en effet, de références en matière d'électrification rurale et de coopération.

Les ruraux connaissent et utilisent volontiers les mécanismes des organismes publics chargés de réglementer l'industrie hydroélectrique pour demander le service de l'électricité, et ce, depuis une vingtaine d'années. La première partie de ce chapitre révélera qu'ils s'investissent dans des projets d'auto-électrification, lancés avant 1945. Certains n'ont pas vu le jour, mais tous illustrent néanmoins la mobilisation dont le monde rural est capable pour se doter d'équipements jugés essentiels et où l'idéal coopératif, déjà, est mis à profit. Ces expérimentations contribuent-elles à l'enthousiasme des ruraux envers le plan d'électrification rurale par voie coopérative ? Fort probablement, comme nous le verrons également dans cette première partie.

Lorsque les premiers commissaires de l'Office de l'électrification rurale, à qui incombe la tâche de mettre sur pied un système fonctionnel d'électrification des campagnes québécoises, entrent en fonction, au printemps 1945, ils se tournent naturellement vers l'expérience acquise antérieurement. Les coopératives agricoles et

de consommation de même que les caisses populaires se sont multipliées en milieu rural depuis le début du siècle, fournissant ainsi des exemples de façons de faire. En matière d'électricité, les organismes publics qui réglementent ce secteur depuis presque 40 ans ont accumulé quantité de règles et de pratiques administratives qu'ils partagent avec l'Office. Les membres de l'OER peuvent aussi s'inspirer de ce qui se fait à l'extérieur du Québec, particulièrement aux États-Unis.

Le second objectif de ce chapitre est de comprendre de quelle façon les expériences antérieures ont été mises à profit pour élaborer les règles de fonctionnement du nouvel organisme chargé d'accélérer l'électrification rurale du Québec.

1. L'électrification rurale avant l'OER

Les habitants des campagnes ne se découvrent pas une soudaine passion pour l'électricité en 1945, avec la création de l'Office de l'électrification rurale. Depuis plusieurs années déjà, ils investissent temps et énergie dans des demandes de prolongement de lignes adressées aux organismes publics chargés de recevoir ce type de requêtes. D'autres ruraux vont plus loin encore et se lancent dans des projets d'auto-électrification, basés ou non sur l'idéal coopératif. Lorsque l'OER est fondé, le monde rural dispose de précédents en matière de coopératives d'électricité et c'est sans hésiter qu'il se lance dans l'aventure. Avant même la première réunion officielle de l'Office, les ruraux de presque tous les coins du Québec signifient par dizaines leur intention de créer une coopérative.

1.1. L'intérêt des ruraux pour le service de l'électricité : moteur de demandes et de projets

Nous avons souligné précédemment que le Québec d'avant 1945 a vu défiler une succession d'organismes de contrôle de l'industrie hydroélectrique¹. Ces organismes ont aussi pour mandat de recevoir les requêtes de gens désireux d'obtenir le service de l'électricité d'un distributeur privé². Hier encore peu représentés parmi les demandeurs de service, les ruraux de partout au Québec soumettent des centaines de

¹ Ces commissions et régies sont les suivantes : Commission des services publics de Québec, 1912-1925 ; Commission de l'électricité de Québec, 1935-1936 ; Régie provinciale de l'électricité, 1937-1939 ; Régie des services publics, 1940-1944 ; Régie provinciale de l'électricité, à partir de 1944 et Commission des eaux courantes du Québec, 1909-1952.

² Voir notre chapitre un pour les détails à ce sujet.

demandes d'électrification aux commissions et régies à partir du milieu des années 1930.

L'utilisation assez intensive des moyens mis à leur disposition par l'État pour réclamer le service reflète de façon évidente leur désir d'électricité. Entre 1936 et mars 1941, 27 614 usagers potentiels présentent 788 requêtes d'électrification rurale aux organismes. Très peu de progrès sont accomplis pendant la guerre, si bien qu'en mars 1943, la Régie de l'électricité (RÉQ) a toujours entre les mains 467 requêtes d'électrification non satisfaites, provenant de 57 comtés. Deux cents autres demandes n'ont pas même été examinées, ou l'ont été imparfaitement. Dans 258 cas seulement, les demandeurs ont obtenu, en tout ou en partie, la prolongation de lignes de distribution³. Qui dépose ces requêtes et combien de personnes représentent-elles ?

Le dépouillement et l'analyse de tous les rapports annuels des commissions et régies avant 1945 révèlent que ce sont fréquemment : 1) des conseils municipaux de villages ou de paroisses non électrifiés⁴ et 2) des ruraux — généralement agriculteurs mais pas toujours — qui se sont regroupés pour donner plus de poids à leur requête⁵. Il faut souligner que les membres du clergé (curés, abbés, révérends, etc.) se font souvent

³ *Électrification rurale / Général : requêtes de Albert Gaudreault, député du comté de Richmond, concernant l'électrification des diverses localités de la région*. 2 cm, originaux et copies. AHQ, fonds RÉQ, document n° P3/216.

⁴ Les demandes de prolongement de lignes proviennent parfois, bien entendu, de cultivateurs isolés. Ces cas sont cependant beaucoup plus nombreux après 1947, alors que les lignes des compagnies et des coopératives ont rejoint les noyaux de peuplement.

⁵ Voir, par exemple, la cause numéro 556. O. Guilbeault *et al.* 4^e rang, Canton de Grantham, Drummond, Vs SCP - Requête portant 26 signatures de résidents du 4^e rang du Canton de Grantham pour obtenir le service de l'électricité. 1937. *Second Rapport annuel de la Commission d'électricité de Québec pour la période du 1^{er} juillet 1936 au 30 juin 1937*.

les porte-parole de groupes de demandeurs⁶. Quant à savoir combien de ménages sont représentés par les centaines de réclamations envoyées aux commissions et régies avant 1945, l'évaluation à laquelle nous nous sommes livrés est fort intéressante. Les 925 requêtes recensées par la Régie des services publics (RSPQ) en 1943 pourraient représenter quelque 27 000 ménages ruraux⁷, soit probablement le quart des foyers non électrifiés⁸. Nul besoin d'insister sur le désir d'électricité des ruraux, les chiffres parlent d'eux-mêmes. Par surcroît, n'oublions pas que bien d'autres encore souhaitent obtenir le service sans toutefois présenter une demande à la Régie.

⁶ La profession des gens qui demandent la prolongation des lignes est rarement indiquée. Mais les membres du clergé (curés, abbés, révérends, etc.), eux, sont toutefois clairement identifiés. Et ils sont nombreux à faire parvenir des requêtes pour les groupes de ruraux. Entre autres : Requête n° 2326. Révérend A. Lebeau contre Gatineau Electric Light Co. « Requête pour obliger l'intimée à fournir l'électricité aux résidents de Saint-Adolphe-de-Howard », 07/04/30. *Rapport annuel de la Commission des Services Publics de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1930*. Ou encore : « n° 481. Rév. A. Falardeau, Sainte-Lucie de Doncaster, Terrebonne, contre Gatineau Power. Demande de service de l'électricité pour paroisse de 150 familles. » *Second Rapport annuel de la Commission d'électricité de Québec, op. cit.* Nous reviendrons dans un chapitre ultérieur sur le rôle de ces mêmes personnes dans l'organisation des coopératives d'électricité.

⁷ Sur ces 925 requêtes, 467 sont non satisfaites, 200 non étudiées et 258 satisfaites. Si chaque requête représente environ 30 ménages, on peut estimer à 27 750 le nombre de ménages concernés. Cette estimation est fondée sur l'analyse de centaines de requêtes et elle est prudente, car les demandes de corporations municipales regroupent très souvent plus de 75 personnes. Par exemple : n° 960. « Corporation municipale du Petit Saguenay, Chicoutimi, contre Saguenay Power Co. Requête comportant un projet d'électrification de la région en prolongeant le réseau de Port-Alfred. Il y aurait plus de 200 intéressés et... ». Ou : n° 806. Corporation municipale de Sainte-Apolline, Montmagny, contre SWP, « Requête pour extension du service de l'électricité à toute une paroisse - 125 clients probables, distance totale d'environ 14 milles ». *Premier rapport de la Régie Provinciale de l'électricité, 1939*. Les demandes conjointes, elles, représentent en général entre cinq et 20 individus. L'analyse de la RSPQ de 1941 concluait à une moyenne de 35 clients potentiels par demande, ce qui signifie que notre chiffre de 27 500 ménages pourrait être trop conservateur ($35 \times 925 = 32\,375$).

⁸ Selon le vol. 9 du RDC de 1941 (vol. logement), le nombre de logements occupés dans les régions rurales est de 150 040 ; le nombre de ces logements disposant de l'éclairage électrique est de 35 409 ; soit 23,6 %. Nous pouvons donc raisonnablement établir que 114 631 ménages demeurent dépourvus d'électricité. Les 27 750 ménages concernés par les requêtes pourraient représenter 24 % des foyers non raccordés.

Dans bien des cas, il y a longtemps que l'on espère la prolongation de la ligne de distribution rurale. Certaines requêtes toujours en suspens en 1943 remontent même au tout début des années 1930, voire au milieu des années 1920. De tels délais conduisent nombre d'habitants des campagnes à se regrouper pour électrifier leur coin de pays. Nous avons retracé quelques projets d'auto-électrification dans les documents de la RÉQ⁹. Ils ne se réclament pas encore du modèle coopératif, mais le travail et les ressources de chacun sont néanmoins mis en commun pour pallier l'absence de service. Un des plus anciens projets de ce type repéré dans les archives de la RÉQ en constitue un bel exemple.

En 1923, quatre cultivateurs du canton d'Ascot s'unissent pour électrifier leurs exploitations. Ils plantent eux-mêmes les poteaux (au nombre de 66) et confient à un ingénieur électricien de Sherbrooke le soin d'installer les fils électriques. L'approvisionnement en énergie est assuré par le service municipal de Sherbrooke, au réseau duquel la ligne, d'environ un mille et demi, est reliée. Alex Larivière, de la CSPQ, a servi d'expert conseil, mais le projet est bel et bien le fruit de ces agriculteurs débrouillards. Deux autres se joignent à eux en 1927, au moment où ils demandent à la CSPQ la permission d'installer une ligne téléphonique sur leurs poteaux, car ils sont

⁹ Il est difficile de retracer ces cas, sans doute plus nombreux que l'on pense, de minuscules compagnies privées et / ou de coopératives rurales, car elles ont laissé peu de traces dans les documents officiels. Un propriétaire de scierie qui alimente deux ou trois voisins n'a sans doute pas demandé de permis à la Régie. Les petites installations se retrouvent le plus souvent dans les archives lorsqu'une plainte est adressée à la Régie ou si leurs lignes croisent ou suivent en parallèle celles d'une autre compagnie. Ces petits distributeurs échangent parfois leur électricité avec quelques voisins contre des paiements en nature, les excluant ainsi des enquêtes et des modifications sur les tarifs que la Régie effectue. L'État n'a malheureusement jamais cherché, à notre connaissance, à comptabiliser et à répertorier les installations de production ou de distribution individuelles en milieu rural. En Saskatchewan, en 1926, il y a 7 000 « individual lighting plants ». L.C. Volk, « The Social Effects of Rural Electrification in Saskatchewan », M.A., University of Regina, 1980, p. 19.

insatisfaits du service fourni par la compagnie locale¹⁰. Nous les retrouvons encore en 1928 (toujours dans les documents de la CSPQ¹¹), puis nous perdons ensuite trace de ce groupe. La ville de Sherbrooke a-t-elle intégré leur tronçon à son réseau ? Cette hypothèse est plausible puisque le dernier exploitant raccordé grâce à ce bout de ligne est situé à seulement un mille et demi de la fin du réseau sherbrookoïs. Au cours des années subséquentes, d'autres projets d'auto-électrification voient aussi le jour.

Le contexte des années 1930 est cependant différent de celui de la décennie précédente. Les rapports publiés par des employés des commissions, tel Alex Larivière, rédacteur du premier rapport sur l'électrification rurale commandé par l'État¹², les articles et études des représentants du monde rural (Albert Rioux tout particulièrement, mais il y en a bien d'autres), de même que les mémoires déposés par des cultivateurs à la Commission Lapointe en 1935¹³ trouvent échos chez les ruraux et les conduisent à adopter la coopération comme solution à l'électrification rurale. Devant l'impossibilité d'être desservis par les compagnies privées, des ruraux s'unissent pour mettre à

¹⁰ Commission des services Publics, *Dossier de l'ordonnance n° 1028*, AHQ, fonds RÉQ, document n° 1028 : Baby et al., contre Stoke Center Telephone Association.

¹¹ Il s'agit toujours de la demande concernant l'installation de lignes téléphoniques, qui n'est apparemment pas réglée. *Rapport annuel de la Commission des Services Publics de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1928*.

¹² Le but de son rapport est d'établir la situation de l'électrification rurale, mais il s'attarde aussi à un projet de coopératives dont le but est de faciliter aux cultivateurs l'emploi de moteurs électriques pour les travaux de la ferme. *Rapport sur les taux de l'électricité dans les campagnes et sur un projet de coopératives rurales de moteurs électriques. 1930*. Alex Larivière, ingénieur, CSPQ. AHQ, fonds Comm. Lapointe, document n° P1/23.

¹³ Les cultivateurs de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, par exemple, suggèrent, dans leur mémoire déposé à la Commission Lapointe, la formation de coopératives rurales d'électricité. Ils proposent la création de groupes coopératifs, car si « vous voulez faire quelque chose économiquement, faites-la vous-mêmes. » *Électrification rurale / Documents de la Commission Lapointe. Correspondance et rapport concernant le service d'électricité en campagne, fourni par le maire de Sainte-Anne de la Pocatière*. AHQ, fonds Comm. Lapointe, document n° P1/110.

exécution ce genre de projets¹⁴. La première coopérative d'électricité du Québec en est une illustration très intéressante.

En 1938¹⁵, 12 cultivateurs de Compton Station fondent une coopérative sous la Loi des Sociétés coopératives agricoles. Pour financer la construction d'une ligne de raccordement au réseau de Southern Canada Power (SCP), ils obtiennent un prêt de la caisse populaire locale¹⁶. Au moment de la fondation, les cultivateurs espèrent alors vendre leur ligne au prix coûtant, dès la fin de la construction, à SCP, lui transférant, par le fait même, les coûts d'entretien. Ce ne sera cependant pas le cas. Ce qui oblige les ruraux à assurer eux-mêmes l'entretien de leur ligne, ce qu'ils font volontiers. Ils se réunissent, par exemple, pour couper les branches d'arbres nuisibles ou encore, ils acceptent, en 1946, de verser la somme supplémentaire de 10 \$ afin de rembourser la

¹⁴ Aux États-Unis aussi on trouve des coopératives antérieures à la mise en place d'un organisme, la *Rural Electrification Administration* (REA), chargé d'aider les coopératives rurales d'électricité. La date de création de la première coopérative n'est pas connue. On s'accorde cependant pour dire qu'avant la Première Guerre mondiale, quelques-unes existent. Après 1918, le nombre de coopératives augmente. Elles sont concentrées dans le Nord-Est et le Midwest. Dans la plupart des cas, les fermiers construisent la ligne sur une base coopérative puis se tournent vers la compagnie locale pour l'exploitation et la maintenance. Voir le chapitre deux (*The alternatives : coopératives and public Power*) pour les détails. Deward Clayton Brown, *Electricity for Rural America : the Fight for the Rea*, Westport, Conn., Greenwood Press, 1980, xvi, 178 p.

¹⁵ C'est en fait la première coopérative d'électricité du Québec (Gazette officielle, 21 oct. 1939, p. 3333.) L'assemblée de fondation de la coopérative a lieu le 16 novembre 1938. *PV de La Société agricole de distribution d'électricité de Compton Station*, AHQ, fonds F44. Nous ignorons pourquoi les pourparlers avec SCP ont échoué. En 1939, les 12 membres tentent d'obtenir l'octroi de 50 % pour la construction de lignes rurales (*Loi de la municipalisation*). Mais cette démarche est vaine, car la loi est uniquement destinée aux corporations municipales.

¹⁶ Yves Tremblay nous apprend qu'Albert Rioux, au cours des trois années où il est sous-ministre de l'Agriculture, est « devenu conseiller d'une minuscule coopérative d'électricité des Cantons-de-l'Est, à ce qu'il semble la première du genre au Québec. La Coopérative agricole de Distribution d'Électricité de Compton-Station. » Yves Tremblay, « Albert Rioux et l'électrification rurale », *Chroniques matapédiennes*, vol. 6, n° 2 (novembre 1995) : 26.

dette de la coopérative¹⁷. La coopérative survivra jusqu'en 1961¹⁸, année de son intégration à celle de Stanstead (fondée sous la Loi de l'électrification rurale après 1945), grâce, notamment, au Service de l'économie rurale du ministère de l'Agriculture, qui lui apporte son aide de façon ponctuelle¹⁹.

La petite coopérative de Compton Station est source d'inspiration. Lors de la fondation de la Coopérative de Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville et celle de Saint-Valérien-de-Shefford²⁰, établies en 1944 sous la *Loi des sociétés coopératives agricoles*, l'on se réfère explicitement à l'expérience de Compton Station.

Les précurseurs, qu'ils soient de Saint-Valérien-de-Shefford, de Compton Station ou d'ailleurs²¹, ont d'abord mis l'épaule à la roue, de concert avec le milieu local, pour

¹⁷ PV de La Société agricole de distribution d'électricité de Compton Station, AHQ, fonds F44.

¹⁸ En 1961, le réseau a besoin d'améliorations et les membres demandent l'aide de l'OER qui leur conseille de se fusionner avec la Coopérative voisine de Stanstead afin de bénéficier des subventions et prêts de l'Office. ANQ, fonds OER, document n° E80/17 : Compton Station.

¹⁹ Il semble que l'agronome du service de l'Économie rurale, dont le salaire est payé par le gouvernement, prépare les bilans annuels. Par ailleurs, après 1945, elle demande des conseils à l'OER et son réseau est réparé par SCP. *Ibid.* et ANQ, fonds OER, document n° E80/17 : Compton Station.

²⁰ À la suggestion de l'OER, elles passent l'année suivante sous l'égide de la *Loi de l'électrification rurale*.

²¹ D'autres projets de coopératives ont été retracés dans les archives, mais ils n'ont apparemment jamais vu le jour. En 1944, le curé de la paroisse de Beaudry, située à proximité du lac Montbeillard, à peu de distance au sud-ouest de Rouyn-Noranda, écrit à la Régie de l'Électricité pour s'enquérir des règles pour bénéficier de la *Loi de la municipalisation* (subvention de 50 % des coûts), car il songe à faire construire des lignes de distribution par la coopérative agricole existante. Le rapport de visite de l'ingénieur de la régie, d'avril 1945, (« Étude d'un projet de distribution de l'électricité par syndicat agricole, avec octroi de construction de 50 %, tel qu'accordé aux municipalités ») révèle que le projet comporte la construction de 17 milles de lignes, pour desservir 68 clients réguliers et 22 clients d'été situés dans Beaudry et Évain. Malheureusement, la loi prévoit des subventions pour les municipalités qui construisent elles-mêmes la ligne. De plus, la Régie émet entre-temps un permis de distribution à Northern Quebec Power afin de desservir le village d'Évain. Après une enquête sur le terrain et plusieurs lettres, la Régie conclut, en janvier 1945, que la paroisse devrait attendre le printemps, alors qu'une loi concernant l'électrification rurale sera annoncée. C'est

lancer leur entreprise. Les fonds nécessaires à l'érection des lignes proviennent le plus souvent de la caisse populaire locale et/ou de gens du lieu. Si les ressources financières des localités sont parfois tout juste suffisantes, les compétences techniques sont encore plus difficiles à trouver ; comme le montre un projet de syndicat coopératif, dans Charlevoix.

En 1942, le syndicat coopératif de Petite Rivière Saint-François essaie d'obtenir de la RÉQ l'autorisation de construire un réseau de distribution. Un propriétaire de scierie de l'endroit est prêt à financer la majeure partie des travaux de construction d'une centrale hydroélectrique sur la rivière Sot à Maillard. Les autres membres²² du syndicat contribuent selon leur capacité, la majorité souscrivant une part de 100 \$. Mais il appert que la personne-ressource, que les membres du syndicat désignent sous le nom d'ingénieur, n'est en fait qu'un préposé à l'entretien de lignes de chemin de fer. La Régie émet des doutes sur la qualité du travail qu'on s'apprête à lui confier. En outre, la présence de trois petits distributeurs privés d'électricité paraît limiter les possibilités de développement du futur syndicat. C'est pourquoi la Régie n'émet pas le permis d'exploitation et il faut attendre 1946-1947 pour que le distributeur dominant dans la région, Quebec Power, accepte de desservir convenablement cette localité²³.

la coopérative de Rouyn-Noranda, fondée seulement en 1954, qui électrifiera Beaudry. *Beaudry (Paroisse) : dossier général*. 5 pièces, originaux, AHQ, Fonds RÉQ, document n° P3/691.

²² Le syndicat est composé de 17 cultivateurs, 13 journaliers, deux industriels, deux marchands, deux camionneurs et un rentier. Ensemble, ils acquièrent pour 5 000 \$ de parts sociales. Le propriétaire de la scierie, pour sa part, prête 7 000\$. Dans *Rivière St-François (Syndicat Coopératif de la Petite Rivière St-François) : projet de Joachim Bouchard et al. de former une coopérative d'électricité et d'aménager la Rivière du Sot, à Maillard, avec rapport et plan du réseau projeté*, 1.5 cm, originaux. AHQ, Fonds RÉQ, document n° P3/804.

²³ En 1945, les habitants de Petite-Rivière-Saint-François reviennent à la charge auprès de la RÉQ (un groupe de 150 personnes). On veut obtenir l'électricité de Quebec Power, afin de

Ces quelques exemples illustrent bien la débrouillardise et la volonté des ruraux. Mettant à profit leur expérience coopérative dans les domaines agricoles²⁴ et financiers, ils se révèlent capables de s'organiser. Leurs connaissances techniques sont cependant parfois inadéquates pour mener à terme leur projet d'électrification. Qui plus est, les ressources financières locales ne suffisent pas toujours, surtout lorsque les habitations à électrifier sont trop éloignées des réseaux existants pour s'y raccorder par un court tronçon (comme c'était le cas à Ascot) et qu'il faut envisager la construction de plusieurs kilomètres de lignes. Une aide extérieure est alors essentielle.

1.2. La création de l'Office de l'électrification rurale suscite beaucoup d'intérêt

Lorsque le gouvernement annonce son projet d'électrification rurale par voie coopérative, au printemps 1945, les habitants des campagnes ont bien l'intention de saisir l'occasion ainsi offerte. La création de l'OER et la possibilité de fonder des coopératives financées par l'État déclenchent, en fait, une véritable mobilisation dans le monde rural. En quelques semaines, des dizaines de demandes d'informations et de projets de fondation affluent à l'Office. Avant même que l'OER n'inaugure officiellement ses activités (la première séance a lieu le 13 août 1945), 216 localités font parvenir une demande en vue de la fondation d'une coopérative d'électricité²⁵.

remplacer les trois petits distributeurs, car ils offrent un service peu convenable. Quebec Power pourrait de plus desservir les résidents non encore branchés. C'était la solution préconisée par la Régie en 1942 et elle est mise à exécution au cours des années 1946-1947.

²⁴ Les membres du syndicat de Petite Rivière Saint-François voyaient ainsi le développement futur de leur coopérative : « Le but du Syndicat n'est pas seulement la distribution de l'électricité à ses membres, mais aussi l'achat et la vente des produits et nécessités de la ferme, etc. Au début, le Syndicat ne s'occuperait que de la distribution de l'électricité, mais d'ici à deux ans on ferait toutes les transactions propres aux coopératives, l'électricité devenant une partie des activités de la Société. » *Op. cit.*, P3/804.

²⁵ Ces 216 demandes ont été reçues entre mai 1945 (annonce de la loi) et le 16 juin 1945. PV, OER. L'empressement et la volonté des ruraux à se procurer le service de l'électricité

Cela signifie qu'environ une municipalité rurale sur six²⁶ a manifesté son intérêt pour le projet d'électrification coopérative. L'engouement des ruraux est encore plus évident si l'on ne tient compte que des localités non encore desservies : approximativement 60 % d'entre elles ont envoyé une demande à l'OER²⁷. Bien entendu, ces requêtes peuvent aussi provenir de groupes de ruraux qui habitent des parties non desservies de municipalités partiellement électrifiées, mais l'ampleur de l'intérêt demeure indéniable.

D'où proviennent ces demandes d'information et ces projets de fondation de coopératives ? Les demandes d'information arrivent de partout au Québec. Même si toutes les régions du Québec ont répondu à l'appel, plusieurs points de concentration ressortent (carte 2²⁸). N'est-il pas surprenant, d'abord, de constater que la rive sud du fleuve, dans le centre du Québec, a clairement manifesté son intérêt ? Ces régions sont

n'est pas observable seulement au Québec. Après la création de la REA, en 1935, des centaines de fermiers américains écrivent à l'organisme afin de savoir ce qu'il advient de la REA et pourquoi les délais sont si longs avant qu'elle ne commence à agir. Soulignons que la REA consent ses premiers prêts aux coopératives en novembre 1935. Marquis Childs, *The Farmer Takes a Hand: The Electric Power Revolution in Rural America*. New York, Doubleday, 1952. Réédité en 1974.

²⁶ Ceci est une évaluation approximative. Il y a 1 378 municipalités rurales en 1945. Les « municipalités rurales » incluent toutes les paroisses et cantons, ou parties de ceux-ci, et les villages. Cela exclut donc les villes. *Annuaire statistique du Québec, 1945-46*, p. 273.

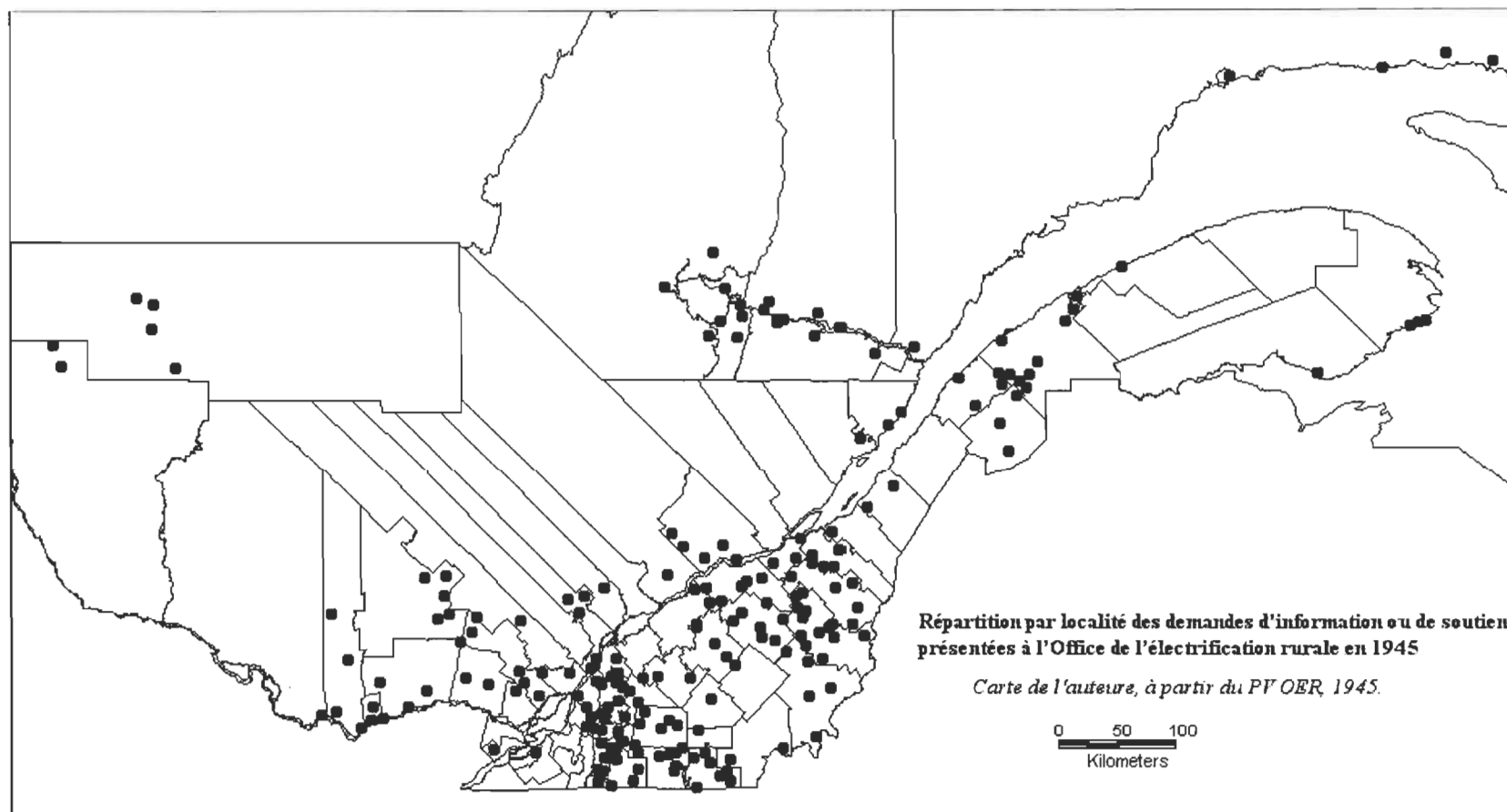
²⁷ Régie des services publics, *Liste des municipalités de la province de Québec où il y a distribution d'énergie électrique*. 01/08/1940. AHQ, fonds RÉQ, document n° P3/679. La Régie note : « Quelques municipalités où il n'y a qu'un ou deux abonnés sur la limite, ont été omises. Dans les municipalités indiquées, il arrive parfois que le service ne soit pas disponible sur toute l'étendue de la municipalité. » Nos calculs portent, encore une fois, sur les municipalités rurales. Selon cette liste, il y a 1 002 municipalités rurales qui sont pourvues d'électricité, alors que le Québec en compte 1 365. Selon la Régie des services publics, il y aurait donc, en 1940, 363 municipalités rurales totalement dépourvues du service de l'électricité. En tenant compte du fait que la construction de nouvelles lignes de distribution pendant la guerre de 1939-45 est très limitée, la majeure partie de ces 363 municipalités sont fort probablement toujours dépourvues du service ; 216 d'entre elles font parvenir une demande à l'OER, ce qui représente 60 %.

²⁸ Chaque point représente une demande d'informations. Ce sont les paroisses, les villages, les municipalités, etc. qui ont envoyé des demandes à l'OER. PV, OER. Il faut noter que six localités ayant envoyé une demande d'information en vue de la fondation d'une coopérative à l'OER ne sont PAS sur la carte un, car nous n'avons pas réussi à localiser convenablement la paroisse (à partir des dictionnaires des noms de lieux). Dans le doute, nous avons préféré ne pas les mettre. Il s'agit de : Île Saint-Ignace, Highland Gardens, La Décharge, Saint-Jean d'Ars, Aylwin, Lamontagne (West Broughton).

pourtant desservies par des distributeurs d'électricité d'envergure régionale, qui sont bien établis (Shawinigan Water & Power – SWP – et Southern Canada Power – SCP –, surtout). Pourquoi alors ces régions réclament-elles l'aide de l'OER ? C'est qu'il subsiste à l'intérieur de ces zones généralement assez bien électrifiées, plusieurs localités rurales non desservies. Pensons, par exemple, à de nombreux villages et paroisses des comtés de Champlain et de Portneuf, situés dans le territoire de SWP qui, bien que localisés dans la vallée du Saint-Laurent, possèdent des caractéristiques géographiques (faible densité de leur peuplement) qui les rapprochent davantage de la situation des régions périphériques du Québec. D'autres régions où les réseaux de distribution ont encore une étendue restreinte et où les installations de production sont de capacité limitée répondent aussi à l'appel. Les régions éloignées réputées pour être mal desservies²⁹ — Bas-Saint-Laurent, Abitibi-Témiscamingue et Saguenay-Lac-Saint-Jean — présentent également de nombreuses demandes d'aide à l'OER.

²⁹ Revoir la carte 1, *infra*, chapitre un - électrification rurale en 1931.

Carte 2 : Demandes d'information soumises à l'OER en 1945



Bien entendu, ces 216 municipalités qui adressent des requêtes à l'OER ne fondent pas toutes une coopérative. Nous estimons que c'est le cas pour un peu plus de 50 d'entre elles³⁰. Par ailleurs, une vingtaine d'autres localités seront ultérieurement électrifiées par une coopérative fondée dans une paroisse avoisinante.

Ajoutons que non contents de faire parvenir des dizaines de demandes de soutien à l'Office, les habitants des campagnes cherchent d'autres moyens de s'informer et de se prévaloir des avantages de la Loi de l'électrification rurale. Les députés des comtés ruraux soulignent en effet qu'ils reçoivent plusieurs lettres, et même des délégations, de gens intéressés par le nouveau plan d'électrification. Le député de Richmond, par exemple, signale dans une lettre à la RÉQ en juin 1945, qu'il ne se passe pas une semaine sans que des cultivateurs désireux d'obtenir l'électricité ne se précipitent à son bureau³¹.

Ils devront cependant patienter encore quelques mois avant que l'organisme chargé d'orchestrer la mise en place des coopératives d'électricité ne soit en mesure de leur fournir toute l'aide dont ils ont besoin. L'Office, en effet, doit d'abord voir à sa propre organisation, lui qui, n'ayant pas de prédécesseur, doit tout inventer. Pas tout à fait, en vérité, comme nous le verrons dans un moment.

³⁰ Il faut également souligner que certaines localités qui fonderont une coopérative avaient antérieurement présenté des requêtes d'électrification aux commissions. Par exemple : Requête n° 138. « Corporation de la paroisse de l'île aux Coudres, contre Corporation Électrique de Charlevoix. Demande d'extension de service. Réglé : Projet irréalisable... » *Premier rapport de la Régie Provinciale de l'électricité, 1939*. En fait, une recherche sommaire par les chefs-lieux des coopératives fondées révèle que des requêtes d'électrification ont été présentées par au moins 20 de ces municipalités avant 1936. Selon les requêtes des Rapports de la CSPQ, 1920-1933, et Rapport de la Commission de l'électricité, 1935-36.

³¹ *Électrification rurale / Général : requêtes de Albert Gaudreault ..., op. cit.*

2. L'organisation de l'OER : d'où provient l'expertise ?

Lorsque Duplessis annonce, à l'hiver 1945, son intention de lancer un vaste programme d'électrification rurale par le biais de coopératives d'électricité, il charge notamment l'agronome Albert Rioux de préparer le projet de loi. La Loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise des coopératives d'électricité est sanctionnée le 24 mai 1945. Le gouvernement Duplessis s'est donné un court laps de temps (un peu plus de trois mois) pour préparer un projet de loi complexe, inspiré de l'idéal coopératif, et cela a une influence directe sur les dispositions de la Loi de l'électrification rurale. Puisqu'il fallait faire vite, les législateurs, puis les premiers commissaires de l'OER, ont abondamment puisé dans l'expérience antérieure. Les États-Unis ayant mis sur pied un système coopératif d'électrification rurale une dizaine d'années auparavant, les commissaires s'inspirent du modèle organisationnel de la *Rural Electrification Administration* pour définir les modes de fonctionnement de l'OER³². Cependant, il n'y a aucun doute qu'Albert Rioux et les commissaires se soient d'abord tournés vers le modèle québécois. Comme nous le verrons dans cette partie, le texte de la *Loi de l'électrification rurale*, plusieurs éléments composant l'OER, le mode de fonctionnement des coopératives et même le personnel de l'organisme proviennent du monde coopératif québécois.

³² Yves Tremblay soutenait que les premiers commissaires de l'Office de l'électrification rurale s'étaient tournés vers les États-Unis pour obtenir un modèle coopératif d'électrification rurale. Nous jugeons cependant que cet apport américain s'est fait dans un deuxième temps. Comme nous le démontrerons, les commissaires de l'OER se fient d'abord à l'expérience québécoise.

2.1. L'apport de la législation coopérative agricole du Québec

La vaste expérience du monde des coopératives agricoles d'un des principaux rédacteurs de la loi, Albert Rioux³³, apparaît déterminante dans l'élaboration du projet. En effet, pour préparer la Loi de l'électrification rurale, A. Rioux et les avocats du gouvernement ont abondamment puisé dans le texte d'une législation antérieure, la Loi des sociétés coopératives agricoles³⁴. Trois coopératives d'électricité fondées antérieurement fonctionnent d'ailleurs déjà sous l'égide de la loi des sociétés agricoles : la Société agricole de distribution d'électricité de Compton Station, la Coopérative d'électricité de Saint-Valérien-de-Shefford et la Coopérative d'électricité de Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville³⁵. Disposant de ces exemples de la viabilité du système coopératif pour mener à bien l'électrification de zones rurales, les législateurs n'ont pas hésité à transférer des articles de la loi des sociétés agricoles vers celle gouvernant les coopératives d'électricité.

De très nombreuses dispositions des sociétés agricoles ont été textuellement adoptées pour définir les coopératives d'électricité. Ainsi, la partie de la Loi de l'électrification rurale qui porte sur la formation des coopératives d'électricité³⁶ se

³³ Sa thèse de doctorat, (Albert Rioux, *L'électrification rurale du Québec*, Sherbrooke, Messenger St-Michel, 1942) porte sur l'électrification rurale du Québec. Auparavant, A. Rioux a été, notamment, président de l'Union catholique des cultivateurs entre 1932 et 1936. Albert Rioux, *Je me souviens*, Mémoires d'Albert Rioux. Québec, Éditions La Terre de Chez Nous, 1982, 122 pages.

³⁴ SDQ (Québec), *Loi concernant les sociétés coopératives agricoles*, SR. 1941, chap. 120.

³⁵ Elles aussi furent fondées (en 1944) avant la mise en place de l'OER. Dès le mois d'août 1945, l'OER leur conseille de passer sous la Loi de l'électrification rurale afin de profiter des avantages et du financement.

³⁶ SDQ (Québec), *Loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise de coopératives*, op. cit, section III : Les coopératives d'électricité.

révèle être une adaptation — presque qu’une simple variation — de l’article deux de la Loi des sociétés coopératives agricoles. Sauf pour des détails (25 personnes dans les sociétés agricoles et 12 pour les coopératives d’électricité sont requises pour fonder une coopérative, par exemple) toute cette section sur la formation de la coopérative est une copie, conforme en maints endroits. Le formulaire 1 (*Déclaration de société*) est exactement le même dans les deux lois. Plusieurs autres grandes sections, tels les pouvoirs du bureau de direction ou les dispositions touchant la tenue de l’assemblée générale annuelle, sont également semblables. D’autres encore sont légèrement modifiées, telle celle de partager tout surplus : « la société peut distribuer le surplus aux producteurs actionnaires en le leur créditant, dans la proportion du volume des achats et des ventes de chacun d’eux »³⁷. Dans ce cas, la Loi de l’électrification rurale prévoit plutôt que « le surplus des recettes, déduction faite des charges et prélèvements énumérés à l’article 46, peut être divisé entre les sociétaires, soit à titre de ristourne, soit sous forme de réduction des taux de l’électricité »³⁸. En pratique cependant, des coopératives d’électricité (telle celle du Témiscamingue) partageront le surplus selon le « chiffre d’affaires » de chaque membre pendant l’année écoulée. Même si certains pouvoirs demeurent exclusifs aux coopératives agricoles — celui d’émettre d’autres types d’action que les parts sociales par exemple — sur le terrain, le mode de fonctionnement des coopératives d’électricité devait se rapprocher de celui d’une

³⁷ SDQ (Québec), *Loi concernant les sociétés coopératives agricoles*, op. cit., article 26.

³⁸ SDQ (Québec), *Loi pour favoriser l’électrification rurale par l’entremise de coopératives*, op. cit., article 51.

coopérative agricole³⁹. Nous y reviendrons sur la vie quotidienne des entreprises d'électricité dans une section ultérieure.

L'utilisation de la Loi des sociétés coopératives agricoles a toutefois plusieurs limites, et ce, même si plusieurs de ses articles ont été modifiés afin de s'adapter au domaine de l'électricité. Elle ne comporte pas, tout particulièrement, de *modus vivendi* pour l'Office. Pourtant, l'OER a un rôle majeur en matière de supervision et de financement des coopératives. D'autres sources d'expérience sont en vérité essentielles. Le recours à l'expertise personnelle des membres de l'OER se révèle être d'une importance cruciale.

2.2. L'œuvre des responsables de la mise en place du nouvel Office de l'électrification rurale

L'Office de l'électrification rurale est organisé de manière similaire aux organismes de réglementation de l'industrie de l'électricité qui ont été créés au Québec depuis les premières décennies du XX^e siècle. Il est composé de commissaires, au nombre de trois, nommés par le gouvernement. Le gouvernement Duplessis n'a pas choisi ces hommes à la légère. Le président, Thomas Tremblay⁴⁰, a été juge à la Cour supérieure, et possède donc des connaissances juridiques. Proches du monde coopératif, ses deux partenaires sont Albert-Alfred Bouchard, alors maire de Sainte-Claire, et Albert Rioux,

³⁹ Il faudrait d'ailleurs le vérifier de manière plus approfondie par une étude comparative. On pourrait également faire le rapprochement avec le mouvement Desjardins.

⁴⁰ Thomas Tremblay, premier président de l'OER, semble prendre peu de place et son influence est peu perceptible au cours des premiers mois. Y. Tremblay soutenait la même chose.

agronome de formation. Ces hommes deviennent responsables autant du fonctionnement de l'organisme que de l'application de la Loi de l'électrification rurale.

Les trois commissaires ne disposent que de quelques mois pour mettre l'OER sur pied⁴¹. Entrés en fonction en mai 1945, lors de la sanction de la loi, les commissaires inaugurent officiellement les activités du bureau de direction en août 1945. Cette période a été mise à profit pour tenir plusieurs rencontres informelles, au cours desquelles l'on a fixé des règles de fonctionnement préliminaires. Le travail d'organisation de l'OER n'est cependant pas terminé. Il se poursuivra pendant quelque temps encore, et l'expérience personnelle de chacun des commissaires continue à être fortement mise à profit. Leur connaissance des milieux agricole et coopératif québécois est, en vérité, un atout considérable pour le nouvel organisme.

Albert Rioux, sans doute la figure dominante de l'OER au cours des premiers mois, est l'auteur de la seule étude poussée sur l'électrification rurale du Québec⁴². Il connaît donc très bien la problématique québécoise de même que les diverses expériences étrangères en la matière. Cette expertise se double d'un engagement constant dans le monde agricole depuis plus de 20 ans⁴³. Albert Rioux dispose en vérité d'une compréhension quasi unique du monde de la coopération et de celui de l'électrification rurale. On ne sera donc pas surpris qu'après avoir contribué à la rédaction de la Loi de

⁴¹ La loi est sanctionnée à la fin de mai 1945 et la première réunion du bureau de direction a lieu le 13 août 1945.

⁴² Il venait en réalité tout juste de compléter une synthèse de ce qui s'était fait ici et ailleurs en matière d'électrification rurale depuis 40 ans. Sa thèse comporte ainsi des parties sur les cas français et américain, notamment. Albert Rioux, *L'électrification rurale du Québec*, op. cit.

⁴³ Ancien président de l'Union catholique des cultivateurs (UCC), il fut également sous-ministre de l'Agriculture entre 1932 et 1936.

l'électrification rurale, on lui ait fait de nouveau confiance pour rédiger les premiers règlements déterminant les règles de fondation des coopératives d'électricité⁴⁴.

Les liens de A. Rioux avec le milieu agricole sont par ailleurs aussi mis à profit pour faire connaître la nouvelle législation. L'UCC, de laquelle il est toujours proche, s'engage ainsi dès l'été 1945 dans une campagne intensive pour promouvoir la formation de coopératives d'électricité en Beauce. Dans le cadre de cette campagne, A. Rioux tient des assemblées d'organisation dans cinq paroisses (les trois premières coopératives officiellement répertoriées dans la *Gazette officielle* sont d'ailleurs beauceronnes). Il se rend également aux congrès diocésains de l'UCC de Rimouski, de Joliette, d'Amos et de Mont-Laurier afin de promouvoir l'électrification rurale par l'entremise des coopératives. A. Rioux n'est pas seul dans ses efforts de promotion. Albert-Alfred Bouchard, deuxième commissaire, se déplace aussi beaucoup pour expliquer les mesures prévues par la Loi de l'électrification rurale.

Il faut dire que A. A. Bouchard n'est pas non plus un néophyte. Issu lui aussi du monde coopératif, il est membre du Conseil d'administration de l'Union régionale des caisses populaires Desjardins de Québec depuis 1939 (il occupera ce poste jusqu'en 1966), et président-directeur de la caisse populaire de Sainte-Claire (il le sera pendant 48 ans au total). En outre, il a été directeur de l'Office du crédit agricole lors de sa fondation. Conséquemment, Albert Bouchard connaît deux aspects centraux des futures coopératives d'électricité : le fonctionnement des prêts de l'État aux ruraux et

⁴⁴ « Il serait expédient que l'Office édicte des règlements et instructions pour faciliter l'organisation, la fondation et l'incorporation de coopératives d'électricité. Monsieur Albert Rioux, membre de l'Office, a accepté, à la demande du président, de rédiger ces règlements. » PV OER, 28/08/1945.

le monde financier coopératif. Ainsi, son expérience des pratiques coopératives est sans doute très utile pour expliquer le mode de fonctionnement d'une coopérative d'électricité aux ruraux, qu'il rencontre à plusieurs reprises.

Pour les assister, les commissaires embauchent des hommes originaires des milieux qu'ils connaissent bien. Bon nombre des premiers employés de l'OER proviennent de fait de l'Office du crédit agricole et du ministère de l'Agriculture⁴⁵. Plusieurs agronomes sont aussi engagés. L'expérience des principaux intéressés, les ruraux, est également mise à profit. Un cultivateur, Guy Daignault, gérant de la coopérative d'électricité de Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville (fondée en 1944) devient rapidement un agent très efficace de la formation de coopératives et l'OER l'engage à titre de propagandiste en 1945. Bien qu'il soit difficile d'évaluer l'apport spécifique de chacun de ces fonctionnaires précurseurs, il semble cependant clair que l'Office a d'abord été organisé par des gens des milieux coopératif et agricole du Québec.

Quoique cruciale, cette expérience accumulée ne suffit toutefois pas. Une expertise plus « technique » est nécessaire en raison du caractère particulier de l'exploitation d'un réseau de distribution d'électricité. Par surcroît, les commissaires de l'OER doivent tout prévoir : des formulaires pour les demandes de prêts des coopératives jusqu'à un système comptable uniformisé, en passant par un service d'ingénierie. Heureusement, ils disposent de l'expérience québécoise acquise antérieurement dans le domaine de l'électricité. Les régies et les commissions ont en

⁴⁵ Au cours des premiers mois d'opération de l'OER, trois employés ont été transférés du ministère de l'Agriculture, quatre de l'Office du Crédit agricole et un du département des Mines. Marc Laforce, par exemple, l'assistant-secrétaire de l'Office, est agronome. Rodolphe

effet élaboré au fil des ans un système de contrôle des compagnies privées d'électricité. Cette fois, ce sont donc des hommes qui ont fait carrière dans les organismes de réglementation de l'industrie de l'électricité qui fournissent l'expertise nécessaire aux commissaires de l'OER.

2.3. La précieuse expérience des organismes de réglementation de l'industrie électrique

Depuis 1909, plusieurs organismes ont été chargés par l'État québécois de réglementer le secteur de l'électricité⁴⁶. Au moment de la création de l'OER en 1945 les commissions et régies existantes possèdent une solide expertise et elles ont à leur service des hommes d'expérience, particulièrement dans les domaines de l'ingénierie. Ces ingénieurs prêtent rapidement main-forte aux responsables de l'Office, qui n'en compte encore aucun à son service.

D'abord, la toute nouvelle Commission hydroélectrique de Québec (Hydro-Québec) prête deux de ses hommes à l'Office, en 1945. Nous pouvons également croire que les plans d'intervention préparés par le Service hydraulique (revoir le

Laplane, secrétaire du Crédit agricole, devient secrétaire *pro-tempore* de l'OER. *Comptes publics de la province de Québec*, 1946 et *P. V. OER*, 1945.

⁴⁶ Rappelons que le Québec a compté plusieurs organismes de contrôle : Commission des services publics de Québec, 1912-1925 ; Commission de l'électricité de Québec, 1935-1936 ; Régie provinciale de l'électricité, 1937-1939 ; Régie des services publics, 1940-1944 et Régie provinciale de l'électricité, à partir de 1944. Malgré la succession des régies et commissions avant 1945, il existe une certaine uniformité des pratiques. Les ordonnances générales, par exemple, n'ont souvent été qu'amendées lors des changements de commissions. L'expérience personnelle des commissaires et ingénieurs est également reconnue. Olivier Lefebvre, notamment, fut d'abord ingénieur en chef et secrétaire de la Commission des eaux courantes (1914-1935) avant de devenir, en 1935, vice-président de la Commission de l'électricité de Québec. Il est au fait des problèmes de l'électrification rurale, ayant effectué des études à ce sujet. Voir : « Rapport de O. Lefebvre sur l'électrification rurale et la fixation des taux ». Dans *Électrification rurale / Général : correspondance et rapports sur l'électrification rurale*. 1 cm, originaux et copies. AHQ, fonds RÉQ, document n° P3/215.

chapitre un de la thèse à ce sujet) ont aussi été fortement mis à profit lors de l'élaboration des façons de faire de l'OER et dans ses premiers mois d'activités. De plus, l'organisme qui contrôle les activités des distributeurs privés, la Régie de l'électricité, appuie l'OER avec autant de célérité. Dès août 1945, ses ingénieurs procèdent à l'étude d'un projet d'électrification par des coopératives d'un territoire situé entre Chandler et Percé. Quoique le système coopératif soit une création toute récente, les ingénieurs de la Régie sont familiers avec certaines des régions où l'Office est appelé à intervenir. Au tout début de 1944, par exemple, Olivier Lefebvre s'était penché sur le problème de l'électrification de l'Abitibi. Les travaux envisagés (collaboration du Syndicat national de l'électricité et de la Commission des eaux courantes à ce moment) visaient à faire cesser l'approvisionnement en électricité des mines abitibiennes par l'Ontario⁴⁷. Cette étude se révèle fort utile pour l'OER et elle est prise en considération par son personnel lors de la création des coopératives d'Abitibi-Est et Ouest, en 1949 et 1950.

De plus, la problématique de l'électrification rurale est connue par les ingénieurs de la Régie. En effet, ils ont déjà effectué des centaines d'études de faisabilité visant à déterminer les possibilités d'électrification des fermes, rangs ou villages ruraux. C'est-à-dire que depuis les années 1915-1920, chaque fois qu'un citoyen ou une municipalité demande le service de l'électricité à une compagnie privée par le biais de la Régie (ou ses prédécesseurs), elle envoie des ingénieurs faire un relevé de la situation, pour décider ensuite si elle doit contraindre le distributeur à étendre son réseau pour

⁴⁷ « Rapport de Olivier Lefebvre sur l'électrification de l'Abitibi, le 8/2/1944 », dans *Commission Hydroélectrique de Québec (Nord-ouest de la province) : dossier général incluant*

desservir les clients potentiels. La façon de mener ces enquêtes, mise au point depuis plus de 30 ans, influence grandement l'OER.

En vérité, les enquêtes effectuées par le personnel de l'Office à partir de 1945 épousent sensiblement le modèle des études de faisabilité de la Régie. Ainsi, les rapports de Jules Leblanc — premier ingénieur en chef de l'OER, engagé en septembre 1945 — s'y conforment. Il en va de même pour ceux qui sont réalisés par Jean Blanchet⁴⁸. La seule différence notable avec les relevés effectués par les ingénieurs des commissions au cours des décennies précédentes réside dans une plus grande attention au contexte rural. J. Blanchet s'interroge, par exemple, sur l'état de l'agriculture de la région étudiée et sur le sentiment coopératif de la population à desservir.

L'apport des commissions ne se limite pas au domaine de l'ingénierie, car la prolifération des nouvelles coopératives impose au surplus la création d'un cadre réglementaire bien défini. Un des buts majeurs de l'OER, le plus important en fait, est d'encadrer les coopératives. Il se doit donc d'obtenir des rapports précis sur leur fonctionnement et leurs réalisations. La Régie de l'électricité sert une nouvelle fois de modèle. Pour contrôler les distributeurs privés, celle-ci a été amenée, au fil des ans, à définir nombre de pratiques administratives (ordonnances, formulaires, permis, vérifications comptables, etc.). En septembre 1947, le président de l'Office demande à son vis-à-vis de la Régie si l'OER peut adopter, pour son propre usage, les mêmes

plans, projets de liaison de réseaux et mémoire d'entente avec la Northern Québec Power Company Ltd. 2 cm, originaux et copies. AHQ, fonds RÉQ, document n° P3/292.

⁴⁸ Voir, par exemple, ses rapports sur l'électrification du canton de Newport et sur la partie sud du district de Compton effectués en juin 1947. ANQ, fonds OER, boîte n° E80/17. Nous reviendrons sur ces rapports, très riches.

formulaire que l'organisme public propose aux distributeurs d'électricité lorsqu'ils doivent lui faire périodiquement rapport⁴⁹.

Plusieurs autres formulaires de la RÉQ, déjà en usage chez les distributeurs privés, sont aussi utilisés par l'Office. Lorsque les coopératives inaugurent le service de l'électricité, par exemple, elles ont besoin de contrats types de fourniture d'énergie. Les ordonnances de la Régie fournissent à ce sujet un cadre de référence approprié. Aussi, l'OER n'hésite-t-il pas à faire siennes quelques-unes des ordonnances de la Régie. Le règlement n° 8 de l'OER, notamment, qui porte sur les demandes de service de l'électricité⁵⁰, est une copie de l'Ordonnance générale n° 11 de la Régie⁵¹. Cette appropriation ne s'effectue cependant pas toujours sans problème. En juin 1950, le chef du service de l'utilisation de l'électricité de l'OER, Clément Mongrain, déplore le fait que l'ordonnance générale n° 11 de la Régie, maintenant le règlement n° 8 de l'OER,

⁴⁹ ANQ, fonds OER, boîte n° E80/166, document n° 400-R-1 : *Règlements des coopératives* (Volume 1) 1945-1960. Un peu plus tôt, un employé de l'Office s'était vu confier la tâche d'analyser les rapports préparés par Hydro-Québec. Le président de l'OER écrit au président de la Régie, en septembre 1947. L'OER veut adopter pour son usage à peu près toutes les formules de rapports mensuels et annuels exigés des compagnies par la régie. « Nous voudrions faire nôtres quelques-unes de vos ordonnances. Je ne voudrais pas profiter de toutes vos expériences et de votre travail, sans vous en demander au préalable la permission. » Il assure ensuite le président de la régie de la coopération de l'OER car « nos deux organisations se touchent de trop près pour qu'elles ne retirent pas un grand bien de cette coopération », document n° 400-R-1 *Règlements des coopératives (Volume 1) 1945-1960, op. cit.*

⁵⁰ Règlement n° 8 : Demande de service et durée du contrat. *PV OER, 04/02/1948.*

⁵¹ « Règlements généraux se rapportant à la fourniture de l'électricité et du gaz pour éclairage, chauffage, cuisson et autres appareils, et à la formule de demande pour ces services. » Cette ordonnance a d'abord été émise par la Régie des services publics puis amendée et maintenue en vigueur par la Régie de l'électricité. *Ordonnances générales n° 1-3-4-10-11-13-15-30-107-174 émises par la Régie Provinciale de l'électricité et avis à tous les services publics. 5 pièces, copies.* AHQ, fonds RÉQ, document n° P3/136.

ne soit pas conforme aux « manières de faire » des coopératives⁵². Il suggère d'adapter le règlement.

Nous le concevons aisément, le monde des coopératives d'électricité est très différent de celui des distributeurs privés, tout particulièrement par la taille des clientèles et par la structure du capital. Et en définitive, même si l'expertise et l'aide des organismes de l'État apparaissent cruciales autant pour le démarrage de l'Office que pour la mise en place des règles de fonctionnement, ces dernières ont leurs limites. L'Office, à partir de 1946-1947, sent le besoin de pallier aux manquements du modèle coopératif. La référence privilégiée est, cette fois, américaine.

2.4. L'expérience hors Québec

Il y a longtemps que l'expérience des autres provinces canadiennes et des États américains au chapitre de l'électrification rurale retient l'attention au Québec. Pionnière nord-américaine en matière de production d'électricité étatisée, la Commission hydroélectrique de l'Ontario sert de référence depuis sa création, en 1906⁵³. Les États-Unis suscitent également l'intérêt, surtout à partir de 1935. Les

⁵² Lettre de C. Mongrain, chef du service de l'utilisation de l'électricité de l'OER à Jules Leblanc, l'ingénieur en chef, le 12 juin 1950 : il a discuté avec M. Gervais de la Régie et « après discussion et comparaison, je constate que le règlement n° 8 de l'Office de l'électrification rurale est une transcription intégrale de l'ordonnance n° 11 de la régie. Seuls les mots fournisseurs et consommateur ont été changés respectivement par les mots coopérative et sociétaire. » Il suggère d'arranger le règlement 8 pour qu'il soit plus conforme « aux manières de faire des coopératives ». Il suggère aussi de se baser sur les règlements des coopératives des Cantons-de-l'Est, notamment, celle de St-Étienne-de-Bolton.... » document n° 400-R-1 *Règlements des coopératives (Volume 1) 1945-1960, op. cit.*

⁵³ Voir, entre autres : *Électrification rurale / Rapports et statistiques : statistiques générales, analyses et comparaison avec l'électrification rurale de l'Ontario*. 8 pièces, originaux. AHQ, fonds RÉQ, document n° P3/217. La Régie de l'électricité s'intéresse aussi aux méthodes de la Commission hydroélectrique ontarienne en matière d'électrification rurale. Dans son second rapport, la Régie provinciale de l'électricité trace, en fait, un bilan des « méthodes utilisables

organismes de réglementation québécois produisent de nombreux rapports et études comparatifs sur l'électrification rurale aux États-Unis et sur la *Rural Electrification Administration* (REA), créée en 1935. Les mérites respectifs des approches des États de l'Union en matière d'électrification rurale y sont examinés, de même que les coûts et les modes de tarification⁵⁴.

C'est d'ailleurs vers les pratiques américaines⁵⁵ que la Régie des services publics du Québec se tourne lorsqu'elle s'apprête à jeter les bases d'un plan d'électrification rurale pour l'après-guerre. Même si ce plan meurt à la suite de l'élection du gouvernement de l'Union nationale, ces études ne demeurent pas vaines. Lorsque les commissaires⁵⁶ de l'OER entrent en relation avec les membres et le personnel des commissions, à partir de 1945, ils ont ainsi accès à la vaste expertise accumulée à ce

pour l'électrification rurale ». Les cas de l'Ontario, de la Nouvelle-Écosse et des États-Unis sont étudiés dans ce bilan. *Second rapport annuel de la Régie provinciale de l'électricité, 1937-1939, op. cit.* Partie 9 : Solutions pour l'électrification rurale. Notons également que Le président de la Régie et un autre régisseur se sont rendus à Seattle, en août 1939, pour participer à la convention des « American Association of Public and Utility Commissioners ». *Ibid.*

⁵⁴ *Électrification rurale / Général : correspondance et rapports sur l'électrification rurale*. 1 cm, originaux et copies. AHQ, fonds RÉQ, document n° P3/215.

⁵⁵ *Électrification rurale / Économie des réseaux ruraux : rapport sur le coût et la tarification de l'électrification rurale et expérience de l'Alabama Power Company*. 2 pièces, originaux. AHQ, fonds RÉQ, document n° P3/226. On y traite de la consommation et de la tarification pour les clients ruraux de la Alabama Power Co., entre 1924 et 1935. Le rapport est adressé directement à Olivier Lefebvre de la régie. La Alabama Power construit des lignes rurales depuis 1920. Voir aussi *Électrification rurale / Rapports d'expansion : rapports sur l'électrification rurale aux États-Unis*. 6 pièces, originaux. AHQ, fonds RÉQ, document n° P3/233. Ce dossier renferme plusieurs rapports sur l'électrification rurale aux États-Unis. On y retrouve des rapports sur le progrès de l'électrification rurale aux USA, un historique de la REA, ses objectifs et les coûts et, le plus important, une comparaison avec le Québec.

⁵⁶ Un des commissaires de l'OER, Albert Rioux, ne l'oublions pas, possède déjà une large connaissance du cas américain. Il est d'ailleurs très intéressant de rappeler que des représentants des États-Unis sont venus ici, au Canada, en Ontario, pour chercher une méthode d'électrification rurale dans les années 1920-1930 et que le Québec délèguera aux États-Unis les siens pour y chercher un modèle dix ans plus tard. Y. Tremblay, dans sa partie sur l'apport américain, souligne aussi ce fait.

sujet. Les membres de l'Office, désireux d'approfondir leurs connaissances, se rendent directement sur place afin de mieux comprendre le fonctionnement du système coopératif de la REA⁵⁷. Il faut dire que l'expérience américaine est toujours aussi stimulante. Depuis sa création en 1935, la REA a fait bondir le pourcentage d'électrification rurale aux États-Unis de 11 % à 50 % en 1946⁵⁸.

Afin de mieux comprendre le fonctionnement du réseau coopératif chapeauté par la REA, et de tirer parti de dix années d'existence, Albert Rioux, Jules Leblanc, Gustave Tremblay (comptable en chef de l'OER) et Guy Daignault, (propagandiste) effectuent en 1946 une visite des coopératives américaines⁵⁹. Ils en rapportent des exemples de grille tarifaire, des brochures, des règlements de coopératives, de même que plusieurs documents administratifs de la REA (formulaires relatifs à la construction de lignes, ententes types pour céder des droits de passage ou pour fixer les engagements des membres, etc.). Nous ignorons de quelles façons est exactement mise à profit cette documentation pour organiser les coopératives québécoises, mais il est certain que la visite a été instructive, car l'OER récidive en 1947. Cette fois, c'est Roland Brosseau, ingénieur en chef adjoint de l'OER, qui se rend aux États-Unis avec pour mandat de s'intéresser à l'organisation administrative de la REA. À son retour,

⁵⁷ Mise sur pied en 1935, la REA a comme but principal d'amener l'électricité aux fermes. Les compagnies privées s'y sont d'abord opposées, mais elles ont compris qu'elles en seraient bénéficiaires, car ce sont elles qui vendent l'électricité aux coopératives. Le gouvernement aide seulement à établir les réseaux de distribution (par des prêts à long terme et à faible intérêt aux coopératives rurales). Afin de surveiller son investissement, la REA offre aussi un service conseil et son assistance technique. Elle aide également dans les litiges qui peuvent surgir entre les groupes locaux et les compagnies privées. David E. Nye, *Electrifying America*, *op. cit.*

⁵⁸ *Ibid*, p. 314.

⁵⁹ Le rapport est disponible dans le dossier : 2) *R.E.A. (Rural Electrification Administration)*, ANQ, fonds OER, document n° E80/177.

lors d'une causerie sur le sujet au personnel de l'Office, il fait la comparaison entre les systèmes américain et québécois⁶⁰. Il y explique qu'une des différences majeures, en ce qui a trait à l'organisme de contrôle, réside dans le fait que la REA nomme elle-même les gérants des coopératives. De plus, la construction des lignes des coopératives américaines est effectuée par des entrepreneurs, sur lesquels l'organisme public n'a pas de contrôle. L'OER, au contraire, achète les matériaux pour les coopératives et vérifie chaque détail des travaux, lorsque ce n'est pas son propre personnel qui agit comme monteur de lignes. Le coût de revient, pour chaque mille de ligne érigé demeure pourtant sensiblement le même : 555 \$ aux États-Unis et 500 \$ au Québec. Bien que l'OER ne modifie pas ses politiques sur ces points précis (nomination des gérants ou contrats des lignes) il est indéniable qu'il s'en est inspiré. Les rapports suivis avec les États-Unis se maintiennent pendant plusieurs années encore, si bien que la référence américaine demeure importante tout au long de la décennie 1950⁶¹.

En définitive, les premiers commissaires de l'Office ont habilement su tirer profit de l'expérience antérieure et, après avoir fait appel à l'expertise québécoise, ils se sont

⁶⁰ Au cours de sa causerie, R. Brosseau explique le fonctionnement de la REA. Il précise ensuite les grandes différences et similitudes des deux systèmes coopératifs d'électrification. En plus des détails notés dans le texte, il explique aussi, notamment, que la REA compte un seul homme à sa tête, avec tous les pouvoirs. La REA choisit les gérants des coopératives et leur donne ensuite des cours. Le territoire rural américain n'a pas été divisé en zones d'électrification, car la REA s'y refuse, soutenant ne pas vouloir ainsi limiter son champ d'action. En ce qui concerne les coopératives elles-mêmes, Brosseau souligne que leurs tarifs sont très élevés, mais que pourtant les gens là-bas ne veulent vendre aucun bout de ligne aux compagnies privées. Les prêts pour construire les lignes, érigées à contrat, portent maintenant sur une période de 35 ans (25 ans auparavant). Finalement, comme au Québec, les lignes des coopératives ne sont pas toujours assez puissantes pour supporter l'usage de la force motrice par les agriculteurs. Voir la série de dossiers de correspondance de l'ingénieur-en-chef de l'Office, 4) *Voyage à Washington de monsieur Roland Brosseau en 1947*. ANQ, fonds OER, boîte n° E80/186.

aussi approprié certains aspects du système américain d'électrification rurale. Mais déterminer le fonctionnement de l'Office, édicter des règlements et élaborer des méthodes de contrôle des travaux représentent seulement un aspect du travail de mise en place du système coopératif d'électrification rurale. Encadrer la formation et le démarrage de dizaines de coopératives demande également nombre d'autres outils. Comme nous le verrons dans le chapitre suivant, la tâche n'est pas aisée.

* * *

L'analyse des centaines de requêtes d'électrification rurale présentées aux commissions et régies avant 1945, de même que celle des demandes de soutien adressées à l'Office dès l'annonce de sa création, ne laisse planer aucun doute sur le vif intérêt que suscite le service de l'électricité auprès des habitants des campagnes québécoises. Cette analyse révèle également que la décision du gouvernement Duplessis de confier l'électrification rurale aux principaux intéressés, chapeautés par un organisme de l'État, fait appel à l'idéal coopératif sans remettre en cause la prédominance de l'initiative privée en matière économique qui prévaut alors au Québec.

Confiant que la façon de faire retenue est appropriée, M. Duplessis, au lendemain de l'élection de son deuxième gouvernement, a décidé de faire vite pour régler la question de l'électrification rurale. Créé en mai 1945, l'Office doit mettre sur pied un système coopératif d'électrification des campagnes en quelques mois seulement. Pour

⁶¹ L'Office s'informe de l'évolution qui a cours au sud de la frontière. Voir : Rapport du 21 oct. 1958 de Jean Blanchet sur son assistance au congrès régional des coopératives d'électricité américaines à Burlington, 400-R-1, *op. cit.*

relever ce défi, le gouvernement a choisi des hommes d'expérience qui possèdent de vastes connaissances dans les domaines coopératif, juridique, financier et électrique. Ajoutons à cela que la pratique acquise par les différents organismes de réglementation de l'industrie de l'électricité qui se sont succédé au Québec depuis presque 40 ans a considérablement contribué, voire facilité, la tâche des commissaires, particulièrement aux débuts des activités de l'OER. La création de coopératives par dizaines, au cours des tout premiers mois de l'Office, imposera à l'organisme de recourir pour quelque temps encore à l'aide des régies existantes. Même les compagnies privées, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, sont mises à contribution.

CHAPITRE TROIS

LA FONDATION ET L'ORGANISATION DES PREMIERES COOPERATIVES D'ELECTRICITE

À partir de mai 1945, avec l'annonce de la Loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise de coopératives d'électricité, l'idée de créer une coopérative d'électricité se répand très rapidement dans les campagnes québécoises. La conjoncture est bonne : au sortir de la guerre, après plus de 15 ans d'attente, les ruraux du Québec veulent plus que jamais le service de l'électricité et la formule coopérative soulève depuis longtemps chez eux un grand intérêt. Le mouvement coopératif est d'ailleurs alors en pleine expansion¹.

Aussi, les ruraux répondent-ils avec empressement au signal que leur fait l'État en adoptant de nouvelles mesures législatives et réglementaires. Dans tous les coins du Québec, ils se regroupent pour fonder leur propre entreprise de distribution d'électricité, si bien qu'elles se multiplient très rapidement dès l'automne 1945. Qui sont les instigateurs du mouvement ? Les agriculteurs ? Des membres des élites locales ? Pourquoi certaines coopératives démarrent-elles rapidement, alors que

¹ Yvan Rousseau, « Essor et déclin d'une formule d'organisation économique : la coopération et la mutualité paroissiales », dans *Atlas historique du Québec*, Volume 7, *La paroisse*, sous la direction de Serge Courville et Normand Séguin, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2001, 296 p. Il y dit que la « coopération est dans l'air du temps. »

d'autres abandonnent leurs activités au profit de compagnies privées ? Telles sont les principales questions qui nous retiendront dans la première partie de ce chapitre.

L'Office de l'électrification rurale, comme nous tenterons de le démontrer dans la seconde partie, se trouve vite débordé par le mouvement et ce n'est pas sans peine qu'il parvienne à encadrer ces petites entreprises d'électricité, dont le nombre augmente très rapidement. Si rapidement, en fait, que plusieurs sont créées sans que l'OER n'ait le temps d'intervenir. Encore une fois, les commissions gouvernementales régissant le secteur de l'électricité, de même que les grands distributeurs privés, qui se lancent à leur tour dans d'ambitieux programmes d'électrification rurale, sont appelés à la rescousse pour permettre à l'OER de voir à l'organisation du mouvement coopératif. Parallèlement, l'Office s'efforce de lancer le réseau coopératif sur la bonne voie en poursuivant une double logique : limiter le nombre de nouvelles sociétés et fusionner, lorsque cela est possible, les coopératives existantes. Cette mise en place des coopératives d'électricité s'accompagne, comme nous le verrons dans la dernière partie de chapitre, de l'élaboration d'un cadre réglementaire qui vise à structurer les activités des sociétés.

1. La fondation des coopératives : le résultat d'une mobilisation au sein du monde rural

Aux États-Unis, lors des discussions entourant la naissance de la *Rural Electrification Administration* au début des années 1930, l'on considérait que les fermiers étaient les mieux placés pour résoudre le problème de l'électrification rurale. On soutenait que le désir de l'électricité et l'enthousiasme des ruraux viendraient à bout du problème². Quelque dix ans plus tard, Jean Blanchet, agronome au service de l'OER chargé d'effectuer les études de faisabilité, est du même avis. Il estime en outre que l'idéal coopératif apporte un gage nécessaire de succès à toute future coopérative. La lecture des procès-verbaux des assemblées générales des coopératives québécoises fondées dans l'après-guerre semble confirmer ce postulat. Ces documents révèlent que les coopérateurs de la première heure sont anxieux de voir s'ériger les lignes et qu'ils croient en l'idéal coopératif. Il faut en effet être très motivé, car lancer une coopérative d'électricité exige un travail de longue haleine. De la première rencontre informelle à l'assemblée de fondation, il peut s'écouler plusieurs semaines, voire quelques mois. C'est la persévérance et le travail d'une poignée d'hommes qui permettront la fondation des coopératives.

² Deward Clayton Brown, *Electricity for Rural America*, op. cit., chapitre 5.

1.1. Les fondateurs³

L'amorce d'une fondation de coopérative débute habituellement par des affiches placardées sur les portes de l'église invitant les paroissiens intéressés par le service de l'électricité à se présenter tel soir, chez telle personne pour discuter du projet⁴. Cette première réunion permet de mettre en commun les connaissances de la formule coopérative et de sonder la population quant à sa future participation à une telle entreprise. Il est alors habituellement décidé de déléguer un représentant (très souvent le curé) pour écrire au député, ou directement à l'Office, afin d'obtenir toutes les informations nécessaires et demander, généralement, la visite d'un propagandiste de l'OER. Entre la tenue de cette réunion, l'expédition de la missive et la venue d'un employé ou d'un commissaire de l'Office, jusqu'à l'avis d'incorporation dans la *Gazette officielle de Québec*, il s'écoule bien du temps. Les démarches ultérieures et la poursuite du processus de formation d'une coopérative au cours de cette période résultent de la mobilisation de deux ou trois hommes, quelquefois d'un seul⁵, aidés ponctuellement par d'autres résidants. Ce sont eux qui écrivent à l'OER, qui organisent les assemblées suivantes, allant même jusqu'à faire du porte-à-porte pour informer leurs concitoyens des avantages de la formule coopérative pour électrifier leur localité.

³ L'étude qui suit repose sur l'analyse exhaustive des procès-verbaux des bureaux de direction et des assemblées générales de 15 coopératives des Cantons-de-l'Est et du Nord-Ouest, pour toute la période (de leur fondation à leur dissolution). Les conclusions que nous en avons tirées ont été comparées avec les informations tirées des procès-verbaux de l'Office (1945-1966) afin de cerner l'ensemble des coopératives d'électricité.

⁴ La réunion se tient souvent à la salle paroissiale, aux locaux de la caisse populaire ou chez un cultivateur.

⁵ Marquis Childs souligne lui aussi qu'en Iowa, les instigateurs des coopératives sont souvent seuls au début. Ils cumulent donc, dans un premier temps, tous les postes : agent de promotion, secrétaire, gérant, etc. Marquis Childs, *op. cit.*

Ce travail préparatoire a débuté, dans quelques cas, avant 1945⁶. Qui sont ces hommes à l'origine des coopératives ?

Les membres du clergé sont souvent les fers de lance du mouvement⁷. Quelques-uns accomplissent le travail presque seul, alors que d'autres s'adjoignent un ou deux cultivateurs de la paroisse. Certains curés vont jusqu'à utiliser les prônes comme tribune publique pour expliquer à leurs fidèles les grandes lignes de la Loi de l'électrification rurale⁸. Leur engagement et leur dévouement sont soulignés dans presque toutes les coopératives étudiées en détail⁹. Les agronomes de district font aussi

⁶ C'est le cas au Témiscamingue. Un ingénieur d'Hydro-Québec, deux cultivateurs de l'endroit et le curé Moreau travaillent depuis le printemps 1944 à préparer les plans du réseau de la future coopérative. Il n'est donc pas surprenant que dès 1947, cette coopérative possède plus de 250 milles de lignes.

⁷ À Rapide-des-Joachims, par exemple, un curé est président de la coopérative tout au long de son existence. Au Témiscamingue, le curé Moreau est très impliqué, au début, puis tout au long de la vie de la coopérative. On dit qu'il est l'âme de la société. Le curé Gaudette est à l'origine de la fondation de la Coopérative de Brigham. À Saint-Étienne-de-Bolton, l'abbé Demers se préoccupe de l'électrification de sa paroisse peu après son arrivée. Dès septembre 1941, il commence les démarches : d'abord auprès de Southern Canada Power, ensuite auprès du conseil municipal et de la Régie (projet de municipalisation) et, devant l'insuccès de ses initiatives, se tourne quelques années plus tard vers l'Office pour fonder une coopérative. Il faut aussi noter que les curés sont présents, dans la quasi-totalité des cas, aux assemblées de fondation des coopératives créées pour desservir leurs paroisses. Cette implication des curés dans leur coopérative n'est pas propre au Nord-Ouest ou aux Cantons-de-l'Est. Ailleurs aussi, comme à Gaspé-Sud et à Sacré-Cœur, l'on retrace leur participation. Ne manquons pas de souligner les similitudes que cela introduit avec les autres organisations coopératives. Yolande Cohen, dans son étude sur les cercles des fermières, souligne le rôle central des curés dans les assemblées de fondation. Yolande Cohen, *Femmes de parole. Histoire des Cercles des fermières du Québec, 1915-1990*. Montréal, Le Jour, 1990, 315 p. Nous nous rappellerons également que les membres du clergé étaient aussi souvent impliqués dans le dépôt de requêtes d'électrification rurale par les ruraux. Voir *infra*, chapitre deux.

⁸ C'est le cas du curé Demers, de Saint-Étienne-de-Bolton. Les procès-verbaux de la première assemblée générale rapportent ce qui suit : Le curé « expliqua, aux prônes, les grandes lignes de la Loi de l'électrification rurale et convoqua une assemblée, à la sacristie, après la Grande messe. [...] Après avoir obtenu les formules de l'OER, le curé convoqua, le 19 août [1945], l'assemblée de fondation de la coopérative. » *Minutes des assemblées générales de la coopérative de Saint-Étienne-de-Bolton, op. cit.*

⁹ Yvan Rousseau et Roger Levasseur, dans leur étude sur les caisses populaires de la Mauricie, soulignent que « presque toutes les caisses bénéficient de l'appui actif d'un curé. », Yvan Rousseau et Roger Levasseur, *Du comptoir au réseau financier. L'expérience historique*

partie des initiateurs. Et ce fait semble particulièrement vrai dans les Cantons-de-l'Est. La Coopérative du Canton Magog, par exemple, est le fruit du travail de l'agronome J.-H. Bruneau alors que la Coopérative de Saint-Valérien-de-Milton démarre, dès 1944, par une assemblée organisée par l'agronome de district et l'agronome de comté. Ce n'est pas un hasard si les agronomes s'impliquent dans les coopératives d'électricité. Ils avaient déjà conclu leur congrès annuel de 1944 par une résolution demandant au gouvernement de créer un *Service du génie rural*, qui comprendrait une division « électrification rurale »¹⁰. Lorsque l'OER est mis sur pied, certains agronomes décident donc de s'impliquer dans la fondation des coopératives d'électricité¹¹ et leurs congrès annuels continuent de refléter leurs préoccupations à ce sujet. Les coopératives ne sont toutefois pas que le fruit du travail d'agronomes¹² ou de curés. Ne manquons pas de souligner que de nombreuses sociétés voient le jour grâce au travail acharné de

du Mouvement Desjardins dans le centre du Québec, 1909-1970, Montréal, Boréal, 1995, p. 59.

¹⁰ De plus, on y définit ce qu'est le génie rural : « Le génie rural est l'art des constructions rurales, c'est-à-dire qu'il embrasse à la fois la construction de tous les bâtiments ruraux, les questions d'adduction et d'évacuation d'eaux, les **applications de l'électricité**, etc. ». C'est nous qui soulignons. *Agriculture*, vol. 1, n° 4 (1^{er} décembre 1944), p. 202.

¹¹ Ajoutons que lors de ses congrès annuels, la Corporation des agronomes tient toujours, entre 1947 et 1951, une séance d'étude portant sur l'électrification rurale. En 1947, les membres du Comité d'étude sur l'électrification rurale sont : Charles Gagné, président, W. J. Lavigne, Clément Montgrain, Jean-Paul Pagé, Albert Rioux et Pierre-Émile Roy, secrétaire. Il faut noter que Clément Mongrain et Albert Rioux sont à l'emploi de l'OER. Ce comité d'étude semble disparaître en 1952, les comptes-rendus des congrès n'en faisant plus mention. *Agriculture*, vol. 4, n° 1 (1^{er} mars 1947), p. 95. Aussi vol. 8, n° 1 (1951). Le rôle des agronomes dans le démarrage des coopératives d'électricité est à rapprocher de leur engagement dans plusieurs coopératives agricoles.

¹² L'ouvrage de Jean-Louis Fleury, *Les coureurs de lignes*, *op. cit.*, contient des informations intéressantes sur les agronomes engagés par les compagnies privées, surtout SWP et sa filiale Qubec Power, pour promouvoir et encourager l'utilisation de l'électricité sur les fermes québécoises.

« simples » cultivateurs du coin. À Compton Station, à Rouyn-Noranda et en Abitibi, ce sont eux qui prennent en main le projet.

Autour des initiateurs gravite une pléiade d'intervenants du monde coopératif qui apporte une aide ponctuelle. À l'origine de plusieurs requêtes¹³ adressées aux commissions avant 1945, les cercles de l'UCC semblent suivre de près l'essor des coopératives d'électricité¹⁴. En Beauce, on l'a vu, ils sont très actifs dans la promotion des idéaux de la coopération¹⁵. À Weedon, comté de Wolfe, et à Saint-Cyrille-de-Wendover, le cercle local de l'UCC est associé à la fondation de la coopérative¹⁶. Il semble cependant que l'UCC soit surtout mêlée au lancement des coopératives. Sans disparaître complètement, les mentions dans les procès-verbaux des coopératives se

¹³ Par exemple : Demande n° 483, « transmise par l'UCC de Saint-François-Xavier-de-Brompton, J. M. Dupuis présente une requête pour quatre paroisses, regroupant au-delà de 225 personnes » (274 clients possibles et 224 probables) et nécessitant 47,55 milles de lignes (6 clients au mille). AHQ, fonds RÉQ, document n° P3/216. Ou encore : Requête n° 395. « Cercle de l'UCC de St-Amable, St-Amable, comté de Verchères, Vs SCP - Requête signée par 73 résidents de St-Amable, membres du cercle de l'UCC de St-Amable, demandant l'électrification du village ». *Rapport annuel de la CSPQ*, 1936.

¹⁴ Aux États-Unis également, les officiels des organisations agricoles sont actifs dans les coopératives d'électricité. D. C. Brown souligne que les officiers locaux de *The Grange* et du *Farm Bureau* sont particulièrement impliqués dans l'établissement de coopératives d'électricité. Voir D. C. Brown, *op. cit.*, Chapitre 7. (Le *Farm Bureau* est un organisme gouvernemental et *The Grange* est le pendant de l'UCC).

¹⁵ Soulignons que les cercles de l'UCC sont également associés à la fondation de nombreuses caisses populaires : « En milieu rural, l'Union catholique des cultivateurs joue un rôle extrêmement important dans la relance, non seulement des coopératives d'agriculteurs, mais aussi des caisses populaires. Selon des estimations, le syndicat d'agriculteurs aurait été associé, par l'entremise de ses cercles d'étude paroissiaux, à la création de centaines de caisses populaires. » Yvan Rousseau dans *Atlas historique du Québec*, vol. 7, *op. cit.*

¹⁶ À Weedon, c'est le secrétaire du cercle de l'UCC qui communique avec l'Office pour obtenir tous les détails. Nous ne savons cependant pas quelle autre forme a prise l'implication du cercle dans la fondation de la coopérative. *Dossiers des coopératives d'électricité : Wolfe et Yamaska*, ANQ, fonds OER, E80/166. À Saint-Cyrille-de-Wendover, on souligne dans les procès-verbaux des premières assemblées générales que l'aumônier de l'UCC est présent et que ces réunions sont le fait du cercle local de l'UCC : « Réunion tenue sous la direction du Bureau de l'UCC afin de jeter les bases d'une Coopérative d'Électricité. » *Minutes des assemblées du 29/10/1945 et du 11/11/1945*. AHQ, fonds de la Coopérative de Saint-Cyrille-de-Wendover, F66.

font plutôt rares par la suite. Nous présumons que les cercles de l'UCC continuent de suivre l'effort des coopératives d'électricité, et même à apporter périodiquement leur aide, car les procès-verbaux des assemblées générales de quelques coopératives mentionnent à l'occasion la présence et l'intervention d'un secrétaire ou d'un président de cercle agricole. Nous ne savons pas, cependant, de quelle façon se concrétise leur participation.

Le monde des caisses populaires a laissé des traces plus tangibles de son souci pour les coopératives d'électricité. Cet intérêt se manifeste, par exemple, lorsque les bureaux de la caisse locale sont offerts aux coopératives d'électricité pour la tenue de leur assemblée (Saint-Valérien-de-Shefford) et par la présence de directeurs ou d'inspecteurs de caisses aux premières assemblées (Témiscamingue). Ces dirigeants de caisse en profitent alors pour souligner l'importance des liens à établir entre les deux sociétés coopératives. La contribution la plus significative du mouvement Desjardins relève cependant du domaine financier. Tandis que l'OER en est encore à s'organiser, des coopératives d'électricité sont prêtes à débiter leurs travaux d'électrification. Les caisses populaires fournissent alors les fonds nécessaires en attendant ceux de l'Office¹⁷. Cette collaboration se poursuivra tout au long de la vie de certaines

¹⁷ Quelques exemples seulement, car nous y reviendrons. Au Témiscamingue, la caisse populaire de Saint-Eugène prête à la coopérative pour son fonctionnement. AHQ, fonds de la coopérative du Témiscamingue, F75, *PV dir.* 12/07/1947. À Saint-Valérien-de-Milton, « [On] empruntera de l'argent [2 000\$] à la caisse populaire pour la bonne marche de la coopérative », AHQ, fonds de la coopérative de Saint-Valérien-de-Shefford, F72, *PV dir.* 22/12/1945. La coopérative de Saint-Valérien-de-Shefford a aussi recours à sa caisse. En 1946, par exemple, c'est 5 000 \$ qu'elle emprunte à celle de Roxton Falls. *PV. dir.* 20/07/1947, *ibid.* L'apport des caisses populaires est analysé dans le chapitre sur le financement des coopératives d'électricité (chapitre 4). Nous y verrons que les coopératives ont aussi parfois recours à d'autres sources de financement.

coopératives d'électricité. Elle semble toutefois, comme celle de l'UCC, plus fréquente en début de parcours.

Retenons de tout cela que le rapide démarrage des coopératives est le fruit de l'engagement d'hommes déterminés et de l'appui des associations coopératives existantes. La formation d'une coopérative d'électricité demande pourtant plus que cela. Il faut des membres, et le plus grand nombre possible. La masse des ruraux ne se fait pas prier pour joindre les rangs. Désireux d'obtenir enfin l'électricité, et confiants dans la formule coopérative qu'ils connaissent déjà pour l'avoir expérimenté dans les syndicats agricoles et les caisses populaires, ils se regroupent pour mener à bien l'électrification de leur localité.

Ouverte et animée par les initiateurs, par un des nombreux représentants de l'élite locale ou par un des « experts » présents, la première assemblée générale d'une coopérative constitue son acte de naissance. Chaque fois, les assemblées de fondation attirent des centaines de gens. À Rouyn-Noranda, par exemple, c'est plus de 500 personnes qui se déplacent pour l'événement. À Saint-Valérien-de-Milton, ils sont 250 cultivateurs et à Brigham, 200¹⁸. Après avoir reçu des explications sur les principes et le fonctionnement d'une coopérative d'électricité, les ruraux présents signent ensuite, si ce n'est pas déjà fait, le formulaire d'incorporation. Cependant, ils ne s'enrôlent pas tous immédiatement, certains vont même se retirer du projet. Combien de personnes s'engagent formellement ?

¹⁸ Selon les procès-verbaux des assemblées générales de fondation de ces coopératives.

La Loi de l'électrification rurale, article 22, précise qu'une coopérative d'électricité doit être fondée par au moins 12 personnes, capables de contracter. Dans les 96 coopératives pour lesquelles nous avons cumulé les données¹⁹, le nombre de membres fondateurs varie entre 12 (dans L'Islet) et 239 (dans Lotbinière). En moyenne, 50 personnes acceptent de signer la formule d'incorporation. Qui sont ces coopérateurs de la première heure ?

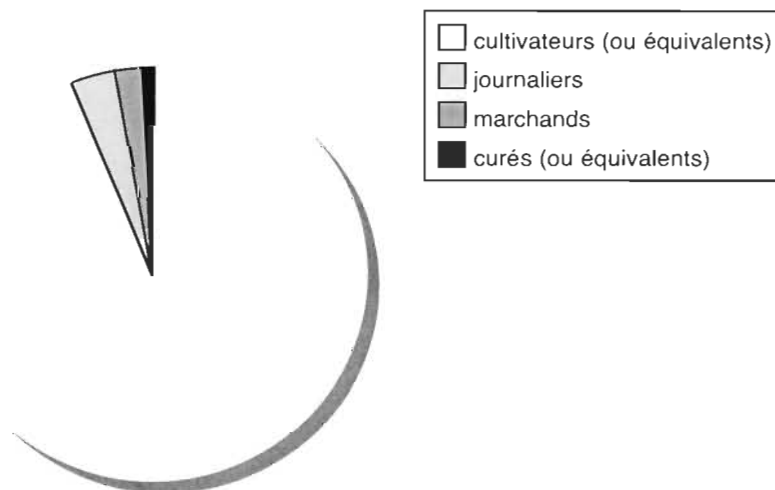
Les professions déclarées par tous les fondateurs de 96 coopératives réparties sur l'ensemble du territoire québécois montrent que le mouvement est essentiellement le fait d'agriculteurs²⁰ (à 82 % — voir la Figure 3). Presque le tiers des coopératives, soit 28, sont fondées uniquement par des cultivateurs. Et dans 53 % des cas, ils représentent plus de 90 % des signataires. Pour seulement sept sociétés, ils en constituent moins de la moitié. Dans ces coopératives, ce sont les journaliers, la seconde profession déclarée le plus souvent, qui semblent les remplacer. La moyenne québécoise (les journaliers constituent 3 % de tous les fondateurs) est cependant peu éloquente du fait que dans

¹⁹ Lors de l'assemblée de fondation, les coopérateurs remplissent un formulaire d'incorporation officielle. Ils doivent alors le signer, devant témoins, en indiquant leur nom, leur profession et le nombre de parts sociales acquises. Nous disposons de ces formulaires pour 96 coopératives sur les 172 fondées entre 1945 et 1963, soit 56 % d'entre elles. Les coopératives qui seront fusionnées et les non actives sont très nombreuses, car n'oublions pas que seulement 52 coopératives deviendront actives. L'ensemble des comtés de la province sont représentés par au moins une coopérative. Les sources utilisées sont : *Actes d'incorporation des coopératives*, ANQ et *Mémo à Duplessis*, 1947, ANQ, fonds OER, E80/169, document n° 600-S-2, *Statistiques de l'Office*, Vol. 1.

²⁰ La compilation de tous les « actes d'incorporation » changerait peut-être le tableau. Toutefois, il est peu probable que ce serait d'une manière radicale. Les données présentées ici changeront cependant peut-être au cours des années 1950-60, avec la modification de vocation des zones rurales. Notons par ailleurs que les membres fondateurs des caisses populaires de la Mauricie sont agriculteurs à plus de 50 %. Yvan Rousseau, *op. cit.*, p. 58.

quelques coopératives, les journaliers représentent une partie importante des pionniers²¹.

**Figure 3 : Professions déclarées le plus souvent par les membres fondateurs²²
(moyennes pour 96 coopératives)**



Calculs de l'auteur. Selon : *Actes d'incorporation des coopératives*, ANQ et *Mémo à Duplessis*, 1947, ANQ, fonds OER, E80/169, document n° 600-S-2.

Les caractéristiques socioéconomiques de chacune des régions ont un impact sur les bases sociales des coopératives. Dans le Nord-Ouest, où les mines sont nombreuses et l'agriculture plus récente, les agriculteurs ne forment pas l'essentiel des contingents (par exemple : Témiscamingue : 31 % et Abitibi-Ouest : 58 %). Les autres professions déclarées par les fondateurs sont trop variées pour que l'établissement de moyennes soit significatif. Retenons cependant qu'un marchand s'y retrouve dans 40 % des cas et un curé dans 30 %. En bref, dans la majorité des coopératives, on retrouve parmi les signataires un ou deux marchands, rentiers, industriels et curés. Les forgerons,

²¹ Dans les coopératives de l'Alverne et de Baie Trinité, par exemple, c'est plus du quart.

²² Le terme « cultivateurs » inclut seulement les membres qui se déclarent agriculteur, cultivateur, fermier (ou farmer) ou exploitant agricole. Les beurriers, fromagers et apiculteurs ont été exclus, car nous ignorons s'ils sont aussi marchands, ou s'ils occupent un emploi salarié. Par ailleurs, le terme « curé » regroupe les abbés, révérends et curés.

menuisiers et garagistes y figurent aussi. Généralement, l'ensemble des groupes d'une communauté rurale sont donc représentés lors de la fondation de la coopérative.

Les bases sociales changeront probablement au cours des années subséquentes, avec les transformations que connaîtra le monde rural. Toutefois, les sources pour vérifier cette hypothèse nous font défaut, car la grande majorité des ruraux ont laissé peu de traces de leur participation aux coopératives. On ne les retrouve, en fait, que dans les procès-verbaux des assemblées générales. Bien que ceux-ci ne fournissent pas de données sur les professions ou la vie des coopérants, ils permettent néanmoins de saisir leurs préoccupations.

1.2. L'engagement des ruraux dans leurs coopératives

Nous l'avons vu, des foules nombreuses participent aux premières assemblées générales des coopératives. La mobilisation des communautés rurales dans le démarrage des sociétés révèle, à notre avis, de quelle façon la coopérative apparaît comme LE moyen d'obtenir le service de l'électricité.

Désireux d'être rapidement desservis, les membres des toutes nouvelles coopératives sont proactifs et ne se contentent pas d'assister aux assemblées. C'est avec empressement qu'ils préparent leurs habitations à recevoir l'électricité et les travaux nécessaires au branchement de leurs bâtiments sont souvent exécutés bien avant que l'électricité ne soit disponible. Au Témiscamingue, à la fin de 1947, 600 maisons sont « filées » alors que les lignes n'en rejoignent encore que 304. À Saint-Donat, 40 % des habitations prêtes à recevoir le service ne sont pas encore

raccordées²³. Les ruraux ne font pas qu'aménager leurs propriétés, ils surveillent aussi attentivement les travaux de construction du réseau coopératif. Les assemblées générales suivant la fondation continuent donc d'attirer des foules importantes et il y est abondamment question de l'érection des lignes de distribution.

Ainsi, certaines assemblées générales se concluent par l'envoi de résolutions à l'OER demandant les services d'un propagandiste (s'il n'est pas déjà présent) et ceux d'un ingénieur afin de dresser les plans du futur réseau. Les coopérateurs utilisent volontiers le terme « immédiatement » pour requérir l'aide de l'OER²⁴. Ailleurs, les membres comptent sur leurs bureaux de direction pour que les travaux débutent rapidement et ils demandent aux dirigeants d'établir un calendrier détaillé d'exécution des travaux²⁵. À l'écoute des besoins, des conseils d'administration adoptent des résolutions en ce sens, qui visent à accélérer au maximum la construction du réseau. À la coopérative d'Abitibi-Est, par exemple, on veut faire travailler les hommes de lignes 10 heures par jour, six jours par semaine²⁶.

²³ Autres exemples : à Saint-Valérien, où il n'y a pas encore de clients branchés, 170 maisons sont prêtes. À Austin, c'est 500 maisons prêtes pour 163 de connectées ; à Brigham : 192 / 83 et à Saint-Cyrille : 160 / 110. Nos calculs, selon ANQ, fonds OER, E80/169, document n° 600-S-1 : *Statistiques de l'OER*, vol. 1.

²⁴ Le terme « immédiatement » revient, par exemple, dans des résolutions adoptées à Saint-Valérien-de-Shefford, *PV dir.*, 31/07/1945, *op. cit.* et à Sainte-Cécile-de-Milton, Fonds de la Coopérative de Sainte-Cécile-de-Milton, AHQ, F74, *PV dir.* 03/08/1945.

²⁵ Coopérative d'Abitibi-Est ou Canton Magog.

²⁶ Coopérative d'Abitibi-Est, Fonds de la Coopérative d'Abitibi-Est, AHQ, F89, *PV dir.*, 18/01/1951. Les membres font aussi pression pour que le bureau de direction établisse un calendrier des travaux.

Même si les procès-verbaux des assemblées générales²⁷ ne contiennent pas tous le même niveau de détails, ils nous renseignent néanmoins sur le déroulement de ces assemblées et sur les questions qui y sont débattues. Dans plus d'une coopérative, le désir des membres d'être rapidement desservis et de vouloir contribuer à la construction du réseau, ou d'exercer leur surveillance sur les travaux, est révélé par les questions posées par l'assistance et par les allocutions des dirigeants. Par ailleurs, ces procès-verbaux révèlent aussi que certaines coopératives semblent avoir soulevé moins d'intérêt auprès des ruraux. Mais peu importe le degré d'engagement des membres, une caractéristique commune les rassemble : partout, c'est au cours des premières années de vie d'une coopérative que les assemblées générales attirent le plus de participants.

L'ardeur des ruraux s'essoufflera toutefois avec le temps. En effet, dans presque toutes les coopératives pour lesquelles nous possédons les données²⁸, l'assistance aux assemblées générales diminuera de façon importante après quatre ou cinq ans, quelques fois un peu plus²⁹. Cette période où les membres sont de moins en moins présents

²⁷ Il faut en effet interpréter avec prudence les procès-verbaux des assemblées générales, car les secrétaires qui les rédigent n'ont pas tous le même souci du détail. Si certains rapportent ce qu'ils entendent, d'autres semblent plutôt se contenter de brèves annotations.

²⁸ Les secrétaires des coopératives ne consignent pas toujours le nombre de sociétaires présents aux assemblées générales. Nous avons néanmoins des données complètes ou fragmentaires pour 11 coopératives, sur les 45 coopératives ayant exercé des activités, ce qui en représente le quart. Huit de ces 11 coopératives connaissent des baisses marquées de l'assistance aux assemblées générales après les premières années. Deux autres affichent des assistances assez stables dans le temps, mais des caractéristiques locales semblent en être la cause : à Compton Station ils ne sont que dix membres et à Pontiac-Ouest, les élections sont l'objet de querelles pendant plusieurs années.

²⁹ Dans certaines coopératives, l'assistance devient à ce point réduite que le fonctionnement de la société en est perturbé. Ainsi, à Matapédia dans les années 1950, il n'y a pas eu d'assemblée générale depuis deux ans lorsque l'OER intervient en 1955. Les directeurs convoquent alors une assemblée générale qui décide de vendre la coopérative à la Compagnie de pouvoir du Bas Saint-Laurent. Cette coopérative avait été placée sous le contrôle de l'Office en 1952 parce que les membres ne payaient pas le capital social requis

coïncide avec la mise en place de la majeure partie du réseau coopératif de distribution d'électricité, qui s'échelonne la plupart du temps sur cinq ou six ans³⁰.

Périodiquement, au gré des ajouts au réseau, d'autres groupes de ruraux non encore desservis se mobiliseront pour assurer le même type de suivi que celui effectué par les premiers membres. Des délégations de colons ou d'habitants de bouts de rangs se présentent alors aux assemblées des bureaux de direction pour demander le prolongement du réseau de la coopérative. À la tête de ces délégations, on retrouve la plupart du temps le curé de la paroisse, qui se charge des premières démarches, recueille les parts sociales et fait signer les contrats d'association. Cependant, quelle que soit la période (le milieu des années 1940 ou celui de la décennie suivante), une fois desservis, les membres confient volontiers l'administration de leur coopérative aux dirigeants. Ils sont devenus des usagers, qui, réunis en assemblée générale annuelle, se préoccupent beaucoup, mais non exclusivement, de tarifs. Ils possèdent maintenant le

pour que les prêts de l'OER soient consentis (15 % dans ce cas). À Rapide-des-Joachims, en 1957, il n'y a qu'un membre en plus du bureau de direction. Deux ans plus tard, il n'y a qu'un seul directeur. Et en 1961, le gérant se présente pour l'assemblée générale, mais il n'y viendra aucun membre ni aucun directeur. *Minutes des assemblées générales*. AHQ, Fonds F79.

³⁰ Les représentants de l'Office déplorent ce fléchissement de la participation des membres lors de leurs allocutions au cours des assemblées générales, et des bureaux de direction tentent d'attirer les sociétaires en multipliant les avis de convocation (prônes, enveloppe affranchie pour chaque membre, annonce à la radio, etc.). Dans les années 1950 et 1960, certains iront même jusqu'à offrir des prix de présence. La pratique est notée à Saint-Cyrille-de-Wendover en 1957, à Saint-Étienne-de-Bolton de 1961 à 1963 et à Canton Magog en 1958. *PV des assemblées générales de ces coopératives*. AHQ, fonds F66, F68 et F80. Il faudra attendre la seconde étatisation pour que les ruraux se déplacent à nouveau en masse aux assemblées générales. Les membres assistent en grand nombre à l'Assemblée générale spéciale pour la vente de leur coopérative à Hydro-Québec. Pour toutes les coopératives acquises par Hydro-Québec (45), 29 % des membres sont présents. C'est sur la Côte-Nord que les ruraux sont les plus nombreux (selon les coopératives, entre 15 et 76 % des membres). Il semble également que plus petite est la coopérative, plus est élevée la proportion de membres présents. Les données (le nombre de membres présents et le nombre total de sociétaires) proviennent du *Rapport annuel de l'OER de 1964*. Les pourcentages ont été calculés à partir de ces chiffres.

service de l'électricité, ils l'utilisent toujours plus intensivement et ils veulent des tarifs abordables pour en consommer davantage. Nous reviendrons sur la question de la consommation et des tarifs dans un chapitre ultérieur. Pour l'instant, revenons aux premières années du mouvement pour voir avec quelle rapidité les ruraux fondent des coopératives.

2. Le débordement des premières années

Au sortir de la guerre, de nombreux habitants des campagnes québécoises attendent impatiemment la venue d'un représentant de l'Office. Les plus empressés fondent des coopératives sans études préalables ni même une quelconque supervision. Beaucoup de ces petites entreprises, qualifiées de spontanées, ne survivront pas à ces débuts empreints d'improvisation. L'OER, dont les moyens sont encore limités, réagit en suivant une double logique : limiter la formation de coopératives et regrouper ou fusionner, lorsque cela est envisageable, celles déjà fondées. En fait, l'Office veut les encadrer le mieux possible afin de s'assurer qu'elles aient toutes les chances de succès. À cette fin, il effectue de nombreuses études de faisabilité. Mais la rapidité du mouvement de création des coopératives est telle, que l'OER est incapable de procéder à toutes les études nécessaires et il doit avoir recours à un expédient. Il fait alors abondamment appel aux autres acteurs engagés dans l'électrification des campagnes : la Régie provinciale de l'électricité et les compagnies privées.

2.1 Le débordement initial

Au cours de l'été 1945, les commissaires de l'OER, anticipant les attentes des ruraux après l'annonce de la Loi de l'électrification rurale (en mai 1945), ont fait distribuer un nombre considérable d'exemplaires de la loi³¹. Ils n'ont toutefois apparemment pas prévu que l'intérêt des ruraux serait aussi grand ni qu'ils enverraient des centaines de lettres à l'OER au cours du seul été 1945 (revoir le chapitre deux à ce sujet). Le mouvement de fondation de coopératives s'amorce tout aussi rapidement. Si bien que, pendant de longs mois, l'Office est incapable de répondre adéquatement aux demandes d'aide que lui adressent les ruraux de toutes les régions du Québec. Son personnel technique est en nombre insuffisant et il éprouve de sérieuses difficultés de recrutement. De plus, nous l'avons vu, l'OER en est encore à fixer des règles administratives et à parfaire ses méthodes de travail³². Même les locaux (bureaux et entrepôts) manquent. Dès septembre 1945, l'Office est débordé.

Une lettre de R. Laplante, de l'OER, en octobre 1945, au curé de Ham-Sud qui demandait les services d'un propagandiste, résume bien le contexte :

La situation devient assez compliquée car les demandes sont très nombreuses. Nous ne pouvons pas vous promettre, pour le moment, que quelqu'un ira vous voir sous peu à Ham-Sud. Nous en sommes encore forcément à la phase de l'organisation de notre bureau et à l'engagement de notre personnel, au milieu de tout ceci, il nous faut pourvoir à la fondation de nombreuses coopératives, toutes aussi urgentes les unes que les

³¹ À la fin août 1945, on fait imprimer et distribuer 5 000 exemplaires de la loi ; 10 000 brochures explicatives rédigées par J. Blanchet ; et 5 000 contrats d'association. *PV, OER*, vol. A.

³² Child Marquis soutient que la REA organisera son système et son fonctionnement jusqu'en 1937. Il qualifie la période 1934-37 d'apprentissage par essais et erreurs dans l'élaboration des règles. Childs Marquis, *op. cit.*, chapitre 3.

autres.³³

Ham-Sud n'est pas la seule paroisse à recevoir ce type de réponse. Plusieurs qui demandaient un propagandiste reçoivent plutôt des exemplaires de la Loi de l'électrification rurale, accompagnées d'une lettre d'explication semblable à celle envoyée à Ham-Sud. L'envoi de pareille documentation vise à renseigner les ruraux et à les faire patienter.

Parallèlement, l'OER cesse ses activités de promotion, apparemment de façon définitive³⁴. L'intérêt n'a vraisemblablement pas besoin d'être soulevé davantage. Un mémo adressé au ministre de l'Agriculture, en avril 1946, nous explique : « L'Office a suspendu toute propagande en vue de formation de coopératives et ceci, au mois d'octobre 1945. Si l'on avait continué, nous aurions probablement 200 coopératives incorporées. »³⁵ Il faut dire que déjà à la fin de 1945, il y a 69 coopératives dûment constituées (voir la carte 3³⁶) et le nombre élevé de fondations semble inquiéter

³³ ANQ, fonds OER, E80/66, *Chemise 75 : Wolfe*.

³⁴ De très nombreuses visites de propagande ont été organisées au début des activités de l'OER. Albert Rioux et Guy Daignault, notamment, en ont effectuées des dizaines. Après 1947, il n'est plus fait mention de ces visites.

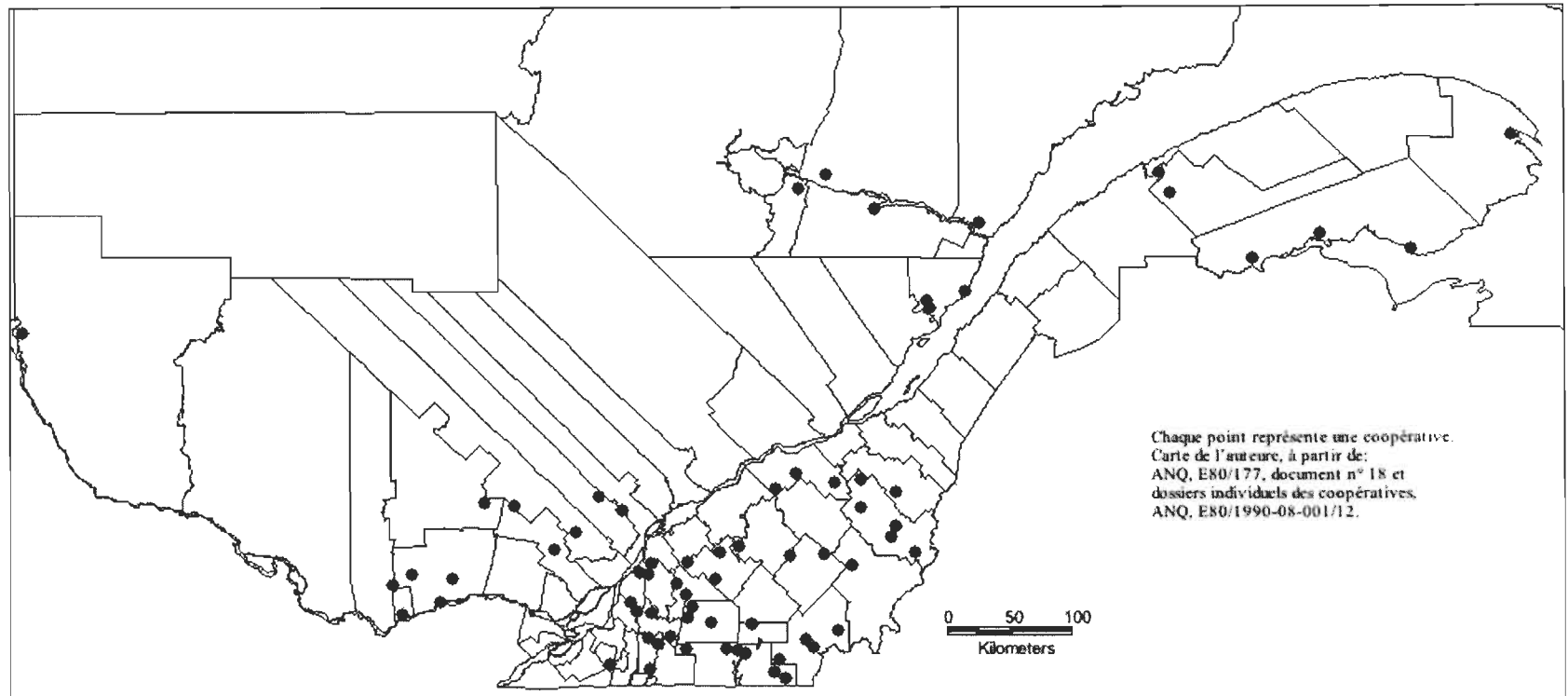
³⁵ ANQ, fonds OER, E80/169, document n° 600-S-2 *op. cit.*

³⁶ Chaque point représente une coopérative. Afin de localiser la coopérative, nous avons utilisé le chef-lieu des coopératives OU la paroisse d'origine (dans le cas des inactives). Il faut noter que ce n'est pas une carte des territoires desservis, mais une carte montrant le nombre de coopératives et leur localisation. Les coopératives de Bonaventure (2 et 3) ne figurent pas sur les cartes, ni celle du Golfe. Nous n'avons pas trouvé le siège social de la coopérative du Golfe et les dates de fusion et de création de celles de Bonaventure posent problème. Pour cartographier les coopératives, nous avons utilisé les actes d'incorporation, qui nous fournissent le chef-lieu et la date d'incorporation de la coopérative. Ajoutons enfin qu'il existe une divergence entre les rapports annuels de l'OER, qui cumulent chaque année le nombre de nouvelles coopératives, et les actes d'incorporation. Comme ces derniers fournissent la date exacte et le chef-lieu, nous le savons utilisé. Les divergences, du reste, ne sont pas majeures. Voir les figures de l'Annexe six.

l'Office, car plusieurs coopératives n'ont reçu aucun soutien. Par surcroît, des dizaines d'autres sont en train de naître dans des circonstances semblables.

L'Office de l'électrification rurale a pourtant un rôle majeur de planification à jouer, notamment pour s'assurer que les sociétés soient viables. C'est pourquoi chaque demande de fondation de coopérative commande d'abord un relevé préliminaire, effectué par un propagandiste, ou un autre membre du personnel de l'OER, qui se rend sur place. Il faut ensuite lancer le « vrai » travail, c'est-à-dire la construction du réseau. Très conscient qu'il ne pourra aider adéquatement un trop grand nombre de coopératives lors de cette étape, l'OER tente donc de ralentir le rythme des nouvelles implantations. À cette fin, il a abondamment recours aux compagnies privées et à la Régie de l'électricité.

Carte 3³⁷ : Coopératives fondées en 1945



³⁷ Voici les sources principales pour établir « l'historique » des coopératives (fondation, fusion et dissolution) : Grand tableau récapitulatif, préparé par l'OER, *Coopératives d'électricité, tableau des dates significatives, de leur formation à leur dissolution*, ANQ, E80/177, document n° 18. Petits dossiers individuels sur les coopératives, ANQ, E80/1990-08-001/12. Les informations du tableau et des petits dossiers divergent à l'occasion. Nous avons retenu dans ces cas, peu nombreux, les informations fournies dans les petits dossiers, car le tableau est un récapitulatif. L'historique de l'OER, préparé en 1985 par R. Gagnon, secrétaire de l'OER, nous a servi de troisième source de recoupement. Disponible aux AHQ. Les coopératives ont été localisées à partir de leur chef-lieu (voir note précédente).

2.2. La Régie provinciale de l'électricité et les compagnies privées : une voie d'évitement

Comme nous l'avons expliqué précédemment, les résidents des zones non électrifiées peuvent présenter, depuis les années 1920, des requêtes aux commissions et régies pour demander la construction de lignes de distribution d'électricité par les compagnies privées. L'Union nationale, en créant l'Office de l'électrification rurale, n'a pas éliminé cette possibilité et la Régie de l'électricité est toujours habilitée à recevoir les requêtes de service en milieu rural³⁸. Ses régisseurs résument ainsi ce pouvoir de la Régie, dans leur projet de rapport annuel pour 1946 :

Les dispositions de la loi donnent à la Régie juridiction exclusive pour contraindre, aux conditions qu'elle détermine, tout distributeur à étendre son service d'électricité à tout territoire quelconque qu'elle désigne et à desservir les consommateurs qui s'y trouvent, lorsqu'elle estime que cela est équitable et dans l'intérêt public.³⁹

Devant l'afflux des demandes qui lui sont soumises par les ruraux à partir du printemps 1945, l'Office est rapidement débordé et c'est sans hésiter qu'il décide

³⁸ Au printemps 1945, le gouvernement Duplessis rétablit la Régie provinciale de l'électricité et abolit la Régie des Services publics ; on se souviendra que A. Godbout, en 1940, avait fait exactement l'inverse. La Régie provinciale de l'électricité est un comité de surveillance et d'arbitrage en matière de production, de vente et de distribution d'énergie électrique. Elle a un pouvoir d'enquête sur l'actif des compagnies privées d'électricité et elle peut limiter leurs tarifs. Elle peut également obliger les entreprises à prolonger leurs réseaux : « La Régie a, en outre, juridiction exclusive pour contraindre, aux conditions qu'elle détermine, tout distributeur à étendre son service d'électricité à tout territoire quelconque qu'elle désigne et à desservir les consommateurs qui s'y trouvent, lorsqu'elle estime que cela est équitable et dans l'intérêt public ». Dans *Correspondance et rapports sur les coûts de construction de lignes rurales*, AHQ, fonds RÉQ, document n° P3/223.

³⁹ (Québec) Régie de l'électricité, *Projet de rapport annuel pour 1946 (1^{er} janvier au 31 décembre), Partie III : Extensions de service - Électrification rurale*, ANQ-Montréal, Fonds E175 (RÉQ). Nous ignorons pourquoi, mais il ne semble pas exister de version « définitive » des rapports annuels de la Régie de l'électricité après 1945. Nous n'avons retracé que des projets de rapport annuel pour les années 1946 à 1958, tous disponibles aux ANQ de Montréal.

d'utiliser le mécanisme déjà en place des requêtes à la Régie pour réduire la pression sur ses propres fonctionnaires⁴⁰.

Ce sont principalement les demandes d'information et / ou de fondation de coopératives présentées par des paroisses du Québec central, généralement mieux pourvues en infrastructures, qui sont adressées à la Régie de l'électricité. L'OER suggère alors aux intéressés de déposer une demande d'électrification en bonne et due forme⁴¹. Entre les mains de la Régie, la requête suit son cours normal⁴² : une copie est envoyée à la compagnie qui dessert le secteur, qui doit alors signifier son accord ou son refus au projet de construction de ligne. Lorsque le distributeur accepte de fournir le service dans un délai raisonnable, la cause est réglée et il doit présenter une demande officielle de permis de construction de lignes auprès de la Régie. Le travail est généralement exécuté dans les deux ans.

Cependant, en cas de refus de la compagnie privée, la Régie procède à un relevé de la situation qui inclut les coûts de l'extension, le nombre de clients possibles, les revenus probables, etc., afin de déterminer la faisabilité du projet. Si le projet s'avère

⁴⁰ Un autre organisme public est mis à contribution pour aider l'OER, mais de façon moins importante. La Commission des eaux courantes du Québec effectue en effet quelques relevés pour le compte de l'OER en 1945 et 1946. Par exemple, un de ses ingénieurs fait l'inspection des pouvoirs d'eau susceptibles d'être utilisés par une coopérative de la Côte-Nord, *PV. OER, 08/03/1946*.

⁴¹ La Régie souligne, dans son projet de rapport de 1946, qu'elle a « collaboré avec ce nouvel organisme [l'OER] en vue de promouvoir et accélérer par tous les moyens l'expansion de l'électricité dans nos campagnes. », *Ibid.*

⁴² Les requêtes sont généralement attachées en annexe aux rapports annuels de la Régie. Comme le signale la note précédente, nous ne possédons malheureusement que des ébauches de rapports pour la période postérieure à 1944 et les requêtes n'y figurent pas. Nous disposons, cependant, des ordonnances qui sont émises à la suite d'une requête.

rentable⁴³, la Régie émet une ordonnance qui oblige la compagnie à construire la ligne⁴⁴. Par contre, si l'extension est jugée non rentable, la Régie ne peut contraindre le distributeur à construire. L'Office intervient à ce moment pour poursuivre le processus de formation d'une coopérative. Mais il dispose alors d'une étude assez fouillée qui évalue, entre autres, le coût total du projet et sa rentabilité future⁴⁵. Deux données fondamentales pour l'OER, car elles lui permettent d'estimer la viabilité d'une future coopérative.

Il n'y a pas que les coopératives en voie de formation qui soient renvoyées à la Régie pour tenter de faire électrifier leur territoire par une compagnie privée. L'OER réfère en effet à la Régie même des sociétés dûment constituées. C'est le cas, par exemple, de la Coopérative d'électricité de Dixville, en 1946, à laquelle l'Office écrit qu'il n'est pas en mesure de lui envoyer un ingénieur, car pas moins de 40 comtés réclament alors l'électricité. Et de préciser :

Veuillez donc demander à la Régie de l'Électricité si la compagnie qui dessert votre territoire est prête à vous donner l'électricité cette année. Si la réponse n'est pas

⁴³ Pour décider si la ligne sera rentable, la Régie se base sur le « rendement minimum sur le capital ». Ce rendement n'est cependant plus exactement le même. La Régie précise, en 1945, que : « À la suite de l'expérience acquise, il y a lieu de modifier les instructions antérieures au sujet des principaux facteurs employés par la Régie pour déterminer si la construction d'une ligne est ou n'est pas économique. [...] La Régie a fixé, vers 1937-38 à 6 %, et en 1944 entre 5 et 6 %, l'intérêt auquel le distributeur avait droit sur le capital placé alors que l'argent lui coûtait 4 à 5 %. Maintenant que les principaux distributeurs empruntent entre 2,8 et 4 % pour le tout ou la partie de leur capital, nous serions justifiables d'adopter pour les extensions rurales 4,5 et 5 % pour les principaux distributeurs et 5 % pour les petits distributeurs dont la situation financière n'est pas avantageuse. », dans *Correspondance et rapports sur les coûts de construction de lignes rurales*, op. cit.

⁴⁴ Nous avons peu de sources pour nous permettre de déterminer si les compagnies se plient généralement aux ordonnances de la Régie. Il faudrait probablement comparer les permis de construction émis par rapport aux ordonnances.

⁴⁵ Bien entendu, les études de la Régie prévoient le prolongement d'un réseau de distribution existant, alors que la coopérative devra ériger un tout nouveau système.

satisfaisante, soumettez votre cas aux autorités compétentes et nous tâcherons de vous envoyer un, ou des ingénieurs, dès que nous en aurons, mais la première démarche à faire est auprès de la Régie de l'Électricité.⁴⁶

La coopérative effectue cette demande auprès de la Régie, et sera favorablement accueillie par le distributeur dominant dans la région, Shawinigan Water & Power, qui acceptera de construire les lignes nécessaires à l'électrification de Dixville. Bien qu'elle ne soit pas dissoute immédiatement, la coopérative n'exercera aucune activité⁴⁷. Dans ce cas comme dans plusieurs autres, il y a tout lieu de croire que la politique de l'OER de ne pas chercher à multiplier les coopératives dans les secteurs susceptibles d'être desservis par un grand distributeur privé a neutralisé maints projets locaux.

Puisque, comme nous venons de le voir, chaque cas référé à la Régie est suivi d'une demande à un distributeur, l'afflux de requêtes à la Régie a un effet immédiat chez les compagnies privées. Ces dernières doivent alors, à l'instar de l'organisme public, procéder à un relevé sur le terrain pour déterminer si la ligne sera financièrement rentable. Les relevés effectués par les distributeurs privés après la Seconde Guerre mondiale sont du même type que ceux des années 1930-45 ; c'est-à-dire qu'on y établit, principalement, les coûts de construction du réseau (ou du tronçon) et qu'on y estime les revenus des ventes d'électricité. Les compagnies se montrant dorénavant mieux disposées à l'égard de ceux qui optent pour leur service, la marge de profit « acceptable » a été passablement réduite et elles acceptent plusieurs projets

⁴⁶ *Dixville (Coopérative d'Électricité de) : dossier général incluant projet de formation d'une coopérative et d'érection d'une ligne.* 15 pièces, originaux, AHQ, fonds RÉQ, document n° P3/790.

⁴⁷ Une petite partie du territoire de Dixville sera néanmoins électrifiée par voie coopérative. La coopérative de Dixville se retrouve en effet fusionnée avec quatre autres coopératives en 1948 pour former la coopérative de Stanstead.

d'électrification qui auraient été rejetés quelques années plus tôt⁴⁸. Des rencontres ont alors lieu entre le distributeur et les délégations de gens intéressés au service afin de régler les modalités de l'électrification du territoire concerné, que la coopérative soit fondée ou en voie de l'être.

Certains groupes de cultivateurs qui projettent créer une coopérative s'adressent directement aux compagnies. Un représentant du distributeur et les délégués de la future coopérative se rencontrent pour discuter des modalités d'électrification de la zone. Les pourparlers s'engagent⁴⁹. Si les exigences de la compagnie ne sont pas trop grandes et que le délai avant le raccordement apparaît raisonnable, le projet de coopérative ne voit pas le jour ; si la société avait déjà été incorporée, elle ne se développerait jamais⁵⁰.

Il faut dire que la formule coopérative, malgré son indéniable popularité, ne rallie pas tous les ruraux. Ainsi, certaines coopératives éprouvent des difficultés à recruter

⁴⁸ Marie-Josée Dorion, Le processus d'électrification rurale du centre du Québec, *op. cit.*, chapitre trois.

⁴⁹ Tels les cultivateurs de Saint-Fortunat, par exemple. Ils ont écrit à l'OER dès l'été 1945 pour demander de l'aide pour fonder une coopérative. Vu les délais d'attente de l'Office, ils se tournent plutôt vers SWP. Après des discussions avec M. Parenteau, de SWP, les ruraux parviennent à obtenir l'engagement de la compagnie à électrifier les rangs au cours des deux prochaines années. Les cultivateurs réécrivent ensuite à l'OER pour lui faire part de la teneur des discussions et pour signaler qu'ils ne fonderont pas de coopérative. Nous ne connaissons pas l'ampleur exacte de ces marchandages locaux, mais ils semblent avoir eu cours en maints autres endroits.

⁵⁰ Quelques-unes continueront d'exister afin de faire bénéficier leurs membres des prêts pour le câblage des bâtiments. En fait, au moins trois coopératives exerceront un commerce de « filerie » et d'accessoires électriques, sans toutefois ériger de réseaux : la Coopérative de Saint-Elphège, dans le comté de Yamaska, celle de Saint-Jean – Saint-Germain, dans les Bois-Francs et celle de Sainte-Marie, en Beauce. Cette dernière pratiquera son commerce jusqu'en 1966, année où elle est vendue à la Société Coopérative agricole de Sainte-Marie. L'OER avait recommandé, dès 1959, que la coopérative de Saint-Marie soit dissoute pour être incorporée sous une autre loi, celle des syndicats coopératifs. *PV OER*, 29/04/1959. Les autres seront dissoutes, à la suggestion de l'Office, respectivement en 1956 et en 1954. *PV OER*, novembre 1955 et octobre 1953.

des membres, par exemple à Canton Magog⁵¹, alors qu'à d'autres endroits, les adhérents tardent à payer leurs parts sociales⁵², ralentissant considérablement le début des travaux. En fait, certains ruraux semblent tout simplement réfractaires à la formule coopérative⁵³. Bien qu'il soit impossible de déterminer la proportion de ruraux qui ne souhaitent pas la création d'une coopérative d'électricité, le peu d'intérêt de certains, ou le rejet pur et simple de la formule, est relevé à quelques occasions. Dans son rapport sur l'électrification du Canton de Newport, en juin 1947, Blanchet souligne : « on m'a dit à maints endroits qu'on ne voulait pas du mode coopératif pour ce service »⁵⁴. Des cultivateurs écrivent même directement aux organismes publics pour signifier leur refus de la coopérative⁵⁵. À Hereford, Blanchet suggère d'abandonner l'idée d'établir une telle entreprise. Ce que les gens désirent là-bas, écrit-il, « ce n'est pas tant la coopérative que l'électricité »⁵⁶. En fait, lorsqu'une solution plus

⁵¹ À l'assemblée générale de 1946, J.-H. Bruneau parle des difficultés à recruter des sociétaires et à faire signer les billets et droits de passage. *PV assemblée générale du 19/12/1946*.

⁵² Nous reviendrons sur le paiement des parts sociales par les membres. Donnons pour l'instant l'exemple de la coopérative de Saint-Cyrille-de-Wendover, où les membres se sont engagés, lors de la fondation, à fournir 93 \$ chacun en parts sociales. Mais, en 1947, la moyenne payée par membre n'est que de 38 \$. Données calculées à partir de : 600-S-2 *op. cit.*

⁵³ Ce n'est pas que dans les années 1940 que certains refusent de déboursier pour devenir membre d'une coopérative. En 1962, les gens de Rivière-Pentecôte ne veulent pas payer leur 100 \$ de parts sociales à la coopérative. *PV OER, Coopérative de Sept-Îles, novembre 1962*.

⁵⁴ Jean Blanchet se pose même la question suivante : « Coopérative ou compagnie ? », Rapport de Jean Blanchet sur l'électrification du canton de Newport, juin 1947. ANQ, Fonds OER, E80/16.

⁵⁵ Tels ceux de Dixville qui, en août 1948, écrivent à la Régie de l'électricité pour demander que ce soit SCP qui les desservent plutôt que la coopérative, fusionnée avec celle de Stanstead depuis peu. Ils poursuivront leurs démarches auprès de leur député. *Dixville (Coopérative d'Electricité de) : op. cit.* AHQ, fonds RÉQ, document n ° P3/790.

⁵⁶ J. Blanchet, *op. cit.*

avantageuse ou demandant moins d'investissement de temps ou d'argent se présente, les ruraux n'hésitent souvent pas à la saisir.

Ces solutions de remplacement à la coopérative ne sont cependant pas toujours à l'avantage des ruraux. C'est le cas, à l'occasion, des marchandages individuels effectués par des usagers potentiels auprès des compagnies privées. Shawinigan Water & Power demande ainsi parfois une contribution de 100 \$ par client, surtout s'il s'agit d'une ligne qui aura une faible densité d'usagers⁵⁷. Ailleurs, la mise de fonds est encore plus élevée. Dans certains comtés où les coopératives sont peu nombreuses, Southern Canada Power exige 150 \$ de chacun des cultivateurs à desservir⁵⁸. Informé de cette exigence en 1947 par un député, l'Office s'empresse de s'enquérir auprès de la Régie de l'électricité pour savoir si cette pratique est autorisée. La Régie répond qu'elle « n'était pas courant » mais qu'à l'avenir, elle exigera des compagnies qu'elles déclarent les contributions requises dans leurs demandes de permis. Ceci permettra, estime la Régie, de contrôler (et non pas d'empêcher) les demandes des distributeurs privés⁵⁹. L'année suivante, des constructions de lignes sont approuvées par la Régie,

⁵⁷ La pratique est toujours en vigueur, encore dans les années 1950, dans certaines régions, tout particulièrement dans les zones desservies par la compagnie Électrique du Saguenay. Dans son programme d'électrification rurale de 1957, il est écrit : « chaque client devra signer une demande de service pour 5 ans et payer à la compagnie une contribution de 100 \$ sur le coût de construction. » Dans ANQ, fonds OER, E80/166, document n° 500-C-1, *Compagnie Électrique du Saguenay*, Vol. 1.

⁵⁸ « Partout où elle ne rencontre pas la concurrence coopérative, la Southern Canada Power demande une contribution des cultivateurs qu'elle se propose d'électrifier. » Lettre de Albert Rioux à M. Bourbeau, de SCP, le 08/01/1948. ANQ, E80/168, document n° 500-S-2, Vol. 1 : 1946-52.

⁵⁹ La dénonciation de cette pratique par l'OER ne la fait pas cesser. SCP fait maintenant approuver les contributions qu'elle demande, sans plus. *Ibid.*

avec mention de ces contributions. Cette pratique n'est cependant pas généralisée ; surtout si une coopérative est située à proximité.

S'ajoute à tous les moyens d'électrification alternatifs aux coopératives que nous avons présentés jusqu'à maintenant — requêtes déposées à la Régie, négociations entre distributeurs et groupes de ruraux prêts à fonder une coopérative et marchandages individuels — les pourparlers entre compagnies privées et administrateurs de coopératives dûment incorporées, qui ont parfois déjà recueilli des parts sociales ou même débuté la construction de leurs réseaux. Dans le cas de ces coopératives, souvent situées au cœur du territoire des distributeurs privés, l'OER rencontre lui-même les dirigeants de la compagnie pour tenter d'en arriver à un plan d'électrification convenable pour toutes les parties. Ces négociations sont fréquemment couronnées de succès.

En vérité, c'est de la part de Shawinigan Water & Power que l'Office obtient la plus grande collaboration. Vraisemblablement, la compagnie ne souhaite pas voir s'établir de coopératives dans son territoire. Nous nous rappellerons que la compagnie avait refusé l'aide d'Hydro-Québec, préférant mener de son propre chef son programme d'électrification rurale (*infra, chapitre un*). Par ailleurs, nous avons déjà démontré⁶⁰ que dans les paroisses des comtés de Nicolet et de Yamaska où des coopératives avaient été constituées, SWP a rapidement érigé les lignes nécessaires

⁶⁰ Marie-Josée Dorion, Le processus d'électrification rurale, *op. cit.*, chapitre deux. Voir également « L'électrification du monde rural québécois », *RHAF, op. cit.*

afin d'empêcher leur développement⁶¹. Chaque fois que le distributeur accepte d'électrifier la zone d'une coopérative, celle-ci n'a plus de raison d'être⁶². Le phénomène est le même partout où SWP distribue l'électricité⁶³. Dès 1945, la compagnie prépare de vastes plans d'électrification rurale⁶⁴, qu'elle soumet non seulement à la Régie mais aussi à l'OER. À la demande de la Régie ou de l'Office, des paroisses d'abord exclues des plans d'électrification sont ajoutées. Plus de 831 milles de lignes de distribution rurale sont ainsi construits par SWP, et sa filiale Quebec Power, au cours de la seule année 1946. Le tableau 1 offre une vue d'ensemble, et un point de comparaison, des réalisations des six principaux distributeurs privés desquels la Régie attend des programmes d'électrification rurale.

⁶¹ Les dirigeants de SWP jugeaient qu'il valait mieux pour l'entreprise construire des lignes rurales, même si les profits semblaient peu attrayants, que de devoir racheter plus tard les réseaux coopératifs, à un prix plus élevé. Claude Bellavance (1994), *op. cit.*, p. 142-143.

⁶² C'est le cas, par exemple, pour la coopérative de Sainte-Clothilde-de-Horton, dissoute en 1949 parce que depuis la « création de ladite coopérative, la Compagnie Shawinigan Water & Power a desservi les usagers-clients possibles de la Coopérative d'électricité... » ANQ, fonds OER, E80/1990-08-001/12, *op. cit.*

⁶³ Dans le comté de Beauce, par exemple, il y a cinq coopératives d'incorporées. En 1947 seulement, SWP y construira 230 milles de lignes rurales. *RA, OER, 1947.*

⁶⁴ La Régie souligne, dans son projet de rapport annuel pour 1946, que ces plans ont été préparés « [à] la demande de la Régie. » Elle ajoute que des programmes d'électrification rurale ont été déposés par les six principales compagnies, soit Southern Canada Power, Gatineau Power Co., Quebec Power, La Compagnie Électrique du Saguenay, Shawinigan Water & Power et la Compagnie de Pouvoir du Bas Saint-Laurent. La Régie précise « qu'elle étudiera constamment l'opportunité et la possibilité d'effectuer des additions et des ajustements [et que] l'exécution intégrale d'un tel programme d'ensemble portera à 700 le nombre de requêtes qui seront exaucées et s'étendra à 62 comtés ruraux ». *Projet de rapport annuel, 1946, RÉQ, op. cit.* Les programmes et les réalisations des compagnies privées, tels que compilés par la Régie, sont disponibles aux Archives d'Hydro-Québec. Voir tout particulièrement le document *Programmes et réalisations : sommaires des extensions au Québec, 1936-1961*. AHQ, fonds RÉQ, document n° P3/235. Il y a également des informations dans le fonds de l'OER, aux ANQ, Québec, notamment dans E80/166 et E80/168.

Tableau 1 : Programme et réalisation des six principales compagnies privées en matière d'électrification rurale, 1946

Nom de la compagnie	milles en projet pour 1946	clients probables	milles terminés en 1946	clients desservis	milles en construction (1946)	% programme réalisé (+ de 100 = dépassement de l'objectif initial)
Shawinigan Water & Power	1 067	5 786	609,2	6 651	755 (60 %)	98,4
Gatineau Power	125	1 150	178	1 365	-	142,4
Southern Canada Power	412	3 023	347	1939	343,4 (10 %)	92,7
Compagnie Électrique du Saguenay	92	560	180	561	-	195,6
Compagnie de pouvoir du Bas-Saint-Laurent	105	837	85,5	686	-	81,4
Quebec Power	110	1 003	222,32	1 281	-	202
Total	1 911	12 359	1 622,02	12 483	-	

Sources : Rapport annuel de l'OER pour l'année se terminant le 31 décembre 1946, op. cit.

Comme nous venons tout juste de le mentionner, les six principales compagnies privées préparent des plans annuels d'électrification rurale, qui sont soumis à la Régie pour approbation et commentaires, ainsi qu'à l'OER. L'approche des autres distributeurs régionaux en matière d'électrification rurale, et de collaboration avec les coopératives et l'Office, est cependant différente de celle de SWP⁶⁵.

⁶⁵ Il faut dire que le président de l'OER ne se gêne pas pour émettre des commentaires sur les plans d'électrification rurale des distributeurs. Ainsi, jugeant les efforts de la compagnie Électrique du Saguenay insuffisants, le président de l'OER, Thomas Tremblay, écrit à Paul Tellier, de la compagnie, le 26 novembre 1947. Il accuse d'abord réception du rapport des extensions de la compagnie pour 1947. Puis T. Tremblay précise : « Je constate que dans les

Ainsi, lorsque l'Office entre en pourparlers avec Southern Canada Power (SCP), au sujet de l'électrification des zones rurales de son territoire où des coopératives se sont établies, l'accueil est plutôt froid⁶⁶. Il nous apparaît opportun de résumer et de citer de grandes parties d'une lettre envoyée par Thomas Tremblay, président de l'OER, à P. T. Davis, vice-président de SCP en novembre 1946. Le ton de la lettre du président de l'OER est assez mordant. T. Tremblay commence par :

« J'ai bien reçu votre lettre. Les coopératives d'électricité se sont installées dans votre territoire avec votre consentement et parce que votre compagnie voulait toujours s'en tenir à l'ancienne méthode de ne donner le service qu'aux régions qui pouvaient rapporter des profits. »

Thomas Tremblay continue en précisant qu'au cours de l'automne dernier, l'OER a offert à SCP de lui donner les régions des coopératives d'Austin et de Saint-Étienne-de-Bolton. Les coopératives étaient prêtes à abandonner leurs projets en faveur de SCP. P. T. Davis a répondu que ces régions ne l'intéressaient pas « parce qu'il n'était pas économique de leur donner le service. » Les coopératives se sont donc formées. Thomas Tremblay explique que :

« [...], vous ne pouvez pas vous attendre que les coopératives, une fois installées, vont se contenter des régions pauvres dont vous ne voulez pas et qu'elles vous laisseront toutes les parcelles de territoires qui peuvent

comtés de Chicoutimi, Roberval et Lac St-Jean, vous avez construit en tout 42.36 milles de ligne. Je crois que votre compagnie pourrait faire beaucoup mieux. Les cultivateurs s'impatientent et il nous faudra les aider à former des coopératives d'électricité, si vous maintenez cette lenteur dans la construction. » Dans ANQ, fonds OER, E80/166, document n° 500-C-1, *op. cit.* Cette lettre et celle résumée dans le corps du texte (citation) nous laissent croire que le premier président de l'Office a choisi la fermeté face aux compagnies privées et que cela ne plaisait peut-être pas beaucoup. Il est remplacé dès 1950 par M. Louis-Philippe Deslongchamps (arrêté en conseil n° 268). Ce dernier restera en poste jusqu'en 1959 (c'est alors A.-Euclide Paré qui prend sa place).

⁶⁶ Rappelons que la compagnie avait été la première à négocier avec Hydro-Québec. Pensant qu'elle allait être (indirectement) subventionnée pour construire les lignes, elle semble faire la vie dure à l'OER à ses débuts.

rencontrer leurs dépenses. » [Le juge Tremblay en rajoute :] « Il peut même arriver que certaines coopératives décident d'exproprier certaines parties de votre réseau qui entrent dans leurs territoires et qui leur permettraient de réduire les taux. » [Ce sont les coopératives qui décideront.] « Si vous aviez voulu adopter la politique de couvrir tout votre territoire, comme les compagnies Shawinigan et Quebec Power ont fait, il n'y aurait probablement pas eu de coopératives chez-vous. Vous avez consenti au partage de votre territoire, il faut maintenant en supporter les conséquences ». ⁶⁷

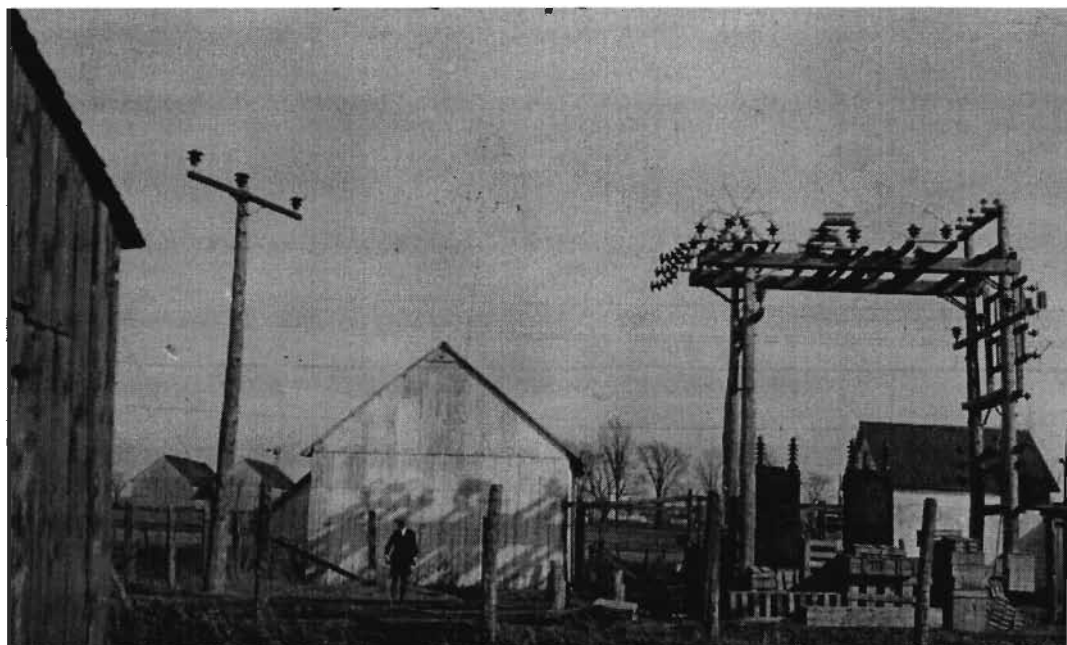
Le président de l'OER termine sa lettre sur un ton adouci et assure P. T. Davis que cela ne veut pas dire que l'OER et la compagnie sont en guerre. L'analyse de la correspondance échangée entre le président de l'OER et P. T. Davis, vice-président de SCP, nous laisse ainsi supposer que durant les premiers mois la compagnie ne mesure pas encore l'étendue que prendra le mouvement coopératif d'électrification. Bien que consciente que les temps ont changé et qu'elle devra électrifier intégralement son territoire, elle cherche à étaler dans le temps les investissements requis pour étendre son réseau rural. En fait, elle semble alors croire que partout où les compagnies privées se disent prêtes à électrifier les zones rurales, l'OER ne soutiendra pas la formation de coopérative. Mais c'était sans compter l'impatience des ruraux.

Le territoire de SCP est en effet couvert de coopératives dès l'automne 1945 et la compagnie apparaît prise au dépourvu autant par leur nombre que par leur rapidité de formation. À partir de 1946, devant l'ampleur du phénomène, elle accepte de travailler de concert avec l'OER. Cette collaboration est toutefois assez difficile, car des coopératives sont maintenant installées, et la compagnie doit composer avec cette nouvelle réalité. L'Office et SCP parviennent néanmoins à travailler en commun à

⁶⁷ Lettre du 08/11/1946. Dans ANQ, fonds OER, E80/168, document n° 500-S-2. *op. cit.*

l'électrification des Cantons-de-l'Est et les efforts consentis par le distributeur dans quelques zones entraînent l'abandon de certaines coopératives dans le comté de Bagot, notamment⁶⁸. Les travaux exécutés n'ont toutefois pas du tout l'étendue de ceux qui sont effectués par SWP et la majeure partie des coopératives fondées dans le territoire de SCP demeurent en activité ou sont fusionnées avec d'autres.

Image 2 : Sous-station de Southern Canada Power, dans les années 1930⁶⁹



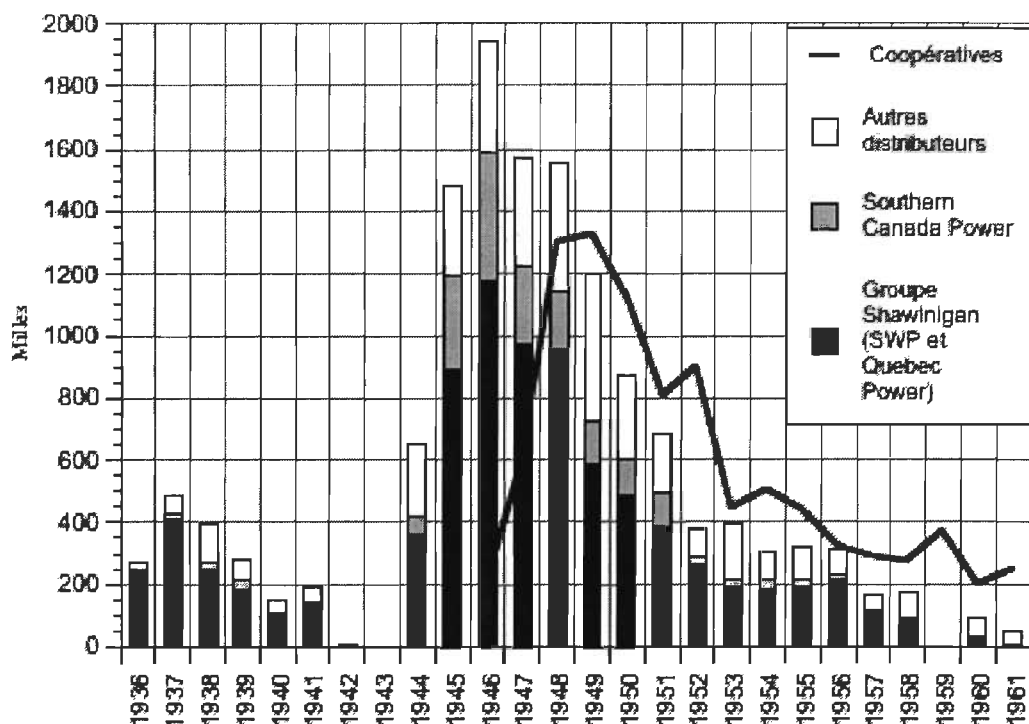
Shawinigan Water & Power, le plus grand distributeur privé d'électricité de l'époque, dispose alors des ressources financières pour procéder lui-même à l'électrification des campagnes de son territoire. Southern Canada Power, par contre,

⁶⁸ C'est le cas pour la coopérative de St-Simon dans le comté de Bagot. Dans quelques autres cas, le territoire de la coopérative est électrifié en partie par SCP et en partie par une autre coopérative. Mont Saint-Grégoire, dans Rouville, est ainsi desservi par SCP et par la Coopérative de Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville, *PV OER*, 1946.

⁶⁹ Cette sous-station ne desservait peut-être pas une coopérative mais illustre ce à quoi pouvait ressembler une sous-station de SCP en ces années. Celle-ci était à Saint-Germain. AHQ, Fonds Southern Canada Power, F15, F15\1503-02-01\701105.

de taille plus modeste et ne disposant pas du même potentiel de production, n'en n'a pas les capacités. Et il n'est pas un cas isolé. Ailleurs au Québec, tout particulièrement en région éloignée, les distributeurs privés sont souvent de taille réduite et ne disposent pas des ressources financières et techniques pour électrifier dans des délais raisonnables l'ensemble de leurs zones rurales (Pontiac Power ou la Compagnie de Pouvoir du Bas Saint-Laurent par exemple). D'autres compagnies privées, orientées vers la production industrielle, négligent l'ensemble de la distribution domestique, et les ruraux sont ceux qui reçoivent le moins d'attention. C'est le cas, notamment, de Gatineau Power et de Northern Quebec Power. Il demeure donc plusieurs dizaines de localités, désavantagées par leur éloignement ou la faible densité de leur population, qui ne peuvent se passer de l'Office.

Figure 4
La construction de lignes électriques en milieu rural, entre 1936 et 1961 (en milles)



Compilation de l'auteur. Sources : AHQ, P3/235 et Rapports annuels de l'OER.

Cette figure inclut toutes les lignes rurales, y compris celles qui sont construites dans les villages et, à partir de 1958, ces chiffres incluent, pour Gatineau et SWP surtout, des clients saisonniers. *Autres distributeurs* regroupe Gatineau Power, La compagnie électrique du Saguenay, la Compagnie de Pouvoir du Bas-Saint-Laurent et tous les autres petits distributeurs.

2.3. L'Office resserre les rangs

L'Office, nous l'avons vu auparavant, éprouve quelques difficultés à répondre à la forte demande des ruraux au cours de ses premiers mois d'existence — voire pendant les deux premières années. Le recours à la Régie de l'électricité et aux distributeurs privés peut en ce sens être interprété comme une façon de réduire la pression tout en répondant aux désirs des ruraux. Mais cette aide de l'extérieur peut-elle également être vue comme une façon pour l'OER de concentrer ses effectifs dans les régions qui en ont le plus besoin ? Les premières enquêtes effectuées par le personnel de l'Office nous laissent croire que cela a été le cas.

Dès août 1945, le personnel de l'OER réalise des enquêtes à Percé, à Chandler, dans la Beauce et dans le comté de Charlevoix. En 1946, c'est au Bas Saint-Laurent, dans la région de Gaspé, dans la Beauce, au Témiscamingue, au Saguenay et dans les Laurentides, au Nord de Montréal qu'il se rend. Au cours de la seule année 1946, pas moins de 187⁷⁰ paroisses reçoivent la visite d'un technicien ou d'un propagandiste de l'OER. Celui-ci effectue un relevé préliminaire de la situation, afin de déterminer si la coopérative, qu'elle soit en voie de formation ou déjà incorporée, est viable⁷¹. L'OER souhaite en effet que les coopératives fondées soient en mesure de survivre et d'évoluer de manière assez autonome⁷². L'approche de l'Office est donc englobante et tous les aspects de la situation sont pris en considération : l'état de l'agriculture, les revenus des ruraux, la vigueur du sentiment coopératif, une évaluation de la consommation d'électricité, le nombre de membres potentiels, les coûts de construction, les revenus anticipés, etc.

Or, les études de l'OER révèlent que les dizaines de coopératives constituées au cours de 1945 et 1946 ne sont pas toutes « viables » et que plusieurs portent en elles les

⁷⁰ RA OER, 1946.

⁷¹ Marc Laforce, de l'OER, dans sa réponse à la paroisse de Weedon, le 19/09/1945, résume la situation : « Nous sommes débordés de demandes de toutes les parties de la province. Ce n'est pas par mauvaise volonté, ni par indifférence que nous remettons la visite de M. Daignault à plus tard. Le comté de Wolfe, comme celui de Frontenac, et tous les autres de la province, auront leur tour, en tenant compte des possibilités de fonder des coopératives viables partout où la chose est possible. » C'est nous qui soulignons. ANQ, fonds OER, E80/66, document n° 75 : Wolfe.

⁷² Lors de l'adoption de la loi, au printemps 1945, l'opposition libérale soutenait que les coopératives ne naîtraient pas « viables » et qu'elles finiraient dans les mains des compagnies privées. Réal Bélanger, Richard Jones, Marc Vallières, *Les grands débats parlementaires, 1792-1992*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, Québec, Direction générale du Bicentenaire des institutions parlementaires, 1994. L'Union nationale devait donc souhaiter vivement que les coopératives naissent viables et que l'OER procède de façon systématique, afin de ne pas donner de munitions à l'opposition. Yves Tremblay, dans sa thèse de doctorat, soutenait sensiblement la même chose. Yves Tremblay (1992), *op. cit.*

germes de l'échec. Elles sont effectivement nombreuses à ne compter que très peu de membres⁷³. D'autres jouxtent le territoire de compagnies privées (les coopératives du comté de Yamaska, par exemple) ou sont enclavées, ce qui limite grandement leurs possibilités de développement. Si l'électrification par un distributeur privé ne peut être envisagée et si l'avenir de la coopérative est incertain, l'OER se doit d'agir. La solution la plus souvent retenue est la fusion avec une ou des coopérative(s) voisine(s)⁷⁴.

⁷³ À Shipton-Kingsey et aux Trois Saumons, par exemple, ils sont 12 membres ; à Saint-Liboire, 15 ; à Amherst, 18 ; à Saint-Basile-le-Grand, à Saint-Samuel-de-Horton, à Labelle, à Disraëli et à Limbour, 20. Selon : ANQ, fonds OER, document n° E80/1990-08-001/12.

⁷⁴ Parmi les raisons invoquées pour fusionner des coopératives on retrouve souvent la faible densité de la population à desservir ; le peu d'emploi prévisible de l'électricité et la trop grande proximité d'une compagnie privée ou d'une autre coopérative.

Tableau 2 :
Relevés préliminaires effectués par le personnel de l'Office de l'électrification
rurale au cours de 1946

comtés et / ou localités	paroisses visitées	milles à électrifier	clients possible	moy. clients / mille
Matane	26	406,7	2 510	6,17
Matapédia	20	251,9	1 594	6,3
Rimouski	28	326	2 073	6,38
Rivière du Loup	16	202,4	1 161	5,66
Témiscouata	12	184,7	1 175	6,36
Beauce	19	402	2 742	6,8
Gaspé Sud	12	150	1 685	11,2
Labelle	21	692	3 195	4,6
Témiscamingue	19	240	1 882	7,8
Saguenay	8	77	737	12,6
Lac Supérieur	3	23,2	456	19,6
Ste-Rose-du-Nord	1	4	30	7,5
Île-aux-Coudres	2	12	220	18
Total	187	2971,9	19 460	6,5

Source : Rapport annuel de l'OER, 1946.

Entre 1945 et 1950, plus de 30 coopératives sont ainsi touchées par les fusions orchestrées par l'Office⁷⁵. Ces mesures visent à accroître leurs chances de survie en

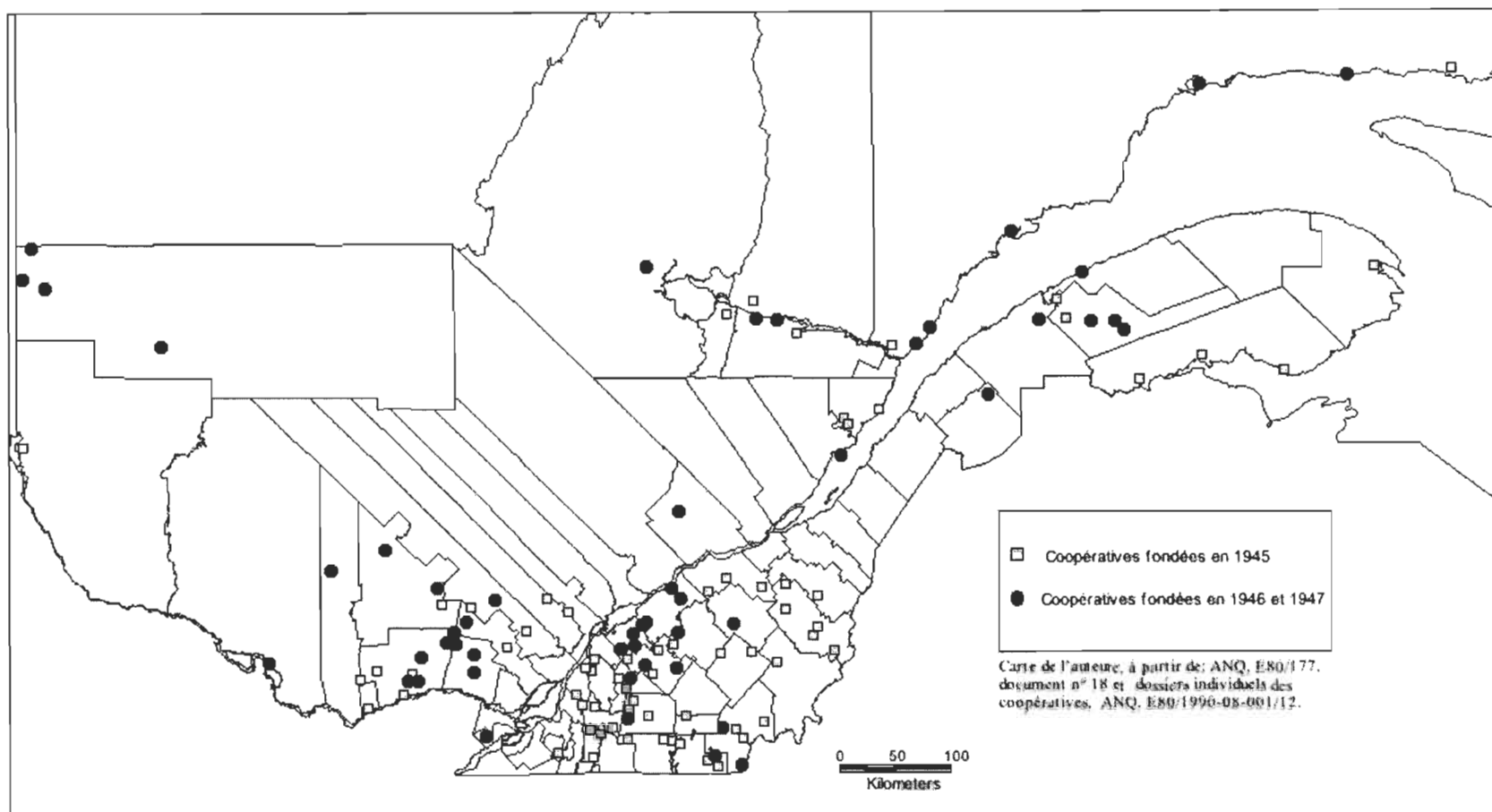
⁷⁵ Dans les années 1950, il y a un deuxième mouvement de fusion, qui touche cette fois essentiellement le Bas Saint-Laurent (le nombre de coopératives y passe de 21 à 9 en juillet 1951). Ailleurs au Québec, l'OER tente de faire électrifier les nouveaux territoires des années 1950 par des coopératives existantes, mais cela ne fonctionne pas toujours. Le territoire de la Coopérative de Rouyn-Noranda, fondée en 1954, par exemple, a d'abord été proposé à la coopérative du Témiscamingue, qui a refusé d'y étendre ses lignes. Nous y reviendrons dans le chapitre huit.

agrandissant leur territoire et en augmentant le nombre de leurs membres⁷⁶. Les tout nouveaux coopérateurs acceptent-ils ces fusions ou opposent-ils une résistance aux projets de l'Office ? Réunis en assemblée générale pour débattre de la question, ils donnent la plupart du temps leur approbation. Les coopératives fusionnées adoptent alors la raison sociale de la plus « grosse » et un nouveau bureau de direction est formé. Les sociétés fusionnées ne sont pas immédiatement dissoutes, mais elles n'exerceront aucune activité en leur nom propre.

Au total, les mesures imaginées par l'OER dans un premier temps (ententes avec les compagnies privées et renvois à la Régie) s'avèrent très positives. Elles permettent de réduire la pression sur les fonctionnaires de l'OER et de limiter le nombre de nouvelles sociétés. À la fin de 1945, 69 coopératives avaient déjà été officiellement incorporées (revoir la carte 3). L'année suivante n'en voit naître que 48, tandis que seulement quatre nouvelles sociétés sont constituées en 1947 (carte 4).

⁷⁶ Un seul exemple, parmi de nombreux autres, pour illustrer notre propos. La Coopérative de Barnston n° 1, fondée en 1945 par 12 membres, ne couvre qu'une seule paroisse et possède 4,8 milles de ligne à la fin de 1946 (*RA OER, 1946*). Dans le troisième rapport annuel de l'OER, (1947), on écrit : « La Coopérative du Canton de Barnston pourrait s'étendre normalement en faisant l'acquisition du réseau rural de la Ville de Coaticook et en couvrant le territoire au sud de la ligne actuelle sur une longueur de 30 milles vers le Lac Lyster. » Cette acquisition d'un réseau municipal ne se réalise pas et la coopérative est fusionnée en 1948 à quatre autres sociétés pour donner naissance à la coopérative de Standstead. À la fin de 1949, la nouvelle coopérative réunit 600 membres et a déjà électrifié les villages et localités suivants : Tomifobia, Baldwin Mill, Barnston, Kingscroft, Villette, Wallace Pond, Hereford, Hereford East, Paquetteville, Malvina, Boudreault Corner, Moe River et Bulver. *RA OER 1947* et ANQ, E80/169, document n° 600-S-2, *op. cit.*

Carte 4⁷⁷ : Coopératives fondées entre 1945 et 1947 (inclusivement)



⁷⁷ Voir *infra* notes 36 et 37 pour des précisions méthodologiques rattachées à la cartographie.

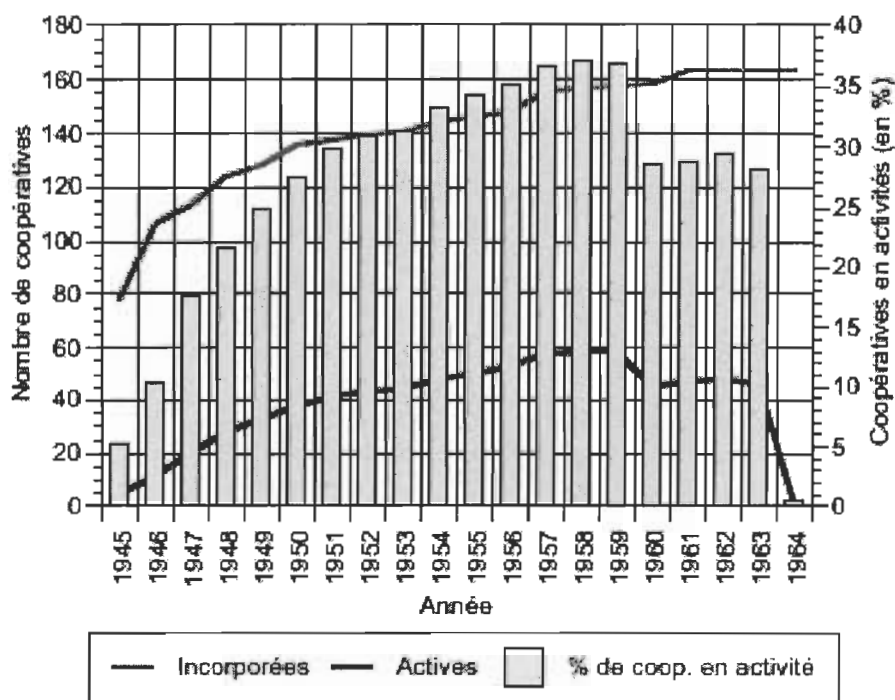
Dans un deuxième temps, les fusions entre sociétés amènent un resserrement des rangs coopératifs. Parmi les 121 entreprises constituées à la fin de 1948, 32 sont considérées actives⁷⁸. Et en vérité, tout au cours de l'histoire de l'OER, seulement 40 % des coopératives fondées exerceront des activités. Les autres, soit près de 60 % selon le maximum, ne seront jamais actives⁷⁹ ; c'est-à-dire qu'elles n'existeront que sur papier (figure 5⁸⁰).

⁷⁸ Comme mentionné dans une note précédente, les rapports annuels de l'OER et les actes d'incorporation individuels des coopératives divergent. Nous avons utilisé les actes d'incorporation, ce qui nous donne un maximum de 104 coopératives inactives sur un total de 172 incorporations. Quant à l'OER, il cumule 163 coopératives, dont 62 % d'inactives. Voir l'annexe 3 pour des comparaisons visuelles.

⁷⁹ Bien qu'elles ne construisent pas de ligne, ces coopératives exerceront quelques petites activités. La coopérative de Saint-Elphège, comté de Yamaska, en est un exemple. Elle n'a jamais construit de lignes, ni vendu d'électricité. Elle ne s'occupe que de la « filerie des maisons des membres ». D'ailleurs, ses activités réduites, ainsi que son administration inadéquate, amènent l'OER à suggérer sa dissolution, en 1952. C'est chose faite en 1956. ANQ, fonds OER, E80/125. *Dossier Saint-Elphège*.

⁸⁰ Les données présentées dans la figure proviennent des *Rapports annuels de l'OER*, ANQ, fonds OER et de l'*Historique de l'Office préparé par le secrétaire de l'OER*, AHQ. Nous avons utilisé ces données, plutôt que celles tirées des actes d'incorporation (utilisées pour la cartographie) tout simplement parce que l'OER, qui est tout de même l'organisme régulateur des coopératives instituées, fait état, chaque année dans son rapport annuel, du nombre total de coopératives et du nombre de coopératives en activité. Nous n'avons pas voulu remettre en doute les données de l'organisme, qui ne nous semblent, de toute façon, que très légèrement différentes des nôtres, calculées annuellement à partir des actes d'incorporation. Par ailleurs, ces actes d'incorporation étaient essentiels à la cartographie, car ils fournissent le nom des localités à desservir, incluant le chef-lieu.

Figure 5 :
Coopératives incorporées et actives 1945-1964
 (avec pourcentage de coopératives en activité)



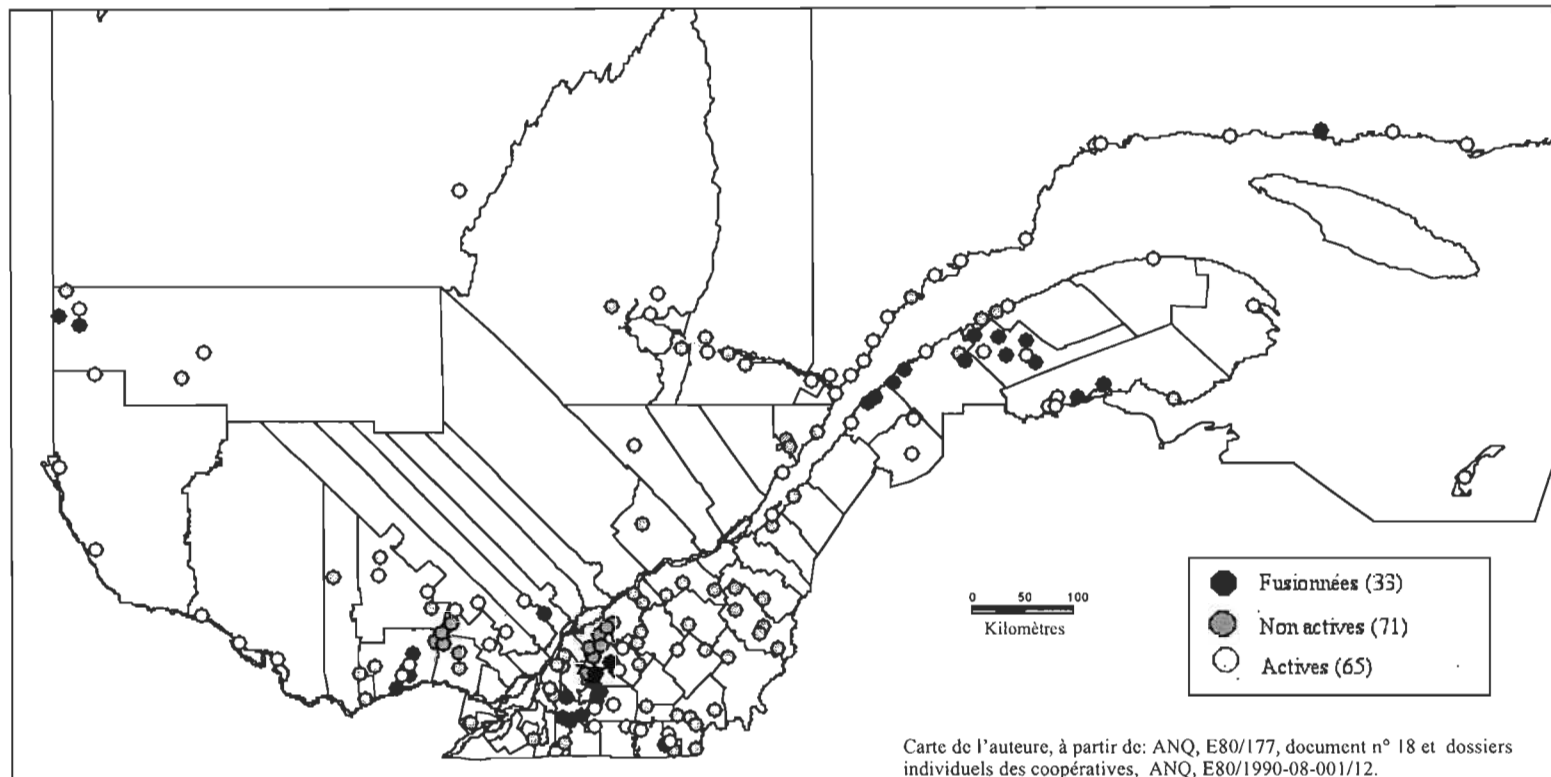
Rapports annuels de l'OER, ANQ, fonds OER et Historique de l'Office préparé par le secrétaire de l'OER, AHQ.

En fait, la distribution spatiale (voir la carte 5⁸¹) des coopératives actives est à l'image des résultats des renvois à la RÉQ, des pourparlers avec les compagnies et des fusions suggérées par l'OER. D'abord, le territoire desservi par les grands distributeurs qui ont mis sur pied de vastes programmes d'électrification rurale (SWP et Quebec Power tout spécialement) compte très peu — voire aucune dans le cas de SWP — de coopératives actives. Au contraire, dans le cas des zones desservies par SCP, plusieurs sociétés ont pris leur envol et électrifieront une partie significative des Cantons-de-l'Est. Il est d'ailleurs notable que, à l'exception des Cantons-de-l'Est, les coopératives

⁸¹ Voir la note rattachée à la carte 1 (*infra*) pour des précisions méthodologiques.

actives soient surtout concentrées dans les régions dites éloignées. L'analyse de la carte révèle également très bien les effets du mouvement de rationalisation effectué par l'OER, tout particulièrement dans ces zones.

Carte 5 :
Coopératives actives, non actives et fusionnées, 1945-1963



Nous sommes d'ailleurs convaincues que l'État avait d'abord mis sur pied l'Office pour électrifier en priorité les régions les plus mal pourvues en infrastructures électriques⁸². Les premiers relevés effectués en 1945 et 1946 le confirment (supra), tout comme le plan d'électrification de 1947⁸³, qui précise que l'Office concentrera ses activités en Gaspésie et au Témiscamingue. En exprimant leur impatience, les habitants des campagnes bouleversent toutefois ce schéma préétabli. Presque absents des relevés préliminaires de 1945 et 1946, les Cantons-de-l'Est font l'objet d'une attention particulière à partir de 1947⁸⁴. L'OER sait maintenant que Southern Canada Power n'investira pas aussi massivement, ni aussi rapidement, que SWP dans l'électrification des zones rurales de son territoire. Mais l'inclusion des Cantons-de-l'Est dans les priorités de 1947 résulte aussi beaucoup, à notre avis, de la vigueur des coopératives de cette région. Les ruraux ont contraint l'OER à revoir ses priorités.

Il en va de même en matière de réglementation. Au cours de 1945 et 1946, l'OER se concentre d'abord sur sa propre organisation et sur la création et la fusion des coopératives. Or, les nouveaux coopérateurs de plusieurs endroits sont impatients de démarrer les activités de leur société et pour ce faire, ils ont besoin de règles et de balises administratives, que l'Office n'est pas encore pleinement en mesure de leur

⁸² « Quant aux localités situées entre Chandler et Percé, l'absence totale de distribution d'électricité en cette partie de la province rend la fondation de coopératives urgente. » *PV OER*, 18/08/1945.

⁸³ *PV OER*, 19/04/1946. Nous ne pouvons pas vraiment parler d'un « plan d'électrification ». Il s'agit plutôt de régions cibles qui recevront prioritairement l'aide de l'OER. L'Office n'a jamais fait de plan provincial d'électrification rurale. Il procédait par région.

⁸⁴ Deux coopératives des Cantons-de-l'Est (Saint-Valérien et L'Enfant Jésus) recevront aussi toute l'attention de l'OER « afin de poursuivre les travaux d'électrification ». *PV OER*, 19/04/1946. On signale qu'il faut « poursuivre » les travaux, car ils sont déjà bien démarrés dans quelques paroisses.

fournir. Conséquemment, les coopératives adoptent des règlements de base, qui devront être revus. L'Office s'en chargera, mais seulement à partir du printemps 1946.

3. Des balises minimales

À l'origine de la plupart des coopératives d'électricité, nous retrouvons quelques personnes qui se sont chargées de la correspondance avec l'Office, de la diffusion des informations, puis de l'organisation et de la convocation de l'assemblée de fondation. C'est au cours de la première assemblée générale, moment important dans l'histoire d'une coopérative s'il en est un, que leur rôle est enfin officiellement reconnu. Ces individus se retrouvent, en effet, très fréquemment à la tête de leur coopérative, par l'élection du bureau de direction⁸⁵.

Tel que défini par la Loi de l'électrification rurale, le conseil d'administration d'une coopérative doit être composé de trois à 15 membres, élus pour un mandat d'une année, renouvelable. Un autre article de la loi (le second alinéa du n° 35) stipule cependant que les membres peuvent décider que les administrateurs seront élus pour trois ans, le tiers des postes étant alors renouvelable chaque année.

Les membres semblent préférer la stabilité et les directeurs, entre sept et quinze selon les coopératives et les époques, sont élus, en vertu de ce second aliéna, pour trois ans. Aucun changement ne sera apporté au mode d'élection des administrateurs au cours des presque vingt années d'existence des coopératives d'électricité. Leurs pouvoirs, par contre, subiront de profondes mutations, et ce, dès 1946. L'Office de l'électrification rurale est à ce moment davantage en mesure d'intervenir pour réguler

⁸⁵ Nous reviendrons plus en détail sur les bureaux de direction dans un chapitre ultérieur.

les activités de ses coopératives et il s'attaque à l'élaboration d'un cadre réglementaire. Comme nous le verrons dans cette section, tout un monde sépare les premiers règlements rédigés par les coopératives elles-mêmes de ceux définis par l'OER.

3.1. Les règlements de 1945

Les ruraux qui fondent des coopératives, on l'a vu, sont bien résolus à doter leurs habitations du service de l'électricité dans les plus brefs délais. Cette préoccupation émerge clairement lorsque vient le temps de définir les règlements de leur société (cette responsabilité incombe aux membres réunis en assemblée générale). Fortement inspirés du texte de la Loi de l'électrification rurale, peu nombreux (de trois à six seulement) et assez vagues, les règlements adoptés par les sociétés pionnières, c'est-à-dire celles qui sont créées avant mai 1946, visent essentiellement à doter la coopérative des bases nécessaires au lancement de ses activités⁸⁶. La priorité est alors de procurer au conseil d'administration toute la latitude voulue pour entreprendre rapidement les travaux de construction du réseau.

Plusieurs conditions doivent être réunies pour démarrer les travaux. Il faut, bien entendu, des éléments physiques (matériaux, main-d'œuvre qualifiée, capitaux, etc.). Mais les directeurs ont aussi besoin d'outils de gestion et des pouvoirs administratifs, telle la capacité d'effectuer des opérations bancaires, de signer des contrats et, plus largement, d'engager la société dans des activités de nature commerciale. Cela explique sans doute qu'un des premiers règlements adoptés par les sociétés — sinon

⁸⁶ L'analyse qui suit repose sur l'étude fine des règlements de 12 coopératives, fondées entre 1944 et 1957, tirés des procès-verbaux des assemblées générales. Pour cette section de chapitre, nous avons utilisé les informations des coopératives fondées avant 1948. Voir l'annexe 1 pour les détails.

LE premier règlement — attribue au bureau de direction le pouvoir « d'emprunter et de transiger pour et au nom de la coopérative »⁸⁷. On prend alors généralement soin d'identifier l'établissement financier où seront effectuées les opérations bancaires de la coopérative. Le règlement ne fournissant le plus souvent pas d'autres détails, les pouvoirs des dirigeants demeurent plutôt largement définis, allouant ainsi à chacun d'eux la possibilité de les appliquer en fonction des besoins du moment. D'ailleurs, les pouvoirs du conseil d'administration n'ont pas à être spécifiquement déterminés par les coopérateurs, puis la Loi de l'électrification rurale le fait :

[...Le conseil d'administration] délibère, transige, compromet et statue sur tout ce qui a trait aux intérêts de la société ; il passe au nom de la société tous les contrats permis par la loi ; il la représente dans toute affaire judiciaire ; il surveille l'état de la caisse et la tenue des livres et, généralement, administre les affaires de la société et en exerce tous les pouvoirs, sauf dispositions contraires de la présente loi⁸⁸.

Cet article de la Loi de l'électrification rurale qui détermine les attributions des conseils d'administration, combiné au règlement adopté en assemblée générale dont nous venons de parler, permettent aux premiers bureaux de direction d'entamer les procédures menant au début des travaux. Ils peuvent maintenant emprunter de l'argent (soit à l'Office, soit à une institution financière), signer les contrats d'achat de poteaux ou négocier avec un sous-traitant pour préparer le terrain ou même construire le

⁸⁷ À l'occasion, on explique les actions à entreprendre en vertu de ce règlement. À Brigham, par exemple, on précise que les directeurs devront faire signer les droits de passage et les « billets », ces documents qui promettent le paiement des parts sociales, par les membres. On souligne aussi que les directeurs devront retenir les services d'un ingénieur pour faire préparer les plans de la ligne. *PV. dir., Coopérative de Brigham, 08/10/1945*. AHQ, Fonds F45.

⁸⁸ (Québec) SDQ, 9 Geo. VI, Chapitre 48 (1945), *Loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise de coopératives rurales d'électricité* ou *Loi de l'électrification rurale*. Article 36.

réseau⁸⁹. D'autres conditions doivent cependant être remplies avant que le réseau de la coopérative ne prenne forme. En effet, il faut notamment obtenir le consentement des propriétaires des terres où la ligne de distribution devra nécessairement passer. Les membres donnent le mandat de recueillir les signatures des formules de droit de passage à leurs dirigeants, par le biais d'un deuxième règlement (il est parfois intégré au premier). Les droits de passage permettent à la coopérative de circuler sur le terrain du sociétaire et de l'empiéter, sans offrir de compensation financière, afin d'installer les poteaux et les fils nécessaires. Le règlement ajoute que si un client de la coopérative a reçu un dédommagement pour un droit de passage, il devra le rendre pour en devenir membre.

Les dirigeants se voient également confier d'autres tâches connexes d'organisation, toujours par la voie des règlements adoptés en assemblée générale. Ils deviennent ainsi responsables de la signature des contrats d'association, qui lient le membre à sa coopérative (voir image 3). Ce contrat spécifie que le sociétaire s'engage à acheter l'électricité de la coopérative pour une durée déterminée, à lire son compteur, à payer sa facture et qu'il accepte les règlements de la société. La signature de ce

⁸⁹ Quelques réseaux coopératifs sont construits par des sous-traitants. En 1949, Albert Rioux suggère de confier la construction de 100 milles de lignes et d'une sous-station pour la coopérative d'Abitibi-Ouest à la compagnie Les Développements du Nord-Est. *PV dir., Coopérative d'Abitibi-Ouest, 08/03/1949*, AHQ, Fonds F90. Le réseau de la coopérative de Pontiac-Ouest est aussi construit par cette compagnie, en 1949. En fait, la coopérative avait d'abord confié la construction de son réseau à Pembroke Electric Light, une compagnie de distribution locale d'électricité, et aux Développements du Nord-Est. Une semaine plus tard, R. Brosseau de l'OER est présent au conseil d'administration pour suggérer que la coopérative résilie le contrat avec Pembroke car elle « n'a pas l'outillage ni le personnel pour hâter la construction de la ligne, même si elle est très bien disposée pour aider à la construction ». La coopérative confiera donc la construction aux Développements du Nord-est, elle qui possède « le personnel et l'outillage pour compléter la ligne avant Noël (vers le 15-12-1949) ». *PV. dir., Coopérative de Pontiac-Ouest, séances des 09/11/1949 et 16/11/1949*, AHQ, Fonds F61.

contrat, tout comme celle du droit de passage mentionné auparavant, sont deux conditions essentielles pour devenir membre d'une coopérative, et elles sont partout identiques⁹⁰.

⁹⁰ Sauf à la Coopérative de Brigham, où le conseil d'administration est responsable de la détermination des conditions pour être membre et pour le paiement des parts sociales. Règlement N° 3. *Minutes de l'Assemblée générale du 8 octobre 1945. Coopérative de Brigham, op. cit.*

Image 3 :
Contrat d'association, émis par la coopérative de Brigham en 1945⁹¹

Formulaire 2

La Coopérative d'Electricité de BRIGHAM

CONTRAT D'ASSOCIATION

Membreur : _____ de _____
 (nom et prénom) (domicile)

Nommé le "Sociétaire"

— et —

LA COOPÉRATIVE D'ELECTRICITE DE BRIGHAM

Comité de _____

Nommée la "Coopérative"

ont convenu entre eux ce qui suit :

1. Le sociétaire déclare se soumettre à toutes les obligations auxquelles il est tenu comme sociétaire, par la loi et les règlements de la coopérative.
2. Il s'engage pour une période de trois années à compter de _____ 1945 à acheter de la coopérative, ou par ses entreprises, l'énergie électrique aux conditions définies par la coopérative.
3. La coopérative s'engage à fournir l'énergie électrique au sociétaire, au tant qu'elle fixera par règlement du bureau de direction. Le surplus entre le prix coûtant de l'énergie électrique et le prix de vente, sera distribué au sociétaire, déduction faite des frais d'administration et des retenues prévues par la loi. Le montant et les modalités de cette répartition seront fixés par le bureau de direction.
4. Le sociétaire s'engage à lire son compteur et à payer au bureau d'après les règlements établis par la coopérative.
5. Il est de plus stipulé et convenu entre les parties ci-dessus présentes :
 - a) Que le présent contrat sera renouvelé automatiquement pour une période d'égale durée, à moins d'un avis écrit par l'une ou l'autre des parties, et donné au moins trente jours avant son expiration;
 - b) Que la Coopérative a le droit en tout temps d'exclure un sociétaire qui ne se soumet pas à la loi et aux règlements de la Coopérative, ainsi qu'aux dispositions du présent contrat.

Le sociétaire donne le droit de passage à la coopérative

FAIT ET SIGNED EN DOUBLE DROIT ANT TEMOINS

à _____ ce _____ jour du mois de _____ 1945.

_____ Sociétaire

La Coopérative d'Electricité de BRIGHAM

Par _____ (Président)

Par _____ (Secrétaire)

TEMOINS :

Fonds de la Coopérative d'électricité de Brigham, AHQ, op. cit

Est aussi obligatoire la souscription de parts sociales, d'une valeur individuelle de 10 \$. La Loi de l'électrification rurale ne précise pas le nombre d'actions nominatives

⁹¹ Tous les certificats sont identiques. Celui-ci provient du fonds de la Coopérative d'électricité de Brigham, AHQ, op. cit.

que chaque membre doit acquérir, mais pourtant, dix des 12 coopératives pour lesquelles nous possédons les informations, fixent à dix le nombre de parts sociales requises pour devenir membre. À notre avis, il est clair que l'Office, même s'il n'a pas encore rédigé de règlements complets pour le compte des coopératives, est intervenu dans l'établissement de cette norme. Ses propagandistes, souvent présents lors de l'adoption des règlements, et la correspondance échangée entre l'OER et les ruraux qui démarrent la coopérative, ont sans doute servi de véhicules à ses consignes. L'Office a, de toute façon, la possibilité de vérifier la validité des règlements des coopératives puisqu'ils n'entrent en vigueur et ne sont valides qu'après avoir été approuvés par l'OER (article 45 de la loi). L'OER, cependant, laisse à la discrétion des administrations certains aspects des relations avec les membres, sans doute afin de les adapter aux conditions locales, le mode de paiement des parts sociales, par exemple.

Le fait que cette prérogative demeure au niveau local explique fort probablement les différences entre les coopératives quant aux modalités de paiement des parts sociales. Ces modalités sont très variables. À Saint-Cyrille-de-Wendover, les règlements de la société précisent que les coopérateurs peuvent, sans fournir de capital initial, acquitter leurs parts sociales par versements annuels. D'autres sociétés demandent plutôt aux membres de payer un montant initial, comptant, et permettent de répartir le solde, avec ou sans intérêt, sur quelques années (de deux à quatre, habituellement). Dans les Cantons-de-l'Est, plusieurs coopératives offrent, par ailleurs, un rabais de cinq dollars lorsqu'un membre paie comptant tout son capital social. Quelques-unes, enfin, sont plus rigides et exigent des membres un paiement complet et

rapide. À la coopérative du Témiscamingue, il est ainsi décidé que les adhérents devront acquitter leur dû en quinze jours⁹².

La façon de faire de la coopérative du Témiscamingue est exceptionnelle. Qui plus est, le fait que le règlement concernant les parts sociales soit l'unique réglementation adoptée au cours de la première assemblée générale ajoute au caractère distinctif de cette société. Les membres du Témiscamingue, apparemment, ne sentent pas le besoin d'aller plus loin pour le moment. Malgré l'originalité de cette coopérative, il demeure que toutes les sociétés pionnières ne préparent pas de réglementation très élaborée, que ce soit en matière de parts sociales ou sur d'autres sujets. En règle générale, les membres réunis en assemblées générales décident plutôt de déléguer leurs pouvoirs, définis par la loi, à leurs bureaux de direction⁹³.

C'est ainsi que les autres règlements des coopératives (en plus de ceux traités jusqu'ici) stipulent le plus souvent que le conseil d'administration est responsable de fixer les tarifs de vente de l'électricité, tout comme celui de la location des compteurs, sans ajouter de détail pour préciser la méthode. Les coopératives ne possédant pas encore de réseaux de distribution, on peut aisément croire que les tarifs ne constituent

⁹² Les sociétaires disposent de quinze jours pour acquitter leurs 50 \$ de parts sociales (puisque cinq parts sociales sont alors requises). *Minutes de l'Assemblée générale du 11/09/1945*, AHQ, fonds F75.

⁹³ La *Loi de l'électrification rurale* prévoit que l'assemblée générale des membres peut : « adopter, modifier ou abroger des règlements pour : déterminer les conditions et les qualifications requises pour être membre de la coopérative, et le mode de paiement des actions ; établir le système de comptabilité ; déterminer les pouvoirs et devoirs du gérant, du secrétaire-trésorier et des autres employés de la société ; fixer le prix de l'électricité et celui de la location des compteurs destinés à mesurer la consommation ; fixer les réserves prévues par l'article 46 [et] protéger les fils, tuyaux, lampes, appareils et autres objets servant à la distribution de l'électricité ». *Loi de l'électrification rurale*, *op. cit.*, article 45.

pas une priorité. Mais cette simplicité et cette brièveté caractérisent bien les règlements adoptés au cours des premiers mois du système coopératif.

En définitive, les règlements élaborés avant mai 1946 sont encore peu nombreux, couvrent les aspects centraux des activités d'une société et sont axés sur le lancement des travaux d'électrification : mode d'élection des directeurs, transactions financières, souscription et paiement des parts sociales et conditions pour être membre. Malgré les différences notées entre coopératives, les règlements comportent néanmoins des ressemblances — par exemple des formulations identiques dans les textes de plusieurs sociétés — qui montrent que l'OER est probablement intervenu lors de leur rédaction⁹⁴. L'organisme n'a cependant pas encore terminé la préparation de règlements détaillés pour le compte des coopératives. Sollicité de toutes parts, il doit voir dans le même temps à sa propre organisation et engager son personnel. L'OER parvient néanmoins, au cours de ses premières années, à travailler à la rédaction de règlements généraux applicables à toutes les sociétés.

3.2. Une première mouture des *Règlements généraux*⁹⁵

À partir du printemps 1946, l'Office de l'électrification rurale reprend définitivement les rênes en matière de réglementation. Son personnel a, en effet,

⁹⁴ Contrairement à celles qui sont fondées par la suite, il n'y a aucune coopérative fondée en 1945, dont nous avons analysé les règlements, où il est fait mention de règlements soumis ou préparés par l'Office.

⁹⁵ Il existe dans le fonds de l'OER, aux ANQ, une version annotée, mais non datée, des règlements des coopératives. Il s'agit à notre avis d'une première mouture de ce que deviendra le document : *Règlements de la coopérative de...*, Aucune des coopératives étudiées en détail n'a adopté tels quels (selon les procès-verbaux des assemblées générales et des conseils d'administration) ces règlements. La majorité adopte plutôt les *Statuts & Règlements de la coopérative de...* beaucoup plus détaillés et fort probablement rédigés, à partir de la première version, au cours de l'année qui se termine en avril 1946.

préparé un texte, les *Statuts et règlements de la coopérative de...* (ci-après, les *Règlements*) qui définit clairement les attributions et les devoirs des coopérateurs et des administrations locales. Ces nouveaux règlements, plus élaborés et plus précis, modifient de façon importante les textes adoptés par les coopératives au cours de leurs premiers mois d'existence. Toujours inspirés de la loi, il y subsiste quelques variations locales, par exemple pour le paiement des parts sociales, dont nous parlerons dans un instant, mais ils tendent à l'uniformité⁹⁶. Par ailleurs, les coopératives fondées après le printemps 1946⁹⁷ adoptent, dès leurs débuts, ces règlements détaillés, alors que les sociétés déjà en activité le font à leur assemblée générale de 1946 ou 1947. Plusieurs n'apportent aucune modification au texte qui leur est soumis⁹⁸, alors que d'autres l'acceptent en le modifiant quelque peu.

Présentés par chapitre, les *Règlements* couvrent tous les aspects de la vie d'une coopérative, à commencer par sa raison sociale et la localisation de son siège social (chapitre un). On énumère ensuite les pouvoirs dont disposent les coopératives selon la

⁹⁶ Les règlements de la Coopérative d'électricité de Saint-Valérien-de-Shefford et ceux de la Coopérative de Pontiac-Ouest suivent, presque à la lettre, la nouvelle mouture des règlements : *Statuts et Règlements de la coopérative de.....* ANQ, fonds OER, E80/166, document n° 400-R-1 : *Règlements des coopératives, Volume 1, 1945-1960*.

⁹⁷ À la Coopérative de Stanstead, pourtant fondée en 1948, ni les procès-verbaux des assemblées générales ni ceux du bureau de direction ne mentionnent l'adoption des *Règlements*. Cette coopérative, apparemment, exerce ses activités en vertu des règlements primaires passés lors de la première assemblée générale.

⁹⁸ La Coopérative de Canton Magog, fondée en novembre 1945, n'a pas encore officiellement débuté ses activités au printemps 1946. La première assemblée générale a lieu en juillet 1946 et les règlements sont adoptés à une assemblée spéciale, tenue en septembre de la même année. Le délibéré de cette assemblée précise que la coopérative adopte le texte intégral de la constitution proposée par l'OER, pour les coopératives d'électricité. Aucune modification n'y est apportée. *Minutes de l'assemblée générale du 10/09/1946*. Les procès-verbaux de l'assemblée générale de la Coopérative d'Électricité d'Abitibi-Est, tenue le 18 août 1950, stipulent aussi que la coopérative accepte comme *Statuts et Règlements* le texte soumis par l'Office de l'électrification rurale. *Minutes de l'assemblée générale du 18/08/1950*.

Loi de l'électrification rurale. Le chapitre deux, qui porte sur les membres, précise d'abord les conditions pour devenir sociétaire. Sans subir de modifications en profondeur, les conditions sont passablement plus détaillées que dans les versions pionnières des règlements. Dorénavant, l'aspirant membre devra adresser sa demande d'admission au gérant, puis elle sera soumise pour décision au bureau de direction. La souscription des parts sociales réglementaires, la signature du contrat d'association et du formulaire de droit de passage sont toujours requises. Mais il est dorénavant dit que le sociétaire devra accorder les droits de passage « de la façon et aux endroits jugés nécessaires par l'Office de l'électrification rurale »⁹⁹. L'engagement à respecter les règlements de la coopérative se voit également ajouter une précision : le conseil d'administration peut, par un vote d'au moins les deux tiers, expulser un membre qui a manqué à suivre un ou plusieurs règlements de la coopérative. Cet article est tout particulièrement intéressant, car il donne à penser que l'OER s'est ainsi prémuni contre les difficultés qui pourraient survenir si un membre refusait d'accorder le droit de passage à la coopérative¹⁰⁰. L'OER a, semble-t-il, repéré d'autres écueils susceptibles de faire échouer les coopératives. Le recrutement des membres et le paiement du capital social en font partie, car, comme nous l'avons souligné dans la section précédente, le membership de la coopérative est d'une importance stratégique.

⁹⁹ Coopérative de Saint-Valérien-de-Shefford.

¹⁰⁰ Ce refus pourrait obliger la coopérative à modifier le parcours de ses lignes, à faire des détours, et cela entraînerait des coûts supplémentaires. Pire encore, pareille situation est susceptible de priver d'électricité des familles dont la desserte nécessite de faire passer le tracé de la ligne par la propriété de la personne qui refuse d'accorder le droit de passage.

Le chapitre deux des nouveaux règlements modifie le mode d'acquittement du capital social de certaines coopératives fondées en début de période. Ainsi, les sociétaires du Témiscamingue peuvent maintenant payer 50 \$ comptant et répartir le solde en quatre versements égaux, plutôt que de devoir acquitter leurs parts sociales dans les quinze jours¹⁰¹. Plusieurs autres sociétés corrigent de la même façon les modalités de paiement des parts sociales et ceci, afin de tenir compte des difficultés de perception parfois éprouvées par les premières coopératives (voir le chapitre 4 sur le financement) et, dans certains cas, pour faciliter le recrutement des membres. Pour compléter cet allègement du paiement des parts sociales, les *Règlements* élargissent également le membership potentiel des coopératives : les corps publics, les fabriques, les coopératives, les communautés, les conseils municipaux, les commissions scolaires et les compagnies à fonds social peuvent maintenant devenir sociétaires au même titre que les particuliers. L'OER a même prévu d'éventuelles résistances à engager des fonds dans une coopérative en ajoutant un article qui précise que la responsabilité des membres est limitée au montant qu'ils ont souscrit. On le constate d'ores et déjà, les *Règlements* traitent de sujets qui n'étaient pas même abordés antérieurement.

Le même souci de prévention et la même volonté de couvrir tous les aspects de la vie d'une coopérative émanent du chapitre trois (Assemblée des membres) des *Règlements*. Ce chapitre arrête en effet des normes de fonctionnement et précise les pouvoirs des membres réunis en assemblée générale, tel celui, significatif, d'infirmier

¹⁰¹ Les sociétaires disposaient en 1945 de quinze jours pour acquitter leurs 50 \$ de parts sociales. Maintenant, il faut acheter dix parts pour devenir membre et ces parts peuvent être payées par versements. Les procès-verbaux de l'Assemblée générale mentionnent que les directeurs suggèrent alors aux membres d'emprunter à leur caisse populaire pour ce faire. *Minutes de l'Assemblée générale du 11/09/1945, op. cit.*

les décisions du conseil d'administration après appel de deux sociétaires. L'assemblée générale conserve le pouvoir de passer des règlements, mais on précise que l'approbation de l'OER est nécessaire pour qu'ils soient en vigueur.

Assurément très importants pour les hommes chargés de préparer les assemblées générales, les *Règlements* expliquent maintenant comment procéder. On y stipule d'abord que l'ordre du jour devra être préparé et adopté par le conseil d'administration et l'on prescrit le déroulement type d'une assemblée générale, en précisant le rôle de chacun. Par exemple : « 2. Lecture, par le secrétaire, de l'avis de convocation ; 3. Lecture et adoption du procès-verbal de la dernière assemblée générale. Le président et le secrétaire doivent signer les minutes aussitôt qu'elles sont adoptées par l'assemblée. » Les *Règlements* n'obligent pas les coopératives à suivre toutes les étapes (« l'ordre du jour comprend *habituellement* les points suivants : »), mais la majorité des coopératives pour lesquelles nous avons analysé en détail les procès-verbaux de toutes les assemblées générales, suit presque à la lettre le déroulement suggéré par l'OER. La même formule a été retenue pour traiter de l'assemblée générale spéciale, dont la tenue peut être réclamée par deux administrateurs, le président, le vice-président ou dix pourcent des membres, soit pour régler une question urgente, soit pour modifier les règlements de la société.

Tous ces détails maintenant inscrits dans les *Règlements* nous font croire que les pratiques des premières coopératives en activité ont été étudiées par l'Office de l'électrification rurale afin de relever les points où elles méritaient d'être expliquées ou rectifiées. Aucun détail n'est négligé : les *Règlements* fournissent même le mode de convocation des assemblées des directeurs et l'ordre du jour à respecter pour ces

réunions¹⁰². Et l'on prend non seulement soin d'anticiper les problèmes (explications sur les procédures pour la destitution d'un administrateur par exemple) mais on tente également de prévenir les abus. Ainsi, le chapitre quatre des *Règlements* énumère les nombreuses conditions¹⁰³ à respecter pour devenir administrateur d'une coopérative, dont celle, inspirée du fonctionnement des régies publiques, de ne pas être engagé dans le commerce de l'électricité¹⁰⁴.

Ce chapitre précise également que les directeurs sont toujours élus pour trois ans et renouvelables par tiers, et qu'ils peuvent émettre ou modifier des règlements concernant la tenue de leur assemblée ou la gestion de la coopérative. Cependant, ce pouvoir de réglementation est assujéti à plusieurs conditions : il ne faut pas entrer en conflit avec la loi, avec les directives de l'OER, ou encore avec les règlements adoptés en assemblée générale. Cela contraste avec les pouvoirs étendus généralement accordés aux premiers conseils d'administration, qui se retrouvent, en fait, désormais restreints.

Ce n'est pas la seule limite imposée aux actions du bureau de direction. Si les *Règlements* ne modifient pas les devoirs des administrateurs, leurs responsabilités sont

¹⁰² L'ordre du jour fourni pour les réunions des directeurs n'est pas précédé de la mention « L'ordre du jour comprend habituellement les points suivants : », comme dans le cas des assemblées générales. Il est plutôt simplement précédé d'un simple titre d'article de règlement : « ordre du jour ». Est-ce que cela signifie que l'ordre du jour de l'assemblée des directeurs doit être plus rigoureusement suivi ou est-ce simplement une différence stylistique ? Impossible de le dire.

¹⁰³ « Le premier bureau de direction de la coopérative devra être composé de membres ne bénéficiant pas encore des services d'un réseau électrique. Les membres du conseil d'administration doivent avoir une résidence ou place d'affaires dans le territoire desservi par la coopérative. Ils ne doivent pas être intéressés dans des entreprises qui vendent des poteaux, de l'électricité ou du matériel électrique. » Chapitre IV : Administrateurs, article 23 : Qualifications. *Statuts et Règlements*, ... *op. cit.*

¹⁰⁴ La *Loi instituant la Régie provinciale de l'électricité*, stipule que les commissaires ne peuvent pas posséder d'intérêt dans les services publics. (Québec), SDQ, 1 Geo VI, chapitre 25 (1937), *Loi instituant la Régie provinciale de l'électricité*, article 6.

toutefois dorénavant clairement définies et les formules vagues (par exemple : faire tout ce qui est nécessaire pour la bonne marche de la coopérative) y sont absentes. Il se dégage de ces *Rèlements*, une volonté de délimiter et de départager la sphère d'activité des administrateurs, qu'ils soient élus ou nommés.

Toute une nouvelle section (chapitre VI : Officiers) est ainsi consacrée aux tâches et aux devoirs du président, du vice-président, du gérant, du secrétaire-trésorier et du secrétaire¹⁰⁵. Cette section vient combler une lacune importante, car la plupart des premières coopératives n'avaient, en fait, pas encore défini les fonctions de leurs officiers. Maintenant, elles sont déterminées pour chacun d'eux. Et, en vérité, les *Rèlements* fournissent la base du partage des tâches au quotidien¹⁰⁶. Le gérant est, entre autres, « responsable du service de l'électricité et doit toujours être prêt à répondre à un appel d'urgence. »¹⁰⁷ C'est souvent lui qui, sur le terrain, s'occupe de la construction des lignes puis des réparations qu'elles nécessitent. On précise également qu'il dirige la coopérative selon les directives du conseil d'administration. On le constate aisément, l'Office a cherché, avec ces *Rèlements*, à fournir plus qu'un cadre de référence aux coopératives. En fait, il a édicté les grandes lignes d'un mode de fonctionnement.

La dernière section (Chapitre VII : Administration financière et divers) contraste toutefois avec le souci de l'OER de fournir aux ruraux les outils d'une administration

¹⁰⁵ Certaines coopératives n'adoptent pas telle quelle la définition des tâches du gérant et du secrétaire.

¹⁰⁶ On y précise, par exemple, que le président et le vice-président ne peuvent être ni secrétaire, ni trésorier ni gérant. Cette situation se produit toutefois à quelques occasions.

¹⁰⁷ *Statuts et règlements de la coopérative de ...*, op. cit., chapitre VI : Officiers.

adéquate de leur coopérative. L'essentiel de la section sur l'administration financière, qui a rapport à l'argent et à la préparation des statistiques financières, contient en effet peu de règles précises. D'abord, plusieurs éléments sont laissés à la discrétion du conseil d'administration et de l'assemblée générale de chaque coopérative : nombre de parts sociales requises pour être membre, conditions de transfert de ces parts, choix de l'établissement financier ou modalités du partage des surplus. Sans doute l'Office a-t-il voulu permettre aux dirigeants d'adapter les politiques sur ces sujets afin de tenir compte des particularités locales. Cependant, en y regardant de plus près, on se rend compte que les plages de liberté conférées aux conseils d'administration ne concernent que des sujets peu stratégiques pour l'avenir financier de la coopérative.

Lorsqu'il est question de vérification comptable ou de surveillance de la santé financière des coopératives — on s'en souvient, l'OER souhaite que les coopératives soient viables — l'organisme a apparemment choisi de fournir des directives peu détaillées, afin de contraindre l'administration à avoir recours aux services de son personnel. Prenons l'exemple du compte rendu que le gérant, ou le secrétaire-trésorier, doit envoyer chaque année à l'OER pendant les soixante jours qui suivent la clôture de l'année financière. Ce compte rendu doit contenir : « 1° Un état succinct de l'actif et du passif de la société ; 2° Un état des opérations de l'année ; 3° Tous autres renseignements exigés par les règlements de la société. »¹⁰⁸ Ce travail apparaît complexe, mais pourtant aucun détail supplémentaire n'est fourni, ne serait-ce que pour uniformiser la présentation des données. L'administrateur chargé de cette tâche

¹⁰⁸ *Ibid.*, Chapitre VI.

doit donc faire appel au personnel de l'Office et / ou utiliser les formulaires types préparés par ses services¹⁰⁹.

En plus de ce compte-rendu, l'OER exige du secrétaire de la coopérative qu'il envoie une copie de « toutes les résolutions passées par le conseil d'administration ou l'assemblée générale. Ces résolutions ont force de loi quand elles ont reçu l'approbation de l'Office. » (article 55). Il est très significatif que cet article, au caractère somme toute général, se retrouve dans la section « Administration financière ». Cela témoigne, à notre avis, de la volonté de l'OER d'encadrer étroitement la gestion financière des coopératives. En ce sens, l'absence marquée de mode de fonctionnement, précisément dans cette partie des *Règlements* — la façon de fixer les tarifs, par exemple, n'est pas déterminée — contraint les administrateurs à avoir recours à l'Office, qui peut ainsi intervenir directement dans les pratiques.

Apparemment, cette brèche que s'était ménagée l'OER pour contrôler les opérations financières des coopératives se révélera insuffisante. Lors de la refonte des *Règlements*, en 1956, la section « Administration financière » subira de profondes modifications. Entre-temps, les coopératives fonctionnent avec le cadre réglementaire défini par l'OER en ce printemps 1946, auquel viendront s'ajouter des règlements ponctuels de l'OER et des « lettres-circulaires »¹¹⁰ envoyées aux coopératives pour

¹⁰⁹ Nous verrons, dans un chapitre ultérieur, toute l'importance de la collecte des données et de l'uniformisation de celles-ci.

¹¹⁰ Ce sont des documents préparés par l'Office qui sont périodiquement envoyés à toutes les coopératives afin de fournir des explications ou de rectifier des pratiques. Par exemple, Lettre aux coopératives, le 27/1/1948. *Prêts pour filage des maisons*. Document de Charles Poirier, Comptable en chef, adressé aux directeurs des coopératives et aux présidents. ANQ, Fonds OER, E80/177, document n° 400-R-1 : *Règlements des coopératives*.

rectifier certaines pratiques administratives. Les coopératives, de toute façon, sont très occupées par la construction de leurs réseaux et ne génèrent pas encore beaucoup de revenus.

* * *

Les ténors de l'Union nationale ont vu dans la mobilisation du début des coopératives le succès de la formule retenue pour électrifier les campagnes et la vigueur du sentiment coopératif de ses habitants. Nous croyons toutefois que cette ardeur des ruraux est surtout motivée par le désir de l'électricité et que le moyen proposé leur convient généralement. Ils connaissent d'ailleurs la formule par les caisses populaires et les syndicats agricoles et n'hésitent pas à se l'approprier une nouvelle fois.

De plus, ne l'oublions pas, la coopérative est alors souvent la seule façon d'obtenir le service de l'électricité. Lorsqu'une alternative se présente, on n'hésite pas à la saisir et des coopératives se sabordent au profit des compagnies privées. Certains distributeurs, comme SWP, sont d'ailleurs désormais mieux disposés à l'égard des campagnes et ils préfèrent effectuer eux-mêmes l'électrification de leurs zones rurales. Tous n'ont cependant pas l'envergure nécessaire et sont en vérité incapables, techniquement et financièrement, de faire de même. Cela vient déjouer une partie des prévisions du gouvernement Duplessis.

En effet, le gouvernement semble alors croire que la pression exercée par les futures coopératives poussera les grands distributeurs du Québec à électrifier les zones rurales de leurs territoires. Qui plus est, il est fondé de penser que l'Office de l'électrification rurale a d'abord été mis sur pied pour prioritairement électrifier les

régions dites « éloignées », telle la Gaspésie, le Bas-Saint-Laurent et l'Abitibi-Témiscamingue.

Les ruraux ont pourtant, tout autant que les compagnies, déjoué la stratégie de l'Union nationale. Les habitants des zones rurales se sont appropriés rapidement le projet d'électrification lancé par l'État et la réponse a été plus enthousiaste que prévu. Non seulement les demandes ne proviennent pas uniquement des régions périphériques, mais de surcroît, elles sont très nombreuses. Or, durant les premiers mois, l'OER paraît débordé, et a volontiers recours à la Régie de l'électricité et aux entreprises privées.

À partir de 1946, l'Office réussit cependant à prendre progressivement en main le développement du système coopératif. Tout en consolidant sa propre organisation, il intervient pour limiter le nombre de coopératives et pour planifier et encourager les fusions de sociétés déjà fondées. L'OER devient en fait, graduellement, davantage présent dans l'univers des coopératives. La dernière section de ce chapitre, sur les règlements, a bien montré que l'organisme est de plus en plus en mesure d'assurer son mandat de surveillance. L'élaboration d'une réglementation quasi uniforme dès le printemps 1946 ne constitue que les prémisses d'un vaste cadre de référence, semé d'obligations envers l'Office, qui sera lentement mais sûrement imposé aux coopératives pour contrôler leur administration, surtout financière. Le prochain chapitre s'attarde justement à des questions de capitaux et de moyens de financement.

CHAPITRE QUATRE

LA NECESSITE MERE DE L'INVENTION : LE FINANCEMENT DES COOPERATIVES D'ELECTRICITE AU COURS DE LA PERIODE PIONNIERE

Ce chapitre est consacré au financement des coopératives durant la période pionnière qui suit la création de l'Office de l'électrification rurale. Il examine la part du milieu dans la constitution du capital de départ des nouvelles sociétés, de même que le cadre et les modalités du soutien de l'État.

La capitalisation initiale des entreprises coopératives d'électricité repose d'abord sur la souscription, puis le paiement, de parts sociales par leurs membres. C'est en quelque sorte la pierre d'assise de leur financement. Collectivement, les membres d'une coopérative doivent normalement fournir le quart des sommes nécessaires à la construction du réseau. Si ce minimum n'est pas atteint, l'OER n'est pas tenu d'accorder son soutien financier à la coopérative et, conséquemment, les travaux d'électrification seront retardés, voire compromis¹. Ce mode de financement des nouvelles coopératives d'électricité fait ainsi peser de lourdes responsabilités sur les

¹ Pour obtenir un prêt qui lui permettra de construire un réseau, ou de le prolonger, la coopérative doit amasser des parts sociales pour un montant représentant 25 % du coût des travaux. Sinon, l'OER n'émet pas de prêt, ou il consent un montant inférieur à 75 % des coûts prévus. Après 1948, la proportion du financement est portée à 85 % dans les cas où le nombre de clients à desservir par mille de ligne est inférieur à 6 (*Loi 12 Geo VI, chapitre 40, op. cit.*). Le présent chapitre apportera des explications supplémentaires. Voir aussi l'annexe deux, « Pourcentage du financement de l'Office de l'électrification rurale, toutes coopératives actives, fin 1960. ».

ruraux. Il faut en effet comprendre que la souscription de capital social représente seulement un engagement du membre à payer sa cote part. Entre la signature de l'engagement et le moment où l'argent se retrouve dans les coffres de la coopérative, il peut s'écouler quelques heures, plusieurs mois, voire des années. Cet écart peut causer des problèmes, car le paiement des parts sociales permet non seulement de réunir le capital nécessaire à l'obtention de l'aide financière de l'OER, mais aussi d'acquérir des matériaux ou encore d'engager les premiers hommes qui travailleront à la construction du réseau. Pour une coopérative plus ancienne, qui dispose de liquidités, le paiement des parts sociales sera sans doute moins impératif, quoiqu'il soit toujours nécessaire à l'érection de nouveaux tronçons de ligne.

Les deux premières parties de ce chapitre visent donc à préciser le cadre réglementaire qui régit le financement des coopératives de même qu'à examiner les modalités de paiement du capital social par les membres. Enfin, la troisième partie est consacrée au rôle de l'OER. Lorsque les membres ont rempli leurs obligations en souscrivant, puis en payant leur capital social, l'organisme public est censé appuyer les jeunes coopératives d'électricité en leur octroyant des prêts. Quelles sont les modalités de ces prêts ? Nous constaterons que l'OER pratique une gestion prudente des fonds que lui a confié l'État, qu'il accorde volontiers de petites « avances » avant de s'engager plus avant avec des prêts à long terme.

1. Les parts sociales : s'engager puis payer

Les ruraux assistent généralement en grand nombre aux assemblées d'information puis de fondation des nouvelles coopératives d'électricité. C'est lors de ces assemblées qu'ils prennent connaissance des obligations rattachées au fait de devenir membre d'une coopérative. La plus importante de ces conditions est la souscription, l'engagement à acheter des parts sociales.

Afin de bien comprendre de quelle façon se constitue le capital social d'une coopérative, il faut garder en tête trois éléments centraux. 1) La réglementation : ce sont les règlements de la coopérative qui déterminent le nombre de parts sociales nominatives, d'une valeur individuelle de 10 \$, que chaque membre doit acquérir. 2) L'engagement : les membres doivent ensuite souscrire des parts sociales, c'est-à-dire qu'ils signent un « billet », document par lequel ils s'engagent à acheter un nombre prédéterminé de parts de leur coopérative. Et 3) le paiement : les membres doivent, enfin, payer le montant que leur souscription représente. Quelques coopérateurs le font lors de la signature, mais la plupart échelonnent ce paiement dans le temps. Lorsque les membres ont complété le paiement de leurs parts sociales, ils reçoivent le certificat qui officialise leur statut de membre (image 4). Voyons de plus près.

Image 4 :
Certificat de membre, émis par la coopérative de Brigham en 1947²



1.1. Des règles adaptées aux contextes

Le nombre de parts sociales nécessaires pour devenir membre d'une coopérative a été défini par le législateur. La Loi de l'électrification précise en effet que dix parts sociales seront normalement exigées. Dans les faits toutefois, ce sont les règlements particuliers de chaque coopérative qui déterminent le nombre de parts sociales nécessaires à l'obtention du titre de membre.

² Tous les certificats de membre sont identiques. Celui-ci provient du fonds de la Coopérative d'électricité de Brigham, AHQ, Fonds F62.

Dix des 12 coopératives des Cantons-de-l'Est et du Nord-Ouest (fondées entre 1944 et 1957)³ se conforment exactement au modèle prescrit par le législateur et fixent à dix le nombre de parts sociales requises pour devenir membre. La coopérative du Témiscamingue porte de cinq à dix le nombre requis en 1946. Seule la coopérative d'électricité de Stanstead⁴, fondée en 1948, exige plus, soit 13 parts sociales. L'examen des statistiques de l'OER et de ses procès-verbaux pour l'ensemble du Québec⁵ montre que la grande majorité des coopératives exigent dix parts sociales par membre. Dans les Cantons-de-l'Est ou le Nord-Ouest, quelques-unes font exception en demandant plus de 100 \$ à leurs membres. C'est le cas, aussi, notamment, à Bonaventure ou à Mont-Laurier.

Mais pourquoi une coopérative décide-t-elle d'exiger un nombre plus élevé de parts sociales ? Il faut se tourner vers les conditions locales pour comprendre les différences à ce sujet. À Stanstead, où 13 parts sont requises pour devenir membre, la densité des usagers potentiels (nombre de clients par mille de ligne) est la plus faible au Québec⁶. Et, puisqu'un mille de ligne électrique coûte partout sensiblement le même

³ Nous disposons des règlements initiaux et des procès-verbaux des assemblées de fondation de 12 coopératives, fondées entre 1944 et 1957. Dix d'entre elles fixent à dix le nombre de parts sociales requises pour devenir membre. Voir l'annexe 1 pour les détails sur les coopératives choisies pour l'analyse fine.

⁴ Fondée en 1946, la coopérative de Stanstead est fusionnée à celles de Barford-Coaticook, de Barnston, de Dixville et d'Hereford en mars 1948, donnant ainsi naissance à la « nouvelle » coopérative de Stanstead. Selon le livre des minutes n° 1 de la coopérative d'électricité de Stanstead. AHQ, fonds F73.

⁵ Pour les besoins de cette thèse, nous avons lu et résumé l'ensemble des procès-verbaux de l'OER, disponibles aux ANQ. Nous profitons de l'occasion pour remercier M. Reynald Lessard, archiviste, des ANQ pour avoir rendu ces procès-verbaux accessibles ainsi que le Centre d'études québécoises pour la disponibilité de son matériel informatique ayant servi à numériser puis à graver sur disque compact ces procès-verbaux.

⁶ À peine deux clients par mille en 1949 et 2,6 en 1954 et 1959. Données calculées à partir des *Rapports annuels de l'OER*. Soulignons que les compagnies privées estimaient

montant, moins il y a d'usagers potentiels⁷, plus la somme exigée de chacun est élevée, cela afin de couvrir la part des dépenses de construction du réseau qui revient à la coopérative.

D'autres situations contraignent les coopératives à hausser le nombre réglementaire de parts sociales (100 \$) par membre. Les sociétés qui produisent leur propre énergie, parce qu'elles doivent construire des équipements de génération d'électricité, ont ainsi souvent besoin de plus de capital pour assurer leur développement. C'est le cas de la coopérative de Bonaventure (12 1/2 parts sociales) ou de celle de Petit Saguenay – Anse Saint-Jean (12 1/2). Ce ne sont cependant pas toutes les sociétés produisant de l'énergie qui exigent plus de 10 parts sociales, ni, non plus, toutes les sociétés desservant des territoires peu densément peuplés⁸. En fait, les coopératives établissent généralement le niveau des souscriptions de manière à

généralement (avant la Seconde Guerre mondiale) qu'il fallait dix clients par mille pour que la ligne soit rentable. Comme signalé dans le chapitre précédent, elles assouplissent leurs critères avec l'arrivée des coopératives (les lignes construites par les compagnies en 1947 ont une moyenne de 7,68 clients par mille, selon le *RA OER, 1947*), mais c'est dire les difficultés auxquelles ont à faire face les coopératives. Relativement aux critères établis par la Régie de l'électricité, voir la note 42 du chapitre trois ainsi que *Correspondance et rapports sur les coûts de construction de lignes rurales*, document n° P3/223, *op. cit.*

⁷ L'Office ajustera ses règles d'attribution de prêts, pour tenir compte de cet état de fait, seulement en 1948, alors que les coopératives auront déjà construit plus de 2 115 milles de lignes. La *loi 12 Geo VI, chapitre 40*, porte la proportion du financement à 85 % dans les cas où le nombre de clients à desservir par mille de ligne est inférieur à 6. L'article 2 se lit comme suit : l'Office peut « consentir des prêts aux coopératives d'électricité jusqu'à concurrence de 75 % de la valeur, telle qu'établie par l'Office des biens affectés à leur garantie, si la densité moyenne des usagers de la coopérative concernée est de six par mille de réseau ou plus et, jusqu'à concurrence de 85 % de cette valeur, lorsque cette densité est inférieure à six par mille de réseau ; ces prêts sont garantis par hypothèque sur les immeubles des coopératives ... ».

⁸ D'autres coopératives à faible densité de clientèle demandent dix parts par membre, comme Brigham ou Rouyn-Noranda. La densité des clients par mille de lignes de ces coopératives est inférieure à 4,2 tout au long de leur existence.

disposer des sommes nécessaires à la construction de leurs infrastructures, sans plus⁹. Voyons maintenant si les membres souscrivent le nombre de parts sociales établi par les règlements de leur société¹⁰.

1.2. L'engagement à souscrire et l'investissement réel

De manière générale, les ruraux souscrivent le nombre de parts prévu par les règlements de leur société¹¹. La moyenne québécoise de parts sociales souscrites au moment de l'incorporation¹² est en effet de 9,85, alors que la grande majorité des sociétés ont fixé à dix le nombre de parts requises pour devenir membre. Quelques entreprises défient la norme¹³. Le 24 février 1948, les 92 sociétaires fondateurs de la coopérative de Stanstead s'engagent à acheter 920 parts sociales, une moyenne individuelle de dix, plutôt que les 13 parts réglementaires. À Saint-Cyrille-de-Wendover, la moyenne de parts souscrites n'atteint que 8,8. La situation inverse se produit également, comme à Témiscamingue, où les coopérateurs s'engagent pour sept

⁹ La ville de Mont-Laurier, qui fonde une coopérative en 1955, ne possède pas d'installations de production et la densité de ses lignes est tout à fait respectable (12 en 1958). Pourtant, elle exige à partir de 1961 la souscription de 15 parts par membre. Cette coopérative, la seule fondée en milieu urbain, a toutefois des besoins particuliers en alimentation (nous y reviendrons brièvement dans le chapitre onze). *PV OER, 11/10/1961*.

¹⁰ Pour ce faire, nous nous servons cette fois des formulaires d'incorporation des coopératives.

¹¹ C'est le cas notamment à Brigham, à Saint-Valérien-de-Milton ou à Sainte-Cécile-de-Milton, où les membres s'engagent pour dix parts chacun.

¹² Nous disposons du nombre de parts sociales souscrites par membre lors de la fondation pour 79 coopératives d'électricité. L'ensemble des régions du Québec est représenté par au moins une coopérative. Malheureusement, les données proviennent surtout de coopératives fondées entre 1944 et 1946. Cela fournit tout de même un indice, validé, comme nous le verrons plus loin, par d'autres sources qui portent sur les années subséquentes. Les sources utilisées ici sont : *Actes d'incorporation des coopératives*, ANQ et *Mémo à Duplessis*, 1947, ANQ, fonds OER, E80/169, document n° 600-S-2.

¹³ Dans 11 coopératives, les membres se procurent plus de dix parts et dans 23 coopératives, moins de dix.

parts chacun alors que les règlements initiaux (1945) prévoyaient l'achat de cinq. Les écarts en plus ou en moins peuvent donc être assez importants, passant par exemple de 4,64 par membre à Nouvelle, dans le Bas-Saint-Laurent, à 17 à Amherst, dans Papineau¹⁴.

Quoi qu'il en soit, les membres souscrivent volontiers le nombre de parts sociales défini par les règlements de leur coopérative. Toutefois, la souscription ne constitue qu'un engagement. Malgré leurs bonnes intentions, il se trouve que plusieurs ruraux ne disposent pas de la somme requise¹⁵. Les comptables de l'OER identifient le problème dès l'automne 1947.

¹⁴ L'acquisition de parts sociales est-elle reliée à la base sociale des coopératives ? Il ne se dégage de l'analyse que peu d'éléments d'explication : alors que 83 % des fondateurs se déclarent cultivateurs dans les sociétés où plus de dix parts ont été acquises, ils en représentent 77 % dans celles où moins de dix parts sont achetées. Le nombre de journaliers, par contre, varie du simple au double (1,37 et 3,73 %). On note simplement chez eux une légère tendance à acheter moins de parts lorsqu'ils sont plus nombreux. Par ailleurs, lors de l'analyse de ces données, nous nous sommes interrogées sur un possible lien entre la localisation géographique de la coopérative et l'acquisition de parts sociales. Nos recherches révèlent cependant que le facteur géographique n'a rien de déterminant. Il y a bien une légère propension à cotiser moins de parts sociales en région éloignée, à Saint-Cléophas, dans Matapédia, ou à Nouvelle, par exemple, mais ce n'est pas une constante. À Rivière-au-Tonnerre et à Havre-Saint-Pierre, les membres acquièrent plus de dix parts chacun (respectivement 11,5 et 13). Pareillement, les coopératives où les membres s'engagent pour plus de dix parts ne sont pas spécialement concentrées dans une même partie du territoire : seuls les Cantons-de-l'Est (11 parts par membre, en moyenne) font légèrement exception. Les données ont été groupées par comté, puis par district de l'OER afin de faciliter l'établissement de moyennes. Notons également que les sources analysées concernant les coopératives de Rimouski sont trop peu nombreuses pour établir un portrait solide.

¹⁵ Une conversation informelle avec M. H. B., devenu membre de la Coopérative d'Abitibi-Ouest à son arrivée dans la région en 1949, confirme que pour la majorité des ruraux 100 \$ représentait beaucoup d'argent. M. B. ajoute cependant que les ruraux étaient prêts à payer ce montant, car ils voulaient l'électricité. Nous saisissons l'occasion pour remercier M. B., rencontré au cours de l'automne 2003 et avec lequel nous avons eu une conversation sur les coopératives d'électricité en Abitibi dans les années 1950.

En octobre 1947, 19 coopératives d'électricité sont actives sur l'ensemble du territoire québécois¹⁶. Elles regroupent 9 565 membres. Collectivement, ils ont souscrit, lors de la signature, pour 741 100 \$ en capital social, ce qui représente une moyenne de 77,48 \$ par coopérateur. Le capital social payé à ce moment s'établit alors à 58,71 \$ en moyenne.

Dans certaines coopératives, la différence entre l'engagement et l'investissement réel n'est pas très importante (environ 10 \$ à Sacré-Cœur et à Saint-Donat). Ailleurs, toutefois, elle égale ou même dépasse les 50 \$. C'est le cas à Havre-Saint-Pierre, où les sociétaires ont souscrit 105 \$ chacun, mais n'ont payé que 43 \$; à Saint-Cyrille-de-Wendover (38 \$ par membre sur 92 \$) et à la Rédemption (51 \$ sur 100 \$). Et à Barnston, aucun membre ne s'est acquitté de sa dette (220 \$ chacun) envers la coopérative. L'exemple de Barnston ne doit cependant pas nous faire croire que la souscription d'un grand nombre d'actions entraîne nécessairement son non-paiement. À Austin, par exemple, les sociétaires ont presque entièrement réglé leur dû, soit 127 \$ chacun¹⁷. Enfin, et cela se comprend aisément, une souscription modeste se traduit le plus souvent par un paiement rapide et complet. Quatre des cinq coopératives¹⁸ (sur 19)

¹⁶ Le tableau des coopératives en activité en octobre 1947, préparé par l'Office, ne fournit pas le capital social souscrit et payé par membre, ni de moyennes pour les 19 coopératives. Il présente plutôt les totaux par coopérative. Les informations fournies dans cette partie de chapitre sont donc tirées de nos calculs, à partir des chiffres fournis par l'OER, c'est-à-dire : le nombre de membres, le capital social souscrit et le capital social payé, par coopérative. ANQ, fonds OER, E80/169, document n° 600-S-2, *Statistiques de l'Office* (1945 - décembre 1950) (Volume 1). Dix-sept coopératives de ce tableau ont été fondées en 1945. Celle de Saint-Valérien l'a été en décembre 1944 et celle de Saint-Donat, en août 1946.

¹⁷ En moyenne, les membres ont chacun payé 110 \$ sur les 127 \$ souscrit. Calculs de l'auteure, *ibid.*

¹⁸ À la coopérative de Bonaventure, les 1 755 membres ont entièrement payé les parts sociales souscrites (une moyenne de 51,64 \$ payé pour 51,86 \$ souscrit). C'est aussi le cas à

qui ont entièrement perçu le capital social de leurs membres en 1947 sont ainsi celles où les sociétaires s'étaient engagés, en moyenne, pour moins de 75 \$ chacun.

Il faut également garder à l'esprit que ces données agrégées dissimulent fort probablement un nombre appréciable de cas de sociétaires qui n'ont encore rien versé, ce qui a un impact non négligeable sur la moyenne des parts sociales payées. En fait, comme l'atteste le bilan d'octobre 1947, les ruraux qui désirent devenir membres de la coopérative, mais qui ne disposent, pour se lancer dans l'aventure, que de leur volonté et d'une poignée de dollars sont très nombreux. Au total, les trois quarts des 19 coopératives actives à ce moment n'ont pas réussi à recueillir les montants souscrits ; et pour quatre d'entre elles, les sommes payées ne représentent pas même la moitié du capital souscrit. Pourtant, les coopératives ont un besoin impérieux de fonds réellement investis par les sociétaires. Ce sont ces investissements qui permettent d'acquérir les premiers équipements et matériaux. Qui plus est, la constitution d'un patrimoine conséquent est un préalable à l'octroi d'un prêt de l'Office. Heureusement, les administrations locales disposent de sources de financement complémentaires ; les caisses populaires, tout particulièrement, viennent en aide aux coopératives d'électricité.

2. Le recours à d'autres sources de financement : la débrouillardise locale

Pour bien comprendre l'importance stratégique du paiement du capital social par les membres, il faut rappeler en effet que le financement de l'État (les prêts de l'Office)

Lac-Supérieur (74 \$ payés, pour 50 \$ souscrit), à Mont-Rolland (61,05 \$) et à Gaspé-Sud (49,93 \$). À Montcalm Nord, il reste un petit solde moyen de 2,50 \$ par sociétaire. *Ibid.*

ne devient accessible aux coopératives qu'une fois qu'elles ont amassé une partie des sommes nécessaires aux travaux d'électrification. Jusqu'en 1948, les investissements en capitaux propres devaient atteindre au moins 25 % du total des besoins¹⁹. Celles qui ne parviennent pas à recueillir leur part dans des délais raisonnables — et elles sont nombreuses comme nous venons de le voir — se retrouvent dans une impasse : elles ne peuvent contracter de prêts de l'OER, et conséquemment, ne peuvent débiter les travaux de construction du réseau. Plusieurs sociétés, comme nous le démontrerons maintenant, surmontent cette difficulté en ayant recours à d'autres sources de financement : les institutions financières locales et les particuliers.

La possibilité de faire appel aux fonds des caisses populaires est évoquée dès les premières assemblées des coopératives d'électricité, généralement par les représentants du mouvement Desjardins. Ces derniers s'attendent toutefois à ce que les sociétaires fassent d'abord leur part. Le secrétaire de la coopérative du Témiscamingue résume ainsi ce que M. Mackay, l'aide-inspecteur en chef des caisses populaires pour la région, avait à dire aux ruraux en septembre 1945 :

M. Mackay parle des rapports entre les coopératives et les Caisses populaires, il insiste surtout sur la nécessité pour les membres des coopératives d'acquitter leur capital souscrit immédiatement afin que leur coopérative puisse, dès le début, avoir l'argent dont elle a besoin. Ensuite les Caisses Populaires pourront faire des avances à la coopérative, s'il y a lieu. Le sociétaire qui a payé son capital social s'intéressera davantage à la bonne administration de sa coopérative.²⁰

¹⁹ Voir *infra* note n° 6 sur le changement législatif autorisant l'Office à prêter jusqu'à concurrence de 85 % dans le cas de faibles densités de peuplement (la part de la coopérative est alors réduite à 15 %).

²⁰ Transcription des procès-verbaux de l'assemblée générale de fondation de la coopérative d'électricité du Témiscamingue, tenue le 11/09/1945. AHQ, Fonds F75, *op. cit.*

On retrouve plus ou moins les mêmes considérations dans nombre d'assemblées de fondation. La Loi de l'électrification rurale avait d'ailleurs déjà prévu des dispositions concernant le recours aux fonds des caisses populaires²¹ et cette option est également enchâssée dans les premiers règlements des coopératives²². Aussi, les dirigeants des coopératives sont-ils bientôt nombreux à y recourir .

Les coopératives contractent des prêts auprès d'institutions financières pour deux principales raisons. L'emprunt sert d'abord à compléter le montant minimum de capital social requis pour être éligible à un prêt à l'OER. Par ailleurs, si le capital social satisfait déjà aux critères de l'Office et qu'une requête officielle lui a été acheminée, l'emprunt de source locale sert alors à entreprendre les travaux de construction du réseau, en attendant le versement des fonds de l'OER. La coopérative peut ainsi acheter des matériaux (poteaux, fils, haubans, etc.) et rémunérer les personnes affectées au creusage des trous des poteaux, par exemple, ou encore, les premiers hommes de ligne. Dans les deux cas, les caisses populaires et les banques jouent indéniablement un rôle majeur et elles n'hésitent pas à consentir des prêts assez importants. Mais dans quelle mesure peut-on faire confiance à ces toutes nouvelles sociétés ? Le fait que les sommes empruntées aux établissements financiers soient garanties par les billets de parts sociales²³, signés par les membres, et, indirectement, par les prêts de l'Office,

²¹ L'article 61 de la Loi de l'électrification rurale précise que les caisses populaires sont autorisées à faire des prêts aux coopératives. Il n'est pas fait mention de banques.

²² Ils laissaient alors au bureau de direction le soin de fixer les détails.

²³ Tout membre qui ne souhaite pas payer ses parts sociales en un seul versement doit signer un « billet », soit un document officiel par lequel il s'engage à acquitter ses parts dans un délai prédéterminé, variable selon la coopérative.

lesquels arriveront incessamment, joue certainement en faveur des coopératives d'électricité.

Penchons-nous sur un cas, celui de la société de Saint-Cyrille-de-Wendover, près de Drummondville, pour illustrer toute l'importance du réinvestissement de l'épargne locale dans les coopératives d'électricité. À Saint-Cyrille-de-Wendover, comme dans plusieurs autres sociétés, les premières années sont difficiles. La coopérative n'a pas reçu de prêt de l'Office en 1945, et celui de 1946 ne s'élève qu'à 5 700 \$, le maximum que l'OER pouvait accorder, car les parts sociales tardent à être payées. À la fin de 1947, elle n'a toujours pas réussi à recueillir le capital nécessaire à l'obtention d'un prêt de l'OER qui couvrirait entièrement le coût des travaux de construction engagés²⁴. La coopérative a pourtant déjà déboursé plusieurs milliers de dollars pour acheter du matériel de ligne. Au cours de ces années, c'est la caisse populaire de la paroisse qui prête les fonds nécessaires pour compenser le capital social manquant (11 %)²⁵ et qui permet ainsi de lancer les travaux. Les résultats ne se font pas attendre : dès la fin de 1946, la coopérative a 30 milles de lignes en construction (1,8 mille additionnel est

²⁴ La coopérative n'a reçu aucun prêt de l'OER en 1945. En 1946, l'OER lui avance 5 700 \$ et l'année suivante, 45 937 \$. Les coopérateurs doivent donc fournir 12 909 \$ pour atteindre le 25 % réglementaire. En octobre 1947 (date du bilan de l'OER) les parts sociales payées (6 950 \$) n'en représentent que 14 %. Nous reviendrons plus en détail sur le fonctionnement du financement de l'OER (avance versus prêt) dans la section suivante de ce chapitre.

²⁵ Le total des prêts de la caisse populaire au cours de l'année s'étendant du 1^{er} janvier 1946 à octobre 1947 (date du bilan de l'OER sur les parts sociales payées) est de 10 800 \$. Si on additionne ce montant aux parts sociales payées (6 000 \$), la somme (17 750 \$) est plus que suffisante pour couvrir la part de la coopérative (12 909 \$). *PV dir.* des séances du 30/12/1945, 14/09/1946, 08/02/1947 et du 07/07/1947. Il faut ajouter un prêt de 14 000 \$ que le président était autorisé à contracter, mais pour lequel nous n'avons pas de confirmation avant 1948. On souligne à au moins deux reprises que le prêt : « servira à payer les factures passées dues pour la construction de la ligne et le matériel de brochage. » Un autre emprunt de 5 000 \$ à la caisse populaire est comptabilisé en novembre 1947, mais il n'a pas été pris en considération pour établir le rapport avec les parts sociales parce qu'il est contracté après octobre 1947, date du bilan de l'OER.

terminé) et 20 autres sont en projets²⁶ (c'est-à-dire que les plans sont prêts et que les droits de passage ont été obtenus).

L'Office lui consent un prêt plus important en 1947 (45 937 \$), mais la coopérative contracte tout de même quatre nouveaux emprunts auprès de la caisse populaire locale au cours de cette même année et de la suivante²⁷. Au total, la caisse populaire, sans doute confiante, fournit presque 21 000\$ dollars²⁸ à la coopérative de Saint-Cyrille-de-Wendover au cours de ses trois premières années d'existence, ce qui représente un peu plus du quart des montants nécessaires à la construction de son réseau. Malgré l'importance de cette somme et la petite taille de l'entreprise d'électricité (elle n'a pas encore 400 membres en 1948²⁹), la dette est entièrement remboursée dès 1953³⁰. Les fonds de la caisse populaire de Saint-Cyrille-de-Wendover ont ainsi pu jouer un rôle majeur dans le développement de cette coopérative. Non seulement ont-ils complété le capital social, insuffisant pendant plusieurs années, mais ils ont également permis de composer avec la lenteur de l'Office de l'électrification

²⁶ Fin 1946, 1,8 milles de lignes sont déjà terminés. Un an plus tard, la coopérative possède 27 milles et six de plus sont en construction. *RA OER, 1946 et 1947.*

²⁷ Le prêt de 1948 ne vise simplement qu'à consolider les prêts antérieurs. La coopérative emprunte 14 000 \$ à sa caisse « en règlement de tout ce que nous devons encore à la Caisse Populaire. » Ce prêt consolidé est remboursable à raison de 150 \$ par mois « au moins et plus lorsque nos finances le permettront. » *PV dir., 03/03/1948.*

²⁸ *PV. dir., Saint-Cyrille-de-Wendover, RA OER et Comptes publics de la province de Québec, années concernées.*

²⁹ En 1947, elle a 181 membres et l'année suivante, 367. *RA OER, années concernées.*

³⁰ Selon la liste mensuelle des comptes à payer, 150 \$ (ou plus selon les périodes) vont au « remboursement prêt à la Caisse Populaire ». Ce paiement disparaît en août 1953 et les procès-verbaux du bureau de direction mentionnent la fierté des dirigeants d'avoir rempli leurs obligations. La disparition de cette dette dans les rapports annuels financiers de la coopérative confirme le paiement. La dernière mention figure dans le rapport de 1952 ; il restait alors un solde de 2 800 \$. *RA financiers des coopératives, ANQ, fonds OER, E80/160, document n° 202, Saint-Cyrille-de-Wendover.*

rurale³¹, alors en pleine période d'organisation, lequel n'est pas toujours en mesure d'autoriser des prêts au cours de ses premiers mois d'existence. En fait, n'eût été des sommes avancées par la caisse populaire, la construction des lignes aurait été considérablement ralentie. Et ce constat vaut pour plusieurs autres coopératives. Les trois quarts³² des coopératives des Cantons-de-l'Est utilisent en effet sensiblement les mêmes stratégies financières que celle de Saint-Cyrille-de-Wendover pour lancer leurs travaux. Les raisons pour lesquelles les sociétés font appel aux institutions financières sont aussi semblables. Certaines peinent à réunir le capital social de base, alors que d'autres souffrent plutôt des lenteurs administratives de l'OER à ses débuts.

La Coopérative d'électricité de Brigham offre un exemple particulièrement éclairant des conséquences des retards occasionnés par le déploiement de l'OER³³. La jeune entreprise tente d'amorcer très rapidement les travaux d'électrification en faisant préparer ses propres plans au cours du printemps 1945, alors que l'Office souhaite d'abord faire sa propre étude. Mais voilà, son personnel n'est pas disponible, ce qui risque de compromettre le début des travaux. Les directeurs de la coopérative envoient plusieurs lettres et télégrammes à l'OER au cours du printemps et de l'été 1945 pour réclamer la venue d'un représentant (qui lancera l'étude), mais tous demeurent sans

³¹ Il faut comprendre ici que les coopératives étaient quelques fois prêtes à débiter la construction de leurs réseaux bien avant que l'Office ait terminé d'élaborer ses règles de fonctionnement et ses pratiques.

³² Cinq coopératives sur sept pour lesquelles nous avons analysé en détail les finances.

³³ Dans son cas, il semble que des pourparlers en cours avec Southern Canada Power soient aussi en partie responsables des difficultés de la coopérative à recevoir des prêts de l'OER. Peut-être l'Office attend-il d'avoir terminé ses négociations avec SCP avant de prêter à la coopérative ? La correspondance échangée entre P. T. Davis et Thomas Tremblay révèle en effet que la Coopérative de Brigham fait partie de négociations qui perdurent jusqu'en 1947. Revoir le chapitre trois de cette thèse à ce sujet.

réponse. Les plans, estimations et devis préparés par les comptables et les techniciens de l'Office sont pourtant un préalable, étant donné que c'est grâce à eux que l'OER peut évaluer le coût des travaux et fixer ensuite le montant du prêt qu'il consentira. Devant la lenteur de l'Office à envoyer son personnel et, conséquemment, à débloquer les fonds, les directeurs deviennent en fait si exaspérés qu'ils vont quérir Guy Daignault (le propagandiste-organisateur de l'OER) jusque chez lui³⁴ ! Les plans de l'Office seront finalement prêts à l'automne 1945.

Entre-temps, les dirigeants de la coopérative ne demeurent pas inactifs. Afin d'atténuer les conséquences de ce délai, ils se munissent de leurs propres plans et, en ayant abondamment recours au financement local, ils démarrent les travaux. L'utilisation des ressources financières du milieu est plus intensive encore qu'à Saint-Cyrille, car la coopérative met à contribution des banques, des entreprises privées et même des particuliers.

Pour financer ses activités, la coopérative fait largement appel, jusqu'en 1948-49, aux capitaux de la Banque Canadienne nationale à Brigham, de l'entreprise James Dymond et fils et aux épargnes personnelles de son président et de ses directeurs. À l'instar de Saint-Cyrille-de-Wendover, les sommes empruntées entre 1946 et 1948 sont importantes³⁵ : 35 800 \$ au total de la Banque Canadienne nationale, 3 600 \$ des

³⁴ Après de multiples lettres et télégrammes demeurés sans réponse, le président de la coopérative, M. Côté, décide de se rendre directement chez G. Daignault, à Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville. *PV. dir.* 10/09/1945. Le propagandiste de l'OER se présente à l'assemblée générale de la coopérative, en octobre 1945.

³⁵ Elles le sont sans doute davantage encore, car les emprunts qui ont seulement été autorisés par le bureau de direction, sans confirmation officielle par la suite, n'ont pas été comptabilisés. Par exemple, le 17 septembre 1947, le bureau de direction autorise un emprunt jusqu'à concurrence de 10 000 \$ et le 3 décembre, il en autorise d'autres, sur 12 mois, à 5 %

directeurs et 2 000 \$, qui proviennent de la compagnie privée³⁶. Les fonds ainsi obtenus sont immédiatement investis dans l'achat de matériaux ou versés en paiement des engagés qui travaillent à la construction du réseau. En outre, ils assurent le fonctionnement quotidien de la coopérative, puisqu'elle n'a pas encore de revenus de vente d'électricité et que l'aide financière de l'État tarde à arriver³⁷.

En vérité, les dirigeants de Brigham se montrent très astucieux dans la gestion des emprunts de source privée. Ils mettent en commun toutes les ressources et les utilisent concurremment ou alternativement. La stratégie pourrait se résumer ainsi : les délais pour obtenir un prêt de l'OER paraissent trop longs, et l'on se tourne donc vers la banque, qui accepte de prêter un premier 14 000 \$. Cependant, comme les emprunts bancaires ne se règlent pas non plus sur le champ, les directeurs avancent à la coopérative les sommes nécessaires pour patienter jusqu'à la réception du prêt de la banque, qui lui, sera remboursé par celui de l'Office³⁸. La confiance du milieu d'accueil en la nouvelle coopérative se révèle fondée, car la société de Brigham n'éprouve pas de problèmes à honorer ses engagements. Déjà, en 1948, elle a

d'intérêts. Ces emprunts sont ensuite suivis de deux autres : un de 800 \$ et un autre de 2 000 \$. *PV. dir., 1947 et 1948.*

³⁶ *Emprunts à la Banque canadienne nationale*, selon les PV directeurs du 13/09/1946 : 14 000 \$ et le 23/05/1947 : 15 000\$. L'entreprise de Dunham prête 2 000 \$ en janvier 1948 (*PV dir., 17/03/1948*).

³⁷ La résolution suivante du bureau de direction, adoptée le 25 octobre 1946, est révélatrice : « On a résolu d'envoyer à l'Office de l'Électrification rurale toutes les factures de la coopérative et de lui demander de prêter à la coopérative selon le 75 % prévu par la loi ». *PV dir., 25/10/1949.*

³⁸ La coopérative emprunte du président la somme de 2 500 \$; de R. N. (directeur) la somme de 600 \$ et d'un autre directeur, la somme de 500 \$ pour payer les poteaux. « Ceci, en attendant l'emprunt de 14 000 \$ de la banque. » *PV. dir., 23/05/1947.*

remboursé 6 800 \$ à la banque et les prêts des directeurs, tout comme celui de James Dymond, sont en voie d'être payés.

D'autres coopératives utilisent, à divers degrés, et avec un succès analogue, sensiblement les mêmes stratégies financières que Brigham pour démarrer l'érection de leur réseau³⁹. Celle de Stanstead emprunte à des particuliers au cours de sa première année d'existence⁴⁰, alors qu'à Canton de Magog⁴¹ et à Saint-Valérien-de-Shefford⁴², on met à profit les prêts d'individus et ceux d'institutions financières. Toutes ces coopératives parviennent à rembourser leurs emprunts. Cette mise en commun des ressources financières locales permet, dans tous les cas, d'entreprendre rapidement les travaux de construction des réseaux. À peine trois ans après sa fondation, la

³⁹ Rappelons que la ligne de la coopérative de Compton Station a été entièrement construite avec des fonds provenant de la caisse populaire de la paroisse. *PV dir.*, 01/12/1938 : Le président et le secrétaire sont autorisés à aller négocier un emprunt à la Caisse populaire pour la construction de la ligne. *PV dir.*, 08/03/1939 : Le président est autorisé à emprunter suffisamment d'argent de la Caisse populaire pour achever de payer le coût de ladite ligne, *PV. dir. Compton Station, op. cit.*

⁴⁰ Le rapport financier annuel de 1948 de la coopérative comptabilise un montant de 9 390 \$ pour « emprunts de particuliers ». Le rapport ne fournit cependant pas d'autres détails et les procès-verbaux du bureau de direction n'apportent pas plus de précision.

⁴¹ Entre 1945 et 1948, la coopérative contracte des emprunts à la Banque Canadienne de Commerce (3 358 \$), à la caisse populaire de Magog (1 000 \$) et à des particuliers (4 500 \$). En 1952, il reste un solde de 2 500 \$ sur les prêts des particuliers (total de 4 500 \$). *Rapports financiers annuels de la coopérative*, années concernées.

⁴² En juillet 1945, les directeurs de Saint-Valérien-de-Shefford s'engagent à payer les dépenses pour le mois d'août et le salaire du gérant « dans l'intérêt absolu de la coopérative ». *PV dir.*, 31/07/1945. Les prêts les plus importants contractés par la coopérative sont les suivants. Le 11/09/1945 (alors la coopérative de Saint-Valérien-de-Milton) : « Pour assurer la bonne marche de la coopérative, le président et le secrétaire sont autorisés à emprunter de l'argent de particuliers à un taux d'intérêt n'excédant pas 4,5% » ; le 22/12/1945 : « On empruntera de l'argent à la CAISSE POPULAIRE pour la bonne marche de la coopérative, à condition que le taux d'intérêt ne dépasse pas celui de la banque », on emprunte alors 2 000 \$; le 20/07/1946 : emprunt de 5 000 \$ à la caisse populaire de Roxton Falls ; le 19/10/1946 : 2 000 \$ à la caisse populaire de Saint-Valérien et 2 000 \$, emprunté de M. Alcide G. *PV. dir., séances concernées*. La coopérative rembourse, dès 1947 et 1948, une partie des sommes empruntées : 2 000 \$ à M. A. G., avec les intérêts (*PV dir.*, 07/02/1947) et 1 500 \$ à M. A. L. (*PV dir.*, 12/04/1948).

Coopérative de Magog, par exemple, possède déjà 128 milles de lignes électrifiées alors que son réseau en comptera un peu plus de 170 lorsqu'il aura atteint son déploiement maximal.

Au contraire, les coopératives qui n'ont pas recours au financement local pour lancer leurs activités en attendant les prêts de l'Office, ou pour compenser l'insuffisance de capital social, patientent parfois quelques mois, voire quelques années, avant de pouvoir ériger les lignes électriques tant attendues. La coopérative de Barnston, particulièrement, fondée en 1945, éprouve de grosses difficultés à percevoir les parts sociales. En 1947, aucun membre ne s'est encore acquitté de sa dette, même si chacun s'était engagé pour 220 dollars. La société n'a pourtant pas recours au financement local pour atténuer l'impact de ce manque de fonds. C'est pourquoi elle est contrainte d'attendre sa fusion avec la nouvelle coopérative de Stanstead, au printemps 1948, pour que les travaux débutent réellement. Le cas de Barnston est assez représentatif des problèmes qui surgissent en l'absence de financement local. Certaines circonstances particulières compliquent toutefois davantage la situation de cette coopérative. Des pourparlers entre l'OER et Southern Canada Power immobilisent, pratiquement, les travaux, car on ne sait pas encore qui, de la coopérative ou de la compagnie, construira les lignes électriques pour desservir la paroisse⁴³. Par ailleurs, la pénurie de personnel technique à l'OER entraîne des retards dans la préparation des rapports d'estimation des coûts. Or, contrairement à d'autres dans la même situation, la

⁴³ Sur cette question, se référer au chapitre 2.

coopérative ne fait pas préparer ses propres relevés⁴⁴. À la décharge de celle-ci, il faut toutefois préciser qu'elle ne se trouvait certainement pas parmi les priorités à l'agenda de l'OER et l'on comprendra aisément que celui-ci tarde à envoyer un technicien ou un propagandiste pour aider une coopérative qui ne compte que 14 membres alors qu'il risque fort de devoir lui proposer la fusion avec une société voisine⁴⁵.

Ainsi, en plus des problèmes propres à chaque société — telle la perception des parts sociales — les coopératives qui démarrent rapidement se butent-elles au tâtonnement organisationnel de l'Office et à ses efforts de contingentement. Les coopératives des Cantons-de-l'Est, majoritairement fondées avant 1946, font partie de cette catégorie, ce qui les oblige, comme nous venons de le voir, à faire preuve d'initiative et de débrouillardise.

Mais il y a encore autre chose à découvrir pour expliquer la situation particulière des coopératives des Cantons-de-l'Est, et leur recours quasi généralisé au financement local. À sa fondation, l'Office n'avait pas retenu la région parmi ses priorités et cela a des répercussions sur les services et le soutien qu'il offre aux coopératives. Dans presque toutes les sociétés des Cantons-de-l'Est, en effet, les délégués de l'OER ne sont pas très présents au cours des premières années⁴⁶. Les directeurs de Brigham et de Saint-Valérien-de-Shefford le déplorent d'ailleurs à de nombreuses occasions. La

⁴⁴ Il faut dire que cette coopérative est toute petite (14 membres lors de sa fondation).

⁴⁵ L'organisme tente, comme nous l'avons démontré dans le deuxième chapitre, de limiter le démarrage des trop petites sociétés. Sur les 38 coopératives fondées par moins de 30 membres, 11 seront fusionnées avec une ou plusieurs autres coopératives et seulement six (dont celle d'Austin dans les Cantons-de-l'Est) deviendront actives.

⁴⁶ Selon les relevés des présences aux assemblées générales et aux assemblées des directeurs des coopératives. *Procès-verbaux des assemblées générales et PV dir.*

situation contraste grandement avec ce qui prévaut dans le Nord-Ouest ou en Gaspésie, régions jugées prioritaires par l'OER. Pour les coopératives de ces zones, l'Office dispose de personnel et il prête rapidement son assistance, autant technique que financière. À la Coopérative d'électricité de Gaspé-Sud ou à celle du Témiscamingue, fondées comme d'autres dans les Cantons-de-l'Est en 1945, les ingénieurs et les techniciens de l'OER sont présents dès les premières assemblées générales et ils s'attaquent avec diligence à la préparation des relevés, plans et estimations qui mèneront au début des travaux.

C'est ainsi que la société du Témiscamingue parvient à construire 250 milles de lignes au cours de 1946 et 1947, en ayant exclusivement recours aux prêts de l'OER, qui met à sa disposition plus de 500 000 dollars⁴⁷. La coopérative n'a donc aucunement besoin du capital local pour construire son réseau⁴⁸. Le cas de cette coopérative est fort intéressant, car il révèle l'ampleur des ressources mises à la disposition de l'OER par l'État. Ces 500 000 \$ ne représentent en fait qu'un peu plus de 4 % de ce que l'État a

⁴⁷ Précisément 509 065 \$. *RA OER et Comptes publics*, 1945-46. Les procès-verbaux des bureaux de direction et les rapports financiers annuels confirment l'absence de prêt extra-OER au début de ses activités.

⁴⁸ La coopérative contracte un seul prêt de sa caisse populaire, en juillet 1947, non pas pour ériger des lignes, mais pour assurer son fonctionnement entre deux versements de l'Office. Le prêt est de 33 000 \$. *PV dir.*, 12/07/1947. Les procès-verbaux du bureau de direction du 03/11/1947 disent que le gérant est autorisé à le rembourser. Cependant, le rapport financier annuel de la coopérative, préparé par les comptables de l'OER, souligne que la coopérative doit encore 13 000 \$ en 1949. Il disparaît du bilan l'année suivante. *Rapports annuels financiers préparés par l'OER, années concernées*. Les procès-verbaux du bureau de direction n'abordent pas le sujet ; le rapport financier annuel de 1949 préparé par l'OER contient la mention suivante : emprunts de particuliers : 1 100 \$ et emprunts de sociétaires : 17 537 \$. Ces notes disparaissent ensuite des rapports financiers, nous laissant présumer que les prêts ont été remboursés.

confié à l'organisme pour électrifier le monde rural par l'entremise de coopératives⁴⁹. À partir de 1946, les millions sortent des coffres de l'État pour se diriger à la campagne. La prochaine section de chapitre s'attarde à l'analyse du financement des coopératives d'électricité par l'Office.

3. Le rôle essentiel de l'Office de l'électrification rurale⁵⁰

Débordé par les demandes d'aide de dizaines de collectivités rurales, l'OER doit d'une part apporter son soutien financier aux nouvelles coopératives et, d'autre part, lancer des travaux d'électrification de grande envergure, qui impliquent des études de coûts et des analyses de marché⁵¹. Concurrément, l'OER doit veiller au développement du système coopératif dans son ensemble ; fondations, règles de fonctionnement, paiement du capital social, etc. Nous avons montré précédemment que cette situation d'effervescence et même d'urgence oblige l'Office à concentrer ses effectifs encore réduits sur quelques sociétés, contraignant les autres, si elles veulent démarrer malgré une assistance moindre, à préparer des plans, à s'adjoindre des

⁴⁹ Lors de la création de l'OER, le gouvernement a mis 12 millions de dollars à sa disposition. 9,94 millions ont été dépensés fin 1949, la majeure partie de ce montant (6,4 millions) en prêts et avances aux coopératives. *RA OER, 1945-1949*. Les fonds alloués à l'OER proviennent du gouvernement du Québec.

⁵⁰ Il faut noter que tous les prêts et toutes les avances consentis à l'ensemble des coopératives d'électricité entre 1945 et 1964 ont été saisis et analysés. Il en va de même pour les états financiers de l'Office de l'électrification rurale, provenant des Comptes publics de la province de Québec, 1948-1965. L'analyse qui suit repose principalement sur les comptes publics de la province de Québec, auxquels ont été ajoutés, pour avoir une vue d'ensemble, les prêts répertoriés dans les premiers rapports annuels de l'OER. Les rapports annuels et les procès-verbaux de l'OER ont toutefois servi de base de vérification constante. Voir l'annexe méthodologique 1 pour des explications complètes sur les sources utilisées pour traiter des finances du mouvement coopératif. Nous y abordons également les différences de chiffres entre les comptes publics et les rapports annuels de l'OER.

⁵¹ Ce terme contemporain s'applique sans doute davantage aux entreprises à but lucratif qu'au monde coopératif, mais il rend bien compte de l'esprit de ces analyses de l'OER.

« experts » locaux et à recourir aux prêts de particuliers, de banques et de caisses populaires. Nous allons tenter de voir si cette situation continue de prévaloir après la période d'effervescence des premiers mois. À quel moment le financement de l'OER est-il vraiment disponible ? Pour qui, à quelle hauteur et sous quelles conditions ? Les prêts émis répondent-ils aux besoins exprimés par les coopératives ? Plus généralement, essayons de voir dans quelle mesure le financement de l'État est essentiel à l'implantation des coopératives d'électricité au Québec durant l'après-guerre.

3.1. Le cadre général de l'aide financière de l'État aux coopératives

Selon la Loi de l'électrification rurale, l'Office est habilité à consentir des prêts aux coopératives représentant 75 % de la valeur des réseaux, telle qu'établie par l'OER⁵². Les 25 % restant, du moins jusqu'en 1948⁵³, doivent provenir des parts sociales. Comme garantie financière, les coopératives doivent offrir leurs (futurs) réseaux en garantie. Une hypothèque porte cependant sur des actifs, des biens immobiliers, le plus souvent. Or, les coopératives d'électricité fondées à partir de 1945 n'ont encore aucun réseau, immeubles ou matériel à offrir en garantie.

L'Office semble réaliser assez rapidement le non-sens de la situation. Il y remédie en rédigeant, sans doute au cours de l'été 1945, un règlement qui modifie substantiellement les règles du jeu. Les nouvelles exigences sont très précises et les

⁵² *Loi de l'électrification rurale, op. cit.*, article 12 d).

⁵³ Nous l'avons mentionné auparavant : après 1948, la proportion du financement est portée à 85 % dans les cas où le nombre de clients à desservir par mille de ligne est inférieur à six (*Loi 12 Geo VI, chapitre 40, op. cit.*).

tâches qu'elles impliquent sont complexes, du moins pour des non initiés. Le règlement n° 1 de l'OER stipule ainsi, entre autres choses, que la coopérative doit fournir la preuve que ses membres ont souscrit les parts sociales requises, remettre à l'OER une copie des plans et estimations pour toutes les lignes (distribution et transmission), lui fournir également une copie des soumissions et / ou du contrat signé avec l'entreprise qui construira la ligne (si elle est construite à contrat), etc.⁵⁴

En principe, l'OER n'émet une autorisation de construction que lorsqu'il estime que toutes ces conditions sont remplies. En pratique cependant, l'OER dispose d'un moyen pour soutenir financièrement les jeunes sociétés. Il peut consentir en effet des « avances en anticipation de prêt » aux coopératives :

d) [L'OER peut] consentir des prêts aux coopératives d'électricité jusqu'à concurrence de soixante et quinze pourcent de la valeur telle qu'établie par l'Office, des biens affectés à leur garantie ; ces prêts sont garantis par hypothèques sur les immeubles des coopératives et par privilèges sur les biens meubles faisant partie de leurs installations électriques ; Les coopératives se libèrent entièrement de leurs obligations à l'égard de ces prêts en payant à l'Office, pendant trente ans, trois pourcent par année du montant emprunté, par versements semi-annuels égaux et consécutifs ;

⁵⁴ 1- Donner à l'OER la preuve que les membres de la coopérative ont souscrit approximativement une somme représentant 25 % du coût probable de la construction des lignes ; 2- Renseigner l'OER sur le mode de paiement des dites souscriptions ; 3- Remettre à l'OER une copie des plans, [...] des estimés des lignes de transmission et de distribution ; 4- Spécifier de quelle manière les lignes seront construites, soit par contrat ou à la journée ; 5- Lorsque des soumissions seront demandées à des entrepreneurs, remettre à l'OER une liste des dites soumissions avant d'accorder un contrat ; 6- Si la coopérative ne demande pas de soumission, elle devra quand même soumettre à l'Office le projet de contrat qu'elle désire signer avec un entrepreneur ; 7- L'entrepreneur ou le constructeur de la ligne ne devra pas faire partie du conseil d'administration de la coopérative ; 8- Lorsqu'une coopérative décide d'acheter elle-même ses matériaux, les prix payés devront être approuvés par l'Office ; 9- La coopérative devra faire sa demande d'emprunt sur des formules fournies par l'OER ; 10- Lorsque la ligne est construite, la coopérative devra fournir un état détaillé et complet, certifié ; 11- Lorsque la balance du prêt sera payée par l'OER [l'OER ne verse généralement pas l'intégralité du prêt en une seule fois], la coopérative devra signer un acte d'hypothèque conforme à la loi de l'Électrification rurale pour garantir le prêt. *PV OER, 11/10/1945.*

e) [L'OER peut] faire aux coopératives d'électricité, aux conditions qu'il détermine, des avances en anticipation des prêts prévus au paragraphe d) au fur et à mesure de l'organisation de leurs systèmes électriques et de l'exécution de leurs travaux de construction et d'installation.

Dans les faits, avant 1949, comme la conversion en prêt ne peut se faire que lorsque les études techniques sont complétées et que l'hypothèque frappant les actifs est conclue, l'avance sur anticipation de prêt est le seul mode d'aide financière utilisé. À partir de cette date cependant, l'OER cesse de faire des avances pour le financement d'immobilisations⁵⁵. Désormais, l'organisme ne consent des avances aux coopératives que pour leur procurer des liquidités entre deux versements de prêts ou en attendant le paiement des prochaines factures d'électricité des consommateurs.

Quelques exemples vont nous permettre de mieux comprendre comment ce cadre est appliqué selon les contextes.

3.2. Un soutien qui doit s'adapter aux contextes particuliers

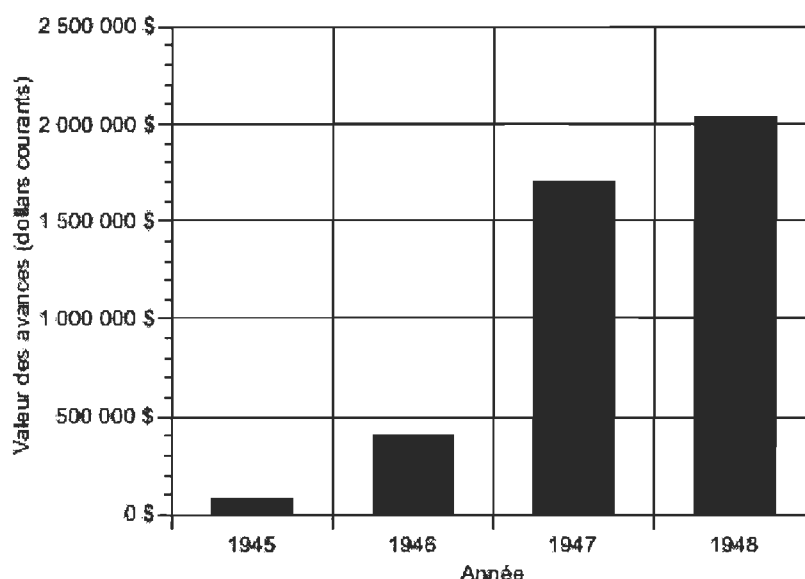
Au cours des années 1945 à 1948, les toutes nouvelles coopératives d'électricité reçoivent plus de quatre millions de dollars de l'OER en avances des prêts en attente (Figure 6)⁵⁶. Et cette aide financière de l'OER débute quelques mois à peine après sa création, alors qu'il consent des avances à quatre coopératives. Parmi celles-ci, une seule coopérative, celle de Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville, a débuté ses travaux (elle a été fondée en 1944). Les autres n'ont aucun actif immobilisé à offrir en garantie de

⁵⁵ Il est intéressant de constater que c'est à partir de cette année que l'OER et les coopératives apparaissent pour une première fois dans les Comptes publics de la province de Québec. Est-ce une exigence du comptable en chef du gouvernement du Québec ? Pourquoi faut-il attendre quatre ans après la création de l'OER ?

⁵⁶ 4 212 532 \$. RA OER, 1945-1948.

prêt. Elles ne possèdent que les parts sociales payées par les membres et les « billets » des ruraux, ces promesses de paiement. Ces bases nous paraissent relativement fragiles, d'autant plus que les membres tardent fréquemment à payer leurs parts sociales. Pourtant, ces quatre premières coopératives reçoivent de l'OER des avances totalisant 81 000 \$ au cours de l'automne 1945⁵⁷.

Figure 6 :
Total des sommes avancées aux coopératives par l'OER, 1945-1948
(en dollars courants)



Compilation de l'auteure selon : *Rapports annuels de l'Office de l'électrification rurale, 1945-1948*

Les quatre premières sociétés à recevoir l'aide financière de l'OER en 1945 sont celles de Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville (40 000 \$), de Saint-Georges-de-Beauce (6 000 \$), de Montcalm Nord (30 000 \$) et de Saint-Valérien-de-Milton (5 000 \$). Nous pensons que l'organisme public les considère plus ou moins comme des expériences pilotes. Saint-Valérien-de-Milton a démarré dès 1944 et nous présumons

⁵⁷ RA OER 1945 et ANQ, fonds OER, E80/169, 600-S-2, *op. cit.*

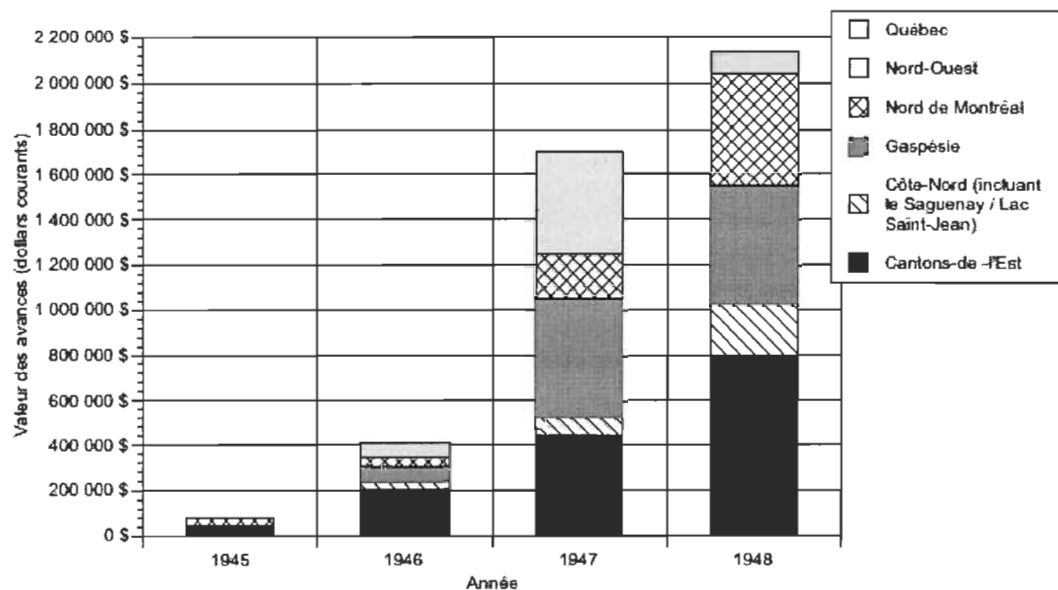
que l'OER veut inciter ces précurseurs à persévérer dans la réalisation de leur projet. C'est aussi le cas pour Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville, laquelle possède déjà quelques kilomètres de ligne. La création de la coopérative de Saint-George-de-Beauce est sans doute le fruit des efforts de promotion d'Albert Rioux et des cercles locaux de l'UCC⁵⁸.

Par la suite, l'OER prête de plus en plus aux coopératives, un peu partout au Québec. Une région se démarque toutefois, durant les premières années qui suivent la création de l'OER, par sa rapidité d'organisation et d'engagement. Il s'agit des Cantons-de-l'Est. À elles seules, les jeunes sociétés de cette région reçoivent 208 835 \$ en 1946, soit la moitié des avances consenties (Figures 7 et 8).

⁵⁸ Nous n'avons pas dépouillé les procès-verbaux de la coopérative de Montcalm Nord, le Nord de Montréal ne faisant pas partie des régions étudiées dans le détail. Peut-être y trouverait-on des traits similaires à ceux des trois autres entreprises pionnières ?

Figure 7 :

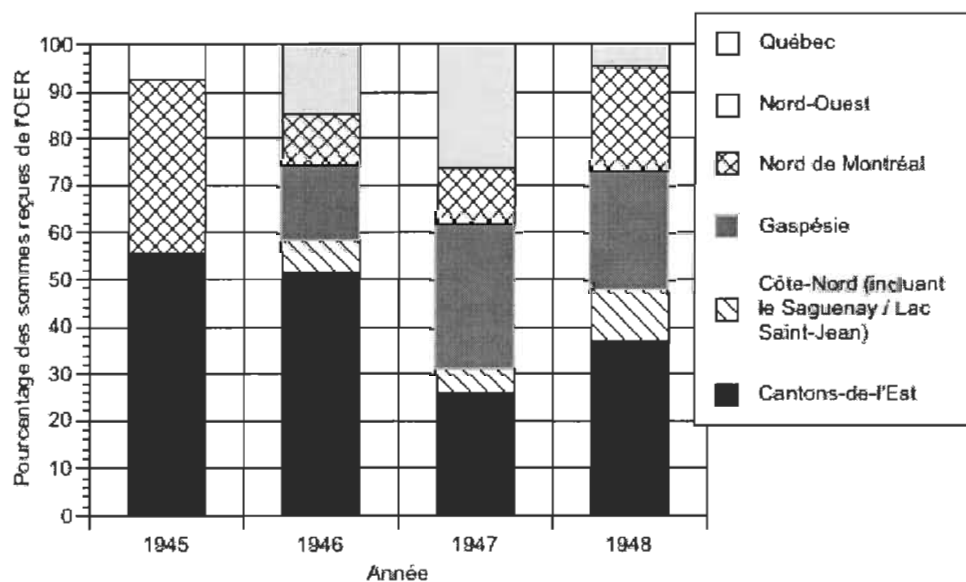
Prêts / avances consentis annuellement par l'OER aux coopératives, 1945-1948
(selon les districts, en dollars courants)



Compilation de l'auteure selon : *Rapports annuels de l'Office de l'électrification rurale, 1945-1948*

Figure 8 :

Proportion des sommes prêtées aux coopératives par l'OER, 1945-1948
(selon les districts, en dollars courants)



Compilation de l'auteure selon : *Rapports annuels de l'Office de l'électrification rurale, 1945-1948*

La prépondérance des Cantons-de-l'Est en ces premières années d'activités est certainement l'un des faits saillants qui ressortent de l'analyse du financement public des coopératives d'électricité. Les sociétés de cette région, comme nous l'avons vu tout récemment, peuvent compter sur les ressources financières du milieu d'accueil (caisses populaires et banques) pour démarrer leurs activités. Devant l'ampleur du financement local disponible, l'OER aurait pu être tenté de réduire son soutien et de privilégier des zones plus fragiles. Or, c'est tout le contraire qui se produit⁵⁹. Cette région fait-elle alors partie des zones jugées prioritaires par l'OER? Ce n'est pas le cas.

L'Office consacre en effet ses tous premiers efforts aux zones les plus mal desservies du territoire québécois. À ce titre, la Gaspésie fait l'objet, dès l'automne 1945, d'études de faisabilité⁶⁰. L'Office mène aussi des enquêtes dans Charlevoix et dans la Beauce. L'année suivante, il continue le travail amorcé en 1945 et prépare des plans d'électrification pour une autre région très peu électrifiée, le Nord de Montréal (les comtés de Labelle, Gatineau et Papineau)⁶¹. Quant aux relevés préliminaires⁶²

⁵⁹ Encore en 1948, les coopératives de ce district reçoivent presque 40 % des sommes (précisément 794 180 \$). Nos calculs selon *RA OER, 1948*.

⁶⁰ Les enquêtes de Chandler et Percé sont en fait effectuées par la Régie de l'électricité, qui vient en aide à l'Office, en août 1945. Les premiers relevés de l'Office sont réalisés dans le comté de Charlevoix (Saint-Fidèle) et dans la Beauce (cinq coopératives possibles), où ce n'est cependant pas l'Office, mais l'UCC qui a fait la promotion du nouveau système d'électrification. *PV OER, 18/08/1945*. L'année suivante, l'Office fait préparer des plans pour l'électrification des comtés de Labelle, de Gatineau et de Papineau. *PV OER, 19/04/1946*.

⁶¹ En 1931, la proportion des fermes du comté de Labelle qui disposent du service de l'électricité est de 6,5 %. À Papineau et à Hull (Gatineau en fait alors partie), à peine 2,9 % sont électrifiées. Quant au comté de Gaspé, les réseaux ruraux de distribution d'électricité y sont quasi inexistants (1,1 % des exploitations agricoles sont branchées). *RDC, 1931*.

⁶² Ces relevés préliminaires diffèrent des plans d'électrification. Ils sont constitués d'informations de base, soit essentiellement le nombre de milles à construire et le nombre de clients potentiels. Ils sont donc différents des plans préparés pour des territoires bien précis comme ceux qui sont mentionnés précédemment dans le texte. Les comtés (ou régions) visités pour établir les relevés préliminaires de 1946 sont les suivants : Matane, Matapédia,

effectués cette même année 1946, ils touchent presque exclusivement des paroisses très éloignées des grands centres, comme celles du Bas-Saint-Laurent ou du Témiscamingue. Un document de l'OER de février 1946 précise d'ailleurs que « deux grands projets retiendront notre attention cette année : ceux des coopératives du Témiscamingue et de Gaspé Sud. [...] Des soumissions seront demandées pour que la construction commence dès que la neige aura disparu »⁶³. Sous la rubrique « divers » de ce même rapport, le président de l'OER, rédacteur de ce mémoire remis à Duplessis, souligne que l'OER construira probablement les réseaux de quelques petites coopératives des Cantons-de-l'Est, « si nous pouvons nous procurer du matériel électrique. »⁶⁴ Il est donc clair que les Cantons-de-l'Est ne constituent pas la priorité du gouvernement et de l'OER⁶⁵. Ce qui explique le nombre relativement limité de relevés et d'études effectués par les spécialistes de l'OER pour les entreprises de cette région.

Or, une planification moins bien préparée se répercute sur les demandes d'aide financière, car lorsque l'Office ne possède pas encore toutes les données qui permettent d'évaluer les besoins financiers des coopératives, il leur consent généralement de

Rimouski, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Beauce, Gaspé Sud, Labelle, Témiscamingue, Saguenay, Lac Supérieur, Sainte-Rose-du-Nord et l'Île-aux-Coudres. *Rapport annuel de l'OER, 1946*.

⁶³ *Op. cit.*, 600-S-2

⁶⁴ *Ibid.*, p. 3. Les pénuries et les restrictions de matériel découlant de la Seconde Guerre mondiale ne sont pas encore totalement disparues.

⁶⁵ Les prêts initiaux de l'OER aux sociétés des Cantons-de-l'Est sont en effet de moindre valeur que ceux consentis aux coopératives d'électricité des autres régions. Si un seul prêt est suffisant pour permettre la mise sur place du réseau de la coopérative du Témiscamingue, il en va autrement pour plusieurs coopératives des Cantons-de-l'Est qui doivent demander plusieurs prêts pour arriver aux mêmes résultats. La coopérative de Saint-Étienne-de-Bolton (fondée en 1946) reçoit d'abord 2 000 \$, puis l'année suivante 45 000 \$ et 120 400 \$ en 1948. Le total représente 44 % du total reçu de l'OER. Quant à Brigham, l'OER lui confie 176 965 \$ entre 1946 et 1948, soit 63 % du total.

petites sommes de départ. C'est le cas en 1945 pour les sociétés de Saint-Valérien-de-Sheffield (5 000 \$), et, en 1946, de Saint-Étienne-de-Bolton (2 000 \$) et de Barnston (649 \$)⁶⁶. Il arrive même que des coopératives situées dans des régions où des plans ont été effectués, ou sont en cours de réalisation, reçoivent une aide de départ. La Coopérative d'Électricité de Papineau-Ouest, par exemple, reçoit un premier prêt de 6 000 \$ en 1946 même si l'Office a fait préparer des plans d'électrification pour ce comté⁶⁷. Puis, à mesure que les informations requises sont disponibles (relevés techniques, notamment), l'OER augmente graduellement la mise. En règle générale cependant, des sommes importantes sont débloquées seulement lorsque l'OER dispose des devis techniques pour évaluer le marché potentiel de l'électricité de même que le coût du réseau et que les taux de souscription et de paiement des parts sociales sont jugés suffisants. Ainsi, les coopératives de Bonaventure (Bas-Saint-Laurent) et du Témiscamingue reçoivent respectivement 318 300 \$ et 449 085 \$ en 1947⁶⁸.

Outre la constitution du capital social (voir plus haut) et la préparation des relevés techniques, un autre facteur doit être pris en compte pour comprendre les mécanismes de soutien mis en place par l'État : le partage du territoire entre coopératives et compagnies privées⁶⁹. Lorsqu'il n'est pas déjà établi, ce partage peut retarder, voire

⁶⁶ RA OER, 1945 et 1946.

⁶⁷ RA OER, 1946.

⁶⁸ Dans le cas de la société du Témiscamingue, ce montant représente plus de la moitié des prêts reçus pendant toute son existence. RA OER et *Comptes publics, années concernées*. Sensiblement le même type de scénario, quoique dans une forme atténuée, prévaut pour la coopérative de Gaspé-Sud, qui reçoit presque 40 % des sommes nécessaires à l'électrification de son territoire entre 1945 et 1948. Elle reçoit 577 806 \$ entre 1945 et 1948 alors que l'OER lui prêtera au total 1,5 million.

⁶⁹ Austin ou Brigham, notamment.

remettre en cause le financement des coopératives par l'OER. Pourquoi, en effet, avancer des fonds à une société qui se sabordera peut-être dans six mois ou un an ?

Ainsi, au cours de ses premières années d'existence, bien qu'il accepte de financer quelques coopératives qui ne possèdent pas d'actifs, l'OER se montre, dans les faits, plutôt prudent dans la gestion de ses fonds. Il faut dire qu'il ne peut compter que sur une douzaine de millions de dollars, tout au plus, pour électrifier une partie significative du monde rural québécois. Rappelons-nous que le gouvernement précédent, celui d'Adélard Godbout, estimait en 1944 que 10 millions allaient être nécessaires à Hydro-Québec pour électrifier les zones rurales encore dépourvues du service électrique. L'OER toutefois ne possède aucune infrastructure, aucune installation de production ni réseau de transport et de distribution à partir desquels prolonger des lignes vers les régions rurales. Dans leur rapport annuel de 1948, les commissaires de l'OER informent le ministre responsable que 7,1 des 12 millions accordés par l'État ont été employés, la majeure partie engagée en prêts aux coopératives (plus de 4 millions)⁷⁰.

* * *

Le monde rural québécois, nous l'avons vu dans un chapitre antérieur, n'a pas hésité avant de se lancer dans l'aventure coopérative et de créer des sociétés par

⁷⁰ Les dépenses de l'OER s'élèvent précisément à 7 152 551 \$ entre 1945 et 1948 et le total des prêts aux coopératives à 4 210 572 \$. Selon le *RA OER, 1949*. Le budget de l'Office est d'ailleurs porté à 15 millions dès 1950 et de nouveau bonifié deux ans plus tard (20 millions). SDQ, *Loi favorisant l'électrification rurale*, 14 Geo VI, 1950, chapitre 6 et 16 Geo VI, 1951-52, chapitre 6. Voir l'annexe 8 pour des détails sur les finances de l'OER. À titre indicatif, précisons qu'entre 1945 et 1963, 23 millions de dollars auront été consentis aux coopératives. Ces sommes comprennent les parts remboursables et non remboursables des coopératives.

dizaines. Ce chapitre nous a permis de constater que cet effort collectif doit se poursuivre bien après la signature de l'acte de fondation. Il en va pour les affaires financières de l'entreprise comme du reste. Individus, entreprises et organismes doivent continuer de s'impliquer activement et imaginer des moyens de financement reposant sur les ressources du milieu. Il est clair que la débrouillardise des premiers coopérateurs et la façon dont le monde rural a contribué, par la souscription et le paiement de parts sociales, et d'autres contributions financières, ont été des facteurs essentiels au démarrage de ces petites entreprises.

Nous avons vu que des institutions financières locales ont accepté de réinvestir l'épargne qui leur a été confiée dans les coopératives par le truchement de prêts. Ailleurs, ce sont certains membres, directeurs et gérants qui contribuent à la formation du capital. Quelques coopératives peinent, bien entendu, à amasser le capital social nécessaire au lancement des travaux. Ces jeunes sociétés parviennent néanmoins, pour la grande majorité, à débiter leurs travaux et, surtout, à obtenir des fonds de l'État.

De même, l'analyse des sommes consenties par l'OER aux coopératives au cours des années 1945 à 1948 a révélé toute l'importance des fonds publics engagés dans l'électrification rurale. Manifestement, l'État ne s'est pas contenté d'autoriser la création de coopératives d'électricité, il a également fourni les moyens législatifs et financiers à l'Office de l'électrification pour qu'il fasse fonctionner ce modèle. Bien entendu, des lacunes ont été soulevées et les ruraux ont réservé quelques surprises aux planificateurs de l'OER. Par son dynamisme précoce, la région des Cantons-de-l'Est, tout particulièrement, a sans doute été quelque peu déstabilisante pour l'Office, déjouant même parfois ses prévisions.

Dans le prochain chapitre, nous verrons comment les coopérateurs sont appelés à jouer un rôle vital dans le développement du système coopératif et à quel point leur impulsion est décisive en plusieurs domaines, notamment en matière de construction des réseaux.

CHAPITRE CINQ

L'EXPLOITATION ET LE FONCTIONNEMENT DE LA COOPERATIVE AU COURS DE LA PERIODE PIONNIERE : L'ESPRIT D'ENTREPRISE DES RURAUX

Les chapitres précédents l'ont bien montré : la mise sur pied des nouvelles coopératives d'électricité apparaît, sans équivoque, comme une responsabilité que les ruraux n'hésitent pas à assumer collectivement dans les activités d'organisation déployées pour fonder puis démarrer les sociétés — avec ou sans l'aide de l'Office de l'électrification rurale — ou par la mobilisation des milieux financiers d'accueil pour réunir le capital de départ. Pour coordonner tous ces efforts et arriver à des résultats, il faut cependant des chefs d'orchestre, capables de structurer des organisations et possédant une certaine vision à long terme de leur développement. Ce sont des hommes « ordinaires », issus des communautés rurales, qui agiront à ce titre.

Qu'ils soient directeurs, gérants ou employés, ces hommes sont déterminés et ils croient en ce qu'ils font. Plusieurs ont, en fait, de grandes ambitions pour leur coopérative et pour l'ensemble des sociétés. Ce chapitre s'attarde donc en grande partie aux dirigeants des coopératives, de même qu'à leur façon de prendre en charge les destinées de leurs sociétés. Nous verrons que les progrès, notables, en matière d'électrification rurale sont les fruits de leurs efforts. Ils ne sont cependant pas seuls.

L'Office de l'électrification rurale, en effet, leur prodigue conseils, capitaux et services techniques. Si l'organisme semble à certains endroits peu présent ou paraît

œuvrer dans l'ombre, ailleurs il est la pièce maîtresse. De toute façon, après des premiers mois plutôt difficiles, il intervient partout davantage dans l'organisation des coopératives et la construction des réseaux. Quelle forme prend l'intervention croissante de l'organisme ? Cette aide est-elle disponible pour l'ensemble des coopératives ? La deuxième partie de ce chapitre s'attarde à ce genre de questions.

1. L'implication des ruraux : la pierre d'assise de la coopérative

Chaque assemblée de fondation de coopérative attire des foules importantes au sein desquelles les membres sont recrutés. Les ruraux qui s'y enrôlent doivent alors signer un contrat d'association et s'engager à acquitter le capital social souscrit. Une fois ces conditions remplies, l'implication du membre dans sa coopérative relève du domaine privé, car chacun peut s'engager à sa façon, selon ses disponibilités et ses aptitudes. Pour la plupart des sociétaires, cela se traduira par la participation aux assemblées générales annuelles de leur coopérative. Les tâches quasi quotidiennes que demande le démarrage des activités de la société puis les travaux d'électrification seront en vérité assumées par une poignée d'hommes seulement¹. Cette section leur est donc consacrée en grande partie, dans le contexte plus large des rapports des ruraux à leurs nouvelles coopératives.

* * *

Derrière toute nouvelle coopérative, il y a une phase d'organisation au cours de laquelle quelques individus se chargent d'obtenir les informations nécessaires auprès de l'Office de l'électrification, telle qu'une copie de la loi, ou des explications sur la marche à suivre, ainsi que les documents officiels nécessaires à la création de la société. Munis de ces renseignements, ils s'efforcent ensuite d'informer les membres de leur communauté des avantages qu'offre la formule coopérative pour électrifier la localité. De leur propre initiative, à la demande des ruraux ou à l'instigation des experts

¹ Se référer à nouveau au chapitre trois.

de syndicats agricoles ou de l'OER, certains organisent des assemblées publiques² au cours desquelles on discute de la faisabilité du projet. Sans doute y explique-t-on les principes de base régissant la formation d'une coopérative d'électricité³. Comme nous l'avons déjà souligné, la formule coopérative n'est cependant pas totalement inconnue puisque le monde rural la connaît déjà, pour l'avoir expérimenté avec les caisses populaires et les coopératives agricoles. Mais, afin d'ancrer davantage dans le concret les mesures prévues par la nouvelle Loi de l'électrification rurale, les organisateurs font souvent état des réalisations antérieures du modèle coopératif.

Il y a, d'abord, les nombreuses caisses populaires et les coopératives agricoles, présentes en milieu rural depuis plusieurs années déjà, qui sont données en exemple⁴ pour bien marquer que le système coopératif est un outil approprié et viable pour doter le monde rural en commodités et services. Les précédents dans le domaine de la

² À Saint-Cyrille-de-Wendover, on tient des réunions en octobre et en novembre 1945, alors que la coopérative est officiellement fondée en décembre. *Minutes des assemblées générales de la coopérative de Saint-Cyrille-de-Wendover, op. cit.*. À Saint-Valérien-de-Milton, ce sont les agriculteurs qui ont demandé à obtenir des informations : « Pour répondre à une demande d'un groupe de cultivateurs de la paroisse, M. Saint-Denis, agronome régional du district n° 10 tenait une assemblée de cultivateurs... » *Minutes des assemblées générales de la coopérative d'Électricité de Saint-Valérien-de-Milton*, 28/11/1944.

³ Le contenu exact des allocutions faites aux membres pour expliquer le mode de fonctionnement de la future coopérative d'électricité de même que le niveau de connaissance concrète des ruraux du mouvement coopératif sont hélas extrêmement difficiles à saisir. Les sources, en effet, ne contiennent que peu de transcriptions détaillées des explications fournies aux futurs sociétaires ou des questions qui sont alors posées, lors des assemblées tenues avant la fondation de la coopérative.

⁴ Les dirigeants des coopératives sont parfois directement issus du monde coopératif agricole. Émilien Bégin, par exemple, qui sera président puis gérant de la coopérative d'électricité d'Abitibi-Ouest aurait fondé le mouvement coopératif agricole de Palmerolle. Il a également été secrétaire-trésorier pour la commission scolaire et la municipalité de Palmerolle, et maire et préfet de comté. D'autres coopératives, comme celle de Saint-Cyrille-de-Wendover, démarrent grâce à l'appui de l'UCC.

distribution coopérative d'électricité sont également mis à profit. Le cas américain⁵, la petite coopérative de Compton Station et celle, récemment fondée, de Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville⁶ — toutes deux instituées sous la Loi des sociétés coopératives agricoles⁷ — constituent des références en la matière. Cette dernière est souvent citée en exemple par les initiateurs au cours des réunions organisées à partir du printemps 1945 pour discuter de la formation d'une coopérative d'électricité, ou au cours des premières assemblées générales⁸. Ils décrivent les réalisations de la coopérative de Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville⁹, ou, mieux encore, les gens qui s'étaient directement rendus sur place pour s'informer rapportent ce qu'ils ont vu et appris. La bonne nouvelle se répand rapidement dans les campagnes : oui, le modèle semble fonctionnel. Et comme toute bonne nouvelle, certains se chargent de la porter.

Un peu partout au Québec, des individus deviennent ainsi, par l'entremise des assemblées publiques, des « vecteurs de communication » qui diffusent dans le monde rural leur compréhension grandissante du projet des coopératives d'électricité. Poussant plus loin leur volonté de faire connaître le nouveau plan d'électrification,

⁵ L'agronome de comté, M. Saint-Denis, semble particulièrement au fait de la situation américaine. Dans une allocution à l'assemblée générale de la coopérative de Saint-Valérien-de-Milton, il traite notamment du sujet des tarifs américains. *Minutes des assemblées générales de Saint-Valérien-de-Milton*, 06/12/1944.

⁶ Guy Daignault, son secrétaire-gérant, semble être une référence en la matière, et ce, avant même de devenir propagandiste de l'Office. Avant son entrée en fonction, il se déplace à l'occasion pour assister aux assemblées de fondation d'autres coopératives, à titre de secrétaire-gérant de la coopérative de Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville.

⁷ *Loi des sociétés coopératives agricoles*, op. cit.

⁸ *Minutes des assemblées générales de la coopérative d'Électricité de Saint-Cyrille-de-Wendover*, 29/10/1945.

⁹ Déjà à la fin de 1946, la coopérative possède 65 milles de terminés, en a 69 en construction et 20 autres en projet. *RA OER*, 1946.

certains n'hésitent pas à faire du recrutement personnalisé auprès des ruraux¹⁰. Conséquemment, ces individus se retrouvent rapidement associés au travail effectué pour démarrer la coopérative et ils en deviennent, pour une large fraction de la collectivité, les organisateurs¹¹. Toutefois, malgré leur implication, aucun d'entre eux n'occupe, avant la première assemblée générale, de fonctions officielles.

À quoi s'engage-t-on en acceptant une charge de dirigeant au sein d'une coopérative ? La section des règlements qui concerne spécifiquement les bureaux de direction, on l'a vu, détermine les bases à partir desquelles les dirigeants travailleront au développement de l'entreprise. Ces règlements prévoient, d'abord, que les bureaux de direction assumeront une grande partie des pouvoirs originellement détenus par les membres (revoir le chapitre trois, section 3). Par surcroît, ces pouvoirs se trouvent souvent étendus par des mesures additionnelles, variables selon les coopératives, qui permettent au bureau de direction d'emprunter des fonds à des institutions financières ou, encore, de « faire toutes choses utiles pour la bonne marche de la coopérative. » Le but de ces mesures semble très clair : fournir aux dirigeants toute la latitude nécessaire pour électrifier le plus rapidement possible le territoire de la coopérative. Les responsabilités inhérentes en sont par conséquent plus que significatives. Les directeurs deviennent, en quelque sorte, garants de la bonne marche de la société et, ultimement,

¹⁰ À l'assemblée de décembre 1944, à Saint-Valérien-de-Milton, environ 175 cultivateurs nomment à l'unanimité des propagandistes qui iront visiter individuellement leurs concitoyens afin de les convaincre d'adhérer à la coopérative. Le rapport que présentent les 14 propagandistes quatre jours plus tard, soit le 10 décembre, signale qu'ils ont recruté 137 nouveaux membres. Le 18 décembre, un nouveau rapport nous apprend qu'il y a maintenant 171 membres.

¹¹ Il serait d'ailleurs intéressant de s'attarder en détail à ces hommes afin de connaître leurs relations et leurs rôles dans la communauté. Cela était, bien entendu, irréaliste dans le cadre de la présente recherche.

de l'atteinte du but commun. Ils se transformeront également, s'ils ne le sont pas déjà, en personnages publics. La responsabilité de déterminer à qui confier ces lourdes charges incombe aux très nombreux membres réunis en assemblée générale.

Les élections représentent ainsi un des aspects centraux d'une première assemblée générale¹² déjà riche de sujets importants. On y procède en effet au recrutement des membres, à la souscription et au paiement des parts sociales¹³ — si cela n'a pas été fait antérieurement —, on explique la formule coopérative¹⁴ (pour la toute première fois, ou, sinon, on complète les informations déjà fournies) et, après une période de questions, on adopte les règlements de la société. Maintenant membres en règle dûment informés, les ruraux peuvent procéder à l'élection des administrateurs de leur coopérative. Combien sont-ils et quels sont leurs postes ?

Tel que le prévoit la Loi de l'électrification rurale, le bureau de direction d'une coopérative doit être composé de directeurs élus (entre cinq et quinze selon les coopératives et les époques). À sa tête siègent un président et un vice-président, désignés par leurs pairs réunis en conseil d'administration. Un gérant, un secrétaire et, parfois, un trésorier, s'ajoutent à l'équipe des « dirigeants ».

¹² La fondation de la coopérative et la première assemblée générale sont quelquefois deux choses différentes. Quelques coopératives élisent un bureau de direction temporaire lors de l'assemblée de fondation, puis procèdent à des élections en règle à la première assemblée générale. C'est le cas, notamment, à Saint-Cyrille-de-Wendover. *Op. cit.*, 11/11/1945.

¹³ La plupart du temps, ce sont plutôt des promesses de paiement qui sont signées par les membres ; les « billets ».

¹⁴ Parfois, un propagandiste ou même un commissaire de l'Office de l'électrification rurale assiste à la réunion et présente une allocution aux membres. À l'occasion, des ingénieurs ou des comptables de l'OER s'ajoutent, de même que des membres des autres associations coopératives du milieu (caisse populaire ou coopérative agricole).

L'élection du bureau de direction au cours de l'assemblée générale débute habituellement par une période de mise en candidature : les sociétaires sont alors invités à proposer les individus qu'ils jugent les plus aptes à occuper les postes de directeurs. Si les suggestions sont plus nombreuses que les postes disponibles, on procède à des élections. La désignation des tout premiers directeurs donne cependant rarement lieu à des élections¹⁵, car les membres se tournent presque naturellement vers les individus qu'ils connaissent déjà.

C'est ainsi que, de façon quasi généralisée, l'issue est prévisible : les hommes¹⁶ qui ont mené les démarches initiales se retrouvent présidents, vice-présidents ou directeurs de leur coopérative. Plusieurs d'entre eux deviennent également gérants, secrétaires ou secrétaire-trésoriers¹⁷. Bien que ces derniers postes ne soient pas sujets aux élections, leurs titulaires sont le plus souvent choisis immédiatement après (en conseil d'administration) ou au cours de l'assemblée générale. En définitive, qu'ils soient élus ou nommés, le choix des hommes qui occuperont les postes-clés de la coopérative est révélateur de la satisfaction des ruraux envers les démarches effectuées

¹⁵ La tenue d'élections ne constitue tout de même pas une exception. À la Coopérative d'Électricité du Témiscamingue, deux propositions sont amenées pour le poste de président. Le candidat défait devient vice-président. *Minutes des Assemblées générales*, 11/09/1945.

¹⁶ L'utilisation du mot « homme » est ici tout à fait appropriée. Les femmes sont en effet plutôt absentes du monde des coopératives d'électricité, du moins officiellement (ce qui rend difficile d'évaluer leur rôle). Lorsque l'on en rencontre une, elle est presque invariablement secrétaire, c'est-à-dire qu'elle est une employée de bureau. Dans tous les documents consultés pour cette thèse, nous n'avons rencontré qu'une seule femme ayant une position de dirigeant. Nous y reviendrons dans le chapitre neuf.

¹⁷ Deux exemples seulement : à Saint-Étienne-de-Bolton, le curé Demers, à l'origine de la coopérative, se retrouve premier secrétaire-gérant, en 1945. *Minutes des assemblées générales*, 09/09/1945. À Saint-Cyrille-de-Wendover, le premier président faisait partie des instigateurs. L'année suivante, il se retrouve gérant de la coopérative. Il restera en poste jusqu'à la fin de la coopérative.

au préalable, de même que de leur confiance dans l'habileté de ces individus à mener le projet coopératif à bon port.

Forts de cette légitimité, les tout nouveaux dirigeants poursuivent sans tarder leur travail pour, dans les plus brefs délais, doter la localité du service de l'électricité. D'abord, ils se réunissent régulièrement en conseil d'administration¹⁸. Ces réunions sont le moment pour admettre de nouveaux membres et autoriser l'émission de certificats de parts sociales, préparer et signer les documents officiels à faire parvenir à l'Office, vérifier l'état des finances et le paiement des parts sociales, approuver l'engagement du personnel et, point important s'il en est un, discuter de l'avancement (ou du démarrage) des travaux de construction du réseau.

Au cours des premiers mois, voire des premières années, maints conseils d'administration entérinent en fait les nombreuses démarches entreprises entre chaque réunion. Nous utilisons sciemment l'expression « entériner les décisions », puisque même si le plus souvent un homme (le gérant ou le président¹⁹) est la figure dominante de la coopérative, celui qui détient les connaissances, qui négocie les contrats et assure les liaisons entre l'OER et le bureau de direction, il ne fait jamais cavalier seul. Une grande partie, sinon l'ensemble²⁰ des dirigeants, est activement impliquée dans le développement de la coopérative au cours de cette période, simplifiant de la sorte les

¹⁸ Au cours des premières années, ces réunions sont ordinairement mensuelles, lorsqu'elles ne sont pas bimensuelles. Par la suite, la fréquence sera moindre (on tient parfois seulement deux ou trois assemblées au cours de l'année).

¹⁹ Lorsque le président assume ces fonctions, le gérant est alors davantage un exécutant qu'un décideur. À quelques occasions, c'est le secrétaire qui joue le rôle de pivot de l'information et il exerce même une influence sur les décisions. C'est le cas, par exemple, du curé Demers, à la coopérative de Saint-Étienne-de-Bolton.

²⁰ Bien entendu, la situation est différente dans chaque coopérative.

prises de décision lors des conseils d'administration. Et autant les membres du bureau de direction que les gérants et les secrétaires accomplissent les démarches liées au démarrage des travaux. Bien entendu, ce travail d'équipe n'est pas parfait et des problèmes surgissent parfois. Il demeure néanmoins réel. En outre, n'oublions pas que ces hommes ne peuvent consacrer tout leur temps à la coopérative, car ils occupent déjà un emploi salarié ou ils possèdent une ferme ou une entreprise quelconque. Par ailleurs, la nature même du projet d'électrification commande la mise en commun des ressources, car les tâches sont très variées et trop nombreuses pour être assumées par un seul homme.

Il faut en effet amener les sociétaires à souscrire le nombre de parts requis par les règlements de la coopérative, recueillir ensuite les sommes engagées et, au besoin, mettre sur pied des mesures pour favoriser et accélérer la perception du capital social. Le financement de la société qui, on l'a vu, mobilise une grande partie des énergies du conseil d'administration ne représente pourtant qu'une partie du travail. Il y a bien d'autres étapes avant d'obtenir l'autorisation de construction de l'Office menant au début des travaux d'électrification. La préparation des plans du futur réseau, qui comprendra non seulement des infrastructures de distribution, mais aussi de transformation et, parfois, de production, est une étape cruciale. Ensuite, la coopérative doit faire signer les droits de passage, ces documents officiels qui l'autorisent à installer ses équipements sur les propriétés privées. Une fois ces aspects réglés, les dirigeants doivent, aidés par l'Office, négocier un contrat avec un entrepreneur pour la construction de la ligne ou trouver du personnel pour le faire eux-mêmes, puis déterminer la source d'approvisionnement en matériaux (un entrepreneur privé ou

l'OER) et en électricité. Finalement, il faut préparer tous les documents techniques et financiers qui mèneront à une demande d'emprunt répondant aux règles de l'Office de l'électrification rurale²¹. Le temps nécessaire pour mener à bien tous ces préparatifs est très variable (de quelques mois à quelques années), étant donné que l'ampleur et la complexité du projet constituent une pierre d'achoppement pour nombre de coopérateurs.

Les tâches à accomplir pour électrifier un territoire sont non seulement très nombreuses (la liste précédente n'est pas exhaustive) mais de plus, certains aspects (les plans ou les estimations des coûts, par exemple) demandent une expertise technique et financière. Les dirigeants des coopératives ne sont pas comptables, ingénieurs, techniciens ou monteurs de ligne, mais plutôt cultivateurs, marchands, notaires, maires ou curés²². Pourtant, des gérants, des secrétaires et / ou des directeurs ne se contentent

²¹ Le règlement numéro 1 de l'OER (octobre 1945) prescrit ce que les coopératives doivent faire avant de commencer la construction de leurs lignes. 1. Donner à l'OER la preuve que les membres de la coopérative ont souscrit approximativement une somme représentant 25 % du coût probable de la construction des lignes ; 2- Renseigner l'OER sur le mode de paiement des dites souscriptions ; 3- Remettre à l'OER une copie des plans, [...] des estimations des lignes de transmission et de distribution ; 4- Spécifier de quelle manière les lignes seront construites, soit par contrat ou à la journée ; 5- Lorsque des soumissions seront demandées à des entrepreneurs, remettre à l'OER une liste des dites soumissions avant d'accorder un contrat ; 6- Si la coopérative ne demande pas de soumission, elle devra quand même soumettre à l'Office le projet de contrat qu'elle désire signer avec un entrepreneur ; 7- L'entrepreneur ou le constructeur de la ligne ne devra pas faire partie du conseil d'administration de la coopérative ; 8- Lorsqu'une coopérative décide d'acheter elle-même ses matériaux, les prix payés devront être approuvés par l'Office ; 9- La coopérative devra faire sa demande d'emprunt sur des formulaires fournis par l'OER ; 10- Lorsque la ligne est construite, la coopérative devra fournir un état détaillé et complet, certifié ; 11- Lorsque le solde du prêt sera payé par l'OER [l'OER ne verse généralement pas l'intégralité du prêt en une seule fois], la coopérative devra signer un acte d'hypothèque conforme à la loi de l'Électrification rurale pour garantir le prêt. *PV OER, 11/10/1945*. L'Office émet une autorisation de construction lorsqu'il est satisfait de tous ces points.

²² Nous n'avons pas cherché à dresser le profil socioprofessionnel exact des dirigeants des coopératives. Cette recherche révélerait certainement des informations intéressantes, notamment sur les relations de pouvoir en milieu rural. Les données tirées des procès-verbaux

pas de recueillir des fonds ou des signatures pour les droits de passage, ou de correspondre avec l'OER, ils se chargent également de négocier des emprunts auprès des institutions financières locales, de démarches auprès d'entrepreneurs locaux afin d'obtenir des soumissions pour la construction du réseau, de l'ébauche du tracé de la ligne et même, de la supervision de la construction. Un membre du bureau de direction agit ainsi, à l'occasion, comme contremaître des travaux²³. Le savoir-faire professionnel manquant est en vérité le plus souvent compensé par une forte détermination d'aller de l'avant.

Un bel exemple nous est fourni par la coopérative Saint-Cyrille-de-Wendover, où le financement et la réalisation de la majeure partie des travaux d'électrification sont le fruit de la mise en commun des ressources locales²⁴. La coopérative acquiert en effet les matériaux grâce à un prêt de la caisse populaire et les travaux de construction de la ligne sont effectués par les ruraux, qui, sous la direction de leurs dirigeants, deviennent piqueurs de poteaux et monteurs de lignes²⁵. Aidés ponctuellement par l'Office, ils

des bureaux de direction indiquent qu'ils sont notaires, avocats, médecins, mais également cultivateurs ou commerçants.

²³ À Saint-Cyrille-de-Wendover, par exemple, O. Boisclair, vice-président, est contremaître pour la construction de la ligne. *PV. dir.* 14/04/1948.

²⁴ Le mémoire remis aux membres de l'OER sur la coopérative, le 24 septembre 1952, par Jules Leblanc, ingénieur en chef, nous apprend que pour la construction du premier 55 milles de lignes, financé en partie grâce aux prêts de la caisse, l'Office a fourni un contremaître et parfois un technicien. La coopérative a recruté ses monteurs de lignes et ses hommes et il n'y a pas eu d'entrepreneur. « La ligne est de bonne qualité et donne un très bon service. Le coût par mille est très bas. ». ANQ, Fonds OER, E80/16, dossiers des coopératives, document *Drummond (Saint-Cyrille-de-Wendover)*. Ce « premier 55 milles de ligne » constitue en fait tout le réseau de la coopérative jusqu'en 1952, année où la société ajoute quelques milles (7) afin de desservir une nouvelle partie de la municipalité. En 1963, la coopérative possède 68,4 milles.

²⁵ La première mention, dans les procès-verbaux des bureaux de direction, de salaire pour les « hommes de lignes » est d'avril 1947. À la fin de 1946, le rapport annuel mentionne qu'il y a déjà 30 milles de ligne en construction. *PV dir.*, 1945-1963 et *RA OER*, 1946.

érigent leur réseau sans requérir les services d'un sous-traitant expérimenté, comme cela est souvent le cas.

Presque partout, le travail des dirigeants semble appuyé par la communauté, et à leurs efforts constants s'ajoutent des actions concrètes de membres qui participent, à l'occasion, à divers aspects des démarches ou encore aux travaux de construction²⁶. Bien que la contribution directe des sociétaires soit très difficile à appréhender, car ils ont laissé peu de traces de leur passage²⁷, il demeure indéniable que certains apportent une aide directe²⁸. Le caractère polyvalent de leur métier (les membres fondateurs sont agriculteurs à plus de 75 %, revoir le chapitre trois) les préparait relativement bien à des tâches comme l'érection de lignes. Les ruraux désirent obtenir le service de l'électricité²⁹ et, pourvus de cette polyvalence et d'une expérience antérieure en

²⁶ En plus des cultivateurs de Saint-Cyrille-de-Wendover, nous pourrions ajouter l'exemple de ceux de Saint-Étienne-de-Bolton, qui semblent avoir participé à la construction de la ligne. Nous ignorons toutefois de quelle façon. À l'assemblée générale de 1947, le secrétaire de la coopérative rapporte que Guy Daignault « souligne l'excellent travail fait par les cultivateurs dans la construction des lignes, auxquelles ils ne connaissaient rien ». *Minutes des Assemblées générales*, F68.

²⁷ Certains procès-verbaux de bureaux de direction révèlent qu'une fraction des ruraux apportent une aide ponctuelle qui se traduit, par exemple, par des prêts (ou une location à prix réduit) de locaux.

²⁸ Certains ruraux possèdent une expérience de travail au sein des nombreuses entreprises d'électricité que le Québec a connues depuis 50 ans. La coopérative de Brigham, par exemple, engage comme contremaître pour la construction de ses lignes un homme qui a dix ans d'expérience comme monteur de lignes (lineman) dans une de ces compagnies privées. *PV. dir.*, 26/04/1946.

²⁹ Nous avons déjà souligné les contributions monétaires des ruraux aux compagnies privées (chapitre trois). Ajoutons que ces dernières profitent du fait que certains ruraux sont prêts à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour obtenir l'électricité. Les compagnies privées en tirent avantage de diverses façons : les cultivateurs acceptent de planter les poteaux ou encore de payer des sommes parfois importantes (la compagnie prête alors les fonds). Voir le dossier qui contient la correspondance d'Albert Gaudreault, député du comté de Richmond, qui suit de très près l'électrification des fermes de sa région. En fait, on dit qu'il apporte son aide aux cultivateurs, car il se charge d'envoyer des dizaines de requêtes à la régie ou à l'OER pour représenter des fermiers qui désirent l'électricité, mais qui ne peuvent défrayer les coûts de l'installation que la compagnie leur fait payer. Voir le dossier : *Électrification rurale/Général* :

matière coopérative, une partie d'entre eux semble tout à fait disposée à participer au développement de l'entreprise afin d'atteindre ce but³⁰.

Pour de très nombreux sociétaires, cette participation s'actualise au cours des assemblées générales³¹. La simple présence à une assemblée annuelle donne-t-elle l'occasion aux membres de prendre réellement part au développement de l'entreprise ? Oui, et de plusieurs façons. L'assemblée générale permet, d'abord, aux sociétaires d'obtenir des informations importantes. Ils peuvent alors entendre les directeurs, les représentants de l'Office et / ou d'autres invités (agronomes, curés, maires, directeurs de caisses ou dirigeants d'autres coopératives d'électricité) parler de coopération, de développement des coopératives d'électricité, des progrès de l'électrification rurale et, bien entendu, de l'évolution de leur propre société. Il est alors abondamment question des démarches entreprises par les dirigeants et du démarrage, puis du déroulement, des travaux de construction du réseau. À ce sujet, on l'a vu, les membres n'hésitent pas à demander de prolonger les heures de travail des hommes de ligne ou à requérir avec insistance l'aide de l'Office pour accélérer les travaux. Les assemblées annuelles permettent ainsi aux sociétaires d'exprimer leurs points de vue quant aux affaires de la

requêtes de Albert Gaudreault, député du comté de Richmond, concernant l'électrification des diverses localités de la région. 2 cm, originaux et copies.

³⁰ Il ne faudrait pas, bien entendu, surestimer la connaissance des ruraux ou présumer de leur entière participation au projet. Ils ont cependant, sans aucun doute possible, une connaissance « d'utilisateur » du système coopératif. Les caisses populaires et les coopératives agricoles essaient en milieu rural depuis plusieurs décennies et les ruraux utilisent les services dispensés par ces associations.

³¹ Les membres se présentent en effet très nombreux aux premières assemblées générales de leurs coopératives. L'assistance aux assemblées générales a été abordée dans le chapitre 3.

coopérative, de même que leurs priorités de futurs usagers du service. Les tarifs, par exemple, suscitent rapidement des interrogations et des demandes de modification³².

Les sociétaires ne sont donc pas que des témoins passifs. Non seulement posent-ils des questions et réclament-ils des mesures, mais de plus, ils interviennent parfois très directement dans l'administration de leur coopérative. Lorsque pour une raison ou pour une autre, les membres se trouvent insatisfaits des démarches effectuées ou des progrès enregistrés, ils adoptent des mesures pour changer les choses. Réunis en assemblée générale, les sociétaires choisissent parfois de remplacer complètement le bureau de direction en place. C'est le cas, notamment, à la Coopérative d'électricité de Brigham, fondée en 1945. Attardons-nous-y brièvement pour illustrer de quelle façon les ruraux exercent leurs pouvoirs de membres. Le cas de Brigham est doublement intéressant, car il révèle aussi les petits conflits que les coopératives suscitent parfois en milieu rural.

Au cours des deux premières années, la coopérative de Brigham éprouve des problèmes de personnel. Elle engage trois contremaîtres pour ses travaux, trois secrétaires se succèdent, de même que quatre gérants et, enfin, autant de directeurs démissionnent. Ces difficultés introduisent de l'instabilité et des délais dans la construction du réseau. À la fin de 1946, les 75 milles de ligne débutés ne sont pas du

³² La question des tarifs est notamment amenée dès la troisième assemblée générale (1948) de Saint-Valérien-de-Shefford. Guy Daignault explique alors aux membres pourquoi les tarifs ne peuvent être réduits pour le moment. *Minutes des Assemblées générales*, 28/09/1948.

tout terminés et ne le seront qu'à la fin de l'année suivante³³. Juge-t-on les dirigeants directement responsables du fait que personne n'a encore obtenu le service de l'électricité ? Nous ne saurions l'affirmer avec certitude, mais nul doute qu'une certaine insatisfaction transparaît. Jumelé à des conflits personnels³⁴, ce mécontentement culmine dans une assemblée générale plutôt houleuse, celle de 1947. Les sociétaires décident alors, après un vote majoritaire, de changer le mode d'élection déterminé lors de la première assemblée : le bureau de direction devra désormais démissionner au complet chaque année, au lieu d'être renouvelable par tiers³⁵. Il s'ensuit un retournement complet de situation pour les dirigeants en poste : aucun n'est réélu et il en résulte un tout nouveau bureau de direction.

Apparemment, les membres ont manifesté de cette façon leur insatisfaction, ou du moins le malaise qu'ils éprouvent, à l'égard des développements de la société, et les tensions semblent par la suite s'apaiser. En 1948, malgré une tentative³⁶ de faire

³³ Pourtant, d'autres coopératives fondées en 1945 électrifient des portions significatives de leurs territoires au cours de 1946. En voici quelques exemples, selon le bilan de la fin de 1946 : Austin (43 milles électrifiés) ; Saint-Étienne-de-Bolton (12 milles construits et 20 en projet) ; Lac Supérieur (30 milles électrifiés) et Montcalm Nord (47 milles terminés). Quant à celle du Témiscamingue, elle a 250 milles en construction. *RA OER, 1946*.

³⁴ Il semble qu'un membre ait causé des dommages à la coopérative (les procès-verbaux ne sont pas très bavards) et que les directeurs, sur division, l'expulsent de la coopérative. Ce membre sera réadmis par la suite, mais entre-temps, il aura tenté diverses manœuvres pour nuire au bureau de direction qui l'a exclu de la société. *PV. dir. et Minutes des Assemblées générales*, F42.

³⁵ L'assemblée de 1947 semble très importante. J. Robinson, député de Brome, de même que quatre membres de l'OER, sont présents. Lorsque Robinson, appuyé par A. Rioux, demande si une majorité de membres veut que l'on modifie le règlement concernant l'élection des administrateurs (directeurs élus pour trois ans et renouvelables par tiers) pour le remplacer par une élection générale, les membres modifient les règlements par 126 pour et 45 contre. Dorénavant, tous les directeurs seront annuellement soumis à l'élection générale. *Minutes des Assemblées générales, 11/08/1947*.

³⁶ « Comme convenu dans les statuts, le bureau de direction démissionne au complet pour les élections. On propose que le bureau de direction soit réélu en bloc. » Mais le M. L., avec

appliquer à la lettre les nouveaux règlements (démission de tous les dirigeants pour l'élection), les sociétaires, sans doute contents de leur choix, décident de les réélire en bloc. Les membres du conseil d'administration demeureront par la suite, sauf quelques variations, en poste de longues années.

Les frictions créées par l'arrivée de la coopérative au sein de la communauté d'accueil, sans être monnaie courante, ne sont pas si rares et il n'y a pas qu'à Brigham que cela soulève des controverses. À Saint-Étienne-de-Bolton, par exemple, les postes de dirigeants sont l'objet de rivalités au cours des premières années. À l'assemblée de septembre 1948, le président et le curé (ce dernier étant à l'origine de la coopérative) semblent se disputer pour savoir qui présidera l'assemblée. Le curé l'emporte et il est renommé secrétaire-gérant, alors que le président perd son poste lors des élections.³⁷

L'élection des directeurs est ainsi un moment parfois crucial de l'assemblée générale annuelle, tandis qu'ailleurs elle se déroule rapidement, les membres du conseil d'administration étant réélus par acclamation (surtout les présidents et vice-présidents). C'est le cas, par exemple, à Compton Station et à la coopérative d'Abitibi-Ouest, où les premiers dirigeants cumulent les mandats. Les réélections sans problèmes sont encore plus communes après les deux premières années de la coopérative, car cette période semble en être une de tâtonnements³⁸, au cours de laquelle les « vrais »

qui la coopérative semble avoir des problèmes, propose un amendement pour les élire un à un. Cette proposition est rejetée par une majorité écrasante. *Ibid.*, 11/08/1948.

³⁷ *Minutes des Assemblées générales*, 11/09/1948, F68.

³⁸ En plus des exemples déjà notés, il y a des hésitations à Témiscamingue au cours des premières années.

bureaux de direction, ceux qui verront au développement de la coopérative pour une longue période, émergent.

Les membres, lors des élections, ne sont pas les seuls à intervenir dans ce processus de sélection. Parce qu'ils demeurent en tout temps libres de ne pas renouveler leur mandat de dirigeants, les principaux intéressés y jouent aussi un rôle majeur. Plusieurs facteurs peuvent les inciter à reconsidérer leur engagement. Les responsabilités qui incombent à ces hommes, on l'a vu, sont grandes et les membres, en espérant de rapides résultats, exercent une pression supplémentaire. Prenons un exemple fictif : M. X., président de la coopérative de Y., se rend à la messe du dimanche, ou au magasin le plus fréquenté de la localité, avec son épouse et ses enfants. Sur le pas de la porte, au sortir de la messe ou du magasin, les conversations vont bon train. Quelles sont sans doute les questions destinées à M. X. ? Fort probablement des demandes reliées au développement de la coopérative et à la bonne marche des travaux, telle que : « quand aurons-nous le courant sur le Rang II ? », « est-on en mesure d'espérer des taux semblables à ceux du village voisin ? », « Pourquoi l'électricien n'est pas encore passé chez nous ? » etc. Les attentes sont alors grandes et les dirigeants des coopératives personnifient auprès des ruraux l'espoir d'obtenir enfin le service de l'électricité.

Les compensations autres que le prestige social apparaissent plutôt minces, en regard des pressions de leurs concitoyens et du travail exigé par le démarrage puis l'administration d'une entreprise d'électricité. Les premiers mois de la coopérative, voire les premières années, sont en effet marqués du sceau du bénévolat pour la majorité des dirigeants. En échange du travail accompli pour le compte de la

coopérative, les secrétaires et gérants qui reçoivent des salaires symboliques sont nombreux³⁹. Quant aux directeurs, ils ne touchent aucun dédommagement financier pour les nombreuses démarches effectuées, alors qu'elles les mènent parfois à Québec ou encore les occupent des jours entiers. Tous ces facteurs, conjugués à des raisons personnelles, entraînent comme conséquence que les gérants, secrétaires et directeurs qui démissionnent⁴⁰ en cours de mandat ou qui ne le renouvellent pas sont assez nombreux, tout particulièrement pendant les premières années des coopératives. Le salaire des gérants, des secrétaires et des trésoriers augmentera graduellement par la suite (nous y reviendrons dans le chapitre huit), selon les moyens financiers des coopératives, et plusieurs directeurs recevront des allocations pour leurs déplacements⁴¹. Mais entre-temps, alors qu'il faut organiser la coopérative et démarrer les travaux, les ressources financières pour dédommager les hommes qui oeuvrent à son développement sont plutôt limitées, voire inexistantes.

³⁹ À Pontiac-Ouest, par exemple, les directeurs décident, en octobre 1947, que la coopérative acquittera le salaire du secrétaire-trésorier seulement lorsqu'elle sera pleinement active. Le secrétaire-trésorier accepte de travailler gratuitement pour l'instant, avec un dédommagement de 3 \$ par assemblée, pour ses frais. *PV. dir.*, 29/10/1947. À Brigham, en 1947, un directeur est nommé secrétaire temporaire de la coopérative, sans salaire. *PV. dir.*, 10/09/1947. Le même genre de situation prévaut à Saint-Cyrille-de-Wendover où le salaire du gérant et du secrétaire est tout à fait symbolique : un dollar par année, « jusqu'à réajustement ». *Minutes des Assemblées générales du 27/12/1945*. Le gérant recevra ce dollar jusqu'en mars 1948, alors que le secrétaire le recevra dès le début de 1946.

⁴⁰ Nous avons déjà parlé de la Coopérative de Brigham. Nous pourrions ajouter celle de Saint-Valérien-de-Shefford où, seulement en 1946, l'assistant-gérant, le président et un directeur remettent leurs démissions. L'année suivante, deux autres directeurs quittent la coopérative et, en 1948, le gérant et un directeur font de même.

⁴¹ La loi interdit aux directeurs de recevoir un salaire, mais plusieurs bureaux de direction votent, lorsque les finances le permettent, des allocations pour défrayer leurs déplacements. Par exemple : ces allocations seront, à partir de 1956, de deux dollars par assemblée du bureau de direction, en plus des frais de déplacement, pour les directeurs de la Coopérative d'Électricité de Saint-Valérien-de-Shefford. *PV. dir.*, 18/11/1956. À la Coopérative d'Électricité d'Abitibi-Est, les frais de déplacement des administrateurs sont, en 1955, de cinq dollars par réunion. *PV. dir.*, 11/02/1955.

En fait, si en plus de leur part des coûts de construction, les coopératives avaient eu à verser des salaires pour tous les hommes ayant participé à la préparation puis à la réalisation des travaux, les ressources financières limitées du monde rural auraient probablement été insuffisantes. Les diverses formes d'implication d'une fraction de la population rurale, son engagement et sa participation en « nature », ont sans contredit contribué au développement des coopératives d'électricité. Le modèle coopératif choisi par le gouvernement de l'Union nationale nécessitait, de toute façon, une implication directe et à peu de frais des principaux intéressés, les ruraux. La contribution financière de l'État visait à défrayer les infrastructures et les coopératives devaient absorber les dépenses de fonctionnement à même les (futurs) revenus tirés des ventes d'électricité. L'Office de l'électrification rurale avait pour mandat de superviser les coopératives et de les aider, notamment dans les domaines techniques et financiers, mais il n'était aucunement question que l'Office assume d'une quelconque façon les coûts d'administration des coopératives⁴².

S'il n'est pas dans les attributions de l'OER de payer les salaires des employés ou de dédommager les directeurs qui encourent des dépenses dans l'exercice de leurs fonctions, l'aide directe et parfois intensive du personnel de l'Office est sans contredit une façon pour l'organisme de s'accommoder des limites que lui impose l'État. Nous avons rencontré jusqu'à présent des coopératives qui procèdent presque seules à la construction de tout ou partie de leur réseau, alors que d'autres y parviennent avec le soutien de l'OER. Certaines sociétés, par contre, peut-être dépassées par l'ampleur des

⁴² Plus tard, l'Office le fera dans des cas particulièrement problématiques.

travaux à entreprendre, ont besoin d'une assistance plus substantielle que l'OER n'hésite pas à fournir, dans la mesure de la disponibilité de son personnel et des ressources techniques. La venue des ingénieurs, des contremaîtres et des techniciens de l'Office lance alors véritablement l'électrification du territoire de la coopérative.

La prochaine section s'attarde à la question de la construction des réseaux coopératifs, à la façon dont elle s'effectue et à l'état d'esprit qui prévaut alors au sein des rangs coopératifs.

2. Une priorité : la construction du réseau

Au cours des années 1945 à 1948, les coopératives travaillent fort et plusieurs s'acquittent avec succès de la délicate étape de préparation menant au début des travaux, ce qui leur permet de démarrer avec célérité la construction de leurs réseaux. Dans plus d'une coopérative, les progrès sont tout à fait surprenants. Il est en effet assez commun qu'une société soit en mesure de construire plus de la moitié de son réseau de distribution au cours des trois ou quatre premières années d'activité⁴³.

En fait, les efforts des dirigeants, des employés et des membres des coopératives pour construire un réseau rural de distribution d'électricité produisent des résultats rapides et concrets. Entre 1945 et 1948, les 27 coopératives alors en activité érigent

⁴³ À la coopérative de Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville, fondée en 1944, 64 % du réseau est complété dès la fin de 1947 (par rapport à la longueur totale du réseau). D'autres exemples, pour illustrer notre propos, de coopératives fondées en 1945 : le réseau de la coopérative d'Austin est complété à 65 % trois ans après sa fondation ; Saint-Cyrille-de-Wendover : 80 % de son réseau après trois ans ; Saint-Joachim & L'Enfant Jésus : 64 % en 1948 ; Brigham : 68 % en 1949 ; Saint-Étienne-de-Bolton : 68 % en 1949 ; Lac Supérieur : 66 % en 1949. Il faut ajouter que ce ne sont pas des petits réseaux : leur longueur totale varie en effet entre 68 et 334 milles. Nos calculs, selon les données tirées des *RA OER, 1945-1963*.

2 115 milles de lignes de distribution, ce qui représente plus de 25 % de toutes les lignes construites en milieu rural au cours de la période⁴⁴.

Le travail accompli apparaît titanesque compte tenu du fait que les coopératives ne possèdent pas du tout les ressources techniques et financières de leurs concurrentes du secteur privé ; les compagnies ayant, pour la plupart, des décennies d'expérience en la matière. Par surcroît, il ne faut pas oublier que les coopératives électrifient des zones que les distributeurs privés considéraient non profitables seulement quelques années auparavant. Ainsi, la densité linéaire des territoires auxquels s'attaquent les coopératives est beaucoup plus faible (4,1 clients / mille) que celle des compagnies (7,68)⁴⁵. La logique coopérative, basée sur l'autofinancement sans profit, permet cependant une approche beaucoup plus flexible que celle du secteur privé.

Nous savons déjà que pour construire un nouveau tronçon en milieu rural, les distributeurs privés se livrent à une série de calculs visant à déterminer sa rentabilité future⁴⁶. Si les prévisions laissent croire que la ligne ne produira pas, à court terme, un revenu suffisant, aucune construction n'est effectuée. Pour les coopératives, les calculs portent plutôt sur le long terme (30 ans) et, plus important encore, les enjeux ne sont

⁴⁴ Les coopératives ont construit 2 115 milles entre 1945 et 1948 (inclusivement) alors que les compagnies privées en ont érigé 5 756 ; pour un total de 7 871 milles. Cela signifie que 26,8 % de toutes les lignes rurales ont été construites par les coopératives. *RA OER, 1948*.

⁴⁵ Densité linéaire calculée pour les lignes érigées par les coopératives et les compagnies privées depuis 1945, selon les données fournies par l'OER dans son rapport annuel de 1947. La densité linéaire respective des lignes des coopératives et des compagnies changera par la suite, à un point tel, qu'elle s'inversera presque.

⁴⁶ La compagnie calcule habituellement le coût de la ligne et estime ensuite, selon le nombre de clients à desservir, les revenus qu'elle pourra en tirer au cours des années suivantes. D'autres facteurs entrent aussi en ligne de compte tels les dépenses de fonctionnement et d'entretien et le coût de l'argent. Revoir le chapitre trois à ce sujet.

pas que monétaires. Évidemment, la question de la rentabilité future de la ligne est prise en considération et les aspects financiers ne sont pas absents des préoccupations. Pour construire un nouveau tronçon de ligne, les sociétaires doivent fournir leur part, sous forme de capital social, soit environ 300 \$ par mille. Toutefois, lorsque la décision d'ériger un nouveau réseau — ou de le prolonger — est prise, les coopératives ne tiennent pas uniquement compte des impératifs financiers.

Une approche plus conciliante, par opposition à celle du secteur privé, guide en effet les décisions des dirigeants au sujet de la construction du réseau. Ils estiment généralement que la coopérative doit offrir le service de l'électricité, jugé essentiel, à tous ses membres et clients. Nous ajouterions même qu'en raison des liens étroits qui subsistent toujours entre l'arrivée de l'électricité et la modernisation sociale et économique du monde rural⁴⁷, les individus qui prennent en main le développement des coopératives se sentent investis d'une mission qui dépasse la simple volonté de combler le retard des campagnes québécoises en matière d'électrification. Attardons-nous un instant au projet des coopératives de Lac St-Jean, qui illustre parfaitement l'état d'esprit qui prévaut au cours des premières années du mouvement.

En septembre 1946, les trois coopératives de la région du lac Saint-Jean signent une lettre commune, adressée à la Régie de l'Électricité, dans laquelle elles sont très affirmatives, voire revendicatrices. Nous nous permettons d'en citer de grands passages, parce qu'elle résume très bien le mécontentement accumulé envers les

⁴⁷ Le curé Demers, de Saint-Étienne-de-Bolton, par exemple, parle à l'assemblée générale de sa coopérative en 1947 des espérances de progrès et de développement pour Saint-Étienne avec l'arrivée de l'électricité. *Minutes des assemblées générales*, 1947. Et il n'est pas un cas unique.

compagnies privées, l'urgence d'obtenir le service à des taux abordables et le désir de procéder soi-même, communs à plus d'un coopérateur.

Puisque nos coopératives ont été formées dans le but de fournir à tous les cultivateurs de notre région, l'accès au **service indispensable de l'électricité** et cela aux taux le plus avantageux possible ; et comme nous avons le **devoir de protéger nos membres**, nous prenons la liberté de venir à votre bienveillante attention que nous désirons être consultés à chaque fois que vous aurez à fixer des taux pour les lignes rurales qui sont déjà construites ou qui sont présentement en construction sous la direction de la Saguenay Electric Company (trust).

[Plus loin dans la lettre, les coopérateurs expliquent les raisons de leur requête] « Attendu que la Saguenay Electric s'est toujours refusée à tout programme sérieux d'électrification rurale ; **écrémant** [sic] depuis 30 ans les meilleurs rangs et les meilleures paroisses ; se désintéressant des paroisses pauvres et des rangs moins fortunés ; **écrémage** [sic] confirmé d'ailleurs par une déclaration de l'Honorable Premier Ministre Duplessis. Attendu que même dans les endroits électrifiés, les compagnies n'ont pas donné satisfaction ni dans le service, ni dans les taux » [...] « Attendu que **les cultivateurs désirent administrer eux-mêmes la distribution de l'électricité** et qu'ils ont pris résolument (sur la confiance dans les dirigeants de l'Office) la tâche d'électrifier toutes les maisons des trois comtés et ce d'ici un avenir rapproché. » [Il est donc adopté unanimement d'envoyer un « avis ferme » à la Régie pour lui demander de n'émettre aucun permis de construction pour ces trois comtés et même de révoquer ceux en cours. Il est de plus résolu] « d'avertir la Régie que la classe rurale verra avec le plus grand mécontentement et considérera comme un **sabotage de ces coopératives**, si à l'avenir un pied de fil ou un poteau est posé par d'autres intérêts que ceux de nos trois coopératives.⁴⁸

On le constate aisément, les ruraux se sont rapidement approprié le modèle d'électrification proposé par l'État et certains ont de grands projets, non seulement pour leur coopérative, mais aussi pour le mouvement coopératif dans son entier. Les

⁴⁸ Lettre de la Fédération des coopératives du Lac Saint-Jean, de Roberval et de Chicoutimi à la Régie de l'Électricité, le 1^{er} septembre 1946. C'est nous qui soulignons. AHQ, Fonds RÉQ, document n° P3/794, *Lac St-Jean (Coopérative d'Electricité du) : dossier général incluant projet de fusion des trois coopératives régionales, avec plans et demande de révocation du permis de la Saguenay Electric Company*. 8 pièces, originaux et copies.

sociétés à l'origine de la lettre précédente se révèlent en fait pleines d'ambitions. Elles tentent même de mettre sur pied une fédération des coopératives de la région au cours des années 1946 à 1948, afin de mieux défendre leurs intérêts. Malgré l'insuccès apparent de cette initiative⁴⁹, les ruraux du lac Saint-Jean en inspirent sans doute d'autres [nous n'avons pu déterminer avec précision que des échanges ont eu lieu à ce sujet entre coopératives], puisque l'on retrouve cette idée de fédération dans d'autres régions.

Le projet de fédération des coopératives d'électricité du Québec apparaît en 1948 ou 1949, dans les Cantons-de-l'Est. Il semble que le secrétaire-gérant de la coopérative de Saint-Étienne-de-Bolton⁵⁰ soit associé de près au projet, mais que l'initiative revienne en vérité aux dirigeants de celle de Saint-Valérien-de-Shefford⁵¹. Un des buts de la future association (que l'on appelle fédération) est d'unir les moyens des coopératives en vue d'ériger des lignes de transmission⁵². Ses visées sont cependant

⁴⁹ Cette fédération du Lac St-Jean écrit à quelques reprises à la Régie au cours de 1946 et 1947, puis, plus rien. Nous ignorons si d'autres documents ont échappé à notre attention, malgré la quantité impressionnante de documents dépouillés pour cette thèse (plusieurs dizaines de milliers de pages), ou si la fédération disparaît réellement. Nous penchons pour la deuxième hypothèse.

⁵⁰ C'est ce que laisse croire une lettre de Roméo Demers, prêtre et premier secrétaire-gérant de la coopérative de Saint-Étienne-de-Bolton, à Charles Poirier, comptable en chef de l'OER, en décembre 1949. Il l'invite à l'assemblée de fondation de la Fédération des Coopératives d'électricité du Québec, les 12 et 13 janvier 1950, à Granby. ANQ, Fonds OER, E80/177, document n° 15 : Divers.

⁵¹ Les procès-verbaux de l'assemblée du bureau de direction du 21/08/1949 spécifient que la coopérative organisera une assemblée de tous les bureaux de direction des coopératives avoisinantes afin de créer une fédération des coopératives. De plus, le siège social de la Coopérative d'Électricité de Saint-Valérien-de-Shefford est à Granby, lieu prévu pour la fondation de la fédération. *PV. dir., 21/08/1949.*

⁵² Selon Guy Daignault, lors de son allocution à l'assemblée générale de la coopérative de Saint-Cyrille-de-Wendover. *Minutes du 25/10/1949.* Il est par ailleurs très intéressant de noter que ce projet de fédération ressemble à bien des égards à l'Association américaine des

beaucoup plus larges : se regrouper pour défendre les intérêts des nouvelles coopératives. Plusieurs bureaux de direction des Cantons-de-l'Est et du Témiscamingue sont ainsi contactés au cours de 1949 et 1950 et, apparemment ouverts à l'idée, ils étudient la possibilité d'adhérer à la fédération, de nommer des délégués ou d'adopter ses statuts et règlements⁵³. Ce grand projet, à l'instar de celui du lac Saint-Jean, ne semble toutefois pas produire de résultats concrets, car nous n'avons retrouvé aucune mention de la fédération dans les documents des coopératives (minutes, procès-verbaux, correspondance, etc.) ni dans ceux de l'Office après janvier 1951⁵⁴. Soulignons que ces idées heurtaient peut-être le modèle de l'État duplessiste en matière d'électricité et ce, malgré l'inclusion de la possibilité de fonder une fédération de coopératives dans le texte de la Loi de l'électrification rurale⁵⁵.

Il demeure que ces rêves de grande association panquébécoise sont représentatifs de l'état d'esprit qui anime les coopérateurs au cours des premières années. Ces ambitions naissent, il faut le rappeler, dans un contexte québécois fortement propice à

coopératives. Ce n'est pas surprenant que l'idée naisse dans les Cantons-de-l'Est, car ces coopératives se référaient, lors de leur fondation, à l'expérience américaine.

⁵³ Outre Saint-Valérien-de-Shefford, les procès-verbaux de plusieurs bureaux de direction mentionnent le projet. À Saint-Cyrille-de-Wendover (*PV. dir.*, 01/04/1950), on adopte les statuts et règlements de la Fédération ; à Brigham (le 27/01/1950) on nomme des délégués pour représenter la coopérative ; à Stanstead, les directeurs convoquent une assemblée spéciale des membres, en juin 1949, afin d'adhérer à la Fédération. Les membres acceptent. Et, finalement, au Témiscamingue (*PV. dir.*, 22/08/1949), on étudie la possibilité d'adhérer à la Fédération.

⁵⁴ La seule information retrouvée dans les procès-verbaux de l'OER consiste à rapporter l'assistance de trois personnages-clés de l'OER (Guy Daignault, Jules Leblanc, ingénieur en chef et L.-P. Deslongchamps, le président de l'OER) à une assemblée générale tenue en janvier 1951 par les neuf coopératives des Cantons-de-l'Est. Les seuls détails consistent à dire qu'il a été question du coût de l'énergie exigé par Southern Canada Power. *PV. OER*, 07/02/1951.

⁵⁵ La loi précise que les coopératives peuvent se réunir en fédération : « plusieurs coopératives peuvent s'unir sous forme de fédération pour opérer en commun, en signant, une déclaration conjointe selon la formule 2. » *Loi de l'électrification rurale*, *op. cit.*, article 29.

la coopération⁵⁶. De plus, les balises qui régissent les coopératives d'électricité sont encore peu nombreuses (revoir le chapitre trois) et les interprétations de la Loi de l'électrification rurale sont toujours permises. Ajoutons à ces facteurs que l'apparition rapide des réseaux coopératifs de distribution d'électricité sur le territoire québécois est un incitatif certain à croire en ce modèle d'électrification rurale, à l'enrichir et à le persévérer, malgré des conditions parfois difficiles.

L'entraide entre coopératives pour surmonter la complexité du projet est une autre facette de ce sentiment généralement partagé par les coopérateurs. Certaines sociétés, en effet, partagent volontiers les ressources (l'expertise technique, en fait) dont elles disposent afin d'accélérer les travaux en cours chez une voisine. Les échanges d'équipes de monteurs de ligne, de camions pour installer les poteaux ou même d'un gérant plus qualifié, sans être monnaie courante, ne constituent pas des exceptions⁵⁷. Par surcroît, des coopératives plus « âgées » effectuent parfois des travaux pour le compte des nouvelles, tel le raccordement des maisons à la ligne de distribution⁵⁸.

La mise en commun des ressources du milieu rural permet en conséquence à des coopératives de démarrer la construction de leurs réseaux sans recourir à tous les

⁵⁶ Notons que la mise sur pied de fédérations avait été un levier majeur pour le mouvement Desjardins. Levasseur et Rousseau, *op. cit.*

⁵⁷ La coopérative de Saint-Valérien-de-Shefford, par exemple, « prête », en décembre 1947, son gérant à la coopérative de Saint-Étienne-de-Bolton. *PV. dir.*, 22/12/1947. L'année suivante, elle fait de même avec son équipe de monteurs de ligne. *PV. dir.*, Brigham, 06/10/1948. Les salaires de tous ces hommes seront cependant payés par la coopérative emprunteuse. La Coopérative du Canton Magog, pour sa part, loue, en juin 1950, son « camion 2 tonnes et la remorque à poteaux » à la Coopérative de Matapédia. *PV. dir.*, 05/06/1950, *Canton Magog*.

⁵⁸ La coopérative de Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville effectue le « brôchage » des maisons à être desservies par la coopérative de Saint-Cyrille-de-Wendover. *PV. dir.*, *Saint-Cyrille-de-Wendover*, 03/03/1951.

services spécialisés que l'Office de l'électrification rurale est chargé de leur fournir. À Saint-Cyrille-de-Wendover⁵⁹, comme nous l'avons mentionné, les coopérateurs assument eux-mêmes de plusieurs aspects de la mise en marche de l'entreprise et ils font principalement, mais non uniquement, plutôt appel à l'OER pour obtenir des services d'ingénierie ainsi que du matériel de ligne, encore difficile à trouver en raison des mesures de guerre (l'OER achète en gros le matériel disponible et le revend à bon prix aux coopératives).

D'autres coopératives qui démarrent la construction de leurs réseaux avant 1947-48, telles celles d'Austin ou de Brigham, prennent elles aussi les devants pour lancer les travaux et elles parviennent à accomplir une bonne partie des démarches préalables. Lorsque la limite des ressources locales est atteinte, elles demandent alors l'aide de l'OER. La préparation des plans du réseau est presque systématiquement confiée à un technicien ou à un ingénieur qualifié. Cette personne ne provient cependant pas toujours de l'OER, qui dispose encore de bien peu de personnel (17 personnes seulement en 1945, incluant les trois commissaires⁶⁰). L'Office réfère des coopératives aux professionnels d'Hydro-Québec⁶¹ ou de la Régie de l'électricité⁶². À l'occasion, un

⁵⁹ La coopérative semble en fait plutôt indépendante. Jusqu'en 1949-50, par exemple, les rapports avec l'OER ne transpirent pas dans les procès-verbaux, comme c'est le cas dans la plupart des autres coopératives : peu ou pas de représentants de l'OER aux assemblées des directeurs ni aux assemblées annuelles, les prêts passent par la caisse populaire et l'impôt sur le revenu de 1948 est confié à un comptable licencié, alors que ce sont ordinairement les comptables de l'OER qui s'occupent de cet aspect. Les procès-verbaux de l'OER, tout comme ses rapports annuels, mentionnent également qu'il n'y a aucun employé de l'Office à la coopérative de Saint-Cyrille-de-Wendover, et qu'elle est très bien administrée. *PV. OER.*, août 1950.

⁶⁰ Par comparaison, l'OER emploie 100 personnes en 1949. *RA OER, 1949.*

⁶¹ Ce sont quelquefois les dirigeants eux-mêmes qui interviennent en ce sens : à la première assemblée des directeurs de la coopérative du Témiscamingue, on demande à l'OER d'accepter et d'approuver « immédiatement » les plans faits l'an dernier par l'ingénieur

ingénieur indépendant⁶³ prépare les documents techniques nécessaires à l'obtention de l'autorisation de construction de l'Office, qui est obligatoire. D'ailleurs, que l'OER ait confectionné ou non les plans et les estimations, il vérifie toujours les données et, au besoin, suggère des correctifs avant d'autoriser les travaux et l'émission du prêt⁶⁴.

En vérité, si l'Office intervient à certaines étapes pendant les travaux pour conseiller et aider les coopératives, son assistance n'est pas partout la même. En outre, des différences importantes apparaissent entre l'aide offerte en 1945 et celle de 1948 et après. Dans les procès-verbaux de nombreuses sociétés fondées avant 1948, il est en effet rarement rapporté que le personnel de l'OER soit dépêché pour superviser et, surtout, exécuter les travaux d'électrification. Qui plus est, la présence des membres et employés de l'Office aux réunions régulières des bureaux de direction (dans le but de faire des recommandations et d'être parfaitement au fait de la situation) n'est pas très

Gauthier, alors au service de l'Hydro-Québec, « lesquels plans furent faits dans le but de l'électrification rurale du comté de Témiscamingue. » *PV. dir., Témiscamingue, 28/09/1945.*

⁶² La Régie de l'électricité semble cependant jouer un rôle moins direct. Néanmoins, à quelques occasions, un de ses employés est dépêché pour aider une coopérative. M. Papineau, de la Régie, est par exemple présent à l'assemblée des directeurs de la coopérative de Saint-Valérien-de-Milton en octobre 1945 afin de fournir des renseignements aux dirigeants concernant les droits de passage, les permis de construction d'une ligne électrique, etc. Les procès-verbaux signalent aussi que l'on discute des coûts et des méthodes de « filage » des fermes. *PV. dir., Saint-Valérien-de-Milton, 30/10/1945.*

⁶³ Les noms de douze ingénieurs-conseils, non employés par l'OER, ont été en effet retracés dans les procès-verbaux de l'OER entre 1945 et 1949. Ils préparent les plans et surveillent même les travaux. *PV OER, 1945-1949.* Le recours à ces ingénieurs semble cependant beaucoup diminuer après 1948. Seulement trois mentions ont été retrouvées dans les procès-verbaux de l'OER entre 1949 et 1952 et, l'une d'entre elles concerne un cas de 1946.

⁶⁴ L'Office n'autorise jamais l'émission d'un prêt sans avoir obtenu une recommandation de l'un de ses ingénieurs certifiant, principalement, que les plans et les devis sont conformes aux normes, que les matériaux sont disponibles et à bon prix et que les parts sociales nécessaires pour couvrir la portion à assumer par la coopérative ont été amassées. L'Office émet alors une « autorisation de construction ». *PV OER.*

marquée, contrairement à ce qui sera de plus en plus le cas à mesure que l'on approche des années 1950.

Cette présence peu marquée du personnel de l'OER en début de période conduit des bureaux de direction à prendre des initiatives et à déterminer, pour une bonne part, les priorités d'électrification. Ce n'est toutefois pas la situation qui prévaut partout : certains dirigeants paraissent hésiter à déroger, par exemple, de plans d'électrification entièrement préparés par les ingénieurs de l'OER⁶⁵.

Ces dirigeants peu sûrs d'eux nous obligent à apporter des nuances, voire un bémol, au bilan positif des coopératives d'électricité établi jusqu'ici. Il faut en effet comprendre que malgré le réalisme du tableau brossé jusqu'ici de ruraux fonceurs, engagés et tenaces, confiants dans la formule coopérative pour électrifier leur localité et qui se débrouillent parfois presque seuls, tout n'est pas rose dans l'univers des coopératives. Le mouvement est en vérité plutôt hétérogène, et des sociétés dynamiques en côtoient quelques autres qui peinent de longs mois sans arriver à accomplir quoi que ce soit⁶⁶. Ailleurs, le départ est particulièrement laborieux et les

⁶⁵ À la Coopérative de Canton Magog, les directeurs écrivent à l'Office pour demander s'ils peuvent apporter des changements au tracé proposé par l'ingénieur ou si sa décision est au contraire finale. *PV dir.*, 01/06/1948.

⁶⁶ La coopérative de Palmerolle, fondée en mars 1946, recrute 90 membres puis semble tomber en léthargie. La même situation prévaut à la coopérative de Clerval (63 membres, fondée le 16 août 1947). Palmerolle et Clerval fusionnent en une nouvelle entité en janvier 1949 (la Coopérative d'Électricité d'Abitibi-Ouest) sans avoir érigé un seul mille de ligne. Une autre coopérative située à proximité, celle de Normétal-Canton Demeloize (41 membres, 30 novembre 1946) s'y joint en mars 1949. Pour sa part, bien qu'elle n'ait alors pas accompli de travaux d'électrification, elle possède des actifs (les parts sociales) et des passifs qui sont transférés à la Coopérative d'Abitibi-Ouest. Selon *PV dir.*, *Abitibi-Ouest*, séance du 08/03/1949. Pour les membres fondateurs, ANQ, fonds OER, E80/1990-08-001/12 et pour les dates de fondation : E80/177, document n° 18.

démarches se multiplient avant de parvenir à des résultats tangibles⁶⁷. Pour illustrer de quelle façon certaines communautés rurales se butent parfois à des problèmes de démarrage, penchons-nous brièvement sur un cas, la Coopérative d'électricité du Canton Magog.

La société du Canton de Magog, fondée en novembre 1945, éprouve beaucoup de difficultés. D'abord, le recrutement des membres y est ardu ; en décembre 1946, après plusieurs mois de propagande, l'agronome organisateur déplore toujours un nombre insuffisant de sociétaires⁶⁸. Ensuite, après avoir constaté l'ampleur du réseau à construire et la faible densité des usagers sur le parcours des futures lignes, les directeurs examinent pour un temps l'affiliation avec la coopérative voisine d'Austin, qui refuse⁶⁹. La belle entraide coopérative en prend ici pour son rhume ! Aux prises avec ces problèmes, c'est vers l'Office que les coopérateurs se tournent. Guy Daignault, déjà présent aux assemblées générales précédentes, est dépêché sur les lieux et assiste à de nombreuses réunions du bureau de direction. À partir de ce moment

⁶⁷ La Coopérative de Pontiac-Ouest est fondée en 1945, mais n'érige ses premiers milles de ligne qu'en 1949. Toutes sortes de difficultés pour réunir le capital ainsi que les négociations pour acheter un petit réseau privé de distribution compliquent le démarrage des travaux d'électrification. À Papineau-Ouest, fondée en 1945, les premières lignes ne sont érigées qu'en 1948.

⁶⁸ À l'assemblée générale de juillet 1946, on avait choisi des gens (on ne donne pas d'autres précisions) qui s'occuperont de faire de la propagande pour recueillir signatures et parts sociales. En décembre 1946, l'agronome Bruneau souligne toujours les difficultés de recrutement. Selon Guy Daignault (organisateur-propagandiste de l'OER), alors présent, il faudrait que chaque sociétaire en règle puisse en convaincre un autre. *Minutes des assemblées générales du 05/07/1946 et 19/12/1946*.

⁶⁹ Voici le résumé des arguments invoqués pour refuser l'affiliation : le nombre de sociétaires de la coopérative de Magog qui ont signé est insuffisant ; leur « circuit » est trop grand (celui de Magog) ; la densité linéaire des clients possibles est trop basse et la coopérative d'Austin a déjà investi beaucoup de capital dans la construction de ses propres lignes et « il ne serait pas sage de s'engager dans une entreprise de plus grande envergure pour le moment ». F80, PV. dir., 15/04/1946.

(automne 1946), l'OER intervient régulièrement et de façon directe⁷⁰ dans les activités de la coopérative et l'arrivée de son personnel semble définitivement lancer les travaux. Inexistant au début de 1947, son réseau atteint 60 milles, douze mois plus tard⁷¹.

Les délais dans la mise en place de la coopérative du Canton Magog ou, ailleurs au Québec, les démarrages ratés, ne sont pas uniquement imputables aux ruraux, car des facteurs externes viennent contrecarrer ou compliquer les plans de plus d'une. Outre les compagnies privées⁷², qui construisent des lignes tous azimuts et poussent nombre de coopératives à se saborder, des conditions locales particulières — tels la faible densité de la population, le caractère accidenté ou fortement boisé du territoire, ou encore la localisation géographique — entraînent des difficultés parfois insurmontables. Pour effectuer les travaux d'électrification, les communautés rurales ont alors un besoin absolument vital des ingénieurs et des techniciens de l'OER.

Parmi les coopératives qui peuvent difficilement procéder sans les services spécialisés de l'Office, il y a d'abord celles qui regroupent trop peu de membres pour être financièrement en mesure de supporter la construction d'un réseau électrique⁷³.

⁷⁰ Tout au long de l'année 1946, Guy Daignault est très présent aux réunions du bureau de direction. Par ailleurs, la coopérative adopte, sans apporter aucune modification, le texte des statuts et règlements proposés par l'OER en septembre 1946.

⁷¹ Les lignes ne sont cependant pas encore « vivantes » à la fin de 1947. *RA OER, 1947*.

⁷² La coopérative de Magog doit lutter avec Southern Canada Power, la ville de Magog et la ville de Sherbrooke qui lui disputent avec acharnement les parties les plus prometteuses de son territoire au cours de ses premières années d'activité. Voir par exemple : *PV. dir.*, 10/08/1946 et 10/01/1947. Voir également le chapitre dix de la thèse.

⁷³ Nous avons déjà mentionné ce problème. Outre Barnston (note suivante), nous apporterons donc seulement un exemple supplémentaire. La Coopérative d'électricité de Nouvelle, fondée par 33 membres en novembre 1945, patiente jusqu'en 1948 pour fusionner avec la Coopérative d'Électricité de Bonaventure. Cette fusion lance les travaux.

Elles doivent dans ce cas attendre la fusion avec une (ou des) coopérative(s) voisine(s) pour voir débiter les travaux d'électrification. Cependant, comme ces fusions sont orchestrées par les propagandistes de l'OER, et que ces derniers sont débordés, les travaux ne démarrent entre-temps tout simplement pas, ou alors, ils piétinent⁷⁴. Nous pourrions arguer que certaines sociétés regroupant très peu de membres lors de l'incorporation réussissent néanmoins à démarrer rapidement (Austin, par exemple, fondée par 12 ruraux). Toutefois, lorsque les membres sont peu nombreux et que les conditions géographiques sont particulièrement difficiles, la fusion est alors essentielle à la réussite du projet. À Stanstead (alors Barnston n° 1⁷⁵), comme dans d'autres cas⁷⁶,

⁷⁴ À certains endroits, les premiers relevés de l'Office suggéraient de ne pas procéder par voie coopérative. Ainsi, Jean Blanchet concluait que East-Hereford ne devrait pas être électrifié par une coopérative et cela, pour trois raisons principales : « Après une étude assez approfondie de la situation j'estime que le projet d'une coopérative d'électricité à East-Hereford et à Paquetville est pour le moins hasardeux. RAISONS : 1- à cause de la faible densité de la population échelonnée sur 30 milles de ligne ; 2- à cause du peu d'emploi qu'on y fait de l'énergie électrique ; 3- à cause du manque de conviction coopérative qui existe actuellement chez les membres. » . L'Office tente donc de faire électrifier ce territoire, comme quelques autres, par Southern Canada Power. Toutefois, cela ne fonctionne pas et, après l'échec des pourparlers avec SCP, la coopérative d'Hereford (note suivante) fusionnera avec quatre autres pour former la coopérative qui électrifiera son territoire. Jean Blanchet, *Relevé préliminaire de la Coopérative de Hereford*, juin 1947, dans *Rapports de Jean Blanchet, op. cit.*, et E80/168, document n° 500-S-2. Vol. 1. 1946-1952.

⁷⁵ La Coopérative d'Électricité de Barnston, comté de Stanstead, compte 28 membres lors de sa fondation, en octobre 1945. Après avoir construit 4,8 milles de ligne en 1946, elle semble attendre sa fusion, avec quatre autres voisines, pour former la coopérative de Stanstead, en 1948. Par la suite, les travaux démarrent réellement. Selon le *Livre des minutes de la coopérative de Stanstead*. Les coopératives fusionnées en une seule et même coopérative d'électricité, le 24-2-1948, pour former la Coopérative d'Électricité de Stanstead sont celles de Barford-Coaticook (41 membres fondateurs), de Stanstead (92), de Barnston n° 1 (28), de Dixville (28) et D'Hereford (91). Le nombre de membres provient des actes d'incorporation, disponibles aux ANQ et / ou de ANQ, fonds OER, E80/169, document n° 600-S-2, *Mémo remis à Duplessis*, 1947.

⁷⁶ Le même genre de situation prévaut à Thurso, en Outaouais, où la coopérative est fondée par 45 personnes en octobre 1945. Entre ce moment et celui de sa fusion avec quatre autres sociétés pour former la Coopérative d'Électricité de Papineau-Est, en mars 1948, elle ne construit aucune ligne. La densité des usagers sur le réseau de la nouvelle coopérative est de 3,4 en 1949 et se maintiendra sous le 4 jusqu'en 1956. *RA OER 1949* et 400-R-2, *op. cit.* (E80/166, ANQ). Selon nos calculs.

l'extrême dispersion de la population le long des lignes du futur réseau (une moyenne de 2,5 usagers par mille) commandait la fusion avec des voisines.

D'autres obstacles, encore plus contraignants si cela est possible de les hiérarchiser, empêchent assurément les coopérateurs d'aller de l'avant sans l'aide de l'OER : la grande complexité et / ou l'envergure des travaux à exécuter pour électrifier le territoire de la société. Lorsqu'il faut construire une ligne de transport à travers des kilomètres de forêt, installer une unité de production au diesel ou construire un barrage hydroélectrique, la débrouillardise et la bonne volonté des bureaux de direction et des gérants ne suffisent pas pour assurer la bonne marche des aménagements. À Pontiac-Ouest, par exemple, la coopérative doit construire une ligne de transmission à haut voltage en terrain boisé afin d'obtenir l'énergie qui alimentera son réseau de distribution. Fondée en 1945, ce n'est toutefois qu'en 1949 que les premières lignes sont mises en service⁷⁷.

À l'instar de Pontiac-Ouest, plusieurs sociétés des régions dites éloignées ont des travaux de grande envergure à accomplir. Ainsi, presque l'ensemble des coopératives du Nord-Ouest devra également ériger, en plus de longs réseaux de distribution et de postes de transformation, des lignes de transport d'énergie pour se relier aux équipements de production d'Hydro-Ontario, d'Hydro-Québec ou de compagnies

⁷⁷ Ajoutons à ces circonstances déjà difficiles que le paiement des parts sociales se fait à un rythme plutôt lent. Le 20 août 1947, les directeurs décident d'écrire à Albert Rioux afin de l'informer que les parts sociales ont été souscrites et demander à l'OER d'envoyer « le ou les techniciens nécessaires pour procéder à la construction de notre ligne transmission. » *PV. dir.*, 20/08/1947. Les travaux débutent alors réellement.

privées. Quant à celles de la Côte-Nord⁷⁸, les besoins en énergie sont difficilement comblés par l'offre locale et cela commande le plus souvent la construction d'unités de production. Dans ces deux régions, de même qu'au Bas-Saint-Laurent et en Gaspésie, il est évident que la complexité des travaux à entreprendre pour électrifier les zones rurales nécessite un personnel qualifié et du matériel spécialisé, et que les besoins en capitaux sont différents. Ne disposant pas des ressources nécessaires, les coopératives se retrouvent dépendantes des services spécialisés offerts par l'Office de l'électrification rurale.

Il n'y a pourtant qu'un nombre relativement restreint de coopératives qui bénéficient de toute l'aide requise avant 1948. Comme le personnel qualifié de l'Office est insuffisant pour répondre à la demande, les commissaires n'ont pas beaucoup de solutions de rechange et choisissent de concentrer leurs efforts dans certaines zones, pour lesquelles les études ont déjà été effectuées⁷⁹ (ou en voie de l'être) et où l'absence presque totale d'électricité avait incité l'OER à les inclure dans ses priorités⁸⁰. Le fait d'appartenir à cette classe place les coopératives dans une situation fort différente de

⁷⁸ À Sept-Îles ou à Village Bergeronnes, par exemple, les coopérateurs doivent non seulement ériger des lignes de distribution, mais également procéder à l'installation d'unités de production. Sept-Îles possède une unité au diesel et la compagnie Gulf Power lui fournit aussi de l'énergie. Quant à Village Bergeronnes, elle possède à ce moment l'installation municipale du village (elle a acheté le réseau et l'unité de production du village). *RA OER 1947*. Nous reviendrons sur les besoins en énergie de cette coopérative dans le chapitre dix. La mise en place d'une alimentation adéquate entraîne des délais : les premiers milles de lignes ne sont érigés qu'en 1948 alors que ces deux coopératives sont fondées en 1946. En 1948, Sept-Îles possède 22 milles de lignes et dessert 219 clients (en 1963, ce sera 181 milles et 6 289 clients).

⁷⁹ Parfois effectuées précédemment par Hydro-Québec ou la Régie de l'électricité.

⁸⁰ Au début des activités de l'OER, ces régions prioritaires sont principalement la Gaspésie et le Témiscamingue. D'autres régions font aussi l'objet d'études en avril 1946 : les comtés de Labelle, Gatineau et Papineau. *PV OER, 19/04/1946*. On se penche également sur les ressources hydroélectriques de la Côte-Nord. *PV OER, 08/03/1946*.

celle décrite jusqu'à maintenant. Le personnel de l'OER y est rapidement disponible et très présent.

Ainsi, dès le printemps 1946, l'ingénieur R. Brosseau de l'OER assiste aux réunions du bureau de direction de la coopérative du Témiscamingue (fondée l'automne précédent) afin de préparer les plans d'électrification de tout le comté⁸¹. En fait, comme à Gaspé-Sud⁸², le personnel de l'Office arrive dans la localité peu après le démarrage de la société et s'occupe de tous les détails techniques : il prépare les plans et les estimations nécessaires à une demande d'emprunt ainsi qu'à l'émission d'une autorisation officielle de construction de ligne. Les bureaux de direction locaux ne sont pas tenus à l'écart des procédures, bien entendu, mais les démarches qu'ils ont à effectuer s'en trouvent de beaucoup simplifiées. Dès que le matériel nécessaire a été obtenu (l'approvisionnement est encore difficile⁸³), des travaux de grande envergure⁸⁴ démarrent, financés dès les débuts et de façon complète par l'Office. L'équipe technique de l'OER reste ensuite sur place un long moment pour exécuter et / ou superviser les travaux de construction. Grâce à cette aide substantielle, la coopérative

⁸¹ *PV. dir., Témiscamingue, 14/04/1946*. À l'assemblée générale du printemps 1946, Albert Rioux, Roland Brosseau et Guy Daignault sont présents.

⁸² C'est du moins ce que nous déduisons des procès-verbaux de l'OER, car puisque la Coopérative d'Électricité de Gaspé-Sud ne fait pas partie des coopératives étudiées en détail pour les besoins de cette thèse, les procès-verbaux de son bureau de direction n'ont pas été résumés ni analysés.

⁸³ Jusqu'en 1947, l'Office a des difficultés à s'approvisionner en matériel électrique en raison des effets persistants des mesures de guerre. Les commissaires soulignent, dans le rapport annuel de 1946, que le manque de matériaux dans ces deux régions (Témiscamingue et Gaspé-Sud) ont obligé la suspension des travaux. *RA OER, 1946*. Afin de se procurer du matériel électrique, Albert Rioux se serait même rendu, sans succès, aux États-Unis en 1947. « La rareté du matériel électrique », *La Terre de Chez Nous*, vol. 19, n° 17 (22 janvier 1947).

⁸⁴ « Les travaux les plus importants qui ont été faits en 1946 se rapportent aux coopératives d'électricité de Gaspé-Sud et du Témiscamingue ». *RA OER, 1946*.

du Témiscamingue est ainsi en mesure, au cours des seules années 1946 et 1947, d'ériger 250 milles de lignes. À Gaspé-Sud, c'est 150 milles qui sont construits pendant la même période. Ensemble, ces 400 milles constituent presque la moitié de toutes les lignes coopératives érigées entre 1945 et 1947⁸⁵.

L'électrification, encore partielle⁸⁶, du Témiscamingue et de la Gaspésie ne représente que les prémisses de ce qui sera accompli au cours des années suivantes. Par surcroît, elle annonce de quelle façon les travaux seront dorénavant majoritairement exécutés : avec l'aide substantielle de l'Office de l'électrification rurale et sous sa surveillance. Après 1947, le personnel de l'Office, en effet, essaime sur tout le territoire québécois, introduisant de grands changements dans les manières de faire des coopératives. Les transformations que subit alors le mouvement coopératif sont au cœur du prochain chapitre.

* * *

Les observateurs de l'époque, les membres de l'OER à tout le moins, devaient bien se demander si les très (trop même) nombreuses coopératives fondées rapidement à partir de l'été 1945 allaient réussir à démarrer leurs activités et à ériger des réseaux électriques. L'enthousiasme initial allait-il s'éteindre ?

⁸⁵ Les coopératives ont construit 815 milles de lignes entre 1945 et 1947 (inclus.). Les 250 milles de la coopérative du Témiscamingue en représentent donc 30,7 % et ceux de Gaspé-Sud 18,4 %. Nos calculs selon *RA OER, années concernées*.

⁸⁶ Le réseau de la Coopérative de Gaspé-Sud aura au total 409 milles (selon le bilan de 1963). Le district de la Gaspésie regroupe aussi 13 autres coopératives, dont la longueur des réseaux est très variable (entre 21 et 465 milles, à la Coopérative de Bonaventure). Quant à la coopérative du Témiscamingue, son réseau s'étendra sur presque 450 milles (449,7). *RA OER, années concernées*.

Les ruraux auraient pu, en effet, fonder des coopératives par dizaines puis, devant l'ampleur et la complexité du projet, abandonner ou, sinon, le laisser lentement s'éteindre en attendant que les compagnies privées ou l'État leur viennent en aide. Mais non. Les ruraux ne se sont pas contentés d'organiser des assemblées publiques pour discuter de la possibilité de fonder une coopérative ou, par la suite, de recueillir des signatures de futurs membres. Ils ont mis la main à la pâte avec une grande conviction ; certains semblant même trop ambitieux et idéalistes pour le gouvernement Duplessis, qui n'a pas du tout soutenu les projets de fédérations de coopératives. En vérité, c'est cette conviction et l'implication directe de la population rurale, de même que sa ténacité devant les difficultés d'accumulation du capital, d'obtention des matériaux, etc., qui ont permis le démarrage des coopératives d'électricité.

Ces petites sociétés, que l'on aurait pu croire trop petites, justement, pour parvenir à quoi que ce soit, ont construit au cours de leurs toutes premières années d'existence des milliers de kilomètres de lignes, représentant le quart des constructions de ligne en milieu rural. Et ce n'est alors qu'un début. Nous verrons, dans le prochain chapitre, que les travaux qui s'effectuent au cours des années 1948 à 1955 sont plus substantiels encore, permettant à presque l'ensemble des exploitations agricoles d'être maintenant électrifiées.

PARTIE III :

LES ANNÉES 1948 - 1955

CHAPITRE SIX

UNE PERIODE DE CONSOLIDATION DES COOPERATIVES ET D'EXTENSION DES RESEAUX (1948-1955)

À partir du printemps 1948, la construction des réseaux coopératifs s'accélère. Presque toutes les sociétés se lancent dans de vastes travaux. À la fin de l'année, non satisfaites d'en avoir terminé 1 300 milles, elles en ont aussi 324 en construction et plus de 1 000 en projet. Que se passe-t-il dans l'univers coopératif pour que ce réseau tant souhaité de distribution rurale d'électricité devienne réalité ? Un ensemble de facteurs favorise et permet ces progrès.

D'abord, l'expérience des premières années a été mise à profit et l'approximation a fait place à la rapidité d'exécution et à une plus grande précision. De surcroît, les travaux sont facilités par la disparition graduelle des difficultés d'approvisionnement en matériel électrique, par les moyens techniques de plus en plus développés dont disposent les coopératives et l'Office (notamment en matière de distribution et de production d'énergie) ainsi que par un système de prêts maintenant tout à fait au point. Contribuant directement à l'érection de ces centaines de milles de ligne, l'OER joue donc également un rôle majeur. Son personnel essaime dans toutes les régions où les coopératives s'activent, assurant dorénavant une présence plus marquée. Ces facteurs, évoqués ici trop brièvement, mais sur lesquels nous nous pencherons dans ce chapitre,

sont en vérité les manifestations de profondes transformations du modèle coopératif d'électrification rurale.

Ces changements, qui se produisent trois ans seulement après le démarrage du système coopératif d'électrification, auront un impact immédiat non seulement sur la progression des réseaux, mais aussi sur l'organisation des sociétés. Afin de comprendre ces transformations, nous soulèverons plusieurs questions. Nous nous demanderons, notamment, quelle est la place et l'importance des dirigeants locaux dans le travail de mobilisation qui accompagne le lancement d'une société, eux qui, désormais, n'ont pas à réclamer pendant de longs mois le propagandiste ou l'ingénieur de l'Office ? Les institutions financières locales sont-elles régulièrement mises à profit pour permettre le démarrage des travaux ?

1. De solides assises pour les coopératives

Les trois premières années d'existence du système coopératif d'électrification rurale sont caractérisées par un certain désordre et une grande fébrilité : fondations tous azimuts, parfois sans supervision de l'OER, difficultés à recueillir les fonds, délais pour obtenir l'aide de l'OER et abandon de dizaines de coopératives. L'année 1947-48 représente une charnière qui clôt, en quelque sorte, la période pionnière de l'histoire du système coopératif d'électricité. Certes, la route est encore semée d'embûches, mais les coopérateurs tirent de mieux en mieux profit de l'expérience récemment acquise et l'OER est dorénavant pleinement en mesure de les soutenir.

Examinons maintenant les modifications de l'univers coopératif au cours de la période 1948-1955 en nous penchant d'abord sur le rythme de fondation et de

démarrage de nouvelles sociétés, de même que sur la progression des travaux de construction des réseaux.

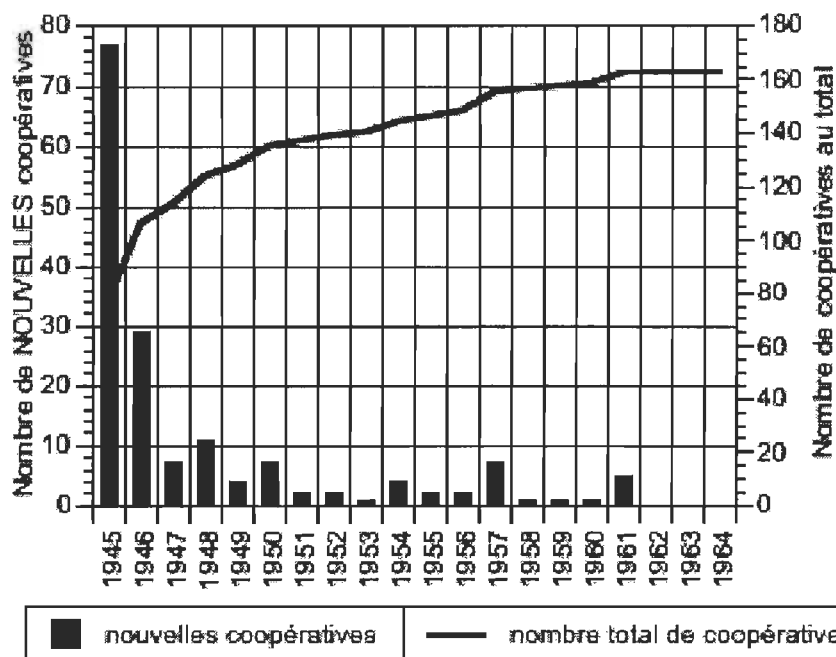
1.1. Le rôle-clé de l'Office de l'électrification rurale dans la fondation et le démarrage des coopératives

Le changement de contexte ne peut être mieux révélé que par le nombre de nouvelles coopératives. Alors que plus de 100 étaient nées au cours des deux années précédentes, seulement sept sont créées en 1947 et 11 en 1948¹ (figure 9). La grande vague de fondations est maintenant terminée. Les six années suivantes (1949-1955) ne verront naître que 22 coopératives au total. Mais que se passe-t-il ? L'ardeur des ruraux s'est-elle déjà éteinte ? Pas du tout. Un ensemble de facteurs explique le nombre réduit de fondations, par rapport aux années précédentes, à partir de 1949-1950.

¹ Les rapports annuels de l'OER et les dates de fondation individuelles publiées par l'OER nous fournissent des chiffres divergents quant au nombre de coopératives fondées annuellement. En effet, les premiers rapportent que sept coopératives ont été créées en 1947 et 11 l'année suivante. Pourtant, la consultation de la liste de toutes les coopératives avec leur date de fondation nous en donne plutôt respectivement quatre et sept. Revoir le chapitre 3 pour des précisions supplémentaires. Comme mentionné auparavant, les chiffres des rapports annuels, qui devraient normalement nous fournir les chiffres officiels, ont été utilisés pour établir les figures.

Figure 9 :

Fondation des coopératives d'électricité, 1945-1964



Données selon les Rapports annuels de l'Office de l'électrification rurale, 1945-1964.

Si aussi peu de nouvelles coopératives sont mises sur pied, c'est que, d'une part, les municipalités rurales encore totalement dépourvues du service électrique sont de moins en moins nombreuses². D'autre part, les compagnies privées poursuivant leur programme d'électrification rurale, cela incite parfois les ruraux à patienter quelques mois supplémentaires plutôt que de se lancer dans la fondation d'une coopérative.

² Selon nos calculs tirés des informations de la Régie, il y avait 363 municipalités rurales dépourvues d'électricité en 1943 (revoir la note 27, chapitre 2). Fin 1948, 124 coopératives ont été fondées. La plupart de ces 124 coopératives couvrent plus d'une municipalité, mais admettons une moyenne de 1,5 localité par coopérative, cela signifierait qu'il reste 186 municipalités non touchées par la création d'une coopérative. De ce nombre, plusieurs ont sans doute été rejointes par les 5 756 milles érigés par les compagnies privées en milieu rural. Tout cela n'est pas exact, mais réussit néanmoins à illustrer de quelle façon les localités encore totalement dépourvues d'électricité en 1948 sont beaucoup moins nombreuses qu'en 1945. La Régie et l'OER estiment par ailleurs que 48 % des fermes sont électrifiées en 1948. Selon : AHQ, P3/215 et *Rapports annuels de l'OER*.

L'OER joue également un rôle dans le ralentissement marqué des fondations. Son personnel, désormais suffisant (dès 1947, ils sont 75 ingénieurs, techniciens, comptables, etc., et 106 l'année suivante³) et de plus en plus expérimenté, effectue des études préalables avant de démarrer une coopérative. Ces analyses de l'OER, qui permettent de déterminer si le territoire à couvrir par la future coopérative ne gagnerait pas à être électrifié par une voisine ou même par une compagnie privée, réduisent presque à néant les démarrages ratés et les abandons. Bien entendu, des groupes de ruraux démarrent encore à l'occasion leur société avant que les études ne soient prêtes, mais cela constitue maintenant l'exception plutôt que la règle. L'OER coordonne les fondations et il est désormais en mesure de s'assurer que les coopératives qui naissent sont viables.

L'examen du ratio entre les coopératives déjà créées et celles qui entreront en activité (taux de survie annuel) est fort révélateur du changement qui s'est opéré en matière de création de coopératives. Alors que 56 % des sociétés nées au cours de 1945-46 n'exerceront aucune activité (ni ne seront fusionnées avec d'autres), cette proportion passe à 10 %⁴ seulement pour celles créées entre 1947 et 1950⁵. Selon toute

³ Il y a aussi, bien entendu, du personnel administratif (secrétaires, commis...) et des employés non qualifiés (manutentionnaires, livreurs de matériel...), mais l'Office souligne dans son rapport de 1948 qu'une « forte proportion de ces employés [ceux de l'OER] est composée d'ingénieurs, de comptables, d'électriciens et de monteurs de lignes. ». *RA OER, 1948*, p. 4. En trois ans seulement, de 1945 à 1948, le nombre de personnes à l'emploi de l'OER passe de 17 à 106, un record. *RA OER, années concernées*.

⁴ Faire des pourcentages avec des coopératives n'est pas très aisé. Nous donnons, ici, une mesure approximative basée sur les actes d'incorporation des coopératives. 116 coopératives sont fondées avant la fin de 1946 ; 65 d'entre elles ne seront jamais actives et 26 autres seront fusionnées. Pour la période 1947 à 1950 (incl.), ces chiffres sont de 29 fondées, 10 fusionnées et 3 jamais actives. *Actes d'incorporation des coopératives, 1945-1963*, ANQ, *op. cit.*

⁵ Pour une vue d'ensemble, revoir la figure 5 du chapitre 3 : Nombre de coopératives fondées et actives.

vraisemblance, la politique de l'OER visant à cibler les coopératives les plus aptes à s'implanter porte fruit.

Le nombre réduit de nouvelles coopératives permet à l'Office de concentrer ses effectifs et ainsi apporter une aide substantielle, dès le début des démarches, aux organisateurs locaux. Aucune coopérative fondée après 1947-48 ne se plaint que le propagandiste se fait attendre ou que l'Office tarde à répondre à sa demande de service. En réalité, leurs procès-verbaux mentionnent plutôt la présence du propagandiste, d'un commissaire ou même d'un ingénieur de l'Office, et ce, dès la première assemblée⁶. Même le travail préalable d'organisation est facilité — voire parfois effectué — par le personnel de l'Office. Bien qu'il soit malaisé de cerner l'intervention de l'Office en matière d'organisation, les comptes rendus des délibérations des coopératives n'étant pas très détaillés⁷, il demeure que la pratique est notée. C'est le cas à Abitibi-Est, fondée en 1950, dont nous dirons quelques mots.

À l'instar de sa voisine de l'Ouest fondée l'année précédente, la coopérative d'Abitibi-Est reçoit la visite du personnel de l'OER dès ses débuts. Dans son cas, il semble toutefois que le propagandiste de l'Office soit allé plus loin que le simple soutien au démarrage. Les administrateurs soulignent en effet que Guy Daignault « a

⁶ Un exemple seulement : Albert Rioux et L. O. Baribeault sont présents à l'assemblée générale de fondation de la coopérative d'Abitibi-Ouest. A. Rioux assiste également à la réunion des directeurs qui a lieu ensuite afin de discuter de la construction de 100 milles de lignes. *PV. dir.*, 08/03/1949.

⁷ Les décisions et les propositions adoptées par les bureaux de direction sont toujours soigneusement notées, mais, nous l'avons déjà souligné, certains secrétaires rapportent avec plus de détails que d'autres le contexte qui entoure ces décisions. De plus, n'oublions pas que ce ne sont pas tous les procès-verbaux des délibérations de toutes les coopératives d'électricité du Québec qui ont été résumés et analysés.

fait un travail magnifique pour organiser la coopérative »⁸. On ne peut s'empêcher de noter la différence avec la situation vécue par les coopérateurs de Brigham, qui avaient dû aller quérir G. Daignault jusque chez lui pour obtenir son soutien et son expertise ! Les procès-verbaux d'Abitibi-Est ne précisent malheureusement pas ce que signifie concrètement « organiser la coopérative », mais cette mention soulève tout de même deux questions importantes : le travail de mobilisation repose-t-il alors essentiellement sur le propagandiste de l'OER, qui arrive dans la localité et prend en charge la diffusion de l'information puis le démarrage de la société ? Quelle est la place des organisateurs locaux dans le processus ?

Les conditions de démarrage sont assurément différentes. Le travail d'organisation par les ruraux, sur le terrain, ne disparaît pas, bien entendu, mais les démarches qu'ils doivent effectuer eux-mêmes se trouvent passablement allégées. Le rôle de vecteurs de communication, particulièrement, propre aux premiers fondateurs, ne subsiste que dans une forme édulcorée. Ainsi, lorsque les procès-verbaux relatent les débuts de la coopérative, il est plus souvent question de rencontres avec les ingénieurs de l'OER, de tracé de réseau, etc., que de porte-à-porte mené par les responsables en vue d'informer leurs concitoyens, ou encore de démarches effectuées auprès d'organisations coopératives locales afin de tirer profit de leur expérience. Cette aide de l'OER, fournie dès les premières démarches, élimine en vérité une grande partie des tergiversations qui étaient précédemment le lot des nouvelles coopératives et

⁸ *PV. dir.*, 18/08/1950. En juin 1951, les directeurs de la coopérative passent une résolution demandant à l'Office « de nommer un propagandiste pour la région, qui s'occuperait du recrutement et des droits de passage ». *PV. dir.*, 18/01/1951.

il nous apparaît clair que les individus qui démarrent les coopératives après 1947 ont moins de travail d'acquisition, puis de diffusion, de connaissances à faire. Auparavant ils devaient instruire et convaincre les ruraux de la viabilité du système coopératif d'électrification rurale, lors de rencontres officielles et non officielles. Maintenant les renseignements circulent presque sans eux.

La radio joue certainement un rôle majeur dans la diffusion croissante de l'information (87 % des foyers ruraux ont un appareil en 1951⁹). Des émissions comme le *Réveil-rural* de Radio-Canada, de même que des causeries à CKAC ou à CHRC¹⁰ consacrent volontiers du temps d'antenne à ceux qui parlent des coopératives, de leurs progrès ou des services offerts par l'Office de l'électrification rurale. L'organisme lui-même, principalement par la voix d'Albert Rioux, intervient directement pour mieux faire connaître ses réalisations. En plus des causeries radiophoniques, la publication d'articles de revues et de journaux est abondamment utilisée à cette fin. D'autres canaux d'information, comme le téléphone, présent dans presque le tiers des habitations rurales¹¹, ou le simple bouche à oreille, répandent la bonne nouvelle quant

⁹ *Recensements décennaux du Canada, 1951*. Au Québec, 93 % de tous les logements occupés possèdent une radio. En milieu rural (agricole et non agricole) la proportion est de 87 %.

¹⁰ Quelques exemples seulement : « La loi pour favoriser l'électrification rurale », Québec, 08-1946, entrevue au poste CHRC (explication de la loi et ses avantages) ; « L'électrification rurale en 1947 », Québec, 01-1947, 7 p., entrevue au poste CHRC (bilan des coopératives, ce qu'elles ont fait) ; « Les coopératives d'électricité des Cantons-de-l'Est », 6 p., Québec, 05-1948, entrevue au poste CHRC (courte description de chacune des coopératives de cette région) ; « La valeur de l'électricité sur la ferme », 08-1949, Québec, 8 p., entrevue au « Réveil rural » de Radio-Canada. Pour d'autres interventions de A. Rioux sur la place publique, voir la bibliographie de cette thèse et, pour une recension complète, consulter Léo-Paul Carboneau, *Bibliographie analytique de l'œuvre de M. Albert Rioux. Précédée d'une biographie*, Québec, Université Laval, 1958.

¹¹ *RDC, 1951*. 58 % des foyers québécois possèdent le téléphone. En milieu rural (agricole et non agricole) la proportion est de 31 %.

aux progrès en matière d'électrification rurale. Les parents et amis, résidants de localités desservies par une coopérative, deviennent autant de messagers potentiels dont le nombre croît sans cesse : déjà en 1948, plus de 10 000¹² foyers ruraux sont raccordés à une ligne coopérative. Ces usagers et leurs sociétés constituent des exemples de la viabilité du système.

D'ailleurs, l'Union nationale s'approprie volontiers, et ce, dès 1947-48, les progrès importants qui ont déjà été accomplis en matière d'électrification rurale pour mousser son gouvernement et le modèle coopératif qu'il a choisi. Dans « Duplessis donne à sa province l'électrification rurale »¹³, l'on sent très bien que les coopératives sont devenues un des fleurons du gouvernement de Maurice Duplessis et un exemple des bienfaits procurés aux populations rurales par son gouvernement¹⁴. Nous dirions même que le système coopératif d'électrification incarne plus qu'un exemple, il est un modèle qui représente la voie à suivre pour développer les communautés et freiner l'exode rural. Pour y arriver, une intervention discrète et indirecte de l'État est la méthode la plus appropriée. Ce passage le révèle très bien :

[L]e gouvernement de l'Union Nationale aurait pu faire de l'électoratisme avec cette loi; il aurait pu distribuer lui-même l'électricité. Il a préféré remettre entre les mains des cultivateurs, groupés en coopératives, l'instrument de leur libération. Chaque coopérative administrera elle-même ses affaires. [...] Par sa politique d'électrification rurale, L'Union Nationale

¹² Précisément 10 660. Selon *RA OER, 1948*. En moyenne, ce sont donc 3 333 nouveaux usagers chaque année. Les grandes compagnies privées d'électricité branchaient en moyenne 3 102 clients ruraux par année, entre 1937 et 1944. Les coopératives, trois ans à peine après leur fondation, ont dépassé ce rythme.

¹³ *Duplessis donne à sa province l'électrification rurale*. Québec, Province, Union Nationale, [1948], 15 p.

¹⁴ Il y en a d'autres, dont le crédit agricole, aussi abordés dans ce document.

aura surtout contribué à favoriser le développement de la petite industrie dans nos villages et, en y créant du travail et de la richesse, à retenir chez elle la population des campagnes.¹⁵

L'émergence de ce modèle privilégié pour le gouvernement de l'Union nationale a des effets directs sur l'organisme chargé de son application. Elle entraîne, en fait, de lourdes responsabilités pour l'Office de l'électrification rurale. Il doit dorénavant veiller très étroitement à ce que les coopératives démarrent avec succès et construisent leurs réseaux, car aucun raté ne doit venir ternir le succès engendré, rappelons-le, par l'Union nationale. Comme il faut réduire, voire éliminer, les hésitations et les abandons, pour lesquels il n'y a plus de place¹⁶, l'OER supervise étroitement et de façon constante la fondation des coopératives. Qui plus est, l'aide et la présence marquée de l'Office ne disparaissent pas après que la coopérative est bien lancée. En fait, la plupart du temps, elles s'accroissent¹⁷.

L'OER a mis en place un système qui attribue du personnel résident à chaque district (ou à chaque région). Ce personnel est responsable de veiller au développement des coopératives du territoire qui leur a été assigné, assurant ainsi un soutien aux

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Ce n'est pas dit explicitement nulle part. C'est cependant l'impression qui se dégage des documents consultés pour les besoins de cette thèse. Des membres de l'Office écrivent dans leurs rapports que les coopératives doivent naître viables. Jean Blanchet, dans son rapport sur l'électrification des Cantons-de-l'Est soulignait de plus que « nous avons des coopératives qu'il faut aider d'une façon ou d'une autre au risque de voir tous ces organismes encore au stage [sic] de l'incorporation tourner au désavantage de l'Office. » *Rapport de Jean Blanchet, op. cit.*, p. 7.

¹⁷ Les résultats de cette implication prononcée de l'OER (et des études systématiques de faisabilité dont nous avons parlé auparavant) sont d'ailleurs probants : de toutes les coopératives fondées à partir de 1949, deux seulement ne deviendront jamais actives. Ce sont les coopératives de Baie des Sables, dans le comté de Matane, et Des Colombiers, comté de Saguenay. Il y a également huit coopératives qui seront l'objet de fusions au cours des années 1950. Toutes situées dans le district de la Gaspésie, elles font partie du mouvement de réorganisation des coopératives de la région effectué par l'OER afin de les rendre « viables ». Voir le chapitre 3.

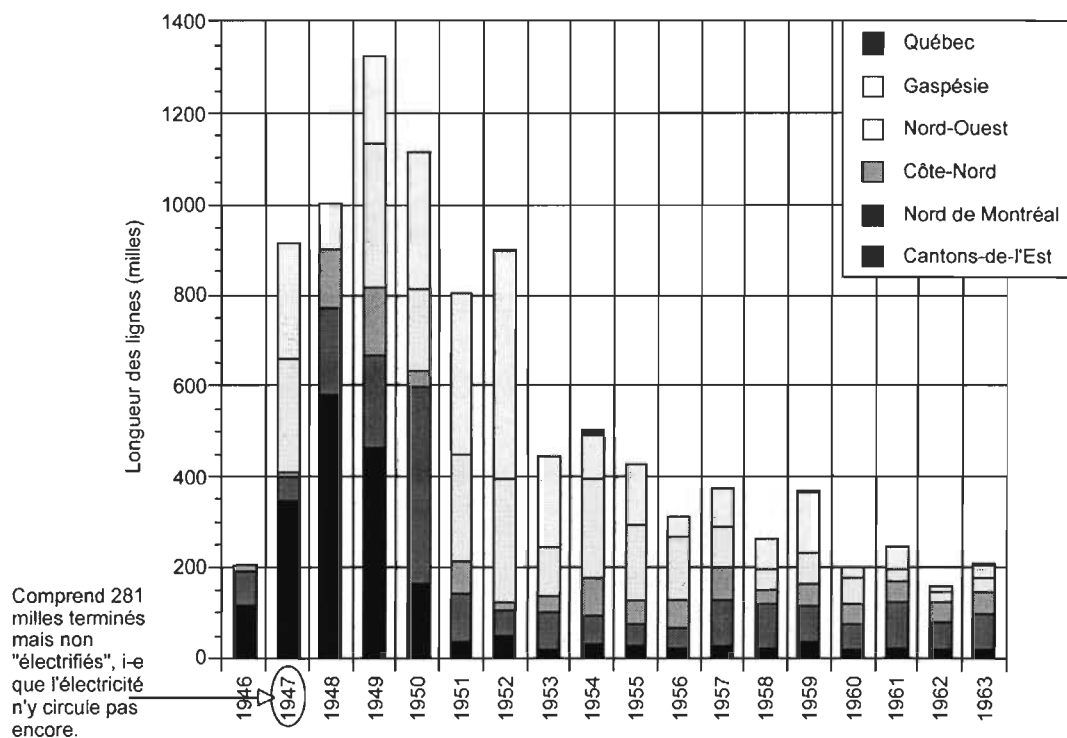
dirigeants locaux sur une base régulière¹⁸. Les procès-verbaux de plus d'une coopérative rapportent la présence de l'ingénieur ou du technicien de district (ou des deux, auxquels s'ajoute parfois le comptable) dès les toutes premières réunions du bureau de direction afin de discuter de règles administratives, d'engagement des hommes et de construction de lignes. De surcroît, les fonctionnaires de l'Office ne se contentent pas de donner des conseils ou de préparer des plans et des contrats. Ils collaborent aussi activement aux travaux d'électrification et les résultats de cette présence ne se font pas attendre.

1.2. La progression des réseaux coopératifs et l'alimentation en énergie

Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, les distributeurs d'électricité du Québec s'activent et construisent des centaines de milles de ligne en milieu rural. Presque partout, les progrès sont visibles (carte 6) et nombre de ruraux reçoivent enfin le service de l'électricité. Les coopératives contribuent à ces avancées majeures et cela est particulièrement vrai à compter de l'été 1947 et ce, jusqu'à la fin de 1952 (figure 10). Certaines zones plus ou moins laissées jusque-là pour compte (la Gaspésie, le Pontiac, certaines zones des Cantons-de-l'Est, etc.) sont électrifiées, en bonne partie par les coopératives d'électricité fondées après 1947. De manière générale, les coopératives construisent des réseaux là où les compagnies privées ne voulaient pas se rendre.

¹⁸ À l'occasion, ces délégués de l'Office deviennent aussi des employés « réguliers » de la coopérative, présents quotidiennement.

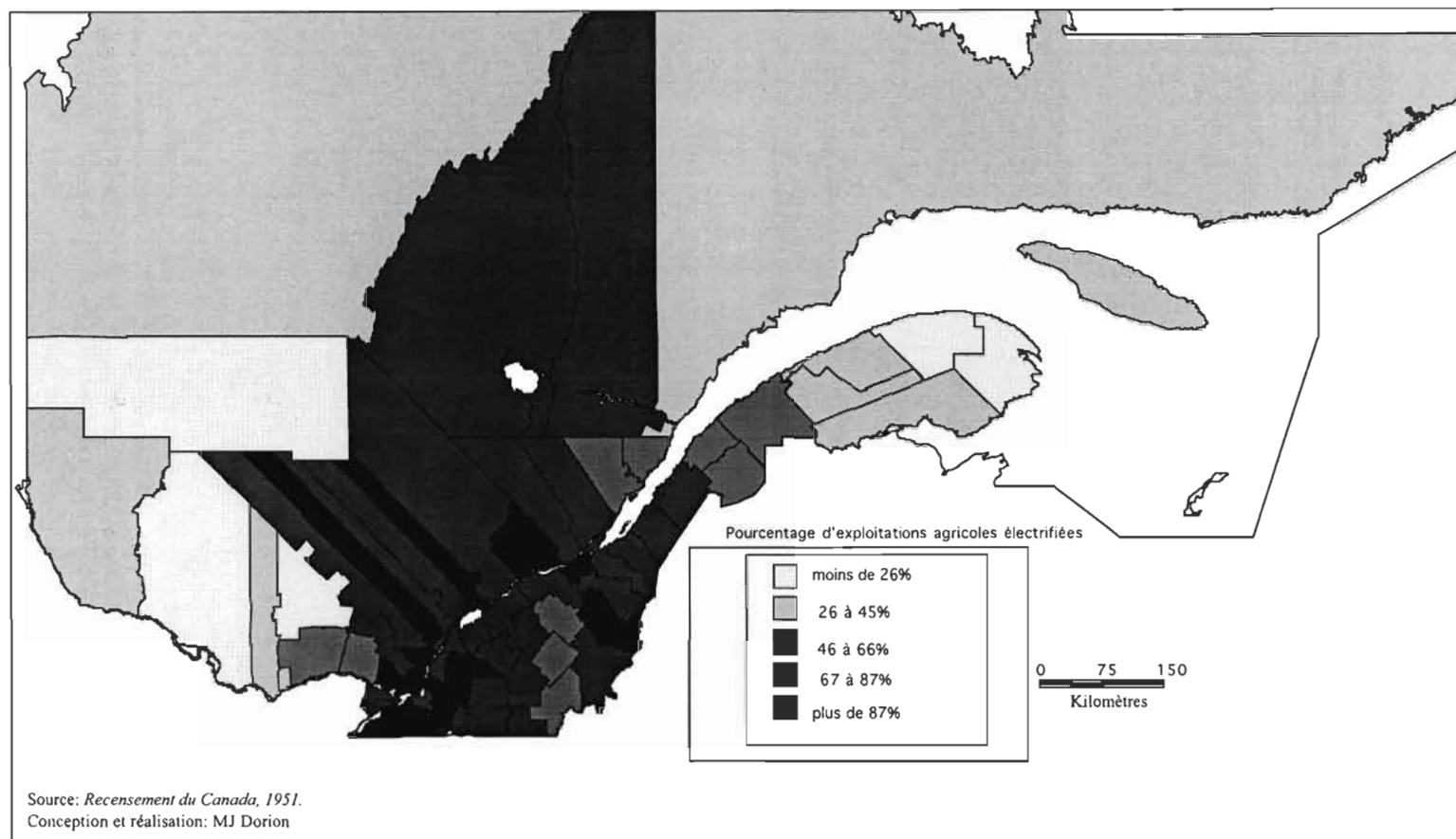
Figure 10:
Longueur des lignes construites annuellement par les coopératives, 1946-1963
 (par districts de l'OER)



Compilation de l'auteur à partir des données annuelles saisies pour toutes les coopératives, pour toute la période.
 Selon sources : Rapports annuels de l'OER.

Ces progrès importants, et la construction de réseaux autrement plus compliqués qu'un simple prolongement de ligne de distribution, sont en grande partie facilités par la disponibilité croissante des ingénieurs, des techniciens et des comptables de l'OER. Maintenant plus expérimentés et plus nombreux, ils aident les coopératives à démarrer leurs activités puis à construire leurs réseaux. Généralement, l'aide accordée est pleine et entière et accessible à toutes les sociétés. Il subsiste cependant des différences en matière d'intervention directe de l'Office dans les travaux. Attardons-nous donc maintenant à l'aide que fournit l'OER aux coopératives d'électricité.

Carte 6 : Les exploitations agricoles électrifiées en 1951, par comtés



Dans le cas des coopératives fondées avant 1947, l'arrivée ou la présence plus régulière des spécialistes de l'OER accélère considérablement l'érection des réseaux, tout spécialement là où des plans étaient prêts et des travaux déjà commencés¹⁹. La coopérative de Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville, par exemple, érige 104 milles au cours de la seule année 1947 et, dès 1949, son réseau est presque complet²⁰. À Saint-Joachim et l'Enfant Jésus d'Ély, c'est 50 milles qui sont électrifiés dès la fin de 1947. Ces progrès résultent aussi des efforts antérieurs, bien sur, mais, par sa présence active, l'OER, à notre avis, a un impact indéniable.

Les services de soutien (technique et comptable) offerts par l'OER ne sont, toutefois, pas du tout imposés par l'organisme aux coopératives et celles qui le souhaitent — elles qui n'éprouvent généralement pas de problèmes particuliers — procèdent encore régulièrement à la construction de leurs réseaux en ayant recours de façon ponctuelle aux ingénieurs et aux techniciens de l'Office. C'est le cas à Saint-Cyrille-de-Wendover et à Brigham, notamment, où les membres et fonctionnaires de l'Office se font très discrets. Ils assistent en effet très peu, voire pas du tout, aux réunions des bureaux de direction²¹ pour prodiguer leurs conseils, et aucun employé

¹⁹ À la fin de 1946, la coopérative de Rouville avait déjà 65,3 milles de terminés, de même que 69 autres en construction et 22 en projet. *RA OER, 1946*. Soulignons que la disparition progressive des difficultés d'approvisionnement en matériel électrique contribue aux progrès.

²⁰ Il est alors de 225 milles. La coopérative y ajoutera seulement cinq milles au cours des sept années suivantes. D'autres ajouts seront effectués ensuite, mais le réseau total ne sera pas si différent de celui de 1949 (260 milles en 1963). *RA OER, années concernées*.

²¹ La situation est tout particulièrement vraie à Saint-Cyrille. Jusqu'en 1948, en effet, on retrouve occasionnellement des représentants de l'OER aux réunions des directeurs et les délégations de l'OER (dans d'autres coopératives, ils sont parfois quatre) aux assemblées annuelles sont plutôt rares. Bien entendu, le secrétaire pourrait avoir omis de relever ce fait. Nous en doutons cependant, car toutes les présences sont relevées (curé, directeurs, etc.). De plus, rappelons que les prêts passent encore par la caisse populaire et que l'impôt sur le

n'est affecté en permanence à la construction des lignes. Les travaux, pourtant, progressent de façon satisfaisante : 80 % du réseau de Saint-Cyrille est complété dès 1948, alors qu'à pareille date à Brigham, c'est 58 %²². L'OER, dans ces cas comme dans d'autres, contribue en fait à un processus déjà en cours de consolidation technique et financière de la coopérative ; bien souvent, il ne manquait que des ressources humaines plus qualifiées, un financement adéquat ou encore l'approvisionnement régulier en matériel électrique.

Cependant, est-il besoin de le rappeler, plusieurs coopératives ne possèdent pas les ressources pour réussir et, par surcroît, des conditions locales particulières compliquent parfois la tâche des bureaux de direction. L'Office, heureusement, est maintenant pleinement en mesure de repérer les écueils susceptibles de faire échouer les coopératives et il intervient très rapidement. Cela est particulièrement vrai pour quelques sociétés, dont cinq des Cantons-de-l'Est. Les coopératives de Barford-Coaticook, de Stanstead, de Barnston n° 1, de Dixville et d'Hereford, n'étaient parvenues, au cours de leurs trois premières années d'existence, qu'à construire quatre milles de ligne. Cette quasi-léthargie prend fin, à l'initiative de l'OER, au printemps 1948. D'abord, ces cinq coopératives sont fusionnées pour former une nouvelle société, qui portera le nom de « Coopérative d'électricité de Stanstead ». Puis, l'Office y

revenu de 1948 est confié à un comptable licencié indépendant. *PV. dir. et Minutes des Assemblées générales*, F66.

²² Calculé toujours selon la même logique : longueur du réseau à un moment (ici, à la fin de 1948) comparativement à la longueur totale du réseau à la fin de 1963. *RA OER, années concernées*. Calculs de l'auteur.

dépêche le plus connu de ses propagandistes, Guy Daignault, en mai 1948, afin de conseiller les dirigeants locaux²³.

La participation de Guy Daignault aux assemblées des directeurs permet d'orienter les discussions vers des sujets pratiques, comme l'engagement des hommes de lignes, les tâches préparatoires à la construction du réseau, l'achat du matériel, etc., de même que le financement, élément central, bien entendu. Les autres fonctionnaires de l'OER²⁴ venus prêter main-forte travaillent activement aux travaux d'électrification. Les résultats ne se font pas attendre : à la fin de la même année (1948), la coopérative possède déjà 78 milles de lignes, 22 de plus sont en construction et 250 autres sont en projet²⁵. Des progrès encore plus substantiels sont enregistrés l'année suivante, ce qui permet d'électrifier une grande partie du territoire de la coopérative²⁶.

L'aide technique et logistique du personnel de l'Office qui a permis à la coopérative de Stanstead d'électrifier avec succès son territoire, pourtant peu peuplé,

²³ Minutes des assemblées générales et procès-verbaux des bureaux de direction de la Coopérative d'électricité de *Stanstead*, AHQ, Fonds F73.

²⁴ G. H. Fortin, technicien, A. Goyette, monteur de ligne et Robert Trudel, vérificateur, tous employés de l'Office, sont en permanence affectés à la coopérative de Stanstead au cours de 1948-49. *Rapport financier annuel de la Coopérative d'Électricité de Stanstead, pour l'année finissant le 30 juin 1949*.

²⁵ *RA OER, 1948*. Ajoutons qu'en 1949, la coopérative distribue l'électricité dans plusieurs localités : Tomifobia, Baldwin Mill, Barnston, Kingstroft, Villette, Wallace Pond, Hereford, Hereford East, Paquetteville, Malvina, Boudreault Corner, Moe River et Bulver, comtés de Compton et Stanstead. Selon ANQ, fonds OER, document n° E80 /169 : 600-S-2, 20/10/1949.

²⁶ Le réseau de cette coopérative s'étend sur 335 milles fin 1949 et dessert 655 usagers. Au cours des années suivantes, le nombre d'usagers augmentera, mais jusqu'en 1954, aucun ajout de ligne ne sera nécessaire. C'est donc dire que le territoire de la coopérative est en grande partie électrifié en 1949. À la fin de 1963, son réseau est de 372,9 milles. *RA OER, années concernées*.

n'est pas réservée à quelques-unes. Toutes les sociétés en bénéficient, et tout spécialement les nouvelles²⁷.

À maints endroits, la disponibilité presque immédiate de tous les ingrédients nécessaires aux travaux (ressources humaines, financières²⁸ et techniques) transforme le territoire de la nouvelle coopérative en vaste chantier de construction. À la Coopérative d'Abitibi-Ouest, par exemple, à laquelle l'OER a attribué du personnel permanent dès l'été 1950²⁹, les progrès sont tout simplement surprenants. Fondée en février 1949, son réseau s'étend sur 220 milles dès la fin de l'année. En trois ans à peine, il fait plus que doubler. En 1953, la société possède 545 milles (le plus long réseau coopératif), qui rejoignent déjà presque 3 000 clients³⁰. Et Abitibi-Ouest n'est pas une exception. Elle est même assez représentative de la situation qui prévaut chez les nouvelles coopératives. Des progrès semblables sont ainsi enregistrés à Matane, par exemple, où le réseau de la coopérative, qui profite du même type de soutien de la part de l'OER, est pour ainsi dire entièrement terminé en deux ans seulement³¹.

²⁷ Guy Daignault et Albert Rioux surtout étaient présents aux assemblées générales. Maintenant, plus la période avance, plus on voit le président, les ingénieurs et les comptables (surtout le comptable en chef) assister à ces assemblées.

²⁸ Mentionnons que l'Office accepte parfois de payer temporairement le salaire de certains employés de la coopérative, en attendant qu'elle ait des revenus. C'est le cas à Abitibi-Ouest (*PV dir.*, le 22/06/1949).

²⁹ En août 1950, il y a en permanence plusieurs employés de l'Office pour exécuter les travaux : l'ingénieur R. M. Filiatrault, J. O. Langford, monteur de lignes, R. Baillargeon et G. Hotte, techniciens, de même que deux étudiants (seulement pendant l'été pour ces derniers). *PV OER*, 05/08/1950.

³⁰ Précisément 2 832 clients. *RA OER, années concernées*.

³¹ La coopérative est fondée en mai 1951 et, à la fin de 1953, elle possède 150 milles de ligne. Son réseau aura au total (en 1960) 154 milles. *RA OER, années concernées*.

Il est ainsi aisé de constater que les conditions de démarrage et d'exécution des travaux chez les sociétés fondées après 1947 sont très différentes de celles qui prévalaient auparavant. Pour bien saisir l'ampleur de ces différences, ajoutons que ces deux coopératives (Abitibi-Ouest et Matane) n'ont pas érigé que des réseaux de distribution d'électricité. Elles ont en effet également construit des lignes de transmission à haut voltage pour se relier aux équipements de production d'Hydro-Québec (en Abitibi) ou de la Compagnie de Pouvoir du Bas-Saint-Laurent (à Matane), de même que des installations de transformation de l'énergie (communément appelées sous-stations). Plusieurs sociétés fondées auparavant avaient pareillement érigé des infrastructures de transmission et de transformation, mais leur situation géographique, à l'intérieur de territoires desservis par les distributeurs privés, avait toutefois grandement simplifié le travail, car il ne leur avait fallu que quelques milles de ligne de transmission pour se relier à une sous-station existante³².

C'est d'ailleurs probablement ce scénario qu'avaient imaginé les créateurs de l'OER. Les documents de l'époque nous laissent en fait croire que le gouvernement Duplessis souhaitait le raccordement des réseaux coopératifs aux installations des compagnies privées, d'Hydro-Québec ou des services municipalisés. Les coopératives pionnières, en grande partie situées dans des zones généralement bien pourvues en infrastructures de transport et de production (Cantons-de-l'Est et Nord de Montréal, tout spécialement), n'ont pas posé de défis particuliers lorsque est venu le temps de

³² La coopérative d'Austin, par exemple, possède deux milles de ligne de transport d'électricité en 1947. Alors que Saint-Cyrille-de-Wendover s'alimente à la sous-station de Southern Canada Power, à proximité de Saint-Cyrille. Elle n'a donc encore construit qu'un réseau de distribution. *RA OER, 1947*.

trouver un fournisseur et elles ont généralement érigé des réseaux de distribution et parfois des postes dotés de transformateurs pour recevoir l'électricité d'un fournisseur non coopératif. Toutefois, les nouvelles coopératives fondées après 1948, de même que quelques-unes créées antérieurement, mais toujours en cours de démarrage, révèlent que ce modèle d'électrification n'était pas adapté à toutes les régions québécoises.

Ainsi, bien que les nouvelles coopératives formées à partir de 1948-1949 ne possèdent pas de caractéristiques communes qui en feraient un groupe homogène (leurs réseaux peuvent être minuscules ou immenses) et qu'elles ne se trouvent pas dans les mêmes régions (Abitibi, Bas-Saint-Laurent, Côte-Nord, etc.), les conditions difficiles auxquelles elles sont confrontées les rapprochent indéniablement. Elles sont en effet localisées en régions éloignées ou isolées (aux Îles-de-la-Madeleine ou à Lac-Édouard, par exemple, voir la carte 7) ; contraintes de construire des réseaux de distribution très étendus et/ou des infrastructures de transport d'énergie (en Abitibi ou à Papineau-Est) ; ou encore, elles doivent produire leur propre électricité (Gaspé-Nord ou Baie Trinité). L'ampleur des travaux à entreprendre les distingue donc totalement de la vague précédente³³ et, on le comprend volontiers, exige une aide extérieure soutenue. Comme nous l'avons vu, l'OER contribue directement aux travaux en hommes et en services (ingénierie, plans, etc.). Toutefois, les ressources techniques ne représentent qu'une facette du problème, car lorsqu'il est question d'installations autres que celles destinées

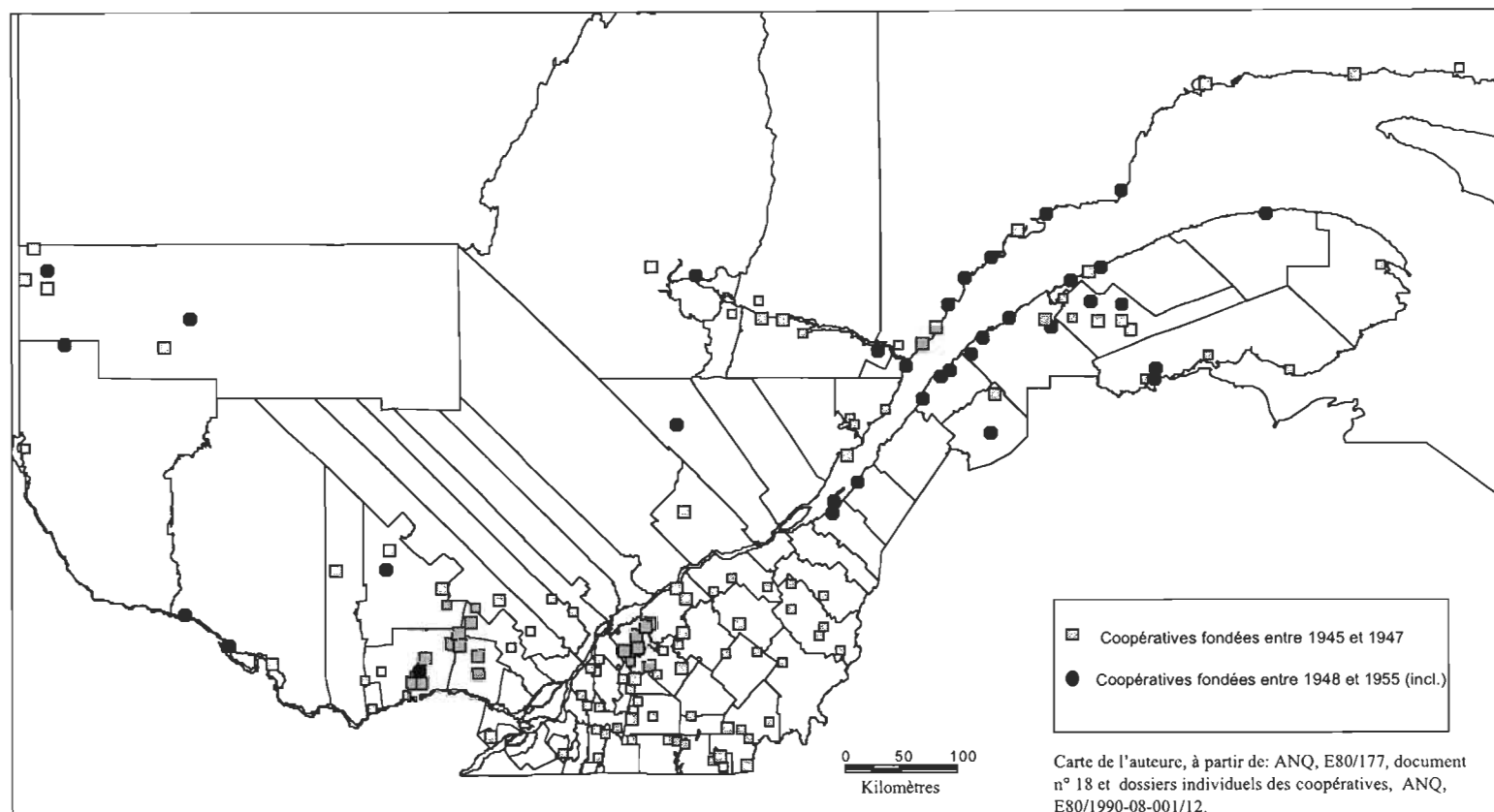
³³ Quelques coopératives formées avant 1948 ont aussi à construire des installations de production. Cependant, pour la plupart d'entre elles, les « vrais » travaux d'électrification commencent après 1947. Ce n'est qu'en 1948 que le rapport de l'OER rapporte l'existence de lignes en fonction à Sept-Îles, pourtant fondée en 1946. C'est exactement la même chose à la Coopérative d'Électricité du Golfe Saint-Laurent. Quant à Village Bergeronnes, voir le chapitre 8. *RA OER et PV OER*.

à la distribution et à la transformation, les capitaux requis ne sont plus du même ordre de grandeur.

La charge financière que cela représente est importante et la capacité à supporter ces investissements varie grandement selon la coopérative. Ainsi, alors que celle d'Abitibi-Ouest, comme sa voisine de l'Est ou celle de Papineau-Est, parviennent à assumer les dépenses reliées à l'aménagement de leurs immenses réseaux de distribution et de leurs lignes de transport par les parts sociales puis par la vente d'électricité, d'autres n'y arrivent tout simplement pas³⁴. La situation se révèle encore plus problématique lorsqu'il faut installer des équipements de production d'électricité. Car n'oublions pas que les sociétés productrices, doivent, comme les autres, assumer leurs parts des coûts reliés à la construction des infrastructures.

³⁴ La coopérative de Matane, notamment, éprouve des difficultés qui apparaissent temporairement insurmontables à l'Office. Afin de compléter l'électrification du territoire de la coopérative, il décide de la prendre en charge en 1952 et d'absorber les frais des travaux. Lorsque les sociétaires seront en mesure d'acquitter leur part (15 % dans ce cas), l'administration de la coopérative leur sera remise.

Carte 7³⁵ : Coopératives fondées entre 1945 et 1955 (incl.)



³⁵ Voir *chapitre trois*, notes 36 et 37 pour des précisions méthodologiques relatives à la cartographie.

Cela nous semble une incohérence majeure du financement prévu pour les coopératives d'électricité par la Loi de l'électrification rurale. Comment peut-on en effet permettre à des sociétés de produire de l'électricité (article 21³⁶), sans par ailleurs leur procurer un mode de financement qui leur permettra d'acquitter leur part des coûts ? Heureusement pour les coopératives, l'État (nous ignorons qui exactement — de l'Office ou du gouvernement³⁷ — quoique nous penchions vers le premier), prend rapidement conscience de cette incohérence et décide d'offrir une solution aux coopératives qui ne trouvent pas de producteur en mesure de les alimenter. C'est ainsi que la Loi de l'électrification rurale est modifiée en 1948³⁸ pour permettre à l'Office de l'électrification rurale de produire de l'électricité, ce qui n'était pas du tout prévu dans la loi de 1945.

Dès l'année suivant cet amendement qui lui permet de produire de l'électricité³⁹, l'OER saisit la balle au bond et intervient pour réduire la pression sur les coopératives aux prises avec des difficultés d'approvisionnement. Et il se lance dans la construction

³⁶ Le législateur a en effet accordé le pouvoir de produire de l'énergie aux coopératives (article 21). L'article 21 se lit comme suit : « Peuvent être formées en vertu de la présente loi des coopératives de production, de transmission, de distribution et de vente de l'électricité dans les municipalités rurales », *Loi de l'électrification rurale, op. cit.*

³⁷ Les procès-verbaux de l'Office ne le mentionnent pas.

³⁸ Le nouvel article précise que le lieutenant-gouverneur en conseil, peut, « aux conditions qu'il détermine, autoriser l'Office à construire, acquérir, louer, posséder, administrer et exploiter des barrages, chutes et pouvoirs hydrauliques, des usines électriques, des lignes de transmission, de distribution... ». *Loi modifiant la Loi de l'électrification rurale*, SDQ (Québec), 12 Geo VI, 1948, c. 40, article 12e.

³⁹ « L'État des déboursés pour l'année 1948 », publié dans le rapport annuel de l'Office, de même que ses procès-verbaux, ne mentionnent pas d'activités de l'OER en matière de production en 1948. *RA OER, 1948* et *PV OER, 1948*. Les états financiers de l'OER, publiés dans les *Comptes publics de la province de Québec*, ne mentionnent pas non plus de dépenses de « production » avant 1949. Dans le rapport annuel de l'OER de 1947, on mentionne cependant la poursuite d'études en collaboration avec la Commission des eaux courantes, ce qui laisse présager des discussions relatives à des aménagements hydroélectriques. *RA OER 1947*, p. 4.

d'équipements de production d'électricité. La première incursion de l'OER dans la production d'électricité consiste à construire une centrale pour la coopérative de Petit Saguenay⁴⁰, sur la rivière du même nom. L'Office absorbe entièrement les coûts de construction et de fonctionnement de la centrale de 300 chevaux-vapeur⁴¹. Ces équipements s'ajoutent à d'autres et, dès la fin de 1949, cinq unités de production diesel et deux usines hydrauliques coopératives sont en activité (voir le tableau 3). Elles n'appartiennent pas qu'à l'OER puisque les coopératives aussi acquièrent des équipements de production⁴². Les ingénieurs de l'OER sont évidemment intervenus à toutes les étapes des travaux, mais il semble que contrairement à Petit Saguenay, le coût de ces autres équipements ait été assumé par les coopératives⁴³. Or, les prêts consentis à ces sociétés productrices sont accordés aux mêmes conditions qu'à celles qui exploitent uniquement un réseau de distribution, c'est-à-dire un prêt représentant 75 % ou 85 % (dans les cas de densité inférieure à six usagers par mille) des investissements.

⁴⁰ Les coopérateurs rachètent leur centrale en 1953, à la suite d'une demande en ce sens faite à l'OER par les administrateurs, *PV OER*, 01/09/1953. Cela est confirmé par le fait que les dépenses reliées à cette centrale disparaissent des états financiers de l'OER, *Comptes publics*, 1954.

⁴¹ *RA OER*, 1950.

⁴² Il serait intéressant d'étudier la structure financière des coopératives du Bas-Saint-Laurent et des autres qui, comme elles, possèdent des équipements de production. Lors du choix de nos régions, nous avons considéré plusieurs facteurs importants (voir l'annexe), mais comme nous ignorions que les coopératives avaient possédé autant d'équipements de production, cela n'a pas compté pour beaucoup dans nos choix.

⁴³ Les procès-verbaux de l'OER rapportent, pour la centrale de la rivière Hall, que la coopérative de Bonaventure a effectué elle-même les travaux, sous la surveillance de l'OER, *PV OER*, 27/11/1951.

Tableau 3 :
Centrales de production en activité, 1949

Localités [coopérative]	Rivière	Capacité (chevaux)	Unités	Capital investi
Petit Saguenay [coopérative de Petit Saguenay et Anse Saint-Jean]	Petit Saguenay	300	1	59 900 \$
New Carlisle [coopérative de Bonaventure]	Hall	1000	2	176 634 \$
PRODUCTION AU DIESEL				
Sept-Îles [coopérative du même nom]	-	400	4	23 000 \$
Magpie [coopérative du Golfe]	-	200	2	49 660 \$
Havre Saint-Pierre [coopérative du même nom]	-	225	3	32 720 \$
Gaspé [coopérative de Gaspé-Sud]	-	1 200	5	50 706 \$
Bonaventure [coopérative du même nom]	-	1 200	3	182 000 \$
Nombre total de chevaux pouvant être générés		4 525		
Capital investi dans la génération				574 620 \$

Source : *Rapport annuel de l'OER, 1949.*

La modification de la Loi de l'électrification rurale, permettant à l'OER de produire de l'électricité, n'a donc pas vraiment résolu le problème de l'incohérence du mode de financement, puisque l'Office ne prend pas en charge la totalité des investissements de production. En octobre 1951, dans le dessein de corriger la situation, l'OER demande au gouvernement Duplessis de modifier à nouveau la Loi de l'électrification rurale afin que les sociétés qui produisent leur propre énergie

bénéficient d'un prêt de 85 %, plutôt que 75 %, et ce, même si leur réseau dessert plus de six clients par mille de ligne⁴⁴.

Attendu que certaines coopératives d'électricité trop éloignées des grandes centrales hydroélectriques sont obligées de produire elles-mêmes l'énergie électrique qu'elles distribuent à leurs membres : c'est le cas des coopératives d'électricité de Bonaventure, de Gaspé-Sud, du Golfe St-Laurent, de Village Bergeronnes, de Sept-Îles, de Petit Saguenay et l'Anse St-Jean ; Attendu que ces coopératives doivent faire des dépenses beaucoup plus considérables que celles qui achètent leur énergie d'une compagnie ; Attendu que leurs sociétaires peuvent difficilement souscrire plus de cent dollars (\$ 100.00) en parts sociales ; Attendu que dans la plupart des cas la densité de leurs membres dépasse six (6) au mille et que l'Office ne peut pas, d'après la Loi actuelle, leur avancer plus de soixante-quinze pour cent (75 %) du coût de construction de la centrale et des lignes ; Attendu qu'il suffirait de porter ces avances à 85 % pour stabiliser la situation financière de la plupart des coopératives qui produisent leur propre énergie électrique ; EN CONSÉQUENCE : il est résolu de demander à l'honorable Procureur Général [Maurice Duplessis, en l'occurrence] d'amender la [Loi de l'électrification rurale] en ajoutant après les mots : « lorsque cette densité est inférieure à six par mille de réseau », les mots « ou aux coopératives qui produisent elles-mêmes l'énergie électrique qu'elles distribuent, [...] »⁴⁵

Cette demande ne reçoit toutefois pas l'aval de l'État⁴⁶, ce qui oblige l'OER et les coopératives à continuer sur les mêmes bases qu'auparavant. À partir de ce moment, l'OER semble cependant prendre plus volontiers la décision de construire des unités de production, pour lesquelles il assume tous les coûts, afin de venir en aide aux sociétés difficilement en mesure d'en supporter la charge financière (aux Îles-de-la-Madeleine

⁴⁴ La Coopérative d'électricité de Bonaventure présente la même requête à l'Office, car elle voudrait que l'État lui prête davantage. *PV OER*, 20/10/1952.

⁴⁵ *PV OER*, 24/10/1951.

⁴⁶ Les procès-verbaux de l'OER mentionnent en effet la requête, mais la réponse du gouvernement (en presumant qu'il y en a eu une) ne fait l'objet d'aucune précision. De plus, la loi n'est pas modifiée en ce sens.

notamment⁴⁷). Il fait de même dans les cas où des installations de production, construites antérieurement par les coopératives, nécessitent des modifications et des réparations importantes. En 1952, par exemple, il contribue grandement à la reconstruction, à la réparation et à l'exhaussement du barrage de la rivière Hall (coopérative de Bonaventure) pour augmenter sa puissance. Ailleurs, il prendra peu à peu en charge la construction des longues lignes de transport (nous y reviendrons dans un chapitre ultérieur).

Il ressort deux points majeurs de l'implication grandissante de l'OER en matière de production d'électricité. D'une part, l'organisme possède maintenant une connaissance approfondie de ses coopératives, ce qui lui permet de déceler les failles du système qui mettraient en péril le développement ou la survie des sociétés, et il tente de les corriger. D'autre part, les commissaires ont, selon toute apparence, appris à connaître les limites fixées par le gouvernement (notamment, éviter que les coopératives productrices d'électricité concurrencent les producteurs établis) et à les repousser au maximum pour secourir les coopératives dans le besoin.

Par ailleurs, on se rend compte à l'examen des documents de l'époque que les façons de faire de l'Office en matière de production (et nous verrons que ce n'est qu'un début) ont bien changé depuis 1945. Loin du ton mordant de son premier président

⁴⁷ Les commissaires ne mentionnent même pas la possibilité de faire assumer les coûts de sa centrale par la coopérative. C'est que le ministère des Pêcheries s'était fait octroyer un budget de 100 000 \$ par le gouvernement pour construire des unités au diesel, qui alimenteraient un entrepôt frigorifique. Le ministère a déjà construit le bâtiment et a acheté les deux unités diesel, mais il semble que les travaux piétinaient à cause d'un manque de connaissances « spéciales en électricité ». L'OER reprend le projet en main en 1953 et le complète, au coût total de 160 000 \$, auquel le ministère des Pêcheries a fourni 100 000 \$, tel que prévu. *PV OER, 08/06/1953*.

(Thomas Tremblay) qui rabrouait Southern Canada Power pour son manque de coopération, l'OER, dirigé depuis 1950 par L-P Deslongchamps⁴⁸, nous semble davantage stratège que soldat. Il respecte les limites imposées par l'État, tout en obtenant néanmoins ce qu'il veut : produire de l'électricité. En contrepartie, l'OER travaille très fort pour maintenir le système coopératif à flot, et il veille au développement harmonieux et contrôlé des coopératives. Il s'assure également qu'aucune coopérative ne vienne ternir le modèle duplessiste d'électrification rurale, tout spécialement en évitant les faillites et les abandons. Ses comptables y voient.

Nonobstant ces efforts, la tâche de maintenir l'équilibre budgétaire de dizaines de sociétés disparates n'est pas mince. Et c'est pourquoi le personnel du service comptable de l'OER prend une place sans cesse grandissante dans le système administratif mis en place par l'organisme. En fait, nous pourrions même ajouter que l'OER, au cours des années 1950, se professionnalise et se « bureaucratise », sans toutefois cesser d'être présent dans l'univers local des coopératives. Nous reviendrons sur ces aspects dans le chapitre sept. Penchons-nous maintenant sur le système d'attribution des prêts par l'Office, maintenant bien rôdé, et sur l'argent de l'État, qui arrive de façon continue en milieu rural. Il subsiste bien, après 1948, quelques formes alternatives de financement, comme nous le verrons, mais le recours quasi exclusif au financement de l'Office est maintenant la norme.

⁴⁸ Il était à l'emploi du Syndicat national de l'électricité dans les années 1940.

2. Le rôle structurant de l'OER et la complémentarité des ressources locales

2.1. Le financement public : des millions pour les zones rurales

Fondée en 1949, la coopérative d'Abitibi-Ouest bénéficie, dès le lancement de ses activités, du soutien et de la présence marquée du personnel de l'OER. Ce dernier prépare, entre autres, des plans d'électrification et il planifie les besoins en matériaux et en capitaux. Cette aide se trouve rapidement complétée par une injection importante de fonds de l'État. En 1949, dès sa toute première année d'activité, la coopérative reçoit 373 102 \$ en prêt de l'OER. Au cours des trois années suivantes, elle obtient plus d'un demi-million de dollars supplémentaires, ce qui représente une somme impressionnante compte tenu de la nouveauté de l'entreprise. Au total, entre 1949 et 1955, la coopérative reçoit 1,15 million de dollars⁴⁹.

Abitibi-Ouest est ici utilisée comme exemple, car, bien que les sommes y soient particulièrement élevées, elle est tout de même représentative de qui prévaut au cours de la période 1948-1955 en matière de financement public des coopératives d'électricité. Les nouvelles coopératives reçoivent tout particulièrement des sommes importantes quoique toutes les sociétés bénéficient maintenant des prêts de l'OER.

Penchons-nous en premier lieu sur les coopératives tout récemment fondées. On s'en souviendra, les sociétés des années 1945 à 1947 ont souvent obtenu des sommes de départ réduites, que l'OER augmentait graduellement, à mesure que la coopérative se développait. Après 1948, de telles pratiques subsistent, mais ce n'est plus du tout la

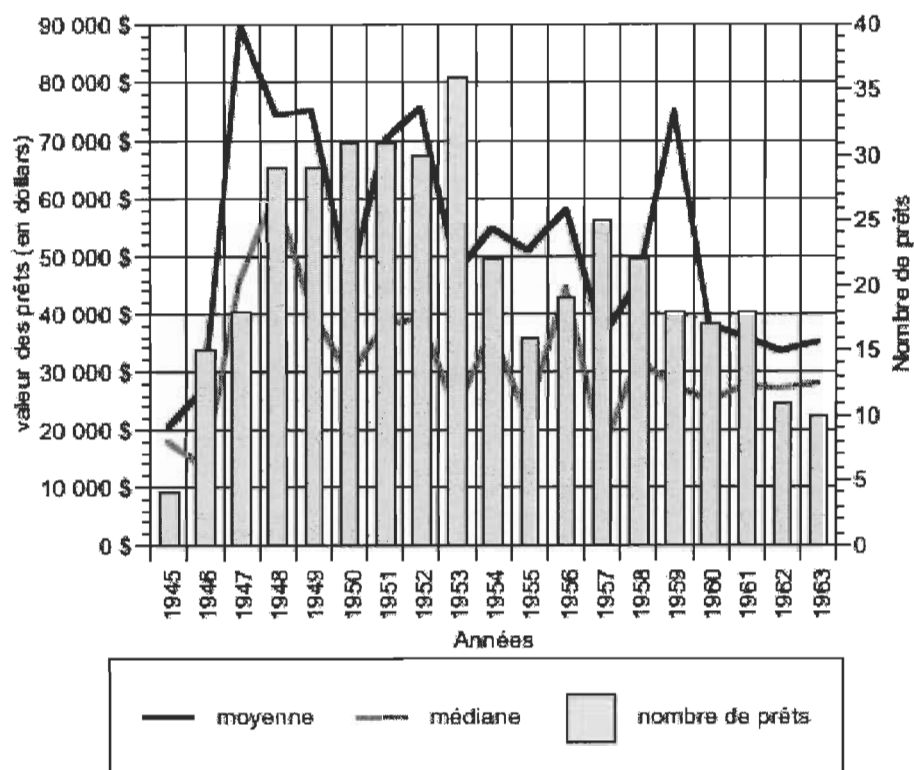
⁴⁹ Les données proviennent des *Comptes publics de la province de Québec, années concernées*.

manière courante de financer les coopératives. Et, lorsque des prêts de départs sont accordés, c'est généralement parce que les coopératives nouvellement fondées⁵⁰ débutent leurs travaux et que leurs besoins en capitaux demeurent encore limités. En règle générale, toutefois, les montants confiés aux coopératives dès leur fondation sont dorénavant substantiels (figure 11) : les premiers prêts des coopératives de Gaspé-Nord et de Mont-Laurier (régionale) (en plus de celle d'Abitibi, dont il vient d'être question)⁵¹, sont tous supérieurs à 185 000 \$.

⁵⁰ Elles sont essentiellement situées dans le Bas-Saint-Laurent et en Gaspésie. Il faut leur ajouter la coopérative d'Abitibi-Est et celle de Mont-Laurier (régionale).

⁵¹ Ces coopératives reçoivent des prêts très élevés dès leur première année : Abitibi-Ouest, fondée en 1949 (373 102,30 \$ en 1949), Régionale de Mont-Laurier, fondée en 1950 (188 542,80 \$ en 1950) et Gaspé-Nord, fondée en 1955 (231 000 \$ en 1955). *Comptes publics du Québec* et *RA OER, années concernées*. En plus du prêt de départ, la Coopérative d'Abitibi-Ouest reçoit 328 000 \$ en 1951. La Coopérative d'Abitibi-Est, pour sa part, emprunte 229 550 \$ au cours de la même année.

Figure 11 :
Nombre de prêts et valeur annuelle moyenne et médiane des prêts consentis par
l'OER aux coopératives, 1945-1963
 (en dollars courants)



Calculs de l'auteur selon : *Rapports annuels de l'Office de l'électrification rurale, 1945-1964* et *Comptes publics de la province de Québec, 1948-1964*.

La différence majeure réside dans le fait que les sociétés fondées après 1948 (ou celles qui lancent leurs travaux après 1948) démarrent maintenant leurs activités sous la supervision de l'OER, qui a alors développé et affiné ses façons de faire. Ses relevés sont maintenant précis et très complets, et l'organisme a le plus souvent effectué les études nécessaires avant ou dès la fondation de la coopérative. Que ce soit de son propre chef, ou le résultat d'analyses antérieures effectuées par d'autres organismes

(Commission des eaux courantes, Syndicat national de l'électricité⁵², ingénieurs des autres régies⁵³ et commissions), l'OER dispose alors d'études fouillées qui s'attardent aussi bien aux aspects techniques du futur réseau (longueur, besoins en transformation et en transport, production ou alimentation par une compagnie privée, etc.) qu'au nombre d'usagers potentiels (combien sont-ils et lesquels prendront l'électricité dès la construction de la ligne ?). Ces analyses évaluent aussi les coûts anticipés et les règles du partage de ceux-ci : la coopérative aura-t-elle à absorber 15 ou 25 % des dépenses ?

Au moment du démarrage, les administrations locales et l'OER savent donc exactement, entre autres, quel matériel sera requis, le montant à recueillir en parts sociales et les négociations à entamer, au besoin, avec le producteur le mieux placé pour alimenter la coopérative en énergie. Les coopératives de ces années postérieures à 1947 démarrent conséquemment rapidement et obtiennent les résultats escomptés dans des délais plus que raisonnables. Pour reprendre le cas d'Abitibi-Ouest, cela signifie que deux ans à peine après sa fondation (en 1949), son réseau de distribution s'étire sur 420 milles et rejoint presque 2 000 clients⁵⁴.

⁵² Le Syndicat avait déjà, par exemple, étudié la région d'Amos, Senneterre et les environs en 1939. Voir : *Rapport d'un voyage à Senneterre et à Amos, Abitibi, les 8, 9, 10 août 1939*. Par L.-P. Deslongchamps et A. S. Baulme (président) du Syndicat national. Dans AHQ, fonds RÉQ, document n° P3/768, *Senneterre (Village) : dossier général incluant rapport sur l'installation d'une centrale Diesel et vente du réseau à la Coopérative d'Electricité de l'Abitibi-Est*. 22 pièces, originaux et copies. Notons que ce même L.-P. Deslongchamps deviendra le deuxième président de l'OER.

⁵³ Un exemple d'étude effectuée par la Régie, sur la paroisse de Beaudry, qui sera par la suite électrifiée par la coopérative de Rouyn-Noranda. Rapport de visite de l'ingénieur de la Régie de l'électricité, en avril 1945. Il a fait l'étude d'un projet de « distribution de l'électricité par un syndicat agricole, avec octroi de construction de 50 %, tel qu'accordé aux municipalités. ». Dans AHQ, fonds RÉQ, document n° P3691, *Beaudry (Paroisse) : dossier général*. 5 pièces, originaux.

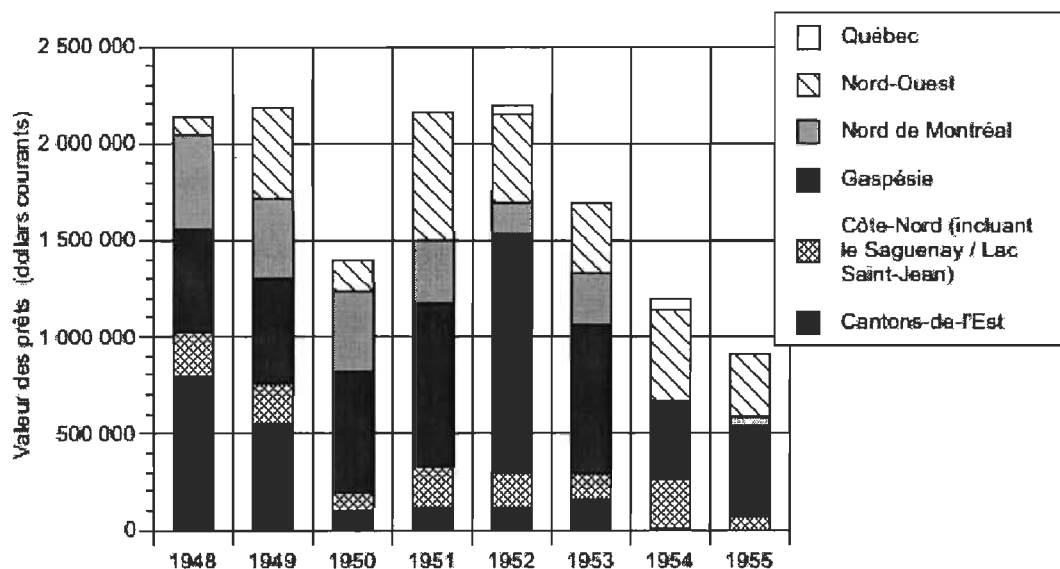
⁵⁴ RA OER, 1951.

La situation est la même partout dans les zones coopératives. Bien entendu, les coopératives fondées en tout début de période ne lancent pas leurs travaux, mais sont plutôt engagées dans le parachèvement de leurs réseaux. Et elles ne procèdent donc souvent qu'à de courtes ou moyennes extensions. Cette différence (construire un réseau ou le terminer) a, on s'en doute, un impact direct sur le financement nécessaire aux travaux. Ainsi, les coopératives fondées antérieurement reçoivent-elles des prêts de valeur généralement moindre que les nouvelles sociétés⁵⁵, ce qui influence la répartition régionale des prêts de l'OER entre 1948 et 1955 (figure 12).

⁵⁵ Quelques exemples de prêts permettant des ajouts à des réseaux construits antérieurement (coopératives fondées entre 1944 et 1946). District des Cantons-de-l'Est : Austin : 6 500,00 \$; Brigham : 16 435,10 \$; Canton de Magog : 7 200,00 \$; Saint-Cyrille-de-Wendover : 3 500,00 \$; Saint-Étienne-de-Bolton : 5 700,00 \$; Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville : 7 000,00 \$; Saint-Valérien-de-Shefford : 4 000,00 \$. District de la Côte-Nord : Manicouagan : 1 854,90 \$ et Sept-Îles : 29 000,00 \$.

Figure 12 :

Prêts / avances consentis annuellement par l'OER aux coopératives, 1948-1955
(selon les districts, en dollars courants)



Compilation de l'auteure selon : *Rapports annuels de l'Office de l'électrification rurale, 1945-1948*

Outre le fait que l'OER dispose maintenant du personnel nécessaire et qu'il a développé son expertise sur le terrain, il faut mentionner que l'État lui-même a accepté de fournir de nouveaux outils essentiels à l'OER et aux coopératives. Nous pensons, bien sûr, à la possibilité que l'OER puisse prendre en charge certains équipements de production, mais aussi au fait que l'État augmente substantiellement le budget de l'OER ; de 12 millions de dollars qu'il était en 1945, celui-ci est passé à 35 millions au cours des dix années suivantes⁵⁶. Ces facteurs ont un impact décisif sur le financement public des coopératives d'électricité. Au cours des années 1948 à 1955, ces dernières reçoivent en effet plus des deux tiers des sommes versées par l'État pendant toute la

⁵⁶ Québec (province) SDQ, 3-4 Elisabeth II, Chapitre 6 (1955).

période. En fait, c'est près de 14 millions de dollars que l'État a confiés aux coopératives.

Aidées par l'Office de l'électrification rurale, ces petites sociétés, que plusieurs contemporains jugeaient incapables d'arriver à de tels résultats⁵⁷, ont construit 7 586 milles de lignes de distribution et apporté l'électricité à plus de 45 000 clients ruraux⁵⁸. L'OER pouvait se montrer satisfait du fonctionnement général des coopératives et des procédures adoptées pour la construction des réseaux⁵⁹.

Permettons-nous de terminer cette partie de chapitre en nous imaginant ce que pouvait être le chantier de l'électrification rurale⁶⁰. Tout débute probablement par l'arrivée des premiers experts, qui arpentent le terrain et balisent le tracé du futur réseau. Les droits de passage sont ensuite sollicités et obtenus et les travaux peuvent commencer. Les premiers camions à poteaux se mettent à arpenter les routes pour apporter les matériaux et les manœuvres creusent les trous qui recevront les poteaux ; et ils effectuent le défrichement, si nécessaire. Puis les hommes de lignes et le personnel qualifié de l'OER arrivent dans la localité (ou les localités) et ils effectuent les travaux d'érection des lignes, auxquels il faut souvent ajouter une installation de

⁵⁷ Plusieurs membres du parti libéral du Québec, lors des débats entourant l'adoption de la *Loi de l'électrification rurale*, estimaient en effet que la formule coopérative était inadaptée à la construction d'infrastructures de distribution d'électricité.

⁵⁸ Le total est de 45 511 clients depuis 1945, desservis par 7 586 milles de lignes. *Rapport annuel de l'Office de l'électrification rurale pour l'année se terminant le 31 décembre 1955*.

⁵⁹ D'ailleurs, ni les procès-verbaux de l'OER, ni ses rapports annuels, ne mentionnent que les sommes sont trop considérables, que les coopératives gèrent mal cet argent ou qu'elles utilisent incorrectement les ressources mises à leur disposition. Nous aurions pu, en effet, relever du désarroi dans les procès-verbaux des administrations locales ou un manque de confiance, car les sommes qui leur sont confiées sont très importantes et les coopératives sont alors de toutes jeunes entreprises. Mais nous n'avons rien trouvé de tel.

⁶⁰ Nous n'avons pas cherché à couvrir l'ensemble des facteurs ni tous les acteurs.

transformation ou, moins communément, mais plus problématique, une usine de production d'électricité.

Tous ces travaux sont d'envergure appréciable et ils sont sans doute un événement pour les ruraux, qui peuvent voir le réseau prendre forme. Ces activités génèrent par ailleurs une croissance économique régionale : l'afflux de main-d'œuvre, engagée localement ou provenant d'autres régions, entraîne une demande de services (logements, nourriture, etc.). Par surcroît, les camions consomment de l'essence, les commerces vendent sans doute une partie du matériel nécessaire, etc. Tout cela représente certainement une bonne occasion pour de nombreux commerçants. De l'argent frais circule en campagne et il dynamise l'économie locale.

Quelle part des millions investis dans l'électrification rurale par l'État produisent des retombées économiques directes au sein des communautés rurales ? Cela serait difficile à préciser. Nous estimons cependant que cet argent public a, fort probablement, contribué au développement de plus d'une région rurale. Que l'on pense, notamment, à certaines zones des Cantons-de-l'Est, du Pontiac ou du Témiscamingue. Il en ira de même avec la Côte-Nord quelques années plus tard.

S'il est difficile d'apprécier les retombées économiques, il est par contre aisé de saisir que la disponibilité des fonds de l'État a eu une influence capitale sur la construction des réseaux. Un autre effet de cette affluence de l'argent public, c'est que

le recours au capital local, fréquent en début de période dans certaines régions, perd sa raison d'être et cesse pratiquement, comme nous le verrons maintenant⁶¹.

2.2. Des réminiscences des années pionnières : le recours au capital local

Le chapitre 4 a bien montré l'importance du financement local dans le démarrage des coopératives pionnières, tout particulièrement dans les Cantons-de-l'Est, de même que dans quelles circonstances elles font appel aux institutions financières locales. Les années postérieures à 1947 sont, à cet égard, fort différentes, car d'une part, les coopératives ont très peu recours à ce type de financement hors celui de l'OER. D'autre part, les coopératives qui y font appel ont généralement des motivations bien différentes de leurs devancières.

Ainsi, les coopératives fondées après 1947 se financent presque exclusivement grâce aux prêts de l'OER. La disponibilité et, surtout, la rapidité avec laquelle l'OER débloque les fonds rend plus ou moins inutile l'utilisation du capital local. Le nouveau contexte introduit des clivages sur le plan spatial : les coopératives du Nord-Ouest (Abitibi-Ouest, Abitibi-Est, Rouyn-Noranda, Pontiac-Ouest, Rapide-des-Joachims,

⁶¹ Précisons que l'Office de l'électrification rurale est la principale, et souvent l'unique, source de capitaux pour les coopératives d'électricité du Québec. Les documents financiers de l'OER nous renseignent sur les dettes des coopératives (autres que les prêts de l'Office). Ces dettes peuvent être composées de comptes en souffrance ou d'emprunts contractés à des institutions financières. La proportion que représentent ces sommes, par rapport aux prêts de l'OER, ne dépassera jamais (sauf dans les toutes premières années) plus de 1,15 %. Ce maximum est atteint en 1958, alors que la coopérative de la ville de Mont-Laurier n'a pas encore reçu son prêt de 160 000 \$ de l'OER. En 1955 ou en 1960, par exemple, ce prorata est respectivement de 0,37 % ou 0,22 %. Quant à la part du passif que cela représente, toujours pour l'ensemble des coopératives, elle varie entre 0,02 % (1955) et 0,85 % (ville de Mont-Laurier, 1958). C'est dire toute l'importance des montants prêtés par l'État aux coopératives.

Témiscamingue, Kipawa et Lac-Caché) majoritairement fondées après 1948, n'ont pour ainsi dire pas recours à d'autres modes de financement dans leurs débuts.

Lorsque ces coopératives se tournent vers leur communauté pour obtenir des fonds, ce n'est généralement pas pour démarrer leurs activités ou parce que leur capital social fait défaut, mais, bien souvent, pour se constituer des liquidités. À Pontiac-Ouest, par exemple, un directeur prête 5 000 \$ à la coopérative afin qu'elle dispose du numéraire nécessaire pour payer les comptes courants, en attendant des fonds de l'OER⁶². D'autres coopératives, par ailleurs, mettent à profit le capital local pour investir. En 1963, la coopérative d'Abitibi-Est emprunte 25 000 \$ à la succursale de la Banque nationale de Barraute pour acheter des obligations de la Commission scolaire Dollard, d'Amos⁶³. On le voit déjà par ces deux exemples, le recours au financement local obéit dans cette région à des motivations bien différentes de celles des coopératives des Cantons-de-l'Est, au début du mouvement, où cette pratique répondait davantage à des nécessités primaires. D'ailleurs, les coopératives des Cantons-de-l'Est cessent généralement de contracter des prêts autres que ceux de l'OER⁶⁴ après la période intensive de construction du réseau.

⁶² En 1946, Pontiac-Ouest fait appel aux épargnes de ses directeurs pour assurer le fonctionnement de la coopérative. Les procès-verbaux du bureau de direction ne fournissent cependant pas assez de détails pour déterminer si l'on peut qualifier cela de financement local. Par surcroît, les rapports financiers annuels de la coopérative n'en font pas mention. Le même genre d'ambiguïté est noté dans le cas de la coopérative d'Abitibi-Ouest, en 1954. Les procès-verbaux de la séance du 1^{er} décembre 1954 précisent que « Tous les emprunts de particuliers et les intérêts sont remboursés ». Les informations manquent pour déterminer les tenants et aboutissants de ces emprunts.

⁶³ *PV. dir.*, 10/01/1963.

⁶⁴ À Canton Magog, aucun prêt n'est contracté après 1953 ; à Brigham, c'est plutôt en 1949 que cessent ces stratégies financières et à Saint-Valérien-de-Shefford, 1950 est la dernière

Le réseau de la Coopérative de Saint-Cyrille-de-Wendover, par exemple, étant pratiquement complété en 1954, le recours à la caisse populaire cesse, et les prêts de l'OER disparaissent presque complètement⁶⁵. Il y a néanmoins de nouveaux besoins en capitaux au tout début des années 1960, au moment où la coopérative doit investir pour augmenter la puissance de ses installations afin de répondre à la demande sans cesse croissante en énergie de ses membres et clients. Plutôt que de demander uniquement un prêt de l'OER, la coopérative renoue avec ses pratiques initiales et sollicite un prêt de son institution financière. Les sommes alors empruntées à la Banque Canadienne Nationale de Drummondville pour moderniser le réseau sont relativement importantes : 31 000 dollars entre 1960 et 1963⁶⁶. Le prêt contracté auprès de la banque est intéressant non seulement parce qu'il prouve que certaines coopératives comptent toujours sur leur milieu local, mais aussi parce que ce type de prêt ne sert pas qu'à entreprendre des travaux. Une partie de ce montant est ainsi utilisé pour acquérir un terrain.

Cette utilisation est significative, car elle illustre une autre fonction des emprunts aux institutions financières locales après la période pionnière : effectuer des achats que les commissaires de l'OER n'approuvent pas, parce qu'ils les jugent non essentiels, tels

année où les procès-verbaux du bureau de direction, ou les rapports financiers annuels, mentionnent ce type de transactions.

⁶⁵ En fait, l'Office ne consent aucun prêt entre 1954 et 1961. *Comptes publics, années concernées*. Le réseau de la coopérative comprend 65 milles de lignes en 1953. Dix ans plus tard, seuls 3,4 milles y ont été ajoutés.

⁶⁶ Le 02/07/1960 : 6 000 \$; 07/03/1961 : emprunt de 5 000 \$ à la Banque Canadienne Nationale de Drummondville, remboursé en octobre 1961 (*PV dir.*, 28/10/1961) ; 16/06/1962 : nouvel emprunt de 5000 \$ à la Banque nationale ; 01/06/1963 : Banque nationale de Drummondville : 15 000 \$. *PV. dir. des séances mentionnées*. L'Office, pour sa part, prête 12 400 \$ en 1961 et 15 000 \$ de plus en 1964. *Comptes publics, années concernées*.

un terrain pour de nouveaux bureaux (dans le cas de Saint-Cyrille), ou des dépenses qui ne sont tout simplement pas admissibles aux prêts de l'Office (une autoneige, par exemple). Ce type d'emprunt, on s'en doute, est moins commun et il nous apparaît même peu conforme au cadre édicté par l'Office de l'électrification rurale. On se souviendra que l'OER a élaboré, au cours de ses dix premières années d'existence, des règles qui visent à encadrer le mieux possible les coopératives, et plus particulièrement leurs opérations financières. L'utilisation exclusive des capitaux publics, qui est maintenant la norme pour les coopératives, permet d'ailleurs à l'OER de renforcer son contrôle sur les finances des sociétés⁶⁷. Cela étant, malgré son souhait de voir les coopératives utiliser son propre système de financement, l'OER se montre ouvert et relativement souple, les commissaires de l'Office traitant les coopératives comme des entités distinctes et tenant compte de leur histoire et de leurs particularités⁶⁸. Cette confiance de l'OER dans les acteurs locaux ne se manifeste pas qu'à travers la liberté consentie en matière de financement. Lorsque vient le temps de décider des priorités d'électrification ou de la gestion des relations avec les membres, l'Office de l'électrification rurale s'appuie également sur les administrations locales. Ces sujets, et d'autres connexes, seront abordés dans le chapitre suivant.

⁶⁷ Par surcroît, chaque coopérative doit indiquer, dans les rapports mensuels qu'elle envoie obligatoirement à l'Office, les intérêts payés à une institution financière. Ceci renseigne donc l'OER sur les transactions financières que la société peut avoir effectuées en dehors des demandes de prêts à l'OER. Règlement n° 6, *PV OER, 10/10/1947*, vol. 1, p. 226.

⁶⁸ Ainsi, comme nous venons de le voir, la coopérative d'électricité de Saint-Cyrille-de-Wendover contracte des prêts de son institution financière locale en 1961 et 1962, sans que l'Office n'intervienne, tout comme celle d'Abitibi-Est qui emprunte 25 000 \$ en 1963 sans être inquiétée davantage. Celle de Sacré-Cœur, enfin, qui a généralement peu recours aux services de l'OER, complète avec la permission de l'organisme un ponctuel manque de capital social par une avance de sa caisse locale.

* * *

Les ruraux de plusieurs régions du Québec obtiennent enfin le service de l'électricité au cours des années 1948 à 1955 et les coopératives d'électricité sont, en maints endroits, responsables de ces progrès importants. Dans certains comtés des Cantons-de-l'Est, par exemple, ou dans le Nord-Ouest, les sociétés ont construit plusieurs centaines de milles de ligne, électrifiant campagne et villages. L'OER a indéniablement apporté une impulsion décisive à ce processus, en fournissant l'expertise technique et les ressources humaines et financières.

Les mécanismes de l'OER pour soutenir les coopératives sont maintenant si bien rôdés, que l'organisme va jusqu'à parfois prendre en charge une partie de l'organisation de la coopérative. Si son personnel n'est pas présent dès les tous débuts de l'existence de la coopérative, il arrive peu après, conseillant les dirigeants et orchestrant les travaux. Cette présence rapide et marquée des spécialistes de l'OER permet à l'organisme de réunir rapidement l'information nécessaire à l'attribution des prêts. Les coopératives obtiennent ainsi, dès leurs débuts, des sommes substantielles de l'État.

En fait, au cours de ces seules années, l'État a investi plus de 13 millions de dollars dans l'électrification du monde rural. À cela, il faut ajouter les investissements en matière de production, effectués par l'OER lui-même. Cet engagement de l'État, par l'OER, est d'ailleurs une des surprises révélées par notre étude. À l'origine, en 1945, il n'était aucunement question que l'Office devienne un producteur d'électricité, les coopératives devant plutôt obtenir leur énergie des compagnies privées ou de tout autre

producteur déjà établi. Mais voilà, le modèle d'électrification rurale du gouvernement Duplessis (fondé sur des coopératives de distribution d'électricité) s'est révélé insuffisant, voire inadapté, dans certaines régions. Nous reviendrons plus en détail dans le chapitre 9 sur cette inadéquation, seulement énoncée ici.

Retournons plutôt à nos ruraux et demandons-nous de quelle façon ils assurent concrètement le fonctionnement de leur société. Nous verrons que l'Office de l'électrification rurale est toujours à l'œuvre, tantôt intransigeant, tantôt respectueux des prérogatives locales, mais le plus souvent flexible dans son application du modèle duplessiste d'électrification rurale.

CHAPITRE SEPT

L'EXPLOITATION DE LA COOPERATIVE ET LA CONSOLIDATION DES BUREAUX DE DIRECTION

Barraute, comté d'Abitibi-Est, le 30 octobre 1951, à 19 h 30.

Malgré « l'état assez mauvais des chemins », environ 200 ruraux sont rassemblés au Théâtre Barraute pour assister à l'assemblée générale annuelle de leur coopérative fondée l'année précédente. Assistent également à l'assemblée des représentants et des ingénieurs de l'OER. Les dirigeants de la coopérative ouvrent la réunion en faisant la lecture de l'ordre du jour, du procès-verbal de l'assemblée de fondation et des états financiers de la coopérative. Ils expliquent ensuite les tarifs suggérés par l'Office de l'électrification rurale. La foule, attentive, pose des questions et semble satisfaite de ce qu'elle entend. Puis, les deux ingénieurs de l'Office présentent le bilan des travaux d'électrification effectués au cours de l'année écoulée. Cette fois, les sociétaires ont non seulement des interrogations, mais ils expriment aussi clairement leur désir d'obtenir très bientôt le service de l'électricité. Les ingénieurs s'empressent de les rassurer : « les travaux sont poussés le plus activement possible et tout est mis en œuvre pour [vous] donner satisfaction »¹.

¹ *Minutes de l'assemblée générale du 30/10/1951, fonds de la Coopérative d'Abitibi-Est, op. cit.*

Puis des membres font une proposition surprenante : « Il est proposé par [L. M.] et secondé par [B. C.] que recommandation soit faite au bureau de direction de démissionner au complet, si ses décisions ne sont pas jamais acceptées par l'Office et si son rôle n'est qu'honoraire »². Brouhaha dans la salle, tout le monde se met à parler, plusieurs membres sont surpris et les représentants de l'OER semblent consternés³. Après de vives discussions, les sociétaires qui ont fait cette demande audacieuse acceptent de la retirer et de la remplacer par une autre. Cette seconde proposition nous révèle le pourquoi de la première. Elle requiert de l'Office qu'il précise par lettre le déroulement et les conclusions des négociations qui se sont précédemment déroulées à Québec relatives à l'achat du réseau du village de Senneterre par la coopérative, et qu'il accepte et reconnaisse les résultats du référendum qui sera tenu au village à ce sujet. Formulée en ces termes, la proposition est adoptée à l'unanimité.

Nous aurons l'occasion de revenir sur la question de l'achat d'un réseau municipal par une coopérative. Pour l'instant, cependant, il faut soulever que cette déclaration d'indépendance par les coopérateurs révèle, à notre avis, un certain malaise, une impression d'avoir été tenus à l'écart de discussions qui les concernent directement et à propos desquelles ils veulent être, sinon consultés, au moins dûment informés. Plus que cela, cette déclaration dénote une résistance à aliéner leurs prérogatives et leurs pouvoirs de membres⁴. Malgré son caractère isolé⁵, ce genre

² *Ibid.*

³ Bien entendu, la description de l'atmosphère est de notre crû. Le secrétaire d'assemblée n'a rapporté que les faits.

⁴ Ce genre de réaction surgira également lors de l'acquisition des coopératives par Hydro-Québec, en 1963. Nous y reviendrons.

d'affirmation soulève tout de même des questions importantes quant à l'intervention de l'OER dans les affaires des coopératives.

La prise en charge progressive de plusieurs aspects du développement des coopératives par l'Office, avant ou après le lancement des travaux d'électrification, est-elle si grande que certains membres peuvent se sentir dépossédés de leur société ? Cette éventualité invite à étendre le questionnement et à s'interroger sur l'impact concret, dans la vie coopérative de tous les jours, des activités de surveillance et de contrôle de l'OER. Ces questions trouveront réponse par l'analyse du processus décisionnel qui a cours au sein des coopératives d'électricité. Nous y verrons, plus particulièrement, les méthodes empruntées par l'Office pour superviser les coopératives, pour nous attarder ensuite à l'influence qu'elles auront sur l'administration des sociétés. Cela nous donnera l'occasion de voir les ruraux à l'œuvre : que font-ils de leur coopérative ? Comment conçoivent-ils son développement ? Notre analyse des procès-verbaux de plusieurs sociétés et ceux de l'OER pour toute la période nous a permis de sonder le pouls des coopératives à ces sujets⁶.

⁵ Les procès-verbaux de plusieurs dizaines d'assemblées générales consultées pour les besoins de cette thèse ne révèlent en effet que de très rares cas d'affirmation aussi claire de la volonté d'indépendance des sociétaires des coopératives d'électricité.

⁶ Il faut d'abord rappeler que les sources utilisées pour analyser en finesse la vie des coopératives sont variées et couvrent tous les champs de leurs activités. Pour les 15 coopératives témoins, l'ensemble des procès-verbaux des assemblées générales (ordinaires et spéciales) et les procès-verbaux des réunions (ordinaires et spéciales) des bureaux de direction ont été analysés et résumés. Ensuite, pour les années 1945 à 1963, les statistiques annuelles concernant la clientèle, les membres, les constructions de lignes et la longueur du réseau bâti ont été soigneusement saisies et étudiées. Les dossiers de correspondance entre chacune des coopératives, la Régie de l'électricité et l'Office, de même que les rapports financiers annuels ont aussi été lus et traités. S'ajoutent à cela, quelques dossiers de prêts

Ce long chapitre est ainsi consacré à la gestion de la coopérative durant la période que l'on pourrait qualifier « d'âge d'or » des coopératives, soit les années 1948 à 1955. Il nous plonge au cœur de la dynamique des rapports qui se construit entre les instances locales des coopératives d'électricité et l'appareil mis sur pied par l'État pour soutenir celles-ci, les surveiller et les maintenir à l'intérieur de certaines balises : l'Office de l'électrification rurale. Quelle part d'autonomie les coopératives conservent-elles vis-à-vis l'organe régulateur de l'État ? Quelle attitude celui-ci adopte-t-il à l'égard des initiatives des acteurs locaux confrontés à des réalités avec lesquelles ils doivent composer dans le contexte qui leur est propre ?

1. Le modèle organisationnel des coopératives (le système)

L'année 1947, nous l'avons vu au chapitre 4, est une charnière en matière de financement et de construction de lignes coopératives. Il en va ainsi de l'aide de l'Office de l'électrification rurale aux coopératives, de son soutien technique et administratif. Ses ingénieurs, techniciens et contremaîtres essaient alors dans toutes les zones où il y a des coopératives afin de lancer ou poursuivre les travaux. Ce ne sont pas les seuls fonctionnaires que l'OER dépêche sur le terrain. Des vérificateurs et des comptables les accompagnent. Et, très souvent, ils s'installent dans la région qui leur a été assignée par l'OER (ils constituent le personnel résident, tel que mentionné précédemment).

reçus de l'OER et ceux des autorisations de construction, ainsi que les procès-verbaux de l'OER, 1945-1965. Voir l'annexe 1 pour tous les détails.

Leur travail consiste à seconder les ingénieurs résidant sur place, le cas échéant, et les dirigeants locaux dans tous les aspects financiers de la construction d'un réseau d'électricité. Ils préparent, notamment, les estimations des coûts, vérifient puis approuvent les demandes officielles de prêts à soumettre à l'OER. En outre, leur travail auprès des coopératives n'est pas limité aux dépenses reliées au réseau, car, en tant que représentants de l'Office, ils doivent non seulement aider les sociétés et voir à leur développement harmonieux, mais ils exercent aussi des activités de supervision et de contrôle. L'Office de l'électrification rurale, tel que le prévoit la loi, a, en effet, la double responsabilité de soutenir et de superviser les coopératives. Ces deux fonctions sont intimement liées et il n'est pas toujours possible de les départager précisément. Ainsi, l'aide des ingénieurs comporte-t-elle un fort caractère d'encadrement, par l'imposition de standards de construction aux coopératives. Quant aux comptables et vérificateurs, ils aident les coopératives à établir une saine gestion financière, tout en surveillant étroitement leurs transactions. C'est, entre autres, ce à quoi s'attarde la prochaine section.

1.1. La mise en place

À leur entrée en fonction, probablement au cours de la deuxième moitié de 1945, les comptables de l'OER entreprennent la vérification⁷ des livres et des documents

⁷ Cette vérification pourrait avoir été amorcée assez tôt, probablement dès l'embauche des premiers comptables au cours de 1945. C'est ce que semble affirmer le rédacteur de la lettre envoyée à toutes les coopératives et datée du 29 avril 1947 : « Depuis l'institution de l'Office de l'électrification rurale, notre service de comptabilité a pu procéder à la vérification des livres et documents de plusieurs coopératives d'électricité [...] ». *Lettre aux coopératives*, le 29/04/1947, ANQ, fonds OER, E80/177, document n° 400-R1 : *règlements des coopératives*. Cependant, il faut souligner que cette vérification est mentionnée, notée et suivie à partir de l'hiver 1947. Selon les *PV OER*.

financiers de toutes les sociétés en activité. Les comptables résidants effectuent le travail de première ligne, mais leurs collègues plus nombreux du bureau mère, à Québec, de même que les dirigeants et les employés des coopératives⁸, participent à l'exercice. Dès la fin avril 1947, même si les contrôles ne sont pas encore terminés pour toutes les coopératives, les vérificateurs de l'Office sentent le besoin de faire un premier bilan. La raison en est très simple : les méthodes comptables des coopératives ne sont pas toujours appropriées et ils y ont découvert des erreurs.

Le document produit par le service de comptabilité de l'Office explique que le problème provient, du moins en partie, du fait que certains bureaux de direction laissent plus ou moins entière liberté à leur gérant, secrétaire ou trésorier dans la gestion financière courante de la coopérative. Ces derniers cependant, tout comme les dirigeants d'ailleurs, sont généralement peu familiers des exercices comptables d'une entreprise d'électricité⁹. Il en résulte que la tenue des comptes et des livres de certaines coopératives gagnerait grandement à être améliorée. L'OER réagit rapidement pour tenter de corriger la situation. Il expédie une lettre-circulaire¹⁰ à toutes les coopératives, dans laquelle il rappelle à l'ordre les bureaux de direction trop laxistes : « Certains conseils d'administration laissent à leur secrétaire ou à leur gérant des responsabilités incompatibles avec le contrôle qui doit être exercé par le conseil lui-même. [...] Selon

⁸ La lettre de 1947 souligne d'ailleurs que le personnel des coopératives collabore généralement très bien à l'exercice.

⁹ Toutefois, d'aucuns ont une certaine connaissance (difficile à évaluer) de la comptabilité d'une entreprise : curés et cultivateurs par exemple, qui administrent des intrants et sortants, etc.

¹⁰ L'Office édictera peu de règlements pour les coopératives (moins de dix). Il s'appuie sur le texte de la loi et procède plutôt par des lettres circulaires, qui sont en fait des directives émises aux coopératives par le comptable en chef, l'ingénieur en chef, etc.

la loi, le conseil d'administration doit surveiller les livres et comptes de la coopérative »¹¹. Pour permettre aux conseils d'administration d'exercer cette responsabilité de façon adéquate et pour renforcer la connaissance des dirigeants des affaires financières de leur coopérative, l'Office émet des suggestions précises.

Il spécifie, tout particulièrement, que le trésorier (ou son équivalent) doit établir une liste détaillée des comptes à payer par la société, pour la soumettre au conseil d'administration, à laquelle doivent être joints les bordereaux de paie¹². L'Office profite également de l'envoi de cette lettre pour souligner l'importance de respecter les règles comptables élémentaires, par exemple « [qu'] aucun paiement ne doit être fait sans la production d'une facture du fournisseur ». Les méthodes suggérées par l'OER visent l'adoption d'habitudes de gestion conformes aux pratiques comptables acceptées. L'adoption de ces méthodes, précise l'OER en fin de lettre, a également pour but de faciliter les contrôles ultérieurs, de même que la préparation de ses propres rapports comptables.

Ces deux points sont très importants, car c'est en effet l'OER, exclusivement¹³, qui se charge de confectionner les rapports financiers annuels des coopératives, tous

¹¹ Lettre aux coopératives, le 29/04/1947. *Op. cit.*

¹² Voici la liste des recommandations : Aucun paiement ne doit être fait sans la production d'une facture du fournisseur ; à l'assemblée du conseil d'administration le secrétaire ou le gérant doit produire une liste des comptes, avec tous les renseignements. À cette liste, il attache les comptes ; les bordereaux de paie doivent être attachés à la liste des comptes qui est soumise au conseil ; si tous les comptes sont approuvés par le conseil d'administration une résolution, mentionnant seulement le total de la liste, doit être inscrite au livre des minutes ; si certains comptes ne sont pas approuvés, la résolution doit mentionner le total des comptes approuvés et les comptes refusés ; toutes les factures et les comptes doivent ensuite être placés par ordre de paiement et conservés dans un classeur. *Ibid.*

¹³ Quelques très rares rapports ont peut-être été produits par des comptables indépendants. Cependant, les séries de rapports annuels consultés pour les besoins de cette thèse, de

élaborés selon le même modèle. Les directives émises dans la lettre précitée visent donc à faciliter le travail des comptables de l'Office, en incitant les coopératives à amasser des données précises, qui soient présentées de façon uniforme. En plus de faciliter grandement la production des rapports financiers annuels, cette uniformité permet aussi de dresser des statistiques et de comparer les sociétés entre elles, afin de suivre leur évolution. Ces statistiques, qui ne peuvent être produites qu'à partir des données fournies par les gérants et les trésoriers (ou secrétaires) des coopératives, sont absolument essentielles aux activités de surveillance, d'encadrement et de contrôle de l'Office. Il n'est donc pas surprenant que les vérificateurs de l'OER édictent, quelques mois seulement après la lettre-circulaire d'avril 1947, un nouveau règlement qui exige des coopératives une vaste gamme de renseignements.

Le préambule du règlement n° 6, qui stipule les informations à fournir par les coopératives, décrit très bien la nécessité dont il découle, de même que ses visées :

Attendu qu'il est jugé nécessaire, pour que l'Office soit suffisamment au fait de la situation de l'industrie électrique dans les territoires servis par des coopératives d'électricité, que soit dressé, chaque mois, par les coopératives, un état statistique de la production et de la vente de l'énergie électrique, ainsi que des dépenses et du revenu de fonctionnement inhérents à ces opérations [...] ¹⁴

En vertu de ce nouveau règlement, chaque coopérative doit faire parvenir à l'Office un rapport mensuel très détaillé, qui contiendra des informations précises¹⁵ sur

même que les procès-verbaux de l'OER, révèlent que l'organisme est sans nul doute le responsable de la production de ces rapports financiers annuels après 1948-49.

¹⁴ Rapports mensuels à l'Office de l'électrification rurale, « du débit, des ventes, revenus et dépenses des différentes coopératives d'électricité », *PV OER*, 01/10/1947.

¹⁵ *Ibid.*

toutes ses activités. Les sociétés doivent, principalement, fournir : l'énergie produite, achetée et vendue (sans oublier de consigner les pertes), les dépenses de fonctionnement (salaires, administration, assurances, etc.), les taxes payées, le coût de l'argent (les intérêts sur emprunts, les remboursements à l'OER, etc.) et les revenus divers (la location et la vente de matériel électrique, par exemple). Dans un souci d'uniformité, et pour s'assurer qu'il recevra toutes les données requises, l'OER crée un formulaire (le n° F-5), que les gérants doivent remplir puis retourner à Québec.

Il faut faire ici un aparté pour souligner que dans les faits, l'Office « n'invente » pas le formulaire F-5, car il est une adaptation d'un autre, le F-9, utilisé par la Régie provinciale de l'électricité (et ses prédécesseurs) depuis un peu plus de dix ans, pour requérir des informations des distributeurs privés. Dans le même sens, le règlement n° 6 de l'OER est calqué sur l'ordonnance 30¹⁶ (à laquelle se rattache le formulaire F-9) de la Régie, qui s'adressait aussi aux compagnies privées. Éditée en octobre 1936, par la toute nouvelle Commission de l'électricité instituée après le dépôt du rapport de la Commission Lapointe, elle visait à renseigner l'organisme sur la situation de l'industrie de l'électricité au Québec. Plus précisément, la Commission voulait déterminer avec le plus d'exactitude possible les revenus et les dépenses des distributeurs, intimement mis en cause dans les revendications des années 1930 entourant les tarifs de l'électricité. Toujours en vigueur en 1947 (la Régie l'a

¹⁶ *Ordonnances no. 1 à 91 émises par la Commission de l'électricité du Québec et no. 101 à 210 émises par la Régie Provinciale de l'électricité. Avec index, 1 volume, copies. AHQ, Fonds RÉQ, document n° P3/137. Le règlement de l'OER se retrouve dans ses procès-verbaux (voir note précédente) mais aussi dans un volume qui regroupe tous les règlements : 400-R-1 Règlements des coopératives (Volume 1), 1945-1960, op. cit.*

reconduite en septembre 1937¹⁷), l'ordonnance s'est révélée au fil des ans un outil majeur pour les commissions de l'État¹⁸. Les données obtenues ont en effet permis d'élaborer des statistiques précises sur la production d'électricité au Québec, ainsi que des analyses variées sur les activités des distributeurs privés. Nul doute que ces documents ont dû servir lors de la seconde étatisation.

Lorsque l'Office de l'électrification rurale décide d'utiliser l'ordonnance n° 30 de la Régie, il se trouve en fait à s'approprier l'expérience accumulée en la matière, de même que des outils comptables éprouvés pour déterminer, par exemple, le coût de l'électricité.

Si bien entendu quelques parties de l'ordonnance n° 30 de la Régie ont été retirées, d'autres ont été ajoutées pour refléter les particularités des coopératives. Mais il demeure que plus des trois quarts du règlement n° 6 de l'OER reprennent exactement le texte de l'ordonnance n° 30¹⁹. Le contexte de l'adoption de ce système de collecte de données est toutefois fort différent. Le règlement de l'Office ne vise pas de moyennes et grandes entreprises en activité depuis de longues années, mais plutôt de toutes récentes et généralement beaucoup plus petites sociétés. Et, alors que certaines

¹⁷ *Ordonnances générales no.1-3-4-10-11-13-15-30-107-174 émises par la Régie Provinciale de l'électricité et avis à tous les services publics*. 5 pièces, copies, Fonds RÉQ, AHQ, document n° P3/136.

¹⁸ Les régisseurs de la Régie provinciale de l'électricité écrivaient, dans leur premier rapport annuel : « L'ordonnance N° 30 répond à des fins statistiques et comptables. [...] [Les rapports remis par les distributeurs] constituent une analyse complète des activités de chaque distributeur pendant le mois. » *Premier rapport de la Régie provinciale de l'Électricité pour l'exercice s'étendant du 1^{er} septembre 1937 au 1^{er} janvier 1939*, DSQ, *op. cit.*

¹⁹ Sept « paragraphes » de l'ordonnance 30 (chacun des 31 paragraphes équivaut à une donnée à fournir) ont été modifiés, ajoutés ou retranchés pour obtenir le règlement n° 6 (26 paragraphes). L'article sur l'exportation de l'énergie électrique en dehors du territoire québécois, notamment, a été retiré pour des raisons que l'on comprend aisément. *Ibid.*, et *400-R-1 Règlements des coopératives...., op. cit.*

compagnies privées voient dans l'obligation de produire des rapports mensuels et de dévoiler leurs chiffres une atteinte à la liberté d'entreprise, les coopératives en activité en 1947 ne résistent pas²⁰ à transmettre à l'OER toutes les informations demandées. En outre, lorsqu'une nouvelle société est fondée, l'Office s'assure d'inculquer rapidement aux gérants, secrétaires et trésoriers l'habitude de remplir mensuellement ces formulaires, tout en respectant les méthodes comptables et statistiques qu'il préconise²¹.

Arrive donc à Québec un flot continu de rapports mensuels, très riches, que le personnel de l'Office s'empresse de vérifier et d'analyser. Muni de ces informations, l'OER met au point²² une série d'indicateurs statistiques — le coût de l'énergie, la marge de profit, le coût de l'administration par rapport aux revenus, etc. — qui lui permettent de surveiller la gestion courante des coopératives, et leur rentabilité.

Afin de compléter cette source, l'OER requiert aussi des coopératives une multitude d'autres renseignements sur leur clientèle, leurs membres, le capital social, l'endettement, les liquidités disponibles, etc. Les comptables de l'Office utilisent ensuite ces données pour préparer les rapports financiers annuels des coopératives, comme nous l'avons déjà mentionné, et pour approfondir les indicateurs élaborés à

²⁰ Les procès-verbaux de l'Office ne contiennent en effet pas de mention de problèmes particuliers reliés à ce règlement. En fait, à part son adoption et par la suite des mentions occasionnelles sur les statistiques requises, on revient très peu sur le sujet.

²¹ Le règlement n° 3 de la Coopérative d'Abitibi-Ouest précise que « le bureau de direction est autorisé à établir un système de comptabilité conforme aux exigences de l'OER ». Adopté lors de l'assemblée de fondation. *Minutes des assemblées générales*, 08/03/1949.

²² Nous ignorons à quel moment précis est reçu le premier rapport mensuel d'une coopérative à Québec, ou de quelle société il provient. Les statistiques de l'OER révèlent cependant que dès la fin de 1947, il est possible de faire des séries complètes et assez détaillées.

partir des rapports mensuels produits selon le règlement n° 6. Les nombreux bilans (« sommaire des états d'opération », « prêts consentis aux coopératives en activité par rapport au total de leurs immobilisations », etc.), confectionnés par le personnel de l'OER à partir de ces sources, se révèlent des outils indispensables pour suivre de très près le développement des coopératives et pour déceler rapidement les problèmes. Lorsque des difficultés sont effectivement repérées, l'OER, muni d'informations complètes et détaillées, est alors en mesure d'émettre des directives claires à la coopérative concernée. Une société consacre-t-elle une trop grande part de ses revenus à son personnel, l'Office écrit pour suggérer d'abolir tel poste²³ ou de surveiller telle dépense. Une autre a-t-elle trop de comptes d'électricité impayés, le vérificateur rencontre le gérant pour lui signaler la situation et suggérer des moyens de recouvrement des sommes dues²⁴.

Cette connaissance intime de chaque coopérative, qui permet à l'Office d'assurer un suivi constant et des actions ciblées, ne provient pas uniquement des rapports mensuels et annuels. Elle émane aussi du personnel dépêché sur les lieux. À la coopérative de Pontiac-Ouest par exemple, un ingénieur de l'OER, un comptable ou un

²³ Guy Daignault est présent à l'assemblée des directeurs de la coopérative du Témiscamingue, en septembre 1952, pour expliquer le rapport financier de l'année 1951-52, discuter des nouveaux tarifs et expliquer aux directeurs que les dépenses d'administration de la coopérative sont trop élevées. Il signale qu'il ne devrait pas y avoir plus de cinq hommes de ligne. *PV dir.*, 27/09/1952.

²⁴ La Coopérative d'électricité de Magog possède un service de *filerie*, c'est-à-dire qu'elle a un magasin où les membres et clients s'approvisionnent pour installer dans leurs maisons et bâtiments les équipements nécessaires à recevoir l'électricité. Elle semble avoir des difficultés à percevoir les comptes, car en plus de directives verbales transmises au gérant, le comptable en chef de l'OER prend la peine de noter ce fait (« Il faut que la coopérative voit à recouvrer ces comptes, qui remontent souvent à plus d'un an ») dans les rapports financiers annuels de 1954, 1955 et 1956. *RA financiers, Coopérative du Canton de Magog, années concernées.*

technicien, assiste à un très grand nombre de réunions du bureau de direction de 1949 à 1955, conseillant et donnant des instructions pour la comptabilité, les travaux et les négociations relatives à l'achat du réseau d'une petite compagnie locale²⁵. Pontiac-Ouest n'est pas une exception. La présence et les interventions du personnel résidant de l'OER sont notées dans toutes les coopératives, quoiqu'à des degrés différents selon les sociétés.

L'appareil de surveillance qui est peu à peu mis sur pied par l'OER vise à ce que les coopérateurs pratiquent une gestion éclairée des affaires courantes, et plus largement, à s'assurer que toutes les sociétés soient en mesure de respecter leurs obligations financières (remboursement des prêts à l'Office, coûts de l'entretien du réseau, achats d'énergie, etc.), qu'elles assument les coûts de leur fonctionnement et qu'elles évitent, dans la mesure du possible, les déficits annuels. Il faut comprendre que les experts de l'Office ont en tête une consigne stricte lorsqu'ils analysent les chiffres : chaque coopérative doit s'autofinancer²⁶. En effet le mouvement coopératif ne comporte aucun mécanisme de péréquation qui permettrait, par exemple, d'attribuer certains surplus dégagés par une société à une autre en difficulté. Il faut donc que les revenus de chaque coopérative soient suffisants pour couvrir ses dépenses. Dans cette bataille constante pour équilibrer le budget, les tarifs de vente d'électricité sont l'arme par excellence. Pourquoi ? Tout simplement parce que les ventes d'électricité

²⁵ PV dir., *Coopérative de Pontiac-Ouest*, op. cit.

²⁶ La loi de l'électrification rurale précise en effet que la coopérative doit établir ses taux de façon à couvrir tous les « frais d'administration et d'exploitation, les sommes requises pour le service de sa dette, une réserve adéquate pour renouvellement, une réserve suffisante pour imprévus, une réserve de stabilisation des taux pour les différents réseaux de la coopérative (ces réserves doivent être approuvées par l'Office de l'électrification rurale ». *Loi de l'électrification rurale*, op. cit., article 46.

constituent la principale, voire l'unique²⁷, source de revenus des coopératives. C'est pour cette raison que l'OER leur accorde une attention toute particulière, les étudiant et les modifiant constamment afin de maintenir l'équilibre budgétaire.

Les comptables, ingénieurs et techniciens de l'Office responsables de fixer les tarifs de vente d'électricité qui permettront aux coopératives de respecter leurs obligations financières n'ont cependant pas à tout inventer. L'expérience accumulée par les commissions et les régies chargées de réglementer l'industrie de l'électricité est de nouveau fortement mise à profit. Depuis de nombreuses années, ces organismes publics ont élaboré une série d'outils comptables et statistiques visant à surveiller et à déterminer (ou rectifier, au besoin) les tarifs des distributeurs privés. Le but est d'établir des tarifs de vente d'électricité qui permettent à l'entreprise de couvrir ses dépenses et de lui assurer un rendement raisonnable²⁸, ni trop élevés ni porteurs de profits excessifs. Les buts poursuivis par la Régie de l'électricité sont bien entendu différents de ceux de l'Office de l'électrification rurale, car ce dernier établit les tarifs des coopératives en visant l'autofinancement. Toutefois, même si les buts divergent,

²⁷ La saisie et l'analyse des rapports financiers annuels des coopératives retenues pour l'étude détaillée (voir l'annexe de cette thèse pour les détails) révèlent que les revenus « autres », c'est-à-dire ceux qui proviennent principalement des commerces de *filerie* et de ventes d'accessoires électriques, ne dépassent jamais 5 % du total des revenus. Nous avons noté une ou deux exceptions, mais elles résultent de recouvrement (en une seule année) de comptes dus depuis longtemps. La coopérative de Canton Magog, en 1955, en est un exemple : 7 % de ses revenus ne proviennent pas de la vente d'électricité. Au total cependant, de très nombreuses coopératives n'ont tout simplement pas du tout de revenus « autres ». *Rapports financiers des coopératives d'électricité préparés par l'Office de l'électrification rurale*, (1945-1963).

²⁸ *Loi instituant la Régie provinciale de l'électricité, SDQ, 1937, chapitre 25, article 11.*

les méthodes²⁹, elles, sont très semblables et les deux organismes surveillent le prix de l'électricité de leurs entreprises. Ainsi, les compagnies privées ne « peuvent modifier leurs tarifs sans l'approbation de la Régie »³⁰. Les règles qui délimitent les pouvoirs de l'OER à ce sujet, quoique parfois moins claires, se révèlent, comme nous le verrons, très strictes.

1.2. Qui détermine les tarifs de vente de l'électricité ?

La Loi de l'électrification rurale précise que les tarifs des coopératives seront établis par leurs membres, réunis en assemblée générale. Nous avons cependant montré dans le chapitre 3 que la fixation du prix de vente de l'électricité, régie par les *Règlements* de 1946 de l'OER, semblait en fait être assumée par l'OER. C'est pourquoi nous nous attarderons maintenant à une question centrale : le contrôle de l'OER sur les tarifs est-il aussi grand que le laissait supposer l'analyse des règlements ?

Les procès-verbaux des premières coopératives, tout comme ceux de l'OER à ses débuts, contiennent peu d'informations au sujet des tarifs. Les résumés des délibérations de certains bureaux de direction ne mentionnent, en fait, pas du tout la question au cours des premiers mois. Pourtant, plusieurs coopératives érigent rapidement des lignes et alimentent des clients. À Saint-Cyrille-de-Wendover par exemple, où 110 usagers sont déjà desservis à la fin de 1947, la première mention est de mars 1948. Le secrétaire de la coopérative n'indique pas qui a préparé les tarifs, se

²⁹ La Régie, comme l'OER, calcule en effet principalement : l'actif fixe, le coût de l'énergie et celui de l'argent, la future dépréciation des équipements, la clientèle possible et les revenus anticipés.

³⁰ *Loi concernant l'électricité, SR 1941, chapitre 99, article 11.*

contentant de préciser qu'ils ont été établis de façon à pouvoir payer le fournisseur d'énergie de la coopérative, Southern Canada Power³¹. Ces explications, même si elles sont succinctes, demeurent toutefois rares. À Saint-Valérien-de-Shefford, on se contente de passer une résolution (décembre 1947) signalant que les premiers tarifs, suggérés par l'Office, sont adoptés³². Le secrétaire de la coopérative ne consigne pas même l'échelle tarifaire. Ce ne sont que deux exemples, mais ils illustrent bien que les procès-verbaux des coopératives dévoilent alors trop peu de choses pour analyser et comprendre la gestion des tarifs.

La situation change assez rapidement. Avec l'augmentation de la clientèle des coopératives et l'élaboration de règles par l'Office, les tarifs deviennent l'objet d'une attention soutenue, dont témoignent les procès-verbaux des coopératives et de l'OER. Ces documents nous permettent de répondre à notre question initiale : qui fixe le prix de vente de l'électricité des coopératives ?

Chaque coopérative étant une entité distincte, il n'y a pas qu'une seule façon de faire. Mais, quoique de légères différences soient relevées tout au long de la période 1948-1955 (et par la suite également, mais nous y reviendrons), les pratiques en matière de tarifs s'inscrivent sous deux grands *modus operandi*.

Le premier renvoie aux coopératives dont les bureaux de direction suivent de très près les finances de la société ; dès qu'ils décèlent ou même anticipent un excédent de revenus, ils songent à des modifications tarifaires. Ils soumettent alors, de leur propre

³¹ PV dir., 19/03/1948

³² PV dir., 22/12/1947

chef, de nouveaux tarifs à l'Office afin d'obtenir son approbation. À la réception d'une telle demande, les comptables et vérificateurs de l'OER calculent les baisses de revenus qui en résulteront (les coopérateurs, on s'en doute, suggèrent toujours des diminutions de tarifs, car ils veulent consommer plus sans déboursier davantage) et ils donnent ensuite leur avis. Les trois commissaires de l'Office étudient le tout et, s'ils considèrent que la coopérative peut absorber cette réduction de revenus sans porter atteinte à sa santé financière, ils émettent une résolution entérinant les tarifs suggérés, et la coopérative fait de même. Le processus est ainsi complet et conforme et, très souvent, le tout s'effectue rapidement (généralement en moins de deux mois, parfois quelques semaines). Un bon exemple de cette façon de faire nous est fourni par la coopérative d'Abitibi-Est.

Dès sa fondation, les directeurs d'Abitibi-Est soulignent qu'ils s'efforceront d'offrir des tarifs abordables : « Le but de la coopérative est de donner le plus rapidement possible le service indispensable de l'électricité aux gens d'Abitibi-Est et principalement que ce service soit donné à un prix qu'il soit possible de l'utiliser »³³. Pour atteindre cet objectif, les employés de la coopérative (elle a un comptable à son emploi, mais les procès-verbaux ne précisent pas s'il est responsable des tarifs) préparent périodiquement de nouvelles grilles tarifaires que les directeurs étudient puis envoient ensuite à l'OER pour obtenir son avis et son aval. Cette façon de faire du bureau de direction d'Abitibi-Est est celle d'autres coopératives. Saint-Cyrille-de-

³³ *PV dir. 18/01/1951,*

Wendover, par exemple, ou Brigham, soumettent aussi régulièrement des changements de tarifs à l'Office³⁴.

Les modifications suggérées par les dirigeants locaux sont parfois entérinées par l'OER, parfois suivies par une contre-offre apportant des changements mineurs. À d'autres occasions, les propositions se butent plutôt à une fin de non-recevoir, car jamais l'OER n'approuve de nouveaux tarifs qui risqueraient de rompre l'équilibre budgétaire, et ce, même si les dirigeants locaux croient au bien-fondé de l'ajustement demandé. À Sept-Îles, par exemple, les directeurs prévoient des surplus pour l'année 1952 et, conséquemment, ils suggèrent une baisse de tarifs. L'OER refuse parce que malgré le trop-perçu de l'année (4 348 \$) « ces chiffres seront vraisemblablement réduits à moins de 3 000 \$ lorsque [des] provisions auront été dûment faites pour le paiement de l'impôt sur le revenu »³⁵. La société devra donc appliquer les tarifs préalablement approuvés par l'OER, et ce n'est pas une suggestion.

L'Office n'entend pas à rire lorsqu'il est question de tarifs et les coopératives qui omettent de demander l'approbation de l'OER se font rappeler à l'ordre. Les commissaires semoncent, par exemple, la coopérative de Brigham en 1952 : « qu'instructions soient données à ladite Coopérative de ne pas procéder à d'autres ajustements de tarifs sans l'autorisation préalable de l'Office »³⁶. L'OER consent, dans ce cas, à ce que les tarifs établis par les directeurs demeurent en vigueur, mais il précise

³⁴ En 1952, le secrétaire de Saint-Cyrille-de-Wendover soumet la proposition de réduire la « deuxième tranche de consommation ». Après étude des dépenses à venir pour la coopérative, notamment pour l'entretien du réseau, l'OER accepte la suggestion du secrétaire. *PV OER*, 26/09/1952.

³⁵ *PV OER*, 02/12/1952.

³⁶ *PV OER*, 03/10/1952.

que si la coopérative connaissait par la suite une baisse de revenus trop importante, il faudrait alors se conformer à la hausse qu'il décréterait³⁷.

Le verbe « décréter », utilisé ici de façon volontaire, est très révélateur, car en vérité, si l'analyse des procès-verbaux de certaines sociétés (comme celles qui sont mentionnées précédemment) laisse croire que les dirigeants locaux peuvent parfois décider eux-mêmes des baisses de tarifs, la lecture des procès-verbaux de l'OER, et d'autres coopératives, montre que leur liberté est restreinte. En outre, l'analyse de ces documents révèle très bien que la question tarifaire est une source de tiraillements entre l'Office et les coopérateurs.

Les dirigeants des coopératives veulent réduire les tarifs afin de stimuler la consommation d'électricité et satisfaire leurs membres qui réclament ces diminutions. L'Office, pour sa part, bien qu'à l'écoute de ces impératifs, n'a qu'un but : la survie des coopératives et leur autofinancement. C'est pourquoi l'OER n'approuve que les grilles tarifaires élaborées et/ou étudiées par son personnel, qui répondent à ce but. Les dirigeants locaux peuvent bien suggérer des modifications tarifaires, la décision finale de mettre ou non ces nouveaux tarifs en vigueur ne leur appartient pas. Devant cet état de fait, les coopératives qui persévèrent dans la préparation de leurs propres tarifs sont peu nombreuses et presque toutes s'en remettent de plus en plus totalement à l'OER. Ce deuxième *modus operandi*, dont nous parlerons maintenant, est de loin le plus commun et, bientôt, presque le seul.

³⁷ « [Q]u'avertissement soit de plus communiqué aux administrateurs de la Coopérative précitée que l'Office exigera une révision du tarif plus haut mentionné s'il s'ensuit un déficit dans les opérations pour le prochain exercice fiscal. » *Ibid.*

À partir du début des années 1950, il devient évident que l'OER a mis sur pied sa propre procédure de fixation des tarifs des coopératives qui va comme suit. Dans un premier temps, la direction du service technique³⁸ analyse les rapports mensuels des coopératives et suit l'évolution de chacune. Dès qu'elle décèle un accroissement des revenus supérieurs aux dépenses, elle suggère aux commissaires des diminutions de tarifs³⁹. Ces derniers les étudient puis les approuvent (généralement), après quoi le personnel de l'OER informe la coopérative des modifications à apporter. Lorsque les changements sont mineurs, les explications sont fournies par lettre ou par téléphone ; alors que s'ils sont plus substantiels, un comptable ou un vérificateur est envoyé sur place pour renseigner les bureaux de direction. Parfois, les dirigeants estiment que les réductions accordées ne sont pas suffisantes et protestent par voie de résolution. Un membre plus « influent » de l'Office se déplace alors pour rencontrer les réfractaires et leur explique pourquoi la grille tarifaire ne sera pas modifiée. Penchons-nous un instant sur le cas de Montcalm-Nord.

En 1952, les administrateurs de Montcalm-Nord ne sont pas satisfaits des baisses de tarifs approuvées par l'OER pour les clients de la force motrice. Guy Daignault est

³⁸ Le service technique de l'Office est composé des sections suivantes : Division de l'administration, Section des véhicules, appareils et instruments, Section des tarifs, contrats et statistiques, Division de la construction des centrales et sous-stations, Division de la construction des réseaux, Division de l'opération et de l'entretien, Division des services aux coopératives, Section des coopératives administrées par l'Office, Section des coopératives non administrées par l'Office [c'est-à-dire celles qui ont été ou seront prises en charge par la Compagnie de Pouvoir du Bas Saint-Laurent ou, au début des années 1960, par Southern Canada Power]. Selon la description donnée par l'Office en octobre 1959, *PV OER*, 02/11/1959.

³⁹ La formulation ressemble le plus souvent à celle-ci : « La direction du service technique de l'Office de l'électrification rurale suggère qu'il y aurait lieu de modifier les tarifs d'électricité de la Coopérative d'Électricité d'Abitibi-Est [...] », *PV OER*, 23/10/1952.

alors dépêché sur les lieux pour expliquer pourquoi l'Office « impose » la mise en vigueur de la grille préparée par ses services techniques⁴⁰. Les directeurs semblent satisfaits des explications et, surtout, de la promesse de l'OER de réduire de nouveau les tarifs dès que les finances de la société le permettront. Et ils appliquent la nouvelle grille.

Ce cas ne doit cependant pas nous laisser croire que l'OER ne tient pas compte des arguments des dirigeants. Peut-être même sont-ils consultés au cours de la préparation de nouveaux tarifs. Une chose est certaine, ils ne sont pas complètement tenus à l'écart du processus décisionnel. Et certains continuent même de soumettre leurs propres échelles de réduction. Lorsque les tarifs qu'ils suggèrent n'entraîneront pas de déficit pour la coopérative, et si l'Office considère ces changements à propos, ils sont approuvés sans problèmes⁴¹. Il se dégage néanmoins une forte impression de contrôle. Dans ses résolutions touchant les tarifs, l'Office utilise en effet des termes très clairs : il « ordonne » de mettre en vigueur « immédiatement », il « impose », comme à Montcalm-Nord, une nouvelle grille tarifaire, il « exige » la mise en application, etc.

Cette façon de procéder constitue la norme et gare aux coopératives qui voudraient se montrer indépendantes⁴². L'Office est généralement inflexible. À Rouyn-

⁴⁰ La coopérative a même fait appel au député du comté, qui a contacté l'Office afin de militer en faveur des arguments de la coopérative. L'OER demeure sur ses positions. *PV OER*, 18/03/1952.

⁴¹ Les coopératives de Pontiac-Ouest et d'Abitibi-Est, par exemple, soumettent des changements qui sont approuvés par l'OER, en juillet 1953. *PV OER*, 07/07/1953.

⁴² Lorsque à son assemblée annuelle de 1953, la coopérative du Témiscouata, décide d'adopter une résolution qui nomme un vérificateur indépendant et qui modifie les tarifs sans

Noranda, par exemple, les dirigeants étudient les tarifs soumis par l'Office, puis décident de les mettre en vigueur en y apportant quelques modifications de leur crû. C'était presque inévitable, à l'assemblée suivante des directeurs, le secrétaire fait la lecture d'une lettre reçue de Charles Boulva, ingénieur en chef de l'Office, qui écrit de respecter les directives. Ce que font les directeurs : « [l'ingénieur en chef] nous imposant de mettre immédiatement en vigueur les taux suggérés par l'Office, il est unanimement résolu que ces taux soient acceptés »⁴³. Nous sommes alors en 1955 et l'OER a encore raffermi son contrôle depuis le début de la décennie.

Les comptables de l'Office procèdent maintenant de façon encore plus méthodique : ils analysent tous les rapports financiers des coopératives, établissent des prévisions budgétaires, puis procèdent à l'ajustement des grilles tarifaires, selon les revenus et les dépenses de l'année en cours et les évaluations pour l'année suivante. L'Office décrète ensuite des changements de tarifs dans telle et telle coopérative, pour l'année financière qui débute. Le même manège se répète tous les ans et, alors que les révisions tarifaires se multiplient, les propositions des dirigeants locaux semblent encore moins nombreuses. En outre, les termes utilisés par les coopérateurs ont changé ; maintenant, plutôt que de proposer de nouveaux tarifs, ils « demandent » à

avoir obtenu l'approbation préalable de l'OER, elle est ramenée à l'ordre : « L'Office de l'électrification rurale précise que le tarif adopté par l'Assemblée générale de la Coopérative d'Électricité du Témiscouata n'est pas accepté par l'Office pas plus que la diminution de l'amortissement. [...] ». Quant au vérificateur devant être nommé par la coopérative précitée, le président avertit la Coopérative que la Loi oblige l'Office à surveiller et à contrôler la comptabilité des opérations et que l'Office ne se soustraira pas à cette obligation. En bref, le président informe la coopérative précitée que les décisions prises à l'assemblée générale de la Coopérative le cinq novembre dernier sont à l'encontre de la Loi et il prie la Coopérative de les modifier. *PV OER, 10/11/1953.*

⁴³ *PV dir. Rouyn-Noranda, 1954-1964* et, plus précisément, séance du 09/03/1955.

l'Office d'accorder des baisses de tarifs⁴⁴. À notre avis, il est clair que c'est l'OER qui fixe les tarifs des sociétés.

Ce contrôle de plus en plus étroit de l'OER, mis en place par étape depuis 1947, ne touche pas uniquement la gestion des tarifs, car pour être en mesure d'élaborer des grilles tarifaires adaptées à la situation de chaque coopérative, l'OER doit posséder toutes les pièces du casse-tête. Il n'ordonnera pas, par exemple, une baisse de tarifs si la coopérative doit incessamment apporter des changements à son réseau, puisqu'elle aura alors besoin de capitaux pour acquitter sa part des coûts. Et ces capitaux, dans le cas d'une modification à un réseau existant, ne peuvent être obtenus des membres puisque les usagers situés sur son parcours ont déjà acquitté (en partie ou en totalité) leurs parts sociales. Il faut donc que la société dégage des surplus, tirés des ventes d'électricité, pour négocier un emprunt auprès de l'OER. La capacité de s'autofinancer est parfois bien faible et c'est pourquoi les comptables et les vérificateurs de l'Office veulent tout connaître, non seulement des entrées d'argent (par la compilation de statistiques sur les tarifs et la consommation) mais aussi des déboursés et des investissements que les coopératives auront à effectuer, à court et à moyen terme. Conséquemment, l'Office de l'électrification rurale se dote d'instruments de mesure et de contrôle en matière de dépenses.

1.3. La surveillance de l'Office de l'électrification rurale

L'Office de l'électrification peut prêter aux coopératives son assistance et son concours et notamment son outillage et les services de ses ingénieurs, [...] les services d'avocats et de notaires pour la

⁴⁴ « On écrira à l'OER pour DEMANDER une baisse de tarifs, de 25 ¢ par mois [charge fixe] ». C'est nous qui accentuons. *PV dir., Brigham, 21/06/1955.*

conduite de leurs affaires légales et judiciaires et généralement, **surveiller et contrôler** leurs opérations et leur comptabilité.

Article 12, f, Loi de l'électrification rurale, 1945.

Dans un premier temps, alors que la construction des réseaux représente l'essentiel des frais des coopératives, cette surveillance des dépenses se concrétise par le règlement n° 1 de l'automne 1945 qui précise que les coopératives ne peuvent commencer leurs travaux sans avoir obtenu l'autorisation de l'OER. On y stipule aussi qu'elles doivent fournir « un état détaillé et complet, certifié [...] » des coûts⁴⁵. Un des buts de ce règlement n° 1 est de s'assurer que les sommes empruntées servent effectivement à construire des réseaux, payés à juste prix. Par la suite, le règlement n° 6 (1947) sur la production de rapports mensuels, et l'envoi d'ingénieurs et de comptables sur le terrain, assurent l'Office qu'il obtient toutes les informations nécessaires sur le déroulement des travaux, l'utilisation des fonds à bon escient et à la surveillance de chaque coopérative.

En 1950, l'OER ressent cependant le besoin d'officialiser cette surveillance, tout particulièrement en matière de dépenses. Il édicte donc un nouveau règlement⁴⁶ obligeant les sociétés à demander préalablement l'autorisation chaque fois qu'elles effectuent une dépense importante, que ce soit pour un ajout au réseau ou pour tout autre usage (un camion, une auto-neige, etc.). Lorsque la somme est inférieure à 300 \$, la coopérative peut procéder sans la permission préalable de l'OER. Elle doit

⁴⁵ PV OER, 14/10/1945.

⁴⁶ « Autorisation des coopératives d'entreprendre des travaux ou d'effectuer des dépenses capitales », PV OER, 04/04/1950.

cependant consigner ce déboursé dans ses livres et faire ensuite rapport à l'Office⁴⁷. Le but de ce règlement de 1950⁴⁸ (*Autorisation d'une coopérative d'entreprendre des travaux ou d'effectuer des dépenses capitales*) n'est pas seulement de surveiller et de contrôler les activités des coopératives et de vérifier leur comptabilité. Il répond également à des besoins de planification, car en connaissant à l'avance les dépenses des coopératives, l'OER est en mesure de prévoir, en plus des changements tarifaires, les besoins futurs en capitaux et les prêts qu'il aura certainement à émettre. Pour planifier, l'Office doit contrôler. Et il resserre périodiquement les mailles de son filet.

À peine trois ans plus tard, en avril 1953, l'Office édicte un nouveau règlement, le n° 2⁴⁹ (*Demandes d'autorisations*), qui, comme le précédent qu'il remplace, vise toujours à surveiller à l'évolution des dépenses des coopératives. Il introduit cependant plusieurs autres éléments de contrôle. On y précise d'abord à nouveau que tous les règlements des coopératives ne sont valides qu'après avoir été approuvés par l'OER,

⁴⁷ Un amendement, apporté en 1951, ajoute que si la construction ne dépasse pas deux milles, les coopératives peuvent soumettre leur demande d'autorisation de construction à l'OER sans avoir obtenu tout le capital social requis afin de ne pas entraîner de la correspondance et des délais inutiles. Cependant, les travaux ne devront commencer que lorsque les parts sociales auront été payées et que les droits de passage auront été obtenus. « Extensions des lignes des coopératives », *PV OER*, 06/03/1951.

⁴⁸ Notons que, comme dans les cas précédents, ce règlement de l'Office et son amendement de 1951, semblent très fortement inspirés des ordonnances que la Régie de l'électricité a émises pour surveiller les dépenses des compagnies privées. Ordonnance générale n° 3 : « Règles et règlements relatifs aux constructions minimales urgentes ». Ordonnance générale n° 4 : « Règles et règlements relatifs aux constructions importantes ». Ces ordonnances expliquent comment présenter une demande de construction de ligne en bonne et due forme. C'est selon cette deuxième ordonnance que les compagnies font des demandes de permis à la Régie pour les constructions de lignes, même rurales. Dans *Ordonnances générales no.1-3-4-10-11-13-15-30-107-174 émises par la Régie Provinciale de l'électricité et avis à tous les services publics*, 5 pièces, copies, AHQ, fonds RÉQ, document n° P3/136.

⁴⁹ *PV OER*, « Demandes d'autorisation », 28/04/1953.

particulièrement s'ils concernent leurs finances⁵⁰. L'accent, toutefois, est mis sur l'absolue nécessité de faire préalablement approuver toute dépense (ou transaction) supérieure à 500 \$, sous peine de se voir refuser le prêt nécessaire :

1° Toute Coopérative d'Électricité, avant de commencer la construction ou la mise en service d'ouvrages destinés à la production, la transmission, la distribution ou la vente d'énergie électrique, ou avant d'agrandir ou de modifier tels ouvrages, ou avant d'effectuer toute transaction pouvant affecter les actifs sur lesquels l'Office est appelé ou a consenti à prêter, doit requérir l'autorisation de l'Office à cet effet. L'Office **ne fera d'avances** et de prêts aux coopératives que pour les seules dépenses capitales ayant ainsi été autorisées.

2° Avant d'être soumise à l'Office, toute demande d'autorisation doit avoir été vérifiée et recommandée par l'ingénieur en charge ou l'ingénieur de district nommé par l'Office. L'Office, en accordant l'autorisation, fixera les conditions à observer concernant le mode de financement, les parts sociales, les droits de passage, l'exécution des travaux, etc.

3° La coopérative ne pourra donner suite à l'autorisation de commencer la construction ou encourir des dépenses avant d'en avoir reçu la permission écrite de l'ingénieur en charge ou de l'ingénieur de district qui devra voir à ce que les conditions exigées par l'Office aient été remplies par la coopérative

4° Toutefois, les dépenses capitales urgentes et ne dépassant pas 500 \$ pourront être entreprises immédiatement par la coopérative sans autorisation préalables, mais seront sujettes à un rapport périodique à l'Office qui consentira, sur ces dépenses, les avances et les prêts, s'il y a lieu.⁵¹

Le processus d'approbation de l'Office est décrit dans la lettre explicative qu'il envoie à ses ingénieurs de district⁵². Cette façon de faire n'est en vérité pas si différente

⁵⁰ « ATTENDU que Les règlements adoptés par les coopératives ne sont valides et n'entrent en vigueur qu'après avoir été approuvés par l'Office, particulièrement s'ils concernent : a) les conditions et les qualifications requises pour les membres de la coopérative et le mode de paiement des parts ; b) la comptabilité ; c) le prix de l'électricité ; d) les réserves prévues par la loi et le placement de ces réserves. », *Ibid.*

⁵¹ *Ibid.* C'est nous qui soulignons. Mentionnons que l'essentiel du règlement a été ici recopié.

⁵² L'OER donne des instructions précises aux ingénieurs de district pour leur expliquer ce nouveau règlement, ainsi que son application et le rôle qu'ils auront à jouer. *Ibid.*, p. 170.

de ce qui prévalait auparavant, mais le règlement n° 2 en officialise et précise les pratiques⁵³.

Dans le cadre de ce nouveau règlement n° 2, lorsqu'un ajout au réseau est prévu, la procédure à suivre est la suivante : les dirigeants de la coopérative doivent d'abord envoyer la demande d'autorisation de construction à l'ingénieur de district, qui vérifie les plans et les estimations avant de la transmettre à l'Office, avec ses commentaires au besoin. Le personnel de la division technique étudie la demande, puis stipule les conditions financières à respecter (montant des parts sociales à souscrire et conditions de paiement, dépôts exigés, s'il y en a, etc...⁵⁴). La coopérative ne peut commencer les travaux sans avoir rempli les conditions édictées par l'OER et, surtout, sans avoir obtenu sa permission écrite (c'est l'ingénieur qui signe les documents). L'ingénieur de district est officiellement responsable de la surveillance et du respect des conditions.

Dans le cadre des travaux, l'ingénieur est secondé par un autre délégué de l'Office auprès des coopératives, le vérificateur. Ce dernier aussi veille au grain et il s'assure que les travaux s'effectuent dans le respect des estimations approuvées par l'OER. En outre, leur surveillance ne s'exerce pas uniquement lors de travaux. En tout temps, les vérificateurs examinent les dépenses et la comptabilité des sociétés. Ils ont également

⁵³ « Assistance aux coopératives en marge de l'article douze-E, paragraphe "F" de la Loi de l'électrification rurale. », *PV OER*, 10/09/1947. Soulignons que le même constat peut être établi pour les « autres » dépenses des coopératives (camions, bureaux, etc.), qu'elles doivent faire approuver depuis la fin de 1947.

⁵⁴ Exemple du texte des « autorisations de constructions » émises par l'Office après l'adoption du règlement n° 2 : « [...] les travaux devront être sous la direction du service technique de l'Office, le matériel requis acheté, les droits de passage préalablement obtenus, les travaux ne devront pas commencer cependant avant que les 85 sociétaires aient versé 8 500 \$ et signé les contrats d'association et de service ni avant que l'ingénieur en charge ou de district ait donné la permission écrite, suivant le règlement no deux (2) de l'Office du 28 avril 1953. » Résolution pour la coopérative d'Abitibi-Est, *PV OER*, 12/05/1953.

pour mandat de s'assurer que les données fournies par les coopératives permettent le suivi de l'OER. C'est pourquoi, dans la foulée du nouveau règlement, l'Office en profite pour faire le point sur les méthodes statistiques et comptables des coopératives, afin de déterminer si elles respectent les règles établies par l'Office en 1947.

L'OER charge Bertrand Milette, un de ses vérificateurs-comptables, de faire cette nouvelle enquête. Après avoir analysé les méthodes comptables des sociétés des Cantons-de-l'Est et une autre au nord de Montréal (Saint-Donat), il conclut que les coopérateurs ne sont pas très friands de chiffres et que les statistiques et données transmises à l'Office s'en ressentent⁵⁵. Pour corriger la situation, il élabore deux nouveaux formulaires⁵⁶, que les gérants devront remplir puis retourner à l'Office. Le premier (« Rapport périodique ») vise à obtenir des informations sur les comptes d'électricité, par catégories de clients, afin de connaître avec précision les revenus de la coopérative. Le second est un sommaire annuel de tous les rapports périodiques (le premier formulaire), auxquels il faut ajouter des données sur l'énergie achetée, consommée et perdue, de même qu'un bilan sur le capital payé et le nombre de membres. Avec ces deux nouveaux formulaires, l'Office obtient des données sur les revenus (comptes d'électricité et capital social payé) et sur une grande partie des dépenses des coopératives (les achats d'énergie). Ces informations permettent, comme

⁵⁵ ANQ, fonds OER, E80/169, document n° 600-S-2 : *Statistiques de l'Office Vol. 2 : 1950-1959*.

⁵⁶ Chaque mois, on s'en souvient, le gérant de la coopérative (ou le responsable des livres) doit envoyer un rapport à l'Office qui contient la longueur des lignes (nouvelles, au total, en construction, etc), le nombre de clients (nouveaux, au total) selon les catégories (domestique, saisonnier, général-bloc, etc.) et le service donné à l'éclairage public (nombre de lampes de rue selon leur ampérage). Le nouveau formulaire (rapport périodique) élaboré par B. Milette se veut donc un résumé, plus précis cependant, de ces rapports mensuels. *Rapports annuels et mensuels des coopératives*, 400-R-2, *op. cit.* et *Ibid.*

le dit B. Milette : « [...] de] fournir à l'Office tous les renseignements dont on peut avoir besoin pour ajustement ou changement de tarifs ; [et de] suivre de plus près la montée ou la descente des coopératives. »⁵⁷ En fait, l'OER se trouve à affiner une nouvelle fois ses instruments de collecte de données et s'assurer de posséder ainsi les outils nécessaires à l'exercice de sa surveillance.

L'année 1953, marquée par le nouveau règlement sur les dépenses, par l'enquête sur les méthodes comptables et les nouveaux formulaires, apparaît donc comme une étape importante dans le resserrement du contrôle de l'Office. Dorénavant, en plus du prix de l'électricité, toutes les dépenses et tous les revenus des coopératives, de même que leurs placements (nous reviendrons sur cet aspect) sont strictement surveillés et contrôlés. Depuis le règlement de 1947 obligeant les coopératives à soumettre des rapports mensuels, le contrôle de l'Office s'est accru et touche maintenant l'ensemble des activités des coopératives. Les dirigeants locaux ne peuvent ni modifier leurs tarifs, ni construire une nouvelle ligne, ni même acheter un nouveau camion sans l'approbation de l'Office. Qui plus est, l'OER intervient aussi dans plusieurs autres domaines : dans les conditions de travail des hommes de lignes ou dans le choix de la compagnie d'assurances qui protégera les travailleurs de la coopérative et ses biens⁵⁸. Devant cette omniprésence de l'Office, une question vient rapidement à l'esprit : quel

⁵⁷ 600-S-2, *op. cit.*

⁵⁸ En mars 1953, l'OER prend une assurance pour les camions et les automobiles des coopératives et ceux de l'OER. 30 coopératives ont accepté. *PV OER*, 10/03/1953. L'OER s'occupe également de la police d'assurances pour la responsabilité civile des coopératives. Les directeurs de la coopérative de Saint-Cyrille-de-Wendover, par exemple, avaient décidé en août 1953, qu'ils « continueraient sans assurance comme par le passé. » L. Létourneau, comptable de l'OER, présent à l'assemblée des directeurs de novembre, suggère de prendre l'assurance de l'OER, ce que font les directeurs. *PV. dir.*, 29/08/1953 et 21/11/1953.

est le rôle des administrations locales ? Quels pouvoirs, quelles libertés leur restent-ils ? Les dirigeants ne sont-ils, en vérité, que des exécutants de l'OER ? C'est à ces questions cruciales que s'attarde la prochaine section.

2. L'application du modèle

Cette section se nomme tout bêtement « l'application du modèle » car c'est de cela dont nous parlerons. Ainsi, après avoir rencontré le propagandiste-organisateur de l'OER, les dirigeants des coopératives voient ensuite arriver ses ingénieurs et techniciens. Parallèlement, l'Office officialise ses pratiques et impose des règles aux coopératives. À mesure que les directives de l'organisme se précisent et que ses exigences, comme son contrôle, s'accroissent, de quelle façon les coopérateurs accueillent-ils et répondent-ils à ses demandes ? Et puis, dépassant la perception de l'organisme et la réception de ses exigences par les coopérateurs, il y a lieu de s'interroger quant à savoir si, dans les faits, le resserrement du contrôle de l'OER entre 1948 et 1955 n'entraîne pas une perte d'autonomie pour les coopératives. Cette grande question sera la ligne directrice, celle qui nous donnera l'occasion de voir de quelle façon les coopérateurs répondent au contrôle de l'Office. Elle nous amènera également à analyser la gestion des coopératives d'électricité par les bureaux de direction locaux.

2.1. Les réactions des bureaux de direction

Les membres et dirigeants des coopératives sont, dans un premier temps, très empressés de lancer les travaux d'électrification et ils ne semblent pas réticents à fournir à l'Office tout ce qu'il demande pour débloquer les capitaux et l'aide

technique dont ils ont besoin : estimations, plans, preuves de paiement des parts sociales, etc⁵⁹. Les requêtes de l'organisme qui, du reste, sont encore peu nombreuses, sont en vérité autant d'étapes qui mèneront à l'arrivée prochaine du service de l'électricité et peu de gens, sinon personne, ne se demande si l'Office pose trop de questions ou s'il est justifié d'exiger tous ces documents.

Les demandes ultérieures de l'OER ne paraissent pas soulever davantage de commentaires. L'entrée en vigueur du règlement n° 6 en octobre 1947 (rapports mensuels et annuels que les coopératives doivent produire) ne provoque ni débats, ni réaction officielle de la part des dirigeants locaux. Pourtant, le caractère très détaillé des renseignements à fournir, et la charge de travail que cela représente certainement, aurait pu soulever des questions⁶⁰ ou même des protestations. Mais rien de tel ne se dégage des procès-verbaux⁶¹ des réunions de directeurs et des assemblées générales ; pas plus en 1947 que dans les années 1950.

Les procès-verbaux de l'Office nous fournissent une autre indication en ce sens. Ils ne rapportent, en effet, aucun commentaire de la part des commissaires (ils n'hésitent pourtant pas à semoncer les coopératives à d'autres sujets). Par ailleurs, la disponibilité des statistiques élaborées à partir de ces rapports nous conduit à conclure

⁵⁹ Le règlement n° 1 de l'OER requiert pourtant des coopératives, comme nous l'avons vu, de très nombreux documents.

⁶⁰ Peut-on présumer que la présence de plus en plus marquée des comptables, vérificateurs et ingénieurs de l'Office aide grandement à la confection de ces rapports mensuels et annuels ? Il est malheureusement presque impossible, malgré la multitude de sources consultées, de déterminer quelle part de travail a pu être effectuée par le personnel de l'Office. Nous pouvons cependant croire qu'il se charge en partie de la production de ces rapports.

⁶¹ Ce constat est établi à la suite de l'analyse des procès-verbaux des assemblées des directeurs et des assemblées générales des 15 coopératives témoins (voir l'annexe de la thèse) pour les années 1945 à 1964.

que les coopératives fournissent effectivement les données exigées par l'OER. Bien que ces deux constatations soient indéniables, le système n'est pas sans faille, comme le révèlent d'autres documents de l'Office. Dans un rapport de 1956 sur la clientèle et la consommation des coopératives, Guy Delage, technicien de l'Office, signale ainsi que « nombreuses sont les coopératives qui omettent de faire leurs rapports mensuels et annuels ce qui ne facilite pas le travail lorsqu'il s'agit de faire le rapport pour la Régie Provinciale »⁶².

Quelques années auparavant, Bertrand Milette avait déjà relevé le manque d'exactitude des réponses au questionnaire de l'OER⁶³. Dans son rapport d'enquête de 1953, qui mena à l'élaboration de deux nouveaux formulaires (*cf. supra*), il expliquait « qu'on [les dirigeants des coopératives] montre peu d'enthousiasme pour changer la routine établie et qu'on en a encore moins pour les statistiques, ne voyant pas l'utilité de faire des comparaisons de chiffres pour voir où on s'en va financièrement [...] »⁶⁴. Un des buts de l'enquête de B. Milette était d'ailleurs d'établir un système de statistiques pour chaque coopérative. Les méthodes d'enregistrement des clients étaient particulièrement visées, car bien que la plupart des coopératives utilisaient alors le registre des ventes de l'Office, aucune n'avait divisé ses clients par type de service, comme elles auraient dû le faire. Malgré leur crainte d'un surcroît de travail, les

⁶² Le rapport porte sur la clientèle des coopératives, leur consommation et la demande maximum en chevaux-vapeur pour les années 1954 à 1956. Guy Delage souligne que ces renseignements ont été demandés par la Régie. « Mémoire à M. Jean-Louis Labbé, Ing. P. » par Guy Delage. Dans ANQ, fonds OER, E80/169, document n° 600-S-1 : *Statistiques générales des coopératives*.

⁶³ « [...] et j'ai pu me rendre compte que l'exactitude des réponses au questionnaire de l'Office et à celui du Fédéral [pour l'impôt, fort probablement] s'en ressent. » Dans le document 600-S-2, *op. cit.*

⁶⁴ *Ibid.*

dirigeants locaux avaient accepté la nouvelle façon de faire et Milette avait alors émis deux recommandations. D'abord, les comptables visiteurs doivent encourager les coopérateurs à classer les clients par catégories dans le registre des ventes. Allant plus loin, il soulignait qu'il fallait aussi

inculquer aux gérants le goût du rapprochement des chiffres pour y trouver le signe avant-coureur de prospérité ou d'anomalies à corriger, s'ils s'intéressent au succès de l'entreprise qu'ils dirigent, renseigner à bon escient leur bureau de direction, enfin, y aller plus judicieusement et en connaissance de cause dans leurs décisions, le cas échéant⁶⁵.

Est-ce une conséquence de ce rapport ? Ou une conséquence de ce rapport et du précédent ? Mais toujours est-il que l'OER apporte des changements aux règlements des coopératives en 1956 (les *Règlements généraux*, préparés par l'OER sont peu à peu adoptés par toutes les coopératives (voir le chapitre 11). Ce changement de règlement s'accompagne de la signature d'un Contrat général entre les coopératives et l'OER. Le document précise les obligations des coopératives envers l'Office, et les conditions d'exercice de leurs activités. Les coopératives, si elles ne se conforment pas aux règles, peuvent voir l'Office nommer un « contrôleur » qui gérera la société tant que nécessaire⁶⁶.

À la lumière de cette refonte des règlements, de l'élaboration puis de la signature par les coopératives d'un contrat qui les lie à l'OER, et des rapports dont nous parlions

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ Dans le cas où la coopérative néglige ou refuse de se conformer aux dispositions de la loi, et plus particulièrement aux conditions de ce contrat, l'Office « peut, après un délai de 8 jours à compter de la mise à la poste d'un avis par lettre recommandée, nommer un de ses employés, ci-après appelé le 'contrôleur', qui aura le pouvoir de surveiller et de contrôler les opérations et la comptabilité de la coopérative. », *Contrat général entre l'Office de l'électrification rurale et la coopérative de ..*, E80/177, document n° 400-R-1 : *Règlements des coopératives*, op. cit.

auparavant, que peut-on conclure ? D'abord, que les coopératives ne se conforment peut-être pas en tout point et tout le temps aux exigences de l'Office. En outre, et malgré les consignes de 1953, les dirigeants demeurent peu enthousiastes à l'égard des chiffres. Ces documents laissent également une impression presque négative de l'administration des coopératives par les gérants et directeurs. Nous pourrions en effet en déduire que les directeurs ne surveillent pas adéquatement les finances de leurs sociétés, ou pire, qu'ils s'en désintéressent, que les gérants ne sont pas toujours très consciencieux ou que les directeurs font fi des règles de l'OER.

Ce portrait ne cadre pourtant pas avec les actions des dirigeants locaux que nous avons rencontrés jusqu'à maintenant. Fortement impliqués et désireux de lancer les travaux d'électrification le plus rapidement possible, ils n'hésitent pas à investir temps, énergie et même leurs économies dans la nouvelle société. Se pourrait-il alors que la mobilisation des débuts se soit effritée, laissant en place des dirigeants pratiquant une gestion tout juste suffisante ? Nous ne croyons pas. Les observations de B. Milette et la création puis la signature de règlements et de contrats soulèvent néanmoins des questions auxquelles il faut apporter des réponses. L'étude de la gestion des coopératives par les bureaux de direction nous permettra d'y voir plus clair.

2.2. La gestion des coopératives par les dirigeants locaux

À l'instar de plusieurs autres aspects du système coopératif d'électrification rurale, les pratiques des bureaux de direction ne sont pas statiques ; elles changent au fil des ans. Au cours des toutes premières années, comme nous l'avons vu, les dirigeants travaillent avec acharnement, dans les limites de leur capacité et de la disponibilité des ressources, pour lancer les travaux d'électrification. Ils informent les

membres, réunissent le capital social, préparent les plans et les estimations, bref, il y a peu d'aspects du démarrage de leur coopérative où ils n'interviennent pas activement. Bien entendu, ils ne font pas tout eux-mêmes, mais l'absence de règlements clairement définis (revoir le chapitre 3) et la présence encore sporadique du personnel de l'Office obligent les dirigeants à faire preuve d'initiative, tout en leur laissant une grande latitude. Quelques bureaux de direction, comme nous l'avons vu, éprouvent bien quelques difficultés à planifier et à assumer tout ce que le démarrage d'une société implique⁶⁷, mais ne nous y trompons pas : leurs pratiques respectent la loi et le mode de fonctionnement des coopératives. Quant aux méthodes comptables, malgré les lacunes relevées en 1947, elles ne sont pas particulièrement défaillantes⁶⁸. Les démarches et les efforts requis pour obtenir ces résultats, et voir s'ériger le réseau tant désiré, sont toutefois plus importants qu'ils ne le seront par la suite.

Le fait que les dirigeants des premières coopératives doivent presque imaginer des façons de faire a une influence sur leurs activités et la fréquence de leurs rencontres. Ces assemblées de directeurs sont nombreuses, et ceci, afin de partager les résultats de leurs démarches et de décider des prochaines étapes. À Brigham, par exemple, le bureau de direction tient plus de 40 assemblées au cours des 24 premiers mois de vie

⁶⁷ Ajoutons aux exemples fournis dans d'autres chapitres celui de la coopérative de l'Enfant-Jésus et Saint-Joachim. Selon le mémoire de l'ingénieur en chef adressé aux membres de l'OER, en décembre 1947, « [...] Il ressort de cet exposé de faits soumis que l'administration de [cette coopérative] n'est pas adéquate aux besoins. » M. R. Laliberté, surintendant des travaux, assumera la responsabilité d'administrer la coopérative et le comptable de l'OER, R. Trudel, continuera d'agir en qualité d'assistant. *PV OER, 12/12/1947.*

⁶⁸ De toute façon, malgré son manque de personnel, l'OER veille au grain et aide de plus en plus les coopératives. Rappelons que ses comptables et ingénieurs vérifient toutes les demandes d'autorisation de construction et que leur approbation est requise avant que les coopératives puissent commencer les travaux et recevoir les capitaux de l'Office.

de la coopérative⁶⁹. Bien que cette fréquence soit particulièrement élevée, cela ne constitue néanmoins pas une exception⁷⁰ pour une coopérative au cours de la période pionnière. Elle reflète même très bien les efforts et le temps investis par les dirigeants du moment.

La disponibilité grandissante du personnel de l'Office introduit graduellement des différences dans les pratiques des bureaux de direction, car son expertise élimine la majeure partie des délais causés par le manque de connaissances techniques des premiers dirigeants, ce qui simplifie considérablement les démarches menant à la construction du réseau. C'est pourquoi, même si les premières années d'une coopérative (qu'elle soit fondée en 1946 ou en 1954) sont toujours marquées par une période d'intenses activités au cours de laquelle les dirigeants sont abondamment sollicités, les réunions des directeurs sont souvent moins nombreuses lorsqu'un membre de l'OER est présent. De surcroît, la teneur des discussions n'est pas exactement la même. Plutôt que de se réunir pour réaffirmer la volonté de la coopérative d'aller de l'avant et demander une nouvelle fois l'aide de l'OER⁷¹ ou

⁶⁹ Précisément 47 réunions de directeurs entre l'assemblée de fondation, le 13 septembre 1945, et la fin de septembre 1947. Les assemblées générales n'ont pas été incluses dans le total.

⁷⁰ La coopérative du Témiscamingue, dont nous avons déjà parlé, est une exception parmi les coopératives fondées en 1945. Ajoutons simplement, pour illustrer davantage la différence notée précédemment entre cette coopérative et les autres qui sont en place en 1945, que son bureau de direction, appuyé dès les débuts par l'Office, tient neuf assemblées au cours de sa première année, puis six mois passent sans que les directeurs ne se réunissent. Les travaux, comme nous l'avons vu, avancent néanmoins très rapidement.

⁷¹ Les directeurs de Saint-Cyrille-de-Wendover se réunissent le 26 octobre 1946, pour réaffirmer leur volonté d'électrifier le territoire de leur coopérative, car le surintendant de Southern Canada Power a proposé de rembourser les déboursés encourus par la coopérative depuis les débuts et de continuer les travaux. Le bureau de direction réaffirme la volonté de la coopérative de construire ses lignes électriques et on mentionne qu'ils ont communiqué

encore pour déterminer les sources de financement possibles en attendant les prêts de l'État, on y discute très rapidement de plans du réseau, de réception de prêts, de négociations entourant l'achat du matériel, du lancement des travaux de construction et de l'approvisionnement en énergie.

L'équipe d'Abitibi-Ouest⁷², par exemple, bénéficie de la présence d'un commissaire, Albert Rioux, dès sa première réunion officielle en mars 1949. D'ores et déjà, les conversations portent sur l'approbation des plans du réseau et sur la négociation du contrat à intervenir entre la coopérative et la compagnie Les Développements du Nord-Est⁷³ pour la construction de 100 milles de ligne, accompagnés d'une sous-station. Le contrat de construction a été préalablement préparé puis vérifié à Québec et l'on sait que l'ingénieur de l'Office veillera aux aspects techniques. Une partie des démarches — et surtout les plus complexes et plus techniques — s'effectuant sans eux, la charge de travail qui incombe directement aux dirigeants de la coopérative est conséquemment réduite et ils n'ont pas besoin de se réunir tous les 15 jours. Les assemblées du bureau de direction d'Abitibi-Ouest sont ainsi deux fois moins fréquentes (10 au lieu de 22) qu'elles ne l'étaient à Brigham au cours des 24 premiers mois⁷⁴. Le réseau de la coopérative d'Abitibi-Ouest s'étire alors sur 545 milles et les travaux se poursuivent avec diligence, sous la supervision du

plusieurs fois avec l'OER pour que les travaux se fassent dans le plus court délai possible. *PV. dir.*, 26/10/1946.

⁷² Nous l'avons déjà mentionné, les coopératives de cette région reçoivent très rapidement les services de l'Office.

⁷³ Première réunion du conseil d'administration. *PV. dir.*, 08/03/1949.

⁷⁴ En 1951 et 1952, il n'y a respectivement que six et quatre réunions à Abitibi-Ouest. *PV. dir.*, *Abitibi-Est.*, *op. cit.*

personnel de l'OER. À mesure que progresse la construction du réseau, les assemblées des directeurs s'espacent graduellement, jusqu'à devenir bimestrielles ou trimestrielles (des pointes subsistent, bien sûr, selon les préoccupations du moment).

Lorsque les services de l'Office ne sont pas tous disponibles dès les débuts, la période d'intenses activités se prolonge un peu plus. À Saint-Cyrille-de-Wendover ou à Saint-Valérien-de-Shefford, par exemple, c'est seulement après le tournant de 1950, soit six ou sept ans après leur fondation, que les assemblées des directeurs deviennent moins fréquentes. Mais peu importe le nombre d'années avant que cela ne survienne, dans toutes les coopératives, le rythme de ces assemblées diminue lorsque la majeure partie du réseau est complétée⁷⁵. Généralement, il y n'a, à partir de ce moment, que peu de réunions durant l'hiver, voire aucune. La saison de construction revenue (d'avril à septembre-octobre⁷⁶, avec des variations selon les années), les directeurs se réunissent mensuellement ou bimensuellement afin de discuter d'ajouts ou de modifications à apporter au réseau. Pour aider les coopératives, l'Office envoie d'ailleurs du personnel supplémentaire en été ; des étudiants des écoles techniques s'ajoutent alors régulièrement aux équipes de monteurs de lignes, de techniciens et d'ingénieurs⁷⁷.

⁷⁵ Comme dans le cas des assemblées générales.

⁷⁶ Les conditions climatiques n'affectent pas que les travaux : les directeurs mentionnent à l'occasion que les « chemins boueux » ont empêché la tenue de la réunion.

⁷⁷ L'été étant vraiment la saison par excellence pour construire des réseaux, l'Office prend les moyens pour maximiser ces quelques mois. Dès le printemps 1948, il engage donc des étudiants pour aider les coopératives. La manœuvre sera répétée annuellement par la suite. En avril 1948, par exemple, il retient les services de trois étudiants de génie électrique et deux autres de l'École technique. *PV OER*, séances du 04/02/1948 et du 29/04/1948. Les procès-verbaux (07/06/1946) de la coopérative de Brigham mentionnent la présence de quatre étudiants ingénieurs pour aider à la construction à l'été 1946, mais sans donner de détails ni préciser s'ils ont été envoyés par l'OER. Comme les procès-verbaux de l'Office ne consignent l'engagement d'étudiants qu'à partir de février 1948, nous pourrions penser que la coopérative a trouvé elle-même ses étudiants. Nous ne pouvons cependant l'affirmer.

L'automne revenu, les réunions des conseils d'administration s'espacent à nouveau et la routine se réinstalle. Mais qu'est-ce que la routine, pour un bureau de direction ?

Les usagers génèrent sans contredit une part importante des activités des directeurs. Au cours des premières années de la coopérative, nous l'avons vu, le recrutement de nouveaux membres puis le paiement du capital social mobilisent une grande partie des énergies, tout particulièrement si des problèmes surviennent. Les responsabilités du bureau de direction reliées au capital social ne disparaissent pas ensuite, car le *membership* de la coopérative connaît des changements continuels : des gens éprouvent des difficultés à terminer le paiement de leurs parts sociales, par exemple, ou de nouveaux sociétaires s'ajoutent, rejoints par une extension du réseau⁷⁸. À tous les nouveaux usagers, les directeurs émettent un certificat attestant qu'ils ont payé les parts sociales réglementaires et qu'ils sont officiellement membres de la coopérative. Le privilège d'être membre peut cependant être révoqué si le détenteur du certificat ne se conforme pas aux règlements de la société⁷⁹ et ce sont les directeurs qui, après un vote des deux tiers en ce sens, ont le pouvoir de prendre cette décision⁸⁰.

⁷⁸ Par ailleurs, certains ruraux, lors de la construction de la ligne, avaient décidé d'attendre avant de se brancher. Ils sont peu nombreux, et difficilement quantifiable, mais il demeure que ce ne sont pas tous les usagers potentiels qui électrifient leurs demeures dès la construction de la ligne.

⁷⁹ « Le conseil d'administration, par un vote d'au moins les deux tiers de ses membres présents, peut expulser un membre qui a refusé de suivre un ou plusieurs règlements de la coopérative. Le sociétaire expulsé ne peut être admis de nouveau qu'à une assemblée générale de la coopérative. », Chapitre 2, *membres*, article n° 10 des *Statuts et règlements de la coopérative de ...*, document 400-R-1, *op. cit.* Les *Règlements généraux*, adoptés par les coopératives à partir de 1956, précisent que le membre a droit d'être entendu avant d'être expulsé.

⁸⁰ Les procès-verbaux des coopératives révèlent toutefois plus volontiers des avertissements que de réelles expulsions de membres. Au tout début de la coopérative de Saint-Valérien-de-Shefford, par exemple, les directeurs mentionnent qu'un membre essaie de

En plus d'être révocable, le certificat de parts sociales est également remboursable et transférable, par exemple lorsqu'un membre quitte le territoire de la coopérative. La responsabilité d'autoriser ces transactions incombe aussi aux conseils d'administration qui les officialisent par une résolution⁸¹. Le mouvement des parts sociales est en fait si constant (achat, admission, transfert et remboursement) que rares sont les réunions des directeurs où il n'en est pas question. À première vue plutôt routinière⁸², cette prérogative des bureaux de direction peut occasionnellement devenir une question délicate. Les directeurs de Rouyn-Noranda par exemple, refusent les transferts de certificats, dans les cas de vente de propriété, lorsque le membre a un solde impayé (compte d'électricité ou parts sociales). Pourtant, sans ce transfert, le nouveau propriétaire ne peut demander, ni obtenir, le service de la coopérative. Nous pouvons sans peine imaginer les protestations (et même les pressions) que cette politique a dû soulever. Néanmoins, les bureaux de direction semblent appliquer les règlements de leur société avec professionnalisme. Les transactions liées aux parts sociales ne sont pas le seul aspect du travail des dirigeants qui les amène à prendre des décisions pouvant mécontenter les membres. Les approbations de prêts personnels soulèvent à l'occasion de la grogne.

nuire à la coopérative. On le prévient que s'il ne cesse pas ses agissements, il sera exclu. *PV dir.*, 14/08/1945. Ces menaces ne semblent cependant pas mises à exécution.

⁸¹ À Brigham, c'est le secrétaire qui est chargé des transferts de parts sociales : « le transfert de contrat d'un membre à un autre devra se faire chez le secrétaire ». *PV dir.*, 26/04/1946.

⁸² Le sujet est en effet presque invariablement traité en ouverture d'assemblée et n'est pas l'objet de longues délibérations. Voir notamment les procès-verbaux des séances du 26/10/1955, 09/01/1957 ou du 05/13/1957. *PV dir.*, Rouyn-Noranda, séances concernées.

L'électrification d'une exploitation agricole⁸³ entraîne des coûts élevés : il faut installer deux tables de distribution primaire (une pour la demeure et une pour les bâtiments de ferme), qui diviseront l'électricité en circuits (chacun alimentant une partie de la maison / bâtiments) contrôlés par un fusible qui préviendra les surtensions. Des dizaines de mètres de fil, des prises et des plafonniers sont aussi requis. Enfin, le nouvel usager doit se procurer des ampoules et des appareils électriques de toutes sortes, selon ses moyens et ses goûts.

Lors de l'élaboration de la Loi de l'électrification rurale, le législateur avait prévu que l'OER serait autorisé à consentir des prêts (jusqu'à concurrence de 75 % des coûts – pour un maximum de 500 \$ par ferme⁸⁴) aux propriétaires d'exploitations agricoles afin de les aider à absorber les frais liés à l'électrification d'une demeure qui ne l'a jamais été⁸⁵. L'aide directe de l'État ne parviendra cependant apparemment jamais aux ruraux. Nous n'avons en effet retrouvé aucun document qui laisse présumer que l'OER a consenti des prêts aux agriculteurs. Cet article de loi est d'ailleurs remplacé, dès 1946, par un autre qui précise que l'Office paiera les intérêts (jusqu'à concurrence de 3 %) sur les prêts contractés auprès d'une institution financière (un maximum de 300 \$

⁸³ La coopérative fournit généralement le fil (jusqu'à concurrence de 100 ou 50 pieds, selon la société) qui part du poteau pour rejoindre le premier bâtiment du nouveau client. Elle procure également à ses frais le compteur qui demeure sa propriété.

⁸⁴ Dans la loi créant Hydro-Québec, la société d'État était autorisée à prêter 300 \$ par ferme dans le même dessein. *Loi créant la Commission hydroélectrique, op. cit., 1944.*

⁸⁵ La loi originale de l'électrification rurale permet à l'OER de : i) « faire à tout propriétaire de ferme qui est membre d'une coopérative, pour les frais d'installation électrique sur sa ferme, des prêts jusqu'à concurrence de 75 % du coût de l'installation, mais ne devant pas excéder dans aucun cas la somme de 500 \$ pour chaque ferme ; ces prêts sont garantis par hypothèques sur les immeubles de l'emprunteur [.....] ; les prêts remboursables en dix versements annuels égaux et consécutifs dont le premier est exigible un an après la date du prêt, avec intérêt de 1 % payable semi-annuellement. » *Loi de l'électrification rurale, op. cit.*

au lieu de 500 \$) par les ruraux membres d'une coopérative pour électrifier leurs fermes⁸⁶.

Ce sont les dirigeants locaux qui se voient confier la responsabilité de vérifier puis d'approuver les demandes des membres. Bien que certaines soient approuvées dès 1946, l'Office n'émet de directives formelles qu'en 1948, par une lettre circulaire⁸⁷. Dans cette lettre, envoyée à tous les bureaux de direction, l'OER explique comment procéder. Il faut d'abord s'assurer que le prêt demandé ne dépasse pas le coût d'installation, car il ne peut servir à financer autre chose⁸⁸. Le secrétaire ayant fait cette vérification (auprès de l'électricien, fort probablement), il soumet la demande au conseil d'administration, qui doit, avant de donner son approbation, « déterminer si l'emprunt est nécessaire au sociétaire pour lui permettre de payer son installation électrique »⁸⁹. Si les directeurs jugent que le montant demandé est trop élevé, ils

⁸⁶ Il est clairement mentionné « fermes » dans le texte de la loi, ce qui laisse supposer que les propriétaires ne possédant pas d'exploitations agricoles ne sont pas admissibles. L'amendement de 1946 remplace l'article cité dans la note précédente (le paragraphe i) par le suivant : l'Office peut « payer à toute banque ou syndicat coopératif de crédit une partie, n'excédant pas 3 % par année, de l'intérêt sur les emprunts faits, jusqu'à concurrence de 300 dollars, par tout membre d'une coopérative pour les fins d'installation électrique sur sa ferme et approuvés par le conseil d'administration de la dite coopérative. » Québec (province) SDQ, 10 Geo. VI, chapitre 30 (1946), *Loi modifiant la loi de l'électrification rurale*.

⁸⁷ Dans la lettre d'explications envoyée aux présidents et directeurs des coopératives par Charles Poirier, comptable en chef de l'Office, le 27/01/1948. Dans ANQ, E80/166, 400-R-1, *op. cit.*

⁸⁸ Tel que précisé dans le formulaire ER -25 (demande d'emprunt), à remplir par le membre et la coopérative. Les renseignements à fournir sont les suivants : nom, paroisse, demande à la caisse populaire ou à la banque « un prêt de ____ s'étendant sur une période de ____ ans pour les fins d'installation de l'électricité sur ma ferme. » Le membre doit aussi signer ce qui suit : « Je m'engage à fournir toutes les factures se rapportant à cette installation et à ne pas employer cet argent pour d'autres buts que celui spécifié dans la présente demande. » Il y a ensuite un carré intitulé « Recommandation ». Fort probablement à l'intention de la coopérative. On y écrit : « montant demandé ____ ; montant recommandé ____ ; durée ____ ans à compter du ____ ; Mode de remboursement ____ ; remarques. ». *Ibid.*

⁸⁹ *Ibid.* L'Office précise également : « En d'autres termes, si un sociétaire ne peut pas payer au comptant le coût de son installation électrique comme le posage des fils, les achats de

peuvent le modifier. Ils se basent sur les factures, à notre avis. Mais peut-être l'Office estime-t-il que les directeurs connaissent suffisamment la situation financière de leurs concitoyens pour décider de la nécessité d'un prêt. Le raisonnement n'est pas dénué de fondements, car avant même les explications de l'OER, certains conseils d'administration se permettent de recommander des emprunts inférieurs à ceux demandés. À la coopérative de Saint-Valérien-de-Sheffield, par exemple, les directeurs modifient les montants de sept des huit demandes d'emprunt qu'ils approuvent lors de leur réunion de juillet 1946⁹⁰. Exceptionnellement, ils vont même jusqu'à en refuser certaines⁹¹. Toutefois, les bureaux de direction sont très peu nombreux à agir de la sorte.

La plupart d'entre eux font les vérifications requises puis adoptent une résolution approuvant l'emprunt, sans y apporter de modifications. Qui plus est, à mesure que les demandes deviennent moins nombreuses, certains bureaux de direction décideront de ne plus les évaluer eux-mêmes, lorsque la caisse populaire responsable l'a déjà fait⁹². L'obligation de fournir à l'Office la liste annuelle des emprunts⁹³ qu'ils ont approuvés

matériel ou d'appareils et accessoires électriques tels que moteurs, **laveuses électriques**, etc. il peut contracter un emprunt à une Caisse Populaire ou à une Banque. Pour lui aider, l'Office consentira à payer l'intérêt au taux de 3 % par année des emprunts faits jusqu'à concurrence de 300 \$ ». C'est nous qui soulignons. *Ibid.*

⁹⁰ Par exemple M. Willie B., de Roxton, demandait 300 \$. Le bureau de direction recommande plutôt 240 \$ et approuve la demande à ce montant. *PV., dir., 20/07/1946.*

⁹¹ Saint-Valérien-de-Sheffield. *PV., dir., 03/08/1946*

⁹² Coopérative du Témiscamingue, *PV dir., 13/03/1956.*

⁹³ Sur le formulaire ER-M-12, fourni par l'OER, et qui doit contenir les informations suivantes : le nom de la caisse populaire ou de la banque ; la date ; les noms des sociétaires-emprunteurs ; les dates des emprunts ; le montant des emprunts ; le total des remboursements ; le taux d'intérêt exigé de la caisse ou banque ; le total des intérêts payés ou dus au 31 décembre. Le tout doit être signé par le gérant de l'institution financière.

demeure cependant, afin que l'organisme puisse connaître la part d'intérêts qu'il aura à payer. Outre cette formalité administrative, sans doute destinée à lui permettre de vérifier les réclamations des institutions financières, et les consignes de 1948, l'Office ne semble pas s'immiscer dans ce champ d'activités des directeurs.

La pleine responsabilité des dirigeants locaux s'exerce également dans d'autres domaines, tels les admissions de membres et les transferts et les remboursements de parts sociales, dont nous venons tout juste de parler. Généralement, la décision de prolonger le réseau leur incombe aussi. Certains dirigeants l'ont très bien compris, peut-être trop au goût de l'Office de l'électrification rurale.

2.3. Les limites à ne pas franchir

Malgré l'accalmie apportée par la fin des grands travaux de construction, le réseau de la coopérative demeure un sujet de prédilection des réunions des directeurs. C'est que ce réseau est en constante évolution : il faut en assurer l'entretien, veiller à ce qu'il réponde adéquatement aux besoins en énergie des consommateurs et aussi le prolonger, au besoin, pour desservir de nouveaux clients⁹⁴. Comme nous l'avons mentionné auparavant, ce sont régulièrement les ruraux qui demandent le prolongement des lignes de la coopérative vers de nouvelles zones. Pour ce faire, ils se rendent au bureau de la coopérative, ou ils y envoient un émissaire, pour discuter des modalités de l'extension : combien de gens se brancheront dès que la ligne sera érigée, la longueur nécessaire, le montant des parts sociales souscrites et payées, etc. Le conseil d'administration

⁹⁴ Certaines coopératives ont par contre un réseau si peu étendu qu'une fois terminé, il ne reste qu'à l'entretenir et à le moderniser, au besoin, pour répondre à la demande. C'est le cas notamment des coopératives de Lac Caché et Kipawa.

détermine ensuite si le projet est réalisable et à quelles conditions⁹⁵ ; une des plus importantes étant le nombre de parts sociales devant être payées avant de commencer la construction. Généralement, on exige 300 \$ (soit l'équivalent de trois parts sociales) par mille de ligne⁹⁶. Si des circonstances particulières gonflent les coûts (très faible densité des clients, construction en terrain spécialement accidenté, défrichements importants à faire, etc.), ce peut être 350 \$ par mille ou même davantage⁹⁷. Occasionnellement, des bureaux de direction offrent des solutions alternatives aux ruraux. Plutôt que de payer une contribution supplémentaire, de futurs clients de la coopérative d'Abitibi-Est par exemple, s'engagent à faire le défrichement pour réduire les coûts de l'extension qui les alimentera. Ailleurs, ils promettent de signer un contrat de cinq ans (plutôt que trois ans, comme cela est généralement le cas) assurant ainsi des revenus à plus long terme à la coopérative.

⁹⁵ Les conditions sont parfois nombreuses, parfois relativement simples. Tout dépend de la situation. Voici un exemple pour chacun des cas. Une délégation de Laniel se présente à la réunion du bureau de direction de la coopérative du Témiscamingue afin de demander l'extension du réseau. Les directeurs acceptent de prolonger le réseau jusqu'au village de Laniel, à condition que le minimum de parts sociales soit payé, soit trois au mille ; à condition que les droits de passage soient cédés avant le début de la construction de la ligne ; à condition que les gens de Laniel fassent pression auprès de la compagnie de téléphone pour qu'elle accepte que la coopérative et la compagnie utilisent les mêmes poteaux. *PV dir.*, 13/03/1953. Ailleurs, les conditions sont simples. Pour un prolongement de ligne (0.7 mille) à Sainte-Angès-de-Bellecombe, la coopérative exige que le futur client situé sur la ligne s'engage à prendre l'électricité pour un an et que sa maison soit prête à recevoir le courant ; la coopérative acceptera alors de construire. *PV dir.*, Rouyn-Noranda, 27/08/1957.

⁹⁶ L'Office permet parfois aux coopératives de déroger à cette prescription. Au Témiscamingue notamment, l'OER accepte de contribuer à 85 % pour le parachèvement de lignes, même si le minimum de trois clients au mille ne peut être atteint au début. La coopérative acceptera donc à l'avenir de construire des lignes même si la moyenne de trois clients au mille, exigée antérieurement, ne peut être obtenue lors de la construction. *PV dir.*, 27/09/1952.

⁹⁷ À Saint-Cyrille-de-Wendover, par exemple, le coût d'une demande de construction de ligne sur un rang de Sainte-Brigitte est estimée à 1 200 \$. L'usager à desservir est tout seul sur le bout de ligne à construire. Il devra donc acheter pour 300 \$ de parts sociales et elles ne seront pas remboursables avant cinq ans. Il doit aussi signer un contrat pour cette même durée. *PV. dir.*, 27/09/1956.

Même les entreprises⁹⁸ doivent se plier à ce genre de conditions pour obtenir le service de leur coopérative lorsque les déboursés sont trop importants. À Saint-Valérien-de-Shefford, les directeurs conviennent, après étude des coûts d'une ligne de 550 V, que le propriétaire de la manufacture (on ne donne malheureusement pas de précisions) doit souscrire pour 1 000 \$ de parts sociales pour obtenir l'énergie dont il a besoin⁹⁹.

Cependant, si l'entreprise ou les ruraux à desservir sont dans l'impossibilité de contribuer davantage, ou si les coûts sont trop élevés pour être ainsi compensés, les directeurs de la coopérative se voient dans l'obligation de refuser de construire l'extension. C'est ce qui se produit à Pontiac-Ouest en 1956 lorsque la Fédération des Chantiers coopératifs du Centre Montferrand demande à la coopérative de construire une ligne pour « fournir l'énergie à ses opérations »¹⁰⁰. À la suite des recommandations de l'ingénieur de l'OER, M. Grondines, les directeurs refusent de prolonger le réseau : « [a]près les informations fourni [sic] par M. Grondines représentant le coût prohibitif pour la coopérative et les objections qu'aurait l'Office, il a été décidé de suspendre indéfiniment le projet de fournir l'électricité au Centre Montferrand »¹⁰¹. Le bureau de direction de Pontiac-Ouest n'avait pas d'autres choix, car l'OER n'autorise pas de

⁹⁸ La coopérative du Témiscamingue dessert la Red Diamond Mines et celle de Rouyn-Noranda, les installations de Radio-Nord.

⁹⁹ La manufacture est à Sainte-Cécile-de-Milton. *PV dir.*, 01/04/1952.

¹⁰⁰ On ne fournit pas de précisions sur les « opérations » en question. Procès-verbaux de l'assemblée spéciale des directeurs, « convoquée par le président pour rencontrer l'ingénieur Grondines et discuter de certains projets ... ». *PV dir.*, 31/05/1952.

¹⁰¹ *Ibid.*

travaux qui entraîneraient des déficits d'exploitation pour la coopérative (*cf. supra*)¹⁰². Ce sont exactement les mêmes contraintes qui pèsent sur les extensions destinées aux usagers domestiques, dont nous parlions auparavant. Toutefois, dans certains cas, les directeurs peuvent suggérer aux intéressés de soumettre à nouveau leur projet lorsque le montant minimal de parts sociales a été recueilli. Ce qu'ils font généralement.

Les conditions imposées par l'OER pour obtenir une autorisation de construction restreignent sans contredit la liberté des directeurs. Sans cette autorisation, ils peuvent se voir refuser le financement nécessaire aux travaux¹⁰³ ou se faire vertement rappeler à l'ordre. Lorsque la coopérative de Saint-Luc-de-Laval utilise du matériel acheté à l'OER pour construire des lignes non approuvées, les commissaires utilisent le terme « illégalité » pour décrire la décision des dirigeants de procéder ainsi¹⁰⁴. Le bureau de

¹⁰² On l'a vu, les exigences de l'OER relativement à la construction de lignes sont très nombreuses après 1953. Chaque projet de ligne doit être approuvé par l'OER. Le formulaire de demande doit contenir les informations suivantes : nom de la coopérative ; description de l'ouvrage projeté ; coût estimé ; travaux exécutés au contrat ou à la journée ; résolution du conseil d'administration entérinant l'ouvrage ; il faut ensuite décrire les lignes d'énergie électrique : comté, canton, rang, paroisse, municipalité, longueur en mille, voltage de la ligne, poteaux, matériel, etc. ; droits de passage (ligne sur terrain privé ou public) ; spécifier si la coopérative a obtenu les droits de passage ; nombre de clients à desservir (possibles, probables, nombre de membres), capital social souscrit et payé. Il faut, enfin, fournir un plan. Le formulaire doit être soumis en trois exemplaires à l'OER par l'intermédiaire de l'ingénieur de district, qui doit auparavant le vérifier et le signer. Le fonds de la coopérative de Saint-Cyrille-de-Wendover, notamment, contient plusieurs de ces formulaires complétés. ANQ, fonds OER, E80/16, document n° 20-2 : *Autorisations de construction*.

¹⁰³ Le règlement n° 2 précise que l'Office « ne fera d'avances et de prêts aux coopératives que pour les seules dépenses capitales ayant [...] été autorisées ». *PV OER, 02/04/1953*.

¹⁰⁴ Voici « l'histoire », telle que révélée par les procès-verbaux de l'Office. L'OER a vendu et livré à la coopérative du matériel de ligne devant servir à des constructions préalablement autorisées par l'OER (pour 12 909 \$). Mais la coopérative utilise une partie de ce matériel pour des constructions non autorisées par l'OER. « À la suite de **cette illégalité** », L. Létourneau, comptable de l'OER, avise la coopérative de bien vouloir payer à l'OER les 12 909 \$. Une lettre du secrétaire-gérant de la coopérative demande à l'OER d'aller chercher le reste du matériel en stock pour éviter les frais d'entreposage. À la suite de cette demande, un ingénieur de l'OER se rend sur les lieux, mais il est empêché, par les dirigeants de la coopérative, d'entrer en possession du matériel. L'OER charge donc Jacques Perron, avocat, d'intenter des procédures contre la coopérative pour lui réclamer le paiement immédiat du montant de

direction s'opposant à l'ingénieur de l'Office qui s'est rendu sur les lieux pour récupérer le reste du matériel utilisé « illégalement », les commissaires décident d'intenter des procédures légales contre la coopérative. L'Office va jusqu'à prendre l'administration de la société en main pendant une brève période (entre janvier et novembre 1956), puis tout revient à la normale. Bien que cette mesure demeure exceptionnelle, elle démontre toutefois à quel point l'OER ne badine pas avec les règles qu'il a instituées.

Le personnel résidant de l'Office veille à ce que les coopératives obtiennent les autorisations de construction nécessaires avant d'effectuer des travaux et que le matériel acheté (le plus souvent financé par des prêts ou des avances de l'OER) serve exclusivement aux travaux approuvés. Les fonctionnaires de l'OER s'assurent également que les constructions respectent les conditions prescrites dans les autorisations. Qui plus est, les ingénieurs résidants sont régulièrement présents aux assemblées des directeurs lorsqu'il est question d'ajouts aux réseaux ; surtout s'ils sont quelque peu significatifs. Nous pouvons présumer qu'ils ne sont pas de simples spectateurs à ces réunions et de toute façon, ils doivent toujours approuver les demandes soumises à l'Office, sans quoi elles ne sont ni étudiées ni approuvées.

12 909 \$. *PV OER*, 12/02/1955. Un mois plus tard, sans doute à la suite de tractations de l'OER, les directeurs de la coopérative réunis en assemblée spéciale transfèrent l'administration de leur société à l'OER : il a été résolu unanimement de remettre à l'OER tous « les pouvoirs d'administration qui lui sont conférés par la Loi et cela jusqu'à ce que, au jugement de l'Office, la dite Coopérative ait rempli toutes et chacune de ses obligations ». L'OER prend donc « IMMÉDIATEMENT » en main l'administration et il nomme un inspecteur-vérificateur à son emploi comme administrateur de la coopérative. *PV OER*, 06/01/1956. En novembre 1956, l'Office redonne l'administration de la coopérative à ses membres. On ne dit pas pour quelle raison. *PV OER*, 29/11/1956. Il faut préciser que les coopératives ont 30 jours pour payer le matériel acheté à l'Office. *PV OER*, 05/03/1954.

La liberté des directeurs des coopératives apparaît ainsi limitée, puisqu'ils ne peuvent décider ni des détails techniques ni des prolongements à effectuer au réseau. Mais en vérité, chaque fois que les conditions financières et techniques imposées par l'Office sont respectées, les dirigeants déterminent bel et bien les endroits où les lignes de la coopérative s'étendront. Cela inclut la possibilité de refuser certains projets, l'OER n'obligeant pas les sociétés à ériger de nouvelles lignes. Attardons-nous à quelques exemples pour illustrer la latitude dont disposent les bureaux de direction, malgré la stricte surveillance du personnel de l'OER.

Cette liberté s'exerce notamment lorsqu'il est question d'établir l'ordre de priorité d'électrification. À la coopérative d'Abitibi-Est, les directeurs sont dans un premier temps réticents à électrifier les chalets, parce qu'ils considèrent que d'autres types de clients en ont davantage besoin : les cultivateurs, qui ont « un pressant besoin du service de l'électricité »¹⁰⁵. Ailleurs, l'exercice de ce pouvoir nous semble même parfois entrer en quasi-contradiction avec l'esprit de la coopération et la volonté originale des coopérateurs de ne pas agir comme les compagnies privées.

Au Témiscamingue, le conseil d'administration de la coopérative refuse en 1948 de prolonger le réseau vers des zones qualifiées d'inaccessibles et il rembourse, tout simplement, les gens qui avaient souscrit des parts sociales dans l'espoir de recevoir

¹⁰⁵ En mars 1952, les directeurs réitèrent leur volonté de desservir en premier les cultivateurs parce que le cultivateur est plus payant que les touristes et surtout parce que le cultivateur a un pressant besoin du service de l'électricité. Ils avaient déjà stipulé, en 1951, que les lignes des chalets seraient construites seulement si ces travaux n'entravaient pas l'électrification des fermes. *PV dir*, 02/08/1951 et 13/03/1952.

l'électricité¹⁰⁶. Cette décision du bureau de direction n'est pas remise en cause, ni par les membres, ni par l'Office¹⁰⁷.

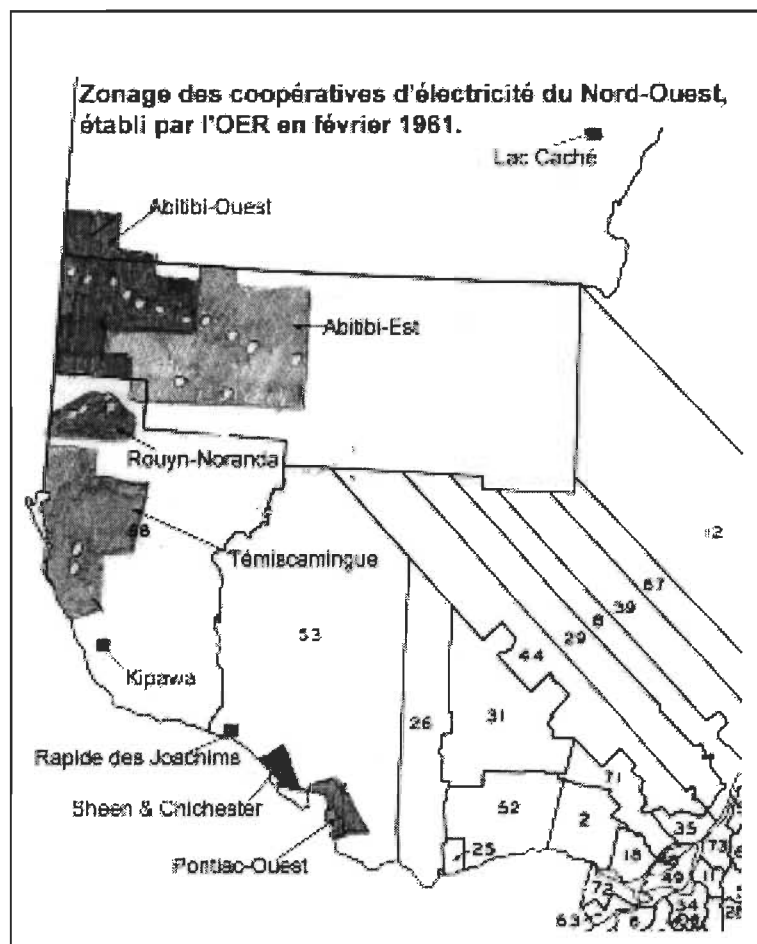
De la même façon, l'OER n'intervient pas dans les décisions de la coopérative d'électrifier ou non une toute nouvelle localité adjacente au territoire déjà desservi, ou en voie de l'être. Ses ingénieurs effectuent bien entendu les études préalables, mais la décision finale revient au bureau de direction. Par deux fois, les directeurs de la coopérative du Témiscamingue refusent d'électrifier des localités pourtant toutes proches (voir la carte 8¹⁰⁸, Territoires des coopératives du Nord-Ouest, et la carte 9, Municipalités du Nord-Ouest- Abitibi-Témiscamingue).

¹⁰⁶ *PV dir.*, 12/08/1948.

¹⁰⁷ Ni les procès-verbaux des directeurs ni ceux des assemblées générales n'en font en tout cas mention. Pas plus que ceux de l'Office.

¹⁰⁸ La carte 7 montre le découpage du territoire en 1961, ce qui nous mène au-delà de la période couverte par ce chapitre, mais nous avons jugé utile de l'inclure ici afin de bien illustrer notre propos.

Carte 8



Source : ANQ, fonds OER, document n° E80/166, 400-Z-1¹⁰⁹. Chaque rond blanc représente une zone (village ou petite ville, le plus souvent) qui n'est pas desservie par la coopérative dominante de l'endroit.

D'abord, en 1949, ils excluent la possibilité d'étendre le réseau vers Rollet : « le bureau de direction est d'opinion que l'électrification de la paroisse de Rollet ne devrait pas se faire par la Coopérative d'Électricité du Témiscamingue pour le moment du moins, l'électrification de Rémigny [débutée en octobre 1948] étant déjà une

¹⁰⁹ Comme la carte était beaucoup trop grande pour être reproduite, j'avais reproduit la carte à la main. Il peut donc y avoir quelques imprécisions, mais elles sont fort probablement minimales. L'Office avait écrit, sur la carte : « AVIS : il a y a quelques villages, situés en pleine zone de coopératives qui sont desservis par des compagnies privées. La carte ne fait pas ces petites différences. ».

concession de la Coopérative »¹¹⁰. Quelques années plus tard, la paroisse de Rollet se joint à d'autres pour demander à nouveau le service de l'électricité à la coopérative. Jean Blanchet, de l'OER, effectue alors une enquête afin d'établir les coûts du projet et, plus largement, sa faisabilité¹¹¹. En février 1954, réunis en conseil d'administration spécial pour étudier ce rapport avec deux ingénieurs de l'Office, les directeurs de la coopérative du Témiscamingue réitèrent leur refus. Il est en effet résolu d'écrire à Albert Rioux que la société ne « voit aucune possibilité d'aller électrifier les paroisses de Rollet, Montbeillard, Cloutier, Beaudry, Bellecombe et Saint-Roch dans le comté de Rouyn-Noranda »¹¹². Les ruraux de ces paroisses n'abandonnent cependant pas leur intention d'obtenir enfin le service de l'électricité à la suite de ce deuxième refus, et, en 1954, ils fondent leur propre société, la coopérative de Rouyn-Noranda¹¹³.

¹¹⁰ *PV dir.*, 28/04/1949.

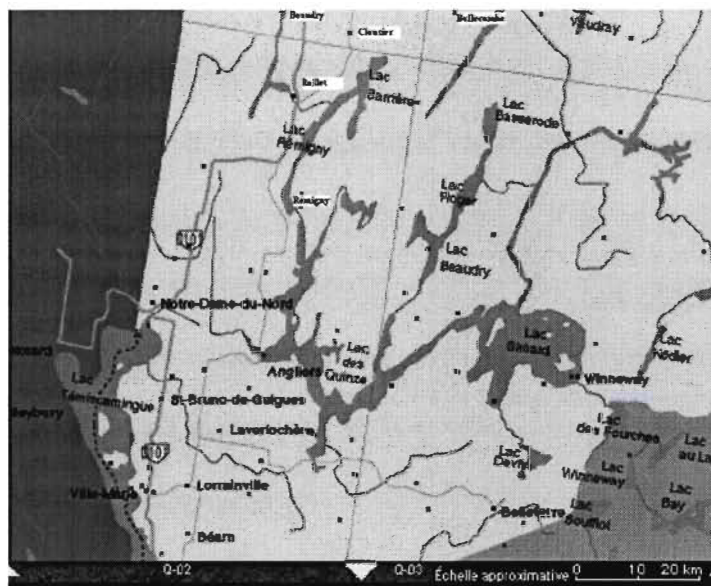
¹¹¹ Les procès-verbaux de l'OER mentionnent, en novembre 1953, que Jean Blanchet a préparé un rapport sur l'électrification de la région de Rouyn-Noranda. Le service technique de l'OER devra préparer une estimation du coût de l'électrification dans le secteur, établir aussi les sources d'approvisionnement et ensuite faire rapport à la direction de l'Office. *PV OER*, 03/11/1953.

¹¹² Le but de la réunion est de discuter du rapport de Jean Blanchet, et d'une lettre d'Albert Rioux, à propos de l'électrification des paroisses de Rollet, Montbeillard, Cloutier, Beaudry, Bellecombe et St-Rock dans le comté de Rouyn-Noranda. *PV dir.*, 12/02/1954.

¹¹³ Les procès-verbaux de l'assemblée de fondation rapportent qu'une « foule de plus de 500 personnes venues de Bellecombe, Rollet, Montbeillard, Cloutier, Beaudry et St-Rock » s'est déplacée. *Minutes des assemblées générales de la coopérative de Rouyn-Noranda*, 29/05/1954.

Carte 9 : Municipalités du Nord-Ouest (Abitibi-Témiscamingue)

(carte d'aujourd'hui)



Source : Dictionnaire des noms et lieux du Québec, op. cit.

Quelques années plus tard, face à l'intransigence de ce même bureau de direction du Témiscamingue, les habitants de Tea Lake et de Kipawa sont également contraints de créer leur propre coopérative. L'histoire débute en août 1955, au moment où un des directeurs soumet une demande de ces deux localités aussi situées en bordure du territoire de la coopérative du Témiscamingue. Les dirigeants conviennent dans un premier temps d'étudier le projet, à condition toutefois que les dépenses ne soient pas absorbées par la coopérative¹¹⁴. Un an plus tard, en présence de l'ingénieur de district de l'Office et du député, le bureau de direction accepte en principe le projet, mais il souhaite obtenir une requête de tous ceux qui désirent obtenir l'électricité et qui sont prêts à acheter les parts sociales requises¹¹⁵. Les résultats de cette enquête sont

¹¹⁴ PV dir., 29/08/1955.

¹¹⁵ PV dir., 20/08/1956.

décevants pour les représentants des paroisses de Tea Lake et Kipawa, qui étaient venus assister à l'assemblée des directeurs d'août 1956. Il est ainsi décidé, au cours de cette assemblée — Guy Daignault et Jean Mercier, deux personnes importantes de l'OER sont présents — que la coopérative du Témiscamingue aidera seulement à la construction des lignes, et qu'une toute nouvelle société devra être fondée à Tea Lake et Kipawa¹¹⁶.

L'Office, dans ce cas comme dans celui de Rollet, ne semble pas exercer de pressions et il respecte la décision de la coopérative du Témiscamingue de ne pas étendre ses lignes vers de nouvelles localités¹¹⁷. Pourtant, on s'en souvient, il favorisait quelques années auparavant les fusions afin de ne pas multiplier inutilement les sociétés. La politique de l'OER n'a sans doute pas changé, mais l'organisme paraît désireux de respecter les décisions des directeurs.

Ce libre arbitre des coopérateurs en matière de fusion est aussi noté lorsqu'il est question de regrouper des sociétés distinctes déjà engagées dans des travaux d'électrification. Ainsi, lorsqu'une étude de l'Office conclut en 1950 qu'il y aurait avantage à fusionner trois coopératives des Cantons-de-l'Est, la décision finale revient néanmoins aux sociétaires :

Monsieur Rioux souligne incidemment qu'au point de vue technique et comptable, il y aurait avantage à la fusion des coopératives d'électricité de Saint-Valérien, de Saint-Joachim et l'Enfant-Jésus et Brigham. Monsieur Rioux a souligné aux sociétaires de Saint-Valérien que la direction de l'Office entend laisser aux

¹¹⁶ La coopérative d'électricité de Kipawa voit le jour le 22 septembre 1956.

¹¹⁷ La coopérative du Témiscamingue possède à ce moment (fin 1956) 441 miles de ligne et dessert 2 310 clients.

coopératives leur complète autonomie. Une résolution a été adoptée demandant au conseil d'administration d'étudier le projet de fusion. [...] En conclusion, Monsieur Rioux expose qu'il faudrait continuer de favoriser discrètement la fusion des trois coopératives précitées¹¹⁸.

Malgré ces recommandations de l'OER, ajoutées à celles du député du comté de Missisquoi qui vont dans le même sens, les coopératives de Saint-Valérien-de-Shefford, de Saint-Joachim et l'Enfant-Jésus et de Brigham¹¹⁹ étudient le projet, mais ne lui donnent pas de suite et elles continuent séparément leurs activités. La carte 10 illustre l'étroite imbrication des territoires coopératifs dans cette région. L'OER, de son côté, ne revient pas sur le sujet.

Comme le révèlent ce cas et ceux impliquant la coopérative du Témiscamingue, les sociétaires demeurent libres de décider de l'avenir de leur société, à laquelle ils paraissent d'ailleurs tout particulièrement attachés. Mais en refusant ainsi les fusions avec des voisines, ou encore l'intégration de nouveaux territoires, ils laissent en fait passer des occasions d'étendre les activités de leur entreprise. Pourrions-nous alors penser qu'ils ne sont pas désireux de la développer davantage ? Qu'ils préfèrent éviter

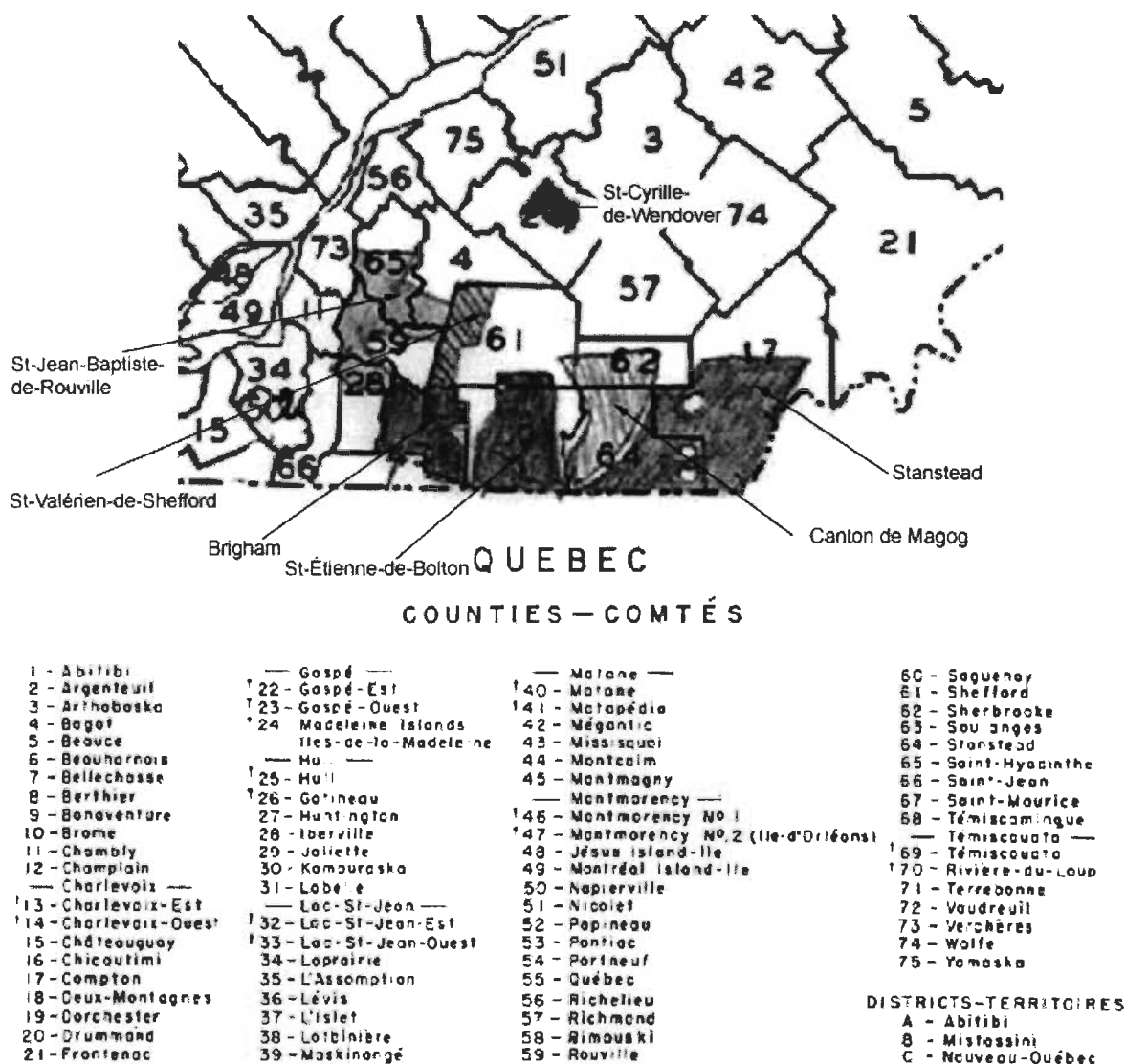
¹¹⁸ PV. OER., 13/10/1950.

¹¹⁹ Le conseil d'administration de Brigham se réunit pour discuter de la question en janvier 1950. PV dir., 27/01/1950, puis on convoque une assemblée spéciale pour présenter le sujet aux membres. Guy Daignault explique alors que le projet de fusion a pour but de baisser les tarifs d'électricité par une économie des dépenses d'administration et d'entretien. Il présente des chiffres. Le député, Jean-Jacques Bertrand, prend ensuite la parole. Il dit aux membres de bien étudier la question, de bien considérer s'il y a plus d'avantages à rester seul ou à fusionner ; si la coopérative peut s'administrer seule et baisser ses taux. Pour cela, il suggère que chaque coopérative produise un bilan et que ces bilans soient envoyés à tous les membres afin que chacun puisse les étudier. Les directeurs de la coopérative de Saint-Valérien-de-Shefford assistent aussi à cette assemblée spéciale. *Minutes des assemblées générales de la coopérative de Brigham, 04/02/1950*. Quelques mois plus tard, Albert Rioux et Guy Daignault sont présents à l'assemblée générale de la coopérative de Saint-Valérien-de-Shefford pour proposer aux membres d'étudier le projet de fusion. *Minutes des assemblées générales de la coopérative de Saint-Valérien-de-Shefford, 07/10/1950*.

de se lancer dans des projets qui mobiliseraient à nouveau du temps et des énergies, alors que l'électrification est pour ainsi dire complétée ? Dans certains cas, nous pourrions répondre par l'affirmative.

Carte 10

Zonage des coopératives d'électricité des Cantons de l'Est, établi par l'OER en février 1961.



† Subdivided to correspond with municipal counties. — Subdivisé pour correspondre aux comtés municipaux

3. Les coopératives « modèles » et celles qui vont plus loin que le modèle

En matière de gestion des coopératives, il semble y avoir deux grandes façons de faire les choses. La première consiste à travailler à l'électrification du territoire prévu pour la société, puis percevoir les comptes et entretenir le réseau. La seconde attitude s'apparente quant à elle davantage aux pratiques de l'entreprise privée. Elle vise à développer au maximum la coopérative, ce qui inclut la recherche de nouveaux territoires à desservir. Bien entendu, les sociétés ne peuvent être définitivement classées dans l'une ou l'autre de ces catégories, car les façons de faire évoluent au fil des ans et selon les dirigeants en place. Néanmoins, ces deux grandes tendances en matière de gestion ressortent bel et bien. Cette section de chapitre, qui s'y attarde, révélera également que de nombreux facteurs exogènes jouent un rôle en la matière, que l'on pense tout particulièrement à la présence parfois envahissante des distributeurs privés.

3.1. Une coopérative est une coopérative...

D'abord, il y a les sociétés, telles Lac Caché, Kipawa, ou, dans une moindre mesure, Saint-Cyrille-de-Wendover, notamment, où les conseils d'administration se limitent à discuter des sujets essentiels¹²⁰ : surveillance des comptes courants (qui sont tenus par le secrétaire et/ou le gérant), transferts et remboursements de parts sociales et

¹²⁰ Les règlements des coopératives en vigueur avant 1956 (voir le chapitre 3) prévoient que le conseil d'administration respecte l'ordre du jour suivant : Ouverture de l'assemblée par le président ou par le vice-président ; enregistrement des présences ; lecture de l'avis de convocation, s'il y a lieu ; lecture du procès-verbal de la dernière séance, adoption ou modification, au besoin ; lecture de la correspondance ; discussion touchant l'administration et clôture de l'assemblée par le président. Les réunions des directeurs suivent toujours cet ordre.

changements à apporter aux tarifs. Dans leurs délibérations, il est généralement peu question du réseau, puisqu'il est terminé. Par ailleurs, étant encore relativement neuf (il a habituellement moins de dix ans au milieu des années 1950), il nécessite rarement des réparations majeures. L'homme de ligne de la coopérative ou le technicien « visiteur » de l'OER veille à son entretien normal. En règle générale, les directeurs se réunissent en conseil d'administration tous les deux ou trois mois, parfois moins fréquemment¹²¹. Les comptes rendus de ces réunions ne dévoilent guère de nouveaux développements ou de projets sortant quelque peu de l'ordinaire. La majeure partie du travail consistant à percevoir les comptes d'électricité, ce dont se charge le gérant, les dirigeants se contentent de veiller au bon fonctionnement de la coopérative. À l'approche de l'assemblée générale annuelle, ils se réunissent pour étudier le bilan financier préparé par l'Office et planifier l'assemblée. Décrites de cette façon, les activités des directeurs paraissent plutôt routinières. Et elles le sont, en effet.

Ces dirigeants ne doivent cependant pas être accusés de manquer de vision : pour plusieurs coopératives, les perspectives de développement sont tout simplement très limitées. Certaines, en fait, n'en ont aucune. Fondées pour desservir des noyaux isolés de peuplement (Lac Caché et Lac Édouard en sont des cas types), elles ont accompli leur mandat et construit leurs tout petits réseaux (2 milles chacun en 1960). Maintenant que l'électrification de leur territoire est terminée, que les clients potentiels ont été rejoints, qu'y a-t-il d'autre à faire que de veiller à l'entretien du réseau et percevoir les

¹²¹ À Lac Caché et à Rapides des Joachims, une fois le réseau complété, des mois passent sans que les directeurs ne se réunissent. L'OER écrit même une directive à la coopérative, en 1953, car il n'y a eu aucune assemblée des directeurs au cours de l'année ; ni d'assemblée générale. *PV OER, 23/10/1953.*

comptes d'électricité ? Généralement très peu de choses. Des possibilités limitées, voire inexistantes, de développement ont donc un impact certain sur les activités des bureaux de direction et sur la gestion des coopératives.

Le même genre de situation prévaut chez d'autres coopératives qui, pourtant, ont des réseaux et des clientèles plus importants. Mais, coincées entre les territoires d'autres sociétés, de compagnies privées et de municipalités exploitant leurs propres réseaux de distribution, elles aussi ont des possibilités d'expansion plutôt réduites. Ce phénomène est particulièrement vrai pour les coopératives des Cantons-de-l'Est (voir la carte 9). Chacune construit bien quelques milles de lignes annuellement (voir l'annexe 3.3, lignes érigées par district), mais dans l'ensemble, une fois la majeure partie de leurs réseaux complétée, il leur semble quasi impossible de conquérir de nouveaux territoires. En vérité, après le tournant de 1950, elles doivent au contraire parfois lutter pour conserver les zones qu'elles ont électrifiées.

Pour plusieurs, ce n'est que la résurgence de difficultés semblables éprouvées antérieurement. Dès leurs débuts, les coopératives de Brigham, d'Austin, de Saint-Valérien-de-Shefford¹²² et, tout spécialement, de Canton Magog se chamaillent avec

¹²² En 1948 par exemple, SCP tente de s'approprier un territoire que la coopérative de Brigham devait électrifier : « Que les permis pour la construction du réseau Don Hill [ou Iron Hill] et Brôme Centre soit refusés à Southern Canada Power et accordés à la Coopérative d'Électricité de Brigham, tel que convenu avec l'ingénieur en chef M. Leblanc [de l'OER] pour les raisons suivantes » : 1- La coopérative a déjà fait des dépenses en vue d'électrifier ce réseau cet automne ; 2- C'est un circuit de huit milles avec approximativement 100 clients ; 3- les représentants de SCP, lors de l'assemblée de la coopérative du 22 septembre dernier ont déclaré ne pouvoir bâtir avant l'année prochaine ; 4- SCP « essaie par tous les moyens possible de détruire et d'empêcher la Coopérative d'augmenter le nombre de ses membres pour pouvoir ensuite baisser ses taux ». On enverra une copie de cette résolution à l'OER, aux commissaires, au Premier ministre, à Jonathan Robinson, à J.-J. Bertrand et à Laurent Barré (les trois derniers sont des députés). *PV dir.*, 06/10/1948. En août 1949, les procès-verbaux des directeurs mentionnent encore que Southern Canada Power essaie de s'approprier des

les compagnies et/ou les villes avoisinantes, qui exploitent depuis quelques décennies déjà leur système de distribution (et même de production) d'énergie. Southern Canada Power, dont le territoire est disputé par plusieurs coopératives, et par quelques municipalités, tente alors de s'approprier les zones les plus densément peuplées pour ne laisser aux coopératives que les portions rurales les plus reculées du territoire. Une lettre de J. H. Bruneau, un des fondateurs de la coopérative de Canton Magog (et par la suite son secrétaire), résume très bien les problèmes rencontrés :

Je désire par la présente vous informer, que depuis que l'organisation de notre Coopérative est en marche, il se fait un mouvement de la part de la Ville de Magog, de la Ville de Sherbrooke, ainsi que de la part de La Southern Canada Power pour bâtir des bouts de lignes, qui sont déjà sur les plans que nous avons faits pour la construction de notre propre ligne. Ce mouvement a pour effet de compromettre le succès de notre organisation, et il rend certains futurs actionnaires hésitants à se joindre à notre mouvement, parce que nos compétiteurs leur promettent de leurs donner l'électricité plus vite que nous pouvons le faire. De plus si la Southern Canada Power met son projet à exécution, elle prendra la meilleure partie de notre territoire.¹²³

Cette lettre est suivie d'une résolution du bureau de direction¹²⁴, mais les manœuvres des autres distributeurs ne cessent pas. Et, alors que la plupart des

clients situés à l'extrémité des rangs déjà desservis par la coopérative. *PV dir.*, 03/08/1949. Les tensions semblent par la suite s'estomper, sinon disparaître. Par ailleurs, la ville de Magog empiète sur le territoire d'Austin, en 1949 et SCP tente de faire de même sur celui de la coopérative de Saint-Valérien-de-Shefford en 1947. *PV dir.*, 02/08/1947.

¹²³ Lettre de M. Bruneau à l'OER, le 17 août 1946 dans : ANQ, fonds OER, E80/47, document n° 67-1 : *Canton Magog, autorisations de construction*.

¹²⁴ « Que le secrétaire écrive immédiatement à l'Office de l'Électrification Rurale pour avertir l'Office de la concurrence de la Ville de Magog, de la Ville de Sherbrooke, et de la Southern Canada Power, et demande que l'on fixe immédiatement notre zone d'électrification. » *PV. dir.*, 10/8/1946. Encore en janvier 1947, à l'automne 1949 et au début de 1950, les directeurs rapportent les tentatives des villes ou de la compagnie de s'approprier des parties du territoire de la coopérative. En novembre 1949, les directeurs demandent une injonction contre la vente d'électricité sur leur territoire. *PV. dir.*, *séances concernées*.

coopératives confrontées à ces problèmes à leurs débuts en étaient arrivées à un *statu quo* avec leurs rivales, les relations tendues avec les autres distributeurs se prolongent jusqu'au début des années 1950 pour Canton Magog. La coopérative de Magog n'a donc que très peu de répit puisque c'est au cours de cette période que débute un autre mouvement, qui menace de rogner les marges des territoires coopératifs.

Les changements que subit alors l'habitat rural posent en effet de nouveaux défis. Les propriétaires de chalets et de résidences d'été, de plus en plus nombreux et souvent situés dans le territoire des coopératives, veulent obtenir le service de l'électricité. Ce nouveau marché, encore réduit et dont on ignore encore les possibilités réelles de développement, est convoité par les compagnies privées et les municipalités, qui tentent de se l'accaparer. Les développements périurbains posent le même genre de défis : le territoire des villes s'étire, des quartiers s'ajoutent, et plusieurs nouvelles maisons se retrouvent en zone coopérative. Or, les villes qui jouissent d'un service municipalisé d'électricité et les compagnies privées considèrent généralement qu'elles sont en droit de s'approprier cette clientèle située aux marges de leurs territoires. Elles englobent alors, au passage, des zones auparavant rurales desservies par des coopératives. Celle du canton de Magog vend ainsi une petite portion de son réseau à la ville de Magog en 1950, qui vient d'annexer une partie du canton à son territoire¹²⁵.

¹²⁵ Le sujet est abordé une première fois en mars 1950 et en octobre c'est chose faite. La coopérative a vendu la partie de son réseau située dans le canton annexé (2,5 milles) pour 18 750 \$. *RA financier de la coopérative* et *PV OER*, 03/10/1950.

Celle de Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville fait de même, en 1956, avec un court tronçon maintenant situé dans Marieville¹²⁶.

Le phénomène, bien qu'accentué par l'imbrication étroite des territoires coopératifs, municipaux et privés dans les Cantons-de-l'Est, n'est pas particulier à cette zone. Après s'être battus contre les lignes de nuisance¹²⁷ au cours des années 1940, les coopérateurs d'autres régions voient maintenant les services municipalisés et les compagnies gruger les bordures de leurs territoires. Lorsqu'une nouvelle école d'agriculture est construite à la limite de la ville de Mont-Laurier, par exemple, à seulement 300 pieds des lignes de la coopérative régionale de Mont-Laurier, c'est pourtant la Compagnie Électrique de Mont-Laurier qui a gain de cause devant la Régie de l'électricité. Cette dernière n'a pas juridiction sur les coopératives, mais lorsqu'elles s'opposent aux compagnies privées, la Régie est chargée d'arbitrer le différend. Dans ce cas, la Régie considère que l'école fait partie du territoire de la ville et donc, de celui de la compagnie, même si cette dernière devra construire trois fois plus long de ligne pour la rejoindre (1 400 pieds)¹²⁸.

Les coopératives ne sont pas toujours perdantes lors des décisions de la Régie. Quelques-unes, en effet, réclament le droit d'électrifier les nouveaux arrivants et elles y

¹²⁶ L'OER autorise la vente d'un bout de ligne (2 356 pieds) de la coopérative à SCP en novembre 1956, situé à la limite de la ville de Marieville. *PV OER, 29/11/1956*.

¹²⁷ Le terme provient de l'anglais, les « snakes lines » abondamment utilisé par les coopératives américaines pour décrire la pratique des distributeurs privées qui construisent des lignes en territoire coopératif pour s'approprier les parties les plus rentables.

¹²⁸ AHQ, fonds RÉQ, document n° P3799, *Mont-Laurier (Coopérative Régionale d'Electricité de) : dossier général incluant projet d'achat du réseau de Georges Painchaud au Lac Sagway. 8 pièces, originaux et copies*. Et document n° P3/378, *Electricité de Mont-Laurier Ltée: litige entre la compagnie et la Coopérative Régionale d'Electricité de Mont-Laurier concernant la nouvelle Ecole d'Agriculture, avec pétition et plan. 1 cm, originaux*.

parviennent¹²⁹. Elles ont néanmoins peu de recours contre l’empiètement de leurs territoires. Comme le rappelle fort à propos la Régie en 1953 dans la cause opposant la coopérative et la compagnie de Mont-Laurier au sujet de l’école d’agriculture, la Loi de l’électrification rurale exclut les villes de l’emprise des coopératives (à l’exception de celle de la ville de Mont-Laurier, fondée en 1955, mais il est ici question de la Régionale de Mont-Laurier), alors que c’est justement le territoire urbain qui s’agrandit. Par ailleurs, dans ce cas comme dans plusieurs autres, la Régie ne semble pas très bien disposée à l’égard des coopératives. Elle écrit en effet que « [m]ême si les coopératives ont été formées pour desservir les endroits non rentables, elles ne doivent pas s’approprier le marché des compagnies, car elles sont subventionnées pour cela »¹³⁰. Le président de la Régie, auteur de cette lettre, en rajoute : « [...] la faveur avec laquelle on doit considérer les coopératives, à raison des services qu’elles rendent, n’autorise pas à priver les autres distributeurs des avantages qui leur reviennent normalement »¹³¹. Il est clair que la Régie n’est pas là pour défendre les coopératives.

L’impression qui ressort en fait de l’étude des cas opposant des compagnies à des coopératives est que les organismes publics manquent de volonté lorsque vient le

¹²⁹ La coopérative de Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville par exemple, a gain de cause en 1951 sur Southern Canada Power pour desservir de nouvelles habitations, situées à la limite du village, et que SCP considérait comme faisant partie de son territoire. Voir le dossier contenu dans AHQ, fonds RÉQ, document n° P3/812, *Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville (Coopérative Régionale d’Electricité de) : dossier général avec plan du réseau et de ses sous-stations. 23 pièces, originaux et copies.*

¹³⁰ Lettre de Ariste Brossard, président de la Régie de l’électricité, à la compagnie Électrique de Mont-Laurier, le 19 mai 1953. Dans *op. cit.*, AHQ, fonds RÉQ, document n° P3799, *Mont-Laurier (Coopérative Régionale d’Electricité de....)*

¹³¹ *Ibid.*

temps de protéger les territoires coopératifs, tout particulièrement au cours des années 1950. La situation contraste avec les prises de position de Thomas Tremblay, premier président de l'OER. On s'en souvient, le ton de ses lettres adressées au président de Southern Canada Power en 1947 était presque mordant lorsqu'il rappelait à la compagnie qu'elle avait négligé ses marchés et laissé les coopératives s'installer et qu'elle devait donc maintenant composer avec cette coexistence¹³². De plus, lorsque des municipalités ou des compagnies tentaient de s'approprier le territoire d'une nouvelle coopérative, ce même Thomas Tremblay écrivait rapidement à la Régie pour le lui signaler et lui demander d'intervenir « immédiatement »¹³³.

Les temps ont bien changé depuis et le président de l'OER également : Thomas Tremblay a été remplacé, dès 1948 en fait, par Louis-Philippe Deslongchamps¹³⁴. Le premier président était-il trop critique dans ses positions envers les compagnies privées ? Ses prises de position nettement favorables aux coopératives et son remplacement, dès 1948, nous font croire que l'hypothèse est plausible. Le nouveau président de l'OER semble moins batailleur et, dans les années 1950, l'organisme monte très rarement aux barricades pour défendre ses coopératives. Lorsque la Régie refuse, par exemple en 1951, de promettre qu'elle n'accordera plus de permis de construction à la compagnie électrique du Saguenay pour des extensions situées dans le territoire de la coopérative de Péribonka, l'Office n'émet aucun commentaire et

¹³² *Lettre de Thomas Tremblay à P. T. Davis, op. cit.*

¹³³ Notamment dans le cas opposant la ville de Magog à la coopérative d'Austin, T. Tremblay envoie un télégramme à la Régie pour lui demander d'intervenir immédiatement. AHQ, fonds RÉQ, document n° P3/787, *Austin (Coopérative d'Electricité d') : dossier général incluant litige avec la Ville de Magog. 6 pièces, originaux.*

¹³⁴ Arrêté en conseil n° 268.

accepte le conseil de la Régie de continuer la même pratique¹³⁵. Cette pratique, en vigueur depuis 1945, est la suivante : la Régie envoie à l'OER les demandes de permis de construction qui lui sont soumises par les compagnies privées ; l'OER les étudie pour déterminer si les futures lignes affecteront la coopérative en cause. Puis, il informe la Régie de son opinion et la Régie prend sa décision d'accorder ou de refuser le permis de construction au distributeur. Cette façon de faire convenait dans les années 1940, mais, avec la prolifération des lignes en milieu rural, les différends entre les coopératives et les compagnies privées se multiplient et l'étude au cas par cas complique la situation et introduit des délais.

Il faut souligner que la politique de la Régie n'est pas la seule responsable, car celle de l'OER ne facilite pas plus les choses. Jamais avant 1953 l'Office n'a en effet officiellement délimité les territoires des coopératives alors que la loi stipule qu'il doit « assigner à chaque coopérative la zone dans laquelle elle peut opérer » (article 12 c). En outre, la question avait été débattue dès 1948, notamment avec Southern Canada Power¹³⁶. Au cours des années 1950, presque rien n'a été fait et conséquemment,

¹³⁵ Le secrétaire de la Régie répond à l'Office en ces termes : « Si nous comprenons bien le but de votre demande, c'est d'obtenir de la Régie l'assurance qu'elle ne permettra à aucun distributeur de construire des lignes ou de fournir le service dans le territoire de cette coopérative. Nous ne croyons pas qu'il soit dans l'intérêt public de prendre à l'avance tel engagement parce qu'il peut se présenter toutes sortes de situations particulières ; nous croyons plutôt que la Régie doit s'en tenir à sa pratique présente de tenir l'Office au courant des demandes d'électrification qui peuvent affecter les coopératives existantes. » Septembre 1951. Dans AHQ, fonds RÉQ, document n° P3/800. *Péribonka (Coopérative d'Electricité Régionale de) : dossier général incluant délimitation du territoire couvert par la coopérative vs celui de la Saguenay Electric Company avec plans, mémoire d'entente et litige avec la compagnie. 22 pièces, originaux et copies.*

¹³⁶ Albert Rioux avait demandé à tous les gérants de coopératives qui sont dans le territoire de SCP de soumettre à leur bureau de direction la question de délimitation de leur frontière et de lui faire rapport dans un avenir rapproché. Ensuite, « il faudra effectivement discuter avec SCP ». Lettre de Albert Rioux à M. Rattee, de SCP, le 08/09/1948. ANQ, E80/ 168, boîte 500-S-2, Volume 1 : 1946-52. *Op. cit.*

lorsque des litiges surviennent entre une coopérative et une municipalité, ou une compagnie, les sociétés n'ont rien d'officiel pour appuyer leurs revendications.

Ainsi, lorsque la coopérative de Péribonka soutient en 1951 que les chalets de deux îles de la rivière Péribonka font partie de son territoire, plutôt que de celui de la Compagnie Électrique du Saguenay, elle ne peut s'appuyer sur un découpage officiel des territoires pour confirmer sa prétention, puisque l'OER ne l'a pas fait. L'Office écrit même à la Régie en 1952 : « Il semble y avoir imprécision quant à la zone qui peut être réservée à la Coopérative Régionale d'Électricité de Péribonka »¹³⁷. Même si la multiplication des litiges provoqués par les changements¹³⁸ de l'habitat rural pousse l'OER à délimiter officiellement les territoires des coopératives après 1950, la plupart doivent toutefois patienter toutefois après 1955¹³⁹. Cette absence de découpage pénalise ainsi certaines sociétés. Pour d'autres, cependant, cela constitue une brèche dans laquelle elles s'immiscent.

3.2. Dépasser le modèle ? Pourquoi pas ?

C'est ainsi que certaines coopératives profitent de l'absence de découpage pour agrandir leurs territoires, et cela se fait parfois au détriment des distributeurs concurrents. Ce sont alors eux qui font appel à la Régie de l'électricité pour demander

¹³⁷ RÉQ, document n° P3/800. *Op. cit.*

¹³⁸ Ces changements s'accroîtront encore au cours de la période suivante. Nous y reviendrons.

¹³⁹ Une des premières résolutions retrouvées dans les procès-verbaux de l'Office délimitant le territoire d'une coopérative est de 1958. Résolution pour déterminer la zone dans laquelle la coopérative d'électricité de Baie Trinité peut opérer. *PV OER. 28/01/1958*. Il le fera ensuite systématiquement pour toutes les nouvelles coopératives. *PV OER, 1945-1966*.

sa protection. La Sarre Power, distributeur établi en Abitibi depuis 1929¹⁴⁰, écrit ainsi à plusieurs reprises entre 1954 et 1957 à la Régie et à l'OER, pour se plaindre des agissements de la coopérative d'Abitibi-Ouest, l'accusant de construire des lignes sur son territoire et de lui voler des clients. Dans ses lettres à la Régie concernant le service de l'électricité à offrir à un hôpital et à des cultivateurs établis à l'extrémité d'un rang, le président de La Sarre Power parle de l'empiètement de la coopérative, qui s'aggrave, et de concurrence déloyale. Il en impute la responsabilité à l'OER :

L'Office de l'électrification rurale n'a pas divisé la province en zones et assigné une zone particulière à cette coopérative, comme l'Office aurait dû le faire, par l'application de l'alinéa c) de l'article 12 de la Loi de l'électrification rurale [...]. Si ce zonage avait été fait, les illégalités de la coopérative n'auraient pas eu lieu.¹⁴¹

La Régie, la compagnie, l'Office et la coopérative échangent beaucoup de correspondance au cours des années 1954 à 1957 afin de régler le litige. Cette correspondance¹⁴² révèle que la Régie, comme dans d'autres cas, défend la position des distributeurs qui alimentent les villes et qui affirment que le territoire urbain s'agrandissant, il est normal que leurs lignes s'étendent vers ces zones autrefois rurales. Ariste Brossard, son président, résume une nouvelle fois très bien les positions de son organisme :

D'ailleurs, il n'est dit nulle part que le territoire de la compagnie La Sarre doit nécessairement être limité par les bornes de la ville de La Sarre ; au contraire, il nous apparaît que toutes les villes de la province

¹⁴⁰ Il dessert la ville de La Sarre et les environs.

¹⁴¹ Lettre du président de La Sarre Power à la Régie de l'électricité, dans AHQ, fonds RÉQ, document n° P3/457, *La Sarre Power Company : dossier général incluant étude de tarification, litige entre la compagnie et la coopérative d'électricité d'Abitibi-Ouest et enquêtes comptables et relevé des variations de l'actif fixe de 1935 à 1950. 2 cm, originaux et copies.*

¹⁴² Cette correspondance se retrouve dans *Ibid.*

croissent et que les groupes urbains débordent en dehors des limites municipales mêmes et finissent par être annexées. Même avant annexion, les services municipaux sont souvent étendus aux groupes qui se sont constitués à la périphérie des villes ; en fait, il y a là un tout homogène de caractère urbain, et il ne semble pas équitable que les nouveaux venus sur le pourtour de la ville soient détachés du groupe principal¹⁴³.

Dans une autre lettre, le président de la Régie ajoute cependant que dans le cas d'usagers déjà branchés, ni les coopératives ni les distributeurs privés ne doivent tenter de les détacher de leur fournisseur. Cette précision est apportée parce que la coopérative d'Abitibi-Ouest a non seulement construit une extension pour rejoindre l'hôpital situé à la périphérie de la ville en traversant le territoire de La Sarre, mais aussi parce qu'elle a récemment intégré à son réseau des cultivateurs qui étaient des clients de la compagnie. L'OER abonde dans le même sens que la Régie et il désapprouve par surcroît officiellement la décision de la coopérative de construire les lignes en question. Il admet toutefois du même souffle qu'il n'a aucun pouvoir légal pour empêcher les coopératives de construire des extensions où bon leur semble. Voici ce qu'Albert Bouchard, commissaire de l'Office, écrit à M. Bégin, gérant de la coopérative d'Abitibi-Ouest à ce sujet : « nous n'avons aucune juridiction pour vous imposer quoi que ce soit. Votre coopérative est autonome et nous faisons tout notre possible pour ne pas intervenir dans l'administration des coopératives, c'est la politique que nous avons adoptée jusqu'ici »¹⁴⁴.

Lorsque trois mois plus tard, en septembre 1954, le même A. Bouchard réécrit à la coopérative pour lui suggérer de cesser ses agissements, il précise que la cause pourrait

¹⁴³ Lettre d'Ariste Brossard à l'OER dans *Ibid.*

¹⁴⁴ Lettre d'Albert Bouchard à Émilien Bégin, juillet 1954. *Ibid.*

se retrouver devant les tribunaux civils, ce qui ne serait pas à l'avantage de la société. Les dirigeants locaux semblent cependant faire fi des avertissements de l'Office. Le procès-verbal de leur réunion du 2 décembre rapporte ainsi qu'ils autorisent le gérant à continuer son travail dans le même sens. Est-ce par défiance envers l'OER ? Pas exactement. En fait, les dirigeants d'Abitibi-Ouest semblent avoir parfaitement compris que le contexte régional leur est favorable.

La compagnie La Sarre Power étant de taille modeste, c'est la coopérative qui dispose des capitaux (même s'ils proviennent surtout de l'OER), qui dessert le plus de clients et qui possède le réseau le plus développé¹⁴⁵. Même s'il court surtout dans les campagnes, il encercle néanmoins celui de La Sarre Power. La coopérative est ainsi en très bonne position. Jean Mercier, dans son allocution aux membres réunis en assemblée générale en 1957, le souligne : « La Sarre Power s'inquiète de vos succès, c'est bon signe pour vous »¹⁴⁶.

Cette situation plutôt favorable pour une coopérative n'est pas l'apanage que de celle d'Abitibi-Ouest, car sa voisine, la Coopérative d'Abitibi-Est, est aussi un acteur clé de l'industrie régionale de l'électricité. Elle a graduellement circonscrit le territoire limitrophe desservi par les autres distributeurs. En vérité, les dirigeants d'Abitibi-Est ébauchent des projets d'expansion dès la toute première année, entrant ainsi en concurrence avec les compagnies privées et les réseaux municipalisés situés à proximité. Peu de temps après la fondation de la coopérative, ils planifient l'achat du

¹⁴⁵ Fin 1954, elle possède 574 milles de ligne et dessert 3 354 clients. *RA OER, 1957*. En comparaison, La Sarre Power en a 1 358. Selon la Régie, en 1954. *P3/457, op. cit.*

¹⁴⁶ Allocution de Jean Mercier, de l'OER le 27/08/1957. *Minutes des assemblées générales, A-O., op. cit.*

réseau du village de Senneterre (propriété de la municipalité depuis 1939). C'est chose faite en 1952, après des négociations entre la coopérative et la municipalité et un référendum tenu par les édiles municipaux pour consulter les villageois¹⁴⁷. Quelques années plus tard, c'est le réseau de Northern Quebec Power¹⁴⁸, dans le village de Vassan, qui se retrouve dans la mire de la coopérative. Le projet échoue, mais les lignes coopératives longeront par la suite celles de Northern Quebec Power pour aller rejoindre les clients des campagnes entourant le village, encerclant ainsi le territoire de la compagnie. La coopérative emploie ensuite sensiblement la même stratégie avec la ville d'Amos en acquérant peu à peu des bouts de ligne du réseau municipal, situés aux extrémités de son territoire¹⁴⁹. Généralement conscients de la position dominante de leur coopérative, les dirigeants de plusieurs coopératives du Nord-Ouest cherchent à étendre le champ d'action de leur société.

L'analyse des stratégies des coopératives de cette région à l'égard des autres distributeurs nous révèle plusieurs points importants. Elle nous révèle tout particulièrement que les deux coopératives d'Abitibi, mais aussi celles du

¹⁴⁷ Lors d'une assemblée spéciale convoquée à cette fin, le président et le secrétaire-gérant sont autorisés à signer le contrat de vente devant notaire. *PV dir.*, 30/01/1952. C'est en novembre 1951 que le référendum avait eu lieu dans le village. Les électeurs avaient alors approuvé la vente, en nombre et en valeur : 134 pour et 7 contre. Dans AHQ, fonds RÉQ, document n° P3/768. *Senneterre (Village) : dossier général incluant rapport sur l'installation d'une centrale Diesel et vente du réseau à la Coopérative d'Electricité de l'Abitibi-Est*. 22 pièces, originaux et copies.

¹⁴⁸ La coopérative avait d'abord tenté d'obtenir la coopération de la compagnie pour électrifier les rangs entourant le village. Mais ni la compagnie et ni même la Régie à qui l'on fait appel ne facilitent l'électrification de la paroisse par la coopérative. « La Régie provinciale de l'Électricité refuse d'ordonner à la Northern Quebec Power de cesser son service temporaire à ses 34 clients dans Vassan, pour faciliter l'électrification de la paroisse par la coopérative. » *PV dir.*, 14/07/1955.

¹⁴⁹ Dans les années 1960, la ville d'Amos prenant de l'expansion, elle tentera de s'approprier certaines zones, maintenant urbaines, de la coopérative.

Témiscamingue, de Pontiac-Ouest¹⁵⁰ et, dans une moindre mesure, de Rouyn-Noranda tendent à se constituer en « monopoles locaux »¹⁵¹ et le type de gestion, comme nous l'annoncions en début de section, s'apparente davantage au secteur privé. Les coopératives veulent conquérir de nouveaux territoires et elles intègrent, comme les distributeurs privés du début du siècle l'avaient fait ailleurs au Québec, les petites compagnies dont le réseau est devenu parfois insuffisant (en capacité de distribution, de transport ou même de production d'énergie) pour assurer un service de qualité¹⁵².

¹⁵⁰ En 1951, la coopérative de Pontiac-Ouest achète le petit réseau privé qui desservait le village de Fort Coulonge, celui de Pontiac Power Co. Pour la résolution officialisant l'achat, voir *PV. dir.*, 07/11/1951. La coopérative du Témiscamingue communique avec l'Office pour exproprier le réseau de Northern Quebec Power dans trois villages, en avril 1962. *PV. dir.*, 10/04/1962.

¹⁵¹ La situation de l'industrie de l'électricité dans le district du Nord-Ouest permet cependant l'acquisition de distributeurs municipalisés ou privés, car ils sont de taille généralement modeste. Cela contraste avec ce qui prévaut dans les autres zones desservies par voie coopérative : les Cantons-de-l'Est ou le Nord de Montréal, dont nous avons parlé auparavant. Là, les distributeurs privés sont d'envergure régionale et ce sont généralement eux qui se posent en prédateurs à l'égard des coopératives. Il y a bien quelques coopératives des Cantons-de-l'Est qui achètent de petites parties de réseaux de concurrentes, mais en attendant l'expansion des sociétés de la Côte-Nord, à partir de la fin des années 1950, les acquisitions de distributeurs par d'autres coopératives que celles du Nord-Ouest demeurent l'exception. La coopérative de Saint-Cyrille-de-Wendover achète de Southern Canada Power une ligne de trois-quart de mille desservant 24 clients pour 2 280 \$. En février 1946, on demande à l'OER d'autoriser cet achat. *PV. dir.*, 09/02/1946. Nous ignorons cependant si la transaction a lieu, les procès-verbaux subséquents n'en faisant pas mention. La coopérative de Stanstead, pour sa part, achète la partie rurale du réseau de la municipalité de Coaticook, peu de temps après sa fondation, en mars 1948. *PV. dir.*, 22/11/1949. La coopérative de Gaspé-sud demande à l'OER en février 1951, d'exproprier une section de réseau de l'Electric Lights Company Limited dans la municipalité de York. On le sait, la loi de l'électrification prévoit l'expropriation. L'OER répond alors, qu'en principe, il est favorable à ce projet mais « après avoir épuisé tous les moyens d'en venir à un règlement à l'amiable ». *PV. OER*, 21/02/1951. Il semble bien que la coopérative ira de l'avant, car en août 1952, l'OER autorise son représentant et le président de la Coopérative de Gaspé-Sud à signer le contrat de vente. La RÉQ a déjà approuvé la vente de Electric Light Ltd par la coopérative de Gaspé-Sud, pour un montant de 83 358 \$. Régie de l'Électricité, *Projet de rapport annuel pour l'année 1952* et *PV. OER*, 25/08/1952. Au Bas-Saint-Laurent, nous l'avons déjà mentionné, plusieurs coopératives sont en fait achetées au milieu des années 1950 par le distributeur dominant de la région, la Compagnie de Pouvoir du Bas Saint-Laurent. Voir la thèse de Yves Tremblay pour les détails de ces transactions. Yves Tremblay, *Histoire sociale et technique de l'électrification* ..., *op. cit.*

¹⁵² Claude Bellavance, *op. cit.*

La bonne réputation que ces coopératives ont réussi à se bâtir les aide dans leurs projets de développement et d'acquisition de concurrentes. Ce sont en effet régulièrement les ruraux desservis par les autres distributeurs qui réclament le service des coopératives, car ils le considèrent de meilleure qualité. Revenons sur le cas de Senneterre pour illustrer notre propos.

Alors que les dirigeants d'Abitibi-Est multiplient les réunions pour discuter de l'achat du réseau de Senneterre, les ruraux apportent très rapidement leur appui. En septembre 1951, une délégation munie d'une pétition rencontre les dirigeants pour demander que les villageois soient desservis par la coopérative. Elle soutient que le service offert par la municipalité n'est pas de qualité et que de plus, le réseau ne va pas jusque dans les campagnes environnantes¹⁵³. À Pontiac-Ouest également, après des mois de négociations menées par le bureau de direction pour acheter le réseau du village, les clients de Pontiac Power cautionnent leurs efforts en venant demander d'accélérer le processus. Ils subissent, disent-ils, les effets « malheureux d'un manque de service adéquat »¹⁵⁴.

Les résidents des secteurs concernés n'expriment pas toujours aussi directement leur accord, mais nous n'avons pas trouvé trace d'opposition aux achats de réseaux privés ou municipaux par les coopératives du Nord-Ouest. Pas de contestation non plus

¹⁵³ *PV dir.*, 06/09/1951 pour la pétition et la délégation. Voir aussi les compte-rendus des séances des 07/10/1951, 08/11/1951, 30/01/1952 et 31/07/1952. La municipalité, qui possède une centrale au diesel, affirme d'ailleurs qu'elle manque d'énergie depuis 1951. *Op. cit.*, *Senneterre (village) : dossier*, ...

¹⁵⁴ C'est ce que soutient le président de la coopérative, M. Bélec, dans une lettre envoyée au Procureur de la couronne, le 7 décembre 1950, qui s'offrait pour servir d'arbitre dans le cas de l'achat de Pontiac Power par la coopérative. *PV. dir.* 08/11/1950.

du côté des ruraux déjà membres des coopératives. Pour s'assurer de l'appui de leurs membres, les bureaux de direction convoquent à l'occasion des assemblées spéciales pour recevoir l'assentiment des sociétaires avant d'aller de l'avant (dans le cas de Senneterre, par exemple). Bien qu'ils le fassent, les dirigeants des coopératives ne sont pourtant pas tenus par la loi ou par les règlements de consulter leurs membres avant d'acquérir tout ou partie de réseaux¹⁵⁵. Entérinées ou non par les sociétaires, ces acquisitions sont cependant toujours soumises à l'OER, et son accord n'est jamais une simple formalité, comme le révèle la question du financement lors des acquisitions.

Les achats de réseaux étant la plupart du temps financés par de nouveaux prêts de l'Office, l'organisme doit préalablement les approuver, comme toutes les autres dépenses. Le processus menant à l'approbation est complexe et les dirigeants locaux font appel aux services techniques et légaux de l'OER. C'est ainsi que la rédaction des contrats est le plus souvent confiée à son personnel¹⁵⁶; ses ingénieurs effectuent l'évaluation de l'actif des compagnies puis déterminent le prix que la coopérative devrait payer; ils vérifient également l'état général du réseau et renseignent les dirigeants sur les modifications à apporter, au besoin, dès l'achat (ou ultérieurement). L'Office est donc tout à fait au courant de l'état du réseau et il se montre parfois directif au sujet du prix que la coopérative peut accepter de payer ou alors il précise

¹⁵⁵ Dans le cas de courtes extensions, l'achat est simplement l'objet d'une résolution du bureau de direction.

¹⁵⁶ Ce sont à l'occasion des dirigeants qui préparent ces contrats, avec l'aide de l'OER. À Pontiac-Ouest par exemple, un des directeurs est notaire et il rédige le contrat à intervenir entre la coopérative et Pontiac Power : « [D. G., un des directeurs] a préparé un contrat pour l'achat de Pontiac Power, sur les instructions de l'OER. » *PV dir.*, 19/09/1951.

lui-même la teneur des discussions à avoir avec la compagnie¹⁵⁷. Cependant, une fois les balises fixées, l'Office semble laisser la décision finale aux bureaux de direction. Et ni les procès-verbaux des coopératives ni ceux de l'OER ne font mention des réticences ou de l'opposition de l'organisme d'État. Nous pourrions étendre ce constat et spécifier qu'en vérité les directeurs locaux prennent les décisions touchant le développement de leur société. L'OER se garde toutefois le droit d'intervenir, s'il juge que la coopérative ne respecte pas certaines règles ou va trop loin, comme dans le cas opposant celle d'Abitibi-Ouest à La Sarre Power, dont nous dirons encore quelques mots.

Lorsqu'elle refuse d'obéir à l'Office et de cesser les empiètements sur le territoire de La Sarre Power, la coopérative d'Abitibi-Ouest n'en est pas à ses premières remises en question des consignes de l'organisme. Depuis les tous débuts, ses dirigeants se permettent à l'occasion de négliger les avis de l'OER lorsqu'ils les jugent inappropriés. Ils tiennent, par exemple, à utiliser du fil de cuivre alors que les ingénieurs de l'OER avisent de se contenter de fil moins dispendieux ; ils érigent des lignes sans avoir obtenu l'autorisation préalable nécessaire ; ils persévèrent dans leur idée de construire un bureau et des entrepôts, malgré la désapprobation initiale de l'OER, et ils engagent même leur propre comptable, alors que l'Office, on le sait, souhaite que les coopératives confient leur bilan mensuel et annuel à ses propres comptables. Comme

¹⁵⁷ Les procès-verbaux de Pontiac-Ouest, notamment, mentionnent que : « En principe, la coopérative accepte de négocier l'achat du réseau de la compagnie [The Pembroke Electric Light Co.]. Le président et le secrétaire sont autorisés à négocier sur les recommandations de l'OER. » *PV dir.*, 29/10/1952. La transaction, toutefois, n'aura pas lieu.

mentionné précédemment, la société est une source de fierté régionale¹⁵⁸ et, forte de ses milliers d'usagers (ils sont 3 350 en 1954 et presque 4 000 en 1957), solidement établie, possédant le plus long réseau coopératif, cette société croît sans cesse et elle semble en vérité presque à l'étroit dans les limites imposées par l'Office.

Le même constat pourrait être établi pour d'autres coopératives, et tout particulièrement pour celle d'Abitibi-Est. Là aussi, les dirigeants affichent une certaine indépendance par rapport à l'OER et ses consignes et sa surveillance pèsent parfois lourd. On s'en souvient, ce sont ses membres, réunis en assemblée générale pour la première fois, qui réclamaient la transparence de l'OER dans le projet d'achat du réseau de Senneterre. L'année précédente (1950), les dirigeants, avaient remis en cause le bien-fondé des priorités d'électrification définies par l'OER et avaient même critiqué le travail de l'ingénieur résident¹⁵⁹. À plusieurs reprises au cours des années suivantes, ils n'hésitent pas à signifier leur mécontentement. Le contrôle des tarifs de la coopérative par l'Office est sans contredit une des principales sources de ce mécontentement. Ainsi, lorsque les tarifs qu'ils suggèrent en 1954 ne sont pas autorisés, les directeurs semblent agacés : « il est résolu à l'unanimité de demander à l'Office de l'électrification rurale que les tarifs proposés par la coopérative soient

¹⁵⁸ Outre le commentaire de J. Mercier de l'OER cité précédemment, ajoutons que M. B., membre de la coopérative dans les années 1950, rapportait également le fait que la coopérative était une source de fierté régionale. *Entrevue avec M. B., op. cit.*

¹⁵⁹ Le 7 septembre 1950, les directeurs discutent du projet de construction d'une ligne de transmission, de Senneterre à Amos : « les ordres que M. Labbé [l'ingénieur de l'OER] a reçu de Québec, étant de faire la campagne d'Amos. ». Mais vue l'importance de la ligne Amos-Senneterre, on veut que l'ingénieur demande à l'OER de commencer par celle-ci. *PV dir., 07/09/1950*. Lorsque A. Bouchard, commissaire, vient visiter la coopérative, un mois plus tard, il rapporte que les directeurs ne sont pas très contents du travail de l'ingénieur Labbé. *PV OER, 11/10/1950*.

acceptés. S'il y a impossibilité absolue, que la charge fixe soit diminuée à 2 \$ [...] ; sinon, les administrateurs devront se soumettre au tarif autorisé par l'Office, mais sans empressement »¹⁶⁰. Comme le mentionnent fort à propos les dirigeants, « ils devront se soumettre » à la décision de l'OER, car si l'organisme consent une certaine latitude aux bureaux de direction au sujet des prolongements de lignes ou de projets qu'il n'approuve pas de prime abord et qu'il accepte même les critiques à l'égard de son personnel ou de ses décisions, il devient tout à fait intraitable dès que les finances d'une société sont en cause. L'OER intervient alors même dans des responsabilités qui relèvent pourtant, selon les règlements, des bureaux de direction. Le paiement des ristournes en est un excellent exemple.

À la fin de chaque année financière, les profits dégagés par les coopératives peuvent être partagés entre les membres¹⁶¹, sous forme de ristournes ou de rabais sur les prochaines factures d'électricité. Les règlements des coopératives précisent que le conseil d'administration doit déterminer le partage de ces surplus et soumettre la méthode retenue à l'assemblée générale des membres pour approbation¹⁶². Au tout début du mouvement, alors que les coopératives sont très peu nombreuses à générer

¹⁶⁰ *PV dir., 05/08/1954.*

¹⁶¹ L'article 51 de la Loi de l'électrification prévoit que « le surplus des recettes, déduction faite des charges et prélèvements énumérés à l'article 46, peut être divisé entre les sociétaires, soit à titre de ristourne, soit sous forme de réduction des taux de l'électricité. » L'article 46 est le suivant : La coopérative doit établir ses taux de façon à couvrir : tous les frais d'administration et d'exploitation ; les sommes requises pour le service de sa dette ; une réserve adéquate pour renouvellement ; une réserve suffisante pour imprévu ; une réserve de stabilisation des taux pour les différents réseaux de la coopérative. Ces réserves sont placées dans des valeurs approuvées par l'Office.

¹⁶² Article 30, alinéa 7 : le conseil d'administration doit « préparer le tableau du partage des ristournes et le soumettre à l'assemblée générale ». *Statuts et règlements de la coopérative de ...*, *op. cit.*

suffisamment de revenus pour dégager des surplus, les comptables de l'OER laissent volontiers cette responsabilité aux dirigeants locaux. Les sommes concernées, de toute façon, ne sont pas très importantes. Outre leur caractère modeste, soulignons qu'elles ne proviennent guère des ventes d'électricité. Ce sont plutôt les ventes d'accessoires et d'appareils électriques qui produisent des surplus. Les ruraux électrifient alors leurs demeures et le magasin de la coopérative, lorsqu'elle en possède un, fait de bonnes affaires¹⁶³. Mais peu importe la provenance de l'argent, les directeurs décident, à la fin de l'année, du pourcentage des profits¹⁶⁴ à redistribuer aux membres et de quelle façon s'effectuera le paiement (une réduction sur le prochain achat de matériel ou un versement en argent).

Au fil des ans, alors que les coopératives se développent, elles sont de plus en plus nombreuses à dégager des surplus, parfois substantiels, sur leurs ventes d'électricité¹⁶⁵. Les comptables de l'Office, maintenant en pleine possession de leurs moyens, interviennent. Et ce sont eux qui spécifient dorénavant, lors de la préparation des rapports financiers annuels, la proportion des profits qui pourra être consentie en ristournes aux membres¹⁶⁶. Quel est le rôle des dirigeants locaux au cours de ce

¹⁶³ Nous verrons dans le chapitre suivant que la situation change rapidement

¹⁶⁴ Par exemple, à l'assemblée générale de Saint-Cyrille-de-Wendover, en 1948, on décide qu'une ristourne de 10 % sera versée sur les achats de matériel et accessoires. *Minutes de l'assemblée générale du 29/10/1948*. Le même procédé se répète tous les ans jusqu'en 1953. Le pourcentage, cependant, varie. À Saint-Valérien-de-Shefford aussi, on paie des ristournes sur les achats effectués au magasin de la coopérative.

¹⁶⁵ En 1949, les coopératives de Brigham, Stanstead et Saint-Cyrille-de-Wendover dégagent des surplus. Dès 1956, soit moins de deux ans après sa fondation, Rouyn-Noranda, réalise des profits. *Rapports financiers annuels*, coopératives concernées et *PV OER, années concernées*.

¹⁶⁶ Dès 1950 à Saint-Cyrille-de-Wendover ; en 1949 à Brigham et à Témiscamingue en 1948. Ce n'est cependant pas le cas à Canton Magog, à Pontiac-Ouest et à Kipawa où les

processus comptable ? Mis à part d'informer l'OER des préférences de leurs membres, ils n'ont en vérité que peu de pouvoir sur les décisions de l'organisme.

Le calcul des surplus est étroitement imbriqué dans le processus de production des rapports financiers annuels, qui comme nous l'avons vu, relève entièrement des comptables de l'OER. Cette préparation demande une analyse approfondie des finances coopératives au cours de laquelle l'Office ne se contente pas de déterminer la part des profits qui pourra être redistribuée aux membres. Il en profite pour prévoir les changements à apporter aux tarifs¹⁶⁷. Cette planification financière soulève alors une question majeure : les surplus de l'année doivent-ils être retournés aux membres sous forme de ristournes ou être utilisés pour accorder des baisses de tarifs ? Les finances des coopératives s'améliorant sans cesse (elles ne sont que quatre à afficher une perte nette en 1960¹⁶⁸), l'OER opte de plus en plus pour un mélange des deux : d'une part, le surplus annuel est utilisé pour omettre la facturation de la redevance fixe ou de la consommation d'énergie aux usagers de la coopérative pour un mois, parfois deux, et, d'autre part, on réduit les tarifs. Si les comptables de l'Office estiment que la société ne peut se permettre les deux, la seconde option l'emporte le plus souvent.

ristournes n'apparaissent que dans les années 1960. À Saint-Valérien-de-Shefford, jusqu'en 1960, les ristournes ne concernent que les achats de matériel électrique. *Rapports financiers annuels* des coopératives concernées.

¹⁶⁷ Nous reviendrons plus en détail sur le processus de fixation des tarifs par l'OER dans un chapitre ultérieur.

¹⁶⁸ Pour l'année financière se terminant en mars 1956, 32 coopératives affichent un surplus et neuf une perte nette (à noter que quatre d'entre-elles possèdent cependant un surplus accumulé). En 1960, quatre coopératives seulement finissent l'année avec une perte nette. *PV OER, années concernées*.

Il faut comprendre que l'OER, même s'il contrôle sans contredire les finances des coopératives, demeure à l'écoute. Et les membres, on s'en souvient, réclament sans cesse des réductions de tarifs. Ce souci de répondre aux attentes des ruraux amène même l'Office à contourner quelque peu les règles. En matière de surplus, la loi de l'électrification rurale et les règlements prévoient qu'ils ne doivent être transformés en baisse de tarifs ou en ristournes que si les réserves prévues à l'article 46 de la loi ont été effectuées, c'est-à-dire qu'un montant suffisant pour couvrir les dépenses spécifiées est disponible. Cela inclut « les sommes requises pour le service de sa dette ; une réserve adéquate pour renouvellement ; une réserve suffisante pour imprévu ; [et] une réserve de stabilisation des taux pour les différents réseaux de la coopérative »¹⁶⁹.

Pourtant, l'OER accorde des réductions de tarifs à plusieurs coopératives qui n'ont absolument aucune réserve. En avril 1955, par exemple, seulement cinq coopératives possèdent de l'argent « en réserve »¹⁷⁰ : Abitibi-Ouest, Brigham, Magog, Ragueneau, Saint-Cyrille-de-Wendover et Témiscamingue. Néanmoins, à la suite du dépôt des rapports financiers de 1955 préparés par ses comptables, l'Office réduit les tarifs d'Austin, de Saint-Joachim, de Canton Magog, de Saint-Valérien-de-Shefford, et de plusieurs autres¹⁷¹. Qui plus est, l'année 1955 ne constitue pas une exception ; en

¹⁶⁹ Loi de l'électrification rurale, *op. cit.*, article 46 et Statuts et règlements de la coopérative de ... paragraphe 44.

¹⁷⁰ Abitibi-Ouest, 41 855 \$; Brigham, 2 521 \$; Magog, 549 \$; Ragueneau, 5 000 \$; Saint-Cyrille-de-Wendover, 303 \$ et Témiscamingue, 843 \$. Selon *Sommaire des bilans des coopératives en opération au 30 avril 1955*, ANQ, 400-R-2, *op. cit.*

¹⁷¹ PV OER, années concernées.

1957, par exemple, les tarifs de la coopérative de Rapide des Joachims sont réduits alors qu'elle n'a aucun placement¹⁷².

Si les coopératives dotées de réserves sont encore peu nombreuses, une grande partie d'entre elles, par contre, a déjà commencé à investir dans des obligations afin de constituer un fonds de renouvellement pour les équipements de la coopérative¹⁷³. Nous verrons cependant, dans un chapitre ultérieur, que les sommes sont nettement insuffisantes, ce qui entraîne des problèmes parfois importants pour les coopératives qui doivent apporter des améliorations à leurs réseaux, déjà « âgés » de 10 ans dans plusieurs cas.

* * *

Nous avons montré dans ce chapitre que les rapports entre les coopératives et l'OER sont étroits et dans un certain sens mouvants. En effet, l'OER se montre constamment préoccupé de suivre la gestion des coopératives et de les maintenir dans un cadre réglementaire et financier qui assure leur survie, tout en laissant aux dirigeants locaux l'initiative de leurs projets et de leurs décisions, pourvu qu'ils ne mettent pas en péril l'avenir des sociétés. Vigilance étroite, certes, mais pas de véritable tutelle. D'où la variété des structures vécues par les différentes coopératives. Chacune composant avec son propre milieu. Voilà un premier constat.

¹⁷² Ajoutons que les tarifs de quelques autres coopératives, qui ne possèdent que de minces placements, sont également réduits, tels ceux de Saint-Donat. *PV OER, 1957*.

¹⁷³ Les coopératives d'Abitibi dégagent rapidement des surplus, dès 1951 à Abitibi-Ouest et en 1952 à Abitibi-Est, et on décide de conserver cet argent pour constituer un fonds de renouvellement des équipements ou pour réduire les tarifs.

Lorsque nous avons entrepris cette thèse, nous étions loin de soupçonner que certaines coopératives d'électricité étaient devenues des forces de l'industrie régionale de l'électricité et qu'elles s'étaient posées en concurrentes aux distributeurs privés. Ce qui est également frappant, c'est de constater que même si le modèle coopératif d'électrification rurale ne proposait pas au départ de grandes ambitions aux nouvelles coopératives d'électricité, il a tout de même permis des développements significatifs. Ce modèle possédait probablement en lui les germes de quelques « success stories ». Tout en cherchant à ménager la chèvre et le chou, comme dit l'adage populaire, les hommes à la tête de l'Office de l'électrification rurale, les commissaires, après des débuts quelque peu revendicateurs, ont plutôt appuyé l'essor des coopératives par des accommodements. D'abord en n'imposant pas de limites strictes au terrain d'opération des coopératives, lesquelles auraient eu pour effet de circonscrire leur action alors qu'une partie du territoire à électrifier est encore vierge d'infrastructures.

Ensuite, sans aller à l'encontre de la loi, mais sans lui obéir en tous points, ils ont laissé une certaine latitude aux coopératives, notamment en tolérant la dérogation à la règle qui fixe à 10 % la proportion de clients non-membres, une tolérance dont surent profiter quelques sociétés ambitieuses.

Ces « accommodements » permirent aux coopératives de se développer et, pour certaines, de connaître une réelle expansion au cours des années 1950. Après un moment toutefois, ces arrangements ne pourront plus tenir et le modèle de la coopération dans l'industrie électrique révélera alors ses faiblesses dans une économie soumise aux dures contraintes du marché.

PARTIE IV :

LES ANNÉES 1956 - 1964

CHAPITRE HUIT

DE BENEVOLES A SALARIES

Lorsque Aurèle Gagnon¹ est embauché comme secrétaire-trésorier de la Coopérative d'Électricité de Saint-Cyrille-de-Wendover, en décembre 1945, la société n'a pas encore de revenu. C'est pourquoi les directeurs décident de lui accorder un salaire symbolique d'un dollar par année. En 1963, à la veille de l'intégration de la coopérative à Hydro-Québec, Aurèle Gagnon gagne 2 600 \$ annuellement, soit l'équivalent des employés de bureau de l'OER, à Québec². Cette augmentation de salaire, significative en elle-même, illustre aussi les transformations importantes qui marquent le milieu de travail dans lequel évoluent les employés des coopératives au cours des années 1945 à 1963.

Le monde du travail québécois connaît de fait, au cours de l'après-guerre, de profonds changements ; que l'on pense, par exemple, à la montée de la syndicalisation, à l'instauration d'assurances collectives ou à l'augmentation généralisée des salaires³. Si les grèves qui secouent l'industrie minière, les conditions de travail offertes aux

¹ Pour préserver l'anonymat des employés des coopératives dont nous parlerons dans ce chapitre, nous utiliserons des noms fictifs, comme Aurèle Gagnon, ou encore seulement les initiales de leur vrai nom.

² PV dir. *Saint-Cyrille, années concernées et Comptes publics de la province de Québec pour l'année se terminant le 31 mars 1963*, pages portant sur les données financières de l'OER.

³ Linteau, Durocher, Robert, *op. cit.*, chapitre : « Le monde du travail ».

employés des grandes usines automobiles ou les travailleurs du textile ont fait l'objet d'études, le monde du travail en milieu rural nous est beaucoup moins connu (exception faite du travail agricole).

Ce chapitre, bien qu'il ne prétend pas traiter d'une question aussi large, vise néanmoins à apporter quelques pierres à l'édifice des connaissances sur le sujet. Les coopératives d'électricité offrent, en effet, un angle de vue privilégié pour comprendre les changements majeurs qui ont cours au sein du monde rural du travail après 1945. Qu'en est-il, par exemple, des salaires offerts par l'industrie coopérative ? Offre-t-elle, graduellement, à l'instar de ce qui prévaut en milieu urbain, des avantages sociaux à ses employés ? Plus généralement, les coopératives sont-elles, d'un point de vue organisationnel et financier, en mesure d'être de « vrais » employeurs bien de leur temps ou demeurent-elles, plutôt, de petites entités reposant surtout sur le bénévolat ?

Ce type de questionnement, qui est au cœur de ce chapitre, sera encore enrichi par l'étude du partage des tâches au sein de la coopérative et par l'analyse du rôle de l'OER en regard de la gestion des employés. Ce premier chapitre de la partie IV de la thèse, qui porte sur les années 1956 à 1964, comporte de nombreux retour en arrière et ceci afin de bien cerner l'évolution du monde du travail coopératif tout au long de son histoire.

Nous nous permettrons, enfin, au cours de ce chapitre, de soulever une question intimement liée au milieu de travail : celle de la culture d'entreprise. Existe-t-il, en effet, une culture d'entreprise coopérative ? Y a-t-il un « ensemble d'évidences

partagées dans l'entreprise, construites tout au long de son histoire en réponse aux problèmes rencontrés par l'entreprise » ⁴ ?

1. Le gérant : un personnage de plus en plus central

Nous l'avons vu auparavant, les coopératives démarrent le plus souvent leurs activités grâce au travail d'une poignée d'hommes qui accomplissent une grande partie, voire l'ensemble des démarches menant au lancement des travaux d'électrification. Ces hommes ne reçoivent généralement aucun salaire, car c'est la coopérative, et non pas l'Office, qui doit rémunérer ses employés, et payer toutes ses dépenses administratives (locaux, papeterie, etc.), à même les revenus tirés de ses ventes d'électricité. Or, au début de ses activités, la société n'a encore aucun réseau à exploiter, et elle n'a donc aucun revenu. Pourtant, les besoins de main-d'œuvre à temps plein se font rapidement sentir.

Les gérants et les secrétaires constituent cette première main-d'œuvre. Nommés par les bureaux de direction, souvent dès la première assemblée générale, ces hommes sont généralement choisis parmi le groupe des fondateurs⁵. Cela perpétue, sur la place publique, l'association des mêmes personnes à la coopérative. Cette stratégie permet également de conserver, au sein de l'entreprise, l'expertise acquise au cours de la phase de démarrage : pour parler avec les commissaires et employés de l'OER, analyse de textes légaux, préparation de budgets et de plans préliminaires d'électrification, etc.

⁴ Éric Delavallée, *Culture d'entreprise : la contribution de Herbert Simon*, IAE de Paris 1, La Sorbonne, 1995.01.

⁵ Il n'est pas rare, par ailleurs, qu'un président devienne, au cours des premiers mois, le gérant ou le secrétaire-gérant de sa société. C'est ce qui se produit à Saint-Cyrille-de-Wendover et à Abitibi-Ouest, notamment.

Lorsqu'un des initiateurs possède une expérience complémentaire, notamment s'il est agronome, les directeurs multiplient les efforts pour conserver cette précieuse expertise⁶.

Par surcroît, ce recrutement des premiers gérants et secrétaires (ou secrétaires-trésoriers, comme on les désigne parfois) parmi le groupe des fondateurs maintient sans trop de heurts le caractère bénévole du travail effectué jusque-là pour le compte de la coopérative. Ainsi, même s'ils sont désormais des employés, plusieurs poursuivent leur travail bénévole encore quelques mois, voire quelques années. À Pontiac-Ouest, par exemple, le secrétaire-trésorier (qui était membre du premier bureau de direction) entre en fonction à la fin de 1946, mais il ne reçoit un salaire qu'à partir de mai 1948⁷. L'acceptation de cette situation par les principaux intéressés est sans aucun doute facilitée par la nature du travail que l'on confie alors aux gérants et aux secrétaires et qui les rapproche davantage du groupe des dirigeants (les directeurs élus) que des

⁶ J. H. Bruneau, agronome et un des fondateurs de la coopérative du Canton Magog, est pressenti pour occuper le poste de premier secrétaire-gérant. Mais avant d'accepter ce poste, il doit obtenir une autorisation du ministère de l'Agriculture, son employeur. La coopérative adopte donc une résolution demandant au ministre de le lui permettre. Ce qui est obtenu. Mais dès mars 1947, J.H. Bruneau veut donner sa démission, car il est responsable du *bulldozer* [un programme d'amélioration des terres agricoles du ministère de l'Agriculture prévoit le prêt d'équipement lourd aux agriculteurs et M. Bruneau est responsable de ce programme d'amélioration des terres] et il ne croit pas pouvoir accomplir adéquatement sa tâche de secrétaire-gérant. La coopérative, alors en pleine période de construction de son réseau, craint d'être désorganisée par ce départ. Le bureau de direction décide donc d'écrire une nouvelle fois au ministère de l'Agriculture pour lui proposer de se partager le temps de l'agronome. Il est alors convenu que chaque organisation engagerait un aide pour M. Bruneau. Malgré cela, J. H. Bruneau, probablement dans l'incapacité de concilier deux emplois qui exigent sa présence au cours des mêmes mois d'été, démissionne en décembre 1947. La coopérative n'a d'autre choix que d'embaucher un nouveau gérant. *PV dir et Minutes des Assemblées générales de la coopérative d'électricité de Canton Magog, op. cit.*

⁷ « La coopérative acquittera le salaire du secrétaire-trésorier seulement lorsqu'elle sera en opération active. Le secrétaire-trésorier accepte de travailler gratuitement pour l'instant, avec un dédommagement de 3 \$ par assemblée des directeurs, pour ses frais. » *PV. dir., Coopérative de Pontiac-Ouest, 10/10/1947.*

autres employés de la coopérative, engagés ultérieurement, comme les hommes de ligne, les contremaîtres ou les clercs.

De fait, dans les premiers mois d'une coopérative, les gérants et secrétaires sillonnent les routes rurales, seuls ou avec les directeurs élus, pour recueillir des signatures de droits de passage ; ils voient au paiement des parts sociales et ils participent à l'élaboration des priorités d'électrification. En bref, comme tous ceux alors impliqués de près dans l'organisation de la coopérative, ils contribuent au développement du projet collectif et ne considèrent pas encore réellement la coopérative comme un employeur. On trouve ce caractère hybride des premiers secrétaires et gérants (ni dirigeants ni encore tout à fait employés) dans presque toutes les coopératives. Mais cette période où gérants et secrétaires font, de fait, partie de l'équipe des dirigeants est plus longue chez les coopératives fondées dans les années 1940, tout particulièrement chez celles qui doivent patienter plusieurs mois pour obtenir les services de l'Office (revoir le chapitre 5 à ce sujet).

L'arrivée du propagandiste, des techniciens et des ingénieurs de l'OER introduit presque invariablement une nouvelle dynamique au sein de la coopérative. L'équipe d'hommes qui travaillent à son développement se trouve alors, plus ou moins rapidement, presque scindée en deux : d'un côté les décideurs (le bureau de direction), qui deviennent les interlocuteurs privilégiés des commissaires de l'OER quant aux destinées de la société et, de l'autre, les exécutants, c'est-à-dire, dans un premier temps, les gérants et les secrétaires, à qui l'on confie les tâches plus techniques. Contrairement aux coopératives à leurs consœurs fondées auparavant, cette séparation s'effectue très rapidement, voire même dès la fondation, chez celles créées dans les

années 1950. Cela est encore plus marqué après 1955, car l'OER s'impose alors généralement en force dès les premières semaines d'activités⁸. Cette modification des rôles n'est pas la seule qui s'effectue au sein de la société. À mesure que le réseau de distribution prend forme et que la coopérative se développe, il se crée aussi progressivement une séparation matérielle — une spécialisation plus ou moins prononcée selon les sociétés — des sphères d'influence du gérant et du secrétaire⁹.

Le secrétaire (ou secrétaire-trésorier) est indiscutablement le gardien des livres de la société. Il travaille essentiellement dans les locaux de la coopérative où il s'occupe de comptabilité, de correspondance et de rédaction des procès-verbaux des séances des directeurs et des assemblées générales, auxquelles il assiste toujours. Si des adjointes administratives sont engagées¹⁰, elles prennent alors le relais des aspects les plus routiniers du travail, tandis que le secrétaire conserve les tâches plus « délicates », telle la préparation des rapports détaillés que la coopérative doit remettre périodiquement à l'Office ou la signature des chèques (conjointement avec le président). Sans en faire l'analyse proprement dite, attardons-nous quelques instants à la place des femmes au

⁸ Notons que quelques coopératives fondées dans les années 1940 connaissent la même situation, car l'OER apporte très rapidement son aide à certaines d'entre elles (Témiscamingue, par exemple).

⁹ Lors du démarrage, il arrive fréquemment qu'un seul homme cumule les fonctions de secrétaire et de gérant. Mais après quelques semaines (parfois quelques mois ou une année), on opte, dans les moyennes et grosses coopératives, pour deux postes distincts (toujours non élus) occupés par deux personnes différentes. Dans les plus petites sociétés par contre, il n'est pas rare qu'un seul homme cumule les fonctions de secrétaire et de gérant, et même de trésorier.

¹⁰ Ce ne sont pas toutes les coopératives qui engagent des adjointes administratives, appelées aussi secrétaires. On les trouve dès les débuts surtout dans les plus « grosses » coopératives, comme Abitibi-Est, Abitibi-Ouest ou Témiscamingue. D'autres, comme Pontiac-Ouest ou Rouyn-Noranda procèdent à des embauches à la fin des années 1950 et même seulement au début des années 1960, alors que la charge de travail devient plus importante.

sein des coopératives d'électricité. Sont-elles toujours cantonnées aux postes cléricaux ? En règle générale, oui.

En effet, les femmes qui travaillent pour les coopératives occupent presque invariablement des postes d'adjointes effectuant des tâches cléricales (« les employés féminins », comme le disent les directeurs d'Abitibi-Est). À une seule occasion, nous avons rencontré une secrétaire ayant les mêmes prérogatives que ses homologues masculins. Mlle Françoise A.¹¹, de Brigham, est d'abord recrutée de façon temporaire en 1951, après que le secrétaire eut donné sa démission. Après une année de services, les directeurs, satisfaits, décident de l'engager de façon permanente. Jusqu'à l'intégration de la société à Hydro-Québec, Mlle A. assume les pleines fonctions d'un secrétaire de coopérative, c'est-à-dire qu'elle signe les contrats conjointement avec le président, transige avec la banque et l'Office pour régler les prêts et paiements et assiste aux réunions du bureau de direction¹². À l'occasion de son mariage, c'est l'épouse de l'assistant-gérant qui la remplace. Cette situation est cependant peu commune.

Par ailleurs, même si nous avons rencontré quelques filles (peu nombreuses du reste) de directeur qui obtiennent un emploi d'adjointe administrative, ce ne semble pas être la norme. Au contraire de ce qui a été observé pour d'autres types de coopératives,

¹¹ Un des directeurs porte d'ailleurs le même patronyme que cette demoiselle (dont nous taisons le vrai nom). Notons aussi qu'elle semble, lors de son embauche, être institutrice : « Mlle [C.] est engagée pour un an, à 30 \$ par semaine, à *condition de s'arranger avec ses commissaires*. » *PV. dir.*, 09/07/1951, pour l'engagement temporaire et *PV. dir.*, 23/07/1951 pour l'engagement définitif. C'est nous qui soulignons.

¹² Par exemple : « le président, le vice-président ou la secrétaire sont autorisés à signer tout document de la coopérative à la Banque canadienne nationale ». *PV. dir.*, 23/07/1951

en l'occurrence les caisses populaires¹³, il semble que peu de liens familiaux unissent les membres du bureau de direction, le secrétaire ou le gérant, aux employés féminins. Nous n'avons pas cherché à relever systématiquement les liens de parenté qui uniraient les employés des coopératives à leurs directeurs ou encore les dirigeants entre eux. Cependant, l'ensemble de la documentation consultée pour mener à bien cette thèse, et tout particulièrement les procès-verbaux des quinze coopératives témoins (voir l'annexe 1 pour les détails sur les sources), ne laisse pas supposer l'existence d'une filière familiale forte au sein des coopératives d'électricité. Bien entendu, il y a des exceptions, comme à Pontiac-Ouest¹⁴ où les dirigeants semblent apparentés. De plus, du travail bénévole, et donc non officiel, a pu être exécuté au sein de certaines coopératives par les familles des élus ou des employés, mais nous n'en avons pas trouvé trace. La question mériterait d'être étudiée plus avant. Il serait également fort intéressant de se pencher sur les réseaux locaux et régionaux sur lesquels s'appuient les

¹³ La comparaison avec les caisses populaires est intéressante. Si l'on s'en tient au bilan officiel, les femmes n'y occupent pas plus de postes de responsabilité que dans les coopératives d'électricité, mais Roger Levasseur et Yvan Rousseau ont bien montré que ce bilan officiel ne reflétait pas la réalité : « Les femmes [dans les caisses] — en particulier les épouses et les filles des gérants — ont souvent été celles qui assumaient effectivement la gérance, quoiqu'elles aient été peu nombreuses à détenir formellement ce poste [6,7 % en 1950]. » Les rapports d'inspection des caisses mentionnent par ailleurs que des femmes mariées sont des gérantes *de facto*, mais le titre est attribué au mari. De plus, même si le poste de gérant est détenu par un homme, les femmes et les filles de ces gérants s'occupent très souvent de la tenue journalière de la caisse. « Les femmes ont donc constitué l'une des figures les plus importantes de l'administration quotidienne des établissements locaux pendant l'après-guerre. » Yvan Rousseau et Roger Levasseur, *Du comptoir au réseau financier*, p. 177 et ss.

¹⁴ Lorsque la coopérative de Pontiac-Ouest sent le besoin d'engager une secrétaire pour aider le gérant, la demoiselle choisie porte le même nom de famille qu'un des directeurs. *PV. dir.*, 05/04/1961. De plus, alors que le vice-président et un directeur portent déjà le même nom de famille, on engage en 1961 une troisième personne du même nom pour occuper le poste de secrétaire-gérant. Fait intéressant, deux directeurs refusent de se prononcer sur la question. *PV. dir.*, 16/02/1961.

coopératives pour, par exemple, recruter leurs employés ou assurer leur approvisionnement¹⁵.

La coopérative de Brigham, où la secrétaire a les mêmes pouvoirs que ses homologues masculins, se démarque à un autre point de vue, puisque son président en est aussi le gérant. Monsieur D. J. M. cumule en effet les deux postes pendant presque 15 ans (1951- septembre 1962) alors que généralement¹⁶, lorsqu'un directeur élu devient gérant, il abandonne son poste de dirigeant. Ni la loi ni les règlements de l'Office n'interdisent aux directeurs de recevoir une rémunération lorsqu'ils occupent les postes de secrétaires ou de gérants¹⁷, mais il semble toutefois exister au sein du monde coopératif une volonté commune de départager les sphères d'activité des directeurs élus de celles des employés nommés. À Brigham, cette séparation est bien présente, mais elle s'effectue d'une façon différente ; c'est l'assistant du président-gérant M. qui accomplit la majeure partie du travail normalement dévolu aux gérants¹⁸.

¹⁵ La sociologie des réseaux pourrait se révéler en vérité fort intéressante pour comprendre l'ensemble du phénomène des coopératives d'électricité. Voir, notamment : A. Ferrand (dir.), *Un niveau intermédiaire, les réseaux sociaux*, Actes du séminaire, Paris, CESOL / IRESCO, 5-6 février 1987 ; Henry BAKIS, *Les réseaux et leurs enjeux sociaux*, Paris, PUF, Que sais-je n° 2801, 1993, 106 pages. ; Alain DEGENNE et Michel FORSÉ, *Les réseaux sociaux. Une analyse structurale en sociologie*, Paris, Armand Collin, 1994, 288 p. ; Jean-Marc OFFNER et Denise PUMAIN, (dir.), *Réseaux et territoires. Significations croisées*. Paris, éditions de l'aube, 1996, 284 pages.

¹⁶ On ne retrace aucun autre cas semblable dans les quinze coopératives étudiées en détail.

¹⁷ L'article 39 de la loi précise que seuls le gérant et le secrétaire-trésorier sont des salariés, même s'ils sont choisis parmi le conseil d'administration. *Loi de l'électrification rurale, op. cit.*, article 39.

¹⁸ Il devient d'ailleurs gérant à part entière en 1962. « L'assistant-gérant est nommé GÉRANT de la coopérative, à la demande de D.J Murphy, gérant actuel ». *PV. dir.*, 30/09/1962.

Quelles sont-elles, ces tâches que l'on réserve normalement aux gérants ? Le gérant¹⁹ est, sans conteste, le responsable des aspects techniques. Au tout début de la coopérative, c'est lui qui, accompagné ou non de dirigeants, arpente les campagnes pour déterminer les travaux d'électrification à effectuer. À leur arrivée, les ingénieurs de l'Office trouvent en lui un interlocuteur à qui expliquer les détails techniques. Muni d'instructions précises, le gérant supervise, dans un premier temps du moins, l'avancement des travaux sur le terrain. À l'occasion, il participe lui-même à leur exécution, avec les hommes de ligne (deux ou trois, parfois davantage, engagés localement et le plus souvent à contrat). Lorsque la coopérative est financièrement en mesure d'assumer les coûts d'un salaire supplémentaire, un contremaître est généralement engagé pour assurer la supervision des travaux et des hommes. Dans le cas des petites coopératives, le gérant remplit ces fonctions pour toute la durée des travaux d'électrification, lorsqu'il n'est pas aussi le principal homme de ligne. La progression du réseau de la société a donc une influence directe sur la charge et la nature du travail du gérant.

Lorsque la majeure partie du réseau est complétée, le gérant en demeure pleinement responsable. Il poursuit ses inspections sur le terrain, notamment pour localiser les réparations à faire au réseau et, en cas d'urgence ou lorsque la coopérative n'emploie pas d'homme de ligne à temps plein, il les exécute lui-même (s'il possède les qualifications nécessaires). Il participe également aux séances de planification

¹⁹ Dans quelques coopératives, telle Saint-Cyrille-de-Wendover, ce n'est pas le gérant, mais le secrétaire qui remplit ces fonctions. Le gérant, propriétaire d'une compagnie de téléphone, ne touche qu'un salaire honoraire (125 \$ par année) et n'est pas présent sur une base quotidienne.

visant à déterminer les futures extensions à apporter au réseau. Cette planification s'effectue principalement au cours des réunions du bureau de direction, auxquelles le gérant prend part. On y discute alors non seulement de plans de réseau, mais aussi des relations avec l'OER, des membres et du paiement du capital social, de gestion du personnel, de perspectives financières, etc. Même s'il n'a pas droit de vote au conseil d'administration, le gérant n'en est toutefois pas un témoin passif : il donne son opinion, se retrouve parfois en contradiction avec les directeurs et l'on respecte généralement ses idées. En vérité, le gérant est souvent celui qui connaît le mieux, et dans le détail, les activités de la coopérative, et c'est aussi lui qui, sur une base journalière, gère la coopérative.

Comme nous l'avons vu précédemment, les directeurs sont très présents durant les premières années d'existence de la société. Aussi, cette prépondérance du gérant n'est sans doute pas encore établie tout à fait. Mais dès que les activités de la coopérative sont bien en place, que le réseau progresse régulièrement et que les membres acquittent leurs obligations, les réunions des bureaux de direction s'espacent graduellement (presque 6 mois s'écoulent parfois entre chacune). Conséquemment, le gérant devient l'un des piliers principaux de la coopérative, sinon le principal, et ses responsabilités s'accroissent proportionnellement. Pour les employés de la coopérative notamment, le gérant est le patron²⁰. Des bureaux de direction lui délèguent même, à l'occasion, la

²⁰ Cette autorité est rarement remise en cause, mais cela se produit. À Rouyn-Noranda, après des incidents qui ne sont pas expliqués dans les procès-verbaux, les directeurs sentent le besoin de préciser, en août 1962, que le secrétaire est aussi gérant et que tous les employés de la coopérative sont sous sa juridiction. Il peut donc, s'il le juge nécessaire, renvoyer quelqu'un. *PV. dir.*, 06/08/1962.

décision d'engager le personnel nécessaire à la bonne marche de la coopérative (cette décision doit cependant toujours être entérinée par le conseil d'administration).

Dans plus d'une société, les gérants sont également les interlocuteurs privilégiés des clients, ceux à qui l'on formule les plaintes ou avec qui l'on négocie un délai supplémentaire pour régler une facture. Bien entendu, si la société emploie aussi des adjointes administratives, un homme de ligne à temps plein et un secrétaire posté en permanence au bureau de la coopérative, le service à la clientèle assumé par le gérant est différent et porte définitivement moins sur les détails. En règle générale cependant, c'est le gérant qui s'occupe des relations avec la clientèle. Et c'est lui qui, avec le président, personnifie la société auprès des usagers. Dans quelques coopératives, il devient même beaucoup plus visible et plus reconnu que le président. Émilien B., gérant d'Abitibi-Ouest ayant de grandes ambitions pour sa société (voir le chapitre sept pour ses positions face à La Sarre Power et l'OER), en est un exemple probant. Non content d'être le gestionnaire de la coopérative, le gérant (ou le secrétaire-gérant selon les sociétés) devient également l'homme de confiance des directeurs²¹.

Toutefois, le degré de latitude que les bureaux de direction accordent aux gérants varie d'une société à l'autre. Certains font pleinement confiance à leurs gérants et entérinent tout simplement, lors des conseils d'administration, ses décisions de gestion concernant la résolution des problèmes (gestion des comptes impayés, par exemple),

²¹ De plus, les bureaux de direction lui confient assez volontiers la responsabilité de gérer la « petite caisse », ce montant d'argent comptant, toujours disponible au bureau de la coopérative, pour les menues dépenses. Par surcroît, cette évolution des responsabilités a des conséquences directes sur sa rémunération : le gérant (ou le secrétaire-gérant) qui assume les fonctions d'homme de confiance reçoit toujours le salaire le plus élevé (nous reviendrons sur les salaires).

l'élaboration des projets des nouvelles extensions du réseau, la préparation des transactions financières à être discutées et décidées par les directeurs (placements de la coopérative, demandes de nouveaux prêts à l'OER, etc). D'autres bureaux de direction, par contre, s'impliquent davantage dans la gestion quotidienne²². Cependant, quelque soit le mode de partage des responsabilités retenu, tous les bureaux de direction définissent les orientations stratégiques de leur entreprise, telles celles de desservir une nouvelle paroisse ou d'acquérir de nouveaux équipements, un camion par exemple.

Par ailleurs, au quotidien, le contrôle des opérations financières est plus volontiers confié aux secrétaires, mais pas toujours. De toute façon, il est assez courant (dans les petites et certaines moyennes coopératives) que le même homme cumule les positions de gérant et de secrétaire-trésorier. Malgré les différences notées entre les sociétés quant aux responsabilités des gérants et secrétaires-trésoriers, il demeure que chaque bureau de direction est responsable de surveiller la gestion quotidienne exercée par les employés²³. Le système de surveillance par les élus semble efficace, et les employés

²² À Témiscamingue, ils vont jusqu'à créer un comité exécutif. Formé du président, du vice-président, d'un directeur (qui change chaque année) et du gérant, ce comité exécutif se réunit tous les mois et accomplit sensiblement ce que plusieurs gérants effectuent eux-mêmes. Ses décisions sont applicables immédiatement, puisqu'il est composé de membres élus, et un rapport est fait au conseil d'administration. Un résumé de ses réunions est lu à tous les directeurs lors des assemblées régulières du bureau de direction. Le règlement des questions plus complexes est cependant reporté à la prochaine séance du conseil d'administration. Il s'agit du seul exemple de ce genre rencontré au cours du dépouillement des procès-verbaux des directeurs de 15 coopératives. Cet appendice au conseil d'administration nous semble répondre à une volonté des dirigeants de bien connaître les activités de leur société. Il peut également être perçu comme un outil de surveillance de la gestion quotidienne, exercée par le gérant.

²³ Cette surveillance trouve ses fondements dans le texte de loi qui précise que le conseil d'administration de la coopérative « surveille l'état de la caisse et la tenue des livres et, [...généralement], administre les affaires de la société et en exerce tous les pouvoirs ». *Loi de l'électrification rurale*, article 36. Les agissements de certains gérants justifient effectivement une surveillance. Il semble, en effet, que quelques-uns se permettent des écarts dans la gestion des fonds de leur coopérative. Le gérant de la coopérative du Témiscamingue

plutôt intègres, car malgré les sommes importantes parfois en jeu — certaines coopératives génèrent des revenus mensuels de plusieurs milliers de dollars — les cas de détournement de fonds ou de réelles activités criminelles, sont rarissimes, pour ne pas dire inexistant²⁴.

Le plus souvent, lorsque les directeurs expriment du mécontentement envers un gérant ou un secrétaire, c'est plutôt parce que l'employé n'a pas correctement rempli ses fonctions ou qu'il se comporte comme le « chef d'entreprise » : prise de décisions importantes sans consulter les directeurs, ou rétention d'informations provenant de l'OER. À ce titre, il faut souligner que les fonctions importantes et la grande visibilité du gérant (et / ou du secrétaire, selon le cas) auprès des usagers laissent place à une certaine appropriation du pouvoir au sein de la coopérative. À ce chapitre aussi toutefois, les mécanismes de surveillance du système coopératif fonctionnent plutôt bien et les bureaux de direction, de leur propre chef ou après avis de l'OER, repèrent et remplacent les gérants (ou secrétaires) qui transgressent les règles de partage du pouvoir. À Abitibi-Est et à Témiscamingue, notamment, les gérants sont remplacés, car

emprunte, pour ses besoins personnels, de l'argent appartenant à la société, puis le rembourse, ni vu ni connu (du moins jusqu'à ce que les directeurs découvrent son manège en 1956). *PV. dir.*, 10/07/1956. Nous ignorons cependant l'ampleur des emprunts et leur fréquence. Le gérant d'une autre coopérative achète, pour sa part, différents petits équipements, pas toujours essentiels, sans demander l'autorisation au conseil d'administration. Ce type d'agissements est cependant exceptionnel.

²⁴ Le secrétaire de la coopérative de Matane a détourné 2 587 \$. Il était aussi gérant de la caisse populaire de l'endroit, où il avait dérobé 6 810 \$. L'OER communique avec le procureur général en 1953 afin de savoir comment s'y prendre pour se faire rembourser. *PV OER*, 31/03/1953. Par ailleurs, un employé de l'OER détourne des fonds de la Coopérative de Saint-Étienne-de-Bolton (3 021 \$), à laquelle il avait été affecté pour une longue période. L'OER précise qu'il fera affaire avec l'assistant-procureur général dans la matière. En attendant, l'Office rembourse la coopérative. *PV OER*, 27/01/1949.

ils faisaient de la rétention d'information (Abitibi-Est²⁵) ou ne coopéraient pas adéquatement avec les employés de l'Office (Témiscamingue²⁶).

Nous ne connaissons pas la nature exacte des problèmes rencontrés par l'Office avec le gérant du Témiscamingue destitué de ses fonctions. Mais ce devait être majeur, car il s'agit du seul cas que nous ayons rencontré où l'OER demande à une société de démettre un employé de ses fonctions parce qu'il ne collabore pas adéquatement avec ses fonctionnaires²⁷. Dans les autres cas, du reste peu nombreux, où l'OER intervient aussi directement, il est plutôt question de mauvaise tenue de livre, de manque de rigueur ou même d'incompétence. Ce sont alors les comptables²⁸ et vérificateurs de l'Office qui, scrutant sans cesse les finances des coopératives, signalent les problèmes

²⁵ À Abitibi-Est, après la démission du gérant — nous ignorons si cette démission en est une de plein gré ou non — en janvier 1957, les directeurs tiennent une assemblée spéciale pour rencontrer le nouveau gérant. Ils formulent le vœu « d'une plus grande coopération entre le bureau de direction et le gérant, et [les directeurs] désirent que la correspondance venant de l'Office de l'Électrification Rurale et toute celle qui revêt un caractère autre que de routine, soit transmise à chaque réunion du bureau de direction ». De plus, aucun achat supérieur à 200 \$ ne pourra être fait par le gérant sans l'autorisation préalable du bureau de direction *PV. dir. assemblée spéciale du 21/01/1957*.

²⁶ En novembre 1949, après un avis en ce sens par les fonctionnaires de l'OER, le gérant de la coopérative d'électricité du Témiscamingue est destitué de ses fonctions « pour négligence et manque de coopération envers les employés de l'Office ». Le gérant occupait pourtant ces fonctions depuis les débuts de la coopérative (il avait été engagé en décembre 1945). *PV. dir., 10/12/1945*. De plus, son mandat de gérant venait tout juste d'être prolongé (en octobre 1949). *PV. dir., 27/10/1949*. La résolution entérinant la décision de destituer le gérant de ses fonctions est adoptée le 24/11/1949, dans le cadre d'une assemblée spéciale des directeurs, « tenue dans l'intérêt de la coopérative ». *PV. dir., 24/11/1949*. Nous ignorons quels événements ou actions ont entraîné cette destitution.

²⁷ Après consultation et analyse des documents des 15 coopératives témoins et de tous les procès-verbaux de l'OER.

²⁸ En octobre 1953, par exemple, le comptable en chef de l'OER signale que le secrétaire de la coopérative de la Rédemption « ne semble pas posséder les qualifications requises pour son travail [...] et que la tenue des livres de cette coopérative n'est pas satisfaisante », *PV OER, 23/10/1953*.

aux commissaires. Ces derniers suggèrent ensuite aux bureaux de direction des moyens pour remédier aux difficultés.

La solution proposée est presque invariablement la même, c'est-à-dire le remplacement de la personne non qualifiée. Il faut comprendre que même si des employés ont accès à des cours techniques de « recalibration »²⁹ des compteurs et que certains gérants et secrétaires des Cantons-de-l'Est ont suivi, dans les années 1945-50, des cours d'électrification rurale à l'école Noé Ponton, de Sherbrooke³⁰, il n'y a aucune offre de formation pour les employés locaux qui manquent de qualifications. L'OER n'a pas de budget de formation, pas plus que les coopératives d'ailleurs. Lorsque les fonctionnaires de l'Office repèrent un gérant, un secrétaire ou un trésorier non qualifié, il est donc fortement encouragé à démissionner (ce qui préserve sa fierté et sa future embauche dans une autre entreprise). S'il n'accepte pas de son plein gré, il est tout simplement congédié. Le gérant de Lac Caché, pour sa part, choisit la première

²⁹ En 1955, la coopérative du Témiscamingue décide d'envoyer un des ses employés étudier la « recalibration » des compteurs (correction de la marge d'erreur de lecture) à Montréal. *PV. dir.*, 31/05/1955. Il semble y avoir des difficultés car c'est finalement Hydro-Ontario qui fournit l'expertise : « Le bureau de direction remercie Hydro-Ontario pour avoir accepté d'initier gratuitement notre technicien à la recalibration des compteurs ». *PV. dir.*, 20/08/1956. Généralement, cependant, ce sont les employés de l'OER qui exécutent cette opération pour les coopératives.

³⁰ Nous ignorons la teneur exacte de ces cours et à qui ils étaient destinés. Les procès-verbaux des coopératives ne sont pas très bavards sur le sujet. On écrit seulement, par exemple, que le secrétaire de la Coopérative de Stanstead, ira suivre « les cours d'Électrification rurale, dispensés à l'école Noé Ponton à Sherbrooke, du 5 au 14 avril. » *PV. dir.*, Stanstead, 02/03/1948. Le gérant de Canton Magog, puis un homme de ligne, en 1949 et, enfin, le président en 1950, vont aussi assister à ces cours. *PV. dir.* février 1948, mars 1949 et mars 1950. Une seule mention à ce sujet dans le Nord-Ouest : le président et le secrétaire de Pontiac-Ouest participent à ces cours, en 1950. *PV. dir.*, 05/04/1950. L'OER avec la collaboration du « Service de l'aide à la jeunesse », organise, chaque année, une semaine d'étude sur l'électrification rurale à l'École Noé Ponton, de Sherbrooke. *Action Catholique*, 01/04/1950. Cette formation semble disparaître après 1950, mais nous n'en sommes pas certain. Noé Ponton est un des hommes à l'origine de la fondation de l'Union catholique des cultivateurs. Voir Jean-Pierre Kesteman, *Histoire du syndicalisme agricole*, *op. cit.*, pour son rôle au sein du mouvement.

éventualité. En mai 1958, l'Office suggère au bureau de direction de Lac Caché de remplacer le secrétaire-trésorier, car il ne s'acquitte pas convenablement de sa tâche :

La décision a été prise par le Conseil d'Administration, sur rapport verbal de M. Guy Daignault, inspecteur général, et M. Roger Tessier, comptable de l'Office de l'Électrification rurale. [...] L'état des livres et documents comptables laissant à désirer, c'est pourquoi ces messieurs suggèrent au Conseil d'Administration de remercier M. [...] de ses services. Ce dernier accepte de démissionner séance tenante.³¹

Toutefois, les cas où l'Office intervient directement dans la gestion des coopératives pour suggérer le licenciement d'un employé non qualifié sont très peu nombreux : pour toute la période 1945-63, nous en avons recensé cinq seulement³². En vérité, à l'exception de situations particulièrement problématiques mettant en péril l'avenir de la société, l'OER ne s'immisce pas dans ce champ de compétences des dirigeants des coopératives. Ce sont les directeurs locaux qui définissent les conditions d'embauche, de travail et la rémunération de leur personnel.

Conséquemment, et ce, même si les coopératives comparent leurs pratiques avec celles de leurs homologues³³, les conditions offertes aux employés sont variables d'une

³¹ *PV dir.*, 22/05/1958.

³² Dans les procès-verbaux de l'Office ou dans ceux des coopératives étudiées en détail. En plus des cas mentionnés auparavant, il y a aussi : Saint-Joachim, en 1947 (*PV. OER*, 12/12/1947) ; Village Bergeronnes en 1961 (*PV. OER*, 15/06/1961) et Austin, en 1956 (selon le rapport de Charles Boulva, ingénieur en chef de l'OER, « l'administration de cette coopérative laisse à désirer. »). Cette dernière est d'ailleurs vendue à Southern Canada Power deux ans plus tard.

³³ Abitibi-Est, Rouyn-Noranda et Rapide-des-Joachims contactent d'autres coopératives, ou les compagnies privées situées à proximité, pour vérifier, notamment, les salaires et les conditions de travail des hommes de ligne. Le procès-verbal de la réunion des directeurs d'Abitibi-Est du 12/05/1960, par exemple, précise qu'on écrira à la coopérative d'Abitibi-Ouest pour connaître ces détails. Quant aux directeurs de Rapide-des-Joachims, c'est auprès de HEPC (Hydro-Electric Power Corporation) qu'ils vérifient si les salaires qu'ils offrent sont corrects. Le secrétaire-gérant et l'homme de ligne sont augmentés à la suite de ces vérifications. *PV. dir.*, 26/07/1960.

société à l'autre. Les salaires des gérants et des secrétaires (secrétaires-trésoriers, selon les cas), notamment, varient du simple au double. Cependant, les salaires des employés des coopératives connaissent tous, peu importe leur valeur de départ, une augmentation +au fil des ans. Ces augmentations, annuelles dans plusieurs cas, amènent les salaires des employés des coopératives à un niveau souvent semblable à celui offert, notamment, par la fonction publique québécoise³⁴. Ces améliorations salariales jouent un rôle absolument crucial dans le développement d'une relation employeur – employé. La coopérative, en versant des salaires qui permettent aux gérants et secrétaires de consacrer maintenant tout leur temps à la société, devient un « vrai » employeur ; plutôt que de représenter une forme d'engagement social, à la limite du bénévolat³⁵. Cette situation contraste avec ce qui prévalait jusqu'au début ou au milieu des années 1950, alors que de très nombreux gérants et secrétaires occupaient un emploi salarié à l'extérieur de la coopérative³⁶.

Le travail à temps plein favorise également la construction d'une culture d'entreprise. En effet, la présence quotidienne, aux bureaux de la coopérative, des gérants, secrétaires et des autres membres du personnel contribue certainement à l'émergence de valeurs communes et à ce que E. Jacques définissait comme la culture

³⁴ En 1963, à la veille de l'intégration de la coopérative à Hydro-Québec, le gérant de la coopérative de Saint-Cyrille-de-Wendover, par exemple, gagne 2 600\$ annuellement, soit l'équivalent des employés de bureau de l'OER, à Québec. *PV dir. Saint-Cyrille, années concernées et Comptes publics de la province de Québec pour l'année se terminant le 31 mars 1963*.

³⁵ La coopérative de Pontiac-Ouest, notamment, accepte d'augmenter le salaire de son secrétaire, afin qu'il travaille exclusivement pour la coopérative : « [le secrétaire A.] décide de rester secrétaire pour 150 \$ par mois jusqu'en juin 1952 et qu'après, s'il est réengagé, il travaillera uniquement pour la coopérative ». *PV. dir.*, 05/12/1951.

³⁶ C'est encore le cas après 1950-55 essentiellement dans les petites et les très petites coopératives.

d'entreprise, c'est-à-dire un « mode de pensée et d'action habituel et traditionnel plus ou moins partagé par tous ses membres, qui doit être appris et accepté, au moins en partie, par les nouveaux membres »³⁷. Et, à ce chapitre, la permanence des employés et le développement de cette culture coopérative constitue certainement un important facteur de stabilité³⁸.

2. La modernisation des " relations de travail "

L'économie changeante du monde rural des années 1950 et du début des années 1960, en ouvrant de nouvelles possibilités d'emploi, exerce cependant une pression grandissante sur les coopératives en tant qu'employeurs. La popularité croissante de la villégiature, notamment, surtout dans les Laurentides mais aussi ailleurs au Québec, ouvre de nouvelles possibilités d'affaires aux ruraux, qui s'improvisent marchands ou petits entrepreneurs pour répondre aux besoins des vacanciers. La montée du secteur des services offre également des emplois de plus en plus variés aux ruraux. Les compagnies d'appareils et accessoires électriques, par exemple, semblent parfois recruter leurs représentants locaux parmi les gérants et les secrétaires des coopératives. Forts d'une expérience de plusieurs années dans le domaine de l'électricité, ils constituent certainement de bons candidats, aptes à promouvoir l'utilisation de ces appareils. Les coopératives d'électricité doivent alors négocier pour conserver leurs employés.

³⁷ E. Jacques, *Intervention et changement dans l'entreprise*, Paris, Dunod, 1972. Cité par Éric Delavallée, *Culture d'entreprise : la contribution de Herbert Simon*, IAE de Paris 1, La Sorbonne, 1995.01.

³⁸ Éric Delavallée, *op. cit.*

Prenons l'exemple du Témiscamingue. Engagé en 1956, le gérant de la coopérative donne sa démission en octobre 1961 afin d'occuper un poste beaucoup plus rémunérateur de représentant de machines à coudre. Après avoir pris connaissance des conditions offertes par la compagnie concurrente, les directeurs de la coopérative, réunis en conseil d'administration, examinent à huis clos le problème [le comptable et le gérant se sont retirés de la réunion]. Ils en viennent à la conclusion suivante :

Considérant que le gérant cumule 14 années de travail à la coopérative [il était employé avant de devenir gérant]; considérant l'expérience de [R. C.] comme homme de ligne, contremaître, comptable et gérant; considérant les heureux résultats obtenus sous l'administration de [M. C.], les Directeurs acceptent d'augmenter le salaire du gérant de 1 500\$ par année, à condition que le gérant demeure à l'emploi de la coopérative pour les cinq prochaines années.³⁹

Le gérant accepte ces conditions et il demeure à l'emploi de la coopérative jusqu'à la nationalisation de 1963.

Le cas du Témiscamingue n'est pas unique. Les directeurs de plusieurs coopératives sont ainsi contraints d'augmenter le salaire de leur homme de confiance pour le garder, même si, en règle générale, il est le mieux payé des employés. À la fin des années 1950, mais encore plus sûrement après 1960, la concurrence est réelle et oblige les coopératives à réajuster les salaires de leurs employés, surtout des plus précieux, afin d'éviter de les perdre. Toutefois, les directeurs ne se plient pas toujours volontiers aux menaces de démission. Ceux d'Abitibi-Est, notamment, refusent l'augmentation demandée par leur secrétaire en octobre 1961, ce qui entraîne sa

³⁹ Coopérative du Témiscamingue, Réunion de l'exécutif du 10/11/61. *PV dir. Témiscamingue.*

démision⁴⁰. Il faut dire que ce n'est pas le premier refus qu'il essayait : les demandes d'augmentation présentées de concert avec l'ensemble des employés en 1957 et 1958 avaient déjà été refusées⁴¹.

Les salaires ne sont pas la seule pierre d'achoppement. Dans de très nombreuses coopératives, les demandes des employés, tout comme les négociations avec ceux qui se sont vus offrir un emploi par une autre entreprise, portent aussi de plus en plus sur ce que nous appelons maintenant les avantages sociaux. Le secrétaire de Rouyn-Noranda, par exemple, accepte en 1956 de demeurer à l'emploi de sa coopérative, après que les directeurs lui eurent accordé, en plus d'une augmentation de salaire (50 \$ mensuellement), deux semaines de vacances payées, qu'il pourra prolonger d'une troisième semaine, à ses frais, s'il le désire⁴².

Certaines coopératives n'attendent pas d'y être contraintes pour apporter des améliorations aux conditions offertes à leurs employés. À ce titre, Brigham et Pontiac-Ouest font office de précurseurs : dès 1950, elles octroient une semaine de vacances payées à leurs salariés. Deux ans plus tard, Pontiac-Ouest récidive en leur accordant maintenant deux semaines⁴³. Au cours des années 1950, d'autres coopératives font de

⁴⁰ Nous ignorons dans ce cas le type d'activités de la compagnie concurrente. Le procès-verbal mentionne seulement que le secrétaire a reçu une proposition pour occuper « un emploi rémunérateur ». *PV. dir.*, 12/10/1961.

⁴¹ Ajoutons que les « employés féminins » de cette coopérative semblent avoir des difficultés particulières à obtenir des gains salariaux. Les demandes d'augmentation de salaire des « filles » sont plusieurs fois rejetées au cours des années 1950 alors que celle du gérant et du secrétaire sont parfois acceptées.

⁴² *PV. dir.*, 01/06/1956.

⁴³ Brigham, *PV. dir.*, 05/08/1950. Pontiac-Ouest, *PV. dir.*, 06/08/1952. À Brigham, c'est en 1956 que les employés obtiennent deux semaines de vacances payées.

même, lorsqu'elles peuvent se le permettre ou si les pressions des employés s'accroissent. Les changements en matière d'avantages sociaux ne s'arrêtent pas là.

Les coopératives d'électricité se révèlent, en fait, bien de leur époque : à l'instar de ce qui se produit dans plusieurs entreprises et au sein de l'administration publique, de plus en plus de bureaux de direction adoptent des mesures que l'on pourrait qualifier de « sociales ». Les directeurs de Saint-Valérien-de-Shefford acceptent ainsi en 1956 que la coopérative paie la moitié de la prime d'assurance-hospitalisation contractée par ses employés⁴⁴. Ceux de Brigham font de même en 1963⁴⁵. Cependant, même si ces changements sont observés chez de nombreuses sociétés, certains bureaux de direction semblent un peu plus réfractaires. Ainsi, des employés de Témiscamingue et d'Abitibi-Est, qui demandaient sensiblement la même couverture sociale que ceux de Brigham, ou des jours d'absence payés pour cause de maladie, essuient plutôt un refus⁴⁶.

La même différence d'approche est notée lorsqu'il est question de syndicalisation. Les employés des deux coopératives d'Abitibi font des demandes d'accréditation syndicale à quelques mois d'intervalle. À Abitibi-Est, les directeurs sont tout à fait opposés à l'idée et le projet de syndicat ne voit pas le jour. Chez sa voisine de l'Ouest, cependant, un syndicat est créé et accepté par les directeurs en juillet 1963. Il n'a

⁴⁴ *PV. dir.*, 11/05/1956.

⁴⁵ On parle dans ce cas d'une assurance-santé. *PV. dir.*, 20/03/1963.

⁴⁶ « La demande de plan d'assurance groupe par les employés est refusée. La Coopérative aurait dû payer 18 % de la prime ». Les directeurs ont plutôt accordé une augmentation de salaire de 10 %. Témiscamingue, *PV. dir.*, 06/12/1957. À Abitibi-Est, ce sont six jours de maladie par année que le bureau de direction refuse d'accorder aux employés extérieurs (c'est-à-dire aux hommes de ligne). *PV. dir.*, 10/05/1962.

toutefois pas le temps de prendre son envol que la coopérative est intégrée à Hydro-Québec.

En définitive, au cours des années 1950, et tout particulièrement après le tournant de 1960, les conditions d'emploi offertes par les coopératives connaissent des transformations beaucoup plus profondes que les simples augmentations de salaire, observées jusqu'alors. Tous ces changements ont été en partie facilités, notamment la syndicalisation ou l'instauration de l'assurance collective, par le nombre grandissant d'employés des coopératives. En effet, presque toutes les sociétés embauchent du nouveau personnel au cours des années 1956-63. La clientèle se développe, la consommation d'électricité augmente et le territoire desservi par les coopératives connaît des changements de vocation (agrandissement du territoire des villes ou multiplication des résidences secondaires), ce qui nécessite d'apporter d'incessantes modifications aux réseaux. Les coopératives ont donc des besoins grandissants en main-d'œuvre, notamment pour de nouveaux hommes de ligne.

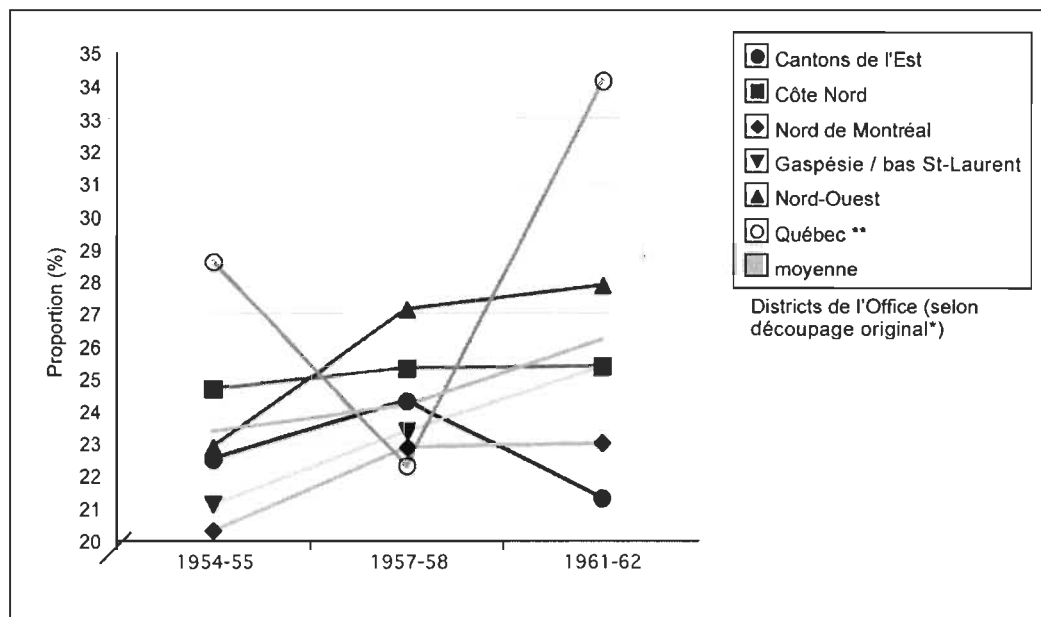
À l'énoncé de toutes ces nouvelles dépenses — augmentation des salaires, assurances pour les employés, engagement de personnel supplémentaire, etc. — une question vient rapidement à l'esprit : les coopératives sont-elles financièrement en mesure d'absorber ces dépenses ? Car, faut-il le rappeler, ce sont elles et non pas l'OER qui doivent assumer les coûts de leur administration : salaires, avantages sociaux, bureaux et équipements pour les employés, etc. L'image des coopératives d'électricité véhiculée par l'historiographie pourrait nous conduire à douter de leur capacité à faire face à des changements de cette nature. Pourtant, comme nous l'avons

déjà montré pour d'autres aspects, la plus grande partie des sociétés est en mesure de relever ces nouveaux défis.

De fait, malgré l'alourdissement des charges financières, les coopératives ont su maintenir un équilibre. Ainsi, les dépenses d'administration (assurances, augmentations de salaire et embauche de nouveaux employés, notamment), par rapport aux dépenses totales⁴⁷, connaissent à peine une légère augmentation au cours des années 1954 à 1962 (+ 2 %, voir la figure 13).

⁴⁷ Les dépenses des coopératives, telles que répertoriées par les comptables de l'Office, sont les suivantes : dépenses d'opération et d'entretien du réseau ; dépenses d'administration ; dépenses financières [coût de l'argent] et dépenses « autres ». Notons que cette catégorie « autres » ne contient aucune dépense pour aucune coopérative en 1961-62.

Figure 13 :
Proportion des dépenses d'administration / le total des dépenses
(sans l'électricité)



* L'Office avait découpé le territoire québécois selon les districts présentés dans ce tableau. Ce découpage change par la suite. Pour des raisons d'uniformité, nous avons cependant conservé le découpage original (en y intégrant les nouvelles coopératives, selon leur position géographique sur le territoire québécois).

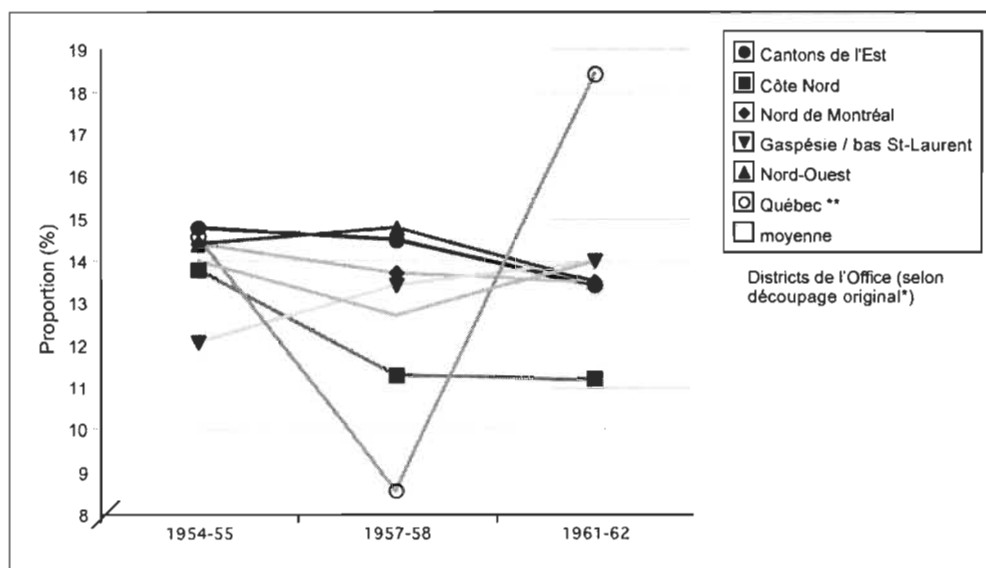
** Ce district ne compte que deux petites coopératives (Lac Édouard et l'Île-aux-Coudres), auxquelles s'ajoute l'Île-aux-Grues, en 1961, d'où des moyennes sans doute peu représentatives.

Sources : ANQ, E80 / 166; doc. 400-R-2 Rapports annuels et mensuels des coopératives, (1953-1964) *Sommaire des bilans des coopératives en opération au 30 avril 19xx*. Calculs de l'auteur.

Par surcroît, si l'on inclut, comme le font les comptables de l'OER à partir de 1961, le coût de l'électricité dans les dépenses, les coûts de l'administration ne représentent pas une plus grande part des dépenses en 1962 qu'en 1954. Ils sont, en fait, plutôt stables : 14 % en moyenne pour toutes les coopératives en 1954 contre 13 % en 1958 (voir la figure 2 pour le détail par district). Mais alors, les dépenses d'administration grugent-elles une plus grande part des revenus ? Pas du tout. En vérité, la part des revenus des coopératives absorbée par les coûts de l'administration

connaît une faible baisse au cours de la période, passant de 25 % en moyenne pour toutes les coopératives en 1954-55 à 22,6 % en 1961-62⁴⁸.

Figure 14 :
Proportion des dépenses d'administration / le total des dépenses comprenant l'électricité



* L'Office avait découpé le territoire québécois selon les districts présentés dans ce tableau. Ce découpage change par la suite. Pour des raisons d'uniformité, nous avons cependant conservé le découpage original (en y intégrant les nouvelles coopératives, selon leur position géographique sur le territoire québécois).

** Ce district ne compte que deux petites coopératives (Lac Édouard et l'Île-aux-Coudres), auxquelles s'ajoute l'Île-aux-Grues, en 1961, d'où des moyennes sans doute peu représentatives.

Sources : ANQ, E80 / 166; doc. 400-R-2 Rapports annuels et mensuels des coopératives, (1953-1964) *Sommaire des bilans des coopératives en opération au 30 avril 19xx*. Calculs de l'auteur.

Au total, malgré des charges sociales qui s'accroissent, les coopératives réussissent à absorber ces nouvelles dépenses. L'augmentation de la consommation des usagers, par les revenus de plus en plus importants qu'elle génère, permet aux coopératives de maintenir l'équilibre budgétaire. Cependant, comme nous le verrons

⁴⁸ Nous avons calculé ces moyennes à partir des chiffres fournis par l'OER sur les dépenses d'administration et les revenus des coopératives. ANQ, fonds OER, E80/166; document n° 400-R-2 Rapports annuels et mensuels des coopératives, (1953-1964). *Sommaire des bilans des coopératives en opération au 30 avril 19xx*. Calculs de l'auteur.

dans les chapitres suivants, l'augmentation continue de la consommation des usagers n'a pas que des retombées positives pour les coopératives d'électricité.

* * *

Nous avons déjà souligné le rôle majeur joué par les fondateurs des coopératives, de l'implication des collectivités rurales et de la mise en commun des ressources pour lancer les activités des coopératives. Passée la ferveur du démarrage et, surtout, dès l'apparition des premiers tronçons de lignes électrifiées, la mobilisation s'essouffle et la réalisation, le succès, de ce projet collectif repose sur une poignée d'individus. Ce chapitre a bien montré de quelle façon le gérant et / ou le secrétaire prennent le relais et assument au quotidien les fonctions essentielles de la gestion d'une coopérative. Nous pourrions en fait presque parler de professionnalisation de la gérance des coopératives d'électricité.

Les augmentations répétées du salaire accordé à ces employés contribuent grandement au phénomène puisqu'elles leur permettent de laisser leur emploi à l'extérieur de la coopérative afin de travailler à temps plein pour celle-ci. Devenir employés d'une coopérative ne les prive cependant généralement pas des avantages sociaux qui sont de plus en plus accessibles aux salariés du Québec. À cet effet, ce chapitre a bien montré que les coopératives sont de leur époque. Et cela a presque de quoi surprendre : qui aurait cru, à la lecture de l'historiographie, que les coopératives d'électricité avaient instauré des assurances-hospitalisation ou accueilli des syndicats ? L'adaptation des coopératives d'électricité au contexte des années 1950 et 1960 n'est

sans doute pas parfaite — certaines sociétés refusent d'adopter des mesures à caractère social — mais elle demeure indéniable.

Ce chapitre a ainsi permis de constater que les coopératives d'électricité étaient, ni plus ni moins, de petits ou moyens employeurs, qui avaient leur importance dans le milieu rural et il apporte, à notre avis, des éléments inédits sur l'évolution du travail en milieu rural.

Les années 1950 et 1960, riches en changements de toutes sortes, représentent une période charnière pour les coopératives, qui doivent notamment s'adapter à la nouvelle donne en matière de conditions de travail. Les mécanismes du système coopératif, assez souples pour affronter un monde de l'emploi changeant, le sont-ils suffisamment pour répondre aux autres défis de ces années ? Que l'on pense, tout particulièrement, au financement par les parts sociales. C'est ce que nous verrons maintenant.

CHAPITRE NEUF

LES LIMITES DU MODELE COOPERATIF D'ELECTRIFICATION RURALE

Les chapitres précédents ont permis de mieux cerner la mise en place et l'expansion du système coopératif d'électrification rurale, à travers maintes difficultés, il est vrai. À l'aube des années 1950, le système coopératif a atteint une certaine maturité, autant technique qu'organisationnelle et l'on pourrait présumer que les difficultés de la période pionnière, notamment celles liées au financement, sont maintenant choses du passé. Sous certains aspects, cela est effectivement le cas : les services spécialisés de l'Office de l'électrification rurale sont maintenant facilement accessibles à toutes les coopératives ; son personnel est en mesure d'aider les coopératives à s'acquitter des formalités administratives pour l'obtention de prêts, puis pour l'autorisation de travaux d'électrification. Ces travaux sont d'ailleurs le plus souvent effectués et/ou supervisés par le personnel de l'OER. Quant aux dirigeants des coopératives, ils ont maintenant quelques années d'expérience ; la construction d'un réseau, tout comme la gestion de l'entreprise, sont des domaines qu'ils connaissent de mieux en mieux. Même les procédures administratives de l'OER n'ont plus guère de secrets pour eux, et ils savent généralement en tirer le maximum. Ce maximum est cependant assez rapidement atteint.

Il nous semble en effet que le modèle coopératif d'électrification rurale obéit à des contraintes qui briment le développement des coopératives. Et le mode de financement

en est la principale. Comme nous l'avons vu auparavant, le financement repose sur le paiement des parts sociales par les membres, eux qui déjà éprouvaient des difficultés à honorer leurs obligations au cours de la période pionnière. Qu'en est-il au cours des années 1950 ? Ces difficultés se sont-elles aplanies ou sont-elles encore d'actualité ? Il semble que la situation n'est pas toujours facile pour les coopératives, et qu'une partie de leurs membres continue d'éprouver des problèmes à acquitter leurs parts sociales. Les coopératives disposent-elles de moyens pour amener les sociétaires à payer leur dû ? Si oui, quels sont-ils ?

Comme nous le verrons dans la première partie de ce chapitre, les méthodes empruntées par les bureaux de direction, quelquefois conseillés par l'OER, sont variables et adaptées aux conditions locales. Elles ne parviennent cependant pas à tout aplanir et une partie des coopératives fait toujours face à des difficultés financières au cours des années 1950-60. Les coopératives productrices d'électricité apparaissent particulièrement désavantagées, car elles doivent assumer des coûts de beaucoup supérieurs aux coopératives qui se limitent à la distribution de l'électricité, alors que leur financement obéit aux mêmes règles. Nous démontrerons dans ce chapitre que le modèle d'électrification rurale n'a pas été pensé pour des coopératives productrices d'électricité et que la multiplication des problèmes liés à l'alimentation des coopératives pousse l'OER à intervenir très directement dans le marché québécois de l'électricité, sans doute davantage que ne l'avait prévu le gouvernement Duplessis en 1945.

1. Les modes de paiement des parts sociales : la souplesse des coopératives mise à contribution

Nous nous souviendrons que le paiement des parts sociales par les membres au cours des toutes premières années des coopératives n'allait pas toujours de soi. Une partie des sociétaires éprouvait alors des difficultés à s'acquitter de leurs obligations. Les statistiques cumulées par l'OER dès 1947 avaient révélé l'ampleur des problèmes rencontrés par certaines sociétés. Nous avons également vu de quelle façon certaines coopératives aux prises avec ces problèmes ont eu recours à d'autres sources de financement pour pallier l'insuffisance du capital social. Malgré leur indéniable utilité, les prêts des caisses, des banques ou des particuliers ne pouvaient, à long terme, remplacer le capital social fourni par les membres, puisque le mode de financement coopératif repose sur ce principe.

Les bureaux de direction des coopératives ont bien assimilé ce principe et c'est pourquoi ils ne tardent pas à s'attaquer aux difficultés de paiement des parts sociales. En fait, en cette matière, comme dans d'autres, ils se révèlent imaginatifs et proactifs. De leur propre chef, ou à l'initiative de l'OER, ils adoptent des mesures visant à faciliter le paiement du capital social par les membres¹.

Cette réponse des coopératives aux difficultés rencontrées en matière de perception des parts sociales emprunte plusieurs formes, notamment, le délai accordé

¹ L'analyse qui suit repose sur l'étude des règlements des coopératives (sauf avis contraire) étudiées en détail (voir annexe). Ces règlements sont disponibles dans les procès-verbaux des assemblées générales et dans ceux des bureaux de direction. À plusieurs occasions, ces renseignements sont validés et complétés par des mentions dans les procès-verbaux de l'Office de l'électrification rurale.

pour régler sa dette envers la coopérative. Ainsi, alors que la majorité des premiers règlements² prévoyaient l'acquittement du capital social en un seul versement et dans de courts délais — par exemple, deux semaines à Témiscamingue ou quatre mois à Saint-Cyrille-de-Wendover — les amendements apportés subséquemment ne mentionnent que très rarement ces éventualités. De plus, les rabais accordés en cas de paiement rapide et complet du capital social (95\$ plutôt que 100 \$) sont presque systématiquement abandonnés. Apparemment, peu de membres s'en prévalaient.

Après 1947-48, le mode d'acquittement des parts sociales le plus répandu consiste en un premier paiement initial comptant (généralement 25 \$), suivi de trois ou quatre versements égaux et annuels pour régler le solde. Quelquefois, le terme de l'entente est plus long (cinq ans, occasionnellement six), alors qu'ailleurs on demande plutôt 12,50 \$, 20 \$ ou 50 \$ en premier versement, selon les conditions locales.

Une deuxième mesure incitative imaginée par les dirigeants pour pousser les membres à acquitter rapidement leur capital social consiste à imposer des intérêts sur le non-payé, entre 3 et 6 %. Certaines sociétés exigent des intérêts dès que le membre se prévaut du mode de paiement par versements, d'autres choisissent plutôt de le faire courir seulement lorsque le paiement annuel n'a pas été effectué. Notons que quelques-unes³, après avoir envisagé cette pratique, y renoncent, le plus souvent après que l'on ait fait valoir que les intérêts ne font qu'augmenter inutilement le montant impayé, aggravant les difficultés de perception.

² Voir *infra*, chapitre 3, partie sur les règlements de 1945.

³ C'est le cas, notamment, à la coopérative d'électricité de Brigham.

Le paiement par versements (avec ou sans intérêts), adopté par une grande partie des coopératives, a certes des avantages indéniables puisqu'il permet à la coopérative d'obtenir de l'argent frais chaque année, tout en laissant aux membres une certaine latitude. Ce mode de paiement ne convient toutefois pas à tous les membres. Pour plusieurs ruraux, un paiement annuel de 25 \$ (ou d'un montant inférieur) est encore trop important. Heureusement, la mise en service du réseau, en procurant un revenu régulier à la coopérative⁴, offre des alternatives à cette forme de vente à tempérament. Le besoin en capital devenu moins criant, des bureaux de direction en profitent pour assouplir les modalités d'acquittement. Ils exigent alors un premier paiement de 25 \$, voire un montant presque symbolique de 1 \$ ou 5 \$; et le solde est ensuite perçu au moyen de la facture d'électricité. C'est-à-dire que 50 ¢, deux dollars ou cinq dollars de capital social sont ajoutés chaque mois au compte d'électricité⁵.

Cette façon de faire convient sans nul doute à une partie des ruraux, mais elle réduit d'autant les entrées d'argent. À mesure que la coopérative se développe et que le bilan financier s'améliore, les bureaux de direction imaginent d'autres méthodes, telle

⁴ En 1955, à la Coopérative d'Abitibi-Est, par exemple, on exige un premier paiement de 5 \$, puis 5 \$ par mois, sur la facture d'électricité, pour les gens situés le long des lignes déjà construites. *PV dir.*, 17/05/1955. À Pontiac-Ouest, les directeurs font aussi preuve de souplesse en appliquant une méthode semblable : « Étant donné que la coopérative a suffisamment de fonds pour réaliser la construction de sa ligne et qu'en conséquence elle a moins besoin de paiements immédiats, il est suggéré qu'afin de prendre le plus de clients possibles, d'accepter le mode de paiements suivant pour 100 \$ de parts sociales : 1.00 \$ par mois sera payé en même temps que le comte [sic] d'électricité et au bout de 12 mois de paiements consécutifs une part de 10.00 \$ sera créditée au coopérateur. Les deux dollars supplémentaires restant dans la caisse de la coopérative pour frais de collection, il est laissé à la liberté du coopérateur de verser plus, deux dollars mensuellement et dans de tel cas, à la fin de l'année, le plein montant sera crédité comme parts sociales. » *PV dir.*, 12/01/1950.

⁵ La pratique est particulièrement fréquente dans le Nord-Ouest. Notons aussi que ce sont parfois les cultivateurs qui demandent au bureau de direction de leur coopérative de payer ainsi leurs parts sociales, tels ceux, par exemple, de la paroisse de Taschereau (desservie par la coopérative d'Abitibi-Ouest). *PV dir.*, A-O, 05/06/1954.

l'affectation de ristournes au compte du capital social⁶ ou le versement d'une partie de la redevance fixe à ce compte⁷, lorsque la coopérative dégage assez de surplus pour omettre sa facturation pendant un ou deux mois.

Pourtant, malgré la flexibilité toujours plus grande des modes de paiement du capital social, les difficultés de recouvrement des sommes dûes ne disparaissent pas tout à fait. Le problème provient du fait qu'une fois desservie, une partie des sociétaires se contente de régler la facture mensuelle d'électricité en omettant de compléter le capital social. Les besoins en capitaux de la coopérative subsistent toutefois, même après le raccordement d'une majorité de membres. En fait, même lorsque le territoire rural est couvert de lignes et que les maisons sont éclairées à la « lumière électrique », les parts sociales des membres conservent toute leur importance pour le développement de la coopérative. Le capital social fournit en effet des fonds à la coopérative et, en outre, lui permet de contracter de nouveaux emprunts auprès de l'OER pour financer des ajouts au réseau ou pour le modifier.

Pour ne pas compromettre leurs chances de succès, de nombreuses coopératives se voient donc dans l'obligation de changer de tactique et la souplesse des débuts fait alors place à des procédés plus coercitifs. C'est ainsi que les dirigeants des sociétés où

⁶ Après avoir comblé son déficit accumulé (38 504 \$), la coopérative de Gaspé-sud affecte le solde de son trop-perçu (16 500 \$) de l'année au paiement des parts sociales des sociétaires, un montant équivalent à la redevance fixe de mars et avril 1958. *PV OER*, 05/02/1958.

⁷ Depuis 1953, la coopérative de Saint-Donat, dans le Nord de Montréal, affectait 50 ¢ de la redevance fixe, par mois, au paiement du capital social de ses membres. L'Office fait cesser cette pratique en 1961, parce qu'il prévoit que la coopérative sera déficitaire. Dorénavant, ces 50 ¢ iront aux revenus de la coopérative. *PV OER*, 10/03/1961.

sévit un manque de capital social font davantage pression sur les membres qui omettent de régler leur dû.

La gamme des mesures contraignantes adoptées pour percevoir le capital social impayé est assez large et, malgré l'intervention de l'OER, les incitatifs sont adaptés aux conditions locales. Par ailleurs, ils sont gradués : c'est-à-dire que les premiers sont presque invariablement plus « légers » que les suivants.

La perception à domicile⁸, effectuée par le gérant ou les directeurs (chacun allant rencontrer les membres de sa paroisse) est sans contredit le plus personnel et le plus léger des incitatifs à régler son capital social. C'est ce que font les directeurs de la coopérative d'électricité du Canton de Magog et celle de Brigham, en se rendant chez les membres dont l'échéance de paiement des parts sociales est dépassée. Lorsque la démarche s'avère insuffisante, le secrétaire de la coopérative est alors chargé d'écrire à chacun des retardataires pour lui rappeler ses obligations de sociétaire. Bien entendu, l'envoi d'avis par la poste n'a pas toujours été précédé de visites des dirigeants. Mais peu importe si ces avis ont été précédés par une visite ou pas, ils annoncent généralement les sanctions que devra subir le membre fautif s'il ne paie pas son dû à la coopérative. Ces sanctions, parfois draconiennes, varient selon le degré de négligence des sociétaires.

Ainsi, un premier défaut de paiement entraîne généralement des pénalités moindres que les cas de récidives nombreuses. Dans l'avis initial, la coopérative

⁸ Les bureaux de direction tiennent à ce mode de perception des parts sociales à Brigham, à Canton Magog et à Pontiac-Ouest. *PV dir. de ces coopératives.*

rappelle simplement l'obligation de payer son capital social pour conserver le droit d'être desservi. Le sociétaire qui acquitte rapidement son solde ne sera plus inquiété. Après un délai de grâce, parfois très court⁹, ou s'il s'agit d'un deuxième avis, les sociétaires qui omettent toujours de payer leur dette s'exposent à des intérêts accrus ou à des pénalités monétaires. Ces intérêts¹⁰ et ces frais supplémentaires (allant jusqu'à 1,50 \$ par mois¹¹) sont ajoutés à la facture mensuelle de consommation et le défaut de paiement entraîne la même conséquence qu'un compte d'électricité trop longtemps impayé : la coupure de service.

Incluse dans les règlements au cours des années 1950, cette mesure, plutôt désagréable pour les membres, ne semble cependant pas avoir été appliquée à grande échelle. Et en vérité, les bureaux de direction ne paraissent guère enclins à l'appliquer méthodiquement, suggérant par exemple à leur gérant de faire preuve de « bon jugement »¹². Cette flexibilité des administrations locales est sans doute en partie responsable du nombre réduit de membres privés d'électricité pour non-paiement¹³.

⁹ Habituellement entre cinq et 30 jours après réception de l'avis. *PV dir. des coopératives*.

¹⁰ À la Coopérative de Saint-Cyrille-de-Wendover, à Saint-Valérien-de-Shefford, à Pontiac-Ouest, notamment, on facture des intérêts accrus de 4 %, 5 % ou même 6 % sur les parts sociales non payées.

¹¹ À la Coopérative d'électricité d'Abitibi-Ouest, une pénalité de 1,50 \$ par mois est ajoutée à la facture mensuelle de tout sociétaire qui n'a pas payé ses 100 \$ de capital social. La mesure, débutée en 1955, est abolie en 1960 car elle « augmente le compte mensuel mais ne diminue pas le montant dû sur la part sociale. ». *PV dir.*, 17/03/1960.

¹² Le 17 mars 1955, par exemple, le bureau de direction de la coopérative d'Abitibi-Est approuve une résolution entérinant l'imposition de frais aux clients retardataires. Après avoir spécifié les mesures (10 % de frais après 10 jours de non-paiement et interrompre le service après 20 jours et un avis formel), les directeurs ajoutent cependant que le gérant devra respecter le règlement et l'appliquer, mais il devra aussi faire preuve de « bon jugement ». *PV dir.*, 17/03/1955.

¹³ Les procès-verbaux des bureaux de direction mentionnent très souvent l'envoi de lettres enregistrées aux sociétaires en défaut de paiement, mais les demandes de ré-installation de

Par ailleurs, ne sous-estimons pas l'effet d'une lettre annonçant des frais supplémentaires ou même une possible coupure de services. La réception d'une telle lettre a sans doute conduit bien des sociétaires en défaut de paiement à acquitter le montant en retard ou, à tout le moins, à conclure une entente de paiement. Car s'il advenait une coupure de service, le membre devrait alors, pour obtenir le rebranchement de sa maison et de ses bâtiments, acquitter toute sa facture (électricité, parts sociales, intérêts et charges supplémentaires) et des frais de remise en service de deux, trois ou cinq dollars, selon la coopérative. Par surcroît, un sociétaire qui dispose de l'électricité depuis quelques années n'est sans doute pas prêt, ni sa famille d'ailleurs, à y renoncer s'il peut l'éviter. Pour un exploitant agricole qui a choisi d'électrifier ses moyens de production, les pertes encourues par la privation du service seraient particulièrement coûteuses ; que l'on pense seulement, par exemple, au lait contenu dans les citernes réfrigérées à l'électricité.

Malgré la souplesse des mesures imaginées par les bureaux de direction, et malgré le désir des membres d'obtenir ou de conserver le service de l'électricité, il demeure néanmoins qu'une fraction des ruraux continue d'être incapable d'assumer les obligations du coopérant. En réponse à ce problème, les administrations locales font une nouvelle fois preuve d'initiative et des bureaux de direction dispensent ainsi certains de leurs sociétaires du paiement du capital social ordinairement requis. En

service, après une coupure pour non-paiement, semblent à vrai dire plutôt exceptionnelles. Nous pouvons bien sûr poser comme hypothèse que les procès-verbaux ne contiennent pas la liste de ces cas. Cependant, la minutie avec laquelle sont consignés les problèmes rencontrés avec les membres laisse croire le contraire. De plus, les sociétaires admis avec des réductions de parts sociales, comme les membres qui ne payent pas leurs comptes, sont communément répertoriés dans les procès-verbaux, ce qui confirme notre hypothèse.

vérité, ils ne sont pas exactement dispensés ; ils sont plutôt admis après le paiement d'un nombre réduit de parts sociales, entre une et huit, selon les coopératives et la situation du membre.

Les femmes sont souvent les premières visées par ces mesures. Ainsi, les veuves et les mères nécessiteuses forment une grande partie des bénéficiaires, tout comme les prestataires de la pension de vieillesse et de celle des invalides. Chaque cas est soumis au bureau de direction pour approbation, et quelques-uns essuient des refus. Ces admissions de membres « à rabais » constituent en fait des mesures exceptionnelles¹⁴, mais à forte portée sociale, dont le but est de donner accès au « service indispensable de l'électricité » à des gens particulièrement démunis¹⁵. Afin de conserver le caractère exceptionnel de cette mesure, les directeurs et / ou le gérant, réajustent périodiquement la liste des membres qui en bénéficient. On retire alors de cette liste les membres dont la situation s'est améliorée (ce qui les oblige à acquérir les parts sociales réglementaires) ou l'on y ajoute un concitoyen temporairement incapable de travailler.

¹⁴ Par exemple : à Rouyn-Noranda, en 1958, nous avons recensé neuf membres admis avec moins de 100 \$ de capital social, alors que la coopérative en compte 590. À Pontiac-Ouest, en 1960, ce sont 23 personnes qui bénéficient de cette mesure, surtout des femmes, sur un total de 635 sociétaires. Enfin, à la coopérative d'Abitibi-Est, ce sont environ 25 membres qui ont été admis « avec ce qu'ils ont payé », soit entre 25 \$ et 80 \$. *PV dir. des coopératives concernées*. Il faut aussi ajouter que, très exceptionnellement, les bureaux de direction contribuent directement à soulager des membres : en 1956, à la Coopérative du Témiscamingue, les directeurs acceptent de se cotiser pour payer une partie du compte d'électricité d'une dame incapable de le faire. Ils précisent que cette mesure ne devra cependant pas créer de précédent. *PV. dir. 13/03/1956*.

¹⁵ Ce souci de la communauté transparaît dans des domaines autres que ceux directement reliés au service de l'électricité ou à l'argent. Ainsi, les dirigeants de la coopérative de Brigham, lorsqu'ils achètent une auto-neige afin de permettre au gérant d'effectuer les réparations d'urgence de la ligne en hiver, précisent que cet engin pourra servir à toutes les urgences de la communauté : « pour les cas de maladies ou d'accidents demandant le médecin ou le prêtre ». *PV dir., 17/01/1949*.

Il faut noter que la gestion de cette liste suppose une connaissance intime de leur communauté par les dirigeants.

Cette compréhension qu'ont de leur milieu les administrations locales constitue d'ailleurs, à notre avis, une des forces du système coopératif d'électrification rurale. Cette intelligence du milieu les conduit à innover sans cesse pour faire correspondre aux réalités du monde rural le modèle conçu par l'État. C'est ainsi que la politique d'admissions à rabais semble être le fait des administrations locales, plutôt que le résultat d'une initiative de l'OER. La Coopérative d'électricité d'Abitibi-Ouest paraît singulièrement en avance en la matière ; les personnes infirmes, pauvres ou âgées sont admises, dès 1949, avec l'achat d'une seule part sociale. L'OER, de son côté, ne recommande ce genre de mesure qu'en 1951, et pour les mères nécessiteuses seulement, à la suite d'une demande en ce sens faite par la coopérative du Golfe Saint-Laurent¹⁶. Toutefois, ce ne sont pas toutes les coopératives qui adoptent ce genre de dispositions. La pratique est ainsi quasiment inexistante dans les Cantons de l'Est, alors qu'elle est notée dans presque toutes les coopératives du Nord-Ouest.

Pourquoi ce clivage ? Résulte-t-il de conditions locales fort différentes ou plutôt de la rigidité de certains dirigeants ? Nous penchons pour la première hypothèse, car, comme nous venons de le voir, les bureaux de direction des coopératives ont le plus souvent tenté d'ajuster leurs politiques aux réalités locales. Tous ont adopté, plus ou

¹⁶ La résolution n° 1767 du 30 janvier 1951 de l'Office mentionne que les femmes qui sont sous la loi des mères nécessiteuses peuvent être admises comme membres d'une coopérative en ne souscrivant qu'une part de 10 \$. La demande provient de la Coopérative d'électricité du Golfe Saint-Laurent, mais l'Office précise que la décision pour cette dame s'appliquera à toutes les mères nécessiteuses des autres coopératives. C'est la première mention de ce genre retrouvée dans les procès-verbaux de l'Office. *PV OER, 30/01/1951*.

moins promptement, des facilités de paiement des parts sociales afin d'accommoder leurs membres, tout en les assortissant de mesures coercitives, lorsque le besoin s'en fait sentir, pour permettre à la coopérative d'amasser le capital social nécessaire à son développement. Malheureusement, comme nous le verrons maintenant, les diverses mesures imaginées par les dirigeants ne seront pas toujours suffisantes. Et quelques coopératives devront composer avec une faiblesse quasi structurelle de leur capital social.

2. Lorsque la souplesse ne suffit plus

La question qui nous préoccupe, dans la section qui commence ici, est relativement simple : les arrangements de paiement, que nous venons d'expliquer, ont-ils permis aux coopératives d'amasser le capital social réglementaire, c'est-à-dire environ 100 \$ par sociétaire ? La question suivante, qui découle de la première, révèle toutefois l'ampleur de la problématique à laquelle nous nous attaquons maintenant : le capital recueilli auprès des membres a-t-il été suffisant pour permettre aux coopératives de financer la construction de leurs réseaux d'électricité et d'assurer leur développement ? Nous verrons que la réalité coopérative est plutôt complexe et très hétérogène.

2.1. Le paiement des parts sociales : des rythmes différents

Dans l'ensemble, le capital social des coopératives connaît une indéniable augmentation à partir de 1947 et huit ans plus tard (en 1955) la situation paraît

sensiblement meilleure¹⁷. Les sociétaires de plus du tiers (37 %) des coopératives ont alors payé, en moyenne, 100 \$ ou plus chacun en capital social¹⁸. Cette proportion demeure ensuite stable quelques années, même si des changements ont cours dans certaines coopératives. À la fin de la période, en 1962, le bilan est définitivement positif, car la moyenne de parts sociales détenues par sociétaire est de 111 \$¹⁹. Et en fait, presque les trois quarts des sociétés ont amassé 90 \$ ou plus par membre, ce qui signifie que la majorité des coopératives d'électricité du Québec sont parvenues à réunir le capital social prévu par leurs règlements. Avant de crier victoire, il faut toutefois savoir que la constitution du capital social des coopératives ne peut être pleinement comprise en en demeurant à ce niveau d'analyse. Pour bien saisir les

¹⁷ Les parts sociales payées par membre ont été calculées à partir du montant total du capital social amassé par les coopératives, puis des moyennes, par sociétaire, ont été établies à l'aide de statistiques sur le nombre de membres. L'analyse effectuée ici a été possible grâce à un examen à deux niveaux. Comme pour d'autres sections, une grande partie des données sur lesquelles repose l'étude provient des coopératives des régions témoins. Les données presque annuelles de 11 coopératives du Nord-Ouest et des Cantons de l'Est, entre l'année suivant leur fondation et 1962, ont été saisies et analysées. Les données proviennent des *rapports financiers annuels des coopératives* concernées et des *statistiques de l'OER* sur les membres des coopératives (ANQ, fonds OER, boîte n° E80/166, document n° 400-R2 et pour le nombre de membres en 1952 : ANQ, fonds OER, E/80/169, document n° 600-S-2 Vol. 2). Cependant, les autres régions du Québec ne sont pas négligées : en plus du bilan de 1947 dont nous avons déjà fait état, le même type de calculs (le capital social payé par sociétaire pour toutes les coopératives) ont été effectués, mais pour les années 1955, 1958 et 1962. ANQ, fonds OER, E80/166, document n° 400-R-2 : *Rapports annuels et mensuels des coopératives (1953-1964)*. Nous avons complété ces sources quantitatives par des sources qualitatives, tout particulièrement par les procès-verbaux de l'OER, qui contiennent de nombreuses mentions relatives au capital social. Lorsque les commissaires de l'Office discutent, en réunion, du capital social de certaines coopératives, il est alors le plus souvent question de problèmes particuliers et des explications sont fournies. Les procès-verbaux apportent ainsi un complément d'informations très riches.

¹⁸ Les coopératives où le capital social détenu par sociétaire était de 99,50 \$ (ou plus) ont été retenues pour établir cette moyenne.

¹⁹ Pour les 44 coopératives alors actives, la moyenne est de 111 \$ et la médiane est de 97 \$. Nos calculs, selon *op. cit.*, note 17.

grandes différences entre les sociétés quant au rythme d'accumulation du capital, il faut affiner, et de beaucoup, cette analyse.

Comme pour d'autres domaines abordés auparavant, nous allons tenter de départager les coopératives en les intégrant dans quatre catégories pour aider à mieux comprendre le processus d'accumulation du capital social²⁰.

Il y a d'abord des coopératives où les membres paient rapidement leur dû, soit un montant très près du 100 \$. Dans ces coopératives, le capital social ne connaît pas de grandes fluctuations, et puisqu'il atteint un montant optimal, il permet généralement à la société de construire son réseau et de se développer²¹. Chez d'autres coopératives, et elles constituent notre deuxième catégorie, le capital social payé par membre atteint, puis dépasse, le montant visé de 100 \$²². Là aussi, les problèmes structurels de capital sont rares et les coopératives accomplissent, sans trop de difficultés, leur mandat d'électrification. Ailleurs, (i-e celles de la troisième catégorie) la perception des parts sociales s'effectue plutôt de façon progressive, c'est-à-dire que les sommes recueillies auprès des sociétaires augmentent presque chaque année²³, ce qui leur permet d'atteindre, souvent à la fin des années 1950, le montant souhaité. L'entrée d'argent

²⁰ Ces catégories ne sont, bien entendu, ni rigides ni définitives.

²¹ À la Coopérative d'Abitibi-Ouest, le montant moyen détenu par membre est de 91 \$ en 1952, trois ans après sa fondation. Il ne variera pas beaucoup au cours des 11 années suivantes ; les moyennes annuelles oscillent entre 90 \$ et 95 \$. La même situation prévaut à Charlevoix-Est où, dès 1955, un an après sa création, le montant de 101 \$ est atteint. Il ne changera pas par la suite, ou si peu (102,55 \$ en 1962).

²² La coopérative d'électricité de Manicouagan, par exemple, a déjà recueilli, fin 1955, 117,27 \$ de chacun de ses sociétaires et en 1962, le capital moyen est de 141,53 \$. À Lac Édouard, le capital social atteint 190,96 \$ par membre en 1955 et 195 \$ sept ans plus tard.

²³ C'est le cas, notamment, dans les coopératives de Bonaventure, Brigham, Saint-Cyrille-de-Wendover, Saint-Étienne-de-Bolton, Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville ou Saint-Valérien-de-Shefford.

dans les coffres de la coopérative grâce aux parts sociales permet aussi généralement à la société de s'acquitter de ses obligations, tout particulièrement envers l'OER. Dans d'autres cas, le rythme d'accumulation du capital est si lent qu'il entraîne de sérieux obstacles au développement de l'entreprise. C'est pourquoi nous nous attarderons plus longuement aux coopératives de cette quatrième catégorie.

Presque toutes les régions du Québec abritent au moins une coopérative aux prises avec des problèmes d'accumulation du capital social. Ils sont parfois temporaires, ou, au contraire, quasi permanents. Le district de la Gaspésie²⁴, surtout avant 1960, en est spécialement affecté. Toutes les coopératives de cette région, de façon ponctuelle ou structurelle, y éprouvent des difficultés de perception du capital social.

La Coopérative d'électricité de Gaspé-Sud est sans nul doute un cas type de problèmes structurels liés au capital social, et des conséquences qu'ils entraînent. En 1947, les membres ont entièrement acquitté les parts sociales qu'ils ont souscrit (49,94 \$ par membre). Ce montant se révèle toutefois rapidement insuffisant pour assurer le financement du réseau et le développement de la coopérative. Devant l'impossibilité de la coopérative de prélever davantage de capital auprès de ses membres, l'OER est contraint à des mesures drastiques. Dès l'été 1947, la coopérative passe sous la responsabilité de l'OER et tous ses biens, comme son administration, lui sont transférés. En contrepartie, l'Office continue, et termine presque, les travaux de construction du réseau. Il met également en place une méthode de perception des parts sociales, à même les comptes d'électricité, qui permet d'améliorer lentement mais

²⁴ Le district de la Gaspésie comprend les Coopératives de Bonaventure, de Gaspé-Nord, de Gaspé-Sud, des Îles de la Madeleine et du Témiscouata.

sûrement la situation financière de la coopérative. Ce n'est cependant qu'en novembre 1960, après une demande en ce sens par l'assemblée générale, que l'OER redonne l'administration de la coopérative à ses membres²⁵.

L'OER prend possession de plusieurs autres coopératives de la Gaspésie et du Bas-Saint-Laurent. Celles de Notre-Dame-du-Lac²⁶, de Matane, de Matapédia²⁷, de Rivière-du-Loup et de Rimouski tombent ainsi sous l'administration directe de l'OER, en 1952 ou 1953, et ce, pour les mêmes raisons que Gaspé-Sud²⁸. Ces coopératives, au contraire de Gaspé-Sud, ne récupéreront jamais leurs actifs, car la Compagnie de Pouvoir du Bas Saint-Laurent les acquiert en 1955²⁹. Elles constituent des exceptions dont nous avons précédemment parlé. La vente d'une coopérative à une compagnie

²⁵ *Remise de son administration à la Coopérative d'électricité de Gaspé-Sud, PV OER, 11/12/1961.*

²⁶ « Il est convenu que L'OFFICE DE L'ÉLECTRIFICATION RURALE continuera les travaux de construction des lignes électriques commencées et qu'il en paiera tous les frais. Il est, de plus, convenu qu'à la fin des travaux, un état de compte sera soumis à la Coopérative d'Électricité de Notre-Dame du Lac. Lorsque la proportion de quinze pour cent (15 %) du coût des travaux aura été remboursée à L'OFFICE DE L'ÉLECTRIFICATION RURALE, tous les biens meubles et immeubles qui constitueront alors le réseau de la COOPÉRATIVE D'ÉLECTRICITÉ DE NOTRE-DAME-DU-LAC seront rétrocédés à la dite Coopérative, et que l'Office paiera immédiatement à J.-A. Pinet, entrepreneur, une somme de 5 000 \$... ». Cette somme est versée en paiement d'un compte de 6 925 \$ et des instructions sont données à la coopérative de payer le solde dû avec le produit des parts sociales devant être versées par les sociétaires qui seront éventuellement raccordés. *PV OER, 18/02/1953.*

²⁷ L'Office prend possession des coopératives de Matapédia et de Matane, en mars 1952. *PV OER, 04/03/1952.*

²⁸ Les problèmes particuliers de la région ont conduit l'Office à négocier une entente, unique au Québec, avec la Compagnie de Pouvoir du Bas Saint-Laurent. Voir les *PV de l'OER* et Yves Tremblay, *op. cit.*

²⁹ Tout comme celles de Saint-André-de-Restigouche, de Saint-Edmond-du-lac-au-Saumon et de Notre-Dame-du-Lac-au-Saumon. La vente de toutes les coopératives est entérinée par les membres réunis en assemblée générale (ces assemblées ont lieu au cours d'août et septembre 1955). *PV OER, 1955.*

privée demeure rare et ne découle pas uniquement de l'insuffisance de capital social³⁰. D'ailleurs, la mise en tutelle par l'OER n'est pas non plus une conséquence inéluctable pour celles qui éprouvent des problèmes de perception du capital social.

À plus d'une occasion, à la suite de difficultés de perception, l'Office intervient directement dans l'administration d'une coopérative, mais sans la prendre en charge. Les comptables et les fonctionnaires de l'OER se rendent alors sur place afin de mettre en oeuvre des mesures visant à accélérer le paiement du capital social. C'est le cas de la coopérative de Pontiac-Ouest, aux prises avec ce type de problèmes depuis sa fondation, en 1946, dont nous dirons quelques mots.

À la fin de 1947, très peu, voire aucun sociétaire n'a complètement payé son capital social³¹ et il faudra beaucoup de temps et d'efforts pour atteindre un niveau conforme aux règles de l'Office. En 1950, à la suite d'une demande de prêt de 15 000 \$, par exemple, l'OER n'accorde que 7 000 \$ parce que le capital social de la coopérative demeure insuffisant pour couvrir sa part des dépenses. Pour emprunter 15 000 \$, Pontiac-Ouest doit avoir en sa possession 3 750 \$, soit 25 %, tel que le prévoit la loi. Mais ce n'est pas le cas. Au cours des années suivantes, la société ne réussit pas à amasser suffisamment de capital social pour couvrir sa part des dépenses

³⁰ Les problèmes d'approvisionnement en énergie et les besoins en infrastructures de transport, particulièrement, commandent des fonds plus importants que l'érection de lignes de distribution. Nous reviendrons sur cette problématique.

³¹ Elle ne figure pas dans la liste préparée par l'OER en 1947. Les parts sociales ont bien été souscrites, mais non payées. Le *PV du bureau de direction du 28/08/1947* nous le confirme : « considérant que la coopérative a actuellement **des billets** au montant de 25 000 \$ de souscrits, dont la très grande partie sur demande, il est résolu d'en informer immédiatement l'OER », afin d'obtenir un prêt. Cependant, on s'en doute, les billets ne sont pas valides pour présenter une demande de prêts, car cela signifie que l'argent promis n'est pas encore dans les coffres de la coopérative. L'OER ne consentira un premier prêt à cette coopérative qu'en 1950. *PV dir., 28/08/1947, AHQ, Fonds F61, Comptes publics, op. cit. et RA OER.*

reliées à l'électrification de son territoire. En 1953, les membres de Pontiac-Ouest ont fourni 21 922 \$, alors qu'un peu plus de 29 000 \$ devrait normalement avoir été recueillis pour couvrir la part de la coopérative (25 %)³². Les problèmes de Pontiac-Ouest ne sont cependant pas aussi sérieux qu'à Gaspé-Sud, et c'est pourquoi l'OER ne met pas la coopérative en tutelle. Il prodigue, toutefois, de nombreux conseils au bureau de direction et il envoie même en 1960 deux de ses employés enquêter sur place³³. Les mesures prescrites à la coopérative pour corriger la situation — ajout de 5 \$ par mois de capital social aux factures d'électricité et contribution de 1 \$ par période de facturation par la coopérative — portent fruit : en 1962, le capital social est enfin jugé suffisant.

³² En 1950, les parts sociales payées sont de 10 538 \$ alors qu'elles devraient être de 18 818 \$, par rapport aux dépenses effectuées jusqu'ici (les parts souscrites sont de 16 314 \$). Les comptables de l'Office mentionnent dans les rapports annuels financiers qu'il « Y aurait lieu pour votre Coopérative de percevoir les billets des sociétaires. Cette mesure s'impose afin d'améliorer la situation financière » *RA financier, Pontiac-Ouest, 1952*. Un conseil similaire figurait dans le rapport de 1950. En 1953, le travail de perception des parts sociales effectué par les administrateurs de la coopérative commence à produire des résultats, qui demeurent malheureusement insuffisants : les parts sociales perçues au 31 juillet 1953 sont de 21 922 \$ alors qu'il faudrait plutôt 29 166 \$ pour financer les 25 % de la coopérative. L'année suivante, elles atteignent 29 052 \$; soit une augmentation de 7 139 \$. Les directeurs précisent que durant l'année en cours, la coopérative devra encore percevoir 2 154 \$ pour couvrir sa part des 25 % d'immobilisations. Extraits des PV du bureau de direction, réunion du 04/08/1954. *Ibid.*

³³ Le but de l'enquête est plus général, cependant. Elle est entreprise à la suite de l'envoi à l'Office d'une demande de réduction de tarifs et elle vise à cerner tous les problèmes financiers de la coopérative. L'OER mentionne également que le fait que la coopérative n'ait pas de gérant est anormal et rend l'administration difficile. Les deux recommandations qui portent sur les parts sociales sont les suivantes : « B) à verser au compte de parts sociales des membres qui n'ont pas le montant requis de parts sociales, la somme de 1 \$ par deux mois, jusqu'à complétion du paiement des parts ; C) pour la catégorie mentionnée en b), il soit ajouté au compte d'électricité le montant de 5 \$ par mois en paiement de leur capital social, tel que déjà établi par le règlement de la coopérative, de sorte, qu'avec le rabais de 1 \$, chaque membre qui n'a pas complété le paiement de ses parts se trouve à verser la somme de 11 \$ tous les deux mois. », *PV OER, 03/02/1961*.

Malgré tous les efforts du bureau de direction et les conseils de l'OER, Pontiac-Ouest figure néanmoins parmi les coopératives qui n'ont jamais réussi à obtenir le montant souhaité, soit 100 \$ de parts sociales par membre³⁴. Comment se fait-il alors que les 73 \$ par membre, atteints en 1962, soient pourtant considérés comme acceptables par les comptables de l'Office ? La réponse est fort simple : comme nous l'avons mentionné auparavant, le but des parts sociales n'est pas de recueillir un montant quelconque (plus ou moins 100 \$) mais bien de financer 25 % ou 15 % (selon la coopérative et l'époque)³⁵ du coût des infrastructures nécessaires à l'électrification du territoire. Ainsi, lorsque le capital social accumulé à Pontiac-Ouest dépasse, en 1962, 25 % des prêts reçus de l'OER³⁶, la coopérative, comme l'Office, se déclarent satisfaits (les parts sociales représentent alors 35 % des sommes investies ; soit 10 % de plus que le minimum requis pour cette coopérative).

À l'instar de Pontiac-Ouest, plusieurs coopératives peinent à obtenir la portion réglementaire de capital social. C'est le cas de Gaspé-Sud, dont nous avons déjà parlé, mais aussi celui de la Coopérative de Brigham avant 1958 ou encore de celle d'Austin, surtout au début des activités de la coopérative. Même des coopératives qui avaient été en mesure de fournir leur part des capitaux pour la majeure partie des travaux

³⁴ C'est aussi le cas, notamment, à la Coopérative d'Électricité du Golfe Saint-Laurent (73,15 \$), à Péribonka (82,43 \$) ou à Village Bergeronnes (89,44 \$).

³⁵ Pour obtenir un prêt qui lui permettra de construire un réseau, ou de le prolonger, il faut que les parts sociales amassées par la coopérative représentent 25 % (ou 15 % selon la coopérative après 1948) du coût des travaux. Sinon, l'OER n'émet pas de prêt, ou encore il consent un montant inférieur à 75 % des coûts prévus. Voir l'annexe 2, « Pourcentage du financement de l'Office de l'électrification rurale, toutes coopératives actives, fin 1960. ».

³⁶ Le montant des parts sociales payées est de 53 339 \$ au 31 avril 1962. L'OER a consenti, à cette même date, des prêts pour un total de 150 278,99 \$. Le capital social représente donc 35,4 % des sommes prêtées par l'OER.

d'électrification au début de leurs activités se butent parfois ultérieurement à ce type de problèmes. Ces problèmes surgissent le plus souvent au moment d'envisager la construction de nouvelles lignes, car chaque fois qu'une coopérative désire prolonger son réseau, elle doit, pour obtenir un prêt de l'OER, recueillir un minimum de parts sociales avant le début des travaux³⁷. Le nombre de parts sociales requises varie essentiellement selon l'âge de la coopérative, sa situation financière et les conditions physiques du territoire à électrifier. Attardons-nous à un exemple pour mieux illustrer notre propos.

En 1953, la Coopérative d'électricité de Saint-Valérien-de-Shefford souhaite prolonger son réseau vers de nouvelles zones non encore desservies. Mais voilà, les futurs usagers peinent à fournir leur part du coût des travaux (dans ce cas 25 %), qui permettrait à la coopérative de faire une demande de prêt à l'OER. Par surcroît, la coopérative éprouve des difficultés à atteindre ces 25 % des coûts pour l'ensemble de son territoire. Questionné sur les solutions possibles, l'OER conseille dans un premier temps à la coopérative de retenir 50 ¢ par mois sur les factures d'électricité des membres, en paiement des parts sociales. Après étude, les directeurs de la coopérative décident cependant de ne pas se conformer à cette directive³⁸. À la suite d'une

³⁷ L'OER demande généralement, pour émettre une autorisation de construction et un prêt pour une nouvelle ligne, que la coopérative ait amassé 15 ou 25 % du coût de la construction en parts sociales. Généralement, l'OER exige 300 \$ par mille de ligne. Ce n'est cependant pas toujours ainsi. Dans certains cas, lorsque, notamment, la ligne à construire desservira une colonie encore peu peuplée, il faut plutôt 350 \$ par mille pour que l'OER accorde son autorisation (par exemple à Abitibi-Est).

³⁸ « Après étude de la recommandation de l'OER de convertir 00.50 \$ par mois de charge fixe en capital social, les membres du bureau de direction ont décidé de ne pas en tenir compte. » Les directeurs ne précisent malheureusement pas pour quelles raisons ils n'appliqueront pas cette directive. Les problèmes de perception touchant alors davantage les nouveaux membres, et ceux qui seront bientôt rejoints par les lignes, les directeurs ne

rencontre avec le bureau de direction, Lucien Létourneau, comptable en chef de l'OER, soumet une proposition. Il suggère aux dirigeants de présenter une nouvelle requête à l'Office demandant que la coopérative soit dorénavant financée à 85 %³⁹, ce qui permettrait de combler « au point de vue légal, l'insuffisance de capital social payé par les membres »⁴⁰. La demande n'est pas dénuée de fondements puisque les nouvelles extensions rejoignent des zones moins peuplées, d'où les difficultés de réunir le minimum de parts sociales requises. Or, l'OER n'acquiesce à cette requête que pour quelques tronçons de ligne isolés. La coopérative réussit néanmoins à terminer son réseau, en ayant recours, à l'occasion, à d'autres sources de financement (comme nous l'avons vu dans le chapitre 6).

Le cas de Saint-Valérien-de-Shefford est représentatif de ce qui prévaut au sein du mouvement coopératif (et c'est pourquoi nous l'avons utilisé pour illustrer notre propos). En somme, les coopératives qui n'éprouvent pas, un jour ou l'autre, des difficultés liées au capital social sont plutôt rares. Une grande partie d'entre elles, cependant, tout comme Saint-Valérien-de-Shefford, parviennent à corriger la situation et à en réduire l'impact sur l'entreprise et son développement. En fin de période, en

souhaitent sans doute pas imposer une telle mesure à tous leurs membres. *PV dir.*, 04/11/1953.

³⁹ « Après étude, étant donné que la coopérative ne compte pas sur son réseau de distribution 6 clients au mille et qu'il n'y a aucune possibilité d'atteindre cette densité avant plusieurs années, il est proposé de demander à l'Office de reconsidérer sa recommandation faite dans un télégramme en date du 19/10/53 et qu'une avance de 85 % nous soit consentie au lieu de 75 %, ce qui comblerait au point de vue légal l'insuffisance de capital social payé par les membres. » *PV dir.*, 23/11/1953. Pourtant, Lucien Létourneau, qui a suggéré à la coopérative de faire cette demande, ne devait pas ignorer que les lignes de la coopérative atteindraient rapidement plus de 6 clients au mille. C'est ce qui arrive dès 1956. Le pourcentage de financement de la coopérative est d'ailleurs de 75 % en 1960. Voir l'annexe 2 de la thèse sur financement de l'OER et *Ibid.*

⁴⁰ *Ibid.*

1962, le bilan est globalement positif, car neuf des onze coopératives des districts des Cantons-de-l'Est et du Nord-Ouest sont parvenues à amasser suffisamment de capital social pour compléter leur part respective de 15 ou 25 %. Mais que représente, pour le membre qui doit souscrire et payer des parts sociales, ce pourcentage défini par la loi ? Représente-t-il 100 \$, comme nous serions tentés de le croire, puisque les coopératives demandent généralement 100 \$ par membre pour atteindre le pourcentage requis ? Mais par ailleurs, était-ce réaliste de demander 100 \$ pour arriver à 15 ou 25 % du coût des travaux d'électrification rurale ? L'analyse des moyennes de parts sociales payées par les membres comporte des surprises.

Cette moyenne varie en effet énormément, soit entre 35 et 626 \$ par membre. La Coopérative de Lac Caché, avec 626 \$ par sociétaire en moyenne, affiche bien entendu un excédent de parts sociales. Mais, et c'est là que réside la surprise, celle de Rapide-des-Joachims, qui a récolté un maigre 35 \$ par membre respecte les règles du partage des dépenses et le capital social y a été suffisant pour contracter des prêts de l'OER et construire le réseau. Ce n'est pas un cas unique. De fait, en fin de période (1962), le quart des coopératives alors actives au Québec (10/40) affichent un excédent de capital — c'est-à-dire que leur capital dépasse les 15 ou 25 % du coût du réseau —, mais sans pourtant avoir minimalement obtenu 90 \$ par sociétaire⁴¹. Est-ce à dire que les 100 \$ fixés par le législateur étaient trop élevés ? Pas réellement, car plusieurs coopératives,

⁴¹ Il faut y ajouter la coopérative de l'Île-aux-Grues. Mais parce qu'elle commence ses activités seulement en 1961, elle n'a pas fait l'objet de calculs relatifs aux parts sociales. Office de l'électrification rurale, Tableaux (3) concernant les coopératives d'électricité, [s.n. probablement fin 1962] [s.l.], ANQ, E80/166, Document n° 400-C-3, Coopératives en général, 1960-1964, Vol. 2. Document aussi disponible à la Bibliothèque de l'Assemblée Nationale, R5E46T32 1963 EX. 1 QL P. gouv.

malgré l'atteinte d'un montant presque égal ou même supérieur à 100 \$, ont eu à composer tout au long de leur existence avec une insuffisance bien réelle de fonds qui perdure encore au début des années 1960.

La situation est confondante. Pourquoi des coopératives, même parmi celles où les membres acquittent les parts sociales réglementaires, se retrouvent-elles avec des problèmes d'insuffisance du capital social ? Pourquoi ailleurs, la moitié des sommes a-t-elle été suffisante ? N'y aurait-il pas lieu de s'interroger sur l'à-propos du modèle de financement choisi par le gouvernement pour les coopératives d'électricité ? Se pourrait-il que ce modèle unique et uniforme ne soit pas, en vérité, adapté à toutes les sociétés ni à toutes les régions du Québec ? C'est ce questionnement fondamental qui nous préoccupe dans la prochaine section.

2.2. Une formule de financement parfois inadéquate

La Loi de l'électrification avait prévu un financement mixte des coopératives d'électricité : privé et public. Ce modèle semble bien fonctionner dans certaines coopératives, alors qu'ailleurs, il connaît des ratés. Nous venons tout juste de démontrer, notamment, qu'une partie des ruraux devenus membres d'une coopérative tardent parfois à payer leurs parts sociales, ce qui entraîne des délais dans les demandes de prêts à l'OER ou même retarde la construction de nouveaux tronçons de ligne. Les prochaines pages s'attardent à deux facettes problématiques du financement coopératif de l'électrification rurale. Nous nous penchons d'abord sur les usagers non-membres des coopératives, qui bénéficient du service sans contribuer à la formation du capital. Cette situation, comme nous le verrons ensuite, est cependant généralement moins

problématique, que la question du sous-financement par les parts sociales dans le cas des sociétés productrices.

Jusqu'à présent, nous nous sommes presque uniquement penchées sur les membres des coopératives. Il est donc grand temps d'aborder le sujet des « autres », les clients non-membres. Les coopératives ont effectivement le droit, de par la Loi de l'électrification rurale, de desservir des clients qui n'ont pas le statut de sociétaires. Pour préserver la logique d'autofinancement inhérente au système coopératif, le législateur a cependant pris soin de spécifier que les sociétés ne peuvent en connecter un trop grand nombre, soit un maximum de 10 % de leur clientèle⁴². Les coopératives respectent-elles ces prescriptions ? Et dans la négative, quelles sont les conséquences de cette dérogation pour l'entreprise concernée ?

Pour répondre à cette question, il faut comprendre que le monde rural des années 1940 et 1950, tout particulièrement dans certaines zones du Nord-Ouest ou du Nord de Montréal, n'est pas seulement peuplé d'agriculteurs, artisans ou commerçants, propriétaires de leurs maisons et de leurs terres. Plusieurs habitants des zones rurales desservies par les coopératives sont en fait des ouvriers, des manœuvres, etc., qui ne possèdent ni terre ni maison. Très souvent résidents des villages⁴³, ce sont des

⁴² Si la coopérative a 100 membres, elle peut desservir dix clients non membres. *Loi de l'électrification rurale*, article 59 : « La coopérative fournit à ses membres l'électricité dont elle dispose. Elle peut aussi en fournir à des tiers, pourvu que le nombre de ces derniers ne dépasse pas **dix pour cent du nombre des sociétaires**. » C'est nous qui soulignons.

⁴³ Seulement quelques exemples, révélateurs, tirés du recensement de 1941 : à Témiscamingue, sur les 418 logements occupés, il n'y en a qu'un seul occupé par le propriétaire. Tous les autres sont habités par des locataires (il y a aussi 180 maisons). À Rouyn, 60 % des logements sont occupés par des locataires (1 083 sur 1 801 logements). À Magog, enfin, c'est 68 % des logements occupés qui sont loués. *RDC, 1941, vol. 5 : Population*. Tableau 5 : « Maisons, logements, ménages et familles, selon la tenure et le genre

locataires, qui paient pour habiter, parfois pour une courte période, tout ou partie d'une demeure qui ne leur appartient pas. Puisque l'adhésion à la coopérative d'électricité nécessite la signature d'un contrat (de trois à cinq ans, selon la société), plusieurs locataires ne veulent pas s'engager sur une aussi longue période. Par surcroît, le propriétaire de la demeure, ou de la terre dans le cas de fermiers locataires⁴⁴, est le plus souvent déjà membre de la coopérative et a, ou est en voie de le faire, payé son capital social.

Comment faire alors, pour amener les locataires à contribuer au financement de l'électrification rurale ? La solution retenue est généralement la suivante. Les usagers non propriétaires ne sont pas tenus d'acheter le nombre de parts sociales requis pour devenir membre de la coopérative. Ils doivent toutefois, avant d'obtenir le service de l'électricité, fournir un dépôt de garantie, qui varie selon les coopératives et l'époque. En général, il est de 10 \$ ou de 15 \$⁴⁵. Certaines coopératives, cependant, après avoir perdu des sommes parfois importantes lors de déménagements précipités de locataires, décident de le porter à 20 \$. Ces dépôts des clients non-membres, même s'ils génèrent une entrée d'argent pour les coopératives, ne constituent cependant pas une contribution au capital social de la société. Et les sommes, du reste, ne sont pas du

de logement et composition des ménages et des familles, centres urbains de 1,000 et plus, 1941 ».

⁴⁴ Ils sont, on s'en doute, beaucoup moins nombreux que les villageois à ne pas posséder leurs demeures et / ou leurs terres. Entre 1921 et 1961, la proportion des fermes exploitées par leurs propriétaires joue entre 91,5 et 95,1 %, 91,5 % étant la donnée de 1961. *RDC, 1961, vol. 5 : Agriculture, Québec*. Tableau 3 : « Toutes les fermes du recensement, classées selon la grandeur de la ferme, le mode d'occupation et l'âge de l'exploitant, 1921-1961 ».

⁴⁵ Dans la plupart des sociétés, ce montant est le même pour tous ces types de clients. Dans certaines coopératives, les montants exigés varient selon le voltage de l'électricité utilisée par le client : 30 ou 60 ampères, par exemple, à la coopérative de Bringham. *PV dir.*

même ordre de grandeur. Cela entraîne des conséquences négatives sur le ratio capital social / prêts de l'OER, du moins pour les coopératives qui desservent un grand nombre de simples clients.

En vérité, la proportion des usagers non-membres, donc ne payant pas de parts sociales, a une influence directe sur la capacité des coopératives à assumer leur part des coûts de l'électrification rurale. Ainsi, parmi les coopératives qui affichent périodiquement ou structurellement des problèmes de capital social, quelques-unes comptent beaucoup de non-membres⁴⁶. À Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville, par exemple, la grande proportion d'usagers non-membres (elle varie entre 6 et 33 % au cours des ans), pèse trop lourd pour les 98 \$ perçus de chacun des sociétaires. Lorsque l'OER fait le bilan de cette coopérative, fin 1961⁴⁷, il estime qu'elle affiche une insuffisance de capital : il lui manque alors 11 675 \$ pour arriver à 25 % des sommes reçues de l'OER. Il en va de même pour la coopérative de Lac Supérieur, qui dessert beaucoup de non-membres et qui fait aussi partie des coopératives dont le capital social est insuffisant. Dès 1953, le pourcentage de ses clients non-membres atteint le niveau faramineux de 59 %. La proportion diminue au cours des années suivantes, mais lentement ; encore en 1960, elle est de 42 %. En clair, cela signifie que tout au long de son histoire, cette coopérative n'a reçu l'appui financier que de la moitié de ses clients.

⁴⁶ C'est notamment le cas à Péribonka (entre 0 et 36 %) et à Saint-Valérien-de-Shefford (supérieur à 13 % après 1957).

⁴⁷ Jusqu'au début des années 1960, la coopérative avait cependant plutôt bien réussi à ce chapitre, connaissant des hauts et des bas mais n'éprouvant pas de problèmes majeurs de financement. Bilan de 1961 selon E80/166, 400-C-3, *op. cit.*

Il en résulte qu'en fin de période, il lui manque 34 390 \$ pour équilibrer le ratio prêts de l'OER / parts sociales payées.

Plusieurs bureaux de direction ne sont du reste pas dupes des conséquences d'une telle situation sur les finances de leur société. Quelques-uns imposent même des frais additionnels à leurs abonnés non-membres pour les faire contribuer davantage à l'effort collectif. Les raisons invoquées par la Coopérative d'électricité de Montcalm Nord, en 1953, sont très révélatrices de l'état d'esprit qui prévaut à ce sujet chez certaines sociétés :

Attendu que certains abonnés de la Coopérative d'Électricité de Montcalm-Nord ont obtenu le service électrique sans être devenus membres en règle de la dite coopérative ou en ne payant pas les parts sociales exigées par les règlements de la Coopérative ; Attendu que ces abonnés en ne payant pas les parts sociales n'ont pas contribué au financement de la Coopérative et se sont soustraits à la participation en capital que comporte la coopération ; Il est proposé par [...] et secondé par [...] qu'une charge additionnelle de \$2.00 par mois soit faite jusqu'à parfait paiement des parts sociales nécessaires. Que ceux qui refuseront de se soumettre seront privés du courant ; que ceux qui n'ont pas payé leurs parts soient avisés [sans] délai.⁴⁸

Le même type de règlement, qui pousse les clients à devenir sociétaires, est adopté par le bureau de direction de la Coopérative de Pontiac-Ouest qui, on le sait, éprouve des problèmes de financement⁴⁹. Les frais additionnels de 3 \$ par mois (ce montant est converti en capital social, jusqu'au paiement du 100 \$ réglementaire) imposés aux clients de Pontiac-Ouest produisent des résultats. Entre 1953 et 1959, la

⁴⁸ *PVOER*, 11/08/1953.

⁴⁹ Les non-sociétaires doivent payer, à partir de novembre 1953, une surprime de 3 \$ mensuellement. Procès-verbal d'une assemblée spéciale du bureau de direction tenue le 01/11/1953. Notons aussi que dans le village de Fort-Coulonge, chef-lieu de la coopérative, la moitié des logements occupés sont loués (100 sur 203). *RDC*, 1941, *op. cit.*

proportion des usagers non-membres passe de 18 % à 9,7 %, où elle se maintient par la suite. Ces gains en sociétaires sont sensiblement du même ordre de grandeur qu'à Montcalm Nord (de 25 % en 1953 à 14 % en 1957) qui ajoute 2 \$ par mois depuis août 1953 (voir citation).

Malgré les résultats positifs enregistrés pour ces coopératives, ce type de mesure semble peu répandu⁵⁰. Nous ignorons par ailleurs si l'OER est à l'origine de ces méthodes. Dans l'affirmative, pourquoi les avoir appliquées à seulement deux endroits alors que les coopératives qui desservent plus de 10 % de non-membres ne font pas exception ? En 1952 par exemple, alors que l'OER cumule des statistiques à ce sujet, sept coopératives sur les 44 alors en activité ne se conforment pas à la règle des 10 %. Deux ans plus tard, cette proportion atteint, selon nos calculs, presque le tiers (30 %)⁵¹.

L'étude de 1952 est la seule occasion, à notre connaissance, où l'OER, pourtant responsable de veiller à ce que les coopératives demeurent dans les limites fixées par loi, cumule des statistiques et produit un rapport à ce sujet. Par la suite, la question

⁵⁰ Les seules coopératives du Nord-Ouest et des Cantons-de-l'Est qui approuvent des frais supplémentaires pour les clients non-membres sont Pontiac-Ouest et Saint-Valérien-de-Shefford. Quoique la résolution de cette dernière ait été approuvée par l'OER, les procès-verbaux des bureaux de direction de la coopérative n'en font guère mention par la suite. La résolution de l'OER stipule qu'il autorise la coopérative à « desservir un nombre limité d'usagers non-membres en conformité avec l'article 59 de la Loi de l'électrification rurale et à charger à ces derniers une surprime de 50 ¢ par mois en plus du tarif régulier normalement applicable aux membres de la dite Coopérative. » *PV OER, 12/08/1955*. Y a-t-il eu d'autres cas ? Nous ne le croyons pas, mais il faudrait vérifier l'ensemble des procès-verbaux des bureaux de direction de chaque coopérative pour s'en assurer. Les procès-verbaux de l'Office ne mentionnent, outre les cas mentionnés dans cette note, que celui de Montcalm Nord.

⁵¹ Voir l'annexe méthodologique sur les coopératives (partie 2. a.), où sont présentées les sources utilisées et la méthode de calcul. Les données portant sur le nombre de membres et de clients des coopératives proviennent du document 400-R-2, *op. cit.* (E80/166, ANQ). On y trouve des données pour toutes les coopératives actives entre 1953 et 1960 inclusivement. Deux autres sources ont complété la série : les rapports annuels de l'OER pour 1947-48-49, qui contiennent les mêmes données, ainsi que le document 600-S-2 Vol. 2, *op. cit.* (E/80/169, ANQ) qui fournit le nombre de membres, en 1952.

semble évitée, comme si l'Office préférait fermer les yeux sur une situation qu'il connaît, mais qu'il ne veut dénoncer. Et n'eût été des deux cas mentionnés précédemment (Pontiac-Ouest et Montcalm Nord), qui imposent des frais additionnels aux non-membres, nous aurions pu croire que l'OER avait complètement ignoré le rapport de 1952. Nous croyons plutôt que la volonté de l'Office d'écarter le sujet des non-membres est commandée par une situation sur laquelle il a peu de contrôle. Le monde rural change et certaines zones desservies par voie coopérative s'urbanisent. Et la question est centrale : est-ce que le modèle coopératif d'électrification rurale, pensé en 1945, pouvait s'appliquer sans ajustements à, par exemple, un gros village (Sept-Îles) qui prend rapidement des allures de petite ville ?

Car il faut dire que parmi les sociétés qui ne respectent pas la règle des 10 % de clients non-membres, particulièrement sur la Côte-Nord⁵² mais aussi ailleurs au Québec, plusieurs desservent des territoires qui ne sont pas que ruraux. À Sept-Îles, le pourcentage de clients non-membres varie entre 35 et 54 % au fil des ans et à Saint-Marcellin-des-Escoumains, fondée en 1957, les clients non-sociétaires représentent de 12 à 20 % des usagers et, enfin, à Saint-Luc-de-Laval, cette proportion varie de 12 à 37 %⁵³.

Nous croyons que les coopératives et l'OER n'avaient pas beaucoup de marges de manœuvre et qu'ils ont dû accepter qu'une partie significative des usagers ne soit pas

⁵² Ce ne sont pas toutes les coopératives de la Côte-Nord qui desservent une importante portion d'abonnés non-membres, mais c'est là que se situent celles où la proportion est la plus grande. *Ibid.*

⁵³ Nos calculs selon E80/166, ANQ, 400-R-2, *op. cit.*

membres, sans quoi la survie des entreprises aurait peut-être été compromise. D'autres compromis seront nécessaires pour plier le modèle aux exigences de la réalité.

En fait, nous dirions que ce modèle connaît des ratés importants, et ce, presque dès les débuts, dans les régions où les coopératives doivent assumer tous les coûts du système d'électricité : production, transport, transformation et distribution. Il s'avère en fait que, comme dans le cas des non-membres, le mode de financement coopératif n'est pas approprié à toutes les régions du Québec, ni à tous les types de coopératives (distribution vs distribution et production). Était-ce en effet réaliste de demander 100 \$ par membre, que celui-ci soit de Sept-Îles ou de Saint-Cyrille-de-Wendover ? Apparemment pas.

Ce 100 \$ nécessaire pour devenir membre d'une coopérative se révèle tout à fait suffisant pour financer un réseau de distribution d'électricité. Dans certains cas, les sociétaires ont même pu fournir moins : à Saint-Cyrille-de-Wendover et à Mont-Laurier (Ville de Mont-Laurier), les membres ont payé, en moyenne, respectivement 64 \$ et 57 \$. Et pourtant, ces sommes ont permis aux coopératives de réunir le capital exigé pour présenter leurs demandes de prêts à l'Office. Ailleurs cependant, malgré une contribution par sociétaire de beaucoup supérieure — par exemple 124 ou 132 dollars par membre — les coopératives ne réussissent pas à amasser suffisamment de capital pour atteindre 25 % ou 15 % des sommes représentant leur part.

Dans ces cas, on l'aura compris, les infrastructures nécessaires à l'électrification du territoire sont plus complexes et plus coûteuses qu'un réseau de distribution. La nécessité de construire ces équipements explique pourquoi certaines coopératives affichent une insuffisance de capital social, nonobstant leur conformité à la règle du

100 \$ par membre. Ainsi, plusieurs sociétés qui ont eu à construire ou à acheter des unités de production souffrent d'une insuffisance de capitaux, malgré un montant par sociétaire très respectable. Fin 1962, par exemple, la société de Gaspé-Sud, a réussi à amasser, en moyenne, 110 \$ de chacun de ses membres. Mais cette coopérative qui, tout comme sa voisine du Nord⁵⁴, a dû installer des unités de production d'électricité fonctionnant au diesel, a d'énormes besoins en capitaux que les parts sociales n'arrivent pas à combler totalement⁵⁵. Les coopératives de Bonaventure⁵⁶, celle de Petit Saguenay-Anse Saint-Jean et de Village Bergeronnes se trouvent aussi dans cette délicate situation⁵⁷.

Prenons le cas de Village Bergeronnes, car il est un excellent exemple d'inadéquation des capitaux en regard des coûts de l'électrification rurale. Fondée en 1946, la coopérative recueille auprès de ses membres les sommes nécessaires à

⁵⁴ À Gaspé-Nord, c'est 98,28 \$ de parts sociales par membre.

⁵⁵ Par ailleurs, de tels équipements de production nécessitent des dépenses constantes pour approvisionner la centrale en diesel, alors qu'une centrale hydroélectrique ne coûte presque plus rien après sa construction.

⁵⁶ Les sources potentielles d'approvisionnement étant trop éloignées, la coopérative de Bonaventure a dû se doter d'installations de production d'électricité. Les capitaux requis pour financer ces équipements, on s'en doute, sont très importants. C'est pourquoi le montant de 132 \$ par membre ne suffit pas à constituer la part de la coopérative. La coopérative possède des installations de production au diesel et elle achète aussi de l'énergie de la Compagnie de Pouvoir du Bas Saint-Laurent.

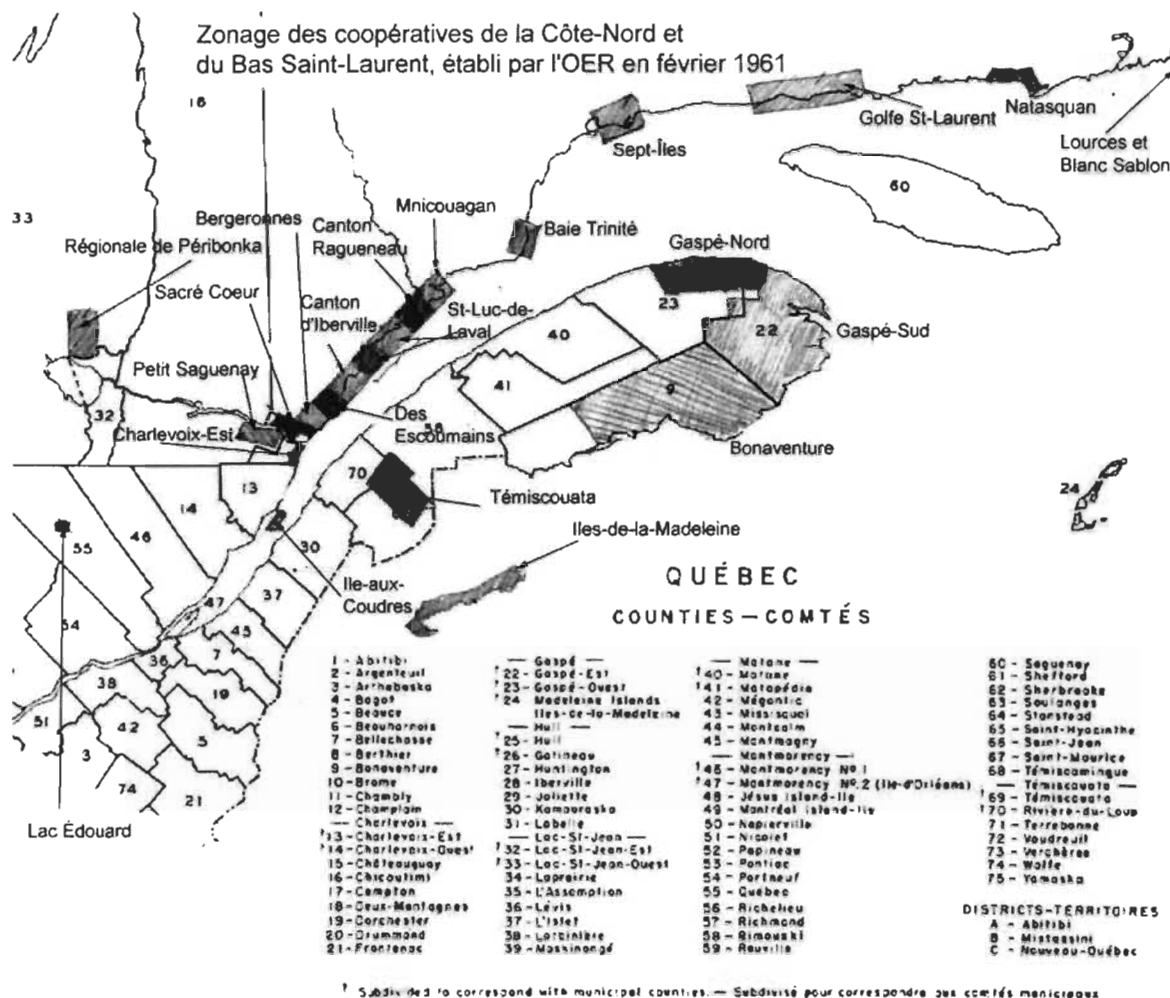
⁵⁷ La Coopérative de Petit Saguenay Anse-Saint-Jean produit sa propre électricité à l'aide de turbines diesels et hydrauliques. Elle construit son propre barrage (capacité de 600 HP) sur la rivière Saint-Jean, en mars 1956. Les parts sociales payées, 124,11 \$ par membre, demeurent insuffisantes pour couvrir le coût de ces installations et du barrage. La Coopérative de Natasquan, fondée au début des années 1960, a accumulé rapidement son capital (114,25 \$ par membre en 1962). Cependant, elle aussi produit son énergie (diesel) et elle se trouve également dans la catégorie « insuffisance de capital » en 1963. *E80/166, 400-C-3, op. cit.*

l'obtention d'un prêt de l'OER, qui sera suffisant pour ériger le réseau de distribution⁵⁸ ainsi que les installations de transport (ligne et sous-station de 600 kVa). Ces infrastructures ne sont toutefois pas suffisantes pour compléter l'électrification de son territoire ; située entre Tadoussac et Les Escoumins, la coopérative n'a pu trouver de producteur (car il n'y en a aucun) en mesure d'assurer son approvisionnement. La coopérative devra donc aussi aménager une usine de génération d'électricité. Les calculs effectués par les comptables de l'Office pour déterminer les capitaux nécessaires à la construction d'une centrale hydroélectrique révèlent un problème majeur : les parts sociales seront tout simplement insuffisantes (il n'y a que 110 membres en 1948) pour couvrir les coûts reliés à la construction d'un tuyau d'amenée, de deux barrages, d'une usine de génération, d'un chemin d'accès et d'un local abritant la salle des commandes⁵⁹.

⁵⁸ Elle possède deux milles en 1946 puis cinq autres sont ajoutés en 1948 seulement. *RA OER, années concernées.*

⁵⁹ Les procès-verbaux de l'Office soulignent, en juin 1952, que les membres ont payé leurs souscriptions et qu'ils assumeront ainsi le coût de la construction de la ligne. Ils ne peuvent cependant pas fournir en plus environ 120 000 \$ pour construire les barrages et l'usine. *PV OER, 25/06/1952.*

Carte 11



Devant cette impasse, l'Office décide, en juin 1952, de prendre en charge les travaux, c'est-à-dire qu'il construit à ses frais⁶⁰ (voir l'image 5 pour la résolution autorisant l'OER à faire la dépense). Il saisit l'occasion pour édifier des équipements de production de plus grande capacité, afin de subvenir également aux besoins en énergie des coopératives voisines, et de prévoir à long terme. Les sociétés de Sacré-Cœur et de Canton Ragueneau dans un premier temps, et, plus tard, celles de Saint-

⁶⁰ L'OER est propriétaire de la centrale et il vend l'énergie aux coopératives.

Marcellin-des-Escoumains, de Saint-Luc-de-Laval et de Canton d'Iberville⁶¹, s'alimenteront aux installations de Grandes Bergeronnes, construites par l'Office au cours de 1952-53⁶².

⁶¹ Certaines d'entre elles puiseront aussi une partie de leur énergie aux installations d'Hydro-Québec ou de Manicouagan Power.

⁶² Les Comptes publics de la province de Québec rapportent d'ailleurs la dépense, dans le bilan de l'OER de 1953, confirmant le fait que les coûts ont bel et bien été assumés par l'OER. *Comptes publics de la province de Québec pour l'exercice clos le 31 mars 1953. Annexe C-6, conseil exécutif. PV OER, juin 1952.* Une dépense de 43 372 \$ est répertoriée dans les *Comptes publics pour l'année se terminant le 31/03/1953, annexe C-6 : Conseil exécutif*, p. 14 et une autre de 76 064 \$ dans ceux de 1954, *annexe C-6 : Conseil exécutif*, p. 12.

Image 5 :

Texte de la résolution n° 2399 autorisant l'Office à aménager les installations de production de Village Bergeronnes⁶³

AMENAGEMENT D'UN BARRAGE ET D'UNE USINE ELECTRIQUE AU VILLAGE DE BERGERONNES

ATTENDU que la Coopérative d'Electricité du Village Bergeronnes a été constituée pour desservir la population du territoire avoisinant;

ATTENDU que l'Office de l'électrification rurale peut, en vertu de l'article douze-a de la Loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise des coopératives d'électricité, acquérir biens meubles et immeubles indispensables au développement de l'électrification rurale;

ATTENDU que les membres de la Coopérative d'Electricité du Village Bergeronnes ont prouvé qu'ils étaient prêts à contribuer au coût de construction de la ligne requise en souscrivant et en payant les parts sociales nécessaires;

ATTENDU cependant que le développement et l'aménagement d'un barrage est indispensable et que le coût de construction du dit barrage et de l'usine s'élèvera à environ cent vingt mille dollars (\$120,000.00);

ATTENDU que les membres de la Coopérative précitée ne peuvent payer eux-mêmes, en plus de la construction de la ligne, le coût du barrage et de l'usine;

ATTENDU qu'il n'y a pas d'autre moyen de procurer l'électricité à la population devant être desservie par la Coopérative d'Electricité du Village Bergeronnes;

EN CONSEQUENCE:

IL EST RESOLU que l'Office de l'électrification rurale soit autorisé à dépenser cent vingt mille dollars (\$120,000.00) conformément à l'article douze-a de la Loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise des coopératives d'électricité et ce pour l'aménagement d'un barrage et d'une usine électrique situés à environ sept milles en amont du village de Bergeronnes, pour le bénéfice des membres de la Coopérative d'Electricité du Village Bergeronnes vu que les membres de la Coopérative d'Electricité ne peuvent assumer le coût de l'aménagement du barrage en plus de leur contribution au coût de construction de la ligne, et que les travaux indispensables soient commencés sans délai.

Ce cas de Village Bergeronnes est doublement intéressant. D'abord, parce qu'il révèle que l'OER est tout à fait conscient qu'il ne peut espérer que Village Bergeronnes soit électrifié par les parts sociales. La décision de l'OER de ne pas se

⁶³ PV OER, 25/06/1952.

contenter d'une petite centrale pour la coopérative, laquelle décision repose sur ses prévisions à long terme, qui tiennent compte des besoins des autres coopératives voisines, est en somme un aveu de l'organisme que les problèmes sont réels et qu'ils ne font que commencer. Ce cas est aussi fort intéressant, car la décision de l'OER d'absorber tous les coûts semble avoir été prise dans un climat particulier. Expliquons-nous sur ce dernier point.

Nous avons déjà mentionné l'amendement apporté en 1948 à la Loi de l'électrification rurale qui permet à l'organisme de produire de l'électricité, avec tout ce que cela implique : acquérir des « pouvoirs hydrauliques », et y construire barrage et centrale, puis, des lignes de transmission, postes de transformation et lignes de distribution (article 12 e)⁶⁴. Pourtant, lorsque vient le temps d'aménager la centrale hydroélectrique de Villages Bergeronnes, l'OER utilise plutôt les pouvoirs qui lui sont conférés en vertu de l'article 12 a) de la loi originale de l'électrification rurale, qui stipule que l'OER peut « acquérir et posséder tous les biens meubles et immeubles qui peuvent lui être utiles pour ses entreprises [...] »⁶⁵ (revoir l'image 5 pour le texte complet de la résolution). Pourquoi avoir recours à cette partie de la loi ? Est-ce une ruse administrative ? Un moyen de parvenir à ses fins sans inquiéter le gouvernement, qui ne souhaite peut-être pas faire de l'OER un producteur d'électricité ? La réponse

⁶⁴ Le nouvel article précise que le lieutenant-gouverneur en conseil, peut, « aux conditions qu'il détermine, autoriser l'Office à construire, acquérir, louer, posséder, administrer et exploiter des barrages, chutes et pouvoirs hydrauliques, des usines électriques, des lignes de transmission, de distribution... ». *Loi modifiant la Loi de l'électrification rurale*, SDQ (Québec), 12 Geo VI, 1948, c. 40, article 12e.

⁶⁵ Article 12, Pouvoirs de l'Office : a) « acquérir et posséder tous les biens meubles et immeubles qui peuvent lui être utiles pour ses entreprises et son administration générale, ainsi que les immeubles hypothéqués en sa faveur... », *Loi de l'électrification rurale*, *op. cit.*

nous échappe. D'autant plus que cette centrale n'est pas la première construite par l'OER (revoir le tableau 1, chapitre 6). Mais peut-être que la centrale de Village Bergeronnes, avec ses possibilités de développement apparaît-elle une initiative menaçante ? Nous n'avons pas de réponse définitive à ce sujet, mais cela nous paraît plausible.

Une chose est certaine : l'OER semble travailler fort pour venir en aide à certaines coopératives qui doivent produire leur énergie. Son action est cependant limitée et il n'a, apparemment, pas les moyens d'aplanir toutes les difficultés reliées à la production d'électricité. Tout particulièrement, il ne peut faire beaucoup contre le double désavantage vécu par les sociétés productrices ; elles qui doivent assumer les coûts de la production (l'Office ne prend pas tout en charge) et les dépenses de fonctionnement de ces équipements⁶⁶. Par surcroît, dans le cas d'installations de production au diesel, le coût de chaque kilowatt est plus élevé. À la coopérative de Bonaventure, par exemple, il est de 3,5 ¢, alors qu'à Sept-Îles et à Gaspé Nord, il coûte 3,7 ¢. Par comparaison, chaque kilowatt produit par la centrale hydroélectrique sur la rivière Hall revient à un cent (1 ¢)⁶⁷.

⁶⁶ Les coopératives qui possèdent une centrale absorbent l'entièreté de ces coûts. Quant aux centrales construites par l'Office, il n'est pas clair que la coopérative doive payer une partie de ces dépenses de fonctionnement et d'entretien. Le budget de l'Office de 1954 précise en effet qu'il a payé ces dépenses (2 344,89\$) pour la centrale de Grandes Bergeronnes. Le comptable a toutefois déduit un montant de 277,15 \$, sous la rubrique « remboursement ». On ne précise pas si la coopérative a payé ce montant, afin de contribuer aux frais, ou si ce « remboursement » provient d'une autre source. Les bilans financiers annuels suivants n'apportent pas d'éclaircissements. *Comptes publics de la province de Québec pour l'exercice clos le 31 mars 1955*.

⁶⁷ C'est l'Office qui établit ces différences de coût de revient pour les centrales diesel et hydrauliques des coopératives. *RA OER, 1949*. p. 3.

Il en résulte que les coopératives productrices se retrouvent le plus souvent dans une position financière délicate. Leur mode de financement est exactement le même que pour les sociétés qui ne produisent pas d'électricité, alors que le prix de revient du kWh et le coût des équipements nécessaires à l'électrification de leur territoire sont plus grands.

Pour bien saisir le poids que fait peser la production d'électricité sur les finances coopératives, prenons en compte leur endettement en fin de période. Nous avons calculé, pour toutes les coopératives, le prêt moyen contracté pour chaque mille de ligne de distribution ⁶⁸. Toutes les coopératives qui produisent de l'énergie affichent un prêt moyen par mille de ligne assez élevé : il est toujours supérieur à 3 000 \$, et atteint même parfois plus de 20 000 \$⁶⁹. Le prêt moyen pour les coopératives qui ne produisent pas d'électricité est toujours inférieur, lui, à 5 900 \$ (sauf dans un cas)⁷⁰, et la plupart d'entre elles ont en vérité emprunté moins de 3 000 \$ (38 coopératives sur 61). La cartographie de cet indicateur (le prêt moyen par mille de ligne) atteste ce que

⁶⁸ Nous avons calculé le montant total reçu en prêts de l'Office et nous l'avons divisé par le nombre total de milles de lignes. Nous avons utilisé les données de 1963, pour toutes les coopératives du Québec. *Comptes publics du Québec, 1948-1964, Rapports annuels de l'OER, 1945-1964.*

⁶⁹ La coopérative de Lac Édouard a emprunté 49 043 \$ pour construire seulement deux milles de ligne de distribution alors qu'il a fallu 48 000 dollars à celle de Charlevoix-Est pour ériger 25,75 milles. On s'en doute, à Lac Édouard, la majeure partie des fonds a été affectée aux unités de production au diesel. En conséquence, si nous calculons le prêt moyen pour chacun des milles de ligne érigé par ces deux sociétés, nous nous retrouvons avec des différences énormes : 24 521,90 \$ dans le premier cas, comparé à 1 864,08 \$ dans le second. *Ibid.*

⁷⁰ Sauf pour un cas, la coopérative de la Ville de Mont-Laurier, qui ne produit pas d'électricité et dont le prêt moyen par mille est de 13 973 \$, surtout en raison des particularités de son réseau (urbain) et de ses difficultés d'approvisionnement. Nos calculs, selon *Ibid.*

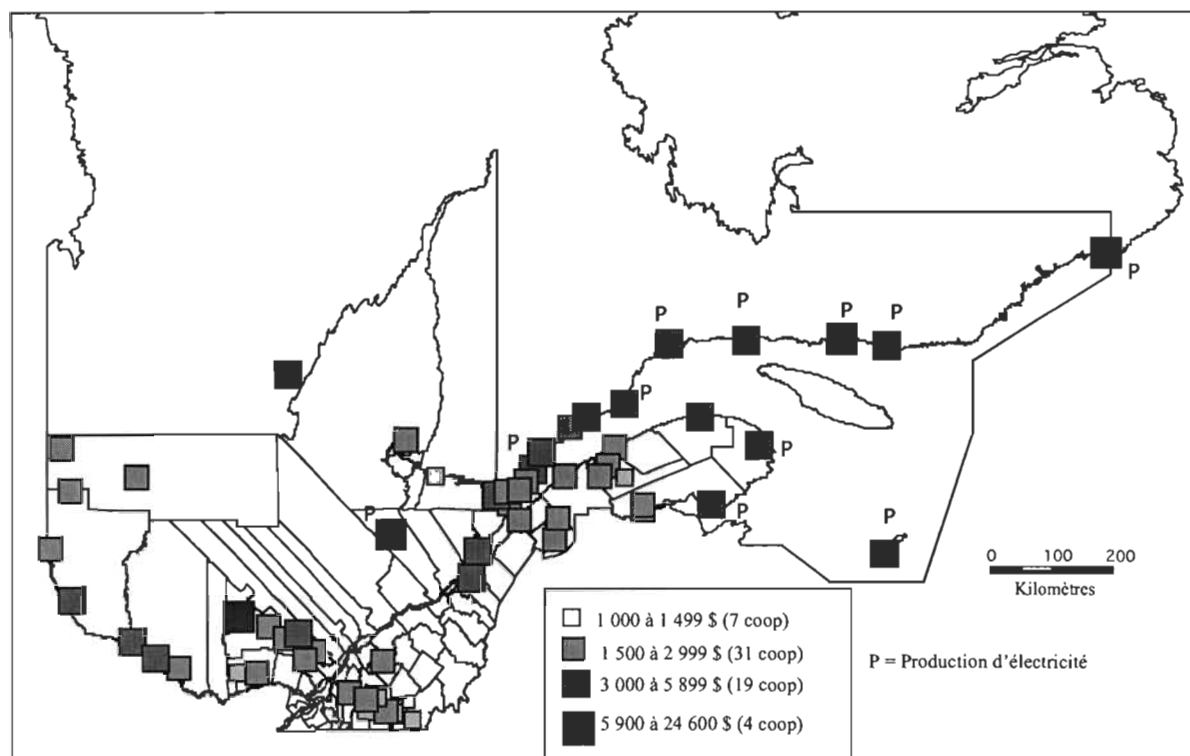
nous avons observé précédemment : le poids de la production d'électricité pèse davantage en région éloignée (voir la carte 12⁷¹).

L'OER doit bien connaître tout cela, par l'entremise des rapports de ses comptables et des vérifications effectuées, surveillant de près les entrées d'argent et le paiement des parts sociales, de même que les comptes à payer et les dépenses à venir. L'OER est à même de constater que pour certaines coopératives, la charge des infrastructures — de production d'électricité tout particulièrement — est trop lourde. C'est sans doute pour cela qu'il achemine une demande à l'État pour prêter davantage aux coopératives productrices, soit 85 % plutôt que 75 %, et ce, peu importe la densité des clients⁷². Mais le gouvernement, sans doute désireux de ne pas créer de concurrentes directes aux compagnies privées productrices d'électricité (ou même à Hydro-Québec), ne donne pas suite à la requête. À la suite de ce refus, l'Office ne se lance pas tous azimuts dans la construction de centrales pour le compte des coopératives ; cette solution étant le plus souvent celle de dernier recours. Toutefois, l'OER contourne, pourrait-on dire, ce souhait apparent du gouvernement de ne pas constituer l'État en producteur attiré des coopératives en venant en aide aux sociétés dans le besoin, et cela par le biais des infrastructures de transport d'énergie. Dans ce domaine, le gouvernement Duplessis semble consentir un peu plus de latitude à l'Office.

⁷¹ Voir aussi l'annexe 5 à ce sujet.

⁷² L'amendement proposé par l'OER (voir le chapitre six pour une citation plus complète) au gouvernement en octobre 1951 stipule que les coopératives qui produisent de l'énergie (même si elles desservent plus de six clients au mille) devraient pouvoir bénéficier du 85 % de financement plutôt que du 75 %. « [...] il suffirait de porter ces avances à 85 % pour stabiliser la situation financière de la plupart des coopératives qui produisent leur propre énergie électrique ». *PV OER*, 24/10/1951.

Carte 12 : Prêt moyen par mille de ligne de distribution



Pour bien saisir l'importance de cette stratégie de l'OER, il faut comprendre que l'érection de longues lignes de transmission joue un rôle clé dans la détermination des besoins en capitaux des coopératives, car les infrastructures de transport coûtent beaucoup plus cher que celles de distribution et les membres ne contribuent pas directement aux dépenses additionnelles qu'elles entraînent pour les coopératives⁷³.

Le problème touche davantage les régions éloignées. Ainsi, presque l'ensemble des coopératives du Nord-Ouest, telle celle de Pontiac-Ouest (aux prises avec des difficultés financières, comme nous l'avons vu auparavant), doivent également construire des lignes de transport d'énergie, de même que des postes de transformation,

⁷³ Rappelons-nous que les sociétaires doivent le plus souvent fournir le premier 300 \$ par mille de ligne de distribution.

pour se relier aux équipements de production d'Hydro-Ontario, d'Hydro-Québec ou de compagnies privées (entre autres Northern Quebec Power). Dans le bas du fleuve, la Coopérative de Bonaventure a, en plus de ses installations de production, construit 60 milles de lignes de transport⁷⁴ pour s'approvisionner à d'autres sources d'énergie. Sur la Côte-Nord, c'est la région de Forestville qui doit être raccordée à des installations de production, situées à 46 milles de là⁷⁵. Après avoir tenté, souvent en vain, de faire respecter le partage des coûts entre les coopératives et l'État, tel que prévu par la loi, l'OER s'immisce dans le transport d'électricité et il construit, après 1950, de plus en plus volontiers à ses frais les longues lignes de transmission. Fin 1961, l'Office est propriétaire de 248 milles de ligne de transport, principalement sur la Côte-Nord et dans le Bas-Saint-Laurent, mais aussi dans la région de Mont-Laurier⁷⁶.

Bien entendu, les coopératives des autres régions du Québec n'ont pas échappé à l'obligation d'ériger des lignes de transport pour se relier aux infrastructures de production existantes. Presque toutes les coopératives ont en fait dû construire, en plus de lignes de distribution, au moins une partie des équipements de transport ou de transformation. En général, cependant, les besoins sont beaucoup moins importants.

Dans les Cantons-de-l'Est, par exemple, Southern Canada Power a quadrillé, depuis 1916, une grande partie du territoire de lignes de transport, de sous-stations et de réseaux de distribution. Lorsque les coopératives débutent leurs travaux, elles

⁷⁴ En 1961, l'Office rachète cette ligne afin de réduire les charges que la coopérative doit absorber. Il espère qu'ainsi, la coopérative pourra réduire ses tarifs. *RA OER, 1960*.

⁷⁵ La ligne relie Forestville à Hauterive, une distance de 46,5 milles. Voir le chapitre dix pour des détails sur les lignes de transmission qui sont la propriété de l'OER en 1961.

⁷⁶ Nous reviendrons plus en détail sur l'implication de l'OER en matière de transport d'énergie dans le chapitre dix.

envisagent très rapidement l'interconnexion avec les infrastructures de la compagnie. La plupart doivent bien construire un poste de transformation pour recevoir l'énergie de Southern Canada Power (à 48 kV), mais leur proximité le leur permettant, quelques coopératives s'associent pour partager les coûts de construction de la sous-station qui les alimente⁷⁷. Ces conditions favorables ont un effet direct sur leur financement : cinq des sept coopératives de ce district affichent ainsi, pour la plupart⁷⁸, malgré un excédent de capital par rapport aux prêts reçus de l'Office, des moyennes de parts sociales tout à fait dans les normes. Et bien que certaines coopératives possédant exclusivement des réseaux de distribution connaissent parfois des problèmes de financement par les parts sociales⁷⁹, ces cas sont très rares et ce sont souvent des coopératives dont le peuplement est plus clairsemé⁸⁰.

⁷⁷ Ce sont les coopératives de Saint-Joachim-de-L'Enfant-Jésus et celle de Saint-Valérien-de-Shefford, notamment, en 1956 pour pallier le manque d'énergie. *PV OER*, 25/07/1956.

⁷⁸ Moyenne par sociétaire : Brigham : 89,44 \$; Canton de Magog : 84,56 \$; Stanstead : 128,59 \$; Saint-Cyrille-de-Wendover : 64,50 \$; Saint-Étienne-de-Bolton : 96,83 \$.

⁷⁹ Les données portent sur toutes les coopératives qui ont reçu des prêts de l'Office. Cela inclut donc des coopératives qui ne sont plus actives en fin de période. Seules deux coopératives ayant emprunté ont été retranchées des statistiques, car elles n'ont desservi aucun client ni construit aucune ligne. Ce sont celles de Saint-Georges-de-Beauce et la Régionale d'électricité des Sept-Chutes. De plus, il nous faut préciser que nous avons apporté des ajustements aux prêts totaux reçus par deux coopératives, car ni les procès-verbaux de l'Office, ni ses rapports, ni ses statistiques annuelles ne concordaient avec les chiffres des Comptes publics. Dans ces deux cas, il a fallu se rendre à l'évidence que les Comptes publics devaient avoir omis de comptabiliser un prêt quelque part. Nous avons donc fait confiance aux sources de l'Office, qui étaient toutes concordantes. Ce sont les coopératives de Cantons d'Iberville et de Sept-Îles.

⁸⁰ Il faut d'ailleurs noter, au passage, que presque le tiers (19 sur 61) des coopératives d'électricité du Québec — qu'elles produisent ou non de l'énergie — ont emprunté des sommes relativement réduites, soit moins de 120 000 dollars. Ce qui peut surprendre, car nous serions tentés de croire que la construction d'infrastructures d'électricité commande des investissements majeurs. Pas toujours, pourrions-nous rétorquer, comme ces chiffres l'indiquent. Les coopératives « bien localisées », dont nous parlions il y a un instant, construisent quelques kilomètres, voire quelques dizaines de kilomètres, de lignes de distribution pour se relier à un réseau existant et voilà le travail d'électrification complété, avec une mise de fonds limitée. Ces cas sont cependant peu nombreux. Par exemple : La

Il semble que les particularités des réseaux de distribution entraînent rarement des difficultés à faire concorder capital social et coût de l'électrification. À notre avis, le mode de financement mixte des coopératives a justement été pensé pour des sociétés de distribution d'électricité, et ce, peu importe les particularités du réseau. Ainsi, la longueur totale du réseau de distribution paraît avoir peu d'incidence sur le financement des coopératives par les parts sociales. Les deux sociétés d'Abitibi, par exemple, possèdent les réseaux de distribution les plus étendus (Abitibi-Est : 713 milles et Abitibi-Ouest : 752 milles en 1963⁸¹), mais elles n'éprouvent pas de difficultés marquées de financement par le capital social.

Notre hypothèse est renforcée par l'analyse des densités des clientèles le long des lignes rurales. On le sait, les milliers de kilomètres de lignes érigées en milieu rural rejoignent exceptionnellement des zones densément peuplées. Les écrits des années 1930 à 1950 désignent souvent cette réalité comme la cause de bien des difficultés, surtout ceux des compagnies privées, qui justifient ainsi leur réticence à électrifier le monde rural. Or, il se trouve que les densités particulièrement basses causent rarement des problèmes insurmontables de financement aux coopératives. En fait, aucune société dont les lignes rejoignent moins de cinq clients par mille n'a éprouvé de problèmes

Coopérative de Rapide-des-Joachims puise son énergie aux installations d'Hydro-Ontario. La Coopérative de Lac Caché, près de Chibougamau, s'alimente à la ligne à 24 kV d'Hydro-Québec et ne possède que deux milles de lignes de distribution. Celle de Mont-Rolland exploite six milles de ligne de distribution, reliées aux infrastructures de Gatineau Power. Elle sera d'ailleurs vendue à la compagnie en 1960. Saint-Cyrille-de-Wendover possède, en 1963, 68 milles de lignes alimentées par une sous-station appartenant à Southern Canada Power. *Rapports annuels de l'Office de l'électrification rurale*, années concernées.

⁸¹ RA OER, 1963. Notons que seules six coopératives au total (en 1963) possèdent plus de 400 milles de ligne de distribution, et les quatre autres sont loin derrière les sociétés abitibiennes. Aucune autre, en effet, ne dépasse le 600 milles.

majeurs de capital, seule la coopérative de Stanstead faisant exception⁸². À Stanstead, le capital social a été suffisant pour ériger le réseau, mais il a fallu que les membres paient, en moyenne, 124 \$. Mais à Stanstead, les conditions étaient vraiment hors de l'ordinaire : moins de trois clients au mille, la plus basse densité de tous les réseaux coopératifs.

La coopérative de Papineau-Est est beaucoup plus représentative du mouvement coopératif dans son ensemble : elle possède le troisième plus long réseau (549 milles), dont la densité ne dépasse pas six clients au mille, et pourtant le mode de financement mixte — privé et public — semble tout à fait adapté, car la coopérative n'éprouve pas de difficultés financières particulières. À l'inverse, les coopératives de la Gaspésie et du Bas-Saint-Laurent desservent des zones où les usagers sont généralement assez regroupés le long des lignes, mais elles sont pourtant aux prises avec moult problèmes financiers. Les réseaux des coopératives de Bonaventure, de Gaspé-Nord et de Gaspé-Sud, par exemple, rejoignent des territoires où les densités ne sont jamais inférieures à sept⁸³. Un paradoxe, puisqu'il est généralement admis que les coûts élevés de la

⁸² Quelques exemples seulement : la Coopérative du Témiscamingue possède un réseau très long, qui rejoint, en moyenne, moins de 5,5 usagers par mille. Pourtant, les parts sociales sont parvenues à maintenir un financement adéquat. La même situation prévaut à Saint-Étienne-de-Bolton (une moyenne de 6,5 clients par mille) ou à Rouyn-Noranda (densité inférieure à 4).

⁸³ Les coopératives acquises par la Compagnie de Pouvoir du Bas Saint-Laurent affichaient des densités particulièrement faibles (inférieures à cinq clients par mille, en moyenne). Cependant, les coopératives de Bonaventure (densité jamais inférieure à 10), de Gaspé-Nord (entre 7 et 12, selon les années) et de Gaspé-Sud (moyenne d'environ 13,5), et même du Témiscouata (entre 5,8 et 7,3) ne sont pas les sociétés dont les lignes rejoignent le moins de clients. Ce sont plutôt celles des Cantons-de-l'Est (Stanstead, où les lignes rejoignent moins de 2,7 clients par mille ; Brigham, moins de 4 et Saint-Jochim-de-l'Enfant-Jésus, pas même 3) et quelques-unes du Nord-Ouest (Rouyn-Noranda, inférieure à quatre) et du Nord de Montréal (Régionale de Mont-Laurier, moins de cinq).

distribution en milieu rural sont fortement tributaires de la faible densité du marché⁸⁴. En réalité toutefois, comme nous venons de l'expliquer, ce ne sont pas les coopératives desservant des zones de peuplement épars qui éprouvent le plus de problèmes reliés au financement. Ce sont plutôt celles qui produisent leur propre énergie qui connaissent les pires difficultés à faire concorder capital social et coût de l'électrification. Par surcroît, la majorité de ces coopératives⁸⁵ desservent des clientèles à densités très élevées génèrent leur propre énergie. Ce qui confirme, en définitive, notre hypothèse selon laquelle le modèle coopératif d'électrification rurale convient généralement plutôt bien aux coopératives de distribution, peu importe les particularités du réseau.

* * *

Au total, la faiblesse du capital social a empêché un nombre restreint de coopératives d'accomplir leur mandat. Seules quelques sociétés de Gaspésie ont subi la tutelle de l'Office et rares sont celles qui ont connu des difficultés assez importantes pour que l'on doive freiner leurs travaux. Et la majeure partie des coopératives a su composer avec les problèmes posés par la constitution du capital. Les administrations locales se révèlent, dans de nombreux cas, une des clés de ce succès, elles qui se sont souvent montrées débrouillardes et qui ont adapté les modes de paiement des parts sociales aux conditions locales.

⁸⁴ Les compagnies privées, on s'en souvient, invoquaient souvent ces difficultés pour refuser de construire des extensions en milieu rural.

⁸⁵ Chaque mille de ligne des sociétés productrices rejoint ainsi toujours plus de dix usagers ; seules les coopératives de Natasquan et Petit Saguenay – Anse Saint-Jean faisant exception.

Cette adaptation, et cette souplesse, ne pouvaient combler totalement cependant ce qui nous apparaît comme une des lacunes du mode de financement des coopératives : un seul et même nombre de parts sociales prescrit pour toutes les sociétés, peu importe les particularités du réseau et les besoins en énergie.

À notre avis, le modèle de financement par les parts sociales semble avoir été pensé en fonction de coopératives distributrices d'électricité, lesquelles achètent leur énergie d'Hydro-Québec ou des compagnies privées. Ces dernières, en plus d'assumer la génération d'électricité, devaient prendre en charge le transport à haut voltage. Or, la réalité de l'électrification des campagnes québécoises s'est révélée tout autre pour de nombreuses coopératives, et le modèle ne paraît pas adapté aux sociétés qui produisent leur propre énergie, ni à celles qui doivent ériger des réseaux de transport. L'Office de l'électrification rurale remédie à ces insuffisances, dans les limites imposées par le gouvernement Duplessis, en prenant en charge certains équipements de production ou en assurant le transport d'énergie. De la sorte, l'OER devient le producteur d'électricité attitré de nombreuses coopératives, et, de concert avec quelques coopératives, il occupe une place grandissante sur l'échiquier énergétique du Québec. Cela est accompli malgré, selon nous, les réserves du gouvernement Duplessis, qui ne leur fournit pas toute la latitude et le financement dont ils auraient besoin.

N'eut été de l'Office de l'électrification rurale, de l'imagination et de l'initiative de ses commissaires, le système coopératif se serait probablement effondré dans certaines régions. Au cours des années 1950, il devient clair que l'OER tient à bout de bras un système inadapté à quelques zones. Comme nous le verrons dans le chapitre suivant, l'Office se retrouve cependant confronté à de nouveaux défis au cours des

années 1956-1963, et les solutions mises en place conviennent mal aux transformations rapides du monde rural et, surtout, du marché de l'électricité.

CHAPITRE DIX

PRODUIRE ET CONSOMMER DE L'ÉLECTRICITÉ : LE MONDE RURAL EN TRANSFORMATION RAPIDE AU LENDEMAIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Des premiers rapports des compagnies privées (et parfois dans ceux des commissions) sur le problème de l'électrification rurale du début des années 1930, jusqu'à ceux publiés pendant la Seconde Guerre mondiale, la faible consommation d'électricité des ruraux a été désignée comme l'une des grandes responsables du peu d'attrait de ce marché auprès des distributeurs privés¹. Très au fait de ces études, les commissaires de l'Office de l'électrification rurale — tout particulièrement Albert Rioux — s'attaquent donc rapidement à la question de la consommation d'électricité des ruraux. Dans leur rapport annuel de 1947, ils annoncent que le Service de l'utilisation de l'électricité a été mis sur pied en vue d'informer les coopérateurs des usages de l'électricité, afin de hausser leur consommation. Les commissaires précisent : « [l]e succès financier des coopératives d'électricité est en fonction de la

¹ Pensons, par exemple, au rapport soumis par M. A. Lavoie, de la Compagnie de Pouvoir du Bas Saint-Laurent, à la Commission Lapointe en 1935. Il y indique alors que la consommation moyenne des cultivateurs demeure faible (13,1 kWh par consommateur) et que de plus, ils ne consomment souvent même pas le minimum que de toute façon ils ont payé (64 % d'entre eux). Et M. Lavoie d'ajouter : « les cultivateurs n'ont pas les moyens de se payer l'électricité ». Une consommation mensuelle de cet ordre de grandeur correspond à deux ampoules allumées pendant environ sept heures chacune. Compagnie de pouvoir du Bas-St-Laurent/ notes sur l'électrification rurale dans la province de Québec. (Extraits de la déposition de A. Lavoie), AHQ, fonds Comm. Lapointe, doc. n° P1/35. Pour une vue globale des études sur l'électrification rurale, voir notre mémoire de maîtrise : Marie-Josée Dorion, *op. cit.*

consommation d'énergie faite par les usagers »². En 1948 et 1949, ils réitèrent leur volonté de mousser la consommation des ruraux par des activités de promotion des usages de l'électricité, particulièrement sur la ferme. Puis, les rapports annuels de l'Office n'abordent plus la question... jusqu'en 1953.

Le discours a alors définitivement changé : les commissaires soulignent que la demande en énergie « s'est particulièrement accrue en ces récentes années ». Il faudra conséquemment trouver de nouvelles sources d'approvisionnement pour les coopératives à court d'énergie ou qui le seront bientôt, en plus de modifier les infrastructures existantes. Cette constatation des commissaires, qui tranche nettement avec les propos de 1947, dévoile déjà l'ambivalence qui règne quant aux effets de l'augmentation de la consommation des ruraux. D'un côté, cela constitue une excellente nouvelle pour les coopératives puisque les revenus additionnels qu'elle génère les mènent sur le chemin de la rentabilité. De l'autre, par contre, cette augmentation incessante les oblige à investir dans leurs équipements, ce qui entraîne des déboursés de plus en plus importants. La hausse de la consommation d'électricité des usagers coopératifs et les défis qu'elle soulève sont au cœur de ce chapitre.

² RA OER, 1947.

1. Le marché rural de l'électricité : un grand bond en avant

En 1949, la consommation totale de toutes les coopératives est de 15 millions de kWh³. Quatre ans plus tard, lorsque les commissaires de l'OER soulignent l'augmentation importante de la consommation d'électricité des ruraux, la situation est déjà très différente : au cours de cette seule année 1953, les usagers des coopératives ont consommé plus de 56 millions de kWh⁴, ce qui représente une augmentation de 270 % en quatre ans.

Que s'est-il donc passé dans l'univers coopératif pour que la quantité d'énergie consommée augmente ainsi en si peu de temps ? Pour répondre à cette vaste question, il faut bien cerner les effets positifs tout comme les défis de plus en plus grands auxquels sont confrontés les coopératives et l'OER au cours des années 1950 et 1960. Deux facteurs jouent un rôle crucial dans la demande totale en énergie : l'augmentation du nombre de clients des coopératives et la hausse de la consommation individuelle moyenne⁵.

Jusqu'en 1952, année record au cours de laquelle 6 964 nouveaux usagers sont raccordés aux réseaux coopératifs (voir la figure 15), la clientèle des coopératives

³ Précisément : 15 273 715 kWh. ANQ, E80/169, document n° 600-S-1 : *Statistiques générales des coopératives*.

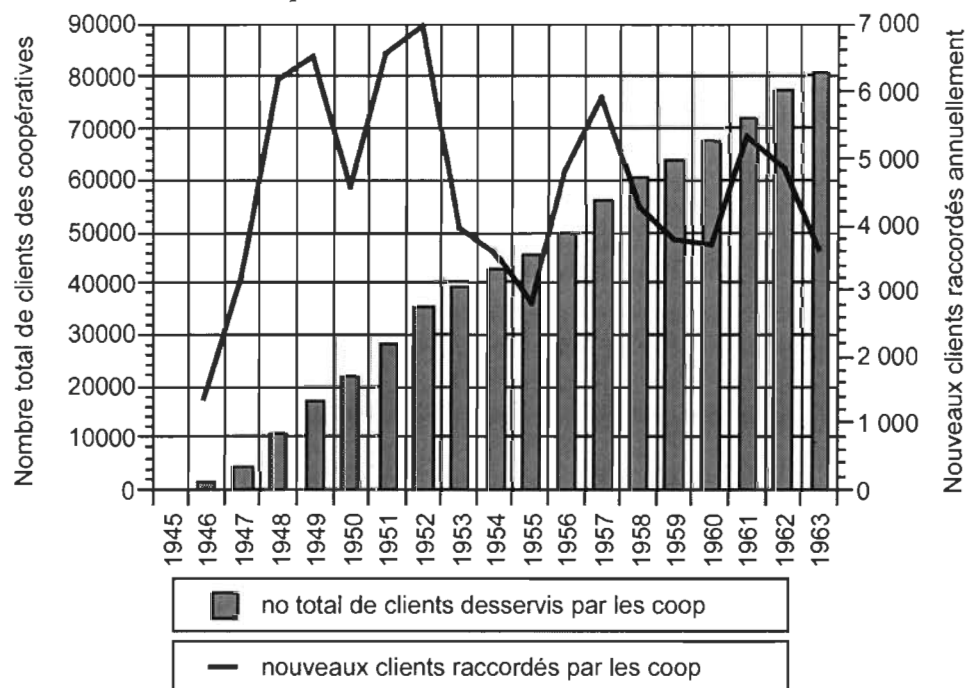
⁴ 56 766 500 kWh. *Ibid.*, merci à Caroline Coulombe, assistante de recherche au Centre d'études québécoises, qui est retournée aux ANQ, centre de Québec, afin de chercher et reproduire quelques données manquantes.

⁵ Il faut expliquer le fait que nous abordons l'aspect central de la consommation d'énergie des ruraux par le biais de données amalgamées pour toutes les coopératives plutôt que de surtout traiter de l'évolution de la consommation domestique moyenne. La raison est fort simple : la pression exercée par l'augmentation individuelle de la consommation sur les équipements de production, transport et distribution d'énergie est un élément, certes central comme nous le verrons, mais un élément parmi d'autres.

d'électricité augmente de plus de 25 % annuellement. Même si le rythme ralentit par la suite, le taux de croissance annuel de la clientèle demeure supérieur à 4,4 %. Encore en fin de période, alors que l'on pourrait croire que le gros de la vague est derrière puisque les nouvelles coopératives se font de plus en plus rares (revoir le chapitre 3, figure 5), deux augmentations significatives ont lieu : en 1957 et en 1961.

Accroître sa clientèle par la construction de nouvelles lignes est d'ailleurs une des premières, sinon la première, façons pour une coopérative d'augmenter la quantité d'énergie qu'elle distribue. Même après la fin des grands travaux de construction de leurs réseaux, la majorité des coopératives prolongent leurs lignes vers des zones non encore électrifiées, apportant l'électricité à des ruraux qui en étaient jusque-là dépourvus.

Figure 15 :
Nombre de nouveaux usagers desservis et total annuel des clients des
coopératives d'électricité, 1946-1964



Sources : Rapports annuels de l'OER, 1945-1964.

Pour un distributeur d'électricité de cette époque, la construction de nouvelles lignes n'est toutefois pas le seul moyen d'élargir sa clientèle. Il subsiste, en effet, sur le parcours des lignes érigées antérieurement, des ruraux non encore branchés qui décident, après quelques mois ou quelques années, de raccorder leurs maisons, bâtiments et/ou exploitations agricoles au réseau de distribution⁶. En 1954-55, par

⁶ Les compagnies privées ont, de tout temps, évalué la rentabilité d'une ligne rurale en tenant compte des « clients probables » et des « clients possibles ». Les premiers sont les futurs usagers qui se sont engagés, par écrit ou verbalement, à doter leurs maisons et/ou fermes des installations nécessaires pour recevoir l'électricité dès la construction de la ligne. Quant aux seconds, ils incluent les clients probables et les autres qui, tout en étant situés sur le parcours du réseau, refusent de se procurer le service électrique (du moins pour le moment). L'écart entre le nombre de ruraux qui deviendront effectivement des clients du distributeur et ceux qui ne veulent pas de l'électricité est souvent important. En 1950, par exemple, pour toutes les extensions de lignes rurales approuvées par la Régie, entre 68 % et 97 % (moyenne de 86 %) des ruraux se sont engagés ou se sont branchés dès la construction. En 1955, la moyenne est de 82 %. En 1961, ce sont maintenant presque 100 %

exemple, l'OER estime que 84 %⁷ des gens situés sur le parcours d'une ligne à construire (ou en construction) par leur coopérative se brancheront lorsqu'elle sera terminée. Une partie des lignes érigées auparavant, et payées, est ainsi susceptible d'apporter ultérieurement son lot de nouveaux consommateurs. Les lignes construites en 1954-55, par exemple, peuvent encore apporter 16 % de nouveaux clients. Conséquemment, la clientèle de la majorité⁸ des sociétés s'accroît continuellement, souvent même après l'arrêt des prolongements de réseau.

Le nombre grandissant de consommateurs n'explique cependant pas tout. La hausse de la consommation individuelle moyenne des clients est un autre moteur de la croissance de la demande énergétique. Les premières manifestations de ce mouvement apparaissent juste avant la Seconde Guerre mondiale (figure 16), mais c'est vraiment dans l'immédiat après-guerre, alors que la diffusion des usages de l'électricité

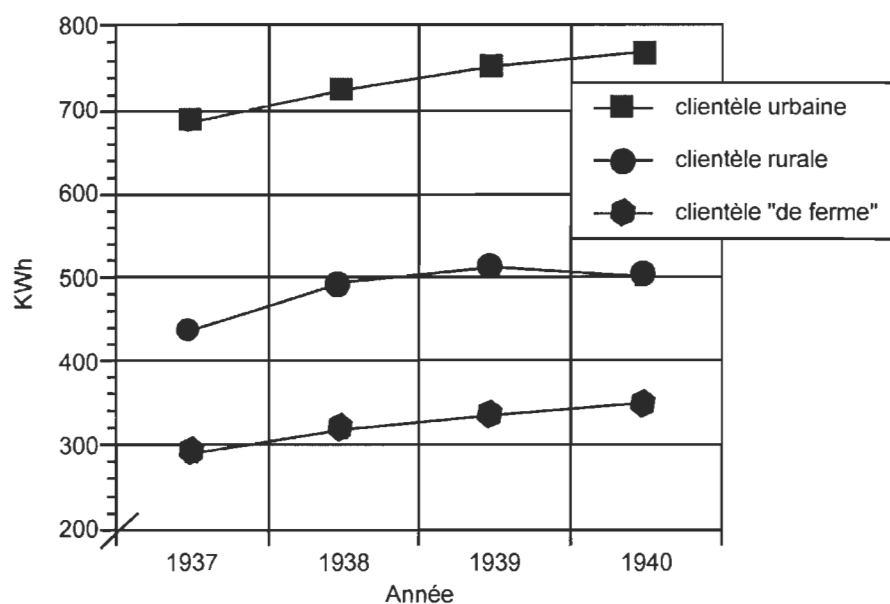
des usagers situés le long d'une ligne qui se branchent dès la construction (99,7 %). Calculs de l'auteure, à partir de *Longueur des lignes rurales (villages incl) construites par les compagnies privées du Québec. Statistiques compilées d'après les demandes de permis faites à la RÉQ.* « Électrification rurale / Programmes et réalisations : sommaires des extensions au Québec, compilation des demandes de permis et statistiques. 3 cm, originaux et copies. » AHQ, RÉQ document n° P3/235. Il faut préciser que « pour Shawinigan et Gatineau surtout, il ne faudrait pas interpréter ces chiffres comme étant strictement des extensions rurales, c'est-à-dire pour usage de ferme » car ces lignes rejoignent plusieurs chalets.

⁷ Moyenne calculée pour toutes les lignes de toutes les coopératives construites entre octobre 1954 et décembre 1955. En 1955-56, cette moyenne est plutôt de 64 %. Chiffres de l'OER, calculs de l'auteure, à partir du « Sommaire des travaux autorisés dans les coopératives, du 15 décembre 1955 au 15 décembre 1956 [et] du 10 octobre 1954 au 15 décembre 1955 » dans ANQ E80/166, document n° 400-C-3 : *Coopératives en général (1946-1959)*, Volume 1 et E80/169, document n° 600-S-2, *Statistiques générales de l'OER, volume 2*.

⁸ Sauf quelques-unes, comme les très petites, et/ou celles qui restent prisonnières d'un territoire circonscrit. Ce sont, essentiellement, celles de Mont-Rolland, Jonquière, Lac Caché, Lac Édouard, Saint-Edmond-du-Lac-au-Saumon, L'Île-aux-Grues, Saint-André-de-Restigouche, Rapide-des-Joachims, Notre-Dame-du-Lac, Sheen & Chichester, Lourdes-et-Blanc Sablon. Voir l'annexe 3 : *Augmentation du nombre d'usagers (membres et clients) des coopératives, par districts de l'OER, entre 1947 et 1960* pour avoir un aperçu de l'augmentation de la clientèle des coopératives par districts de l'OER.

s'effectue à un rythme accéléré, que décolle la consommation domestique d'électricité⁹.

Figure 16 :
Consommation annuelle moyenne (en KWh) des clients des 29 principaux distributeurs privés, 1937-1940



Source: AHQ, RÉQ, doc. n° P3/184.

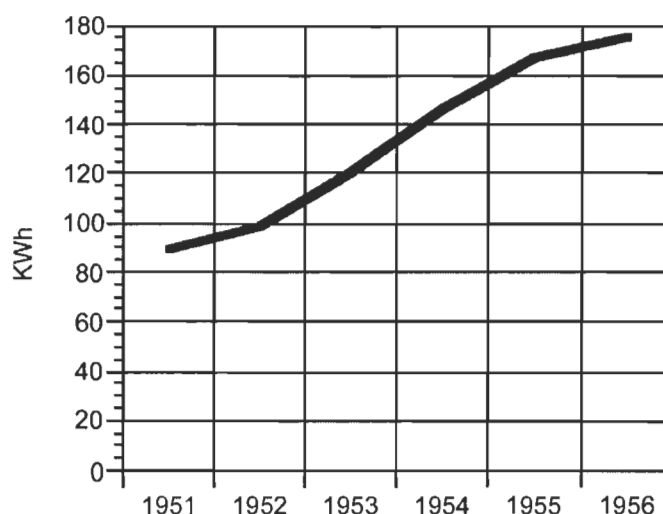
En 1947, au moment où une grande partie des coopératives récemment fondées commencent à distribuer l'électricité dans leurs territoires, la consommation d'électricité mensuelle moyenne d'un usager rural est de 60 kWh environ¹⁰. À peine

⁹ Après 1945, tous les distributeurs font face, autant dans les villes qu'à la campagne, à une augmentation importante de la consommation de leurs usagers. Voir notamment Claude Bellavance et Paul-André Linteau, « La diffusion de l'électricité à Montréal au début du XX^e siècle », *op. cit.* et Claude Bellavance, *Shawinigan Water & Power, 1898-1963, op. cit.*

¹⁰ 600-S1, *op. cit.* En 1945, la consommation moyenne était de 40 kWh par mois pour les clients fermiers des principales compagnies privées. Celle d'un usager moyen de coopérative est de 74 kWh par mois en 1949, 600-S2, *op. cit.* Détails : consommation mensuelle moyenne d'un usager de coopérative en 1951 : 89 kWh; en 1952 : 99 ; en 1953 : 120 ; en 1954 : 146 ; en 1955 : 167 et en 1956 : 175. Selon 600-S1 et 600-S2, *op. cit.*

cinq ans plus tard, en 1954, elle est de 146 kWh¹¹, soit plus du double (voir la figure 17). Et le mouvement ne s'essouffle pas : en 1956, la consommation individuelle moyenne a encore augmenté de 20 %, atteignant 175 kWh par mois. Ce rythme soutenu est d'ailleurs très proche de celui enregistré par les compagnies privées¹².

Figure 17 :
Consommation mensuelle moyenne d'un usager de coopérative, 1951 à 1956



Calculs de l'auteur. Selon 600-S1 et 600-S2, *op. cit.*

Alors que le nombre d'usagers des coopératives augmente de 17 % entre 1954 et 1956 (il passe de 42 745 à 50 018), le nombre total de kWh consommés bondit de 48 %¹³. L'augmentation continue de la consommation individuelle des ruraux, voilà

¹¹ ANQ, E80/169, *op. cit.* Malheureusement, l'OER cumule dans ses statistiques de consommation autant les clients domestiques, commerciaux qu'industriels. Cette moyenne n'est donc pas exactement celle de la consommation domestique des ruraux. Notons cependant que les clients domestiques forment l'essentiel des clients des coopératives, ce qui limite les distorsions introduites par les méthodes de calcul de l'Office. Les chiffres utilisés dans cette partie de thèse sont donc des estimations, sans doute très proches de la réalité, qui servent à illustrer la progression.

¹² La consommation des clients domestiques de SWP, par exemple, augmente de 25 % entre 1955 et 1956. AHQ, document n° P3/183.

¹³ Exactement de 65 736 130 kWh à 97 281 659. ANQ, E80/169, document n° 600-S-1 : *op. cit.*, 1954-57.

donc bien le moteur de la hausse la demande combinée en énergie des coopératives d'électricité.

Ces changements majeurs dans les profils de consommation des ruraux, dont il faudrait faire l'analyse plus poussée, résultent d'une utilisation de plus en plus intensive d'appareils électriques de toutes sortes, autant agricoles que domestiques. Les aspirateurs électriques, par exemple, encore très peu répandus en 1941, sont présents dans 16,4 % des logements ruraux dix ans plus tard¹⁴. Les changements dans les habitudes de consommation sont particulièrement importants au cours des années 1950. Il faut dire que cette utilisation des « commodités électriques », comme on les appelle alors, est, depuis plusieurs années déjà, souhaitée et encouragée. Sans entrer dans l'analyse poussée, disons-en néanmoins quelques mots.

Lancée dans les années 1930, la promotion des usages de l'électricité en milieu rural a décuplé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Dès sa création, l'OER joue un rôle important en la matière. À peine deux ans après sa naissance, il met en effet sur pied un « Service d'utilisation de l'électricité », afin de mousser la consommation d'électricité des ruraux¹⁵. Et même s'il n'est pas clair que ce service poursuive ses activités après 1950, puisque les rapports annuels n'en font plus mention, les efforts de promotion de l'OER ne cessent pas. Albert Rioux, en particulier,

¹⁴ 4,8 % des logements ruraux non agricoles possèdent un aspirateur électrique en 1941. Le pourcentage de logements occupés munis d'aspirateurs électriques a été calculé (pour 1951) à partir des tableaux n° 18 : « Logements occupés pourvus de certaines commodités » et 40 : « Logements occupés selon le mode d'occupation et possédant certaines commodités de confort spécifiées, ... » des Recensements fédéraux de 1941 et 1951.

¹⁵ *RA OER, 1947*. Rappelons que la création d'un « service de l'électrification rurale » avait été créé au sein d'Hydro-Québec et que les rapports de l'ingénieur en chef du Service hydraulique préconisaient la promotion des usages de l'électricité par l'entremise de prêts aux ruraux. Revoir le chapitre un à ce sujet.

contribue grandement à la diffusion du message en écrivant de très nombreux articles dans les revues agricoles et rurales et en présentant des conférences radiophoniques (il le fait depuis 1944 au moins) dans lesquelles il explique aux ruraux les usages de l'électricité à la ferme.

Les agronomes du ministère de l'Agriculture utilisent d'ailleurs sensiblement les mêmes modes de diffusion : la radio, les articles dans les revues agricoles et les conférences sur le terrain, afin de renseigner les agriculteurs sur les nouveaux usages de l'électricité. Ils insistent, notamment, sur les gains en productivité permis par l'électrification des moyens de production. Même les toutes jeunes coopératives font leur part : presque toutes celles qui possèdent un magasin d'appareils et d'accessoires électriques permettent à leurs membres de se procurer à crédit le matériel nécessaire à l'électrification de leur maison. D'autres vont plus loin. À Saint-Cyrille-de-Wendover, par exemple, les dirigeants précisent que les « machines à laver » peuvent être payées un tiers comptant et le solde sur 12 mois¹⁶.

Premiers bénéficiaires de la hausse de consommation de leurs clients, les distributeurs privés d'électricité ne sont pas en reste et participent aussi à la diffusion du message. Même si leurs publicités et articles visent d'abord et avant tout leurs propres usagers, les revues rurales et agricoles utilisées comme véhicules promotionnels rejoignent aussi les clients des coopératives¹⁷. Shawinigan Water and

¹⁶ *PV dir.*, 12/04/1948. On ne précise malheureusement pas par la suite le nombre de clients qui se sont prévalus de la mesure.

¹⁷ Une revue comme *Jeunesse agricole*, véhicule promotionnel très utilisé par SWP notamment, rejoint des centaines de foyers ruraux. Elle est publiée et éditée par le service de

Power, tout particulièrement, s'est donné une véritable mission d'éducation. Elle organise des concours¹⁸ et des cours, destinés aux jeunes agriculteurs¹⁹, et elle donne des conseils par l'entremise de ses annonces publicitaires. Par exemple : pourquoi et comment utiliser l'électricité à la ferme, dans la maison ; quelles sont les installations nécessaires pour brancher sa ferme²⁰ et/ou son habitation au réseau, etc. Ses agronomes²¹ — elle a en effet un agronome ou un conseiller résidant dans chacun de ses districts et ils offrent gratuitement des consultations aux agriculteurs pour les guider dans l'utilisation de l'électricité — publient aussi des articles sur des sujets très variés tels que les lampes à infrarouges utilisées dans l'élevage avicole, les avantages

l'enseignement agricole du ministère de l'Agriculture, Québec (Province) à partir de septembre 1947.

¹⁸ Shawinigan Water & Power, « Concours de SWP destiné aux cercles des jeunes agriculteurs », *Jeunesse agricole*, vol. 12, n° 4 (1^{er} décembre 1958) : 11. « Le concours consiste à prendre des photographies illustrant l'usage de l'électricité et d'en rédiger une description au plus de 25 mots. Exemple : le hache-viande, qui allège tant la tâche de la ménagère ; le moteur électrique mobile, auxiliaire indispensable de l'agriculteur progressif, etc. » Prix : 6 prix de 100 \$, 15 de 20 \$ et 10 de 10 \$. Le concours est organisé sous les auspices du *Progrès à la Ferme*, revue distribuée gratuitement aux usagers ruraux du territoire de SWP, mais semble ouvert à tous les lecteurs de *Jeunesse Agricole*.

¹⁹ Lavigne, J-W. (chef de la promotion des ventes, Bureau commercial et de distribution, SWP), « Les cours de la Shawinigan », *Jeunesse agricole*, vol. 2, n° 7 (1^{er} mars 1949) : 16-18. Explications des cours donnés par SWP. « Le but primaire de ce cours est le même que l'an dernier, soit stimuler les jeunes à l'étude de l'électricité. De cette façon, une fois de retour sur la ferme, ils seront en mesure de mettre en pratique ce qu'ils auront retiré des cours donnés. » 25 cercles agricoles sont admissibles aux cours (répartis sur deux ans). Première année : 3 cours. La deuxième année : 3 cours. 1- révision des notions fondamentales de l'électricité; 2- système d'eau courante sur la ferme et 3- le moteur électrique. Prix pour les participants : entre autres, une bourse d'études d'une année pour une école moyenne d'agriculture. Ou école agricole familiale, si c'est une jeune fille.

²⁰ Shawinigan Water & Power, « Un petit tuyau ne donne qu'un PETIT DÉBIT ! », *Agriculture*, vol. 3, n° 4 (1^{er} décembre 1946) : page couverture. Image d'un homme qui attend de l'eau d'une citerne, mais l'eau ne coule pas beaucoup et il a l'air de s'ennuyer. « Des fils insuffisants ne peuvent véhiculer qu'un volume limité d'énergie électrique, à voltage réduit, tout comme un petit tuyau ne peut débiter qu'un mince filet d'eau. Il est d'importance majeure qu'une ferme possède une canalisation électrique suffisante, car l'outillage électrique destiné aux fermes se développe rapidement. L'insuffisance des fils ralentit la production de votre ferme et diminue vos revenus ».


²¹ Voir aussi à ce sujet l'ouvrage de Jean-Louis Fleury, *Les porteurs de lignes*, op. cit., qui contient des informations intéressantes sur l'action des agronomes de SWP en milieu rural.

de l'aération des porcheries ou ceux des nettoyeurs d'étable²². Le confort domestique et l'allègement des tâches ménagères sont également des thèmes récurrents des publicités de SWP (comme dans celles de sa filiale, Quebec Power) et de Southern Canada Power.

²² Georges Massicotte, (agronome de SWP), « Le nettoyeur d'étable, une commodité », *Jeunesse agricole*, vol. 10, n ° 1 (1^{er} sept 1956) : 11-12. On y dit que les fermiers progressifs utilisent le nettoyeur d'étable, car il a comme avantages : économie de temps et d'argent ; un moyen pour garder les jeunes sur la ferme en éliminant le maniement du fumier, travail détesté ; etc..

Image 6

TENEZ-VOUS BIEN COMPTE DE L'*Avenir* ?




Il est économique d'aménager maintenant une canalisation électrique pouvant suffire à vos besoins futurs. Chaque jour démontre la nécessité d'accroître l'outillage électrique moderne. Tenez compte de l'avenir et faites poser sagement de fil. Il vous en coûtera beaucoup plus cher, plus tard, pour faire poser de nouveaux fils ou changer les circuits actuels que pour faire aménager en premier lieu une canalisation de volume approprié.

Il y a des "Aubaines" ruineuses

Mais certains cultivateurs peuvent vous dire que certains retards à prix d'achats, pour la pose des fils, ne représentent pas toujours, à la longue, une économie. Une canalisation due d'achats, c'est à dire insuffisante, nuit à la répartition et au bon fonctionnement de l'énergie électrique et empêche de ce fait, à la longue, votre argent de vous donner plein rendement.

Considérez ces marchands d'appareils électriques de confiance ou le bureau d'ingénieurs le plus rapproché. Ils ont tout intérêt à ce que l'électricité vous donne son rendement parfait et économique.

The Shawinigan Water & Power Company
distribuant  *Produits Chimiques*

Agriculture, Vol. 4, n° 1 (01 mars 1947)

D'ailleurs, à l'instar du marché qu'elles visent, les publicités évoluent au fil des ans. Celles des années 1940 (qu'elles proviennent des distributeurs d'électricité ou des vendeurs d'appareils électriques) n'insistent en effet pas sur les mêmes avantages de l'électricité que celles des années 1950 ou 1960. Les premières publicités mettent souvent l'accent sur la productivité d'une exploitation agricole et le fait que le

cultivateur « moderne » utilise l'électricité pour épargner du temps (et donc, de l'argent)²³. Ces publicités s'attaquent aussi à quelques inquiétudes ou préjugés des usagers potentiels, par exemple, que les trayeuses électriques pourraient traire jusqu'au sang ou arracher le pis des vaches²⁴. La promotion des usages de l'électricité se double alors d'un volet éducatif et l'on insiste sur la productivité et les profits, bien sûr, mais aussi sur la propreté et la santé.

²³ Par exemple : Flexible Shaft Co, Toronto, « Shaermaster, Tondez vos moutons » (tondeuse électrique). Dans *La Terre de chez nous*, vol. 4, n° 33 (18 mai 1932) : 520. On y spécifie : « Tondez vos moutons sans engager d'aide, ayez plus de laine ».

²⁴ Quebec Power Co., « La machine à traire Surge » (publicité), *Agriculture*, vol. 1, n° 4 (1^{er} décembre 1944) : dos de la page couverture. On insiste sur le fait qu'il « ne faut pas croire que la traite mécanique abîme les vaches en les trayant jusqu'au sang. C'est là en effet un préjugé contre lequel il faut lutter car il est entièrement faux. » La traite de 25 vaches coûte environ 1 \$ par mois d'électricité.

Image 7

Agriculture, Vol. 3, n° 4 (1^{er} décembre 1946) page couverture

15 VACHES TRAITES EN 31 MINUTES EXACTEMENT



“C'est très facile”, dit Pauline

Devant une assistance attentive qui surveille et chronomètre tous ses gestes, Pauline Zolko, à l'aide de deux unités SURGE, traite 15 vaches en 31 minutes exactement... soit une vache à toutes les deux minutes. Prête d'expliquer sa manière de procéder, elle répond : “C'est très facile — n'importe qui peut en faire autant” —

- (1) Laver le pis à l'eau chaude et recueillir les premiers jets de lait de chaque trayon dans une tasse-filtre.
- (2) Attacher la trayeuse en plaçant la sangle bien en avant.
- (3) Enlever la trayeuse SURGE aussitôt la traite terminée.



LA TRAYEUSE SURGE

Une nouvelle SURGE toute brillante à toutes les 2 1/2 minutes

On se souvient de l'ancien type qui était une SURGE qui est devenue de plus en plus à la mode. Pour l'obtenir plus de travail SURGE, une machine améliorée. Pendant quelques temps, on avait aussi pu voir quelques machines de type SURGE, mais elles étaient toutes défectueuses. Il n'y a pas d'autre, pour une machine SURGE, si ce n'est la machine d'aujourd'hui.

BABSON BROS. CO. (Canada), Ltd.
308, College Street, Toronto 4, P. Ontario.

CHICAGO - PEORIA - SIOUX FALLS - SASKATOON - VANCOUVER - WINNIPEG - SEATTLE - ATLANTA

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les femmes font leur apparition, même dans des publicités d'appareils strictement agricoles, telles les trayeuses (image 7)²⁵. Le mode de vie changeant des ruraux a un effet sur le contenu des publicités et les

²⁵ Babson Co. [compagnie de Toronto], « La machine à traire Surge : 15 vaches traites en 31 minutes exactement » (publicité). *Agriculture*, vol. 3, n° 4 (1^{er} décembre 1946) : page couverture.

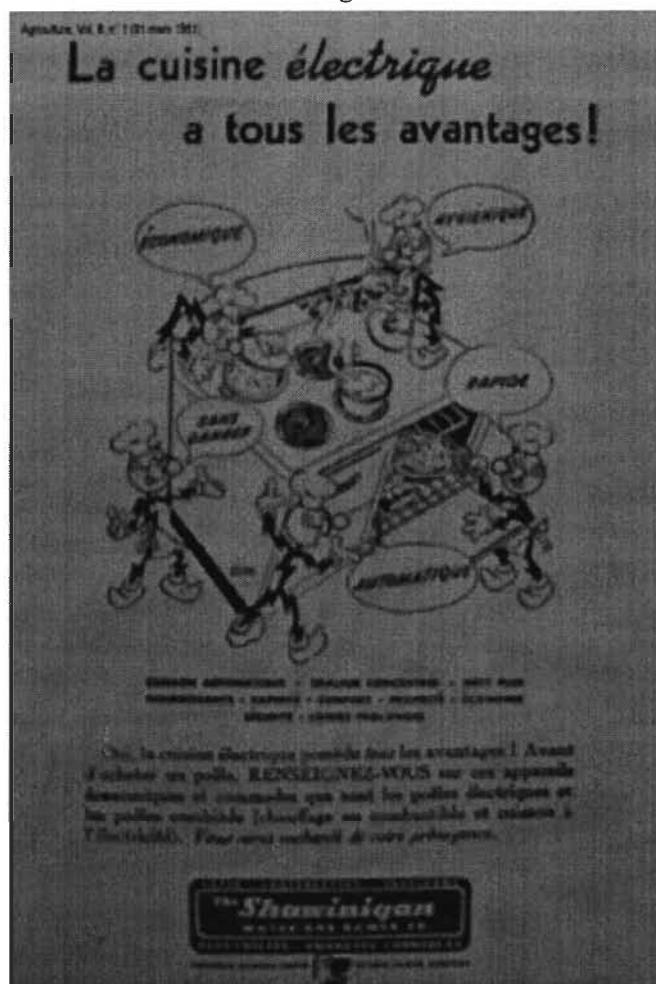
thèmes mis de l'avant sont maintenant de plus en plus attachés à l'amélioration des conditions de vie : davantage de confort, importance de la nourriture fraîche et cuite adéquatement, propreté accrue et, fait nouveau, augmentation du temps de loisir permis par l'utilisation de l'électricité²⁶.

Il est clair que le monde rural de l'après-guerre est devenu un marché au potentiel intéressant, dont il faut en tirer le maximum. Même les banques tentent d'y promouvoir leurs prêts²⁷, alors que les magasins vendant des appareils électriques se multiplient. De fait, toute une gamme d'activités commerciales gravite autour de la diffusion de l'électricité dans les régions rurales : vente d'appareils, bien entendu, mais aussi d'accessoires électriques (fils, interrupteurs, gaines isolantes, etc.), création d'entreprises offrant des services reliés tels les électriciens — qui trouvent un marché lucratif dans l'électrification des domiciles — et les plombiers — pour doter les maisons de l'eau courante et chaude, avec pompe et chauffe-eau actionnés à l'électricité.

²⁶ « De jour en jour, l'électricité nous donne plus de loisirs. Elle lave, sèche et repasse nos vêtements, elle conserve et cuit nos aliments, elle nettoie nos demeures, lave notre vaisselle, elle nous éclaire et nous procure les divertissements de la radio et de la télévision. Une simple pression du doigt et elle accomplit des centaines de travaux qui naguère demandaient beaucoup de temps et d'efforts... » Shawinigan Water & Power, « Plus de loisirs, moins de travail ! », *Jeunesse agricole*, vol. 8, n° 10 (1^{er} juin 1955) : 25. La même publicité se retrouve aussi dans le vol. 9, n° 1, (septembre 1956).

²⁷ « Vous vous proposez d'améliorer votre ferme, d'y installer l'électricité, de réduire ou d'agrandir vos bâtiments, d'acheter des animaux ou des instruments aratoires, de construire des clôtures ou d'entreprendre des travaux de drainage. La Loi de 1944 sur les prêts destinés aux améliorations agricoles nous autorise à vous faire des avances à des conditions spéciales, afin de vous aider à augmenter votre production et à rendre la vie à la ferme plus confortable et plus agréable ». *Agriculture*, vol. 4, n° 1 (1^{er} mars 1947) : 89.

Image 8



Des secteurs que l'on ne soupçonnerait pas connaissent également une période de croissance à la suite de l'arrivée de l'électricité, et de son utilisation sans cesse croissante. M. H. B, membre de la coopérative d'électricité d'Abitibi-Ouest dans les années 1950, et alors courtier d'assurances, nous indiquait dans un entretien que les ruraux qui n'avaient pas encore de couverture d'assurances se décidaient parfois juste après l'installation de l'électricité sur leur propriété, car ils étaient inquiets des risques d'incendie d'origine électrique. Le développement d'activités économiques connexes en milieu rural, grâce à la diffusion de l'électricité, mériterait d'être étudié en détail,

car il nous apparaît clair qu'elles ont contribué à la croissance du secteur des services dans l'après-guerre.

Les coopératives elles-mêmes ont un effet d'entraînement positif sur l'économie du milieu rural. Elles sont en effet non seulement des acheteurs de produits locaux (poteaux, matériel électrique, camions ou voitures, papeterie, etc.), mais aussi, comme les chapitres précédents l'ont montré, des employeurs intéressants pour les ruraux et des clients privilégiés pour les caisses populaires et les banques. En définitive, la diversification des usages de l'électricité, et son corollaire, l'augmentation de la consommation, produisent des retombées économiques intéressantes pour le monde rural, tout en participant à sa transformation. Ces effets rejaillissent également sur les coopératives, à la fois instigatrices et bénéficiaires, car qui dit plus d'énergie consommée, dit plus de revenus pour les distributeurs d'électricité.

2. Des effets plutôt positifs

La croissance continue de la clientèle des coopératives et, surtout, de la hausse de la consommation individuelle sont sans contredit d'excellentes nouvelles pour les coopératives. Comme l'avait fort à propos souligné l'OER dans son rapport annuel de 1947, les clients doivent consommer afin que le réseau qui les alimente soit rentable. L'économie de l'électricité est ainsi faite : une ligne de distribution, les infrastructures de production et de transport, coûtent le même prix, peu importe que les usagers consomment une faible quantité d'énergie ou le maximum que les équipements peuvent supporter (ou produire). Si, par exemple, un réseau peut transporter et distribuer 48 000 kilowatts, mais que les clients situés sur son parcours n'en consomment que 20 000, ce réseau ne génère pas un revenu optimal, car les coûts

associés au transport et à la distribution sont fixes. Pour le dire autrement, plus grande est la quantité d'énergie consommée, plus grande est la marge de profit du distributeur.

L'augmentation de la consommation rurale d'électricité permet ainsi non seulement une utilisation optimale des infrastructures, ce qui est toujours souhaitable, mais elle entraîne aussi directement une hausse des revenus des coopératives²⁸. Et cet accroissement est notable : entre 1954-55 et 1961-62, les revenus annuels des coopératives tirés des ventes d'électricité doublent, passant de 2,64 millions à 5,75 millions de dollars²⁹. L'augmentation, substantielle, est généralisée : le revenu moyen des ventes d'électricité, par coopérative, bondit de 48 % en quatre ans (1957 à 1961)³⁰. Dans certaines coopératives, cette hausse est encore plus marquée, allant jusqu'à 79 % à Sept-Îles, pour les mêmes années³¹. Et les bonnes nouvelles ne s'arrêtent pas là.

²⁸ Comme nous l'avons déjà souligné, les ventes d'électricité constituent l'essentiel des revenus des coopératives. Nous avons construit des statistiques financières en nous servant des bilans annuels de l'OER. Nous avons choisi d'analyser en détail les années 1954-55, 1957-58 et 1961-62 (juste avant l'étatisation). Les données utilisées sont toujours exprimées en dollars courants. Nous avons opté pour la présentation de données amalgamées qui portent sur les coopératives actives : 38 en 1954-55 ; 46 en 1957-58 et 44 en 1961-62. ANQ, E80 / 166; document n° 400-R-2 : Rapports annuels et mensuels des coopératives, (1953-1964) *Sommaire des bilans des coopératives en opération au 30 avril 19xx*.

²⁹ Revenus tirés des ventes d'électricité, pour toutes les coopératives en activité. Calculs de l'auteure. *Ibid.*

³⁰ Il passe, exactement, de 69 482 \$ à 130 592 \$. Calculs de l'auteure. *Ibid.*

³¹ Quelques exemples seulement d'augmentation du revenu annuel des coopératives pour la courte période de 1957-58 à 1961-62 : Saint-Luc-de-Laval, de 36 385 \$ à 104 787 \$; Des Laurentides, de 29 406 \$ à 72 623 \$; Manicouagan, de 102 857 \$ à 223 580 \$ et Sept-Îles, de 152 250 \$ à 740 116 \$. Lac Caché et Lac Supérieur sont des exceptions (en grande partie en raison des baisses importantes de tarifs pour ces années) : leurs revenus de 1961-62 sont inférieurs à ceux de 1957-58.

Alors que les revenus augmentent, les dépenses autres que les achats d'électricité — qui, bien entendu, croissent avec la consommation³² — ne connaissent pas de variations importantes. D'abord, les paiements pour rembourser le prêt consenti par l'Office pour construire le réseau demeurent sensiblement les mêmes, que ce réseau soit utilisé à la moitié ou au maximum de sa capacité. En vérité, les paiements à l'OER sont facilités par les revenus réguliers et suffisants qu'apporte l'augmentation de la consommation. Et, à quelques exceptions près³³, toutes les coopératives respectent leurs échéances de remboursement. Déjà en 1956, elles ont remboursé 15 % des sommes dues. Lors du bilan effectué dans le cadre de leur acquisition par Hydro-Québec, en 1964, les coopératives ont collectivement remis plus de 6,5 millions de dollars (voir la figure 18), soit 30,6 % de leur dette³⁴. Quelques petites sociétés ont même complètement remboursé leurs prêts et d'autres sont sur la bonne voie³⁵.

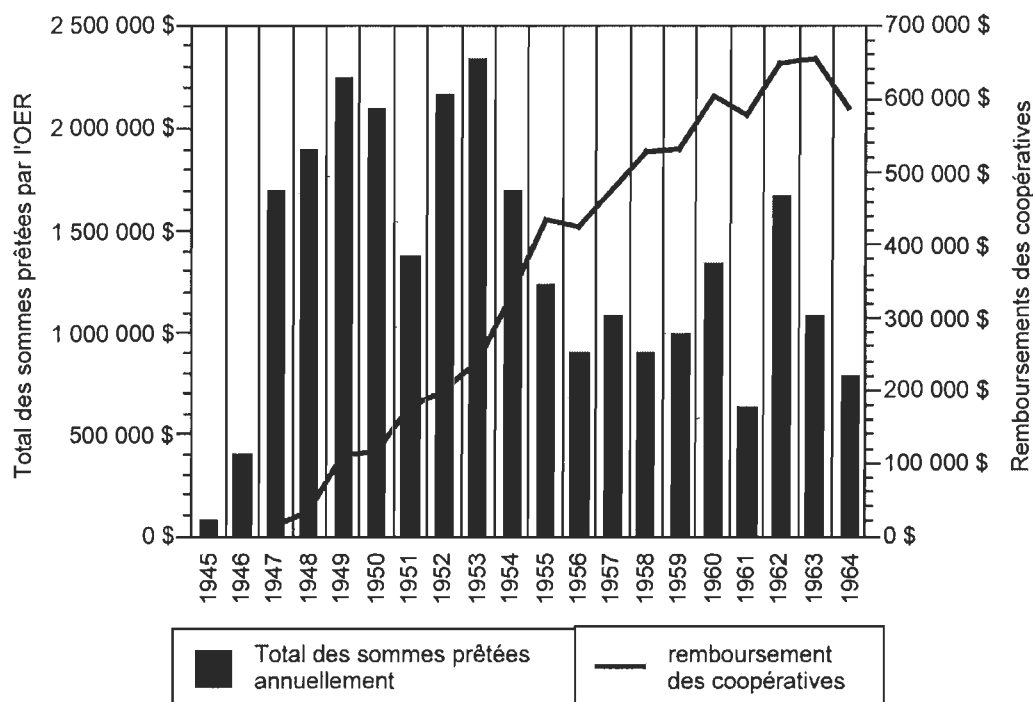
³² Les dépenses d'électricité représentent 37,7 % de toutes les dépenses des coopératives en 1954-55. En 1955-56, cette proportion est passée à 45,2 % et, en 1961-62, elle atteint 47,9 %. *Op. cit.*, *Sommaire des bilans des coopératives en opération au 30 avril 19xx*

³³ En juillet 1953, Pontiac-Ouest est incapable de payer les 3 585\$ qu'elle doit en versement à l'OER ; elle ne lui verse que 1 500 \$. La situation se rétablit ensuite lentement, mais il lui arrive encore parfois de rater une échéance. Celle de Sacré Cœur a des problèmes ponctuels à rencontrer ses versements en 1963. *PV OER*.

³⁴ Elles ont alors collectivement remboursé 6 609 438 \$ alors que le montant total emprunté est de 23 278 971 \$ (auquel on doit retrancher 10 % car les coopératives devaient rembourser 90 % des sommes empruntées en 30 ans). Il demeure donc un solde de 14 millions. Calculs de l'auteure, *RA OER*, années concernées.

³⁵ Les coopératives de Saint-Georges-de-Beauce, de Jonquière et de Mont-Rolland ont complètement remboursé leurs prêts, soit un total de 39 737 \$. *PV OER*, févr. 1954. Par ailleurs, en 1961, Témiscamingue a remboursé 38 % de sa dette, soit sensiblement la même proportion que Saint-Valérien-de-Shefford, alors qu'à Standstead, cela en représente 33,5 %. Certaines coopératives, aux prises avec des problèmes d'approvisionnement en énergie affichent cependant des résultats moins positifs : Sept-Îles par exemple a remis 15 % seulement. Nous y reviendrons dans le prochain chapitre. Calculs de l'auteure, *Rapports annuels financiers des coopératives*, pour chaque coopérative, années concernées.

Figure 18 :
Sommes prêtées annuellement par l'OER et valeur des remboursements
annuels par les coopératives, 1945-1964
(dollars courants)



Sources : *Rapports annuels de l'Office de l'électrification rurale, 1945-1949* et *Comptes publics de la province de Québec, 1949-1964*

Après le remboursement des prêts à l'Office, les frais d'exploitation des réseaux constituent l'autre grand poste de dépense des coopératives³⁶. Ces frais³⁷ augmentent entre 1954 et 1961, mais moins rapidement que les revenus (voir le tableau 4), passant d'une moyenne (pour toutes les sociétés) de 56 à 51 %³⁸. Au total, le bilan est donc

³⁶ Les quatre postes budgétaires principaux des coopératives sont : les achats d'électricité, les paiements à l'OER, les dépenses d'exploitation du réseau et les dépenses d'administration.

³⁷ Les dépenses d'exploitation comprennent habituellement les frais d'entretien normal du réseau (main-d'œuvre et matériaux), des installations, de même que les coûts entraînés par les pertes sur le réseau.

³⁸ Nous avons calculé la part qu'occupent les dépenses d'exploitation du réseau par rapport aux revenus totaux des coopératives à partir des données fournies par l'Office dans ses *États*

positif puisque les revenus (+ 48 % entre 1957 et 1961) des coopératives augmentent plus rapidement que leurs charges.

Tableau 4
Proportion des dépenses d'opération des réseaux par rapport aux revenus des coopératives, 1954-55, 1957-58 et 1961-62 (en pourcentage)³⁹

Districts de l'OER (*)	1954-55	1957-58	1961-62
Cantons-de-l'Est	48,2	53,2	53,1
Côte-Nord	53,4	72,2	52,9
Nord de Montréal	53,9	56	53,6
Gaspésie / Bas Saint-Laurent	58,7	49,1	52,1
Nord-Ouest	54,9	44,3	48,1
Québec **	108,6	30,82	39,4
MOYENNE TOUTES COOPÉRATIVES	55,9	56,16	51,2

* L'Office avait découpé le territoire québécois selon les districts présentés dans ce tableau. À la veille de l'étatisation de 1963, le découpage change. Nous avons cependant conservé le découpage original (en y intégrant les nouvelles coopératives, selon leur position géographique sur le territoire québécois).

** Ce district ne compte que deux petites coopératives (Lac Édouard et l'Île-aux-Coudres), auxquelles s'ajoute l'Île-aux-Grues, en 1961. Les données de 1954-55 sortent de l'ordinaire, principalement parce qu'une des deux coopératives alors en activité (Lac Édouard) vient tout juste d'être fondée.

Sources : ANQ, E80 / 166; doc. 400-R-2 *Rapports annuels et mensuels des coopératives, (1953-1964) Sommaire des bilans des coopératives en opération au 30 avril 19xx. Calculs de l'auteure.*

Il résulte de cet accroissement supérieur des revenus des coopératives par rapport aux dépenses une augmentation significative des profits annuels : de 1,59 million en 1957-58, ils s'élèvent à 2,84 millions en 1961-62⁴⁰. Est-ce à dire que les coopératives sont très profitables ? Pas tout à fait. Les coopératives, on le sait, sont des organismes à

et bilans des coopératives d'électricité, pour 1954-55, 1957-58 et 1961-62. ANQ, E80/166, op. cit. Voir aussi l'annexe 2.

³⁹ Les moyennes pour toutes les coopératives sont toujours calculées avec les données brutes des coopératives (elles ne sont donc pas une moyenne des moyennes par districts).

⁴⁰ Le profit brut est la différence entre les revenus d'électricité et le coût de l'électricité (achat, transport et/ou production). Le profit annuel moyen, par coopérative, passe de 41 700 \$ en 1954-55 à 64 611 \$ en 1961-62. Calculs de l'auteure, E80/166, op. cit.

but non lucratif. Leur objectif consiste à équilibrer leurs dépenses et leurs revenus plutôt que de générer des bénéfices pour rétribuer un propriétaire ou des actionnaires. C'est pourquoi tout dépassement des revenus par rapport aux dépenses ne se traite pas comme un profit, mais plutôt comme un surplus.

Lorsqu'elles dégagent des surplus, les coopératives ont plusieurs choix : 1- les affecter au paiement de ristournes, versées directement aux membres ; 2- réinvestir dans la société (achats d'équipements, modernisation des équipements plus anciens, etc.) ; 3- épargner en vue de se constituer un fonds de réserve pour imprévus ; ou, 4- elles peuvent décider de réduire les tarifs⁴¹ de sorte d'équilibrer à nouveau les revenus et les dépenses.

Nous avons déjà montré, dans le chapitre 7, que l'OER prenait souvent lui-même les décisions en matière d'affectation des surplus des coopératives. Nous avons alors indiqué qu'il privilégiait nettement les baisses de tarifs ou les omissions de facturation pour un mois ou deux⁴². Ce qu'il faut ajouter ici, pour bien comprendre le nouveau contexte des années 1956-63, c'est de quelle façon, dans la pratique, l'Office applique cette politique de réduction des tarifs.

La redevance fixe est toujours la première cible des comptables de l'OER, celle où les réductions s'appliquent en priorité. Cette redevance, ou charge fixe, est un montant minimum que le client doit payer, à chaque facturation (mensuelle ou bimensuelle), et ce, même, s'il ne consomme pas le nombre de kilowatts qui y est très

⁴¹ Les ventes d'électricité forment l'essentiel des revenus des coopératives.

⁴² Revoir au besoin le chapitre sept pour bien comprendre la méthode de détermination des tarifs mise au point par l'OER, ainsi que le rôle des bureaux de direction dans ce processus.

souvent indiqué. Par exemple, une redevance fixe de 5 \$ peut comprendre 10, 20 ou même 50 kWh (à Pontiac-Ouest, en 1949, la redevance fixe de 4 \$ inclut les 50 premiers kWh). Au-delà de cette consommation comprise dans la charge fixe, les pleins tarifs s'appliquent (10 ¢ du kWh suivant, par exemple). Ailleurs, comme dans les coopératives des Cantons-de-l'Est, cette charge fixe est moins élevée (2 \$ ou 3 \$) mais elle n'inclut aucun kilowatt.

La redevance fixe est un élément central de la grille tarifaire des coopératives, car elle leur assure un revenu mensuel minimum garanti, peu importe la consommation des clients⁴³. Elle est donc soigneusement établie par les comptables de l'OER, afin que les revenus de chaque coopérative permettent d'assumer ses dépenses d'exploitation. À mesure que la consommation des clients augmente, le nombre de kilowattheures consommés mensuellement dépasse de plus en plus souvent le minimum inclus dans le prix de base. Les revenus provenant de la vente d'électricité s'accroissent donc proportionnellement, ce qui diminue l'importance stratégique de celui-ci. Même dans les coopératives où cette redevance n'incluait aucun kilowatt, la logique est la même : plus les clients consomment, moins les sociétés ont besoin de la redevance fixe pour garantir un revenu minimum. Aussi, les comptables de l'OER chargés de préparer les tarifs peuvent-ils la réduire progressivement. Dans certaines coopératives, la redevance fixe est l'objet de réductions annuelles⁴⁴ et ce, parfois dès le début des années 1950.

⁴³ Certaines coopératives imposent également une « facture minimum mensuelle », soit la redevance fixe, plus 50 ¢ ou un dollar.

⁴⁴ À Brigham, la charge fixe est réduite de 25 ¢ par année, entre 1952 à 1957, la faisant passer de 2,25 \$ à 1 \$. *Rapports financiers annuels de la coopérative*, préparés par l'OER, années concernées.

Les interventions de l'OER entraînent une diminution de la proportion des revenus provenant du prix de base dans plusieurs coopératives. À Brigham, par exemple, cette part passe de 45 à 15 % entre 1951 et 1963. À Abitibi-Ouest, la baisse est encore plus marquée : de 59 à 14 %. Dans quelques sociétés, les redevances en viennent même à représenter un pourcentage négligeable : à Sept-Îles, en 1958, seulement 5 % des revenus d'électricité proviennent de la redevance fixe⁴⁵. Ce mouvement de réduction est généralisé ; et, sauf dans des cas tout à fait exceptionnels, les comptaibles de l'OER ne revoient jamais à la hausse cet élément de la grille tarifaire au cours des années 1950 et 1960⁴⁶.

Cette redevance fixe est parfois encore très élevée : 5 \$ par mois au cours des premières années de la coopérative du Témiscamingue, ou même 10 \$ à Lac Caché, encore en 1957. On comprend aisément pourquoi elle n'est pas très populaire auprès des usagers, lesquels se réjouissent des réductions. Les bureaux de direction aussi, car ce sont eux qui subissent les pressions de leurs membres, parfois depuis de longues années⁴⁷. De très nombreuses assemblées générales voient leur période de questions monopolisée par la question des tarifs. Au début des activités d'une coopérative, les

⁴⁵ Calculs de l'auteure, à partir des *Rapports financiers annuels de la Coopérative d'électricité de Brigham, d'Abitibi-Ouest et Sept-Îles* années concernées.

⁴⁶ Il y a toujours des exceptions. En novembre 1952, Guy Daignault de l'OER est présent à l'assemblée des directeurs (puis à l'assemblée générale annuelle) de Pontiac-Ouest pour expliquer que la coopérative doit augmenter ses tarifs (dont la redevance fixe) puisqu'elle a un déficit accumulé de 4 627 \$. Ils sont cependant réduits à nouveau dès 1954. Daignault félicite alors les membres et le bureau de direction. *PV. dir et Minutes des assemblées générales*.

⁴⁷ À l'assemblée générale de 1955 de la Coopérative d'Électricité de Rouyn-Noranda, fondée l'année précédente, les sociétaires posent plusieurs questions au sujet des tarifs. C'est le député de Rouyn-Noranda, présent à l'Assemblée, qui explique que les tarifs pourront baisser dès que le nombre de clients sera plus élevé. *Minutes des Assemblées générales*, 28/08/1955. F62.

membres réclament la plupart du temps des diminutions du montant de base puis, à mesure que leur consommation augmente, ils insistent davantage sur la baisse du prix du kilowattheure.

Ces sensibilités trouvent un écho chez les comptables de l'OER. La hausse de la consommation des usagers permet ainsi non seulement de réduire la redevance fixe, mais aussi les tarifs de vente d'électricité, qui deviennent de plus en plus dégressifs. Les dernières tranches de consommation sont périodiquement rajustées pour tenir compte des changements dans les profils de consommation (voir le tableau 5 pour un exemple précis⁴⁸).

Tableau 5
Tarifs de la Coopérative d'Électricité d'Abitibi-Est

au 23 octobre 1952		au 21 septembre 1955	
charge minimum (comprenant les 20 premiers kWh)	3,50 \$	charge minimum (comprenant les 15 premiers kWh)	1,50 \$
30 suivants	5 ¢	30 suivants	5 ¢
40 suivants	4 ¢	50 suivants	4 ¢
50 suivants	3 ¢	50 suivants	3 ¢
50 suivants	2 ¢	850 suivants	1 ¢
100 kWh suivants	1 ¢		
le surplus	2 ¢	le surplus	2 ¢
Facture pour 300 kWh (pour deux mois)	10,30 \$	Facture pour 300 kWh (pour deux mois)	8,05 \$
Facture pour 600 kWh (pour deux mois)	12,80 \$	Facture pour 600 kWh (pour deux mois)	11,05 \$

Source : *RA financiers de la Coopérative d'Abitibi-Est pour 1953 et 1955, ANQ.*

⁴⁸ Les tarifs de plusieurs coopératives du Nord-Ouest, surtout les deux Abitibi, du milieu des années 1950 pourraient ressembler à ceux présentés dans le tableau.

Il est clair que les réductions successives des tarifs des coopératives favorisent la croissance de la consommation moyenne d'électricité. Les clients de la coopérative d'Abitibi-Est, par exemple, qui étaient disposés à dépenser 10,30 \$ pour leur compte d'électricité peuvent ainsi, pour la même somme deux ans plus tard, consommer davantage (570 kWh au lieu de 300). Il s'ensuit donc que, en règle générale, plus les tarifs baissent, plus la consommation augmente⁴⁹.

Par ces mesures, l'OER atteint donc ces objectifs : stimuler la consommation et équilibrer les revenus et les dépenses des coopératives. Or, le mouvement semble s'entretenir de lui-même dans une sorte de spirale sans fin. En effet, malgré les réductions successives de tarifs, les revenus continuent d'augmenter. Et plus les revenus s'accroissent, plus les tarifs baissent ; les tarifs maintenant réduits incitent les membres à la consommation, ce qui fait de nouveau augmenter les revenus des coopératives. L'OER le souligne en 1962 :

Eu égard à l'accroissement considérable de la consommation chez les usagers, les revenus des coopératives ont augmenté au point qu'elles ont, en presque totalité, demandé des réductions de tarifs : [...] 46 échelles de nouveaux tarifs qui ont été étudiées et approuvées, toutes ces demandes, par ailleurs, visent à diminuer le prix de l'électricité au consommateur.⁵⁰

La conjoncture est à ce point favorable que les coopératives sont de moins en moins nombreuses à afficher des déficits annuels : 17 % en 1956 contre seulement

⁴⁹ Nous avons déjà démontré, dans notre mémoire, de quelle façon les tarifs ont une influence capitale sur la consommation d'électricité des usagers (revoir le chapitre 3). Marie-Josée Dorion, *L'électrification rurale du Centre du Québec*, op. cit.

⁵⁰ RA OER, 1962.

10 % en 1960 et 1961⁵¹. En fait, de plus en plus de sociétés affichent des surplus annuels, parfois substantiels⁵². La situation financière des coopératives s'améliorant et les tarifs diminuant, d'autres utilisations des surplus deviennent possibles et sont dorénavant privilégiées.

Les surplus peuvent notamment être utilisés pour constituer des réserves sous forme de placements (pour les mauvais jours, pour les améliorations au réseau, etc.). Bien que l'OER se prononce sur la question et qu'il doit approuver les placements des coopératives, allant jusqu'à décider à l'occasion lui-même, ce sont généralement les bureaux de direction qui prennent de telles décisions. Plusieurs choisissent d'acheter des obligations ou de consentir des prêts, à des taux d'intérêt concurrentiels, à diverses instances locales, publiques ou semi-publiques. Les commissions scolaires et les municipalités sont régulièrement preneuses des sommes mises à la disposition du milieu par les coopératives ; tout comme, dans une moindre mesure, les hôpitaux. Même les caisses populaires profitent, à l'occasion, des disponibilités des coopératives⁵³. Les sommes prêtées par les coopératives d'électricité, tout comme la

⁵¹ Calculs de l'auteure à partir des PV de l'OER qui fournissent, chaque année, les déficits et les surplus de toutes les coopératives. Ces données sont régulières et complètes entre 1956 et 1961. En 1960, des pertes nettes sont signalées à : Natashquan (et elle a un déficit accumulé), à Saint-Donat (mais elle a un trop-perçu accumulé), à Stanstead (trop-perçu accumulé) et Golfe St-Laurent (déficit accumulé). *PV OER*.

⁵² Deux exemples : Abitibi-Ouest, selon son *Rapport financier du 30 avril 1962* : surplus de 13 881 \$ pour l'année et un surplus accumulé de 34 070 \$. Saint-Étienne-de-Bolton : *Rapport annuel du 30 avril 1963* : surplus pour l'année de 6 294 \$ et accumulé : 57 050 \$.

⁵³ En 1951, la coopérative du Témiscamingue a de l'argent à prêter. La municipalité de Nédélec doit à la caisse populaire de Nédélec une somme de 4 000 \$. La caisse populaire fait part de ses besoins à la coopérative d'électricité : elle aurait besoin de « cet argent pour consentir des petits prêts à ses sociétaires ». L'OER autorise donc la coopérative à prêter 4 000 \$ à la municipalité de Nédélec afin qu'elle rembourse la caisse populaire. *PV OER*, 17 janvier 1951.

valeur de leurs achats d'obligations municipales et scolaires, varient grandement : de quelques centaines de dollars à plusieurs milliers⁵⁴. Ces placements ont cependant en commun d'apporter des capitaux à des institutions locales, contribuant d'une nouvelle façon à l'économie du monde rural. Pour certaines coopératives, cela est une façon de rendre la pareille aux institutions qui les avaient aidées à leurs débuts, avant même que l'OER ne soit en mesure d'assurer leur financement (revoir le chapitre 4).

Au cours des années 1950 et au début des années 1960, la majeure partie des coopératives d'électricité du Québec voient leur situation financière grandement améliorée. Elles génèrent des surplus. Elles remboursent leurs prêts. Et elles sont même en mesure de participer au financement des autres institutions locales. De plus, l'augmentation de la demande des usagers permet des économies d'échelle appréciables.

Toutefois, cette augmentation de la consommation n'a pas qu'un impact favorable. Elle exerce en effet une pression de plus en plus grande sur les réseaux coopératifs. Or, les profits réalisés par les coopératives ne sont que partiellement épargnés pour constituer des fonds de réserve. Ils ne sont, par surcroît, que peu

⁵⁴ Exemple de distribution des placements pour deux coopératives, à quelques années d'intervalle. Détails des placements de la coopérative du Témiscamingue, au 30 juin 1952 (total de 57 817 \$) : des parts de 500 \$ dans chacune des cinq caisses populaires du territoire de la coopérative = 2 500 \$; Actions : Radio Témiscamingue Inc : 1 000 \$; Obligations : Corporation municipale de Guigues : 16 900 \$; Billets [Prêts] : Municipalité de Nédélec : 3 500 \$; Commission scolaire de Notre-Dame-du-Nord : 12 917 \$; Commission scolaire de Béarn : 11 000 \$; Commission scolaire de Guérin : 10 000 \$. Selon le *RA financier de la coopérative*, préparé par l'OER, pour l'année se terminant le 30 juin 1952. Coopérative de Saint-Valérien-de-Shefford, 1955 (total de 41 400 \$) : Municipalité scolaire de Black Lake : 15 000 \$; municipalité scolaire de Canton de Granby 1 900 et 2 500 \$; Sanatorium Prévost : 5 000 \$; Hôtel Dieu de Jonquière : 14 000 \$; Hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc : 1 000 \$ et Hôtel Dieu de Sherbrooke : 2 000 \$. (Bilan selon *PV dir.* 15/01/1955)

réinvestis dans la modernisation et l'amélioration des équipements, la préférence allant aux baisses de tarifs. Bientôt, les réseaux seront de moins en moins en mesure de répondre à la demande grandissante et plusieurs coopératives devront investir une partie de leur surplus dans l'augmentation de leur capacité et la modernisation de leurs équipements. En sont-elles capables ?

3. Des besoins nouveaux ... ou l'envers de la croissance

Afin de bien comprendre la problématique à laquelle les coopératives sont de plus en plus confrontées à mesure que l'on se dirige vers les années 1960, il faut s'attarder davantage aux fonds de réserve, sous forme de placements, dont nous n'avons vu que brièvement les effets positifs. Les coopératives d'électricité, telle que le spécifie la Loi de l'électrification rurale de 1945, doivent se constituer des réserves (sous forme de placements) afin de : 1) parer aux imprévus (du verglas, par exemple) ; 2) stabiliser les taux (dans le cas d'une mauvaise année financière, la coopérative peut ainsi continuer d'appliquer les mêmes tarifs et absorber le déficit de l'année en cours avec sa réserve) et, 3) assurer le renouvellement des équipements (entretien de routine, prolongement vers une nouvelle zone d'habitation, augmentation de la capacité de transport ou de production pour répondre à la croissance de la demande, etc.)⁵⁵. L'épargne des coopératives doit être placée en obligations avec l'accord de l'OER.

⁵⁵ Article 46 : La coopérative doit établir ses taux de façon à couvrir : (1) tous les frais d'administration et d'exploitation ; (2) les sommes requises pour le service de sa dette ; (3) une réserve adéquate pour renouvellement ; (4) une réserve suffisante pour imprévus ; (5) une réserve de stabilisation des taux pour les différents réseaux de la coopérative. Ces réserves sont placées dans des valeurs approuvées par l'Office.

Certaines coopératives amorcent rapidement la constitution d'un fonds de réserve. Celle d'Abitibi-Ouest, par exemple, fondée en 1949, décide de conserver en banque les surplus de l'année 1950-51 puis de 1952. L'année suivante, son conseil d'administration autorise le gérant à prêter 5 000 \$ aux commissions scolaires ou aux corporations municipales qui en feraient la demande⁵⁶. Au début des années 1950, plusieurs sociétés, par contre, ne disposent d'aucune réserve, et ce malgré les prescriptions à cet effet dans la loi de 1945⁵⁷. C'est pourquoi, en 1951, l'OER prépare une lettre circulaire qui explique aux coopératives les avantages de ces procédures financières⁵⁸.

La constitution d'un fond de réserve, d'une importance capitale comme nous le verrons dans un instant, entre cependant en concurrence avec la politique de réduction des tarifs de l'OER. Lorsque les commissaires (de concert avec les administrations locales ou unilatéralement) décident de l'affectation des surplus annuels, les baisses de tarifs, tout particulièrement dans les sociétés où ils sont très élevés, l'emportent le plus

⁵⁶ *PV. dir.*, 01/09/1952 pour le fonds de réserve et *PV. dir.*, 04/12/1952 pour l'autorisation de prêter aux municipalités ou commissions scolaires.

⁵⁷ Brigham par exemple, fondée en 1945, commence à effectuer des placements seulement en 1951. En décembre, le conseil d'administration autorise le président et la secrétaire à acheter pour et au nom de la coopérative, 10 000 \$ d'obligations municipales à 4,90 %, venant à échéance en novembre 1961, de la municipalité du Canton de Dunham, comté de Missisquoi. *PV. dir.*, 11/12/1951. Autres exemples de placements pour des coopératives fondées en 1945, pour l'année 1958 : Saint-Cyrille-de-Wendover ne possède que 303 \$; Canton de Magog 549 \$ et Témiscamingue 843 \$. ANQ, fonds OER, E80/166, document n° 400-R-2.

⁵⁸ En novembre 1950, les commissaires mentionnent qu'ils souhaitent que toutes les coopératives aient un fonds de réserve. À ce moment, quelques coopératives seulement en ont un. En janvier 1951, une lettre circulaire est émise, expliquant aux coopératives la nécessité de se constituer un fonds de réserve. Il doit être constitué d'obligations ou d'actifs « immédiatement réalisables ». L'OER suggère également que ces fonds soient placés dans des valeurs de « tout repos » comme des obligations municipales ou scolaires et que ce devra être, de préférence dans des commissions scolaires ou municipalités LOCALES. *PV OER*, 30/01/1950.

souvent sur toutes autres considérations⁵⁹. Ainsi, malgré les directives émises en 1951, et même si de plus en plus de coopératives dégagent suffisamment de surplus pour être en mesure d'investir dans des obligations, le bilan en fin de période (1962) est peu reluisant : plus du tiers des coopératives (37,7 %) n'ont encore aucun placement (voir le tableau 6). Qui plus est, un autre tiers (35,6 %) possède des investissements qui ne serviraient qu'à remplacer 10 % ou moins (entre 1,7 et 10,7 %) de leurs équipements⁶⁰. En fait, seulement cinq coopératives⁶¹ (sur 45) se sont conformées à l'esprit de la loi de 1945 et ont constitué des réserves pour parer aux imprévus, stabiliser les tarifs et assurer le renouvellement de leurs équipements.

⁵⁹ D'autant plus que les pressions sont parfois énormes. Certains membres de la coopérative de Saint-Valérien-de-Shefford, dans les Cantons-de-l'Est, entament dans l'ombre des manœuvres pour remplacer le bureau de direction par un autre, favorable à la vente de la coopérative à Southern Canada Power, afin de bénéficier de meilleurs tarifs.

⁶⁰ Pourcentages calculés par l'auteure, à partir de la valeur des immobilisations des coopératives et de leurs placements. Selon : ANQ, document n° E80/166, 400-C-3, Coopératives en général (1960-1964), (Volume 2), Tableaux : tableau n° 1 : Sommaire des mémoires aux membres de l'Office montrant le financement des coopératives d'après les plus récents états financiers ; tableau n° 2 : Sommaire des états de toutes les coopératives d'électricité de la province avec pourcentage par rapport au total des revenus et les statistiques s'y rapportant et tableau n° 3 : Résumé des états comparatifs des coopératives d'électricité de la province pour les années terminées en 1961 et 1962.

⁶¹ Malgré le tableau plutôt sombre, la valeur totale des placements de certaines coopératives en 1962 peut surprendre : dans le cas des deux coopératives d'Abitibi, celles du Témiscamingue et de Stanstead, cela représente plus de 120 000 \$ chacune ; à Gaspé-Sud, Papineau-Est et Brigham, plus de 90 000 \$.

Tableau 6
Placements des coopératives d'électricité au 30 avril 1962, valeur nette de leurs immobilisations et proportion entre les deux données

Bilan au 30 avril 1962	Valeur des placements	Valeur nette des immobilisations	% des placements par rapport aux immobilisations
Gaspé Nord	0,00 \$	384 413,40 \$	0,00%
Kipawa	0,00 \$	53 142,59 \$	0,00%
Lac Caché	0,00 \$	20 934,64 \$	0,00%
Ville de Mont-Laurier	0,00 \$	215 888,12 \$	0,00%
Sacré Coeur	0,00 \$	152 717,18 \$	0,00%
Village Bergeronnes	0,00 \$	73 547,46 \$	0,00%
Saint-Marcellin-des-Escoumains	0,00 \$	108 211,28 \$	0,00%
Canton d'Iberville	0,00 \$	154 194,35 \$	0,00%
Saint-Luc-de-Laval	0,00 \$	229 513,60 \$	0,00%
Manicouagan	0,00 \$	542 868,54 \$	0,00%
Baie Trinité	0,00 \$	67 349,88 \$	0,00%
Sept-Îles	0,00 \$	1 317 292,67 \$	0,00%
Golfe St-Laurent	0,00 \$	165 157,90 \$	0,00%
Natasquan	0,00 \$	128 872,63 \$	0,00%
Îles-de-la-Madeleine	0,00 \$	831 719,42 \$	0,00%
Pontiac-Ouest	0,00 \$	247 517,17 \$	0,00%
Rapide-des-Joachims	0,00 \$	19 043,70 \$	0,00%
Saint-Donat	16 850,00 \$	982 732,90 \$	1,71%
Des Laurentides	9 905,00 \$	411 166,33 \$	2,41%
Petit Saguenay - Anse St-Jean	17 300,00 \$	581 165,12 \$	2,98%
Montcalm Nord	24 887,50 \$	787 110,30 \$	3,16%
Canton Ragueneau	13 000,00 \$	329 931,67 \$	3,94%
Régionale de Mont-Laurier	34 940,00 \$	818 856,73 \$	4,27%
Gaspé Sud	92 600,00 \$	1 812 228,07 \$	5,11%
Rouyn-Noranda	24 743,75 \$	438 546,08 \$	5,64%
Témiscouata	42 687,50 \$	625 421,55 \$	6,83%

Lac Supérieur	22 936,60 \$	288 712,19 \$	7,94%
Abitibi-Ouest	124 228,70 \$	1 561 851,97 \$	7,95%
Papineau-Est	98 760,95 \$	1 196 603,36 \$	8,25%
Bonaventure	189 778,70 \$	2 159 262,92 \$	8,79%
Papineau-Ouest	50 985,00 \$	561 268,09 \$	9,08%
Péribonka	35 899,50 \$	342 912,91 \$	10,47%
L'Île-aux-Grues	35 827,00 \$	335 457,07 \$	10,68%
Abitibi-Est	196 724,75 \$	1 715 268,06 \$	11,47%
Saintt-Cyrille de Wendover	17 938,00 \$	142 878,57 \$	12,55%
Saint-Jean-Baptiste de Rouville	68 296,55 \$	541 825,63 \$	12,60%
Canton de Magog	45 482,00 \$	324 271,02 \$	14,03%
Île-aux-coudres	13 230,00 \$	90 690,99 \$	14,59%
Saint-Étienne-de-Bolton	62 677,60 \$	400 257,61 \$	15,66%
Saint-Valérien-de-Shefford	59 466,25 \$	336 403,62 \$	17,68%
Brigham	98 097,45 \$	376 332,46 \$	26,07%
Stanstead	137 029,42 \$	493 219,13 \$	27,78%
Témiscamingue	258 179,98 \$	814 238,71 \$	31,71%
Charlevoix-est	23 950,00 \$	51 539,66 \$	46,47%
Lac Édouard	22 410,00 \$	38 856,04 \$	57,67%

Sources : Calculs de l'auteur selon: ANQ, document n° E80/166, 400-C-3, Coopératives en général (1960-1964), (Volume 2).

Le rôle premier des réserves est de permettre à une société coopérative de survivre à un événement exceptionnel, telle la destruction d'une partie de ses équipements à la suite d'un orage particulièrement violent ou d'un verglas. Mais des réserves doivent également être constituées pour qu'une coopérative puisse modifier ou même reconstruire des installations existantes. C'est leur incapacité à constituer ce deuxième type de réserve qui a fini par poser un problème structurel majeur aux coopératives d'électricité à la fin des années cinquante.

À Pontiac-Ouest, par exemple, on doit apporter, dès 1953, des améliorations au réseau de distribution situé dans le village de Fort Coulonge. Ce dernier peine à répondre à la demande et la qualité du service se dégrade. La coopérative doit tout reconstruire pour implanter un réseau en étoile à la place du système « delta » existant et pour porter le voltage de 6 900 à 12 000 volts⁶². Ces importants travaux exigent l'injection de nouveaux capitaux en sus des parts sociales initialement souscrites par les membres. Dans une telle situation, l'entreprise aurait normalement recours aux sommes placées au compte de réserve pour renouvellement. Or, Pontiac-Ouest a tout juste commencé, il y a quelques mois, la constitution d'un tel fonds. Les sommes disponibles étant largement insuffisantes, la coopérative n'aurait d'autres choix que de puiser à même ses revenus annuels pour moderniser son réseau⁶³. Mais voilà, les revenus annuels de la société ne dégagent aucun surplus, ce qui la place dans une situation financière délicate et l'oblige à suspendre temporairement ses versements à l'OER⁶⁴.

⁶² Il faut aussi construire une sous-station de 600 kVa au point de raccordement avec la Pembroke Electric. Détails dans *PV dir*, et *PV OER*.

⁶³ Elle tente, une fois les travaux complétés, de se faire rembourser par l'OER. Mais il n'est pas du tout certain qu'elle y parvienne : le 7 mars 1956, les directeurs réunis en assemblée décident : « qu'un état de compte représentant le coût de la transformation du réseau soit soumis à Monsieur le député Jonhson avec instances de recommander à l'Office que le montant total soit payé par l'Office tel qu'on avait compris lors des travaux relatifs à cette transformation. » *PV. dir. 07/03/1956*. Nous ignorons si l'OER accepte. Mais nous en doutons, car la dépense ne figure pas dans les *Comptes publics* des années 1953 à 1963, alors que toutes les dépenses en immobilisations de l'OER s'y retrouvent.

⁶⁴ Comme mentionné précédemment, elle omet, en 1953, de faire ses versements à l'OER par manque de liquidités. Elle n'affiche cependant pas de perte nette sur ses activités. Le procès-verbal de la réunion des directeurs du 4 août 1954 mentionne : « Durant l'année en cours, la coopérative devra percevoir 2 154 \$ pour couvrir son 25 % des immobilisations et en plus, 2 500 \$ de parts supplémentaires pour la transformation du réseau. » *PV. dir, 04/08/1954*.

Bien que la situation de Pontiac-Ouest soit particulièrement problématique, les difficultés posées par l'inadéquation entre les ressources disponibles et les besoins de modernisation des réseaux sont assez fréquentes. Si l'OER est disposé à consentir de nouveaux prêts aux coopératives, ses règles de base demeurent inchangées : les prêts ne peuvent dépasser 75 ou 85 % des coûts des travaux, selon la densité de la clientèle sur la ligne à construire. Cependant, dans le cas de reconstruction, ces sommes ne sont pas complétées par de nouvelles souscriptions de capital social par les membres. C'est la coopérative qui doit fournir elle-même l'argent manquant. Les sociétés qui ont constitué un fonds de renouvellement peuvent l'utiliser pour compléter le prêt de l'OER et être en mesure de moderniser leurs équipements. Mais les nombreuses sociétés qui ne possèdent pas de fonds de renouvellement se retrouvent en grande difficulté. La situation est d'autant plus préoccupante que dès le milieu des années 1950, et même un peu avant dans certains cas, une part de plus en plus importante des réseaux coopératifs n'arrivent plus à répondre à la demande grandissante en énergie des usagers.

Certains réseaux connaissent, par exemple, des variations de tensions importantes aux heures de pointe, tandis que d'autres sont tout à fait incapables de produire, transformer et distribuer suffisamment d'énergie pour répondre à la demande courante. À Saint-Valérien-de-Shefford, la coopérative doit augmenter la capacité de sa sous-station et s'engager dans 24 chantiers de réfection de lignes afin de faire face à l'augmentation de la consommation⁶⁵. Déjà en 1956⁶⁶, presque toutes les coopératives

⁶⁵ En 1956 pour la sous-station et en 1961 pour les 24 projets, qui visent à augmenter le voltage des lignes / les faire passer de monophasé à triphasé. *PV. dir.*

doivent faire face à des défis similaires. Il leur faut moderniser des parties de réseaux de distribution, ériger des lignes de transport plus puissantes, augmenter la capacité de transformation des sous-stations et même construire de nouvelles centrales hydroélectriques.

Ces problèmes, nous l'avons vu, proviennent de l'augmentation continue de la demande d'énergie des ruraux⁶⁷. Mais ils ne sont pas propres aux coopératives. Tous les distributeurs font face à une situation semblable et certains, tel Gatineau Power, dès 1947-48⁶⁸. Pour les coopératives cependant, le problème est amplifié par trois facteurs : 1- les réseaux ont été conçus selon des profils de consommation domestique des années 1940 (voire des années 1930) plutôt que des besoins des entreprises agricoles (présents et anticipés); 2- les normes techniques des réseaux coopératifs apparaissent inadaptées

⁶⁶ « En 1956, comme par les années passées, la consommation combinée de toutes les coopératives a continué d'augmenter [...]. Cet accroissement continu de la demande dû à l'usage toujours plus intensif de l'électricité par la classe agricole nécessitera dans l'avenir, l'érection de nouvelles sous-stations ainsi qu'une augmentation de la capacité dans la production et le transport d'énergie nécessaire à l'alimentation des réseaux de nos coopératives. » *RA OER*, 1956.

⁶⁷ Comme moyen de freiner la hausse vertigineuse de la consommation et les problèmes d'infrastructures qui en découlent, quelques coopératives (à la suggestion de l'OER) adoptent des tarifs et des modes de facturation qui désavantagent les gros consommateurs et/ou les ruraux qui utilisent certains appareils particulièrement énergivores, comme les soudeuses. Mais ce ne semble pas suffisant et nous ignorons si cette méthode est très répandue (probablement pas, selon les procès-verbaux des coopératives). Des distributeurs privés tentent de la même façon de ralentir la cadence en imposant des tarifs plus élevés pour les grands consommateurs, c'est-à-dire ceux qui utilisent l'électricité comme mode principal de chauffage, ou pour la climatisation. C'est ce que fait SCP, par exemple, dès 1948.

⁶⁸ La Régie de l'électricité explique ainsi, dans son projet de rapport annuel de 1947, que « Certains territoires ont connu, au cours de ces dernières années un accroissement considérable dans l'utilisation du service. Il est devenu expédient pour satisfaire à ces nouvelles exigences d'établir un véritable programme de réfection et ce dans des conditions d'exécution fort difficiles. » GPC, par exemple, doit améliorer plusieurs de ses sous-stations, lignes de transmission, etc. tout en poursuivant l'électrification rurale de son territoire. *RÉQ, projet de rapport annuel pour l'année 1947, partie 7 : Qualité du service.*

au long terme et 3- les réseaux sont rarement interconnectés, ce qui ramène à très peu de choses les transferts d'énergie entre coopératives.

Les deux premiers facteurs sont le résultat de contraintes financières. Bien qu'il affirmait en 1946 vouloir construire des réseaux adaptés⁶⁹, l'OER vise la couverture intégrale du territoire rural du Québec et ce, au plus bas coût possible pour l'État. Cette politique du « *area coverage* », comme le disent les Américains responsables de la *Rural Electrification Administration*, conduit l'organisme québécois à privilégier une approche qui maximise la longueur des réseaux construits et le nombre d'usagers ruraux nouvellement desservis⁷⁰, au détriment de la puissance, ce qui aura de graves répercussions sur le long terme. Ces choix sont en partie dictés par des considérations d'ordre politique. Pour préserver l'image de marque de l'Union nationale auprès des ruraux, l'OER compromet la capacité des coopératives à satisfaire les besoins futurs de leurs membres. Le réseau est érigé, les ruraux ont accès à l'électricité et voilà, le but est atteint et les bienfaits de la politique d'électrification rurale de l'Union nationale sont immédiats, tangibles. Les réseaux coopératifs sont donc le plus souvent construits pour répondre à la demande du moment, qui se limite, surtout avant 1950, aux usages

⁶⁹ « En dépit de la pression qui peut être faite sur l'Office, il n'est pas recommandable que des poteaux soient érigés sans qu'un plan ait été étudié et approuvé par l'Office. Avant d'entreprendre un travail quelconque nos plans devraient être soumis à la Régie Provinciale de l'Électricité, quand bien même nous ne sommes pas légalement obligés de le faire. Nos plans devraient aussi être soumis aux compagnies de téléphone, de télégraphe, de chemin de fer et aux compagnies électriques dont les lignes de transmission et de distribution sont croisées ou parallélisées. Ceci est d'ailleurs la pratique qui est suivie par toutes les compagnies d'utilité publique. Si nous nous éloignons de cette pratique, nous aurons vite des réseaux inadéquats, sans matériaux et construction standard, les poteaux seront trop courts ou trop longs avec le résultat que la ligne ne sera pas construite économiquement et ne prévoira aucune extension, augmentation de charge ou raccordement avec d'autres circuits. » *Lettre de Brosseau à Rioux, nov. 1946. E80/169, 600-S-2, Statistiques générales de l'OER, vol. 1*

⁷⁰ Ce sont d'ailleurs ces deux données qui sont toujours mises de l'avant dans les rapports annuels de l'OER pour mesurer les progrès de l'électrification rurale.

essentiellement domestiques de l'électricité. Cette façon de faire laisse peu de marge de manœuvre pour les augmentations subséquentes de consommation et le développement des usages agricoles de l'électricité.

Ainsi, à mesure que les ruraux découvrent les multiples utilisations domestiques de l'électricité et consomment toujours davantage, les cultivateurs accentuent encore la pression sur le réseau, guère prévu pour cela, en utilisant de plus en plus d'énergie pour les bâtiments à vocation agricole (l'eau chaude à l'étable, par exemple) et en mécanisant leurs moyens de production (traite des vaches, électrification des couvoirs, etc.). Cela représentait sans doute un élément positif pour les coopératives au cours de leurs premières années d'existence, car la demande agricole augmentait la charge totale du réseau et compensait, d'une certaine façon, la faible consommation domestique, encore en développement. Par la suite, cependant, les fermes adoptent un profil de consommation qui les apparente de plus en plus à de petites entreprises. Cette dynamique de développement du milieu rural ne semble pas, en vérité, avoir été réellement prise en compte par les responsables de l'OER lors de l'élaboration des réseaux coopératifs.

Non seulement les réseaux coopératifs semblent-ils peu adaptés aux profils particuliers de consommation du marché rural de l'électricité, mais la technologie employée limite grandement leur capacité d'adaptation à moyen et à long terme. Les coopératives doivent, sur avis formel de l'Office, construire en bois, pourtant moins résistant en cas de tempête ou de verglas, et les lignes sont monophasées (plutôt que triphasées), ce qui limite la puissance qu'elles peuvent soutenir. Encore dans les années 1950, l'OER refuse les demandes de financement des coopératives qui désirent

construire de nouvelles lignes ou renouveler leurs équipements selon des standards plus modernes.

C'est le cas, par exemple, à Abitibi-Est, en 1957, où la coopérative doit ériger une nouvelle sous-station. Ses directeurs voudraient que la structure soit en acier, mais l'OER repousse la requête et elle est érigée en bois, comme toutes les autres. Trois ans plus tard, la sous-station de bois ne répond déjà plus aux besoins, obligeant la coopérative à effectuer de nouveaux travaux⁷¹. La construction de cette nouvelle sous-station illustre bien l'inadaptation croissante de la politique du moindre coût de l'OER. Le cas d'Abitibi-Est est intéressant sur plus d'un point, car il révèle également les conséquences de la non-interconnexion des réseaux coopératifs⁷².

Lorsque la coopérative d'Abitibi-Est se voit dans l'obligation de construire sa nouvelle sous-station pour abaisser davantage d'électricité au voltage de la consommation domestique, son réseau fonctionne alors à pleine capacité. Si le réseau d'Abitibi-Est était relié à celui d'Abitibi-Ouest, dont le territoire jouxte le sien, la coopérative pourrait songer à utiliser les infrastructures de sa voisine pour soulager la pression sur son réseau de distribution (revoir la carte *Zonage des coopératives d'électricité du Nord-Ouest établi par l'OER en février 1961*, chapitre 7) Mais, à l'instar de ce qui prévaut dans la majeure partie des territoires coopératifs, les réseaux ne sont pas interconnectés. Il en découle qu'en Abitibi comme presque partout, les échanges d'énergie entre coopératives sont difficiles, voire impossibles, contraignant

⁷¹ Cette fois, les directeurs précisent que la structure sera en métal, en acier, probablement. Pour le détails des discussions : *PV. dir.*, 01/10/1957 et 02/11/1960.

⁷² Nous aborderons plus en détail cet aspect dans le chapitre 11.

les sociétés à s'attaquer à leurs problèmes sans espérer d'aide des réseaux voisins — coopératifs ou autres.

La politique de construction à moindre coût des réseaux fermés montre ses limites dès milieu des années 1950 (parfois avant, parfois après, selon les sociétés) plongeant progressivement l'OER et les coopératives dans une situation de plus en plus difficile à gérer. Les réseaux étant utilisés à pleine capacité, il faut sans cesse ajouter des équipements et trouver de nouvelles sources d'approvisionnement. Par surcroît, l'utilisation intensive d'infrastructures où la charge maximale est atteinte entraîne des bris de plus en plus fréquents. Pour la seule année 1962, les coopératives doivent reconstruire 190 milles de lignes — par comparaison, les ajouts aux réseaux totalisent alors que 173 milles⁷³. Il y a quelque chose d'ironique à cette situation : alors que 98 % des fermes québécoises sont desservies, et que le territoire est pour ainsi dire complètement électrifié, il faut maintenant presque recommencer du début et reconstruire une grande partie des réseaux coopératifs afin de les moderniser et d'augmenter leur puissance. Les commissaires de l'OER résument ainsi la situation :

En matière d'électrification rurale un phénomène indéniable se produit à l'heure actuelle. Les lignes électriques couvrent 98% du territoire à être électrifié. Et au fur et à mesure que les clients des coopératives connaissent la valeur de ce service, ils cherchent à l'utiliser davantage. Or, à cause de cette augmentation constante de la consommation chez les usagers, les coopératives, pour répondre à la demande, se voient dans l'obligation d'accroître la capacité de leurs réseaux et de recourir à de nouvelles sources d'approvisionnement. [...] On doit donc construire ou moderniser les sous-stations, construire des lignes primaires à des voltages plus élevés et ajouter des conducteurs pour établir des circuits triphasés. Ces incessants **travaux de transformation de lignes**, à

⁷³ RA OER, 1962.

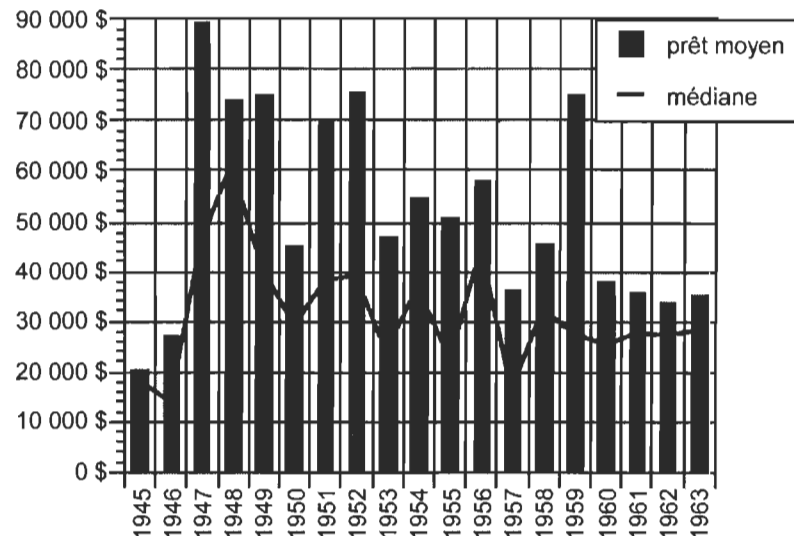
toutes fins pratiques, équivalent à des **reconstructions de réseaux** qui exigent de la part de l'Office dans chaque cas, avant d'accorder son approbation, des enquêtes, des estimés, des préparations de plans et devis, des relevés, [...] ⁷⁴.

En fait, la problématique du service électrique en milieu rural de la fin des années 1950 et, surtout, du début de la décennie suivante ressemble étrangement à celle de 1945-48 sur plus d'un plan : non seulement les travaux en cours et à venir sont très importants, mais de plus, l'OER manque à nouveau de personnel, ce qui retarde les opérations ⁷⁵. Les similitudes avec la période pionnière ne s'arrêtent pas là, car qui dit travaux d'envergure, dit besoins en capitaux. Et les coopératives bien établies, qui avaient en pratique cessé de contracter des prêts de l'OER, empruntent à nouveau.

⁷⁴ *RA OER, 1961*. C'est nous qui soulignons.

⁷⁵ L'Office souligne en 1960 qu'il manque de personnel (surtout d'ingénieurs) pour répondre aux besoins des coopératives et il ajoute que « beaucoup de projets sont retardés à cause de la pénurie d'ingénieurs ». *RA OER, 1960*.

Figure 19 :
Valeur annuelle moyenne et médiane des prêts consentis par l'OER aux
coopératives, 1945-1963 (en dollars courants)



Sources : *Rapports annuels de l'Office de l'électrification rurale*, 1945-1964 et
Comptes publics de la province de Québec, 1948-1964. Selon calculs de l'auteur.

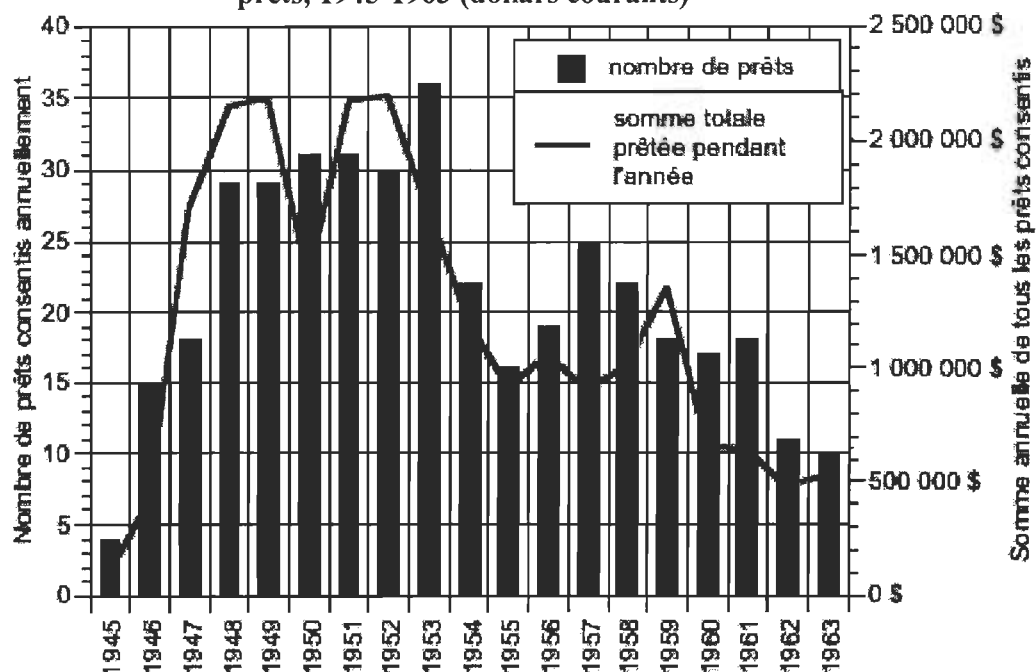
Après le sommet du début des années 1950, autant la valeur des prêts que leur nombre (figures 19⁷⁶ et 20) diminuaient régulièrement, à mesure que les coopératives terminaient leurs travaux. Cependant, les grands besoins en capitaux causés par la modernisation des réseaux font qu'à partir de 1956, le nombre de prêts augmente à nouveau, tout comme les sommes qu'ils représentent. Le développement de certaines zones, essentiellement sur la Côte-Nord, nécessite également d'importants investissements. Toutes les coopératives, peu importe où elles se trouvent sur le territoire québécois, ont besoin de capitaux. Sur la Côte-Nord, toutefois, ces besoins sont accrus en raison du faible développement du réseau électrique régional. Trois des quatre nouvelles coopératives qui voient le jour sur la Côte-Nord après 1956 héritent

⁷⁶ La médiane corrige les écarts trop importants de la moyenne et reflète plus justement la tendance.

en effet de territoires presque vierges d'infrastructures électriques. Aussi, doivent-elles non seulement ériger des lignes de distribution, mais également se munir d'installations de production et de transport d'énergie⁷⁷. L'OER doit donc simultanément financer et soutenir les nouvelles coopératives et aider les nouveaux coopérateurs, tout en secondant celles déjà engagées dans la modernisation de leurs réseaux. Les années 1950 et 1960 réservent encore d'autres défis au monde coopératif : la montée de la villégiature et l'apparition de zones périurbaines.

⁷⁷ Natasquan, en 1958, produit son énergie grâce à une unité au diesel, tout comme Lourdes et Blanc Sablon et Baie de Johan Beetz (fondées en 1961). Saint-Marcellin-des-Escoumains est alimentée par Hydro-Québec et l'OER (centrale de Grandes Bergeronnes). Fournisseur selon P3/784, en 1960. Vérifié avec Fournisseurs des coop, 1960, ANQ E80/166, 400-S-1.

Figure 20 :
Somme annuelle des prêts consentis par l'Office aux coopératives et nombre de
prêts, 1945-1963 (dollars courants)



Sources : *Rapports annuels de l'Office de l'électrification rurale, 1945-1964 et Comptes publics de la province de Québec, 1948-1964. Selon calculs de l'auteur.*

Des changements structurels de l'habitat en zones rurales ajoutent en effet aux pressions déjà grandes qui s'exercent sur les coopératives et l'OER. Les citoyens migrent, au cours des ces années, vers la banlieue, souvent située aux marges des territoires coopératifs⁷⁸ (revoir le chapitre 7 pour les difficultés qui en résultent quant aux partages des nouveaux marchés) et la villégiature (les chalets⁷⁹) gagne sans cesse en popularité. De nombreuses coopératives se voient ainsi contraintes de prolonger

⁷⁸ En 1962, la Ville de Val d'Or, par exemple, demande à la Coopérative d'Électricité d'Abitibi-Est de desservir un nouveau quartier de la ville. *PV dir.*, 12/04/1962.

⁷⁹ La Coopérative d'Abitibi-Est construit plusieurs extensions, à partir de 1957, pour alimenter des chalets. En fait, la majeure partie de ses nouvelles lignes après 1960 dessert ce type de clients. À Témiscamingue, les premières demandes pour électrifier des chalets d'été sont de 1955. *PV dir.* F89 et F75, *Op. cit.* L'OER n'accorde pas toujours les permis de construction, ni les prêts, pour prolonger les lignes vers les zones de villégiature.

leurs lignes de distribution vers des territoires autrefois inhabités, ce qui accentue encore les besoins en capitaux, en matériaux et en énergie. L'ouverture de zones de villégiature affecte presque toutes les coopératives, mais le mouvement est encore plus vrai pour celles situées au Nord de Montréal, où le développement touristique des Laurentides⁸⁰ apporte un lot important de nouveaux clients pour lesquels il faut maintenant construire des dizaines de milles de lignes⁸¹.

En somme, la dynamique qui prend forme vers le milieu des années 1950 est complexe. De multiples changements affectent les coopératives. Il leur faut : 1) desservir de nouveaux territoires quasi urbains qui nécessitent des installations de production (principalement sur la Côte-Nord⁸²) ; 2) étendre leurs réseaux pour desservir la périphérie de centres urbains ; 3) alimenter un nouveau type de client, le villégiateur ; et 4) apporter des améliorations à leurs systèmes de production, transport et distribution afin de faire face à la demande croissante en énergie⁸³. Ces changements

⁸⁰ À Montcalm Nord, les « touristes » comme on les appelle, constituent la majeure partie des clients de la coopérative. En 1953, les 1 319 clients sont répartis comme suit : Demande : 15 ; bloc : 86 ; résidents : 245 ; **touristes : 973**. *RA Coop. de Montcalm pour l'année se finissant le 30 avril 1953*.

⁸¹ La Coopérative d'Électricité des Laurentides notamment, n'avait ajouté annuellement que de courtes extensions inférieures à 9 milles entre 1955 et 1960. Au cours des trois années suivantes, elle construit 41,5 milles, et la densité de ses lignes atteint 8,75 usagers par mille, alors que jusqu'en 1958, elle avait toujours été inférieure à 6,5.

⁸² La Coopérative de Saint-Luc-de-Laval sur la Côte-Nord est représentative. Elle ne construit que 1,5 milles de nouvelles lignes après 1959, mais pourtant elle contracte un prêt de 30 000 \$ en 1962 car elle doit apporter des améliorations à son réseau qui n'arrive plus à répondre aux besoins de ses membres. Le nombre de ses clients, qui progressait jusqu'ici plutôt lentement, est en effet passé très rapidement de 447 en 1960 à 761, trois ans plus tard. La densité moyenne par mille de ligne est de 21,3 pour les lignes construites en 1961-62, résultat des développements de la ville de Forestville. AHQ, fonds F69, *op. cit.*

⁸³ Les usagers aussi doivent apporter des modifications à leurs installations personnelles. En 1956, un agronome estime que 7 fermes sur 10 n'ont pas une « filerie » suffisante pour permettre une utilisation intensive de l'électricité. J.-H. Beaudet, agronome, « La filerie

n'apparaissent pas toujours au même moment et les défis posés n'ont pas toujours la même importance. Mais, toutes les coopératives sont touchées, l'impact étant plus grand pour celles qui connaissent l'ensemble de ces mutations du marché de l'électricité. Le système coopératif est-il en mesure de faire face aux coûts, de plus en plus élevés et simultanés, introduits par ces changements majeurs ?

* * *

Alors que l'on aurait pu croire que la période 1956-63 en était une de consolidation des coopératives, et qu'après 10 ans d'existence, le système était maintenant passé à l'étape de la prospérité, cette période voit plutôt un climat d'incertitude peser sur les coopératives. Certes, leurs revenus augmentent, tout comme la clientèle et sa consommation. Malgré des baisses importantes de tarifs, dont bénéficient les usagers, les bilans financiers annuels sont dorénavant de plus en plus positifs, et nombreuses sont les coopératives qui affichent des surplus.

Toutefois, les changements dans les profils de consommation et les modifications de l'habitat rural réduisent, voire anéantissent, ces effets positifs, car les coûts de la modernisation sont très importants. En plus de fonds de réserve plutôt dégarnis, les problèmes s'aggravent encore pour les coopératives qui ne disposaient déjà pas même du capital minimum requis par l'Office, c'est-à-dire un montant représentant 15 ou 25 % des prêts octroyés par l'OER⁸⁴. Au début des années 1960, plusieurs sociétés

adéquate sur la ferme ». *Agriculture*, vol. 13, n° spécial (01 juin 1956) : 65-71. On souligne encore le problème en 1963.

⁸⁴ En 1962, 41 % des coopératives ne possèdent pas ce minimum. « Sommaire des mémoires aux membres de l'Office montrant le financement des coopératives d'après les plus récents états financiers » (bilans de 1962). *Cahier Bleu, nationalisation*.

doivent se rendre à l'évidence : elles n'ont pas les ressources financières nécessaires pour moderniser leurs réseaux ni, surtout, pour effectuer des travaux de grande envergure permettant de répondre à la demande

L'Office de l'électrification rurale et les coopératives ne demeurent toutefois pas des témoins passifs. Autant les bureaux de direction locaux que les commissaires et employés de l'organisme essaient de trouver des solutions à ces nouveaux défis. Nous verrons, dans le chapitre suivant, que les solutions, bien que diverses et même imaginatives, ne peuvent cependant résoudre tous les problèmes.

CHAPITRE ONZE

UN SYSTEME A REVOIR ... OU A REMPLACER

Au début des années 1960, les coopératives d'électricité sont dorénavant bien établies dans plusieurs régions du Québec. Leurs usagers consomment toujours davantage d'électricité, contribuant de façon positive à la santé financière des sociétés et leur permettant même de dégager des bénéfices parfois substantiels. La hausse de la consommation a cependant un effet presque pervers. Si elle a un impact financier positif, elle oblige cependant les coopératives et l'Office de l'électrification rurale à chercher sans cesse de nouvelles sources d'approvisionnement en énergie et à apporter des améliorations aux réseaux, jusqu'à reconstruire une partie significative du système de distribution.

Le monde coopératif est-il en mesure de répondre à ces importants défis ? La première partie de ce chapitre montrera de quelle façon les coopératives tentent de faire face à ces changements en imaginant des modes alternatifs de financement. Quant à l'OER, il consent de plus en plus à construire, à ses frais, des lignes de transport qui viendront soulager la pression exercée sur les réseaux coopératifs. Concurrément, l'OER resserre cependant son contrôle sur les sociétés.

Des changements exogènes affectent par surcroît les coopératives. Au niveau politique, la fin du régime Duplessis et l'élection d'un gouvernement libéral dirigé par Jean Lesage ont en effet des répercussions importantes sur la vie des coopératives.

Comme nous le savons déjà, ce changement de gouvernement est majeur pour l'industrie hydroélectrique de la province, car il sonnera le glas de presque cent années d'exploitation majoritairement privée de la ressource hydrique. Il signifie également, à terme, l'élaboration d'un réseau panquébécois de transport et de distribution d'énergie. Les coopératives, malgré leur taille individuelle généralement modeste, desservent une partie substantielle du territoire québécois. Elles se retrouvent donc assez rapidement incluses dans les projets du gouvernement. La seconde grande partie de ce dernier chapitre analyse l'offre gouvernementale aux coopératives en vue de leur intégration à Hydro-Québec de même que les demandes et les réactions de ces dernières.

1. Les efforts d'adaptation des coopératives et de l'Office

Face aux changements qui bouleversent leur univers, ni les coopératives ni l'Office ne demeurent passifs. Chacun à leur façon, ils tentent de trouver des solutions pour pallier les défis posés par l'augmentation de la consommation d'énergie et par les besoins de plus en plus urgents en matière de modernisation et d'augmentation de la capacité des réseaux coopératifs. L'OER, chargé de superviser les coopératives et de leur fournir des services techniques, resserre son contrôle, notamment par la mise en place de nouveaux règlements que toutes les sociétés adoptent, en 1956 et dans les années suivantes. Ces nouveaux règlements, plus stricts, ont pour objectif principal de fournir à l'OER les données nécessaires à la planification des investissements et des travaux requis.

Tout en resserrant son contrôle, l'OER continue néanmoins de faire confiance à ses coopératives et il tolère des dérogations aux règlements. Des sociétés imaginent

ainsi, de concert avec l'Office ou de leur propre chef, des solutions particulières, adaptées à leur milieu, comme le recours au capital local pour construire des réseaux en région isolée. Ce type d'initiatives a toutefois ses limites, surtout lorsqu'il faut ériger de longues lignes de transport ou des unités de production. Les fonds fournis par l'OER sont alors essentiels. Rompant avec la logique d'autofinancement du système coopératif, si importante jusque-là, l'Office est de plus en plus enclin à absorber le coût de ces équipements dispendieux à même son propre budget.

1.1. La refonte des Règlements généraux en 1956

Nous l'avons vu dans un chapitre précédent, les toutes premières coopératives d'électricité avaient adopté un cadre peu élaboré de règlements¹, qui délimitaient notamment les pouvoirs du bureau de direction ou la gestion financière des sociétés, sans toutefois aller dans le détail. Rapidement, dès 1946 en fait, l'OER s'était penché sur la question et avait rédigé pour le compte des coopératives une version plus élaborée des règlements, que les coopératives avaient peu à peu fait leurs. Ces Règlements de 1946, fortement inspirés de la Loi de l'électrification rurale, visaient entre autres à uniformiser les pratiques des coopératives et à réguler leurs activités : gestion financière, relation avec les membres et clients, délimitation des tâches des employés, etc. Ils permettaient aussi à l'OER d'exercer son rôle de supervision. Il y

¹ En matière de règles et de règlements concernant les coopératives d'électricité, il faut garder à l'esprit qu'il y en a deux types : les règlements internes des coopératives, qui gèrent les activités de la société, et les règlements de l'OER, qui régissent les demandes de prêts, les autorisations de construire des lignes ou l'approbation des dépenses des coopératives. Nous traiterons surtout dans cette section du premier type.

avait cependant encore place à interprétation et quelques coopératives les modifiaient à l'occasion, selon leurs besoins.

Bien que l'OER ne soit pas toujours en accord avec les modifications locales, les Règlements de 1946 demeurent néanmoins en vigueur pendant dix ans. La Loi de l'électrification rurale, quoiqu'elle connaisse des changements mineurs au cours des années 1945-55, n'est pas non plus l'objet d'une refonte². Pour répondre aux transformations de l'univers coopératif et du monde rural, l'OER choisit plutôt dans un premier temps d'élaborer sa propre réglementation. Celle-ci vise essentiellement à doter l'OER des outils dont il a besoin pour exercer sa supervision et son contrôle.

Après des changements en 1950 et 1951, dont nous avons parlé précédemment (voir chapitre 7), l'OER introduit deux ans plus tard de nouvelles méthodes que les coopératives doivent respecter pour soumettre une demande d'autorisation de dépenses capitales³. Le règlement n° 2 de l'OER, promulgué en 1953⁴, a pour but de contrôler à l'avance les dépenses des coopératives. Dorénavant, les sociétés doivent demander l'autorisation de l'OER avant de commencer la construction d'infrastructures de

² Plusieurs amendements ont été apportés entre 1945 et 1955, mais ils ne réforment aucun aspect de la loi. Pour l'essentiel, ils visent à augmenter les crédits mis à la disposition de l'Office. Seuls les amendements de 1948 et de 1955 apportent des changements importants. Le premier porte le maximum des prêts consentis aux coopératives à 85 % du coût des travaux lorsqu'il y a moins de six clients par mille de ligne. Le second permet à une ville de plus de 5 000 habitants, dont le territoire jouxte celui d'une coopérative déjà établie, de fonder une coopérative. Cette exception a été apportée pour régler le problème d'approvisionnement en électricité de la ville de Mont-Laurier. *Loi modifiant la Loi de l'électrification rurale*, 12 Geo VI, 1948, c. 40. Et *Loi modifiant la Loi de l'électrification rurale*, 3-4- Éliz II, 1954-55, c. 6.

³ La réforme de la réglementation semble bien avoir débuté vers 1950-51, avec l'adoption de nouveaux règlements internes à l'OER qui fixent les conditions des prêts et de l'aide de l'OER aux coopératives. Les procès-verbaux de l'Office mentionnent également, en août 1951 : « Attendu qu'il y a lieu de colliger, de préciser les règlements en vigueur de l'Office de l'électrification rurale ; »..., *PV OER*, 28/08/1951

⁴ *PV OER*, 28/04/1953.

production, de transport ou de distribution d'électricité, sous peine de se voir refuser le prêt nécessaire aux travaux. Les modifications d'équipements existants (agrandissement, augmentation de puissance des sous-stations, etc.) sont soumises à la même règle.

Ce resserrement du contrôle de l'OER sur les travaux entrepris par les coopératives découle grandement, à notre avis, de l'augmentation de la consommation d'électricité des ruraux et des ajouts importants à la capacité des réseaux qu'elle nécessite. Car si l'OER veut être en mesure de disposer des fonds⁵ et du personnel nécessaires (techniciens, ingénieurs et manœuvres) pour aider les coopératives à effectuer ces travaux, il doit connaître à l'avance tous leurs projets. Il n'est toutefois pas certain que les commissaires anticipent déjà (en 1953) l'ampleur des travaux de reconstruction que les coopératives auront à réaliser au cours des années suivantes.

Quoi qu'il en soit des vues à long terme des commissaires, leur outil de planification et de contrôle de 1953 n'est pas complet puisqu'il ne porte que sur les dépenses en capital que les coopératives prévoient effectuer dans le court terme (deux à 24 mois, rarement plus). Pour être en mesure d'estimer avec plus de précision les besoins à venir, l'OER se doit de détenir l'ensemble des pièces du puzzle, c'est-à-dire des statistiques complètes sur la consommation (la clé pour mesurer le rythme d'augmentation propre à chaque coopérative), de même que le détail des tarifs et des dépenses des coopératives, ce qui permet, notamment, d'évaluer les disponibilités

⁵ Chaque année l'OER doit présenter une demande de fonds au Trésor afin de couvrir les dépenses de l'année financière suivante. Les *Comptes publics de la province de Québec* répertorient, tout comme les procès-verbaux de l'OER, ces demandes de fonds.

financières de chacune. L'Office a, en fait, grand besoin d'un nouvel outil qui lui fournira les données nécessaires à une planification adéquate.

Les commissaires chargent Jean Blanchet, ingénieur en chef de l'Office de l'électrification rurale, de revoir les règlements internes des coopératives. Pourquoi s'attaquer ainsi aux règlements internes plutôt qu'à sa propre réglementation ? Parce que ce sont les règlements internes des sociétés qui délimitent les pouvoirs des sociétés et qui précisent leurs obligations envers l'OER (production de statistiques, envoi de rapports, etc.). Édiktés en 1956, les nouveaux règlements constituent une réforme majeure de la version précédente (mise en vigueur en 1946).

Alors que les précédents (ci-après les Règlements) étaient calqués sur la Loi de l'électrification rurale, les Règlements généraux rédigés par J. Blanchet (ci-après les Règlements généraux) s'en éloignent. En 1946, 18 articles des Règlements (sur un total de 55) avaient été textuellement tirés de la loi, en plus des extraits disséminés ici et là. Dix ans plus tard, il en subsiste à peine quatre ou cinq (sur les 35 articles des Règlements généraux). Quels sont les principaux retraits ?

Toute la section consacrée aux pouvoirs de la coopérative, qui était une copie textuelle de l'article 32 de la Loi de l'électrification rurale, est retirée⁶. Disparaissent

⁶ « Toute coopérative a le droit de construire, louer, posséder, administrer des barrages, des usines, des centrales électriques, des lignes de transmission primaire et secondaire, des lignes de distribution ainsi que toutes machineries s'y rapportant » (article 32a). Elle peut aussi, avec l'approbation de l'Office, « acquérir par voie d'expropriation les biens meubles et immeubles énumérés au paragraphe a du présent article. » Elle peut placer des poteaux, fils, etc. sur la voie publique et passer sur les propriétés privées... Les coopératives peuvent produire, transmettre, distribuer et vendre l'électricité pour les fins d'éclairage, de chauffage, d'énergie ou de force motrice. L'article e) précise qu'elles « ont le pouvoir, directement OU par l'Office de l'électrification rurale, de réaliser des ententes avec un service public, ou une entreprise étatisée pour obtenir l'électricité. À défaut d'entente avec le service public, c'est la

également plusieurs articles⁷ touchant le quorum, le vote, la date et les pouvoirs de réglementation de l'assemblée générale. De plus, les pouvoirs généraux de l'assemblée des membres, tels que définis par les Règlements (article 16), sont convertis en 1956 en des points de l'ordre du jour prévu. Le pouvoir d'infirmer ou de modifier une décision du conseil d'administration, par exemple, devient le point n° 7 de l'ordre du jour de l'assemblée générale⁸. Le texte de la loi subsistant, nous pourrions croire que ces retraits découlent d'un simple vœu de concision. En effet, pourquoi écrire dans les règlements ce qui se trouve déjà dans la loi ? À notre avis cependant, la concision n'est pas le but premier de la réforme de 1956. Des articles des Règlements de 1946, qui ajoutaient des précisions au texte de la loi, sont ainsi écartés des Règlements généraux ; tel celui, significatif, qui donnait aux membres plein pouvoir de décision : « les membres de la coopérative réunis en assemblée générale dûment [sic] convoquée constituent l'autorité suprême de la société ». En fait, les retraits nous paraissent lourds de sens et révèlent la volonté de l'OER d'exercer un contrôle accru sur les coopératives. Ceux qui touchent le conseil d'administration reflètent tout particulièrement ce souci.

Régie qui détermine les conditions auxquelles l'électricité devra être fournie ». La loi ajoute qu'elles peuvent « acheter, fabriquer, vendre, louer et échanger tous appareils et toutes choses nécessaires pour l'utilisation de l'électricité [...] acquérir, posséder et exploiter tous brevets d'invention, privilèges, droits et franchises propres à développer l'entreprise. » Transformer tous les sous-produits provenant de ses opérations et en disposer et, plus largement, « faire tout ce qui peut être nécessaire ou utile pour permettre à la coopérative d'atteindre les fins pour lesquelles elle est formée ». *Loi de l'électrification rurale, op. cit., 1945. Article 32.*

⁷ Les articles n° 40 à 43 et 45 de la loi (les numéros 13 à 15 — en partie — des *Règlements*).

⁸ « Proposition pour accepter, modifier ou infirmer les décisions du conseil d'administration depuis la dernière assemblée générale lorsqu'un appel est interjeté par deux sociétaires. » Article 7, alinéa 7. *Règlements généraux*...

Les Règlements généraux révisent les pouvoirs du bureau de direction⁹ en retirant, en premier lieu, les articles issus directement de la loi. De fait, les articles 28 et 29 des Règlements (les numéros 38 et 36 de la loi), qui donnaient aux administrateurs le droit de passer des règlements pour la tenue de leurs assemblées ou pour la régie de la coopérative et qui déterminaient les devoirs du conseil d'administration¹⁰, sont retranchés. Qui plus est, l'OER a retiré l'article (le n° 30.7) qui donnait pleine responsabilité au bureau de direction local en matière de tarifs : « [p]lus spécialement, le conseil d'administration doit : [...] fixer et soumettre à l'assemblée générale les tarifs de vente de l'électricité et du matériel électrique »¹¹.

L'article des Règlements généraux qui détermine maintenant les règles de fixation des tarifs contient deux parties. Le premier alinéa spécifie que le pouvoir de l'assemblée générale d'établir les taux de l'électricité est délégué au conseil d'administration. Mais ce pouvoir est grandement limité par le second alinéa : « Les taux de l'électricité seront établis par le conseil d'administration de manière à recevoir l'approbation de l'Office de l'électrification rurale »¹². L'OER a donc choisi de s'attribuer le contrôle de cet aspect, élément central de la gestion financière des

⁹ On a retiré l'article 31 du chapitre V (assemblée des administrateurs) qui stipulait que « le conseil d'administration s'assemble aussi souvent que l'exigent les intérêts de la société, [...] ». *Statuts et Règlements de la coopérative de...* article 31 (en partie l'article 37 de la loi).

¹⁰ Le CA « délibère, transige, compromet et statue sur tout ce qui a trait aux intérêts de la société ; passe au nom de la société tous les contrats permis par la loi et en règle les conditions ; représente la société soit en demandant, soit en défendant dans toute instance judiciaire ; surveille l'état de la caisse et la tenue des livres ; généralement administre les affaires de la société et en exerce tous les pouvoirs, sauf dispositions contraires des présents règlements ». *Statuts et Règlements de la coopérative de...* article 29.

¹¹ *Ibid.*

¹² *Règlements généraux*, article 28, alinéa 2.

coopératives s'il en est un. Et ce n'est pas le seul pouvoir relevant du domaine financier qui bascule des coopérateurs vers l'OER. Les Règlements généraux ne contiennent ainsi plus qu'un seul passage, plus restrictif, traitant des ristournes¹³, alors que ceux de 1946 donnaient plein pouvoir à la coopérative pour gérer ses surplus et pour décider de quelle façon seraient versées les ristournes aux membres en cas de trop-perçu¹⁴.

Les retraits sur les tarifs et les ristournes, pourtant majeurs en eux-mêmes, ne sont pas les seuls qui circonscrivent la liberté des coopératives. Les Règlements généraux suppriment, de plus, l'article qui permettait à l'assemblée générale d'autoriser le bureau de direction à contracter des emprunts lorsqu'elle le juge nécessaire. Par surcroît, même la nomination du vérificateur comptable n'est plus un choix : « le comptable en chef de l'Office de l'électrification rurale sera le vérificateur de cette coopérative » (article 32). Au final, la nouvelle section « Administration financière et divers » des Règlements généraux est maintenant brève (il ne subsiste que cinq des 14 articles) et très directive. Ce resserrement vise manifestement un meilleur contrôle des finances des sociétés (l'OER indique clairement qu'il est le décideur) et assure à l'organisme qu'il possède les outils nécessaires à une planification adéquate.

¹³ « Plus spécialement, le conseil d'administration doit : [...] 5. Préparer le tableau du partage des ristournes et le soumettre à l'assemblée générale. » Article 16,5, *Règlements généraux*, *op. cit.*

¹⁴ L'article 51 de la loi (article 45 des Règlements) précisait que : « après avoir prévu à toutes les réserves de l'article 46 de la loi, ce qui reste en caisse sera distribué aux sociétaires au pro-rata du montant transigé durant l'année par chaque sociétaire. L'assemblée générale décide si les dites ristournes seront payées en espèces ou créditées aux membres, ou appliquées en réduction de tarifs. ». *Statuts et Règlements de la coopérative de...*, *op. cit.*

Au point de vue financier, l'Office a tout de même laissé une certaine latitude aux coopératives, mais seulement sur des aspects secondaires. Il est ainsi encore permis au conseil d'administration de choisir l'institution financière avec laquelle sont transigées les affaires de la coopérative et ce sont toujours deux personnes désignées par le bureau de direction qui doivent signer les documents engageant la coopérative (articles 31 et 34).

D'autres responsabilités, peut-être moins critiques, échappent également au contrôle accru de l'Office. Les relations avec les usagers en font partie. Les Règlements généraux, tout en stipulant que « seuls les sociétaires ont droit au service électrique fourni par la coopérative » (article 35, alinéa 1), laissent néanmoins une certaine latitude à la coopérative en ajoutant que « le conseil d'administration pourra, à sa discrétion, accorder le service à des non-membres, pourvu que le nombre de ceux-ci ne dépasse pas 10 % des sociétaires ». En vérité, l'Office exerce peu de contrôle sur cet aspect : il cumule des statistiques à ce sujet une seule fois en 1952¹⁵. Le conseil d'administration de la coopérative a aussi la liberté de fixer le montant des dépôts exigés des non-membres ; puisqu'ils ne souscrivent pas de parts sociales, ils doivent déboursier au moins 10 dollars lors de leur demande de service. Le montant exigé peut cependant être augmenté selon les circonstances, et cette décision est celle de chaque bureau de direction.

Cet article sur les dépôts révèle par ailleurs un point important : les Règlements généraux sont aussi l'occasion pour l'OER d'officialiser des usages déjà en vigueur

¹⁵ Le sujet n'est pas non plus abordé lors des réunions des commissaires. *PV OER, 1945-64*. Voir le chapitre 9 à ce sujet.

chez certaines coopératives. En effet, le dépôt d'une caution par les non-membres est exigé depuis plusieurs années par quelques sociétés¹⁶, soit bien avant que les règlements établis par l'OER n'en fassent mention.

L'OER tient donc compte de la pratique et il s'en inspire pour veiller au bon fonctionnement des coopératives. Il faut le souligner, le contrôle n'est pas l'unique but de la refonte de 1956. L'analyse des Règlements généraux montre ainsi une volonté d'anticiper ou de résoudre les problèmes éprouvés par certaines coopératives. Les procédures entourant l'expulsion d'un membre ou la destitution d'un administrateur, notamment, sont affinées. De plus, grâce à un partage mieux défini des tâches au quotidien, les fonctions des dirigeants et des principaux employés de la coopérative gagnent en limpidité. L'autorité du gérant sur les employés de la coopérative, par exemple, est clairement établie. Les Règlements généraux indiquent également que certaines tâches précises, telle la préparation des statistiques, relèvent du secrétaire¹⁷. Ce dernier est aussi tenu de consigner les règlements adoptés en assemblée générale, comme ceux qui sont passés par le conseil d'administration, en deux chapitres distincts, et de noter l'approbation de l'OER. Cet ajout, quoiqu'il vise à préciser les tâches de chacun et à baliser les pratiques administratives des coopératives, découle

¹⁶ La pratique est notée dès 1947 à la Coopérative de Brigham (le dépôt exigé est alors de 5 \$. Il sera porté à 10 \$ en 1949). *PV dir., 09/07/1947 et du 15/06/1949*. Ou encore en 1950 à la Coopérative du Témiscamingue, *PV dir., 01/12/1950* ; ou en 1952 à la Coopérative d'Électricité de Pontiac-Ouest, *PV dir., 09/10/1952*.

¹⁷ Auparavant, le conseil d'administration devait : « rédiger les statistiques de la manière suggérée par l'Office, [...] ; transmettre à l'Office un état complet, certifié par le trésorier et par le président, des affaires transigées par la coopérative au cours de l'année écoulée ». *Règlements et statuts, op. cit.*

aussi fort probablement du fait que certaines coopératives omettaient de faire entériner leurs décisions par l'Office.

Au total, alors que les Règlements de 1946 visaient à doter les coopératives d'un mode de fonctionnement dans les limites permises par la loi et jugées correctes par l'OER, les Règlements généraux adoptés dix ans plus tard illustrent une forte volonté d'encadrement des coopératives de la part de l'organisme. Toutes les sociétés, les anciennes comme les nouvelles, adoptent la nouvelle version des Règlements généraux. Et ce ne semble pas être un choix. Le processus d'uniformisation des règlements des coopératives est maintenant achevé. Depuis les premières ébauches de règlement, en 1945, les pouvoirs des coopératives et, plus particulièrement, ceux des conseils d'administration, ont été passablement réduits. L'OER s'est donné les moyens nécessaires pour exercer un contrôle, de plus en plus serré : il détient, notamment, les cordons de la bourse des coopératives, un élément essentiel, voire le plus important de tous, lorsqu'il faut moderniser des équipements qui ne répondent plus à la demande. Malgré tout, certaines coopératives continuent à faire preuve d'initiative.

1.2. Le recours à une nouvelle forme de financement : les parts sociales privilégiées

Le resserrement du contrôle de l'OER, bien qu'indiscutable, n'est cependant pas synonyme de rigidité sur le plan organisationnel. L'Office a édicté des règles et les fait scrupuleusement respecter par les coopératives, tout spécialement dans le domaine financier. Mais dans quelques cas particuliers, il se révèle également capable d'une certaine souplesse. En fait, nous devrions plutôt parler d'une faculté d'adaptation aux changements qui ont cours autant dans le monde rural que dans l'univers coopératif.

L'électrification rurale par voie coopérative en 1955 n'est en effet plus ce qu'elle était en 1945, car les nouvelles zones à desservir sont de plus en plus éloignées des principaux noyaux de peuplement, et / ou de moins en moins densément habitées. Dans ce contexte, l'électrification intégrale du territoire québécois représente un défi grandissant ; tout particulièrement du point de vue monétaire.

Les règles de financement habituelles de l'OER (trois parts sociales payées par mille de ligne pour des extensions à des réseaux existants ou 15 ou 25 % du coût du projet) ne sont parfois pas adaptées. Alors, pour permettre des extensions de lignes vers des parties de territoires insuffisamment peuplées ou pour rendre possible la création d'une société autrement non viable, l'OER fait confiance aux ruraux et acquiesce à un mode de financement différent de celui prévu par la loi. Plutôt que d'exiger les parts sociales réglementaires, la coopérative peut financer, au moyen d'une souscription de parts sociales supplémentaires, les extensions en territoire peu peuplé — un ou deux clients par mille, par exemple — ou même l'ensemble de son réseau.

La coopérative de Lac-Caché, près de Chibougameau, est l'exemple le plus probant de ce type de financement assurément différent et adapté aux conditions particulières. Dans son cas, nous pourrions presque parler d'actions — tout comme celles qui sont émises par les compagnies privées — plutôt que de parts sociales. Voyons de quelle façon fonctionne le financement distinctif de cette coopérative.

D'abord, les membres fondateurs ne sont pas exactement du même type que ceux rencontrés jusqu'ici. Ce sont cinq compagnies de la localité, le ministère des Terres et Forêts et un seul particulier. Ces sept sociétaires acceptent, dans un premier temps, d'acquérir des parts sociales pour une moyenne individuelle de 178 \$. S'ils investissent

davantage que le 100 \$ ordinairement requis, c'est que chacun d'eux s'engage à remplir les obligations de membres à la place de leurs concitoyens¹⁸. Les 35 clients de la coopérative, domestiques ou commerciaux, n'ont ainsi pas à souscrire de parts sociales pour obtenir le service de l'électricité. Ils doivent cependant fournir un dépôt de 20 \$ chacun¹⁹.

Non contents de recourir à un système de souscription de parts sociales différent des autres²⁰, les sociétaires de Lac-Caché fournissent aussi la majeure partie des capitaux requis pour la construction du réseau. La coopérative contracte en effet un seul prêt auprès de l'OER, en 1957, d'une valeur de 12 438 \$, ce qui représente la moitié du coût de son réseau de distribution — plutôt que 75 ou 85 %, comme c'est ordinairement le cas²¹.

¹⁸ Voici la liste des membres avec le nombre de clients dont ils ont chacun la responsabilité : [les noms des compagnies ne sont peut-être pas tout à fait exacts, car la transcription manuscrite est difficile à lire] Boreal Airways : sept clients ; Fecteau Air Service : huit ; Mid Chibougameau : un ; Sky-Way : trois ; Inspiration Mining : huit ; Terres et Forêts : trois et M. Lucien Demers : cinq. *PV du bureau de direction*, AHQ, Fonds F84.

¹⁹ Notons également qu'elle ne dessert aucun client de « ferme ».

²⁰ La coopérative de la Ville de Mont-Laurier procède peut-être sensiblement de la même façon. Elle reçoit en effet un seul prêt de l'Office (160 000 \$ en 1958). Il pourrait avoir servi à rembourser une dette de 162 446,08 \$ inscrite au bilan de 1958. Le montant a sans doute été utilisé pour construire le réseau, car il a été érigé en 1957 alors que l'OER n'a encore versé aucune somme, du moins officiellement. Il se peut qu'il ait consenti une avance, ce qui constitue donc une dette, avant d'émettre un prêt. Si cela n'est pas le cas, nous ignorons qui a été le bailleur de fonds. Comme la coopérative ne faisait pas partie des sociétés choisies pour être étudiées en détail, il faudrait éventuellement consulter les procès-verbaux des bureaux de direction de cette coopérative pour clarifier la situation. Pour la dette de la coopérative : ANQ, fonds OER, E80/166, 400-R-2 *Rapports annuels et mensuels des coopératives (1953-1964)*. Et pour le prêt reçu de l'OER : *Comptes publics de la province de Québec*.

²¹ La valeur de la ligne de distribution est de 24 317 \$. Selon tableau n° 1 : Sommaire des mémoires aux membres de l'Office montrant le financement des coopératives d'après les plus récents états financiers, ANQ, document n° E80/166, 400-C-3, *op. cit.*, et *Rapports financiers annuels de la Coopérative d'Électricité du Lac Caché*, AHQ, fonds F84.

Dès juin 1958, un an seulement après sa fondation, la coopérative émet de nouvelles actions afin de rembourser totalement les sommes dues à l'Office. Tous les sociétaires, ils seraient maintenant 23²², acceptent alors d'acquérir des parts sociales supplémentaires (entre 15 et 273 chacun). Cette émission pousse le capital social moyen détenu par membre à la somme exceptionnelle de 783 \$. Le réseau étant dorénavant complet et le paiement de la dette à l'OER terminé, ce sera la dernière émission d'actions. Au début des années 1960, c'est même le mouvement inverse qui s'amorce, puisque la coopérative rachète alors des actions.

À la fin de 1962, la société possède un surplus accumulé très important, compte tenu sa taille, soit plus de 10 000 \$. Cette marge de manœuvre incite le bureau de direction à équilibrer les charges des actionnaires et la coopérative procède au rachat d'une partie des actions émises depuis 1958 pour un montant total de 5 700 \$²³. Un nouveau rachat l'année suivante diminue encore le capital social moyen, le faisant passer de 626 à 404 \$. Ces réductions successives n'empêchent toutefois pas la société d'afficher de bons résultats financiers, et le surplus est toujours supérieur à 10 000 \$ en 1964. Ainsi, tout au long de son existence, malgré quelques petits problèmes, Lac-

²² La question du membership de cette coopérative n'est cependant pas tout à fait claire. Selon l'OER, il n'y aurait toujours que sept membres en 1960 (il les qualifie d'ailleurs de « membres réels » dans ses rapports). Mais si l'on se fie aux statistiques annuelles, les sociétaires seraient plutôt 23. Nous avons consulté les procès-verbaux des assemblées de la coopérative et les rapports périodiques de l'OER (Fonds F84, AHQ) de même que les séries statistiques de l'Office (ANQ, ... E80) pour finalement en arriver à la conclusion que les procès-verbaux des bureaux de direction révèlent le nombre de membres qui fournissent le capital, ce que nous étudions présentement. Nous avons donc utilisé ces données.

²³ « ... qu'un certain nombre d'actions soient rachetées de ceux qui en ont le plus jusqu'à concurrence de 2 000 ou 1 500 d'après le rapport financier, afin d'équilibrer les charges des actionnaires. » *PV dir*, 27/08/1962, p. 26. Le capital moyen par membre est de 626 \$ à la suite de ce rachat.

Caché se débrouille plutôt bien²⁴ et arrive à s'autofinancer. L'Office de l'électrification rurale n'a fourni à la société que la moitié des sommes requises pour ses travaux d'électrification, et le prêt a été remboursé en un peu plus d'un an seulement.

Bien que la coopérative de Lac-Caché demeure une exception, elle illustre néanmoins l'adaptabilité des milieux ruraux, de même que la souplesse de l'OER, qui permet des entorses au mode de financement prévu par la loi. À Lac-Caché, l'isolement très prononcé, le caractère essentiellement non agricole du marché à desservir et la disponibilité locale de capitaux ont rendu possible cette dérogation. Ailleurs au Québec, ce type de pratique est toutefois inconnu dans une forme aussi poussée²⁵. En fait, la plupart des tentatives pour instaurer un financement alternatif par la souscription de parts sociales supplémentaires demeurent sans résultats.

Les coopératives des Cantons-de-l'Est, comme on le sait, bénéficient généralement de l'appui financier de leur milieu (prêts de caisses populaires et de particuliers). Pourtant, lorsque certaines d'entre elles tentent d'obtenir du capital

²⁴ Les tarifs y sont cependant très élevés. En 1962, le taux fixe est de 7 \$ par mois pour les compteurs résidentiels et de 12 \$ par mois pour les compteurs commerciaux ; alors que la consommation d'électricité est facturée à 4 ¢ pour les 100 premiers kWh ; 2 ¢ les 200 suivants et 2,5 ¢ au dessus de 1000 kWh. Ils étaient encore plus élevés en 1958 (chacun des 100 premiers kWh coûtait 10 ¢). *Rapport de l'OER*, tarifs de 1962. La coopérative connaît, de plus, de petits problèmes d'administration. En 1958, l'Office suggère au bureau de direction de remplacer le secrétaire-trésorier, car il ne s'acquitte pas convenablement de sa tâche. La « décision a été prise par le conseil d'Administration sur rapport verbal de M. Guy Daignault, inspecteur général, et M. Roger Tessier, comptable de l'Office de l'Électrification rurale. L'état des livres et documents comptables laissant à désirer, c'est pourquoi ces messieurs suggèrent au Conseil d'Administration de remercier M. [...] de ses services. Ce dernier accepte de démissionner séance tenante. » *PV dir.*, 22/05/1958.

²⁵ C'est du moins ce qui ressort des sources consultées pour appréhender le mouvement coopératif (voir l'annexe 1). Nous ne croyons pas que le dépouillement exhaustif des procès-verbaux de toutes les coopératives du Québec changerait de beaucoup le portrait dressé ici. Les données sérielles compilées pour l'ensemble des sociétés ne laissent en effet entrevoir aucun autre cas de financement semblable à celui de Lac-Caché.

supplémentaire de leurs membres, elles n'y parviennent pas. Ainsi, le bureau de direction de la coopérative de Stanstead adopte, en juin 1949, une résolution qui stipule que les membres seront invités à acquérir « des parts privilégiées pour un maximum de 10 000 \$ au taux de 4 % »²⁶. Cette initiative semble demeurer lettre morte²⁷ et elle n'est pas répétée. Une résolution semblable du conseil d'administration de Brigham en 1949 connaît aussi peu de succès²⁸. Le capital payé par sociétaire n'augmente pas après l'adoption de la résolution et les procès-verbaux ne traitent aucunement de la question par la suite. Les autres coopératives des Cantons-de-l'Est qui tentent de mettre en place ce type de financement n'y parviennent pas en raison du peu d'intérêt de leurs membres²⁹.

Il en va de même dans le Nord-Ouest. Les procès-verbaux des bureaux de direction de la coopérative de Kipawa ou encore ceux du Témiscamingue abordent le sujet à quelques occasions. Les directeurs mentionnent alors le taux d'intérêt³⁰ à être payé sur les parts sociales supplémentaires ou leur volonté de voir les membres

²⁶ *PV dir.*, 08/06/1949.

²⁷ Il y a bien un montant de 9 390 \$ qui apparaît dans le Rapport annuel financier de 1949, mais il est comptabilisé sous la rubrique « prêts de particuliers ». Nous ne pouvons donc pas affirmer qu'il résulte de cette initiative. Les procès-verbaux, comme les rapports annuels subséquents, ne font, par ailleurs, pas mention de souscriptions de parts sociales supplémentaires.

²⁸ *PV. dir.*, 17/09/1947.

²⁹ Leurs procès-verbaux mentionnent le lancement de campagnes de souscription de parts supplémentaires, ou encore précisent les modalités de paiement des intérêts sur ces parts, mais ces procès-verbaux, de même que leurs rapports financiers annuels, ne fournissent pas de détails supplémentaires qui permettraient de confirmer le succès de ces campagnes ou la pratique.

³⁰ Le règlement n° 6 de l'OER entérine, d'une certaine façon, le paiement d'intérêts sur les parts sociales, car il précise que le trésorier de la coopérative doit inclure, dans son rapport mensuel, les « intérêts payés sur les parts sociales ». On ne mentionne cependant pas si ces intérêts concernent des parts sociales régulières ou des parts privilégiées. Est-ce une reconnaissance de la pratique ou une simple précision comptable ? Il est difficile de trancher.

acquérir du capital social additionnel. Cependant, à l'instar des Cantons-de-l'Est, ces résolutions demeurent des vœux pieux. Dans le Bas-Saint-Laurent, dans les Laurentides et sur la Côte-Nord, ni les procès-verbaux de l'OER, ni les statistiques des coopératives ne révèlent d'indices qui permettraient de conclure à un financement (du moins partiel) des sociétés par la vente de parts supplémentaires³¹. En définitive, il semble que la pratique, bien que souhaitée par certains bureaux de direction, ne trouve pas de véritable écho chez les membres.

Il existe toutefois une variante, détournée et utilisée en derniers recours, de ce type de financement. L'achat de parts sociales supplémentaires est en effet parfois suggéré, ou même imposé par certaines coopératives, pour permettre le prolongement de réseaux déjà bien établis, qu'il serait autrement presque impossible de financer. Nous l'avons vu auparavant, toute construction coopérative repose sur des parts sociales représentant une portion déterminée des coûts ; dans la majorité des cas, l'OER exige, pour chaque mille de ligne, que trois parts aient été payées avant de débloquent les fonds permettant d'entreprendre les travaux. Cependant, lorsque le nombre d'usagers potentiels est inférieur à trois et que l'OER maintient ses exigences, les coopératives se retrouvent dans une impasse. Pour y remédier, les sociétaires concernés acceptent parfois — ou ils y sont contraints, sous peine de ne pas obtenir le service de l'électricité — de contribuer davantage que les autres, afin de réunir le

³¹ La Coopérative d'Électricité du Golfe Saint-Laurent est peut-être une exception. Certains coopérateurs avaient en effet accepté de payer plus que 100 \$ de parts sociales. En décembre 1952, la coopérative décide de rembourser 25 % des montants supplémentaires souscrits, car elle dispose de surplus. *PV OER*, Vol. 3, p. 121. La coopérative procède à une nouvelle remise de 25 % en septembre 1957. On signale que c'est la troisième remise du genre depuis la fondation de la coopérative. *PV OER*, Vol. 4, p. 342. Il faudrait étayer le dossier pour affiner l'analyse et confirmer la pratique.

montant minimum requis (souvent 300 \$, quelques fois davantage) pour chaque mille de ligne. L'imposition de frais supplémentaires directement aux membres est surtout notée dans le Nord-Ouest, où les fins de réseaux atteignent fréquemment des habitations isolées. Les ruraux ne sont cependant pas toujours en mesure de fournir un montant supplémentaire.

Afin d'électrifier certaines parties de territoires moins densément habitées, des institutions locales sont parfois mises à contribution. Les paroisses de Barraute, Val-Senneville et Saint-Édouard, par exemple, desservies par la Coopérative d'Abitibi-Est, ne sont pas complètement électrifiées au début des années 1950. Dans le respect des directives de l'Office, le bureau de direction informe les futurs sociétaires qu'ils doivent collectivement acquérir 350 \$ de parts sociales par mille de ligne à construire, avant que les travaux ne débutent. Au printemps 1952, la somme n'a pas encore été recueillie. Toujours dépourvus du service, les habitants présentent, en septembre 1953, une deuxième requête à la coopérative. Cette fois, ils ont trouvé un allié : la Commission scolaire de Val-Senneville accepte de faire une contribution exceptionnelle en souscrivant pour 1 500 \$ de parts sociales³². Cette contribution complète le capital fourni par les membres et permet de réunir le montant nécessaire à l'obtention du prêt de l'OER³³. Les travaux peuvent maintenant débiter.

³² « Aujourd'hui que ce capital est suffisant, avec un dépôt supplémentaire de 1 500 \$ fait par la Commission scolaire de Val Senneville, le projet est remis à l'étude sur demande spéciale du député du comté. » *PV dir.*, 17/09/1953.

³³ Ce financement est différent de celui observé à Lac-Caché, car les parts acquises par la commission scolaire ne sont pas des parts sociales supplémentaires, elles ne portent pas intérêts et ne peuvent être vendues qu'à la coopérative.

Quoique peu fréquent³⁴, ce type d'appui financier par une institution locale illustre indéniablement la grande hétérogénéité des pratiques financières des coopératives et, comme le cas de Lac-Caché l'a démontré, atteste l'étonnante adaptation des coopératives et de l'OER aux besoins et aux ressources du milieu. Le recours à des modes de financement alternatifs révèle également les défis de plus en plus grands que représente l'électrification intégrale du territoire québécois.

Dans le cas de Lac-Caché, ou des fins de réseaux de certaines coopératives du Nord-Ouest, l'utilisation du capital local a permis, en y dérogeant quelque peu, de demeurer dans le cadre du modèle coopératif de financement de l'électrification rurale. Il n'est alors cependant question que de lignes de distribution. Lorsque le territoire à desservir nécessite par surcroît des investissements en matière de transport sur de longues distances ou la construction d'équipements de production, une légère adaptation au mode coopératif de financement ne suffit plus. Les capitaux requis sont trop importants pour être fournis par le milieu local et les coopérateurs n'ont d'autres alternatives que de se tourner vers l'Office.

Bien au fait des difficultés de certaines sociétés, l'OER hésite de moins en moins à défrayer lui-même les coûts de ce type d'infrastructures. Comme nous le verrons

³⁴ Certaines sociétés imaginent des variations sur le même thème. La Coopérative de Pontiac-Ouest, par exemple, demande aux municipalités qu'elle dessert de fournir un capital social de 1 000\$ chacune : « [...] les conseils municipaux devront payer 1 000 \$ en parts sociales jusqu'à nouvel ordre, et cela rétro-actif à la fondation de la coopérative. », *PV dir.*, 06/04/1955. Les procès-verbaux ultérieurs ne précisent toutefois pas si la mesure a été respectée. Il apparaît ainsi très difficile de suivre avec précision ce type de transactions. Les procès-verbaux, tout comme les rapports financiers annuels, fournissent trop peu d'informations à ce sujet pour permettre une analyse approfondie.

maintenant, ses investissements en matière de production et de transport, débutés à la fin des années 1940, se multiplient dans les années 1950 et 1960.

1.3. L'OER s'engage davantage dans le transport et la production de l'électricité³⁵

Jamais il n'avait été question, ni avant, ni pendant, ni immédiatement après sa mise en place, que l'Office de l'électrification rurale soit responsable du transport de l'électricité à haut voltage pour le compte des coopératives, ni qu'il devienne un producteur d'électricité. Les compagnies privées, ou toute autre société productrice (municipalité, Hydro-Québec) devaient assurer l'approvisionnement des coopératives en énergie. Or, nous avons déjà montré dans les chapitres précédents que l'OER acquiert pourtant, en 1948, le pouvoir de construire à ses frais des installations de production pour les coopératives qui sont dans l'impossibilité de trouver un fournisseur. Dès 1949, l'Office aménage ses premiers équipements de production (barrage, centrale, etc.) sur la rivière Petit Saguenay, pour la société du même nom. L'Office assume entièrement, c'est-à-dire sans convertir la dépense en prêt pour la coopérative, les coûts de construction et de fonctionnement du projet³⁶.

L'OER utilise à nouveau son pouvoir de produire de l'électricité quelques années plus tard. Comme dans le cas de Petit Saguenay, les ingénieurs de l'OER ont d'abord

³⁵ Les données sur les centrales de production et les lignes de transport d'électricité construites par l'Office proviennent essentiellement de trois sources : 1- les rapports annuels de l'OER ; 2- les procès-verbaux de l'Office et 3- les Comptes publics de la province de Québec, ces derniers contenant les dépenses en immobilisations effectuées par l'OER chaque année. Les procès-verbaux et les rapports financiers annuels des coopératives témoins complètent les informations.

³⁶ *RA OER, 1950 et Comptes publics de la Province de Québec pour l'année se terminant le 31 mars 1950, annexe C-6, p. 14-15.*

soigneusement étudié le problème de la coopérative de Village Bergeronnes et en ont conclu que la génération d'électricité était la seule solution possible pour alimenter la coopérative (revoir le chapitre 9)³⁷. L'OER aménage donc, en 1952, la centrale hydroélectrique de Grandes Bergeronnes pour alimenter la coopérative de Village Bergeronnes et ses voisines : Sacré-Cœur et Canton Ragueneau dans un premier temps et, plus tard, celles de Saint-Marcellin-des-Escoumains, de Saint-Luc-de-Laval et de Canton d'Iberville (à partir de 1955).

L'OER est propriétaire de ces deux centrales (Grandes Bergeronnes et Petit Saguenay) et agit en tant que tel, à savoir qu'il produit l'électricité et la revend aux coopératives, veille à l'entretien des équipements et apporte les réparations et améliorations nécessaires, assume les frais de fonctionnement, etc. Hormis ces deux unités, l'Office ne se lance cependant pas dans la construction de centrales hydroélectriques, lesquelles demeurent des exceptions pour quelques années. Il y a bien d'autres unités de production, essentiellement au diesel, qui sont installées et payées³⁸ par les coopératives au cours des années 1940 et au début de la décennie suivante³⁹, mais dans la mesure du possible, l'OER privilégie l'alimentation provenant des producteurs déjà établis (Compagnie de Pouvoir du Bas Saint-Laurent, Quebec Power, Gatineau Power, MacLaren, etc.).

³⁷ *PV OER, juin 1952.*

³⁸ Il va sans dire que l'Office apporte cependant le support technique et logistique et qu'il consent les prêts nécessaires aux coopératives.

³⁹ Revoir le tableau 1, chapitre 6, pour les centrales en activité en 1949.

Cette préférence envers les compagnies productrices est probablement celle du gouvernement Duplessis, qui semble en vérité peu enclin à ce que l'OER pousse plus avant ses fonctions de producteur d'électricité. Ainsi, des projets d'aménagement de sites hydroélectriques soumis au gouvernement par l'OER ou par des coopératives n'aboutissent jamais⁴⁰. À la suite d'une demande⁴¹ de la coopérative du Témiscamingue, par exemple, désireuse de produire de l'électricité pour assurer un approvisionnement adéquat (des mesures de rationnement ont cours dès décembre 1948, car la coopérative manque d'énergie), l'ingénieur en chef adjoint de l'OER soumet en 1949 un rapport expliquant qu'il y aurait lieu d'aménager la chute du Diable, sur la rivière des Quinze⁴². Malgré les demandes répétées de la coopérative pour que ce site soit développé (en 1955, 1957 et 1959⁴³), le projet ne voit jamais le jour. La coopérative est contrainte d'acheter de l'énergie, d'abord d'une petite compagnie voisine, celle de Saint-Eugène-de-Guigues (avril 1949⁴⁴), puis d'Hydro-Ontario.

⁴⁰ En plus du projet de la Chute du Diable (voir *supra*), l'OER avait chargé, au cours de 1949, son ingénieur en chef adjoint, R. Brosseau, de préparer ou de faire préparer une étude du projet d'aménagement du rapide des Cèdres, dans le comté de Labelle. Le projet demeure lettre morte. *PV OER*.

⁴¹ *PV dir, Coop. Témiscamingue, 09/12/1948*.

⁴² L'ingénieur expose aussi deux autres solutions dans ce rapport : alimentation par Northern Quebec Power ou construction d'une ligne de transmission reliant Rapides des VII à la coopérative (propriété de Northern puis d'Hydro-Québec, 1950). C'est finalement Hydro-Québec qui prend possession de Rapide des Quinze. En 1962, Hydro-Québec prépare des plans pour aménager la rivière. *PV H-Q, 15/08/1962*.

⁴³ Dans les années 1950, devant le peu de développement du projet, la coopérative revient à la charge en précisant que peu importe qui aménage la Chute, il faut que cela soit fait. *PV dir., 31/01/1955, 31/03/1957* (.. « la coopérative demandera aux principaux organismes publics et aux autorités compétentes de la région d'élaborer un projet en vue de l'exploitation en énergie électrique de la rivière des Quinze ») et *PV dir., 22/02/1959*.

⁴⁴ *PV. dir., 28/04/1949*.

Dans le cas de la société du Témiscamingue, Hydro-Ontario, producteur d'envergure, est en mesure de répondre à la demande et d'absorber les augmentations, substantielles et successives, de la consommation d'énergie des membres. Ailleurs cependant, la situation est plus compliquée, car les producteurs locaux sont quelquefois incapables de fournir davantage d'énergie lorsque les coopératives en éprouvent le besoin. Et puisque le réseau de transport d'énergie de plusieurs régions où s'activent les coopératives n'est pas encore très développé, ni ces dernières, ni le fournisseur, ne peuvent assurer l'approvisionnement désiré.

Nous l'avons signalé auparavant (chapitre 10), les réseaux des coopératives sont généralement à peu près autonomes. Pour bien comprendre de quelle façon cela complique la situation de l'approvisionnement en énergie des coopératives, ajoutons quelques éléments supplémentaires d'analyse. Les petites coopératives des régions éloignées (Lac Édouard, Îles-de-la-Madeleine, Lourdes & Blanc Sablon, par exemple) possèdent des circuits fermés et sont, en fait, autosuffisantes ou quasi autosuffisantes. Presque l'ensemble des coopératives demeure par ailleurs peu connectées entre elles et lorsqu'elles sont reliées à un réseau, celui-ci est souvent limité, encore dans les années 1950. Dans le Nord-Ouest, les coopératives de Pontiac-Ouest et Sheen & Chichester, par exemple, sont alimentées par un producteur local, Pembroke Electric Light, et ce petit réseau local demeure longtemps leur seul lien extra coopératif. Une situation similaire prévaut dans le Bas-Saint-Laurent, où malgré le rôle prédominant de la Compagnie de Pouvoir du Bas Saint-Laurent, les coopératives de Gaspé-Nord et de Bonaventure doivent produire leur propre électricité et forment des réseaux peu ouverts.

Des noyaux isolés demeurent aussi dans le nord de Montréal, mais la situation y est généralement meilleure, car la couverture assurée par Gatineau Power est plutôt bonne et la plupart des coopératives sont reliées entre elles, via ce grand réseau. Les coopératives de cette région ont aussi accès à d'autres producteurs, reliés au réseau de Gatineau Power. Presque pareillement, l'échange d'énergie entre les coopératives des Cantons-de-l'Est est facile et pratiqué, puisqu'elles sont toutes reliées, depuis les années 1940, à un réseau régional, celui de Southern Canada Power. Ce dernier est lui-même rattaché à celui de Shawinigan Water & Power. Mais cette intégration réussie des coopératives aux réseaux de transport locaux et régionaux est propre aux basses terres du Saint-Laurent. Ce n'est pas le cas pour la majorité des sociétés.

Cette multitude de réseaux locaux ou régionaux peu interconnectés fonctionne tant et aussi longtemps que chacun est en mesure de répondre à la demande de ses usagers. Lorsque la consommation augmente, nous l'avons vu, ils ne suffisent plus et, faute d'interconnexion adéquate, ne peuvent prendre ailleurs l'énergie manquante. Et même s'il est vrai que le réseau de transport québécois d'énergie s'est densifié au fil des ans, les lignes de transmission rejoignant les coopératives demeurent, elles, le plus souvent de peu d'envergure.

Au milieu des années 1950, alors que les problèmes d'approvisionnement en énergie sont de plus en plus criants, la marge de manœuvre dont dispose l'OER pour soutenir les coopératives semble en vérité plutôt limitée. Bien entendu, l'organisme apporte son soutien logistique aux sociétés qui possèdent des installations de production hydroélectriques : il aide par exemple la coopérative de Bonaventure à

augmenter la puissance de son barrage de la rivière Hall⁴⁵. L'Office continue également à installer des unités de production fonctionnant au diesel pour le compte des coopératives. Les sociétés ont cependant du mal à supporter le coût important de ces infrastructures de production⁴⁶. Rappelons-nous que le gouvernement a refusé, en 1948, d'ajuster la Loi de l'électrification rurale pour permettre à l'OER de financer à 85 % le coût d'infrastructures de production. La production d'électricité par les coopératives, surtout par des unités diesel, demeure donc le plus souvent la solution de dernier recours et ce n'est pas de ce côté que l'Office cherche prioritairement des solutions.

Pour désenclaver ses coopératives et répondre à leurs besoins grandissants en énergie, l'OER doit s'attaquer au cœur du problème, c'est-à-dire le réseau de transport. Il y a en effet sur le territoire québécois des producteurs en mesure de répondre à l'accroissement de la consommation et seul un réseau de transport adéquat permettra d'apporter aux coopératives cette électricité qui leur fait tant défaut. À partir du milieu des années 1950, l'OER ne tergiverse plus : puisque les coopératives n'ont pas les ressources financières pour ériger des infrastructures de transport de grande ampleur, il s'en chargera lui-même. L'organisme demande donc des fonds supplémentaires à l'État afin d'ériger les lignes de transport.

La première de ces lignes vise à régler le problème d'approvisionnement d'une toute nouvelle coopérative, celle de Rouyn-Noranda. Fondée en 1954 pour desservir

⁴⁵ RA OER 1952.

⁴⁶ Revoir le chapitre huit à ce sujet. De plus, le coût de l'électricité générée par les installations au diesel est très élevé : 3,5 ¢ du kWh en moyenne comparé à 1 ¢ pour l'hydroélectrique.

des paroisses situées aux confins du territoire de la Coopérative du Témiscamingue⁴⁷ — le bureau de direction de cette dernière ayant refusé d'intégrer ces paroisses à son propre réseau (voir le chapitre 7 à ce sujet) —, la société de Rouyn-Noranda n'a pas de source d'énergie. L'OER construit à ses frais 13 milles de lignes de transport à 21 000 volts pour aller chercher l'électricité d'Hydro-Québec, à sa sous-station de Noranda.

Ce n'est pas un hasard si l'Office fait appel à Hydro-Québec. En effet, le gouvernement Duplessis des années 1950 donne de plus en plus d'importance à Hydro-Québec comme producteur d'électricité⁴⁸. Ainsi, lorsque le gouvernement fait adopter la Loi concernant les ressources hydroélectriques de la province⁴⁹, en 1956, Hydro-Québec est clairement privilégiée, alors que l'Office de l'électrification rurale, et même les producteurs privés, se trouvent exclus de la liste des entités autorisées à développer les sites hydroélectriques du domaine public. La nouvelle loi stipule :

Toute vente, cession ou aliénation définitive de forces hydrauliques faisant partie du domaine public et possédant une puissance naturelle de 300 chevaux ou plus au débit ordinaire de six mois est prohibée. Aucun bail, ni aucune location [de ces forces] ne peut être faite ou consentie autrement qu'en vertu d'une nouvelle loi de la Législature autorisant, dans chaque cas, un tel bail ou une telle location. Toutefois, le lieutenant-gouverneur en conseil, peut, aux conditions et pour le temps qu'il juge à propos de déterminer, bailler ou louer à une corporation municipale, à une coopérative formée

⁴⁷ Revoir le chapitre sept.

⁴⁸ Voir Claude Bellavance, *Shawinigan Water & Power*, *op. cit.*, pour des détails sur ces développements de même que sur les effets de la politique qui privilégie Hydro-Québec par rapport à l'autre grand producteur d'électricité de l'époque, Shawinigan Water & Power. Voir aussi « Les origines économiques et techniques de la nationalisation de l'électricité au Québec : l'expérience du régime mixte, de 1944 à 1963. », *Annales historiques de l'électricité*, n° 1 (juin 2003) : 37-52.

⁴⁹ 4-5 Éliz II, 1955-6, c. 27.

en vertu de la Loi de l'électrification rurale ou à la Commission hydroélectrique de Québec [Hydro-Québec] toute force hydraulique faisant partie du domaine public.⁵⁰

Un peu avant l'adoption de cette loi, ou juste après, de grands projets d'aménagement sont d'ailleurs confiés à Hydro-Québec par l'État. Comme celui de la rivière Bersimis, notamment, de même que la deuxième phase de la centrale de Beauharnois, sur le Saint-Laurent. En 1950, l'État avait déjà cédé à Hydro-Québec l'ensemble de ses propriétés (lignes de transmission, barrages, etc.) de la rivière des Outaouais⁵¹, à partir desquelles il alimente les coopératives de cette région. Auparavant plutôt absent de la liste des fournisseurs d'électricité des coopératives, Hydro-Québec prend en vérité de plus en plus d'importance au cours des années 1950, particulièrement dans le Nord-Ouest, améliorant de ce fait grandement l'offre d'énergie dans plusieurs régions desservies par voie coopérative⁵². Un travail d'équipe s'instaure alors entre Hydro-Québec et l'OER : le premier aménage de nouvelles centrales (ou augmente la puissance de celles existantes) et le second construit les

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ Le gouvernement loue pour 75 ans les chutes et rapides du rapide VIII, sur l'Outaouais supérieur et le barrage réservoir du lac Dozois. Il cède l'aménagement hydroélectrique, le barrage-réservoir, les lignes de transmission reliant le rapide VII et les villes de Cadillac, Noranda et Normétal et celles en construction entre Cadillac et Amos, de même que tous les postes de transformation se rattachant à ces lignes. Les immeubles et bureaux passent aussi sous la propriété d'Hydro-Québec. *Loi favorisant le développement d'Hydro-Québec*, 14 Geo VI, c. 41, 1950. Voir aussi : « Arrêté en conseil numéro 992 : autorisations nécessaires à l'électrification de l'Abitibi et l'expansion des lignes de l'Hydro-Québec pour le réseau de l'Outaouais Supérieur d'Amos à Senneterre ; acte de dépôt de l'arrêté par Bernard Lacasse chez J.A.W. Latulipe notaire ; proposition du ministre des Ressources hydrauliques ; résolution d'Hydro-Québec ; correspondance. – de 05-09-1950 à 18-09-1950. » dans AHQ, fonds Hydro-Québec, document n° H2\1102-02\1139.

⁵² Si les coopératives voient leur situation globale s'améliorer par les travaux d'Hydro-Québec, il faut cependant souligner que la situation à l'échelle québécoise n'est pas aussi positive. À la fin des années 1950, « l'État retarde l'approbation de projets d'aménagement, si bien que l'on en arrive à craindre de ne plus être en mesure de soutenir la demande. » Claude Bellavance, *op. cit.*, « les origines économiques de la nationalisation, ... », p. 48.

lignes de transmission nécessaires pour connecter les réseaux coopératifs aux installations d'Hydro-Québec — alors le plus gros producteur d'électricité⁵³. Ce nouveau partenariat producteur-transporteur vient soulager de nombreuses sociétés en apportant enfin de l'énergie moins coûteuse et, surtout, en quantité apte à répondre à la demande.

Ainsi, lorsque les coopératives de Gaspé-Sud et de Gaspé-Nord signalent en 1954-55 qu'elles manquent d'énergie (elles produisent leur propre électricité grâce à des centrales au diesel, devenues incapables de supporter un rythme de croissance de l'ordre de 15 % par année), l'OER construit à ses frais une ligne de transmission de 60 milles pour les relier aux « développements gigantesques de la Bersimis », propriété d'Hydro-Québec. Dans ce cas, les coûts de la transmission sont partagés : Hydro-Québec construit la ligne pour amener son énergie jusqu'à Murdochville et l'OER érige la portion Murdochville – Gaspé⁵⁴. En 1956, l'Office annonce dans son rapport annuel que la ligne est terminée et que la coopérative de Gaspé-Sud a stoppé la production à sa centrale au diesel.

Hydro-Québec n'a cependant pas la mainmise sur tous les sites de production. Il n'y a donc pas qu'elle qui soit appelé à l'aide. Les producteurs privés sont également mis à contribution. C'est MacLaren Quebec Power, par exemple, qui est sollicité pour répondre aux besoins en énergie des coopératives de Mont-Laurier (la Régionale

⁵³ Au début des années 1960, la capacité de ses installations atteint 4 587 800 HP alors que celle d'Alcoa est de 3 060 000 HP et celle de SWP est de 1 779 700 HP. Claude Bellavance, *op. cit.*,

⁵⁴ L'Office a demandé un demi-million au gouvernement pour ce faire. *RA OER 20/01/1955* pour l'énoncé du problème, *PV OER, 11/05/1955* pour la solution et *Comptes publics, pour l'année se terminant le 31 mars 1956*, p. 109 et *31 mars 1957*, p. 126 pour les coûts.

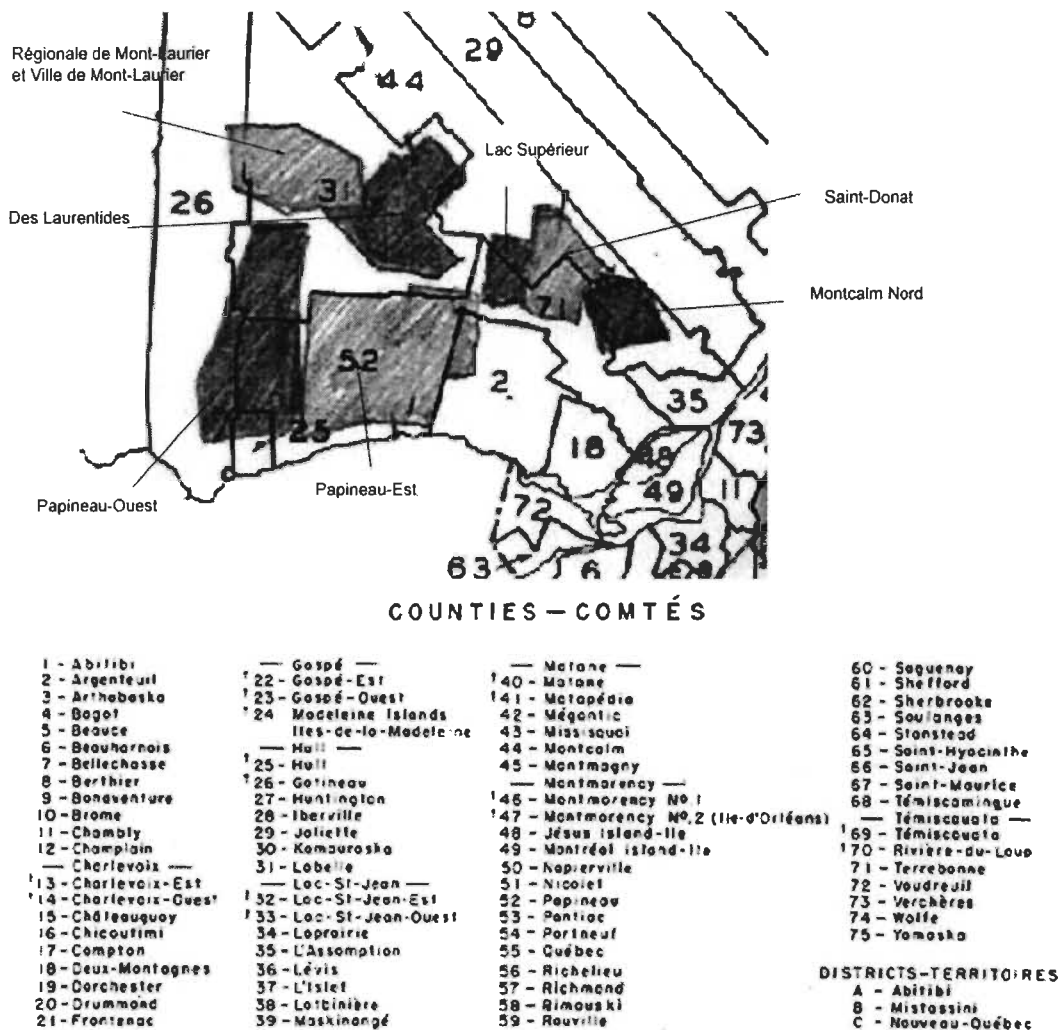
d'électricité de Mont-Laurier et la Ville de Mont-Laurier, cette dernière surtout ayant besoin de renfort). Cinquante-cinq milles de ligne de transport sont nécessaires pour relier le réseau de distribution des coopératives aux installations de production de MacLaren Quebec Power, à High-Falls. L'OER demande, et obtient, un million de dollars en fonds supplémentaires à l'État⁵⁵ (en plus de son budget annuel régulier) pour construire cette ligne de transmission, et assurer ainsi un approvisionnement enfin suffisant et constant en énergie. Débutée en 1955, la ligne est terminée en 1957 et relie High-Falls à Mont-Laurier⁵⁶.

⁵⁵ L'OER investit d'abord 163 909 \$ en 1956 pour commencer les travaux, puis termine la ligne au coût de 813 013 \$ en 1957. Coût total de 977 012 \$. Selon *Comptes publics, pour l'année se terminant le 31 mars 1957*, p. 126 et *31 mars 1958*, p. 129 et 518. *PV OER*, 12/03/1956 pour les détails du projet.

⁵⁶ Voir aussi les rapports annuels de l'OER, années 1956 et 1957. Soulignons également que les coûts de ces travaux touchant la transmission d'électricité, comme tous ceux énumérés dans cette partie de chapitre, ne sont pas convertis en prêts aux coopératives. C'est l'Office qui paie.

Carte 13

Zonage des coopératives d'électricité du Nord de Montréal établi, par l'OER en février 1961



† Subdivided to correspond with municipal counties. — Subdivisé pour correspondre aux comtés municipaux

Source : ANQ, fonds OER, document n° E80/166, 400-Z-1⁵⁷. Chaque rond blanc représente une zone (village ou petite ville, le plus souvent) qui n'est pas desservie par la coopérative dominante de l'endroit.

⁵⁷ Comme la carte était beaucoup trop grande pour être reproduite (il y a quelques années, la photographie numérique n'était pas aussi facile d'accès), j'avais reproduit la carte à la main. Il peut donc y avoir quelques imprécisions, mais elles sont fort probablement minimales. L'Office avait écrit, sur la carte : « AVIS : il y a quelques villages, situés en pleine zone de coopératives qui sont desservis par des compagnies privées. La carte ne fait pas ces petites différences. ».

Parallèlement aux importants projets mentionnés jusqu'ici, l'OER érige de plus courts tronçons de transport qui permettent à d'autres coopératives d'obtenir l'énergie nécessaire pour répondre à l'augmentation de la consommation de leurs usagers : 10 milles pour la coopérative de Péribonka ; 16 milles pour la coopérative de Saint-Donat ou 35 milles additionnels pour celle de Gaspé-Sud⁵⁸. En vérité, chaque année à partir de 1954-55, l'OER dépense plusieurs centaines de milliers de dollars pour construire des lignes de transport d'énergie. En trois ans seulement (1955 à 1958), l'OER a ainsi obtenu 1,7 million de dollars supplémentaires de l'État — ces sommes n'étant pas converties en prêts aux coopératives⁵⁹. Ces investissements importants produisent des résultats positifs ; plusieurs coopératives qui étaient aux prises avec un problème quasi structurel de manque d'énergie sont enfin approvisionnées de façon adéquate.

Une région continue cependant de poser un problème particulier. Sur la Côte-Nord, l'érection de lignes de transmission ne peut tout résoudre, car les installations de production d'électricité ne sont pas assez nombreuses, ni assez puissantes, ou encore, elles sont trop éloignées. Il y a bien les centrales de Manicouagan Power, de Gulf Power et d'autres installations municipales ou privées, mais les coopératives de la région ne peuvent toutes s'alimenter à ces sources, souvent de capacité limitée, et plusieurs manquent toujours d'énergie. Même les unités de production de l'OER, installées en 1952 à Bergeronnes, ne suffisent plus. En février 1956, l'OER énonce le problème en ces termes :

⁵⁸ RA OER 1959.

⁵⁹ *Comptes publics*, années concernées. Ajoutons qu'en 1954-55 seulement, l'OER a dépensé 586 785 \$ en plus de son budget alloué. *Comptes publics pour l'année se terminant le 31 mars 1955, annexe C-6*, p. 2-3.

Attendu que la centrale de l'Office de l'électrification située sur la rivière Petites Bergeronnes dessert actuellement la Coopérative d'Électricité de Petit Saguenay ainsi que celle de Canton d'Iberville dont le territoire [...]; que la Corporation municipale des Escoumains souffre d'une grande pénurie d'électricité et qu'après avoir fait des dépenses considérables d'ingénieurs, elle n'a trouvé aucun autre remède que de former une coopérative d'électricité et de s'alimenter à la ligne électrique de la centrale de l'Office ; Attendu que la coopérative de St-Luc-de-Laval, où la population a plus que doublé depuis 1951, est inadéquatement alimentée par l'Anglo Pulp & Paper Limited, dont la centrale (1200 HP) sera bientôt à peine suffisante pour la seule ville de Forestville ; Attendu que la municipalité de Tadoussac [service municipal], qui a jusqu'ici alimenté la coopérative de Sacré-Cœur, demande à l'Office de lui procurer 150 HP par an, sans quoi elle ne pourra plus continuer à desservir la dite Coopérative [...]⁶⁰

Pour résoudre le problème d'approvisionnement des coopératives de la Côte-Nord, l'OER demande au gouvernement la permission d'ajouter une deuxième centrale (capacité de 1 400 HP) sur la rivière Petites Bergeronnes. Contrairement aux demandes d'aménagement de cours d'eau touchant d'autres régions, notamment où Hydro-Québec est bien positionnée⁶¹, celle-ci lui est accordée et la centrale est construite en 1957⁶². La puissance de production de l'OER atteint alors 3 000 hp. Mais ce n'est toujours pas suffisant.

La Côte-Nord⁶³ est en fait aux prises avec un grave problème d'alimentation. Et la situation est encore aggravée par la naissance de quatre coopératives en 1957 et dans les années suivantes (Saint-Marcellin-des-Escoumains, Natasquan, Lourdes et Blanc

⁶⁰ PV OER, 25/02/1956.

⁶¹ Le projet de la rivière des Quinze, notamment, soumis par la coopérative du Témiscamingue.

⁶² RA OER 1957.

⁶³ La situation est aussi très problématique dans le Bas-Saint-Laurent. Voir Yves Tremblay, *op. cit.*, pour l'énoncé du problème et une analyse des situations mises en place par l'Office et le gouvernement.

Sablon et Baie de Joan Beetz), pour qui l'Office doit trouver des sources d'énergie. Deux ans seulement après l'augmentation de la puissance des installations de Petites Bergeronnes, l'OER se voit contraint d'envisager de nouveaux travaux, car dès la fin de l'année 1958, « la capacité totale des centrales de Bergeronnes sera atteinte »⁶⁴. Plutôt que d'augmenter encore sa puissance de production, l'OER se tourne cette fois vers un producteur privé, Manicouagan Power, et construit une ligne de transmission de 46,5 milles (au coût de 800 000 \$) entre Forestville et Hauterive. La ligne de transport alimente les coopératives de Sacré-Cœur, Canton Ragueneau, Village Bergeronnes, Saint-Marcellin-des-Escoumains, Canton d'Iberville et Saint-Luc-de-Laval⁶⁵ (revoir la carte 11, chapitre 9, pour les zones d'électrification de ces coopératives).

La saga de l'énergie sur la Côte-Nord n'est malheureusement pas terminée. Une nouvelle crise éclate deux ans plus tard. Cette fois, c'est la coopérative du Golfe Saint-Laurent, située un peu plus à l'Est de la zone approvisionnée par Manicouagan Power et les installations de l'OER, qui manque d'énergie. Car les moteurs diesel de l'OER et d'une petite compagnie privée (Rurale et Romain Electricité Inc.) ne suffisent plus à répondre à la demande. Avec la permission et les fonds du gouvernement, l'Office s'engage davantage dans la production et construit un barrage et une usine hydroélectrique sur la rivière Magpie. L'énergie de cette nouvelle centrale arrive à point et assure une alimentation adéquate, fiable et plus abordable, non seulement à la

⁶⁴ *PVOER*, 30/09/1958.

⁶⁵ L'Office a aussi construit une nouvelle sous-station près de Forestville pour relier cette nouvelle ligne de transmission (à 69 kV) à celle de 33 kV qui se rend à la centrale de Bergeronnes. *Ibid.*

coopérative du Golfe mais aussi à Havre-Saint-Pierre, dépendante jusque-là de trois unités génératrices au diesel de 55 kW, utilisées à pleine capacité. Pour relier Havre-Saint-Pierre et sa centrale de Magpie, l'OER construit en 1961 une ligne de transport de 45 milles⁶⁶.

Nous le constatons, les travaux de l'OER sur la Côte-Nord sont très importants à partir de la seconde moitié des années 1950, et encore plus au début des années 1960. Combinés avec les améliorations que les coopératives effectuent elles-mêmes (nouvelle sous-station de la coopérative de Sept-Îles, par exemple), c'est, en vérité, un réseau régional d'électricité (production, transport et distribution), que l'Office de l'électrification rurale et les coopératives ont mis en place. La création de ce réseau régional a été rendue nécessaire par les développements industriels de la Côte-Nord et la croissance des municipalités (Sept-Îles ou Saint-Luc-de-Laval en particulier, dont la population augmente rapidement). Déjà en 1961, ce réseau dessert plus de 10 000 usagers. Deux ans plus tard, ils sont maintenant presque 15 000⁶⁷ et ils consomment toujours davantage, exerçant une pression constante sur les installations coopératives. Et ces pressions ne sont pas propres à la Côte-Nord.

À la fin des années 1950 et au début de la décennie suivante sur la Côte-Nord et dans les autres régions desservies par voie coopérative, l'OER semble définitivement engagé dans une course contre la montre : il a beau augmenter la capacité des

⁶⁶ Coût de la centrale de Magpie et des équipements reliés au cours des trois premières années, répertorié dans les comptes publics : comptes de 1960 : 233 635 \$ (p. 125) ; comptes de 1961 : 747 431 \$ (centrale + ligne de transmission, p. 63) ; comptes de 1962 : 245 759 \$ (centrale + ligne de transmission, p. 462).

⁶⁷ Exactement 10 661 clients dans le district de la Côte-Nord, selon le nombre des clients des coopératives, *RA OER, 1961*, et 14 340 en 1963. Selon nos calculs.

équipements, la demande en énergie est toujours supérieure et les investissements considérables qui sont effectués empêchent tout juste le système de se rompre. Encore en 1963, alors que le débat entourant l'intégration des coopératives à Hydro-Québec est bien engagé, l'OER doit, entre autres, installer une centrale au diesel pour la coopérative de Lourdes et Blanc Sablon, injecter 137 000 \$ dans sa centrale de Magpie et ses lignes de transport et construire une nouvelle ligne pour relier Canton Manicouagan à sa centrale de Petites Bergeronnes. En Gaspésie, c'est la ligne Murdochville – Anse-Pleureuse qui nécessite de nouveaux investissements⁶⁸. Conséquemment, les dépenses de l'OER en matière de transport et production ne cessent de croître. Au total, depuis le début des années 1950, l'OER a investi presque cinq millions de dollars dans des infrastructures de transport et de production⁶⁹.

⁶⁸ Il faut aussi ajouter la construction d'une ligne entre New-Richmond et Matapédia, et des câbles sous-marins reliant l'Île-aux-Grues, pour obtenir la liste des principaux travaux.

⁶⁹ *Comptes publics, pour l'année se terminant le 31 mars 1963*. Annexe A-10, p. 60, pour les dépenses en immobilisations de l'OER ; total de 4 998 846 \$.

Tableau 7
Propriétés de l'Office de l'électrification rurale au 14 mars 1963

Centrales	Puissance
[Petite] Bergeronne 1	800 kW
[Petite] Bergeronne 2	1 005 kW
Magpie	1 800 kW
Lignes de transmission (total de 348 milles) Reliant :	Longueur (en milles)
Magpie - Havre-Saint-Pierre	44,25
Murdochville - Gaspé	60
High-Falls - Mont-Laurier	60
Forestville - Hauterive	46,5
Matapédia - New Richmond	60
Murdochville - Anse-Pleureuse	21,5
Bergeronnes - Sainte-Anne-de-Portneuf	47
Sainte-Anne-de-Portneuf - Saint-Luc-de-Laval	9

Source : Rapport annuel de l'OER 1963⁷⁰

L'OER tire bien quelques revenus de ces infrastructures, car il loue ses lignes de transmission aux coopératives et leur vend l'électricité produite par ses centrales, mais ces revenus sont sans commune mesure avec les dépenses : en 1963 par exemple, l'OER retire seulement 63 018 \$ (revenu net d'exploitation) de la location de ses lignes

⁷⁰ Liste selon RA OER, 1963. La centrale du Petit Saguenay, construite par l'OER en 1949, a été vendue en 1954 à la coopérative du Petit Saguenay Anse-Saint-Jean, à la suite d'une demande en ce sens par les administrateurs de la société, pour la somme de 88 857 \$. *Comptes publics pour l'année se terminant le 31 mars 1955*, p. 13. Si nous utilisons plutôt les Comptes publics pour déterminer quelles sont les propriétés de l'OER, il faudrait alors aussi ajouter la centrale au diesel de Lourdes & Blanc Sablon, que l'OER a payée. *Comptes publics pour l'année se terminant le 31 mars 1963, annexe E-2 : Government entreprises*. Mais cette centrale ne figure pas dans la liste des propriétés de l'OER telles que décrites dans son rapport annuel de 1963, pas plus que le câble sous-marin qui relie Cap-Saint-Ignace et l'Île-aux-Grues.

et des ventes d'électricité. Chaque année, il en coûte donc plus cher à l'Office. Pour mesurer cette évolution, l'organisme utilise le coût moyen pour desservir un usager de coopérative. Cet indicateur est très parlant : en trois ans à peine, il bondit de 285 %, passant de 8,98 \$ par usager en 1958-59, à 25,63 \$ en 1961-62⁷¹.

Pour mieux cerner encore l'ampleur des coûts, il faut également garder à l'esprit que les investissements en matière de transport et de production ne sont pas les seules dépenses de l'OER. Comme il a été démontré dans le chapitre précédent, les coopératives recommencent à contracter des prêts, car l'OER n'a pas soudainement pris en charge l'ensemble des dépenses et plusieurs travaux importants sont financés par les sociétés elles-mêmes. En 1962, par exemple, la coopérative du Canton de Magog doit absorber les coûts reliés à l'augmentation de la capacité de sa sous-station (de 750 à 1 500 kVa). Ailleurs, les coopératives construisent elles-mêmes de nouvelles lignes de transport pour obtenir de l'énergie supplémentaire⁷². Tous ces travaux exercent d'énormes pressions sur les finances coopératives et certaines n'ont pas les ressources pour assumer leur part. Non content d'avoir pris en charge plusieurs des grands travaux à effectuer, l'OER va plus loin encore dans ses efforts pour soulager les coopératives particulièrement dans le besoin. Muni d'un budget de 175 000 \$ expressément accordé dans ce dessein en 1962 par le nouveau gouvernement libéral de

⁷¹ Évolution des déboursés par client des coopératives, selon l'OER. En 1958-59 : 8,98 \$; 1959-60 : 20,24 \$; 1960-1 : 24,64 ; 1961-2 : 25,63 ; 1962-63 (prévisions) : 27,66. ANQ E80/165.

⁷² Pontiac-Ouest, par exemple, construit 10,15 milles entre Waltham et Fort-Coulonge en 1962. *RA OER, 1962*.

Jean Lesage⁷³, l'OER procède au rachat d'une partie des équipements les plus coûteux, c'est-à-dire des centrales au diesel et des lignes de transmission⁷⁴. Ce faisant, l'OER se trouve à redonner du capital aux coopératives, ce qui leur permet de contracter des prêts servant à relier de nouveaux aménagements périurbains, par exemple, et / ou de financer la modernisation de leurs réseaux de distribution.

Au début des années 1960, l'État, principalement via l'Office de l'électrification rurale, mais aussi par l'entremise d'Hydro-Québec, investit des millions de dollars dans les réseaux coopératifs. Il faut en effet souligner qu'en plus de tous les travaux mentionnés jusqu'ici, qu'effectuent l'OER et les coopératives, Hydro-Québec apporte également des améliorations et des ajouts substantiels à son propre réseau de production et de transport afin d'accommoder les coopératives⁷⁵. Mais ces travaux ne répondent pas à tous les besoins, loin s'en faut. L'OER aura encore besoin de plusieurs millions de dollars supplémentaires puisqu'il faut reconstruire des milliers de

⁷³ Les fonds proviennent du ministère des Richesses naturelles nouvellement créé (l'Office est passé sous sa responsabilité) qui dote l'OER d'un budget de 175 000 \$ au début de 1962 pour procéder au rachat de ces équipements. *Loi instituant le Ministère des Richesses naturelles*, 9-10 Elizabeth II, c. 48, 1960-1.

⁷⁴ *PV OER*, 10/01/1962. L'Office rachète des lignes de transmission, entre autres à la coopérative de Canton d'Iberville (47 milles) et Saint-Luc-de-Laval (9 milles). Il acquiert également la centrale de Lourdes et Blanc Sablon, pour 13 262 \$, en mars 1963. *PV OER*, 08/03/1963.

⁷⁵ En 1955, la Coopérative d'Abitibi-Ouest demande à Hydro-Québec de construire une nouvelle sous-station à une tension plus élevée, car ses besoins ne sont plus satisfaits par la ligne de transmission de 25 milles ; de plus, les pertes de courant y sont très importantes. Hydro-Québec accepte de construire la nouvelle sous-station à une tension plus élevée ; 110 000 - 240 000 volts, mais en contrepartie, le tarif sera augmenté au même niveau que pour les autres coopératives, c'est-à-dire 40 \$ le CV par année. *PV dir, Abitibi-Ouest* 14/04/1955 et 19/07/1955. Le contrat entre la coopérative et Hydro-Québec est signé en 1956 : « Arrêté en conseil n° 200, mars 1956, concernant la vente d'électricité d'Hydro-Québec à la coopérative d'Abitibi-Ouest. » Le contrat est de cinq ans et précise que l'énergie est livrée à la sous-station d'Hydro-Québec, à Palmerolle. Dans AHQ, fonds Hydro-Québec, document n° H2\1102-02\1363 boîte 15. Les démarches avaient été entreprises en octobre 1955 auprès du sous-ministre des Ressources hydrauliques, chargé de recommander l'approbation par le lieutenant-gouverneur.

kilomètres de lignes de distribution devenues incapables de répondre à la demande, augmenter la puissance de ses centrales de production, reconstruire des sous-stations et ériger de nouvelles lignes de transport. Il demeure, de plus, quelques localités, essentiellement sur la Côte-Nord, encore dépourvues d'électricité et qu'il faudra électrifier dans un avenir rapproché.

En prenant en considération tous ces éléments, plusieurs questions viennent à l'esprit : l'Office de l'électrification rurale est-il maintenant devenu désuet ? Ne faudrait-il pas en changer le rôle ? Ou plutôt, ne vaudrait-il pas mieux confier à un autre organisme de l'État (Hydro-Québec ?), le soin de terminer l'électrification des zones rurales et de moderniser les réseaux ? Les documents publics de l'époque — procès-verbaux de l'OER, Rapports annuels de l'OER, procès-verbaux d'Hydro-Québec et correspondance — ne soulèvent pas directement ces questions. Mais, au tournant des années 1960, elles doivent certainement préoccuper les décideurs, car les rapports annuels de l'OER (ceux de 1960 et 1961) révèlent un fort désir de justifier son existence. Les commissaires, en fait, sont en faveur de la poursuite des activités de l'OER :

En ouvrant ici une parenthèse, au témoignage des gérants des coopératives, ces dernières n'auraient jamais été capables de s'organiser et de prendre l'expansion qu'elles connaissent aujourd'hui sans l'aide technique, financière, comptable et légale de l'Office. Ces gérants affirment aussi que l'avenir des coopératives d'électricité dans la province serait compromis sans cette aide nécessaire de l'Office.⁷⁶

⁷⁶ RA OER, 1960.

Les commissaires ont alors sans doute senti que le vent tournait et que le système coopératif, hérité de l'époque duplessiste, ne résisterait pas aux idées de changement du nouveau gouvernement libéral, élu en 1960. Et ils ne s'étaient pas trompés. L'ampleur des investissements à venir fait partie des arguments utilisés par le gouvernement pour militer en faveur de l'intégration des coopératives à Hydro-Québec lorsque débutent les discussions entourant la seconde étatisation.

2. Le sursis des coopératives... vers l'intégration à Hydro-Québec

Lorsque les premières rumeurs entourant l'étatisation des compagnies privées atteignent les coopératives, en 1962, plusieurs estiment qu'elles ne seront pas visées. Quelques bureaux de direction y voient même l'occasion pour leurs sociétés d'acquérir les compagnies privées situées dans ou aux marges de leurs territoires. Très rapidement, cependant, ils doivent se rendre à l'évidence : les coopératives d'électricité aussi font partie des plans d'intégration à Hydro-Québec. Un vent d'opposition, canalisé par l'Association des coopératives d'électricité du Québec récemment fondée, souffle alors dans le mouvement coopératif. Ce vent soufflera quelques mois. Encore à l'été 1963, après qu'une partie des coopératives ait annoncé qu'elles souhaitent être intégrées à Hydro-Québec, l'opposition demeure répandue. L'éventualité d'une baisse significative des tarifs, qui est l'argument clé du gouvernement, n'a pas encore rallié la majorité des coopérateurs. C'est plutôt le dépôt d'une seconde offre, bonifiée, par Hydro-Québec et le gouvernement, à l'automne 1963, qui convainc la quasi-totalité des sociétés.

2.1. Remise en question de l'existence des coopératives et première offre d'Hydro-Québec

Nous avons peu abordé, dans la section précédente, les changements politiques qui ont cours au Québec au tout début des années 1960. Ils sont pourtant lourds de conséquences pour les coopératives. Après une campagne électorale ayant pour slogan « C'est le temps que ça change ! », le Parti libéral est porté au pouvoir à l'été 1960, après 16 ans d'absence. Dès son gouvernement formé, Jean Lesage et son équipe s'attaquent à une multitude de projets visant notamment à accroître le rôle de l'État et à moderniser l'économie québécoise (l'idéologie du rattrapage⁷⁷). Le domaine de l'électricité correspond particulièrement bien aux secteurs clés de l'économie québécoise où l'État peut intervenir et y accroître son rôle. Un comité chargé d'étudier la situation de l'industrie hydroélectrique au Québec est ainsi mis sur pied.

Le comité adopte un vocabulaire révélateur, puisqu'il parle du « problème » de l'électricité au Québec. La multiplication des réseaux et des producteurs (plus d'une quarantaine) préoccupe tout particulièrement le nouveau ministre des Richesses naturelles, René Lévesque. Dans sa célèbre allocution qui marque, en février 1962, l'ouverture de la semaine nationale de l'électricité et l'annonce « officielle » des projets d'étatisation, René Lévesque énonce ainsi la situation : «[...] les coûts de production sont également augmentés parce qu'il n'existe aucune coordination des investissements, que les centrales ne sont aménagées qu'en fonction des besoins de chaque compagnie, que des lignes de transport sont inutilement doublées [...] »⁷⁸. Une

⁷⁷ Voir à ce sujet Linteau, Durocher, Robert, Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, tome 2. Chapitre 32.

⁷⁸ Cité par Clarence Hogue, 2^e édition, *op. cit.*, p. 156.

gestion intégrée des ressources hydrauliques et des infrastructures de transport permettrait d'optimiser les équipements de production et de transport d'électricité et de mieux répondre aux besoins de tous les Québécois. Cette optimisation permettrait aussi d'uniformiser les tarifs, et dans certains cas, de les réduire⁷⁹.

Le nouveau ministre n'a pas oublié les coopératives, surtout en ce qui concerne les tarifs. Il précise que 35 des 46 coopératives en activité sont établies dans des régions où les tarifs de vente d'électricité sont prohibitifs. Il faudrait pourtant les réduire, afin, dit-il, de rendre la vie de la population plus facile et pour favoriser l'industrialisation de ces régions. Pour toutes ces raisons, et d'autres sur lesquelles nous n'insisterons pas ici⁸⁰, René Lévesque envisage l'étatisation de toutes les compagnies privées d'électricité (à l'exception de celles qui produisent pour leurs propres besoins, c'est-à-dire des entreprises industrielles comme Alcan).

Les réactions à cette allocution ne se font pas attendre. Les compagnies privées d'électricité, SWP tout particulièrement, réagissent vigoureusement, dès le lendemain, par des articles dans les journaux pour condamner l'idée d'intégrer à une société d'État les producteurs et distributeurs privés⁸¹. Cette idée circulait depuis un moment dans les milieux bien informés et, en vérité, tout le secteur de l'électricité, coopératives incluses, avait compris que le changement de gouvernement amènerait fort probablement des modifications. Toutefois, l'ampleur des changements et la rapidité

⁷⁹ Voir Paul Sauriol, *La nationalisation de l'électricité*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1962, 120 p.

⁸⁰ La place des Canadiens français dans les postes de direction, le patrimoine national utilisé par des intérêts privés, etc.

⁸¹ Voir notamment Clarence Hogue sur la réaction des compagnies privées à l'annonce de René Lévesque.

avec laquelle ils s'amorcent, conjugués à cette annonce, publique et officielle dès le début de 1962, surprennent sans doute.

Réunis en congrès pour discuter de l'avenir du système coopératif d'électricité quelques semaines auparavant (les 29 et 30 janvier 1962), les coopérateurs semblent ainsi avoir compris seulement partiellement les plans du gouvernement. François-Albert Angers, l'un des conférenciers vedettes de ce congrès, met d'abord tout particulièrement l'accent sur la nécessité de continuer à développer les coopératives, et ce, même si le territoire rural est presque complètement électrifié. Dans ce dessein, il suggère que les sociétés se constituent en fédération (une coopérative de coopératives, ce qui augmenterait la taille de l'entreprise et donc son pouvoir de négociation) afin de regrouper leurs forces⁸² et qu'elles se prévalent, au besoin, de l'article de loi qui leur permet d'exproprier les compagnies privées : « Il faudra éventuellement, [une fois organisés en fédération puissante] envisager de vous servir du paragraphe B de l'article 32, et que vous alliez au besoin, si on ne veut pas vous vendre, que vous alliez jusqu'à réclamer l'expropriation. »⁸³ L'influence des discussions qui ont alors cours au sein du comité de René Lévesque sur l'étatisation des compagnies privées est, selon nous, on ne peut plus claire. Cependant, pour F.-A. Angers il n'est apparemment pas question

⁸² Il faut noter qu'aux États-Unis les coopératives rurales d'électricité possèdent leur association depuis les années 1940. F.-A. Angers explique, dans un article paru en novembre 1962, que dès 1943, les coopératives américaines ont pu librement se former en association à l'échelle nationale. La *National Rural Electric Cooperative Association* est composée de plusieurs associations de coopératives locales (37 coopératives de coopératives). L'association s'occupe autant d'achats de matériel en gros que de publication de revues. François-Albert Angers, « Le problème de l'électricité III : L'expérience coopérative américaine », *L'Action Nationale*, vol. 52, n° 3 (novembre 1962) : 217-224

⁸³ Discours de F.-A. Angers, au banquet du congrès, tenu le 30 janvier 1962. ANQ, fonds OER, boîte 165, dossier 400-A-5. p. 16

qu'Hydro-Québec soit l'unique bénéficiaire de l'étatisation envisagée. Par ailleurs, les problèmes d'approvisionnement en énergie préoccupant de nombreuses sociétés, la possibilité de prendre possession ou d'acquérir des installations de production privées leur semble particulièrement attrayante, car elle relâcherait la pression sur les réseaux coopératifs.

Estimant qu'il faut s'unir, les coopérateurs concluent ce premier congrès par la création de l'Association des coopératives d'électricité du Québec⁸⁴. Dès mars 1962, les coopératives commencent à recevoir des lettres qui expliquent les règles et les buts de l'Association⁸⁵ et les invitent à s'y joindre. Les coopératives qui répondent positivement à l'invitation et qui acceptent de devenir membres, moyennant une contribution, sont nombreuses⁸⁶.

Le but principal de l'Association est la défense des intérêts des coopératives, mais, dans le contexte de l'étatisation des compagnies privées, elle leur fournit

⁸⁴ Il n'est par ailleurs pas clair si une fédération de coopératives a été ou pas démarrée en 1960 ou 1961. Le fonds de l'OER concernant l'Association des coopératives n'a pas été dépouillé en entier, mais certains procès-verbaux de coopératives mentionnent l'idée de faire partie de la Fédération des coopératives d'électricité avant ce congrès de janvier 1962. *PV. dir., Coopérative du Témiscamingue*, séance du 11/01/1962.

⁸⁵ Nous ne nous attarderons pas à une analyse des buts de l'Association, de ses règles de fonctionnement ou à ses membres fondateurs. Pour ce faire, il faudrait y consacrer une étude en soi, plutôt que quelques observations comme nous le faisons ici. Le fonds de l'OER, aux Archives nationales du Québec, centre de Québec, contient suffisamment de matériel pour en faire l'étude. E80/164 ; E80/165 et E80/166.

⁸⁶ L'Association repose, pour son fonctionnement, sur un système de contributions déterminées selon la taille de la coopérative. Abitibi-Est (contribution de 280 \$ pour l'année), Kipawa (11 \$), Rouyn-Noranda (73 \$), Saint-Valérien-de-Shefford (102 \$) et Témiscamingue (montant non précisé) répondent à la lettre dès mars 1962 en précisant qu'elles souhaitent devenir membres. Celles de Brigham et Saint-Cyrille-de-Wendover emboîtent le pas en avril et mai 1962. *PV dir., Coopérative d'Abitibi-Est*, 08/03/1962 ; *PV dir., Coopérative de Rouyn-Noranda*, 09/03/1962 ; *PV dir., Coopérative Saint-Valérien-de-Shefford*, 02/03/1962 ; *PV dir., Coopérative du Témiscamingue*, 12/03/1962 ; *PV dir., Coopérative Kipawa*, 28/03/1962 ; *PV dir., Coopérative de Brigham*, 25/04/1962 ; *PV dir., Coopérative de Saint-Cyrille-de-Wendover*, 12/05/1962.

également des informations sur le processus mis en branle par l'État. Il est très intéressant de noter que les premières réactions à l'annonce de René Lévesque en février 1962 ne sont pas la crainte d'être intégrées à Hydro-Québec. Les « personnalités » qui gravitent autour de l'Association y voient en effet une occasion de discuter des difficultés du système coopératif. Et les solutions qu'ils proposent, par le biais de discours et d'articles, sont des solutions... coopératives.

L'idée de créer une fédération des coopératives, lancée par F.-A. Angers en janvier, est ainsi reprise dès mars 1962⁸⁷. À l'instar de F.-A. Angers, d'autres intervenants sont généralement d'avis qu'il faut effectivement exproprier certaines compagnies privées, et en intégrer quelques-unes aux coopératives, afin de rééquilibrer les forces en présence et de donner plus de latitude aux coopératives, elles qui ont toujours dû se contenter des fins de réseaux des distributeurs privés. Il est clair pour ces auteurs que l'étatisation annoncée par René Lévesque ne devrait pas englober les coopératives. Ces dernières devraient plutôt, dans le contexte de la réorganisation de l'industrie hydroélectrique québécoise, continuer leurs activités et même croître. Pour ce faire, il leur faut non seulement s'organiser en une puissante organisation, mais aussi faire revoir complètement la Loi de l'électrification rurale afin de leur permettre, spécialement, de desservir des villes⁸⁸.

⁸⁷ Par exemple : Jules Thibault, « Une réalisation trop méconnue : Nos coopératives d'électricité », *L'Action Nationale*, vol. 51, n° 7 (mars 1962) : 560-73. M. Thibault est le gérant de la coopérative de Stanstead.

⁸⁸ François-Albert Angers, « Nos coopératives d'électricité doivent-elles s'enliser et disparaître ? », *L'Action Nationale*, vol. 51, n° 8 (avril 1962) : 651-659. Et « Où en sont nos coopératives d'électricité ? », *L'Action Nationale*, vol. 52, n° 2 (octobre 1962) : 112-119.

L'idée d'acquérir des compagnies privées d'électricité est volontiers reprise par certains bureaux de direction locaux, qui voient eux aussi une possibilité de développement dans l'annonce d'une prochaine étatisation. La coopérative du Témiscamingue, particulièrement, demande rapidement au président de l'OER d'écrire en son nom au ministre des Richesses naturelles pour exprimer ses projets d'acquisition de la compagnie enclavée dans son territoire (Northern Quebec Power). Même si le président de l'OER ne semble pas avoir d'opinion définie sur le sujet et que, plus largement, l'Office apparaît plutôt absent des discussions entourant l'étatisation, le président transmet néanmoins la résolution de la coopérative à Hydro-Québec en juin 1962 :

Considérant le fait que le réseau de la compagnie Northern Quebec Power, desservant les villages de Villeneuve et Lorrainville est situé au centre de notre territoire ; considérant que l'acquisition des clients de ces deux villages contribuerait beaucoup à augmenter la densité moyenne de notre réseau actuel ; considérant les rumeurs circulant à l'effet que l'Hydro-Québec acquerrait le réseau de la Northern Quebec Power ou que ce réseau serait étatisé. [...] Il est unanimement résolu que demande soit faite à Hydro afin que la coopérative acquière le petit réseau de la Northern dans le cas où l'Hydro-Québec en deviendrait propriétaire.⁸⁹

Nous ignorons la teneur exacte de la réponse du président d'Hydro-Québec en août 1962, car les procès-verbaux de la coopérative ne fournissent pas de détails, mais le délibéré des assemblées suivantes nous fait croire que la société d'État ne s'est pas engagée dans le sens souhaité par la coopérative. Ainsi, le bureau de direction adopte d'abord une proposition offrant le service de la coopérative aux clients des villages concernés moyennant une contribution de 20 \$ (août 1962). Puis, en novembre 1962,

⁸⁹ Lettre de A. Euclide Paré, président de l'OER à J.C. Lessard, président d'Hydro-Québec. *PV dir., Coopérative du Témiscamingue*, 11/06/1962.

les directeurs reviennent à la charge en proposant une résolution à soumettre au prochain congrès des coopératives, qui aura lieu en janvier 1963 :

Que demande soit faite au Ministère des Ressources Naturelles afin que les villages ruraux actuellement desservis par des compagnies sujettes à la loi projetée de la nationalisation et situés à l'intérieur de coopératives déjà existantes, soient annexés, lors de la nationalisation des compagnies privées, au réseau des dites coopératives qui en feront la demande.⁹⁰

Les projets d'intégration des directeurs de la coopérative du Témiscamingue butent cependant contre ceux du gouvernement Lesage. Fort de son élection anticipée remportée sur le thème « Maîtres chez nous » à l'automne 1962, celui-ci va rapidement de l'avant avec l'étatisation des compagnies privées (l'offre d'achat aux actionnaires des compagnies est lancée en décembre 1962) et s'attaque à la question coopérative. Un comité est mis sur pied en décembre 1962 afin d'étudier la situation des coopératives dans le contexte de l'étatisation des compagnies privées et leur incorporation à Hydro-Québec. Ce « comité technique mixte » regroupe des représentants d'Hydro-Québec, de l'Office de l'électrification rurale et du ministère des Richesses naturelles⁹¹. Bien qu'il ne se prononce toujours pas sur la question, l'OER annonce cependant la création de ce comité consultatif dans son rapport annuel et ajoute qu'à partir du début de 1963, une partie seulement des autorisations de construction a été accordée aux coopératives, limitant les nouveaux chantiers de construction et, par le fait même, les nouvelles demandes de prêts⁹². S'il subsistait des

⁹⁰ *Ibid*, 29/11/1962.

⁹¹ Il tient neuf séances au cours de 1963. *RA OER*, 1963.

⁹² *RA OER* 1963.

doutes, il est maintenant clair que les coopératives sont bel et bien dans la mire du gouvernement Lesage.

Certaines sociétés ont d'ailleurs compris l'avenir que leur réserve le gouvernement et elles ne sont pas du tout d'accord avec l'idée d'être intégrées à Hydro-Québec. Avant même qu'une quelconque offre d'acquisition soit déposée, elles délibèrent sur la question et se prononcent : non, elles ne sont pas à vendre. Les directeurs de la société de Brigham, par exemple, précisent dans le procès-verbal de leur réunion du 14 janvier 1963 qu'ils (à l'unanimité) « s'opposent fortement à la nationalisation des Coopératives, vu l'avancement et le progrès des systèmes coopératifs dans l'électricité »⁹³. À Saint-Valérien-de-Shefford, les directeurs ne se prononcent pas encore, mais ils décident de former un comité pour étudier la question⁹⁴. Au cours de l'hiver 1963, les rumeurs vont bon train et les prises de position se multiplient. Mais les coopérateurs n'ont encore rien de tangible, aucune offre, aucune annonce officielle les concernant. Même l'OER, pourtant responsable des coopératives, continue d'être muet sur la question⁹⁵. Apparemment, le gouvernement a

⁹³ *PV dir.*, 14/01/1963.

⁹⁴ *PV dir.*, 10/01/1963. Il faut dire que René Lévesque avait déjà soulevé la question. Les directeurs écrivent ainsi, fin novembre, que : « On écrira à René Lévesque pour lui demander des détails sur l'offre faite au bureau de direction lors de son passage à Granby concernant l'adhésion de la coopérative au réseau de l'Hydro-Québec ». *PV dir.*, 29/11/1962.

⁹⁵ L'Office traite pour la première fois de l'étatisation des coopératives dans son rapport annuel de 1963, qu'il remet au gouvernement en mars 1964 seulement. Pas un mot non plus dans ses procès-verbaux avant le 9 octobre 1963, alors que la première offre d'acquisition aura déjà été faite (en juin 1963).

décidé de procéder d'abord à l'acquisition des compagnies privées avant de s'attaquer à la question des coopératives. À la fin avril 1963, c'est chose faite⁹⁶.

Deux mois suffisent ensuite au comité consultatif d'Hydro-Québec, de concert avec le comité technique mixte, pour élaborer une première offre d'achat des coopératives. Présentée en juin 1963, l'offre stipule qu'Hydro-Québec est disposée à acquérir les coopératives pour un montant représentant les parts sociales acquittées par les membres, plus le trop-perçu accumulé (OU moins le déficit accumulé, selon les cas)⁹⁷. Le montant total versé aux coopératives serait de l'ordre de huit millions de dollars⁹⁸. L'offre précise également que les tarifs d'Hydro-Québec s'appliqueront dès l'achat de la coopérative et que les employés réguliers des sociétés seront intégrés, « dans la mesure du possible », au personnel d'Hydro⁹⁹. À partir de juillet, à mesure que les calculs d'Hydro-Québec pour chacune des sociétés sont prêts, les coopératives commencent à recevoir une offre individuelle, basée sur leur dernier bilan fourni par l'OER, précisant le montant de la vente et les modifications tarifaires à prévoir.

Les réactions des coopérateurs sont certes différentes, mais, mis à part quelques sociétés qui expriment par retour de courrier leur désir de se voir intégrées à la société

⁹⁶ Voir notamment Clarence Hogue pour les détails. *Op. cit.*

⁹⁷ *PV Hydro-Québec*, 12/06/1963.

⁹⁸ Précisément 7 979 526 \$. Il faut lui ajouter une somme de 12 767 638 \$, représentant les obligations des coopératives (remboursements) envers l'OER et qu'Hydro-Québec prendrait en charge. Mémoire au Conseil des ministres, « Achat des coopératives d'électricité par l'Hydro-Québec, offre additionnelle », Mémoire présenté par René Lévesque, le 21 octobre 1963. ANQ fonds E80, boîte sans numéro, [boîte n° 1] : *Dossiers généraux de l'OER, Documents sur l'intégration des coopératives à Hydro-Québec*. Voir aussi : *PV Hydro-Québec*, 12/06/1963 et *RA OER 1963*.

⁹⁹ *PV Hydro-Québec*, 12/06/1963.

d'État¹⁰⁰, la majorité d'entre elles ne sont pas particulièrement enthousiastes. Certaines coopératives ne se prononcent pas immédiatement et retardent leur réponse officielle pour étudier la question. D'autres sont de prime abord défavorables à l'idée, mais préfèrent demander conseil à leur association (Canton Magog¹⁰¹). Quelques dirigeants procèdent eux-mêmes à l'étude de l'offre d'Hydro-Québec et concluent qu'elle est insuffisante. Certains bureaux de direction, enfin, sans mentionner s'ils ont étudié en détail ou pas l'offre, adoptent des résolutions signalant que leur coopérative n'est pas à vendre (Saint-Cyrille-de-Wendover, par exemple¹⁰²). Au total, les conseils d'administration des coopératives des Cantons-de-l'Est et du Nord-Ouest (dont les procès-verbaux ont été analysés en détail) rejettent majoritairement l'offre.

Ce refus d'être acquises par Hydro-Québec aux conditions proposées est d'ailleurs assez répandu au sein du mouvement. Les coopérateurs estiment généralement qu'ils ont œuvré de nombreuses années, très souvent bénévolement, pour le compte de leur société et ils considèrent injuste de se voir offrir seulement le remboursement de leurs parts sociales, plus le surplus accumulé (qui n'est pas toujours très important) ou moins le déficit accumulé. La possible intégration du personnel des

¹⁰⁰ Îles-aux-Coudres (la première à manifester son désir de se vendre), Îles-aux-Grues, Lac-Supérieur, Rouyn-Noranda, Témiscouata et Saint-Valérien-de-Shefford. Mémoire au Conseil des ministres, « Achat des coopératives d'électricité par l'Hydro-Québec, offre additionnelle », par René Lévesque, *op. cit.*

¹⁰¹ « Qu'une demande soit transmise à l'Association des Coopératives d'Électricité du Québec pour qu'une étude soit faite par un économiste pour obtenir une appréciation des conditions de ventes pour l'intégration des coopératives à l'Hydro-Québec. » *PV dir, Canton Magog, 18/07/1963.*

¹⁰² Les directeurs ont pris connaissance de l'offre, mais ils ont conclu que « Attendu que nous n'avons pas fait d'études au sujet d'une vente et que les sociétaires semblent satisfaits du service de la Coopérative, nous ne sommes pas intéressés de vendre notre réseau ». *PV. dir., 10/08/1963.*

coopératives à Hydro-Québec ne semble pas être suffisamment attrayante pour faire pencher la balance en faveur d'Hydro. La question tarifaire, par contre, est longuement étudiée et l'on s'accorde pour parler d'effets généralement bénéfiques. Cela influence sans nul doute les coopératives, car elles ne ferment pas la porte aux négociations. De toute façon, le climat politique, social et économique de cet automne 1963 se prête peu au rejet pur et simple de l'offre gouvernementale.

L'élection de 1962, remportée sur la question de l'étatisation des compagnies privées d'électricité, puis l'acquisition des grands monopoles par Hydro-Québec au cours des mois suivants ont créé une atmosphère particulière dans le domaine de l'électricité, et même dans la société québécoise en général. Hydro-Québec apparaît alors, notamment, comme un instrument socio-économique de développement par lequel les Québécois (les Canadiens-français) reprennent le contrôle d'une partie de leur économie, laissée jusque-là surtout aux intérêts privés, et anglophones. Les coopératives d'électricité, qui s'étaient beaucoup définies par opposition aux compagnies privées en insistant sur leur caractère local, issues du milieu et travaillant à son développement, ne peuvent alors nier qu'Hydro-Québec, au niveau du Québec, vise des buts semblables. L'idée d'être intégrée à la société d'État n'est donc pas — pour cette raison, mais aussi pour celles dont nous venons de parler — totalement rejetée. Ainsi, plutôt que de simplement repousser l'offre d'Hydro-Québec, certaines coopératives entament, de leur propre chef, des pourparlers avec la société d'État afin d'obtenir une bonification. Ces initiatives locales semblent cependant demeurer peu nombreuses, la majorité des mécontentes se tournant plutôt vers leur association pour mener les négociations.

L'Association, qui canalisait déjà l'opposition, devient en fait le négociateur en chef des coopératives. La raison en est fort simple, comme l'explique le président de l'Association, M. J.-L. Labbé¹⁰³, « les coopératives ne possèdent, individuellement, ni techniciens ni économistes pour défendre adéquatement leurs intérêts »¹⁰⁴. Ajoutons que l'OER, organisme de l'État, n'est sans doute pas dans une position pour assumer ce rôle de négociateur. Nous ignorons si un processus formel de consultation est mis en place, mais il est certain que des coopératives envoient leurs suggestions et leurs récriminations au sujet de l'offre gouvernementale à l'Association. Les membres de son bureau de direction en tiennent ensuite compte dans le cadre de l'étude qu'ils effectuent sur la question¹⁰⁵. Le document qui résulte de cette étude présente la position de l'Association et des coopératives — l'Association dit parler au nom de la majorité des sociétés¹⁰⁶ — sur l'offre d'Hydro-Québec et est soumis au premier ministre du Québec en septembre 1963.

Ce mémoire couvre tous les aspects de l'offre. Après une analyse détaillée de la situation des coopératives, l'Association conclut que même si quelques-unes pourraient continuer à survivre sans l'aide de l'État, elles seraient cependant incapables de

¹⁰³ Entre 1949 et 1959, l'OER a eu à son emploi un ingénieur du nom de Jean-Louis Labbé. Source : *Comptes publics de la province de Québec, bilan de l'OER*, Rubrique *Traitements*. Nous ne pouvons dire avec certitude que le J.-L. Labbé, président de l'Association, est le même homme, mais comme ils sont tous deux ingénieurs et qu'ils connaissent parfaitement les coopératives, il est tout à fait légitime de penser que oui.

¹⁰⁴ L'Association des coopératives d'électricité du Québec, « Mémoire à Jean Lesage, C.R., Premier Ministre du Québec. Sujet : Les coopératives d'électricité et l'intégration. » Le rédacteur est Jean-Louis Labbé, ingénieur et président de l'Association. Dans ANQ fonds E80, boîte sans numéro, [boîte n° 1] : *Dossiers généraux de l'OER, Documents sur l'intégration des coopératives à Hydro-Québec*.

¹⁰⁵ Abitibi-Ouest, par exemple, souligne que l'offre devrait aussi comporter le remboursement de la partie libérée des prêts de l'OER. *PV dir.*, 08/08/1963.

¹⁰⁶ C'est ce que soutient le rédacteur du rapport. *Ibid.*

pratiquer des tarifs semblables à ceux d'Hydro-Québec. Cela désavantagerait certains groupes et créerait des mécontents. D'un point de vue économique, l'Association se dit en fait forcée d'admettre que l'intégration des coopératives s'impose. Mais pas aux conditions offertes par Hydro-Québec. L'Association a préparé un bilan de toutes les coopératives (à partir de données fournies par l'Office) afin de démontrer ce que les coopérateurs ont réellement fourni en capital, et donc, ce qu'ils sont en droit de réclamer comme dédommagement de l'État. Calculé principalement selon la différence entre l'actif et le passif, le montant est le double de celui prévu par Hydro-Québec, soit 15 471 589 \$. Cette somme comprend non seulement les parts sociales payées et le surplus accumulé (tout de même 1,8 million au total) comme le prévoyait l'offre d'Hydro, mais aussi un montant représentant 10 % des prêts de l'OER¹⁰⁷, la partie libérée des prêts (ce que les coopératives ont remboursé à l'Office) et les contributions spéciales au coût du réseau (dont nous avons parlé dans le chapitre précédent). Dans les deux cas (offre d'Hydro-Québec et contre-proposition de l'Association) Hydro-Québec prendrait en charge le remboursement des dettes des coopératives selon le même mode, c'est-à-dire 3 % par année, jusqu'au paiement complet.

Pour appuyer sa demande et convaincre l'État et Hydro-Québec de déboursier 15 millions de dollars plutôt que huit, l'Association a peaufiné son argumentation. Elle soutient que le gouvernement des années 1940 a accepté d'encaisser les coûts de l'électrification rurale, car il ne voulait pas contraindre les compagnies privées à

¹⁰⁷ Détails : parts sociales payées = 6,12 millions de dollars ; surplus accumulé = 1,86 million. Le 10 % des prêts est la partie non remboursable des prêts, ce qui représente 1,99 millions. La partie libérée des prêts représente 5,13 millions et les contributions aux réseaux, 371 993 \$. Le montant total des prêts de l'OER est de 19,9 millions alors que la valeur des immobilisations est de 32,8 millions (valeur d'origine). *Ibid.*

électrifier les campagnes. L'Association ne voit pas pourquoi les ruraux devraient, 20 ans plus tard, accepter de faire les frais d'une telle politique. Par surcroît, les ruraux ont déjà payé leur part : d'abord en fournissant une partie du capital nécessaire à la construction des réseaux, puis par les tarifs, plus élevés que ceux de la majorité des citoyens. L'Association réfute, enfin, l'idée que le gouvernement a déjà suffisamment subventionné le mouvement coopératif : selon elle, ces subventions n'étaient que des aides déguisées aux compagnies privées, qui ne s'acquittaient pas de leur tâche.

Et puis l'Association rappelle que les coopératives n'ont pas seulement reçu, elles ont aussi donné et ont contribué à l'essor économique du Québec. L'Association considère que les 32 millions de dollars (valeur des immobilisations) dépensés en matériel et en main-d'œuvre, auxquels il faut ajouter les 70 millions de dépenses par les consommateurs (matériel de filerie, accessoires ...) ont eu des répercussions positives sur l'économie, en particulier sur celles des régions éloignées. Compte tenu de tous ces facteurs, l'offre d'Hydro-Québec, conclut le mémoire, est insuffisante pour rallier les coopératives. Mais il précise que si le gouvernement revoyait son offre à la hausse, les coopératives seraient beaucoup plus disposées à s'en prévaloir et le climat des négociations serait meilleur.

Forte de l'appui des coopératives (les voix dissidentes sont en effet plutôt rares), l'Association semble plutôt sûre d'elle dans ses affirmations. En outre, elle sait pertinemment qu'au cours des mois précédents (entre le dépôt de la première offre, en juin 1963, et la présentation du mémoire au Premier ministre, fin septembre), seulement six coopératives, sur les 21 qui ont reçu l'offre d'Hydro-Québec, ont entamé des négociations avec la société d'État pour se vendre. Et elles ont posé une condition :

si un meilleur prix était proposé aux autres coopératives, elles devraient en bénéficier aussi. Encore à la fin octobre 1963, au moins douze sociétés n'ont toujours pas répondu à la première offre.

En vérité, le mouvement d'opposition, enclenché dès le début de 1963, n'a que peu faibli. On l'aura compris, ce n'est pas tant l'idée de voir leurs coopératives intégrées au réseau d'Hydro-Québec qui hérissé les dirigeants et les braque dans leur opposition. C'est plutôt l'impression de se voir accorder un traitement peu équitable, par rapport à celui offert aux actionnaires des compagnies privées, de même que le manque de reconnaissance de leur travail bénévole. L'attachement à leur coopérative joue également un rôle, difficile à appréhender, mais néanmoins appréciable. Et même si les dirigeants et les membres des coopératives comprennent qu'ils évoluent maintenant dans une ère différente, dans un monde qui a changé et dans lequel la coopérative n'est peut-être plus le meilleur outil de développement socio-économique, il leur est sans doute difficile d'accepter de s'en défaire. Les coopératives d'électricité, ne l'oublions pas, ont été un moyen privilégié, certes parmi d'autres, pour les communautés rurales d'exercer un certain contrôle sur le développement de leur milieu. Accepter de confier à une grande société basée à Montréal le contrôle de leur outil de développement, non seulement économique, mais aussi social, entraîne fort probablement son lot de résistances. Dans ce climat, René Lévesque a beau brandir la

menace de la fin des subventions du gouvernement aux coopératives, cela ne suffit pas à les faire fléchir¹⁰⁸.

2.2. Le ralliement

Après plusieurs mois de pourparlers, le gouvernement Lesage en est arrivé à la conclusion que s'il ne modifie pas son offre, il s'oriente vers une intégration difficile, voire impossible, de la majorité des coopératives. René Lévesque l'énonce en ces termes en octobre 1963 :

[...] les coopératives tiennent leur bout, ou du moins c'est le cas pour plusieurs d'entre elles. [...] Si l'on maintient l'offre actuelle, avec libre choix aux coopératives, il semble bien que **près de la moitié d'entre elles, et surtout les plus importantes, choisiront de continuer.**¹⁰⁹

Le comité consultatif d'Hydro-Québec et René Lévesque s'attaquent donc à la préparation d'une seconde offre, avec comme objectif de rallier la majorité des coopératives¹¹⁰. René Lévesque soumet rapidement la nouvelle proposition d'Hydro-Québec dans un mémoire au conseil des ministres, le 21 octobre 1963. Le ministre réfute, d'abord, une partie de l'argumentation de l'Association des coopératives. Il

¹⁰⁸ René Lévesque écrit, en novembre 1963, que les coopératives ont tout à fait le droit de poursuivre leurs activités mais « elles ne doivent pas compter que l'on continuera indéfiniment à voter tous les ans un budget considérable pour l'application de la loi de l'électrification rurale, car, avec l'appui de la population, le gouvernement a décidé de confier à l'Hydro-Québec la tâche de fournir l'électricité dans toute la province. » Lettre de R. Lévesque à J.-L. Labbé, président de l'Association des coopératives d'électricité du Québec, le 05/11/1963. ANQ, fonds OER, *Chemise : Renseignements Re : OER & Coop. de l'électricité (29/1963)*.

¹⁰⁹ C'est nous qui soulignons. Mémoire au Conseil des ministres, « Achat des coopératives d'électricité par l'Hydro-Québec, offre additionnelle », Mémoire présenté par René Lévesque, le 21 octobre 1963. ANQ fonds E80, *op. cit.*

¹¹⁰ Les conclusions et suggestions de ce comité sont disponibles dans le document intitulé « Acquisition par Hydro-Québec des réseaux des coopératives d'électricité », dans ANQ fonds E80, boîte sans numéro, [boîte n° 1] : *Dossiers généraux de l'OER, Documents sur l'intégration des coopératives à Hydro-Québec*.

soutient, chiffres à l'appui, que l'offre aux coopératives est équivalente à celle faite aux actionnaires des compagnies privées. Il souligne aussi que si l'intégration des compagnies était une opération rentable, celle des coopératives ne l'est pas. Le ministre estime en effet que les réseaux coopératifs produiront un déficit d'exploitation. C'est pourquoi Hydro-Québec n'est pas prête à débloquer davantage de fonds pour les acquérir.

René Lévesque reconnaît pourtant que l'état actuel des négociations pourrait créer des mécontentements : « [...], le climat de récrimination qui est en train de se développer ne favorise pas la politique d'électricité du gouvernement dans les milieux ruraux. Il risque même d'en faire méconnaître les avantages »¹¹¹. Selon René Lévesque, cet enjeu politique se double par surcroît, pour le gouvernement, d'un enjeu financier. Le mémoire présente ainsi une série de calculs qui démontrent que si une partie des coopératives choisit de poursuivre, l'État devra continuer à fournir plusieurs dizaines, voire des centaines, de milliers de dollars chaque année pour l'électrification rurale, ce qui ne serait pas rentable. Il y a donc nécessité de trouver une solution. Pour René Lévesque, et dans les circonstances, c'est le gouvernement qui doit absorber toute dépense additionnelle nécessaire pour rallier les coopératives à l'idée de s'intégrer à Hydro-Québec.

Apparemment peu réfractaire à l'idée, et sans doute soucieux des retombées politiques, le gouvernement Lesage ne prolonge pas indûment les négociations visant à déterminer quelle portion des coûts sera respectivement absorbée par Hydro-Québec et

¹¹¹ *Ibid*, p. 5.

le gouvernement. Une seconde offre est présentée aux coopératives dès la fin octobre. Cette nouvelle offre, bonifiée, est un compromis entre les demandes des coopératives, formulées par l'Association, et la première offre d'Hydro-Québec. Elle prévoit que les coopératives recevront, en plus du capital social payé et de leur surplus accumulé (ou moins le déficit), un montant équivalent à 50 % des versements faits à l'OER. Cela représente un coût supplémentaire de 2,5 millions de dollars, qui sera absorbé par l'État ; lui qui n'aura ainsi plus à fournir le 1,3 million de dollars (ou plus, selon les années) pour le budget annuel de l'OER¹¹². Mais pour que l'opération soit rentable, il faut que l'OER soit effectivement dissout, et donc, que les coopératives acceptent massivement l'offre. C'est pourquoi cette offre bonifiée est qualifiée par René Lévesque de « ferme et définitive », et elle ne sera valable que si les trois quarts des coopératives, soit 35 sur 46, l'acceptent avant le 1^{er} avril 1964.

Chaque coopérative devra tenir une assemblée générale pour décider de son sort et, pour que la décision qui en résulte soit valide, il faudra que les deux tiers des membres présents (et non pas les deux tiers des membres de la coopérative) votent en sa faveur¹¹³. Quatre coopératives de la Côte-Nord ne pourront cependant se prévaloir de la seconde offre, car leurs déficits accumulés sont trop importants. Elles se voient plutôt proposer un montant limité, soit l'équivalent des parts sociales payées par leurs

¹¹² « Acquisition par Hydro-Québec des réseaux des coopératives d'électricité. », Document préparé par le comité consultatif d'Hydro-Québec, le 29 octobre 1963. *Ibid.* Voir aussi *PV H-Q*, 07/11/1963.

¹¹³ Les modalités de l'intégration des coopératives à Hydro-Québec sont déterminées par une loi : *Loi concernant l'électrification rurale*, 12-13 Élisabeth II, chapitre 33, 1964.

membres. Ce sont les coopératives de Natasquan, Lourdes et Blanc Sablon, Baie de Joan Beetz et du Golfe Saint-Laurent.

L'offre est rendue publique en novembre. Cette fois, plutôt que de simplement envoyer des lettres aux coopératives, Hydro-Québec dépêche aussi deux de ses employés sur le terrain pour exposer aux coopérateurs le contenu de l'offre et les avantages de l'intégration à Hydro-Québec. Dans leurs explications, ils insistent particulièrement sur les gains financiers : économies mensuelles et annuelles moyennes résultant des changements tarifaires (dans certains cas, le consommateur moyen économiserait plus de 50 \$ par année¹¹⁴) et montant de la remise en argent par sociétaire résultant de la vente. Cette remise offerte aux sociétaires des 41 coopératives éligibles (à l'exception des quatre mentionnées auparavant qui ont un déficit trop important pour bénéficier de cette seconde offre) est constituée de l'intégralité des parts sociales qu'ils avaient payées, auxquelles il faut ajouter un montant provenant du surplus accumulé (ou moins le déficit) plus 50 % des versements faits à l'OER. Cette somme est bien entendu variable selon chaque coopérative, mais pour la majeure partie des 62 284 membres visés, l'indemnité offerte par Hydro-Québec et l'État est intéressante, soit l'équivalent de deux fois les parts sociales payées¹¹⁵. Dans plusieurs

¹¹⁴ L'économie moyenne, par consommateur, sera supérieure à 50 \$ annuellement pour les coopératives de Petit Saguenay, Natasquan, Lourdes et Blanc Sablon, Baie de Joan Beetz, Îles de la Madeleine et Lac Édouard. Dans « Coopératives d'électricité : baisse de tarifs au moment de la prise de possession. », ANQ, *op. cit.*, *Documents sur l'intégration des coopératives à Hydro-Québec*.

¹¹⁵ Les moyennes de gain par sociétaire sont calculées par l'OER et Hydro-Québec après l'acquisition des coopératives et présentées dans le rapport annuel de l'OER de 1965. Les chiffres présentés aux coopérateurs avant l'acquisition de leur société sont du même ordre de grandeur puisqu'ils reposent sur les mêmes bilans financiers préparés par l'OER. Les gains en capital sont présentés en pourcentage et la moyenne pour toutes les coopératives acquises (44) est de 102 %. Cela signifie que les coopérateurs ont reçu le montant des parts sociales

cas, comme à Abitibi-Est, Témiscamingue ou Village Bergeronnes, ce montant s'approche même du triple¹¹⁶.

Ces données sur les gains financiers, fournies autant par les employés d'Hydro-Québec que par ceux de l'OER, sont accompagnées d'explications sur les bienfaits d'un réseau unifié de transport et de distribution d'énergie, assurant une alimentation adéquate et garantie et offrant un meilleur service. Les envoyés d'Hydro rappellent également que le personnel des coopératives sera intégré à Hydro-Québec, s'il le désire. Cette promotion sur le terrain, qui personnifie Hydro-Québec auprès des coopérateurs et répond aux questions, semble efficace, car l'opposition faiblit. En quelques semaines, la majeure partie des coopératives convoque des assemblées générales pour délibérer et décider de leur intégration à Hydro-Québec. Même des bureaux de direction qui paraissaient bien décidés à ne pas vendre leur entreprise changent d'idée. La propagande d'Hydro-Québec sur le terrain n'est cependant pas la seule responsable de ce revirement.

En cette fin de 1963, début de 1964, un ensemble de faits et facteurs incite à l'acceptation de l'offre bonifiée du gouvernement. Ces principaux points sont : 1) la dissolution de l'Association des coopératives ; 2) les fonds de relance pour les régions éloignées et 3) le temps qui court. D'abord, l'Association se prononce rapidement en

payées additionné d'une somme équivalente. Si nous retirons les deux extrêmes, soient les quatre coopératives qui n'ont rien reçu en plus (que leurs parts sociales) et Rapide-des-Joachims où les sociétaires reçoivent 623 % de gain (pour un montant moyen payé de 34 \$ ils obtiennent 249 \$), la moyenne est de 111 % de gain.

¹¹⁶ Abitibi-Est : 89 \$ de parts sociales payées par membre en moyenne, pour un remboursement de 196 \$; Témiscamingue : 99 \$ / 216 \$ et Villages Bergeronnes : 80 \$ / 182 \$. Voir le rapport annuel de l'OER de 1965 et notre annexe 3.

faveur de la seconde offre, et, se déclarant satisfaite, elle n'attend pas le dénouement pour se saborder, prononçant sa dissolution en décembre 1963¹¹⁷. Le principal canal d'opposition disparu, les coopératives qui ne l'ont pas encore fait doivent alors décider individuellement, ouvrant ainsi la porte aux « pressions » de l'extérieur. Vu l'ultimatum présent dans l'offre bonifiée, on peut en effet se demander si l'OER, ou tout autre représentant du gouvernement, n'a pas exercé quelques pressions sur les administrations locales plus tenaces afin de régler la question des coopératives au plus vite. Rien de concret ne permet de l'affirmer, mais la vitesse à laquelle se produit le retournement (en quelques semaines) et le fait que des membres de l'OER soient présents à toutes les assemblées générales tenues pour décider de l'intégration des coopératives à Hydro-Québec nous font croire que cela est possible¹¹⁸. À tout le moins, admettons que leurs interventions favorisent sûrement la position du gouvernement.

En outre, le gouvernement a ajouté une corde à son arc en proposant que certaines coopératives (essentiellement celles des régions dites éloignées) retiennent un montant sur le prix de vente offert par Hydro afin de rechercher et / ou créer des entreprises locales alternatives à la coopérative. Les commissaires de l'OER résument la mesure dans leur rapport annuel de 1963 :

Pour promouvoir l'essor de l'économie du Québec et
pour que les capitaux récupérés par les sociétaires

¹¹⁷ Le congrès de l'association des coopératives de décembre 1963 se termine par la dissolution de l'association, la majeure partie des coopératives ayant décidé qu'elles se prévalaient de l'offre d'Hydro-Québec.

¹¹⁸ Nous étions sorties de notre première lecture des procès-verbaux des bureaux de direction locaux traitant de l'acquisition des coopératives par Hydro-Québec avec la forte impression que quelque chose s'était passé en coulisses, car tous, ou presque, changent d'idée entre deux réunions du bureau de direction, souvent sans apporter d'éléments d'explications.

puissent servir à la création de nouvelles industries rentables pour chaque région, L'Office, à la suggestion du ministre des Richesses naturelles, a recommandé que certaines coopératives votent à leur conseil d'administration un montant destiné à faire des recherches en ce sens.¹¹⁹

Cette proposition semble un élément qui a son importance pour convaincre les bureaux de direction qui voyaient dans l'arrivée d'Hydro-Québec, dirigée de Montréal et s'approvisionnant à Montréal, la disparition d'un joueur économique significatif du milieu. La coopérative étant en effet une entreprise qui achète localement : camions, voitures, essence, outils de travail, quincaillerie, matériel de bureau, papeterie, etc., le montant de ces achats représentait, dans certaines régions, plusieurs milliers de dollars annuellement, appelés à disparaître en partie avec l'arrivée d'Hydro-Québec.

Le fonds de relance proposé par l'OER et le ministère des Richesses naturelles vient donc calmer certaines angoisses touchant « l'après-coopérative ». Constitué à même le montant à recevoir d'Hydro-Québec, le fonds de relance prend diverses formes. Certaines sociétés choisissent de le créer en retenant une partie du prix de vente à Hydro-Québec (5 % à Lourdes et Blanc Sablon, par exemple) alors que d'autres décident que ce sera plutôt un montant fixe par membre — un ou deux dollars, Village Bergeronnes allant jusqu'à conserver 5 \$ par membre. Les coopérateurs acceptent-ils de se départir ainsi d'une partie, aussi minime soit-elle, du chèque à recevoir du gouvernement ? En règle générale, les membres sont d'accord avec la mesure et lorsque des votes sont demandés sur la question, le oui récolte toujours une proportion importante : 130 contre sept à Canton Ragueneau ou encore 163 contre 15 à

¹¹⁹ RA OER, 1963.

Saint-Luc-de-Laval¹²⁰. La gestion future de ce fonds est confiée aux conseils d'administration locaux au moment du versement du prix de vente à la coopérative par Hydro-Québec. Et ce sont également les directeurs à qui incombera la responsabilité de dépenser à bon escient cette somme d'argent, qui varie de quelques centaines (541 \$ à Canton d'Iberville) à plusieurs milliers de dollars (10 000 \$ à Gaspé-Sud)¹²¹.

Par ailleurs, il ne faut pas négliger la durée de ces négociations comme facteur à prendre en compte eu égard à l'intégration des coopératives : les premières démarches remontent déjà à plusieurs mois et une élection sur le thème de l'étatisation de l'électricité a eu lieu, permettant la diffusion de l'information sur Hydro-Québec, ses plans de développement panquébécois du réseau d'énergie et sa nouvelle politique tarifaire universelle (le même tarif pour le même type de client, peu importe sa localisation géographique). Les économies qui en résulteront, conjuguées au montant individuel que les sociétaires recevront, sont maintenant connues. Ajoutons, enfin, que l'intégration des compagnies privées s'est bien déroulée — du moins, c'est ce qui ressort comme impression générale —, tout comme l'intégration de leur personnel à Hydro-Québec, ajoutant sans doute à l'opinion favorable des dirigeants, employés et membres des coopératives.

¹²⁰ *PV OER*.

¹²¹ Les coopératives qui adoptent cette mesure sont celles de : Petit Saguenay (750 \$), Village Bergeronnes (845 \$), Canton d'Iberville (514 \$), Canton Ragueneau (1 780 \$), Saint-Marcellin-des-Escoumains (704 \$), Îles de la Madeleine (1 954 \$), Lourdes et Blanc Sablon (858 \$), Sacré Cœur (257 \$), Gaspé-sud (10 000 \$), Bonaventure (5 000 \$), Témiscamingue (2 131 \$), Abitibi-Ouest (3 751 \$), Abitibi-Est (4 188 \$), Saint-Donat (2 049 \$) et Saint-Luc-de-Laval (944 \$). *PV OER 1964*, *RA OER, 1963* et *RA OER, 1964*.

Bien entendu, chaque coopérative a des motivations et des préoccupations qui lui sont propres, lorsque vient le moment de décider de sa vente à Hydro-Québec. Mais, en quelques mois, les dernières hésitations sont bel et bien tombées. L'immense majorité des assemblées générales tenues pour décider de leur vente à Hydro-Québec, où les membres sont présents en proportion très variable¹²², se conclut par un vote à l'unanimité en faveur de l'intégration. Seules quelques exceptions enregistrent un nombre significatif de dissidents (voir l'annexe 3 pour le résultat des votes par coopérative et la présence des membres). L'une d'elles, Papineau-Ouest, détonne réellement dans le paysage des décisions prises à l'unanimité. On y tient l'assemblée générale à la toute dernière minute (le 31 mars 1964), et le vote y est très serré : 32 % des membres présents sont contre la vente de la coopérative à Hydro-Québec, alors que la proportion des opposants doit être inférieure au tiers pour que l'intégration soit acceptée¹²³.

Au premier avril 1964, date limite pour accepter l'offre, 44 coopératives sur 46 l'ont accepté. Pontiac-Ouest, qui s'y oppose alors toujours, finit par accepter, 14 jours plus tard. Seule la Coopérative d'électricité de Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville choisit de demeurer en activité (elle l'est encore de nos jours).

¹²² Il semble que plus la coopérative est petite, plus les membres se déplacent pour assister à l'assemblée générale de vente à Hydro-Québec. Par ailleurs, il y a des différences importantes entre les régions : on retrouve les plus grandes assistances sur la Côte-Nord (entre 15 et 76 % des membres) et dans le district de Québec (41 % en moyenne) alors que les membres de la région du nord de Montréal sont peu présents aux assemblées : moyenne de 12 % (entre 5 et 21 % selon les coopératives). Selon les calculs de l'auteure à partir des chiffres du rapport annuel de l'OER de 1963 et des statistiques sur la clientèle et les membres des coopératives. Voir l'annexe 5.5 pour les détails par coopérative.

¹²³ Rappelons que chaque coopérative doit tenir une assemblée générale où les deux tiers des membres présents (et non pas les deux tiers des membres de la coopérative) votent en faveur de la vente de leur société.

L'accomplissement des formalités administratives s'effectue par la suite sur un peu plus d'une année (l'essentiel est terminé à la fin de 1965) et, sauf certaines situations particulières, toutes les étapes sont exactement les mêmes pour chaque coopérative : approbation du bilan de la société (lequel servira de base au contrat de vente), puis détail du prix de vente et répartition par sociétaire, nomination d'un agent-payeur (généralement le secrétaire-trésorier, mais parfois un employé de l'OER, qui recevra une fraction du prix de vente), signature du contrat de vente entre la coopérative, Hydro-Québec et l'OER¹²⁴. Ensuite, Hydro-Québec envoie le paiement pour l'achat de la coopérative à l'OER (à partir de juillet 1964). Ce chèque est endossé par l'OER puis remis à l'agent-payeur qui le dépose à l'établissement financier de la coopérative. Enfin, l'agent-payeur émet les chèques de remboursement aux sociétaires, selon les calculs effectués précédemment (basé principalement sur le nombre de mois pendant lesquels le sociétaire a été membre en règle). Le travail de l'agent-payeur est terminé lorsque chaque membre a été payé et que l'OER a vérifié la remise. La coopérative s'éteint lorsque l'Office passe une résolution, et chaque société fait de même, officialisant sa dissolution¹²⁵.

Ainsi s'achève l'histoire des coopératives, presque 20 ans exactement après son commencement.

* * *

¹²⁴ L'OER approuve tous les contrats de vente de coopérative à Hydro-Québec : la signature est celle du président de l'Office, A.-E. Paré ou celle de l'un des commissaires : A. Rioux ou J. Mercier. *PV OER, 11/06/1964*.

¹²⁵ L'Office proclame aussi la dissolution des coopératives fondées mais jamais actives (n'ayant ni actif ni passif) par des résolutions du 15/03/1966 ; 01/04/1966 et 08/09/1966. *PV OER, dates concernées*.

Pour les coopératives d'électricité, les années 1956-63 sont fertiles en changements de toutes sortes. Aux prises avec des défis de plus en plus importants, les sociétés et l'Office de l'électrification rurale tentent d'apporter des solutions en demeurant, avec quelques petites entorses, dans les limites du système coopératif. L'Office, tout particulièrement, multiplie les initiatives, souvent inédites, pour aider du mieux qu'il peut ses coopératives. Tout en s'engageant toujours davantage dans la production et le transport d'électricité, il s'efforce également de garder le contrôle de la situation en resserrant son emprise réglementaire sur les coopératives. La mise en place d'outils de surveillance¹²⁶ et de planification n'est cependant pas une panacée et l'OER se retrouve débordé par l'ampleur des changements rapides et simultanés qui touchent le monde rural.

La nouvelle donne politique et les profondes transformations qui en découlent, apportent leur lot de préoccupations supplémentaires au système coopératif. Mais ces changements arrivent également à un moment où le modèle d'électrification rurale entraine dans une période de remise en question des modes d'action de l'OER. À notre avis, le système coopératif d'électrification rurale, pensé dans les années 1940, avait atteint, 20 ans plus tard, un point de rupture. Dans ce contexte, la seconde étatisation de l'électricité de 1963 peut être interprétée comme une façon de faire porter par l'ensemble de la population les investissements de plus en plus importants requis pour desservir intégralement le territoire québécois. L'étatisation permettra également de

¹²⁶ Soulignons que l'uniformisation des pratiques administratives et comptables des coopératives au cours des années 1956-63 se révèle être une quasi-préparation à la nationalisation, puisque la standardisation était déjà effectuée.

répondre adéquatement à la demande toujours croissante de la consommation domestique d'électricité, un des grands problèmes des coopératives.

En définitive, le système coopératif d'électrification rurale meurt symboliquement dans des circonstances semblables à sa naissance : créé au lendemain de la première étatisation, il s'éteint avec la seconde.

CONCLUSION

Au moment où Charles Gagné réclamait l'électrification rurale du Québec en 1928, peu de contemporains pouvaient sans doute s'imaginer que cela prendrait encore 25 ans pour qu'une majorité des zones rurales soit électrifiée et presque 35 ans pour que la quasi-totalité des fermes dispose du service de l'électricité¹.

En fait, le démarrage de l'électrification rurale à grande échelle au Québec ne se produit qu'après la Seconde Guerre mondiale. La période 1930 à 1945 est une période creuse pour l'électrification rurale, puisque les initiatives mises en œuvre pendant ces années (étatisation et municipalisation) n'ont pas produit les résultats escomptés. La municipalisation, l'une des solutions très en vogue dans les années 1930, a connu peu de succès. Au cours des années 1930 à 1964, seulement quelques localités se sont prévaluées de la subvention pourtant intéressante proposée par l'État (50 % des coûts). Peu de municipalités étaient apparemment prêtes et en mesure de supporter cet investissement de temps et d'argent ou peut-être ne disposaient-elles tout simplement pas des compétences spécialisées que la construction d'un réseau d'électricité demandait².

¹ Rappelons que les contemporains utilisaient la proportion de fermes électrifiées pour mesurer l'électrification rurale (ici et ailleurs) et que nous avons utilisé cette même mesure tout au long de la thèse. En 1961, cet indice de l'électrification rurale est de 97 %.

² Il faudrait le vérifier, bien entendu, puisque notre thèse ne portait pas sur les services municipalisés. Notons par ailleurs que les régies et commissions qui réglementent l'industrie de l'électricité prodiguent à l'occasion des conseils aux municipalités possédant un service de

Hydro-Québec, créée en 1944, avait comme ambition d'électrifier toutes les zones rurales du Québec. Les contemporains estimaient généralement qu'Hydro-Québec, disposant de capitaux (de l'État), d'expertise technique et de personnel qualifié (celui de Montreal Light, Heat and Power)³ mènerait l'électrification rurale tambour battant. Malheureusement, ce qui pouvait paraître des avantages à l'époque étaient en fait des inconvénients en matière d'électrification rurale, car si les employés de MLHP disposaient effectivement d'un bon bagage d'expérience de planification de réseaux, d'alimentation en électricité de réseaux de distribution, de montage de lignes et de branchement de maisons, cette expertise découlait cependant d'une pratique quasi exclusive en milieu urbain (ou péri-urbain).

Le Service de l'électrification rurale d'Hydro-Québec, lorsqu'il est créé en 1944, ne possède aucun employé spécialisé en électrification rurale⁴. Les nouveaux commissaires d'Hydro-Québec se rendent rapidement compte qu'électrifier le monde rural dans ces conditions prendra du temps. Ce dont le gouvernement de l'époque ne dispose pas. Les ruraux attendent depuis 15 ans à ce moment et ils veulent des résultats rapides. Hydro-Québec se tourne donc vers les compagnies privées et tente d'établir une forme de partenariat public-privé (pour utiliser un terme bien contemporain). Il

distribution de l'électricité, mais il ne semble pas y avoir de programme d'aide technique, comptable et de planification, ce qui explique probablement aussi en partie l'impopularité de cette mesure incitative.

³ Le personnel de Montreal Light, Heat & Power, une des plus anciennes entreprises d'électricité du Québec à ce moment, a été intégré à Hydro-Québec.

⁴ Les commissaires mentionnent ainsi dans leur premier rapport annuel : « En effet, ce n'est que le premier juin 1944 qu'est entré chez nous l'ingénieur chargé d'organiser notre service d'électrification rurale, et le 19 du même mois se rapportait à nos bureaux le premier ingénieur susceptible de faire les enquêtes sur le terrain et les études connexes. », Québec (province), *Premier rapport annuel de la Commission Hydroélectrique de Québec*, 1944, p. 5.

faudrait poursuivre les recherches à ce sujet, car nous n'avons pas concentré nos efforts de recherche sur ce point, mais nous savons que les distributeurs privés d'électricité ne répondent pas tous massivement à l'appel et que les pourparlers se prolongent apparemment pendant quelques mois. Le plus important d'entre eux, Shawinigan Water and Power, refuse même, du moins pour la première année, dit-il, d'unir ses efforts d'électrification rurale à ceux du gouvernement⁵. Conséquemment, lorsque l'Union nationale prend le pouvoir à l'automne 1944, rien n'a encore été fait, ou si peu. Que reste-t-il comme option au gouvernement Duplessis ? À notre avis, deux avenues, bien différentes, s'offrent à lui :

1) Persévérer dans la même voie et allouer le temps nécessaire à Hydro-Québec pour démarrer ses activités et lancer des travaux d'électrification de grande envergure. Cette option se trouve cependant affaiblie par deux facteurs : le temps et l'argent. Le gouvernement estime à ce moment qu'il faudra 10 ans pour électrifier l'ensemble des régions rurales, mais il ne connaît probablement pas dans combien de temps les ruraux commenceront à en percevoir les bénéfices, alors qu'il a besoin de résultats tangibles. Par ailleurs, cette solution implique un financement public complet, ce qui entre en conflit avec la conception du rôle de l'État du gouvernement Duplessis. 2) Se tourner vers une autre option, laquelle était susceptible de produire des résultats rapides tout en

⁵ Voir notre chapitre 1 pour les détails.

reposant sur un engagement moins direct de l'État ; nous avons vu cependant qu'elle se révélera tout aussi dispendieuse⁶.

C'est dans ce contexte que le gouvernement de l'Union nationale choisit de se tourner vers la coopération, une idée déjà maintes fois énoncée au cours des années antérieures. C'était décidé, des coopératives d'agriculteurs électrifieraient elles-mêmes leurs coins de pays⁷. Ces nouvelles coopératives, à l'instar du modèle américain⁸, mais au contraire des quelques syndicats coopératifs de distribution d'électricité qui existaient déjà au Québec⁹, seront financées et soutenues par l'État.

La décision du gouvernement Duplessis de retirer le mandat d'électrifier le monde rural à Hydro-Québec pour le confier à un tout nouvel organisme, l'Office de l'électrification rurale, et à des coopératives d'électricité ne doit pas surprendre à ce moment précis de l'histoire du Québec. Elle nous apparaît en fait être une conjonction de plusieurs facteurs : l'intérêt des ruraux pour l'électricité et leur désir d'obtenir le service de l'électricité dans les plus brefs délais ; la volonté du gouvernement de l'Union nationale de limiter l'intervention de l'État et sa propension à laisser libre cours à l'entreprise privée ; la nécessité de faire quelque chose pour régler la question de l'électrification rurale, qui traîne depuis trop longtemps, et la vogue de la

⁶ Hydro-Québec avait été dotée d'un budget de 10 millions de dollars alors que l'OER dispose, à ses débuts, de 12 millions. Ce budget sera progressivement augmenté pour dépasser les 30 millions.

⁷ Le projet initial prévoit en effet spécifiquement « des coopératives d'agriculteurs ».

⁸ Ce mode d'électrification avait cours depuis quelques années déjà aux États-Unis, où les coopératives étaient soutenues par l'État. Le modèle américain pouvait ainsi sans doute apparaître comme une preuve de la viabilité du système coopératif d'électrification rurale.

⁹ Comme nous l'avons vu, au Québec, ces entreprises étaient rares et elles n'étaient pas formellement soutenues par l'État, et elles n'étaient pas admissibles à la subvention de 50 % destinée aux municipalités rurales, ni à aucune autre forme d'aide financière.

coopération, vue comme un outil de développement pour le monde rural. L'Office de l'électrification rurale naît donc au printemps 1945.

Le nouvel organisme suscite beaucoup d'attentes, à la fois du gouvernement, pour que son projet fonctionne, et des ruraux, qui veulent obtenir le service de l'électricité. L'OER doit cependant, tout comme Hydro-Québec avant lui, mettre sur pied sa propre organisation, engager du personnel qualifié, élaborer des façons de faire, etc., tout cela en répondant aux demandes des ruraux, qui affluent, afin qu'ils n'abandonnent pas. Pour arriver à concilier ces deux priorités, l'OER se tourne vers les autres acteurs engagés dans l'électrification du territoire québécois, c'est-à-dire vers les compagnies privées et les organismes publics déjà en place.

Le recours aux commissions et régies existantes constitue, à notre avis, une des clés pour comprendre la réussite du système coopératif d'électrification rurale. Car, comme nous l'avons démontré, mettre l'expérience antérieure à profit signifie avoir accès à des années d'expertise, tout particulièrement en matière de planification de l'électrification rurale, de rapports et d'études détaillés sur le sujet, mais aussi en matière de contrôle et de comptabilité des entreprises d'électricité, de construction de réseaux, de matériel électrique, de fournisseurs, de rédaction de documents juridiques (contrats entre compagnies et municipalités, par exemple), etc. L'accès à ces sources d'information, à ces spécialistes et à cette expérience, permet à l'OER de démarrer ses activités tout en orchestrant, bien qu'encore maladroitement, des travaux d'électrification rurale dès sa première année d'existence.

Le recours aux régies et commissions n'explique cependant pas tout. L'engagement et la volonté de réussir des ruraux ont fait LA différence. Tout

spécialement au cours de la période pionnière, au cours de laquelle ils accomplissent une grande partie des tâches qui seront par la suite assumées par l'OER : tracé de réseaux, érection de lignes, financement, etc. Le recours aux associations coopératives existantes (caisses populaires et syndicats coopératifs agricoles) contribue sans doute à compenser pour l'efficacité limitée du soutien de l'État en début de période.

Par surcroît, les ruraux mettent la main à la pâte et outre leurs épargnes, ils apportent également leur force de travail, leur débrouillardise et leur polyvalence d'agriculteurs. Les premiers directeurs, gérants et secrétaires de coopératives constituent ainsi une main-d'œuvre dévouée et providentielle, puisque l'on ne lui verse pas toujours un salaire, un avantage décisif pour des entreprises qui ne génèrent pas encore de revenus. Les coopératives des Cantons-de-l'Est constituent à ce chapitre un exemple achevé de l'implication collective des ruraux dans leur coopérative. Et elles démarrent, poussées et soutenues par leur milieu.

Le contexte change cependant à partir de 1947-48 et ces sociétés pionnières travailleront dans des conditions fort différentes par la suite. C'est que l'Office de l'électrification rurale, maintenant administrativement et techniquement mieux organisé, soutient les coopératives et leur apporte son aide financière et technique. Par surcroît, son personnel essaime en milieu rural et, arrivé sur place, il prend presque tout en charge, de la planification à l'exécution des travaux. Cette implication de l'OER ne se traduit toutefois pas par de l'ingérence ou de l'autoritarisme, et cela nous apparaît un des points forts de l'organisme. Ainsi, l'OER épaulé-t-il étroitement les coopératives fondées après 1947, sans brimer leur indépendance. Mais cette liberté des coopératives, ces « sociétés autonomes », comme l'OER l'a dit lui-même, est toutefois celle que lui

accorde l'Office, surtout lorsqu'il est question d'affaires financières. Les coopératives peuvent affirmer leurs prétentions de distributeur d'électricité régional d'importance, mais elles ne peuvent modifier leurs tarifs de vente d'électricité sans la permission de l'OER, ni généralement construire des réseaux sans son autorisation.

En vérité, nous croyons que l'OER a rapidement réalisé que la clé du succès pour le système coopératif d'électrification rurale résidait dans un contrôle étroit des activités financières des coopératives. C'est ainsi que les comptables et les vérificateurs de l'OER prennent de plus en plus de place dans la vie coopérative. Nous l'avons souligné, maintenir à flot des dizaines de sociétés disparates n'était sans doute pas une mince tâche, d'autant plus que les conditions locales propres à chaque coopérative étaient parfois très difficiles (faible densité des usagers ou problèmes d'alimentation en énergie). Mais l'Office innove sans cesse en proposant de nouvelles solutions — de concert avec les coopératives ou unilatéralement. Et en fait, l'OER sait s'adapter aux circonstances particulières de chaque coopérative, tout en ne perdant jamais de vue l'ensemble. Voilà, à notre avis, un autre facteur essentiel du succès des coopératives.

Plus largement, nous dirions que la capacité de l'OER de faire face aux impondérables et d'imaginer des solutions pour pallier des difficultés temporaires ou structurelles ont permis à de nombreuses coopératives de se développer. Et que la flexibilité de l'OER dans certains domaines — que l'on pense notamment au non-respect de la règle du 10 % de non-membres — et sa ténacité à repousser les limites imposées par l'État ont permis en vérité au système coopératif d'électrification rurale de survivre et de se développer. L'implication grandissante de l'Office en matière de production et de transport d'énergie électrique pour le compte des coopératives est à ce

chapitre un élément clé. Sans cette prise en charge par l'État, via l'OER, le système coopératif d'électrification rurale aurait connu des ratés autrement plus importants que ceux qu'il a expérimentés et certaines régions (telle la Côte-Nord) n'auraient jamais pu être électrifiées par voie coopérative. Cette incursion de l'État dans la production et le transport d'électricité, qui n'était pourtant pas annoncée dans les plans initiaux du gouvernement Duplessis, constitue d'ailleurs une autre révélation de notre thèse.

Car nous ne savions pas que l'OER et les coopératives avaient construit et installé autant d'infrastructures de production et de transport d'électricité, ce qui ne correspond guère d'ailleurs à l'idée générale que l'on peut avoir de l'État sous Duplessis. Nous croyons que cette prise en charge par l'État de la construction d'installations de production et de transport à haut voltage a contribué à la constitution d'une expertise à l'intérieur de l'appareil d'État, à la professionnalisation et à la spécialisation des fonctionnaires. Plus largement, nous dirions même que l'Office de l'électrification rurale a favorisé la constitution de l'État québécois tel que nous le connaissons ensuite, où les interventions de celui-ci dans la vie de ses citoyens prendront la forme d'un service, fourni par un fonctionnaire. Bien entendu, les rapports entre les gérants et les commissaires et le personnel de l'OER ne devaient en rien ressembler à ceux que nous avons de nos jours avec les agents d'un quelconque service gouvernemental, mais cela en représente sans doute le début.

Pour terminer, soulignons que le système coopératif d'électrification rurale a rempli le mandat que l'État lui avait confié : électrifier le monde rural. Bien entendu, et nous l'avons démontré, le système d'électrification rurale de l'Union nationale avait des faiblesses, dont certaines que le gouvernement a refusé de corriger (son mode de

financement, qui ne tient pas compte des besoins en production et en transport). Il n'en demeure pas moins que les résultats sont au rendez-vous. Nous ajouterions volontiers que ce modèle d'électrification a fait davantage : par la création d'entreprises d'électricité — de taille parfois très respectable — l'État est intervenu dans l'économie régionale et rurale et a insufflé un dynamisme économique aux régions où il était à l'œuvre et il a favorisé l'esprit d'entreprise au niveau local. Ceci n'est guère plus qu'une hypothèse, mais elle mériterait certainement d'être vérifiée par une étude spécifique.

BIBLIOGRAPHIE

A. Sources premières des archives

1. Archives Hydro-Québec

A. SOURCES DES COOPÉRATIVES D'ÉLECTRICITÉ DISPONIBLES AUX AHQ

1. Procès-verbaux des assemblées générales et des bureaux de direction des coopératives d'électricité

Minutes des assemblées générales et procès-verbaux des bureaux de direction de la Coopérative d'électricité *d'Abitibi-Ouest*, Fonds F90, 2 volumes. Volume 1 : du 03-08-1949 au 24-08-1961, 281 p. Volume 2 : du 26-10-1961 au 16-11-1964, s. p. [67 p.].

Minutes des assemblées générales et procès-verbaux des bureaux de direction de la Coopérative d'électricité *d'Abitibi-Est*, Fonds F89, 3 volumes. Volume 1 : p.-v. du conseil d'administration du 18-8-1950 au 12-4-1956, 199 p. Volume 2 : p.-v. du conseil d'administration du 17-05-1956 au 31-08-1963, 253 p. Volume 3 : Minutes des assemblées générales, du 08-08-1950 au 21-8-1963, 37 p.

Minutes des assemblées générales et procès-verbaux des bureaux de direction de la Coopérative d'électricité de *Rouyn-Noranda*, Fonds F62, 1 volume, 29-05-1954 au 16-10-1963, 201 p.

Minutes des assemblées générales et procès-verbaux des bureaux de direction de la Coopérative d'électricité de *Pontiac-Ouest*, Fonds F61, 2 volumes. Volume 1 : du 12-16-1945 au 29-10-1947, 125 p. Volume 2 : du 16-12-1945 au 14-09-1964, 137 p.

Minutes des assemblées générales et procès-verbaux des bureaux de direction de la Coopérative d'électricité de *Rapide-des-Joachims*, Fonds F79, 1 volume, du 05-10-1954 au 05-08-1964, 89 p.

Minutes des assemblées générales et procès-verbaux des bureaux de direction de la Coopérative d'électricité du *Témiscamingue*, Fonds F75, 6 volumes. Volume 1 : du 11-09-1945 au 04-11-1946, 199 p. Volume 2 : du 06-05-1947 au 30-4-1956, 199 p. Volume 3 : du 09-08-1956 au 08-14-1961, 123 p. Volume 4 : du 10-04-1953 au 01-10-1961, 112 p. Volume 5 : du 10-2-1962 au 10-2-1964, (p.-v. des réunions de l'exécutif) 52 p. Volume 6 : du 02-10-1961 au 19-08-1964, 43 p.

Minutes des assemblées générales et procès-verbaux des bureaux de direction de la Coopérative d'électricité de *Kipawa*, Fonds F48, 1 volume, du 22-09-1956 au 07-07-1964, 77 p.

Minutes des assemblées générales et procès-verbaux des bureaux de direction de la Coopérative d'électricité de *Lac Caché*, Fonds F84, 1 volume, du 09-02-1957 au 28-01-1964, 31 p.

Minutes des assemblées générales et procès-verbaux des bureaux de direction de la Coopérative d'électricité de *Brigham*, Fonds F42, 2 volumes. Volume 1 : 29-8-1945 au 8-4-1952, 200 p. Volume 2 : 20-5-1952 au 4-2-1965, 273 p.

Minutes des assemblées générales et procès-verbaux des bureaux de direction de la Coopérative d'électricité de *Compton Station*, Fonds F38, 1 volume : 16-11-1938 au 13-10-1961, 85 p.

Minutes des assemblées générales et procès-verbaux des bureaux de direction de la Coopérative d'électricité de *Saint-Cyrille-de-Wendover*, Fonds F66, 1 volume du 29-10-1945 au 20-01-1965, 354 p.

Minutes des assemblées générales de la Coopérative d'électricité de *Saint-Étienne-de-Bolton*, Fonds F68, 1 volume du 09-09-1945 au 29-04-1964, 169 p.

Minutes des assemblées générales et procès-verbaux des bureaux de direction de la Coopérative d'électricité de *Saint-Valérien-de-Shefford*, Fonds F72, 3 volumes. Volume 1 : du 28-11-1944 au 05-10-1945, 43 p. Volume 2 : du 13-05-1946 au 13-09-1960, 200 p. Volume 3 : du 21-09-1960 au 08-10-1964, 99 p.

Minutes des assemblées générales et procès-verbaux des bureaux de direction de la Coopérative d'électricité de *Stanstead*, Fonds F73, 4 volumes. Volume 1 : du 01-04-1948 au 26-12-1951, 200 p. Volume 2 : du 26-10-1951 au 13-10-1955, 200 p. Volume 3 : du 20-10-1955 au 10-3-1960, 200 p. Volume 4 : du 14-4-1960 au 29-9-1964, 200 p.

Minutes des assemblées générales et procès-verbaux des bureaux de direction de la Coopérative d'électricité de *Sainte-Cécile-de-Milton*, Fonds F74, 1 volume du 23-8-1945 au 23-1-1946, 18 p.

Minutes des assemblées générales et procès-verbaux des bureaux de direction de la Coopérative d'électricité du *Canton Magog*, Fonds F80, 4 volumes. Volume 1 : du 15-04-1946 au 01-12-1947, [s. p.] Volume 2 : du 05-12-1947 au 03-04-1955, 200 p. Volume 3 : du 25-05-1955 au 02-11-1962, 200 p. Volume 4 : du 30-11-1962 au 04-05-1964, 52 p.

2. Dossiers généraux des coopératives d'électricité

Nous retrouvons généralement dans ces « dossiers généraux des coopératives » les listes des membres, les droits de passage, les certificats de parts sociales, les rapports financiers annuels et de la correspondance. Plusieurs contiennent également les rapports financiers annuels des coopératives. Nous avons dépouillé toutes ces boîtes en nous concentrant sur les coopératives témoins (voir l'annexe 1) et les données sur les membres, les parts sociales, les rapports financiers et la correspondance. Les procès-verbaux des coopératives s'y retrouvent également. Elles sont listées ci-dessus, sous 1. *Procès-verbaux des assemblées des coopératives*.

Coopérative d'électricité de *Brigham*, Fonds F42.

Coopérative d'électricité de *Compton-Station*, Fonds F44.

Coopérative d'électricité de *Kipawa*, Fonds F48.

- Coopérative d'électricité de *Pontiac-Ouest*, Fonds F61.
- Coopérative d'électricité de *Rouyn-Noranda*, Fonds F62.
- Coopérative d'électricité de *Saint-Cyrille-de-Wendover*, Fonds F66.
- Coopérative d'électricité de *Saint-Étienne-de-Bolton*, Fonds F68.
- Coopérative d'électricité de *Saint-Luc-de-Laval*, Fonds F69.
- Coopérative d'électricité de *Saint-Valérien-de-Shefford*, Fonds F72.
- Coopérative d'électricité de *Stanstead*, Fonds F73.
- Coopérative d'électricité de *Sainte-Cécile-de-Milton*, Fonds F74.
- Coopérative d'électricité du *Témiscamingue*, Fonds F75.
- Coopérative d'électricité de *Rapide-des-Joachims*, Fonds F79.
- Coopérative d'électricité du *Canton Magog*, Fonds F80.
- Coopérative d'électricité de *Lac Caché*, Fonds F84.
- Coopérative d'électricité d'*Abitibi-Est*, Fonds F89.
- Coopérative d'électricité d'*Abitibi-Ouest*, Fonds F90.

B. FONDS SHAWINIGAN WATER & POWER (F1)

- Document n° F1/148 Carte. *Le territoire desservi par la Shawinigan Water & Power*. [Vers 1960].
- Document n° F1/1200 *Notions d'électricité rédigées à l'intention de la jeunesse rurale* par J-P. R. Cristel, Agronome. 1958.
- Document n° F1/3006 Shawinigan Water & Power Co., « Report on small industries in the territory served by SWPC with special references to progress and recent developments. » (confidential), décembre 1940.
- Document n° F1/ série nouveauté [non encore numéroté] Périodique « Le Progrès à la ferme », Revue distribuée par SWP à ses clients cultivateurs entre 1952 et 1963.
- Shawinigan Water and Power : *Map Showing field of operations of SWPC*, Janvier 1910 ; et *Map Showing field of operations of SWPC*, Janvier 1907.
- Document n° A-84-04-02/68 *List of Locations directly served by the Shawinigan Water & Power Company*, Commercial and Distribution Department, 1940.
- Document n° A-84-04-02/59 *The Shawinigan Water & Power Company : Rates Schedule*. 1944.

C. FONDS SOUTHERN CANADA POWER (F15)

- Série F15 \ 1102-00 \ boîte 2479 *Southern Canada Power - Contrôle gouvernemental*.

- Série composée de dossiers relatifs aux contrôles gouvernementaux sur les activités de la compagnie. On y retrouve des lois, des ordonnances, des demandes de permis et des permis. 1920-1967.

Série F15 \ 1003-03 \ boîte 2494 *Southern Canada Power. Rapports annuels remis à la RÉQ, (1911 à 1964).*

Southern Canada Power, *Comment l'électricité peut aider le fermier*, [s.l., s.n.], [vers 1939].

D. FONDS RÉGIE DE L'ÉLECTRICITÉ (P3)

1. Documents concernant les compagnies privées

Document n° P3/557 *Quebec Power Company: dossier général incluant tarifs, formules de contrats et liste des municipalités desservies par la compagnie.* 2 cm, originaux et copies. 1936-1939.

Document n° P3/593 *Shawinigan Water and Power Company: dossier général incluant liste des localités desservies par la compagnie et rapport concernant la requête de la compagnie pour capitaliser des charges additionnelles.* 1 cm, originaux et copies. 1936-1941.

Document n° P3/595 *Shawinigan Water and Power Company: index alphabétique des municipalités desservies par la compagnie au 31 décembre 1945.* 1 pièce, original.

Document n° P3/658 *Shawinigan Water & Power Company: rapports annuels de 1940 à 1956.* 17 pièces, originaux et copies.

Document n° P3/665 *Southern Canada Power Company Ltd.: dossier général incluant correspondance relative à l'ordonnance 10, rapport sommaire d'évaluation des actifs et rapport sur la réduction de tarifs proposée par la compagnie.* 2 cm, originaux. 1936-1948.

Document n° P3/666 *Southern Canada Power Company Ltd.: rapport Ellis sur les opérations financières de la compagnie et de ses subsidiaires, notes historiques et informations diverses se rattachant au rapport.* 1 cm, originaux. 1947.

Document n° P3/668 *Southern Canada Power Company Ltd. rapport général et d'évaluation avec plan du réseau de transmission.* 1 pièce, original. 1943-1949.

Document n° P3/671 *Southern Canada Power Company Ltd.: permis émis par la Régie autorisant d'effectuer des travaux et rapport des coûts (ord. 3 et 4).* 1,5 cm, originaux et copies. 1951-1964.

Document n° P3d/403 *Southern Canada Power Company Ltd.: rapports annuels de 1951 à 1963 [sauf 1957].* 10 pièces, originaux.

2. Documents concernant l'électrification rurale

Document n° P3/215 *Correspondance et rapports sur l'électrification rurale.* 1 cm, originaux et copies. 1936-1952.

- Document n° P3/216 *Électrification rurale / Général : requêtes de Albert Gaudreault, député du comté de Richmond, concernant l'électrification des diverses localités de la région.* 2 cm, originaux et copies.
- Document n° P3/217 *Statistiques générales, analyses et comparaison avec l'électrification rurale de l'Ontario.* 8 pièces, originaux. 1936-1945.
- Document n° P3/218 *Électrification rurale : requêtes et extensions autorisées au Québec.* 22 pièces, originaux et copies. 1932-1939.
- Document n° P3/219 *Électrification rurale : recensements des clientèles potentielles.* 2,5 cm, originaux et copies. 1939-1944.
- Document n° P3/220 *Électrification rurale : rapports techniques sur les requêtes déposées et les enquêtes menées par les ingénieurs de la Régie.* 18 pièces, originaux et copies. 1943-1949.
- Document n° P3/221 *Électrification rurale : sommaire cumulatif des lignes à construire par comté, pour Gatineau Power Company et Southern Canada Power Company Ltd.* 3 pièces, originaux. 1948-1949.
- Document n° P3/222 *Rapport sur l'électrification rurale dans le Bas St-Laurent produit par Jean Blanchet, agronome-propagandiste de l'Office de l'Électrification Rurale.* 1 pièce, 1 copie. 1949.
- Document n° P3/223 *Correspondance et rapports sur les coûts de construction de lignes rurales.* 22 pièces, originaux et copies. 1936-1946.
- Document n° P3/224 *Statistiques, analyse et comparaison du coût des lignes de distribution rurale de diverses compagnies.* 1,5 cm, originaux et copies. 1936-1949.
- Document n° P3/225 *Études sur les contributions au coût de construction faites par les requérants et l'établissement de minima spéciaux.* 2 pièces, originaux. 1944-1946.
- Document n° P3/226 *Électrification rurale / Économie des réseaux ruraux : rapport sur le coût et la tarification de l'électrification rurale et expérience de l'Alabama Power Company.* 2 pièces, originaux.
- Document n° P3/228 *Électrification rurale / Devis et projets : rapports de visite dans la région du Lac St-Jean.* 10 pièces, originaux et copies.
- Document n° P3/229 *Électrification rurale / Devis et projets : rapports de visite dans la région de l'Abitibi (Amos et Val-d'Or).* 2 pièces, originaux.
- Document n° P3/231 *Électrification rurale / Rapports d'expansion : rapports sur l'électrification rurale en Ontario et rapport de procédure sur l'électrification rurale en Grande-Bretagne.* 11 pièces, originaux.
- Document n° P3/232 *Rapports sur l'électrification rurale dans les autres provinces canadiennes.* 5 pièces, originaux. 1936-1945.
- Document n° P3/233 *Rapports sur l'électrification rurale aux Etats-Unis.* 6 pièces, originaux. 1938-1945.

Document n° P3/234 *Sommaires des permis accordés en 1952 et en 1953 d'après les minutes de la Régie, par compagnies et par comtés (ordonnances n° 3 et 4)*. 2 pièces, originaux.

Document n° P3/235 *Sommaires des extensions au Québec, compilation des demandes de permis et statistiques*. 3 cm, originaux et copies. 1948-1961.

Document n° P3/236 *Programmes d'électrification rurale de la Shawinigan Water & Power Company, permis accordés et rapports*. 3 cm, originaux et copies. 1936-1949.

Document n° P3/237 *Programmes d'électrification rurale de la Shawinigan Water & Power Company, permis accordés et rapports*. 3,5 cm, originaux et copies. 1949-1963.

Document n° P3/238 *Emploi de l'électricité sur la ferme : correspondance et brochures*. 12 pièces, originaux et copies. 1926-1943.

Document n° P3c/80 *Rapports sur l'électrification rurale en Ontario et rapport de procédure sur l'électrification rurale en Grande-Bretagne*. 11 pièces, originaux, 1928-1956.

3. Documents généraux (incluant les dossiers sur les coopératives d'électricité)

Document n° P3/161 *Liste des centrales hydroélectriques et hydrauliques de la province de Québec*. 9 pièces, originaux. 1951-1959.

Document n° P3/184 *Sommaires annuels de la production et des ventes de l'énergie électrique dans la province de Québec par les principaux services publics de 1937 à 1946 et de 1958 à 1959*. 1,5 cm, originaux et copies.

Document n° P3/185 *Statistiques sur la façon d'établir la production et l'utilisation de l'énergie électrique dans la Province de Québec de 1910 à 1956*. 5 pièces, originaux.

Document n° P3/205 *Utilisation de l'électricité / Usage industriel : correspondance et rapports sur l'emploi de l'électricité dans la minoterie*. 1,5 cm, originaux et copies.

Document n° P3/214 *Correspondance et documents des compagnies sur les appareils domestiques*. 1 cm, originaux et copies. 1937.

Document n° P3/243 *Tarification de l'énergie électrique : correspondance générale et rapports*. 1,5 cm, originaux et copies. 1930-1960.

Document n° P3/246 *Tarification de l'énergie électrique : étude d'interprétation des tarifs municipaux par la Commission hydro-électrique de l'Ontario*. 2 pièces, copies. 1959.

Document n° P3/248 *Tarification de l'énergie électrique / Service domestique : correspondance et rapports techniques*. 1 cm, originaux et copies. 1935-1948.

- Document n° P3/292 *Commission Hydroélectrique de Québec (Nord-ouest de la province) : dossier général incluant plans, projets de liaison de réseaux et mémoire d'entente avec la Northern Quebec Power Company Ltd.* 2 cm, originaux et copies.
- Document n° P3/336 *Compagnie Électrique de Petite Rivière (Petite Rivière St-François, Comté Charlevoix) : dossier général incluant rapport d'inventaire et d'évaluation et rapports annuels de 1940 à 1945 (sauf 1944).* 2 cm, originaux et copies.
- Document n° P3/343 *Compagnie Hydroélectrique Dixville : dossier général incluant rapport d'inventaire et d'évaluation, rapports annuels de 1940 à 1942 et correspondance relative à la municipalisation du réseau.* 11 pièces, originaux.
- Document n° P3/378 *Électrique de Mont-Laurier Ltée : litige entre la compagnie et la Coopérative Régionale d'Électricité de Mont-Laurier concernant la nouvelle École d'Agriculture, avec pétition et plan.* 1 cm, originaux.
- Document n° P3/454 *La Sarre Power Company : dossier général incluant litige entre la compagnie et la Société Coopérative agricole de Taschereau.* 1 cm, originaux.
- Document n° P3/457 *La Sarre Power Company : dossier général incluant étude de tarification, litige entre la compagnie et la coopérative d'électricité d'Abitibi-Ouest et enquêtes comptables et relevé des variations de l'actif fixe de 1935 à 1950.* 2 cm, originaux et copies.
- Document n° P3/458 *La Sarre Power Company : dossier général incluant projet de réduction des taux, électrification rurale et notes sur la situation financière et les opérations.* 1 cm, originaux et copies.
- Document n° P3/679 *Liste des municipalités de la Province de Québec où il y a distribution d'énergie électrique.* 1 pièce, original. 01-08-1940.
- Document n° P3/682 *Bagot (Canton) : dossier général sur la municipalisation du réseau avec demande d'octroi, et achat du réseau par la Saguenay Electric Company.* 2,5 cm, originaux.
- Document n° P3/691 *Beaudry (Paroisse) : dossier général.* 5 pièces, originaux.
- Document n° P3/716 *Jonquière (Ville de) : dossier général incluant documents concernant l'électrification rurale avec demande d'octroi et rapports techniques.* 2 cm, originaux et copies.
- Document n° P3/732 *Mégantic (Ville de) : dossier général incluant projet d'électrification rurale avec demandes d'octrois, plan et vente du réseau à Hydro-Québec.* 1,5 cm, originaux et copies.
- Document n° P3/742 *Port Cartier (autrefois Shelter Bay) (Village) : dossier général incluant projet de municipalisation de l'électricité dans la région assignée à la Coopérative d'Électricité de Sept-Îles.* 13 pièces, originaux.
- Document n° P3/757 *St-Étienne-de-Bolton (Paroisse) : dossier général incluant projet de municipalisation du réseau de distribution avec plans et évaluation des coûts, rapports techniques et rapport d'enquête sur les tarifs.* 1 cm, originaux et copies.

- Document n° P3/768 *Senneterre (Village) : dossier général incluant rapport sur l'installation d'une centrale Diesel et vente du réseau à la Coopérative d'Électricité de l'Abitibi-Est*. 22 pièces, originaux et copies.
- Document n° P3/785 *Abitibi-Est (Coopérative d'Électricité d') : dossier général incluant tarifs*. 1,5 cm, originaux et copies.
- Document n° P3/786 *Abitibi-Ouest (Coopérative d'Électricité d') : dossier général incluant description d'un projet de construction de réseau avec carte et diagramme schématique*. 9 pièces, originaux.
- Document n° P3/787 *Austin (Coopérative d'Électricité d') : dossier général incluant litige avec la Ville de Magog*. 6 pièces, originaux.
- Document n° P3/789 *Bonaventure (Coopérative d'Électricité de) : dossier général avec description et plan d'un projet de réseau*, 15 pièces, originaux et copies.
- Document n° P3/790 *Dixville (Coopérative d'Électricité de) : dossier général incluant projet de formation d'une coopérative et d'érection d'une ligne*. 15 pièces, originaux.
- Document n° P3/793 *Jonquière (Coopérative d'Électricité de) : description d'un projet de construction d'une ligne de distribution*. 3 pièces, originaux.
- Document n° P3/794 *Lac St-Jean (Coopérative d'Électricité du) : dossier général incluant projet de fusion des trois coopératives régionales, avec plans et demande de révocation du permis de la Saguenay Electric Company*, 8 pièces, originaux et copies.
- Document n° P3/795 *Lac Supérieur (Coopérative d'Électricité du) : ordonnance n° 349 concernant les conditions d'un contrat d'approvisionnement d'énergie passé avec la Gatineau Power Company*. 1 pièce, copie.
- Document n° P3/796 *Laurentides (Coopérative d'Électricité des) : dossier général incluant description d'un projet de construction de ligne, plans et diagramme schématique*. 19 pièces, originaux et copies.
- Document n° P3/797 *Magog (Coopérative d'Électricité du canton) : dossier général*. 3 pièces, originaux.
- Document n° P3/799 *Mont-Laurier (Coopérative Régionale d'Électricité de) : dossier général incluant projet d'achat du réseau de Georges Painchaud au Lac Sagway*. 8 pièces, originaux et copies.
- Document n° P3/800 *Péribonka (Coopérative d'Électricité Régionale de) : dossier général incluant délimitation du territoire couvert par la coopérative vs celui de la Saguenay Electric Company avec plans, mémoire d'entente et litige avec la compagnie*. 22 pièces, originaux et copies.
- Document n° P3/802 *Pontiac-Ouest (Coopérative d'Électricité de) : dossier général incluant description d'un projet de construction d'une ligne de distribution, avec plans*. 8 pièces, originaux.

Document n° P3/803 *Ragueneau (Coopérative d'Électricité de)* : dossier général incluant description d'un projet de construction d'une ligne de distribution. 3 pièces, originaux.

Document n° P3/804 *Rivière St-François (Syndicat Coopératif de la Petite Rivière St-François)* : projet de Joachim Bouchard et al. de former une coopérative d'électricité et d'aménager la Rivière du Sot, à Maillard, avec rapport et plan du réseau projeté, 1,5 cm, originaux.

Document n° P3/805 *Rouyn-Noranda (Coopérative d'Électricité de)* : projet de construction d'une ligne, avec plan. 3 pièces, originaux.

Document n° P3/806 *Sacré-Cœur (Coopérative d'Électricité de)* : dossier général incluant tarifs et copie de contrat passé avec la Corporation Municipale du Village de Tadoussac. 9 pièces, originaux et copies.

Document n° P3/807 *Sept-Îles (Coopérative d'Électricité de)* : dossier général incluant description d'un projet de construction de ligne, tarifs et achat du réseau de distribution de la Canadian International Paper de Pentecôte. 1 cm, originaux et copies.

Document n° P3/808 *Stanstead (Canton Barnston) (Coopérative d'Électricité de)* : dossier général avec plans. 12 pièces, originaux et copies.

Document n° P3/809 *St-Cyrille de Wendover (Coopérative d'Électricité de)* : dossier général avec tracé de la ligne. 10 pièces, originaux.

Document n° P3/810 *St-Donat (Coopérative d'Électricité de)* : dossier général. 5 pièces, originaux.

Document n° P3/811 *St-Etienne de Bolton (Coopérative d'Électricité de)* : dossier général incluant litige avec la Southern Canada Power Company et plans illustrant les croisements des lignes. 13 pièces, originaux et copies.

Document n° P3/812 *St-Jean-Baptiste-de-Rouville (Coopérative Régionale d'Électricité de)* : dossier général avec plan du réseau et de ses sous-stations. 23 pièces, originaux et copies.

Document n° P3/814 *Témiscamingue (Coopérative d'Électricité du)* : dossier général incluant correspondance relative à un projet de construction de ligne. 19 pièces, originaux.

4. Ordonnances émises par la Régie de l'électricité

Document n° P3/136 *Ordonnances générales n° 1-3-4-10-11-13-15-30-107-174 émises par la Régie Provinciale de l'électricité et avis à tous les services publics*. 5 pièces, copies. 1936-1942.

Document n° P3/137 *Ordonnances n° 1 à 91 émises par la Commission de l'électricité du Québec et n° 101 à 210 émises par la Régie Provinciale de l'électricité*. Avec index. 1 volume, copies. 1936-1940.

Document n° P3/138 *Ordonnances n° 1E à 118E émises par la Régie des Services Publics, Division de l'électricité et du gaz*. Avec index. 1 volume, copies. 1940-1945.

Document n° P3/139 *Ordonnances n° 211 à 672 émises par la Régie Provinciale de l'électricité*. Sans index. 1 volume, copies. 1945-1958.

E. FONDS COMMISSION LAPOINTE (P1)

Document n° P1/16 *L'électricité dans la province de Québec. Mémoire de l'Union des municipalités soumis à la Commission de l'électricité par T.D. Bouchard*, [Brochure] 22-10-1934. 96 p.

Document n° P1/17 *Rapports de différentes municipalités possédant leur propre réseau de distribution présentés à la Commission Lapointe par l'Union des municipalités*. 17-10-1934.

Document n° P1/18 *Union des municipalités du Québec : annexes B à N du mémoire et annexes diverses*. 1,5 cm. 1934-1935.

Document n° P1/21 *Résolutions de l'Union des municipalités de la province de Québec*. 05-09-1934.

Document n° P1/23 *Rapport sur les taux de l'électricité dans les campagnes et sur un projet de coopératives rurales de moteurs électriques*. Par Alex Larivière, ingénieur, CSPQ. 23-12-1930.

Document n° P1/70 *Statistiques de consommation domestique des communautés desservies par la Commission du pouvoir hydro-électrique de l'Ontario et comparaison avec des communautés desservies par la SWP*, 2 pièces. 1934.

Document n° P1/74 *Quelques faits concernant l'œuvre de la Southern Canada Power Company Limited*, [Brochure] 12 avril 1937.

Document n° P1/83 *Conférence et mémoire de M. Lapierre de l'Association des citoyens de Notre-Dame-de-Grâce*. 12-12-1934.

Document n° P1/127 *Rapport de la Commission de l'électricité (commission Lapointe) de la province de Québec au premier ministre de la province*. 21-01-1935.

Document n° P1/110 *Correspondance et rapport concernant le service d'électricité en campagne, fournit par le maire de Sainte-Anne-de-la-Pocatière*. 16-09-1934.

Document n° P1/131 *Commission Lapointe : Compagnie de Pouvoir du Bas St-Laurent : mémoire sur les services de fermes*, 1 pièce.

Document n° P1/169 *Commission Lapointe : Shawinigan Water & Power: réponses aux questions soumises par la Commission dans sa lettre du 12 novembre 1934*, 1 pièce.

Document n° P1/174 *Brochure intitulée : « Quelques faits concernant l'œuvre de la Southern Canada Power Company Limited »*.

Document n° P1/200-000/23 *Rapport sur les taux de l'électricité dans les campagnes et sur un projet de coopératives rurales de moteurs électriques. 1930*, par Alex Larivière, ingénieur, CSPQ.

F. FONDS DE LA COMMISSION DES SERVICES PUBLICS (P5)

Ce fonds contient essentiellement les dossiers complets des requêtes et ordonnances de la Commission des services publics entre 1920 et 1943. Se référer aux notes infraliminaires pour les numéros des dossiers utilisés dans le cadre de cette thèse.

G. DOCUMENTS DE L'OFFICE DE L'ÉLECTRIFICATION RURALE

Document n° P3/630 *Rapports annuels de l'Office de l'électrification rurale, 1945-1967*. [Quelques rapports ont aussi été publiés dans les Documents de la session du Québec.]

Office de l'électrification rurale. *Historique de l'Office depuis les débuts*, préparé par le secrétaire de l'Office, le 21 septembre 1988.

I- FONDS D'HYDRO-QUÉBEC

Document n° H2\1004-01\1963 *Séances de la Commission hydroélectrique de Québec : index thématique pour les séances de 1944 à 1964*, volumes A à L, M à P, Q à Z. – 14-04-1944 à 1964, 12 cm, 3 volumes.

Document n° H2\1101-00\1767 *Discours de Wilfrid Hamel sur le Bill 17 concernant la création de la Commission hydroélectrique, l'électrification rurale, l'expropriation de la Montreal Light, Heat and Power Consolidated et de la Beauharnois Light, Heat and Power Company*.

Document n° H2\1102-00\1921 *Coopératives d'électricité : procès-verbal de la deuxième réunion du Comité technique mixte du Ministère des richesses naturelles, de l'Office de l'électrification rurale et d'Hydro-Québec, amendement à la Loi de l'électrification rurale, carte du réseau de la Gaspésie*. – 04-04-1963 à 23-04-1963, 12 pièces.

Document n° H2\1102-02\1139 *Arrêté en conseil numéro 992 : autorisations nécessaires à l'électrification de l'Abitibi et l'expansion des lignes de l'Hydro-Québec pour le réseau de l'Outaouais Supérieur d'Amos à Senneterre ; acte de dépôt de l'arrêté par Bernard Lacasse chez J- A. W. Latulipe notaire ; proposition du ministre des Ressources hydrauliques ; résolution d'Hydro-Québec ; correspondance*. – 05-09-1950 à 18-09-1950, 13 pièces.

Document n° H2\1102-02\1298 *Arrêté en conseil numéro 1075 : acquisitions de droits de passage et de terrains propriétés d'Aimé Gagnon et al. pour les postes Normetal, Obalski, Savoie, Beaconsfield et Papineau, vente d'électricité par Hydro-Québec à la Coopérative d'électricité de Rouyn-Noranda, placement du surplus disponible du fonds des pensions des employés ; propositions du ministre*

des Ressources hydrauliques ; résolutions d'Hydro-Québec ; correspondance. – 14-02-1949 à 03-11-1954, 38 pièces.

Document n° H2\1102-02\1363 *Arrêté en conseil numéro 200 : vente d'électricité par Hydro-Québec à la Coopérative d'électricité d'Abitibi-Ouest ; proposition du ministre des Ressources hydrauliques ; résolution d'Hydro-Québec ; correspondance. – 13-10-1955 à 07-03-1956, 10 pièces.*

Document n° H2\1102-02\1593 *Arrêté en conseil numéro 2056 : vente d'électricité par Hydro-Québec à la Coopérative d'électricité de Sept-Îles ; proposition du ministre des Richesses naturelles ; proposition d'Hydro-Québec ; correspondance. – 19-09-1961 à 12-10-1961, 5 pièces.*

Document n° H2\1102-02\1696 *Arrêté en conseil numéro 180 : vente d'électricité par Hydro-Québec à la Coopérative d'électricité d'Abitibi-Est ; proposition du ministre des Richesses naturelles ; résolution d'Hydro-Québec ; correspondance. – 13-09-1962 à 05-02-1963, 18 pièces.*

Document n° H2\1102-02\1697 *Arrêté en conseil numéro 181 : vente d'électricité par Hydro-Québec à la Coopérative d'électricité d'Abitibi-Ouest ; proposition du ministre des Richesses naturelles ; résolution d'Hydro-Québec ; correspondance. – 02-10-1962 à 05-02-1963, 19 pièces.*

Document n° H2\1102-02\1698 *Arrêté en conseil numéro 182 : vente d'électricité par Hydro-Québec à la Coopérative d'électricité du Lac Caché ; proposition du ministre des Richesses naturelles ; résolution d'Hydro-Québec ; correspondance. – 05-11-1962 à 05-02-1963, 21 pièces.*

Document n° H2\1402-01\1912 *Nationalisation : études préliminaires à la nationalisation, analyse des rapports annuels de certaines compagnies d'électricité, bilans financiers, extraits de journaux financiers, documents relatifs à ces études. – 1960 à 29-01-1963, 2,5 cm, 51 pièces, 1 volume.*

2. Archives nationales du Québec (centre de Québec)

A. FONDS OFFICE DE L'ÉLECTRIFICATION RURALE (E80)

Nous avons dressé, ci-dessous, la liste de tous les dossiers consultés aux ANQ. Cependant, nous n'avons pas utilisé l'ensemble des documents contenus dans chacun des dossiers nommés ici.

1. Dossiers des coopératives d'électricité

Normalement, ces dossiers comprennent des autorisations de construction, les documents relatifs aux assurances, la correspondance générale, diverses statistiques ainsi que des grilles tarifaires. Sans négliger les autres renseignements, nous avons généralement concentré nos efforts de dépouillement, puis de saisie / résumé, sur la correspondance et les statistiques.

Dossier n° E80/16 *Chicoutimi (Petit-Saguenay, Anse-St-Jean)*

Dossier n° E80/17 *Compton [- Station], Deux-Montagnes, Drummond (Saint-Cyrille-de-Wendover).*

Dossier n° E80/47 *Shefford (Saint-Joachim et l'Enfant-Jésus d'Ely-Ouest), Sherbrooke, Stanstead (Canton Magog).*

Dossier n° E80/66 *Wolfe, Yamaska.*

2. *Dossiers courants (Service de vérification et de comptabilité de l'OER)*

Dossier n° E80/121 *Saint-Cyrille-de-Wendover*

Dossier n° E80/125 *Saint-Elphège (Yamaska) et Saint-Étienne-de-Bolton*

3. *Rapports financiers des coopératives d'électricité*

Dossier n° E80/156 *Rapports financiers annuels des coopératives : Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Austin, Bonaventure, Brigham, Canton de Magog.*

Dossier n° E80/160 *Rapports financiers annuels des coopératives : Saint-Cyrille-de-Wendover, de Sacré-Cœur, de Saint-Donat, de Saint-Edmond du Lac au Saumon, de Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville et de Saint-Joachim de l'Enfant Jésus.*

4. *Dossiers administratifs généraux de l'OER (1945-1966) (Secrétariat général)*

Dossier n° E80/165 :

- 400-A-4 : *Administration des coopératives (Avances – Prêts – Emprunts)*
- 400-A-5 : *Association des coopératives d'électricité du Québec - Assemblée du 30 janvier 1962 – Discours de F.-A. Angers et discussions diverses (Volume 1).*
- 400-A-5 : *Association des coopératives d'électricité. Assemblée du 20 janvier 1963. Discours (Volume 2).*
- 400-A-5 : *Association des coopératives d'électricité, Bureaux de direction. 1960-1963 (Volume 3).*
- 400-A-5 : *Liste des municipalités comprises dans les territoires respectifs des coopératives d'électricité (par ordre alphabétique) (Volume 4).*

Dossier n° E80/166 :

- 400-C-3 : *Coopératives en général (1946-1959). Liste des coopératives incorporées (Volume 1).*
- 400-C-3 : *Coopératives en général (1960-1964) (Volume 2).*
- 400-R-1 : *Règlements des coopératives (Volume 1).*
- 400-R-1 : *Règlements des coopératives (1961-) (Volume 2).*

- 400-R-2 : *Rapports annuels et mensuels des coopératives (1953-1964).*
- 400-S-1 : *Statistiques des coopératives (1961-1963).*
- 400-T-1 : *Tarifs d'achat d'électricité par les coopératives.*
- 400-T-2 : *Tarifs de vente d'électricité par les coopératives.*
- 400-Z-1 : *Zonage des coopératives : zones d'électrification ; cartes ; districts.*
- 500-C-1 : *Compagnie électrique du Saguenay (1946-1960) (Volume 1).*
- 500-C-1 : *Compagnie électrique du Saguenay (1961) (Volume 2).*

Dossier n° E80/167 :

- 500-H-1 : *Hydro-Ontario.*
- 500-P-1 : *Programme des compagnies - En général (1946-1959).*
- 500-R-1 : *Régie de l'électricité (1945-1949) (Volume 1).*
- 500-R-1 : *Régie de l'électricité (1950-1960) (Volume 2).*
- 500-R-1 : *Régie de l'électricité (Correspondance au sujet de la Régie) (Plans)*

Dossier n° E80/168 :

- 500-S-1 : *Shawinigan Water and Power (1945-1958) (Volume 1).*
- 500-S-1 : *Shawinigan Water and Power (1959-1963) (Volume 2).*
- 500-S-2 : *Southern Canada Power Co. (1946-1953) (Volume 1).*
- 500-S-2 : *Southern Canada Power Co. (1954-1962) (Volume 2).*
- 600-C-1 : *Causeries - Conférences. Textes radiophoniques, etc. sur l'O.E.R. Correspondance à cet égard (1945-1953).*

Dossier n° E80/169 :

- 600-R-1 : *Rapports annuels de l'Office (1945-1952) (Volume 1).*
- 600-R-1 : *Rapports annuels de l'Office (1953-1959) (Volume 2).*
- 600-R-1 : *Rapports annuels de l'Office (1960-1967) (Volume 3).*
- 600-R-1 : *Rapports annuels de l'Office. Copies manuscrites et imprimées du rapport annuel (1945-1966).*
- 600-S-1 : *Statistiques générales. Coopératives, etc.*
- 600-S-2 : *Statistiques de l'Office (1945 - décembre 1950) (Volume 1).*
- 600-S-2 : *Statistiques de l'Office (1951-1959) (Volume 2).*
- 600-S-2 : *Statistiques de l'Office (1962) (Volume 3).*

5. Dossiers du Service de vérification de l'OER

Dossier n° E80/177 :

- 1- Carte : les coopératives d'électricité.
- 2- Tableaux récapitulatifs : liquidation des coopératives. Prêts aux coopératives par l'O.E.R. Échéanciers de remboursement par Hydro-Québec.
- 3- R.E.A. (Rural Electrification Administration).
- 5- Rapports divers de coopératives (1950-1957).
- 6- Lettres aux coopératives (1945-1959).
- 7- Règlements de l'O.E.R. et des coopératives d'électricité.

Dossier n° E80/180 :

- Tarifs d'électricité : Dossier général (1949-1957).

6. Série de dossiers de correspondance de l'ingénieur en chef de l'Office -dossiers généraux

Dossier n° E80/186 :

- 1- District des Cantons de l'Est (1952-1959). Coopératives de Saint-Cyrille, Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville, Stanstead, l'Enfant-Jésus, Saint-Joachim, Saint-Étienne-de-Bolton, Austin, Brigham et Saint-Valérien.
- 2- District d'Abitibi (1954-1959). Coopératives d'Abitibi-Est, d'Abitibi-Ouest, Témiscamingue et Rouyn-Noranda.
- 4- Autres dossiers. Voyage à Washington de monsieur Roland Brosseau en 1947. Étude de l'électrification rurale aux États-Unis (Rural Electrification Administration).
- 5- Dossier de presse. Controverse au sujet de la création de la coopérative de la Ville de Mont-Laurier (1953-1956).

7. Versement E80/1990

Dossier n° E80/1990-08-001/12 Dossiers liés à la vente et à la liquidation des coopératives d'électricité, (Articles 1 à 11).

Dossier n° E80/1990-08-001/12 Dossiers liés à la vente et à la liquidation des coopératives, (6. dans répertoire).

Dossier n° E80/1990-08-001/32 Rapports annuels de l'Office de l'électrification rurale, 1945-1965.

Dossier n° E80/1990-08-001/33 Livres des minutes de l'Office de l'électrification rurale.

- A : 15-09-1945 à 25-04-1949, 500 p.
- B : 09-05-1949 à 225-03-1952, 500 p.

- C : 15-04-1952 à 03-03-1955, 500 p.

Dossier n° E80/1990-08-001/34 *Livres des minutes de l'Office de l'électrification rurale*

- D : 09-03-1955 à 21-11-1958, 500 p.
- E : 03-12-1958 à 20-11-1961, 500 p.
- F : 21-11-1961 à 09-11-1966, 500 p.

**B. FONDS FORCES HYDRAULIQUES ET RÉGIME DES EAUX DU FONDS
MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES, 1911-1967 (FONDS E20,S93,SS7)
(VERSEMENT 1996-06-001/1 À 42)**

1. E20,S93,SS7, Versement 1996-06-001/01

Dossier n° 29034/1940 *Statistiques de productions et ventes d'électricité de la province de Québec*. 1939-1963.

2. E20,S93,SS7, Versement 1996-06-001/09

Honoraires perçus par la Régie Provinciale de l'électricité :

Dossier n° 26356/1937 *Rapport de la Régie sur les sommes versées par les compagnies*. (vol. 1), 1936-1940.

Dossier n° 26356/1937 *Reçus officiels sur les sommes versées par les compagnies à la Régie*. (vol. 2, 3, 4 et 5), 1945-1976.

3. E20,S93,SS7, Versement 1996-06-001/19

Électrification rurale

Dossier n° 302/1950 *Correspondance pour l'électrification rurale dans la région est de l'Abitibi*, 1950-1967. Voir aussi le dossier 36623/1965.

Règlements de l'Hydro-Québec

Dossier n° 12193/1944 *Rapports, correspondance, contrats au sujet de l'Hydro-Québec*, 1944-1960.

Municipalités de la Côte-Nord

Dossier n° 2561/1944 *Correspondance générale sur les municipalités de la Côte Nord*, 1944-1964.

4. E20,S93,SS7, Versement 1996-06-001/21

Dossier n° 27728/1939 *Correspondance relative de l'électrification de la corporation de la partie ouest du canton de Senneterre*, 1939-1947.

5. E20,S93,SS7, Versement 1996-06-001/24

Dossier n° 148/1948 *Documents sur la municipalisation en général au Québec*, 1946-1971.

3. Archives du Ministère des Richesses naturelles, conservées à ce ministère.

Dossiers généraux de l'OER, *Documents sur la préparation de plans d'électrification rurale avant 1945. Projet de partenariat entre Hydro-Québec et les compagnies privées*, OER – boîte n° 1 (sans numéro officiel).

Dossiers généraux de l'OER, *Documents sur l'intégration des coopératives à Hydro-Québec*, OER – boîte (sans numéro officiel).

B. Sources premières imprimées

1. Publications gouvernementales

A- COMPTES PUBLICS

(Québec) *Comptes publics de la province de Québec*, Documents de la session du Québec, 1935-1965.

B- LA LÉGISLATION

(Québec) Statuts de la Province de Québec (SDQ), 9 Ed. VII, Chapitre 16 (1909), *Loi établissant la Commission des services d'utilités publiques de Québec*.

(Québec) SDQ, I Geo. V, Chapitre 5 (1910), *Loi autorisant l'organisation d'une commission chargée de proposer des règles pour fixer le régime des eaux courantes*.

(Québec) SDQ, 10 Geo. V, Chapitre 21 (1920), *Loi amendant les Statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services d'utilités publiques de Québec*.

(Québec) Statuts Refondus de la province de Québec (SRDQ), Chapitre 17 (1925), *Loi concernant la Commission des services publics de Québec*.

(Québec) SRDQ, Chapitre 46 (1925), *Loi sur la Commission des Eaux courantes de Québec*.

(Québec) SRDQ, Chapitre 118 (1925), *Loi concernant l'octroi de certains privilèges, droits et franchises par les municipalités*.

(Québec) SDQ, 24 Geo. V, Chapitre 10 (1934), *Loi relative aux taux de l'électricité*.

Québec (province) SDQ, 25-26 Geo. V, chapitre 23 (1935), *Loi relative à l'exploitation des chutes et des rapides situés sur les cours d'eau du domaine public et à leur concession à l'avenir*.

(Québec) SDQ, 25-26 Geo. V, Chapitre 24 (1935), *Loi créant la Commission de l'électricité de Québec*.

- (Québec) SDQ, 25-26 Geo. V, Chapitre 49 (1935), *Loi concernant la municipalisation de l'électricité.*
- (Québec) SDQ, I Ed. VIII, Chapitre 12 (1936-2), *Loi abolissant la Commission des services publics de Québec.*
- (Québec) SDQ, I Geo. VI, Chapitre 24 (1937), *Loi établissant et assurant la concurrence de l'État relativement aux ressources hydro-électriques.*
- (Québec) SDQ, I Geo. VI, Chapitre 25 (1937), *Loi instituant la Régie provinciale de l'électricité.*
- (Québec) SDQ, I Geo. VI, Chapitre 26 (1937), *Loi autorisant toutes les corporations municipales à municipaliser l'électricité.*
- (Québec) SDQ, 3 Geo. VI, Chapitre 23 (1939), *Loi modifiant les lois relatives à la Régie provinciale de l'électricité et au Syndicat National de l'électricité.*
- (Québec) SDQ, 4 Geo. VI, Chapitre 11 (1940), *Loi instituant la Régie des services publics.*
- (Québec) SDQ, 4 Geo. VI, Chapitre 12 (1940), *Loi du contrôle de la force motrice en temps de guerre.*
- (Québec) SDQ, 4 Geo. VI, Chapitre 22 (1940), *Loi relative à l'exploitation des pouvoirs d'eau du domaine public.*
- (Québec) SDQ, 4 Geo. VI, Chapitre 23 (1940), *Loi relative à l'aménagement de certaines chutes d'eau.*
- (Québec) SRDQ, Chapitre 16 (1941), *Loi de la Régie des services publics.*
- (Québec) SRDQ, Chapitre 99 (1941), *Loi de l'électricité.*
- (Québec) SRDQ, Chapitre 120 (1941), *Loi concernant les sociétés coopératives agricoles.*
- (Québec) SRDQ, Chapitre 213 (1941), *Loi concernant la municipalisation de l'électricité.*
- (Québec) SDQ, 8 Geo. VI, Chapitre 22 (1944), *Loi établissant la Commission hydroélectrique de Québec.*
- (Québec) SDQ, 9 Geo. VI, Chapitre 21 (1945), *Loi rétablissant la Régie provinciale des transports et communications et la Régie provinciale de l'électricité.*
- (Québec) SDQ, 9 Geo. VI, Chapitre 30 (1945), *Loi modifiant la Loi de la Commission hydroélectrique de Québec.*
- (Québec) SDQ, 9 Geo. VI, Chapitre 32 (1945), *Loi constituant le département des ressources hydrauliques.*
- (Québec) SDQ, 9 Geo. VI, Chapitre 48 (1945), *Loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise des coopératives d'électricité.*
- (Québec) SDQ, 12 Geo. VI, Chapitre 6 (1948), *Loi pour améliorer les conditions de l'habitation.*

- (Québec) SDQ, 13 Geo. VI, Chapitre 9 (1949), *Loi modifiant la Loi pour améliorer les conditions de l'habitation.*
- (Québec) SDQ, 13 Geo. VI, Chapitre 47 (1949), *Loi relative à la surveillance et au contrôle de certains services publics.*
- (Québec) SDQ, 1-2 Éliz. II, Chapitre 11 (1951-52), *Loi pour faciliter la construction d'habitations familiales.*
- (Québec) SDQ, 5-6 Éliz. II, Chapitre 54 (1956-57), *Loi concernant la vente et la distribution du gaz et la Régie provinciale de l'électricité.*
- (Québec) SDQ, 7-8 Éliz. II, Chapitre 11 (1958-59), *Loi modifiant la Loi de la Régie provinciale de l'électricité.*
- (Québec) SDQ, 7-8 Éliz. II, Chapitre 12 (1958-59), *Loi concernant la Régie de l'électricité et du gaz et la sécurité publique.*
- (Québec) SDQ, 8-9 Éliz. II, Chapitre 13 (1959-60), *Loi pour aider à l'organisation et à l'amélioration des fermes.*
- (Québec) SDQ, 9-10 Éliz. II, Chapitre 55 (1960-61), *Loi pour faciliter l'organisation et l'amélioration des fermes.*
- (Québec) SDQ, 12-13 Éliz. II, Chapitre 33 (1964), *Loi concernant l'électrification rurale.*
- (Québec) SRDQ, Chapitre 86 (1964), *Loi d'Hydro-Québec.*
- (Québec) SRDQ, Chapitre 87 (1964), *Loi de la Régie de l'électricité et du gaz.*
- (Québec) SRDQ, Chapitre 109 (1964), *Loi de l'amélioration des fermes.*
- (Québec) SRDQ, Chapitre 110 (1964), *Loi de l'habitation familiale.*
- (Québec) SRDQ, Chapitre 186 (1964), *Loi de la municipalisation de l'électricité.*
- (Québec) SRDQ, Chapitre 229 (1964), *Loi de la Régie des services publics.*

C- RAPPORTS ANNUELS DES COMMISSIONS

- Québec (province), Commission de l'électricité de Québec, *Premier rapport annuel de la Commission de l'électricité de Québec pour l'exercice terminé le 30 juin 1936*, Document de la session n° 20, 1940.
- Québec (province), Commission de l'électricité de Québec, *Second rapport annuel de la Commission de l'électricité de Québec pour l'exercice terminé le 30 juin 1937*, Document de la session n° 35, 1940.
- Québec (province), La Commission hydroélectrique de Québec [Hydro-Québec], *Rapports annuels*, 1944 à 1963.
- Québec (province), Commission des Services d'utilité publique de Québec, *Rapports annuels de la Commission des Services d'Utilité Publique de Québec, 1909-1919.*

- Québec (province), Commission des services publics de Québec, *Rapports annuels de la Commission des services publics de Québec, 1920-1936*.
- Québec (province), *Rapport de la Commission de l'électricité de la province de Québec au premier ministre de la province, 21 janvier 1935*, dactylographié.
- Québec (province), Régie provinciale de l'électricité de Québec, *Premier rapport annuel de la Régie provinciale de l'électricité. Pour l'exercice s'étendant du 1^{er} septembre 1937 au 1^{er} janvier 1939*, Document de la session n° 36, 1940.
- Québec (province), Régie provinciale de l'électricité de Québec, *Deuxième rapport annuel de la Régie provinciale de l'électricité. Pour l'exercice s'étendant du 1^{er} janvier 1939 au 31 octobre 1939*, Document de la session n° 13, 1940.
- Québec (province), Régie des services publics de Québec, *Premier rapport annuel de la Régie des services publics de Québec pour l'année finissant le 31 mars 1941*.
- Québec (province), Régie des services publics de Québec, *Deuxième rapport annuel de la Régie des services publics de Québec pour l'année finissant le 31 mars 1942*.
- Québec (province), Régie des services publics de Québec, *Troisième rapport annuel de la Régie des services publics de Québec pour l'année finissant le 31 mars 1943*. Document de la session n° 15, 1942-43.
- Québec (province), Régie des services publics de Québec, *Quatrième rapport annuel de la Régie des services publics pour la période commençant le 1^{er} avril 1943 et se terminant le 31 mars 1944*. Document de la session n° 17, 1943-44.
- Québec (province), Régie provinciale de l'électricité, *Projet de rapport à l'honorable ministre des Ressources hydrauliques, 1^{er} janvier au 31 décembre 1947*, Préparé par J. A. Morin, secrétaire, ANQ-Montréal, Fonds E175 (RÉQ).
- Québec (province), Régie provinciale de l'électricité, *Notes et statistiques relatives au rapport des activités de la Régie provinciale de l'électricité, 1^{er} janvier au 31 décembre 1948*, Préparé par J. A. Morin, secrétaire, ANQ-Montréal, Fonds E175 (RÉQ).
- Québec (province), Régie provinciale de l'électricité, *Notes et statistiques relatives au rapport des activités de la Régie provinciale de l'électricité, 1^{er} janvier au 31 décembre 1949*, Préparé par J. A. Morin, secrétaire, ANQ-Montréal, Fonds E175 (RÉQ).
- Québec (province), Régie provinciale de l'électricité, *Notes et statistiques relatives au rapport des activités de la Régie provinciale de l'électricité, 1^{er} janvier au 31 décembre 1950*, Préparé par J. A. Morin, secrétaire, ANQ-Montréal, Fonds E175 (RÉQ).
- Québec (province), Régie provinciale de l'électricité, *Notes et statistiques relatives au rapport des activités de la Régie provinciale de l'électricité, 1^{er} janvier au 31 décembre 1951*, Préparé par J. A. Morin, secrétaire, ANQ-Montréal, Fonds E175 (RÉQ).
- Québec (province), Régie provinciale de l'électricité, *Notes et statistiques relatives au rapport des activités de la Régie provinciale de l'électricité, 1^{er} janvier au 31*

décembre 1952, Préparé par J. A. Morin, secrétaire. Incluant le rapport du Service technique, ANQ-Montréal, Fonds E175 (REQ).

Québec (province), Régie provinciale de l'électricité, *Notes et statistiques relatives au rapport des activités de la Régie provinciale de l'électricité, 1^{er} janvier au 31 décembre 1953*, Préparé par J. A. Morin, secrétaire. Incluant le rapport du Service technique, ANQ-Montréal, Fonds E175 (REQ).

Québec (province), Régie provinciale de l'électricité, *Notes et statistiques relatives au rapport des activités de la Régie provinciale de l'électricité, 1^{er} janvier au 31 décembre 1954*, Préparé par J. A. Morin, secrétaire. ANQ-Montréal, Fonds E175 (REQ).

Québec (province), Régie provinciale de l'électricité, *Notes et statistiques relatives au rapport des activités de la Régie provinciale de l'électricité, 1^{er} janvier au 31 octobre 1955*, Préparé par J. A. Morin, secrétaire, ANQ-Montréal, Fonds E175 (REQ).

Québec (province), Régie provinciale de l'électricité, *Notes et statistiques relatives au rapport des activités de la Régie provinciale de l'électricité, 1^{er} janvier au 31 décembre 1956*, Préparé par J. A. Morin, secrétaire, ANQ-Montréal, Fonds E175 (REQ).

Québec (province), Régie provinciale de l'électricité, *Notes et résumé des activités de la Régie provinciale de l'électricité, 1^{er} janvier au 31 décembre 1958*, ANQ-Montréal, Fonds E175 (REQ).

D- PUBLICATIONS DIVERSES

Canada, ministère du Revenu de l'intérieur, *Rapports, états et statistiques des revenus de l'intérieur du Canada. Inspection des poids et mesures, du gaz et de l'éclairage électrique*, Ottawa, Département de l'intérieur, de 1900 à 1930.

Canada, Département de l'intérieur, *Central Electric Station in Canada, appendice Directory*, Ottawa, Département de l'intérieur, 1918, 1919, 1922 et 1928.

Canada, *Recensement du Canada : 1901*, Ottawa, Bureau de la Statistique, 1902-1906. 4 vol.

Canada, *Recensement du Canada : 1911*, Ottawa, Printed by J. de L. Tache, Printer to the King's Most Excellent Majesty, 1912-1915. 5 vol.

Canada, *Recensement du Canada : 1921*, Ottawa, Bureau fédéral de la Statistique, 1921. 5 vol.

Canada, *Recensement du Canada : 1931*, Ottawa, Statistique Canada. 14 vol.

Canada, *Recensement du Canada : 1941*, Ottawa, Statistique Canada. 11 vol.

Canada, *Recensement du Canada : 1951*, Ottawa, Statistique Canada. 11 vol.

Canada, *Recensement du Canada : 1961*, Ottawa, Statistique Canada. 13 vol.

Québec (province), Bureau de la statistique du Québec, *Annuaire statistique du Québec*, Québec, Bureau de la statistique, 1921, 1923, 1925, 1927, 1929, 1931, 1933, 1935, 1937, 1939, 1940, 1941, 1942-43, 1944, 1945-46, 1947, 1948, 1949, 1950, 1951.

SAINT-PIERRE, Jocelyn, *Hydro-Québec, Débats parlementaires, Loi 17 - 1944*, Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 1994, 156 p.

2. Autres sources premières

ANGERS, François-Albert. « Nos coopératives d'électricité doivent-elles s'enliser et disparaître ? ». *L'Action Nationale*, vol. 51, n° 8 (avril 1962), p. 651-659.

ANGERS, François-Albert. « Où en sont nos coopératives d'électricité ? ». *L'Action Nationale*, vol. 52, n° 2 (octobre 1962), p. 112-119.

ANGERS, François-Albert. « Le problème de l'électricité III : L'expérience coopérative américaine ». *L'Action Nationale*, vol. 52, n° 3 (novembre 1962), p. 217-224.

ANGERS, François-Albert. « Le problème de l'électricité IV : La politique des coopératives américaines ». *L'Action Nationale*, vol. 52, n° 4 (décembre 1962), p. 329-336.

BABSON Co. [compagnie de Toronto]. « La machine à traire Surge : 15 vaches traites en 31 minutes exactement » (publicité). *Agriculture*, vol. 3, n° 4 (1^{er} décembre 1946), page couverture.

BERTHIAUME, Édouard. *L'Hydro-électricité au Québec. Nous n'avons pas le droit de créer un monstre*. [s.l., s.n.], 1962, 21 p.

BOUCHARD, T. D. *L'électricité dans la Province de Québec (soumission au Congrès de l'Union des municipalités tenu à Sherbrooke en novembre 1929)*. Saint-Hyacinthe, [s.n.], 1929, [s.p.].

BOUCHARD, T. D. *Les réformes qui s'imposent dans la régie de nos ressources hydro-électriques*. Saint-Hyacinthe, L'imprimerie Yamaska, 1935, 96 p.

BUCKNAM, Roland F. *An Economic Study of Farm Electrification in New-York, with a Discussion of Rural Electrification in the Provinces of Quebec and Ontario, Canada*. Ithaca (NY), Cornell University Agricultural Experiment Station, 1929, 65 p.

CARBONNEAU, Léo-Paul. *Bibliographie analytique de l'œuvre de M. Albert Rioux. Précédée d'une biographie*. Québec, Université Laval, 1958, 99 f.

CHILDS, Marquis. *The Farmer Takes a Hand : The Electric Power Revolution in Rural America*. New York, Doubleday, 1952. Réédité en 1974. 256 p.

CLARK, Carroll, D. « Evaluating Certain Equipment of the Modern Rural Home ». *Journal of Home Economics*, vol. 22, n° 2 (1930), p. 1005-1015.

DAVIDSON, Eloise (NELA). « What the Homemaker Needs to Know About Electricity ». *Journal of Home Economics*, vol. 22, n° 2 (february 1930), p. 94-96.

- DUPUIS, René. « L'électrification rurale ». Conférence donnée au Congrès des Agronomes, publiée dans *Notre Revue*, vol. 4, n° 8 (1940), p. 5.
- DUTIL, Lorenzo. *Le régime de l'électricité dans la province de Québec. Trust ou municipalisation ?* Montréal, Les Éditions Nouvelles, 1935, 220 p.
- FLEXIBLE SHAFT Co, Toronto, « Shaermaster, Tondez vos moutons » (image de tondeuse électrique). *La Terre de chez nous*, vol. 4, n° 33 (18 mai 1932), p. 520.
- GAGNÉ, Charles. « L'électricité sur les fermes ontariennes ». *L'Action catholique*, 30 juin 1928, p. 17.
- GAGNÉ, Charles. *Notions élémentaires d'économie rurale, Cours à domicile de l'UCC, 1937-1939. Publiés en 24 leçons dans La Terre de Chez Nous*. Québec, L'Action Catholique, 1938, 141 p.
- HAMEL, Philippe. *Le trust de l'électricité, agent de corruption et de domination, centre de la dictature économique*. Mémoire présenté à la Commission de l'électricité de la Province de Québec, [s.l., s.n.], 1934, 206 p.
- LAVIGNE, J.-W. (chef de la promotion des ventes, Bureau commercial et de distribution, SWP). « Les cours de la Shawinigan ». *Jeunesse agricole*, vol. 2, n° 7 (1^{er} mars 1949), p. 16-18.
- L'UNION Nationale. *Duplessis donne à sa province l'électrification rurale*. Québec, [s.n.], [1948], 15 p.
- L'UNION CATHOLIQUE DES CULTIVATEURS. *Compte rendu du congrès Annuel de l'UCC, Québec, les 11, 12 et 13 novembre 1930*.
- L'Union CATHOLIQUE DES CULTIVATEURS (Fédération de l'UCC du Témiscamingue). *Compte rendu du congrès Annuel de l'UCC*. Notre-Dame-du-Nord, 12 août 1953.
- L'UNION CATHOLIQUE DES CULTIVATEURS (Fédération de l'UCC du Témiscamingue). *Compte rendu du congrès Annuel de l'UCC*. Laverlochère, 13 septembre 1954.
- L'UNION CATHOLIQUE DES CULTIVATEURS (Fédération de l'UCC du Témiscamingue). *Compte rendu du congrès Annuel de l'UCC*. Nédélec, 13 septembre 1956.
- MAGNAN, Hormidas. *Dictionnaire historique et géographique des paroisses, missions et municipalités de la province de Québec*. Arthabaska, L'Imprimerie d'Arthabaska, 1925, 735 p.
- MASSICOTTE, Georges, (agronome de SWP). « Le nettoyeur d'étable, une commodité ». *Jeunesse agricole*, vol. 10, n° 1 (1^{er} sept 1956), p. 11-12.
- MASSUE, Huet. « Chauffage des habitations : comparaison du coût du chauffage au charbon, à l'huile, au gaz ou à l'électricité ». [s.n.], Montréal, 1943, 24 p. Sur la couverture : Extrait de la Revue trimestrielle canadienne, juin 1943.
- MASSUE, Huet. *Mémoire sur l'électrification rurale*. Montréal, [s.n.], 1943, 29 p.
- MINVILLE, Esdras. « L'Hydro-Electric Commission de l'Ontario ». *L'Actualité économique* (décembre 1931) : [s.p.]. Articles rassemblés dans

- “ L’hydroélectricité ”, chapitre II du Titre V de E. MINVILLE, *La vie économique*, vol. 4, Montréal, Fides / Les Presses des HEC, 1981, p. 173-191.
- MINVILLE, Esdras. « La question de l’électricité », *L’Actualité économique*, (février 1935), [s.p.]. Articles rassemblés dans “ l’hydroélectricité ”, chapitre II du Titre V de E. MINVILLE, *La vie économique* vol. 4, Montréal, Fides / Les Presses HEC, 1981, p. 173-191.
- NORMANDIN, A. B. « La législation et l’administration des eaux ». *Revue trimestrielle canadienne*, vol. 15, n° 58 (juin 1929), p. 187-198.
- ORGANISATION DES NATIONS UNIES, Commission Économique pour l’Europe, *Électrification rurale*. [s.l.] : Nations Unies, 1956-1974. 15 vol. Volume 2 : « Méthodes de financement des installations rurales », par M. G. VAN DER CRUYCE, Belgique, p. 32-74. Volume 4 : « Comparaison des différentes méthodes de tarification de l’énergie électrique vendue aux agriculteurs », Par M. F. SUCHANEK et M. A. PAULIK, Autriche, p. 117-142 ; « Formation professionnelle et éducation en général », par C. A. CAMERON-BROWN, Royaume-Uni, p. 143-171.
- PERSON, H. S. « The Rural Electrification Administration in Perspective ». *Agricultural History*, vol. 24, n° 2 (avril 1950), p. 79-90.
- QUEBEC POWER Co. « La machine à traire Surge » (publicité). *Agriculture*, vol. 1, n° 4 (1^{er} décembre 1944), page couverture.
- RIOUX, Albert. « Électrification rurale ». *La Terre de chez nous*, vol. 5, n° 23, 15-03-1933.
- RIOUX, Albert. « Encore l’électrification rurale ». *La Terre de chez nous*, vol. 5, n° 24, 29-03-1933.
- RIOUX, Albert. « Une enquête sur l’électrification rurale ». *La Terre de chez nous*, vol. 6, n° 41, 16-07-1934.
- RIOUX, Albert. *L’électrification rurale du Québec*. Thèse de doctorat, Université Laval, Sherbrooke, Imprimerie le Messenger Saint-Michel, 1942, 138 p.
- RIOUX, Albert. « Pourquoi et comment étatiser ? ». *Relations*, n° 21 (septembre 1942), p. 259-261.
- RIOUX, Albert. « L’électrification des campagnes ». *Relations*, n° 21 (septembre 1942), p. 227-230.
- RIOUX, Albert. « Encore l’électrification rurale ». *Relations*, n° 24 (décembre 1942), p. 338-339.
- RIOUX, Albert. « La coopérative d’électricité, formule de l’avenir ». *L’Action catholique*, 25-02-1944.
- RIOUX, Albert. « L’électrification rurale et l’après-guerre ». *L’Action catholique*, 8-02-1944.
- RIOUX, Albert. « Coopératives d’électricité ». *L’Action catholique*, 12-02-1944.

- RIOUX, Albert. « L'électrification rurale et les compagnies privées ». *L'Action catholique*, 11-02-1944.
- RIOUX, Albert. « L'Hydro Ontarienne ». *L'Action catholique*, 14-02-1944.
- RIOUX, Albert. « L'électrification rurale américaine ». *L'Action catholique*, 16-02-1944.
- RIOUX, Albert. « L'électrification de la Côte Nord ». *L'Action catholique*, 21-02-1944.
- RIOUX, Albert. « Municipalisation ou coopération ? ». *L'Action catholique*, 23-02-1944.
- RIOUX, Albert. « La coopérative d'électricité, formule de l'avenir ». *L'Action catholique*, 25-02-1944.
- RIOUX, Albert. « La banque et l'électrification rurale ». *L'Action catholique*, 4-03-1944.
- RIOUX, Albert. « L'électrification rurale par les coopératives ». *Agriculture*, n° 3 (1946), p. 374-378.
- RIOUX, Albert. *Je me souviens, Mémoires d'Albert Rioux*. Québec, Éditions La Terre de Chez Nous, 1982, 122 p.
- RIOUX, Albert. « Le problème rural ». Québec (province), Commission Royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels, 1955.
- ROY, Louis-Philippe. « Améliorer une ferme ». Bulletin n° 106 du Ministère de l'Agriculture du Québec, Québec, Ministère de l'Agriculture, [1932], 79 p.
- SHAWINIGAN WATER & POWER. *Shawinigan Water & Power, 25 années de progrès*. Montréal, Desbarats Printing Co., 1927, 68 p.
- SHAWINIGAN WATER & POWER. « Un petit tuyau ne donne qu'un PETIT DÉBIT ! ». *Agriculture*, vol. 3, n° 4 (01 décembre 1946) : page couverture.
- SHAWINIGAN WATER & POWER. « Plus de loisirs, moins de travail ! ». *Jeunesse agricole*, vol. 8, n° 10 (01 juin 1955), p. 25.
- THIBAUT, Jules. « Une réalisation trop méconnue : Nos coopératives d'électricité ». *L'Action Nationale*, vol. 51, n° 7 (mars 1962), p. 560-73.
- VAILLANCOURT, W. « L'électricité au foyer » *Revue trimestrielle canadienne*, vol. 5, n° 3 (novembre 1919), p. 293-310.
- L'électricité sur la ferme*. [Vraisemblablement publié par l'Industrie Électrique du Canada ou encore par l'Office de l'électrification rurale], Québec, [s.n.], [1948].
- Mémoire soumis au cabinet provincial par les corps publics de l'Abitibi :
Re: l'électrification de la région, [s.l.] [s.n.].

– *Revue agricoles dépouillées*

La revue *Agriculture*, publiée depuis 1944 par l'Ordre des agronomes du Québec, a été dépouillée des débuts jusqu'en 1963 (exception faite de quelques numéros, en 1944, 1945, 1948, 1949 et 1950, pour cause de non-disponibilité).

La revue *L'Action nationale*, publiée depuis 1917, a été dépouillée des débuts jusqu'en 1963.

La Terre de chez nous, publiée par l'Union catholique des cultivateurs à partir de 1927 (publiée avant 1929 dans les pages du *Devoir*). Dépouillée intégralement jusqu'en 1946.

La revue *Jeunesse agricole*, organe officiel des écoles d'agriculture et des cercles des jeunes agriculteurs de la province, a été dépouillée pour toute sa période de parution (1947-1960).

La revue *Relations* a été dépouillée entre 1919 et 1944.

C. Sources secondes

1. Ouvrages généraux, bibliographies, dictionnaires, etc.

BAKIS, Henry. *Les réseaux et leurs enjeux sociaux*. Paris, Presses universitaires de France, Que sais-je ? n° 2801, 1993, 106 p.

BRÉMOND, Janine et Alain GELEDAN. *Dictionnaire économique et social. 100 articles thématiques, 1200 définitions*. Paris, Hatier, 1990, 419 p.

BUCHANAN, Robert Angus. « The History of Technology ». *The New Encyclopædia Britannica*, Chicago, Encyclopædia Britannica, 1995, vol. 28, p. 440-472.

COMMISSION DE TOPONYMIE DU QUÉBEC, *Dictionnaire illustré des noms et lieux du Québec*. Québec, Les publications du Québec, 1994, 925 p.

COURNOYER, Jean. *Le petit Jean. Dictionnaire des noms propres du Québec*. Montréal, Stanké, 1993, 952 p.

COURVILLE, Serge. *Introduction à la géographie historique*. Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1995, 225 p.

DESHAIES, Laurent. « La notion de région en géographie ». dans Fernand Harvey (dir.), *La région culturelle. Problématique interdisciplinaire*. CEFAN, IQRC, 1994, p. 33-55.

GIEDION, Siegfried. *La mécanisation au pouvoir : contribution à l'histoire anonyme*. Paris, Denoel / Gonthier, 1980, 3 volumes.

GRAY, Allic William. « Electricity in Agriculture », partie de « Agriculture, History of ». dans *Encyclopædia Britannica*, vol. 13, 1995, p. 190-191.

HURT, Douglas et Mary Ellen HURT. *The History of Agricultural Science and Technology. An International Annotated Bibliography*. New York & London, Garland, 1994, 485 p.

NORRIE, Kenneth et Douglas OWRAM. *A History of the Canadian Economy*. Toronto, HBJ, 1991, 634 p.

NYE, David E. *Consuming Power, A Social History of American Energies*. Cambridge (Mass.), MIT Press, 1998, 331 p.

RONCAYOLO, Marcel. « France des réseaux, France des inégalités (1850-1950) », dans Jacques Revels (dir.), *Histoire de France*, Volume 1: *L'espace français*. Paris, Seuil, 1989, p. 561-604.

2. Histoire du Québec

AUGER, Geneviève et Raymonde LAMOTHE. *De la poêle à frire à la ligne de feu. La vie quotidienne des Québécoises pendant la guerre 39'-45'*. Montréal, Boréal Express, 1981, 232 p.

BAILLARGEON, Denyse. *Ménagères au temps de la crise*. Montréal, Les éditions du remue-ménage, 1991, 3 611 p.

BEAUCHAMP, Claude. « La coopération au Québec : évolution du projet et de la pratique au XX^e siècle ». *Coopératives et développement*, Actes du colloque « Le développement des coopératives au Québec d'ici l'an 2000 », août 1980, Université Laval. Publiée par le CIRIEC. Vol. 13, n^{os} 1 et 2, 1981, p. 23-35.

BÉLANGER, Jules, Marc DESJARDINS, Jean-Yves FRENETTE, avec la collaboration de Pierre DANSEREAU. *Histoire de la Gaspésie*, Montréal, Boréal Express, IQRC, 1981, 797 p.

BOUDREAU, Claude, Serge COURVILLE et Normand SÉGUIN. *Atlas historique du Québec : Le territoire*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1997, ill., cartes, 114 p.

BOURQUE, Gilles, Jules DUCHASTEL et Jacques BEAUCHEMIN. *La société libérale duplessiste : 1944-1960*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1994, 435 p.

LE COLLECTIF CLIO. *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*. Montréal, Les Quinze éditeurs, 1982, 521 p.

COURVILLE, Serge, Normand SÉGUIN et Jean-Claude ROBERT. *Atlas historique du Québec : le pays laurentien au XIX^e siècle : les morphologies de base*. Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1995, ill., cartes, 171 p.

COURVILLE, Serge. *Le Québec, genèses et mutations du territoire*. Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 2000, 508 p.

FILION, Mario, Jean-Charles FORTIN, Roland VIAU, Pierre LAMBERT. *Histoire du Haut-Saint-Laurent*, Sainte-Foy, IQRC, 2000, 439 p.

GAFFIELD, Chad (dir.). *Histoire de l'Outaouais*, Québec IQRC, 1994, 876 p.

GOW, James Iain. *Histoire de l'administration publique québécoise 1867-1970*. Montréal et Toronto, Les Presses de l'Université de Montréal et l'Institut d'administration publique du Canada, 1986, 433 p.

GUMUCHIAN, Hervé. « Territorialité, partenariat et autre développement : les espaces à faible densité en situation périphérique ». *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 35, n^o 95 (septembre 1991) : 333-347.

- HARDY, René et Normand SÉGUIN. *Forêt et société en Mauricie. La formation de la région de Trois-Rivières, 1830-1930*. Montréal, Boréal Express et Musée National de l'homme, 1984, 222 p.
- KESTEMAN, Jean-Pierre, Peter SOUTHAM et Diane SAINT-PIERRE (dirs.), *Histoire des Cantons de l'Est*, Sainte-Foy, IQRC, 1998, 829 p.
- LEMIEUX, Denise et Lucie MERCIER. *Les femmes au tournant du siècle, 1880-1940*. Québec, IQRC, 1989, 398 p.
- LINTEAU, Paul-André, René DUROCHER et Jean-Claude ROBERT. *Histoire du Québec contemporain*, t. 1 : *De la Confédération à la crise*. Montréal, Boréal, 1989, 758 p.
- LINTEAU, Paul-André, René DUROCHER, Jean-Claude ROBERT et François RICARD. *Histoire du Québec contemporain*, t. 2 : *Le Québec depuis 1930*. Montréal, Boréal, 1986, 739 p.
- MARCHAND, Suzanne. « L'impact des innovations technologiques sur la vie quotidienne des Québécoises du début du XX^e siècle (1910-1940) ». *Bulletin d'histoire de la culture matérielle*, vol. 28 (automne 1988), p. 1-14.
- MARSHALL, Dominique. *Aux origines sociales de l'État-providence. Familles québécoises, obligation scolaire et allocations familiales, 1940-1955*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1998, 317 p.
- PERRON, Normand, Serge GAUTHIER. *Histoire de Charlevoix*, Sainte-Foy, IQRC, 2000, 387 p.
- VANDELAC, Louise, Diane BÉLISLE, Anne GAUTHIER et Yolande PINARD. *Du travail et de l'amour, les dessous de la production domestique*. Montréal, Éditions Saint-Martin, 1985, 418 p.
- VINCENT, Odette (dir.). *Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue*. Québec, IQRC, 1995, 763 p.

3. Études sur le monde rural et la coopération

- BEAUCHAMP, Claude. « L'histoire du syndicalisme agricole : un chantier encore ouvert ». *Recherches sociographiques*, vol. 26, n^{os} 1-2 (1985), p. 209-221.
- BEAUCHAMP, Claude. « Milieu rural et agriculture, entre le rose et le noir ». *Recherches sociographiques*, vol. 23, n^o 3 (sept.-déc. 1982), p. 217-226.
- BEAUCHAMP, Claude. « Les débuts de la coopération et du syndicalisme agricoles, 1900-1939 : quelques éléments de la pratique ». *Recherches sociographiques*, vol. 20, n^o 3 (sept.-déc. 1979), p. 337-381.
- BOUCHARD, Gérard. « L'agriculture saguenayenne entre 1840 et 1950 : l'évolution de la technologie ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 43, n^o 3 (hiver 1990), p. 353-380.
- BOUCHARD, Gérard. *Quelques arpents d'Amérique. Population, économie et famille au Saguenay, 1838-1971*. Montréal, Boréal, 1996, 635 p.

- CAUX, Rachel. *L'État, « les patrons », les propriétaires et les marchands : l'évolution des fabriques de transformation laitière au Québec, 1870-1914*. Mémoire de maîtrise (histoire), UQAM, septembre 1994, 166 f.
- COHEN, Marjorie Griffin. « The Decline of Women in Canadian Dairying ». *Histoire sociale / Social History*, vol. 17 (1984), p. 307-34.
- COHEN, Yolande. « Les Cercles de fermières [de 1915 à 1945] : une contribution à la survie du monde rural ». *Recherches sociographiques*, vol. 29, n^{os} 2-3 (avril-déc. 1988), p. 311-327.
- COURVILLE, Serge et Normand SÉGUIN. *Le monde rural québécois au 19^e siècle*. Ottawa, Société historique du Canada, 1989, 32 p.
- COURVILLE, Serge. *Entre ville et campagne. L'essor du village dans les seigneuries du Bas-Canada*. Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1990, 335 p.
- COURVILLE, Serge et Normand SÉGUIN. *Le coût du sol au Québec, deux études de géographie historique*. Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1996, 184 p.
- DANBOM, David B. *Born in the Country. A History of Rural America*. Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1995, 301 p.
- DESCHÊNES, Gaston. « Le premier siècle du mouvement coopératif ». *Coopératives et développement*, Actes du colloque « Le développement des coopératives au Québec d'ici l'an 2000 », août 1980, Université Laval. Publiée par le CIRIEC. Vol. 13, n^{os} 1-2, 1981, p. 15-22.
- DUBY, Georges et Armand WALLON. *L'histoire de la France rurale*. Vol. 3 : *Apogée et crise de la civilisation paysanne, 1789-1914*. Paris, Éditions du Seuil, 1975, 568 p.
- DUBY, Georges et Armand WALLON. *L'histoire de la France rurale*. Vol. 4 : *La fin de la France paysanne, de 1914 à nos jours*. Paris, Éditions du Seuil, 1975, 666 p.
- GUAY, Donald. « La salubrité de la campagne québécoise (1850-1945) ». *Agriculture*, vol. 40, n^o 2 (septembre 1983), p. 32-34 (suite et fin à la page 40).
- JEAN, Bruno. *Agriculture et développement dans l'Est du Québec*. Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1985, 431 p.
- KESTEMAN, Jean-Pierre et al. *Histoire du syndicalisme agricole au Québec : UCC-UPA, 1924-1984*. Montréal, Boréal Express, 1984, 327 p.
- LEDoux, Marc-André. « L'UCC comme groupe de pression sous l'administration Duplessis (1945-1959) ». Mémoire de maîtrise en sciences sociales (science politique), Université de Montréal, 1971, 312 f.
- LÉTOURNEAU, Firmin. *Histoire de l'agriculture (Canada français)*. S.l. s.n. 1968, 405 p.
- Yvan ROUSSEAU et Roger LEVASSEUR. *Du comptoir au réseau financier. L'expérience historique du Mouvement Desjardins dans le centre du Québec, 1909-1970*. Montréal, Boréal, 1995, 388 p.

- MC INNIS, R. M. « Perspectives on Ontario Agriculture, 1815-1930 ». *Canadian Papers in Rural History*. Vol. VIII, Gananoque, Langdale Press, 1992, p. 17-127.
- MORISSETTE, Michel. *L'agriculture familiale au Québec*. Paris, L'Harmattan, 1987, 206 p.
- NOISEUX, Danielle. *La modernisation agricole dans les comtés de Laprairie et Napierville : 1920-1970 : les choix des producteurs*. Mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 1982, 158 f.
- OTIS, Yves. « La différenciation des producteurs laitiers et le marché de Montréal (1900-1930) ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 45, n° 1 (été 1991), p. 39-71.
- OUELLET, Fernand. « Libéré ou exploité ! Le paysan québécois d'avant 1850 ». *Histoire sociale / Social History*, Vol. XIII, n° 26 (novembre 1980), p. 339-368.
- ROUSSEAU Yvan, « Essor et déclin d'une formule d'organisation économique : la coopération et la mutualité paroissiales », dans Serge Courville et Normand Séguin (dirs.) *Atlas historique du Québec*, Volume 7, *La paroisse*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2001, 296 p.
- SÉGUIN, Normand. « L'agriculture de la Mauricie et du Québec, 1850-1950 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 35, n° 4 (mars 1982), p. 537-562.
- SÉGUIN, Normand. *Agriculture et colonisation au Québec*. Montréal, Boréal Express, 1980, 222 p.
- TREMBLAY, Martine. « La division sexuelle du travail et la modernisation de l'agriculture à travers la presse agricole [du Québec], 1840-1900 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 47, n° 2 (automne 1993), p. 221-244.
- VOLK, L.C. « The Social Effects of Rural Electrification in Saskatchewan ». Mémoire de maîtrise, University of Regina, 1980, 220 p.
- VUILLERMOT, Catherine. « L'électrification du département de Doubs ». *Bulletin d'histoire de l'électricité*, n° 6 (décembre 1985), p. 151-162.
- WAMPACH, Jean-Pierre. *Agriculture et développement économique au Québec : productivité et revenu agricole dans une économie industrialisée*. Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1992, 211 p.

4. Histoire de l'électricité

- ARMSTRONG, Christopher et Henry V. NELLES. *Monopoly's Moment: The Organization and Regulation of Canadian Utilities, 1830-1930*. Toronto, University of Toronto Press, 1986, 393 p.
- BELLAVANCE, Claude. *Shawinigan Water and Power, 1898-1963. Formation et déclin d'un groupe industriel au Québec*. Montréal, Boréal, 1994, 448 p.
- BELLAVANCE, Claude. « Réseaux, territoires et électricité : la dynamique spatiale du processus d'électrification du Québec méridional », dans Serge COURVILLE et

- Normand SÉGUIN, *Espace et culture*. Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1995, p. 393-404.
- BELLAVANCE, Claude. « L'électrification du Québec méridional au cours des premières décennies du XX^e siècle : éléments de typologie et de périodisation ». *Entretiens Jacques Cartier*, Montréal, Octobre 1995, 15 p.
- BELLAVANCE, Claude et Paul-André LINTEAU. « La diffusion de l'électricité à Montréal au début du XX^e siècle » dans Horacio CAPEL et Paul-André LINTEAU, (dir.), *Barcelona-Montréal, Développement urbain comparé*, Barcelone, Ediciones de la Universitat de Barcelona, 1998, p. 239-258.
- BELLAVANCE, Claude. « L'État, la "houille blanche" et le grand capital. L'aliénation des ressources hydrauliques du domaine public québécois au début du XX^e siècle ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51, n° 4 (printemps 1998), p. 487-520.
- BELLAVANCE, Claude, Roger LEVASSEUR et Yvan ROUSSEAU. « De la lutte antimonopoliste à la promotion de la grande entreprise ; l'essor de deux institutions économiques au Québec : Hydro-Québec et Desjardins, 1920-1965 ». *Recherches sociographiques*, vol. 40, n° 3 (1999), p. 551-578.
- BELTRAN, Alain, et Patrice A. CARRÉ. *La fée et la servante. La société française face à l'électricité, XIX-XX^e siècle*. Paris, Belin, 1991, 348 p.
- BOUTET, Daniel. *Le mouvement d'opposition au monopole de l'électricité à Québec dans l'entre-deux-guerres*, Mémoire de maîtrise (études québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières, avril 1999, 113 f.
- BOIN, Jeanne. « L'utilisation domestique de l'électricité. Soixante ans de conseils à l'utilisateur », dans Fabienne CARDOT (dir.), *L'électricité et ses consommateurs. Actes du quatrième colloque de l'Association pour l'histoire de l'électricité en France*. Paris, 19-21 mai 1987, Paris, AHEF / PUF, 1987, p. 269-285.
- CARDOT, Fabienne, et François CARON (dir.). *La France des électriciens, 1880-1980. Actes du deuxième colloque de l'Association pour l'histoire de l'électricité en France*. Paris, 16-18 avril 1985. Association pour l'histoire de l'électricité en France, Paris, Presses universitaires de France, 1985, 464 p.
- CARDOT, Fabienne, et François CARON (dir.). *Un siècle d'électricité dans le monde, 1880-1980. Actes du troisième colloque de l'Association pour l'histoire de l'électricité en France*. Paris, 15-17 avril 1986. Association pour l'histoire de l'électricité en France, Paris, Presses universitaires de France, 1987, 444 p.
- CARDOT, Fabienne (dir.). *L'électricité et ses consommateurs : actes du quatrième colloque de l'Association pour l'histoire de l'électricité en France*. Paris, 19-21 mai 1987, Association pour l'histoire de l'électricité en France, Paris, Presses universitaires de France, 1987, 312 p.
- CARDOT, Fabienne, et François CARON (dir.). *Électricité et électrification dans le monde, 1880-1980, actes du sixième colloque de l'Association pour l'histoire de l'électricité en France*. Paris, 3-6 juillet 1990. Association pour l'histoire de l'électricité en France, Paris, Presses universitaires de France, 1992, 561 p.

- DALES, J. H. *Hydroelectricity and Industrial Development in Quebec, 1898-1940*. Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1957, 269 p.
- DESJEUX, Domonique et al. *Anthropologie de l'électricité : les objets électriques dans la vie quotidienne en France*. Paris, L'Harmattan, 1996, 220 p.
- DIRKS, Patricia. « Dr. Philippe Hamel and the Public Power Movement in the Quebec City, 1929-1934 : The Failure of a Crusade ». *Urban History Review*, vol. X, n° 1 (juin 1981), p. 17-29.
- FIELD, Gregory B. « Electricity for All : The Electric Home and Farm Authority and the Politics of Mass Consumption, 1932-1935 ». *Business History Review*, vol. 64, n° 1 (Spring 1990), p. 32-60.
- FLEURY, Jean-Louis, *Les porteurs de lumières. L'histoire de la distribution de l'électricité au Québec*, Sainte-Foy, les Éditions Multimondes, 2004, 491 p.
- FREDERIKSEN, Peter C. « Further Evidence on the Relationship Between Population Density and Infrastructure : The Philippines and Electrification ». *Economic Development and Cultural Change*, vol. 29, n° 4 (1981), p. 749-758.
- HANNAH, Leslie. *Electricity Before Nationalization : a Study of the Development of the Electricity Supply Industry in Britain Before 1948*. London, Macmillan Press Ltd., 1979, 467 p.
- HOGUE, Clarence, André BOLDUC et Daniel LAROUCHE. *Québec, un siècle d'électricité*. Montréal, Libre expression, 1979, 381 p.
- HUGHES, T. P. *Networks of Power : Electrification in Western Society, 1880-1930*. Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1983, 474 p.
- HUGHES, Thomas. « L'électrification de l'Amérique. Les bâtisseurs de système ». *Culture technique*, n° 10 (juin 1983), p. 21-41.
- HYDRO-QUÉBEC (par son service d'information). « Hydro-Québec ». *L'Action nationale*, vol. 75, n° 5 (janvier 1986), p. 474-480.
- JOBIN, Carol. *Les enjeux économiques de la nationalisation de l'électricité (1962-1963)*. Montréal, les Éditions coopératives A. Saint-Martin, 1978, 206 p.
- KESTEMAN, Jean-Pierre. *La ville électrique : un siècle d'électricité à Sherbrooke, 1880-1988*. Sherbrooke, Les Éditions Olivier, 1988, 234 p.
- LANTHIER, Pierre. « L'industrie électrique entre l'entreprise privée et le secteur public, le cas de deux provinces canadiennes : 1890-1930 », dans Fabienne CARDOT, (dir.), *Un siècle d'électricité dans le monde*. Paris, Presses universitaires de France, 1987, p. 23-36.
- LAPOINTE, Richard. *La politique au service d'une conviction. Philippe Hamel : deux décennies d'action politique*. Mémoire de maîtrise, Université Laval, août 1987, 154 p.
- LAURENDEAU, Hélène. *Le processus politico-idéologique de la nationalisation de l'électricité de 1963, au Québec*. Montréal, Université de Montreal, Département de sociologie, 1981, 180 p.

- METTON, Alain. « L'électricité dans les ménages du Québec », *Cahiers de géographie de Québec*, vol. 13, n° 30, (décembre 1969), p. 281-294.
- NYE, David E. *Electrifying America, Social Meanings of a New Technology*. Cambridge (Mass.), MIT Press, 1991, 479 p.
- NYE, David E. « La commercialisation de l'énergie électrique aux États-Unis, 1880-1930 ». *Bulletin d'histoire de l'électricité*, n° 22 (décembre 1993), p. 131-142.
- OLSSON, Olof Sven. « Le ménage électrique et la "libération" des femmes suédoises », *Bulletin d'histoire de l'électricité*, n° 19-20 (juin-décembre 1992), p. 249-255.
- PLATT, Harold L. « La ville électrique. Les réseaux régionaux d'énergie et la croissance de Chicago, 1893-1933 ». *Les Annales de la recherche urbaine*, n°s 23-24 (juillet-décembre 1984), p. 202-217.
- SAURIOL, Paul. *La nationalisation de l'électricité*. Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1962, 120 p.
- WILLIAMS, James C. *Energy and the Making of Modern California*. Ohio, The University of Akron Press, 1997, 465 p.
- YOUNG, R. A. « Planning for Power : The New Brunswick Electric Power Commission in the 1950s ». *Acadiensis*, vol. XII, n° 1 (automne 1982) : 73-99.

5. Histoire de l'électrification rurale

- BAKER, Melvin. « Rural Electrification in Newfoundland in the 1950s and the Origins of the Newfoundland Power Commission ». *Newfoundland Studies*, vol. 6, n° 2 (1990), p. 190-209.
- BROWN, Deward Clayton. *Electricity for Rural America. The fight for the REA*. Westport (Conn.), Greenwood Press, 1980, 178 p.
- BUSCH, Frank J. *History of Montana Rural Electric Cooperatives, 1936-1971*. Thèse de doctorat, University of Montana, 1975, 326 f.
- DORION, Marie-Josée. « Le processus d'électrification rurale du Centre du Québec, rive sud du fleuve, 1920-1963 ». Mémoire de maîtrise (études québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières, 1997, 171 f.
- DORION, Marie-Josée, « L'électrification du monde rural québécois », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 54, no 1 (été 2000), p. 3-38.
- FELDER, Jean-Claude. « L'électrification rurale et son financement de 1946 à nos jours » dans Fabienne CARDOT (dir.). *Le financement de l'industrie électrique, 1880-1980*, Actes du colloque de l'Association pour l'histoire de l'électricité en France. Paris, AHEF / PUF, 1991, p. 115-129.
- FLEMING, Keith R. *Power at Cost, Ontario Hydro and Rural Electrification, 1911-1958*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1992, 326 p.

- GIRARD, Michel. « La coopérative d'électricité de Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville, dernier témoin de l'électrification rurale ». *Perspectives*, vol. 22, n° 10 (8 mars 1980), p. 10-11.
- GOUILLON, Anne (dir.). *Enfin ... La nuit devint lumière. L'arrivée de l'électricité dans le Finistère*, Spézet, Nature & Bretagne, 1996, 135 p.
- MULLER, Martine. « L'électrification rurale : Frolois, 1919-1939 ». *Bulletin d'histoire de l'électricité*, n° 6 (décembre 1985), p. 61-74.
- NADAU, Thierry. « Entre le mythe technologique et l'impasse économique : l'électricité agricole avant 1914 ». *Bulletin d'histoire de l'électricité*, n° 8 (décembre 1986), p. 7-22.
- NADAU, Thierry. « Usages rêvés, usages pratiques. La question des usages agricoles de l'électricité avant 1945 », dans Fabienne CARDOT (dir.), *L'électricité et ses consommateurs*. Actes du quatrième colloque de l'Association pour l'histoire de l'électricité en France. Paris, 19-21 mai 1987, Paris, AHEF / PUF, 1987, p. 67-76.
- NADAU, Thierry. « Le financement de l'électrification rurale dans l'entre-deux-guerres » dans Fabienne CARDOT (dir.), *Le financement de l'industrie électrique, 1880-1980*, Actes du colloque de l'Association pour l'histoire de l'électricité en France. Paris, AHEF / PUF, 1991, p. 103-114.
- SARDA, Claire. « Conditions et éléments moteurs de l'électrification des Pyrénées-Orientales de 1880 à 1946 ». *Bulletin d'histoire de l'électricité*, n° 6 (décembre 1985), p. 163-175.
- SCHULZE, David A. *The Politics of Power : Rural Electrification in Alberta, 1920-1989*. Mémoire de maîtrise, McGill University, 1989, 188 p.
- TOBEY, Ronald C. *Technology as Freedom. The New Deal and the Electrical Modernization of the American Home*. University of California Press, Berkeley / Los Angeles / London, 1996, 316 p.
- TREMBLAY, Yves. *Histoire sociale et technique de l'électrification au Bas-Saint-Laurent, 1888-1963*. Thèse de doctorat, Université Laval, 1992, 581 p.
- TREMBLAY, Yves. « Équiper la maison de ferme ou la ferme, le choix des femmes québécoises, 1930-1960 ». *Bulletin d'histoire de l'électricité*, n°s 19-20 (juin-décembre 1992), p. 235-248.
- TREMBLAY, Yves. « Entre le privé et le public : l'électrification rurale au Québec, 1935-1964 ». *Bulletin d'histoire de l'électricité*, n° 22 (décembre 1993), p. 173-185.
- TREMBLAY, Yves. « Le monde rural et l'électricité ». *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. XVII, n° 1 (janvier 1994), p. 25-29.
- VOLK, L.C. *The Social Effects of Rural Electrification in Saskatchewan*. Mémoire de maîtrise, University of Regina, 1980, 220 p.
- VUILLERMOT, Catherine. « L'électrification du département de Doubs ». *Bulletin d'histoire de l'électricité*, n° 6 (décembre 1985), p. 151-162.

WILLIAMS James C. « Otherwise a Mere Cloud : California Rural Electrification ». *IEEE Technology and Society Magazine*, vol. 7, n° 4 (décembre 1988), p. 13-29.

6. Divers

DEBEIR, Jean-Claude. Jean-Paul DELEAGE, Daniel HEMERY. *Les servitudes de la puissance : une histoire de l'énergie*. Paris, Flammarion, 1986, 428 p.

DELAVALLEE, Éric, *Culture d'entreprise : la contribution de Herbert Simon*, IAE de Paris 1, La Sorbonne, 1995.01.

FLICHY, Patrice. *L'innovation technique. Récents développements en sciences sociales. Vers une nouvelle théorie de l'innovation*. Paris, Éditions La Découverte, 1995, 207 p.

GIEDION, Siegfried. « La rencontre de la mécanisation et du foyer ». *Culture technique, machines au foyer*, n° 3 (septembre 1980), p. 95-103.

GIEDION, Siegfried. « Cinquante ans de mécanisation à la maison ». *Culture technique, machines au foyer*, n° 3 (septembre 1980), p. 105-111.

GILLE, Bertrand (dir.). *Histoire des techniques. Technique et civilisations et technique et sciences*, Paris, Gallimard, 1978, 1023 p.

KURGAN-VAN HENTENRYK, Ginette et Jean STENGERS (dir.). *L'innovation technologique. Facteur de changement (XIX^e-XX^e siècles)*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1986, 259 p.

PERROT, Martyne. « Machines du dedans les automatismes ménagers en milieu rural ». *Culture technique, machines au foyer*, n° 3 (septembre 1980), p. 199-204.

STEINMAN, Martin. « S. Giedion. La mécanisation de la maison et " la machine à habiter " » *Culture technique, machines au foyer*, n° 3 (septembre 1980), p. 90-93.

RYBCZYNSKI, Witold, *Le confort, Cinq siècles d'habitation*, Montréal, Éditions du Roseau, 1989, 285 p.

ANNEXE 1

METHODOLOGIE ET SOURCES

1.1. Choix des régions étudiées

Comme il est mentionné en introduction, ce sont les régions du Nord-Ouest québécois et des Cantons-de-l'Est qui ont été retenues pour faire l'objet d'une analyse détaillée. Nous en justifions ici le choix.

A. Les coopératives retenues :

Au total, 30 coopératives ont été retenues pour analyse. Ce nombre inclut des coopératives fusionnées et d'autres inactives. En vérité, 15 coopératives actives ont été suivies méthodiquement, pas à pas, tout au long de leur existence. Elles représentent 29 % des coopératives actives au Québec en 1962, desservant 50 % des localités électrifiées par voie coopérative et 31,5 % des ruraux clients des coopératives.

Les coopératives du Nord-Ouest (comtés d'Abitibi-Ouest, Abitibi-Est, Pontiac, Témiscamingue (incluant ici Rouyn-Noranda)) sont les suivantes :

Abitibi-Ouest, Abitibi-Est, Rouyn-Noranda, Pontiac-Ouest, Rapide-des-Joachims, Témiscamingue, Kipawa et Lac Caché.

Les coopératives des Cantons-de-l'Est (comtés de Brome, Drummond, Shefford et Stanstead) sont les suivantes :

Brigham, Sainte-Cécile-de-Milton, Saint-Valérien-de-Shefford, Compton Station, Saint-Cyrille-de-Wendover, Canton Magog et Stanstead.

Ces 15 coopératives correspondent à presque deux districts¹ entiers de l'OER : le district du Nord-Ouest (sauf une coopérative) et celui des Cantons-de-l'Est, sauf une coopérative (pas du tout étudiée) et une autre, analysée partiellement. Cette coopérative dont l'étude n'est pas tout à fait complète est celle de Saint-Étienne-de-Bolton, pour laquelle l'essentiel des sources la concernant a été dépouillé et résumé².

B. Les sources :

Il faut d'abord noter que les sources utilisées pour analyser en finesse la vie de ces coopératives sont variées et couvrent tous les champs de leurs activités. Pour les 15 coopératives témoins, l'ensemble des procès-verbaux des assemblées générales (ordinaires et spéciales) et les procès-verbaux des réunions (ordinaires et spéciales) des bureaux de direction ont été analysés et résumés. Nous avons également soigneusement saisi et étudié les statistiques annuelles (pour les années 1945 à 1964) relatives à la clientèle, aux membres, aux constructions de lignes et à la longueur du réseau. Les dossiers de correspondance entre chacune des coopératives, la Régie de l'électricité et l'OER, de même que les rapports financiers annuels ont aussi été saisis / résumés et traités. S'ajoutent à cela quelques dossiers de demandes de prêts à l'OER et ceux des autorisations de construction.

¹ Pour le besoin des activités courantes, l'Office a divisé le Québec en six districts : Cantons-de-l'Est, Gaspésie, Nord de Montréal [Laurentides], Québec, Côte Nord et Nord-Ouest. Les coopératives comprises dans le district du Nord-Ouest sont les suivantes : Abitibi-Est, Lac Caché, Abitibi-Ouest, Pontiac-Ouest, Rapides-des-Joachims, Sheen & Chichester, Rouyn-Noranda, Témiscamingue et Kipawa. Le district des Cantons-de-l'Est comprend les coopératives de : Saint-Étienne-de-Bolton, Brigham, Saint-Cyrille-de-Wendover, Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville, Saint-Valérien-de-Shefford, Canton Magog et Stanstead.

² Ce sont surtout des problèmes de qualité des sources qui ont empêché son traitement. Les procès-verbaux des Assemblées générales sont en effet écrits à la main et difficilement lisibles.

C. Justification :

Pourquoi avoir choisi ces deux régions en particulier ? Pour plusieurs raisons. D'abord, la richesse des sources a été un facteur déterminant. Les livres des procès-verbaux étaient intacts et complets (et lisibles, très important), et les chiffres étaient disponibles. Le fait que ces parties du territoire soient presque totalement exclues des quelques études déjà parues sur l'histoire de l'électricité ou de l'électrification rurale au Québec³ a aussi compté pour beaucoup.

Mais c'est surtout la ferme conviction que ces régions sont particulièrement instructives qui a primé. Le taux de viabilité des coopératives y est de beaucoup supérieur à la moyenne québécoise : 85 % dans le Nord-Ouest contre seulement 27 % pour l'ensemble du Québec. Dans les Cantons-de-l'Est, 88 % des coopératives entreront en activité. Tel que l'illustre la carte suivante⁴ (survie des coopératives par comté), cette dernière région contraste énormément avec ses voisines. Elle constitue, en vérité, une enclave coopérative dans un territoire contrôlé par les compagnies privées.

Les 15 coopératives-témoins ont ceci de particulier qu'elles ont été fondées dans des régions où l'électrification rurale était encore très peu avancée en 1945. Ce qui rehausse d'autant l'intérêt de les étudier. Au moment de la création de l'OER, le Nord-Ouest est à peine électrifié. Seulement six ans plus tard, en 1951, ses coopératives ont

³ Claude Bellavance a principalement travaillé sur la région mauricienne et le marché montréalais ; Marie-Josée Dorion sur le Centre sud du Québec et Yves Tremblay sur le Bas-Saint-Laurent. Jean-Pierre Kesteman s'est intéressé au cas de Sherbrooke, mais sans traiter particulièrement de la grande région des Cantons-de-l'Est, ni des coopératives rurales.

⁴ Dans cette carte, nous avons seulement fait la différence entre les coopératives qui seront jugées actives et inactives par l'OER et les fusions n'ont pas été prises en compte. Cette carte en est une d'indication générale seulement. Les coopératives du comté du Lac-Saint-Jean (selon l'OER) font partie du comté de Lac-Saint-Jean-Est (selon RDC 1951 et les chefs-lieux des coopératives). Celles du comté de Roberval (selon OER) font partie du comté

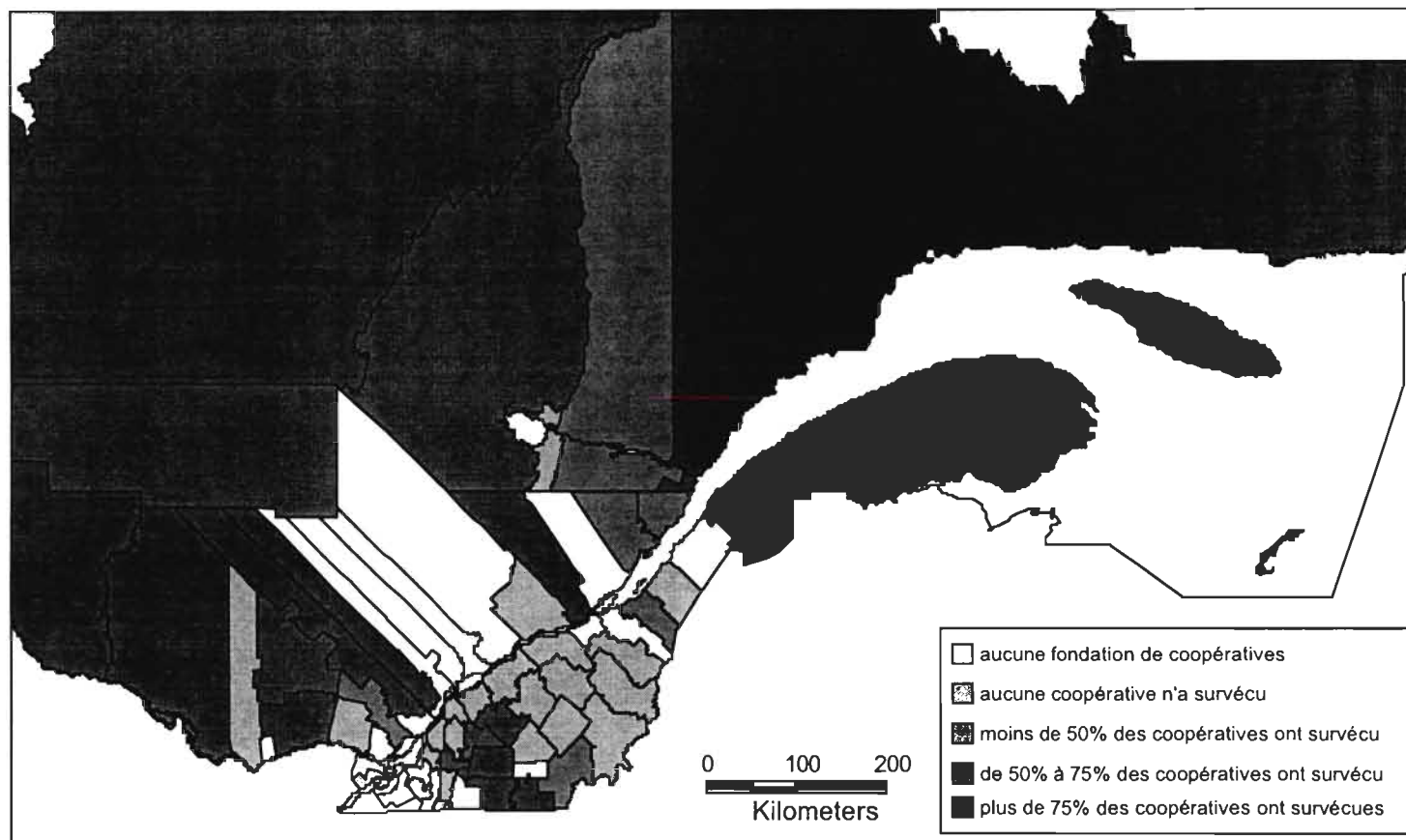
permis d'atteindre un taux moyen d'électrification rurale de presque 40 %⁵. Et les progrès seront encore plus rapides par la suite.

Quant aux Cantons-de-l'Est, l'indice de l'électrification rurale varie entre 5 et 10 % en 1931. Dès l'arrivée des coopératives, des progrès très importants sont accomplis et, en 1951, les Cantons-de-l'Est se retrouvent dans la catégorie des régions électrifiées de 67 à 87 % (voir dans le chapitre 6, carte 5- Électrification rurale en 1951), alors que la moyenne québécoise est de 57 %. Les gains y sont même plus importants que dans trois comtés limitrophes (Mégantic, Wolfe et Compton) où les coopératives ont laissé la place aux compagnies privées (essentiellement SWP) ; là, l'indice se situe entre 46 et 66 %.

de Lac-Saint-Jean-Ouest (selon RDC 1951 et chefs-lieux). Celles du comté de Duplessis (selon OER) font partie du comté de Saguenay (selon RDC 1951 et chefs-lieux).

⁵ Selon les données du RDC 1951, pour les comtés identifiés ci-haut.

Carte illustrant la « survie » des coopératives (par comtés), 1945-1963



Finalement, ces deux régions possèdent des caractéristiques différentes, ce qui les rend d'autant plus intéressantes d'un point de vue comparatif. Le Nord-Ouest est un territoire en grande partie nouvellement peuplé, où l'agriculture cohabite avec l'exploitation forestière et minière. Les compagnies privées d'électricité actives dans la région sont souvent de taille réduite (La Sarre Power ou Northern Quebec Power) par rapport aux grands monopoles régionaux actifs dans d'autres zones. En outre, elles sont généralement davantage orientées vers les besoins de l'industrie que vers le service domestique, surtout rural. Ceci n'est pas nouveau ni propre au Nord-Ouest, puisque les entreprises d'électricité ont généralement d'abord développé leur marché industriel, mais, ici, le caractère minier et forestier de la région a vraisemblablement pesé lourd dans les priorités des distributeurs d'électricité. Par ailleurs, les coopératives de ce territoire sont majoritairement fondées à partir de 1949, après, donc, la première vague de fondation qui déferle sur le sud du Québec dès 1945.

Cette situation apparaît donc bien différente de celle des Cantons-de-l'Est, où toutes les coopératives, sauf une, sont mises sur pied entre 1944 et 1946. Elles comptent même parmi les premières du Québec (la Société agricole de distribution de l'électricité de Compton Station est fondée en 1938). Leur vitalité est d'autant marquante que les principaux bastions du dispositif québécois des coopératives d'électricité se situent plutôt en périphérie du territoire habité: Bas-Saint-Laurent, Côte-Nord et Nord-Ouest. Les Cantons-de-l'Est sont également un laboratoire privilégié pour cerner les relations entre les coopératives et les compagnies privées. Les coopératives y cohabitent en effet avec un des grands distributeurs d'électricité du Québec, Southern Canada Power, et plusieurs services municipalisés d'électricité. En définitive, les deux districts de l'OER retenus pour l'analyse fine des coopératives d'électricité nous permettent d'étudier

plusieurs facettes majeures du système de coopératives d'électricité élaboré sous la surveillance et avec l'aide de l'État.

1.2. Quelques explications sur les sources

A. Les données relatives aux membres et aux clients des coopératives

1. L'assistance aux assemblées générales

Les données qui ont servi à établir le nombre de membres présents aux assemblées générales des coopératives proviennent des procès-verbaux de celles-ci. Elles sont, la plupart du temps, arrondies à la dizaine près, car il n'est pas certain que le secrétaire d'assemblée a chaque fois compté tous les sociétaires présents. Quelques-uns, cependant, fournissent des chiffres précis. Pour obtenir la proportion des membres qui assistent aux assemblées annuelles, nous avons établi le ratio entre les membres présents et le nombre total de membres de la coopérative, pour les années correspondantes.

2. La clientèle et le membership des coopératives

Pour dresser le portrait de la clientèle et du membership des coopératives, nous avons jumelé plusieurs sources car aucune ne fournit de données sérielles sur une longue période. Les données qui ont servi à établir le nombre de membres et de clients des coopératives, pour toutes les coopératives en activité de 1953 à 1960 inclusivement, proviennent du document E80/166 400R2 (ANQ). Deux autres sources complètent la série : les rapports annuels de l'OER pour 1947-48-49, qui contiennent le même type d'information, ainsi que le document E/80/169 600-S-2 Vol. 2 qui fournit le nombre de membres pour 1952. Malgré les quelques « trous » dans les données et la nécessité de jumeler plusieurs sources, nous croyons que les statistiques que nous avons élaborées

sont assez complètes pour proposer un portrait général des membres et clients des coopératives.

Nos statistiques sur les membres et les clients des coopératives portent en effet sur les 54 coopératives actives à un moment ou à un autre entre 1945 et 1964. Les données font défaut pour les quelques coopératives de la Côte-Nord fondées après 1960, de même que les sociétés de Sheen et Chichester et de Mont Rolland.

3. Le respect de la règle du 10 % de non membres

Nous avons nous-mêmes vérifié le respect de la règle du 10 %, en établissant le rapport entre le nombre de membres et le nombre de clients. Par exemple, si la coopérative a 982 clients et 702 membres, cela signifie que 39,8 % (280) des clients ne sont pas membres de la coopérative.

À partir de 1956, le terme utilisé par l'OER dans ses statistiques change : on passe du nombre de « clients » au nombre de « clients compteurs installés ». Après analyse, nous avons conclu que ces termes recouvraient la même réalité, car lorsque l'OER fournit le résumé des rapports financiers annuels des coopératives (dans ses procès-verbaux), il utilise indifféremment l'un ou l'autre terme. Nous avons fait des vérifications dans les années antérieures à 1956, afin de déceler toute hausse subite du nombre de clients : ce qui signifierait que l'OER établit après 1956 le nombre de compteurs seulement, et non plus celui de clients, un facteur de distorsion parce qu'un même client peut avoir un ou plusieurs compteurs. Toutefois, le passage entre les deux termes ne semble pas avoir entraîné une telle distorsion statistique : pour les 24 coopératives sur 40 (60 %) dont les données sont disponibles pour toutes les années (il faut donc exclure les coopératives fondées en 1954) et pour lesquelles nous avons fait les vérifications, les gains apparaissent plausibles, s'inscrivant dans la tendance des

années antérieures. L'augmentation du nombre de clients n'est en effet pas plus importante⁶. En somme, si le changement d'appellation introduit une quelconque distorsion, les chiffres ne le révèlent pas.

B. Les sources relatives aux règlements

Plusieurs sources ont été dépouillées pour comprendre l'évolution du cadre réglementaire des coopératives. D'abord, nous avons résumé et analysé les règlements de 12 coopératives, adoptés lors des assemblées générales de fondation (entre 1946 et 1957)⁷. Les différentes versions des *Statuts et règlements*, préparés par l'OER pour le compte des coopératives d'électricité (tirées du fonds E80/ 166 des ANQ (400-R-1 : *Règlements des coopératives*, Volume 1, 1945-1960) complètent la première série de sources à ce sujet.

En ce qui concerne les règlements déterminant les conditions de l'aide de l'Office, les modalités de demandes de prêts, les rapports entre l'OER et les coopératives, ils proviennent essentiellement des procès-verbaux de l'Office et du document 400-R-1 *Règlements des coopératives*.

⁶ Dans trois coopératives seulement, le nombre de clients augmente un peu plus que la tendance générale antérieure. Dans quatre coopératives, les membres et les clients connaissent un accroissement un peu plus important après le changement d'appellation ; dans deux autres, le nombre de membres et le nombre de clients diminuent quelque peu ; deux autres affichent une baisse du nombre de membres et une augmentation du nombre de clients. Dans une coopérative, c'est plutôt le nombre de membres qui croît.

⁷ Ce sont les coopératives de : Brigham (assemblée de fondation le 01/09/1945) ; Saint-Cyrille-de-Wendover (07/12/1945) ; Sainte-Cécile-de-Milton (23/08/1945) ; Témiscamingue (01/09/1945) ; Saint-Valérien-de-Shefford (26/06/1946) ; Stanstead (24/02/1948) ; Pontiac-Ouest (30/03/1946) ; Abitibi-Ouest (02/02/1949) ; Abitibi-Est (29/04/1950) ; Rapide-des-Joachims (08/07/1950) ; Rouyn-Noranda (13/05/1954) et Lac Caché (09/02/1957).

C. Les finances des coopératives

Pour dresser un portrait le plus fidèle possible des finances des coopératives, nous avons jumelé plusieurs types de sources⁸, quantitatives et qualitatives. Il y a, d'abord, les *rapports financiers annuels* des coopératives produits par les comptables de l'Office pour le bénéfice des coopératives. Nous avons consulté et saisi tous les rapports annuels de huit coopératives, pour toute leur période d'activité. Afin de couvrir l'ensemble du Québec, nous avons également saisi et analysé des données financières clé de 42 coopératives au total (prêts reçus de l'OER, revenus d'électricité, coût des infrastructures, valeur des placements, etc.). Ces données proviennent des statistiques de l'OER, par exemple, *Sommaire des états des coopératives, produits par l'OER*, ANQ, E80/166, 400-R-2. Les procès-verbaux de l'OER de même que ceux des assemblées générales et des bureaux de direction des coopératives, consultés pour 15 sociétés, ont permis de compléter, à plusieurs reprises, les données fournies par les sources sérielles de l'OER.

Quant aux prêts de particuliers, aux parts sociales privilégiées et aux prêts de caisses populaires ou de banques aux coopératives, ils ont été traités, en majeure partie, à l'aide des procès-verbaux des assemblées (générales ou des directeurs) des coopératives étudiées en détail. S'y ajoutent les informations notées dans les rapports annuels financiers des coopératives préparés par l'OER, ou dans ses procès-verbaux.

Pour les prêts consentis par l'Office de l'électrification rurale aux coopératives, deux sources ont été jumelées : les *Rapports annuels de l'Office*, pour les années 1945 à 1964, et les *Comptes publics de la province de Québec*, de 1948 à 1964. Les rapports

⁸ Ce ne sont pas toutes les données financières concernant les coopératives qui ont été saisies.

annuels de l'OER contiennent, jusqu'en 1950, la liste de tous les prêts / avances consentis aux coopératives au cours de l'année écoulée. Malheureusement, cette liste disparaît ensuite, ne subsistant que le montant total des prêts. Fort heureusement, les Comptes publics prennent le relais. Ils répertorient en effet, à partir de 1949 (pour l'année 1948), les sommes annuellement prêtées aux coopératives⁹. Le jumelage de ces deux sources permet ainsi de connaître chacun des prêts contractés par les coopératives entre 1945 et 1964. Tous les prêts (et toutes les avances) consentis par l'Office de l'électrification rurale à toutes les coopératives ont donc été saisis et analysés à partir de ces sources. Nous avons également saisi les bilans financiers annuels de l'OER (présentés dans ses rapports annuels et dans les Comptes publics, sous deux formats différents).

Cependant, le recoupement de toutes ces informations a parfois révélé des problèmes de concordance des chiffres. Nous avons conclu, après analyse, que cela relevait en grande partie des différences entre les méthodes statistiques employées par les comptables de l'Office et celles des Comptes publics. Expliquons-nous sur les problèmes que ces différences ont soulevés et les précautions méthodologiques qu'elles ont suscitées.

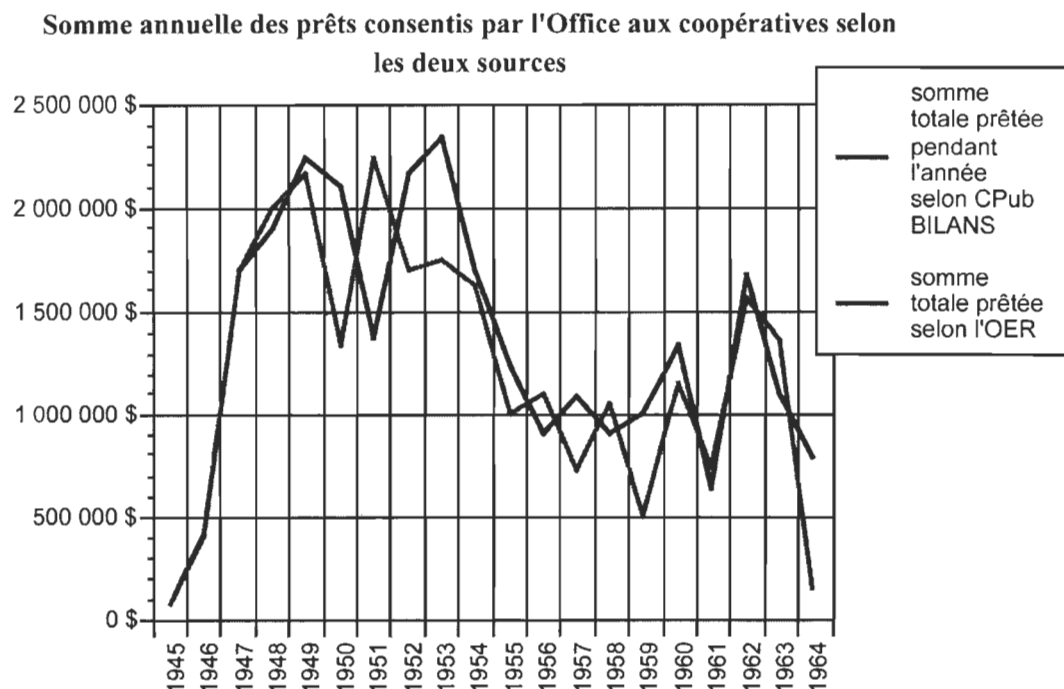
Le problème est qu'en fin de période (en 1963), lorsque l'Office prépare un bilan (sans doute en vue de la nationalisation), une partie de ses chiffres ne correspond pas

⁹ La valeur individuelle des prêts est exprimée, dans les Comptes publics, par la part non remboursable du prêt, c'est-à-dire 10 % des sommes — les coopératives doivent rembourser annuellement 3 % des sommes prêtées, pendant 30 ans. On indiquait donc dans les Comptes publics, la part payée par le gouvernement. À partir de 1962, les Comptes publics répertorient les prêts consentis aux coopératives. Nous avons multiplié par 10 pour obtenir les montants des Comptes publics pour les années antérieures à 1962. Comme expliqué dans le texte, cette façon de faire s'est révélée correcte, et puis nos chiffres concordent avec ceux des rapports financiers annuels des coopératives.

avec ceux des *Comptes publics*. Les calculs effectués à partir des *Comptes publics* (cumul de tous les prêts individuels) donnent un total prêté aux coopératives de 22,6 millions de dollars, alors que le bilan de l'OER pour l'année 1963 indique plutôt 23,8 millions.

Pourtant, en comparant les données individuelles disponibles dans les *Comptes publics* et les rapports annuels financiers des coopératives (de huit coopératives, voir ci-haut), nous avons pu constater que tout concorde presque parfaitement. De plus, les totaux annuels des *Comptes publics* et des *Rapports annuels de l'OER* ne divergent pas vraiment avant le début des années 1960.

Il y a bien de petites différences, mais elles sont explicables. D'abord, les méthodes comptables des deux organismes ne sont pas les mêmes : les comptables de l'OER considèrent à l'occasion des comptes à recevoir (pour du matériel par exemple) comme des prêts aux coopératives, car ils seront effectivement le plus souvent convertis en prêts l'année suivante, alors que les *Comptes publics* ne cumulent que les sommes réellement prêtées. Les fins d'années financières ne sont pas les mêmes non plus : le 31 mars pour les *Comptes publics* et le 31 décembre pour l'Office. En fait, telle que le montre la figure suivante, les décalages entre les deux sources sont légers tout au long des années 1940 et 1950 et sont essentiellement imputables aux fins différentes de l'année financière .



Sources : *Rapports annuels de l'Office de l'électrification rurale, 1945-1964* et *Comptes publics de la province de Québec, 1948-1964*. Selon nos propres calculs.

Le problème de manque de concordance apparaît ensuite, et au total en 1963, il est majeur¹⁰. Les *Comptes publics* (pour l'année se terminant le 31 mars 1964) devraient avoir répertoriés les prêts de 1963 et ceux du début de 1964. Cependant, si on compare les rapports financiers annuels (les sommaires sont disponibles dans les procès-verbaux de l'OER), les écarts sont considérables. Des différences sont notées dans 21 cas sur 37, si l'on se fie aux procès-verbaux de l'OER de l'année 1963-64 traitant des rapports financiers annuels des coopératives pour l'année se terminant au 30 avril 1963.

Bref, si avant 1960, les fins d'année financière sont probablement la cause des divergences¹¹, à partir de 1962, il est malaisé de les expliquer. Un changement de

¹⁰ Notons que ces divergences ne portent que sur les totaux annuels, puisque les rapports annuels de l'OER cessent de fournir la liste des prêts individuels dès 1949.

¹¹ Peut-être avons-nous également omis de retirer un prêt de 1948 (l'année 1948 de l'OER chevauche la première année où les Comptes publics cumulent les prêts aux coopératives.

méthode comptable dans les *Comptes publics* (l'État prend en compte maintenant l'ensemble du montant du prêt) et, peut-être aussi dans les documents de l'OER, en est possiblement la source. Nous ne pouvons vraiment confirmer si, effectivement, l'Office a apporté des modifications à sa comptabilité ; à tout le moins des changements avaient été souhaités. En mars 1962, les commissaires de l'Office demandent au gouvernement d'apporter des amendements à la Loi de l'électrification rurale :

Il est résolu que l'OER « fasse les démarches nécessaires pour amender la *Loi de l'électrification rurale* en vue de montrer la vraie situation financière des coopératives d'électricité dans leur comptabilité et que monsieur Jean Mercier, c.r., soit autorisé à demander les services d'un procureur aux fins de rédaction des amendements requis et pour obtenir du gouvernement fédéral un amendement à la *Loi de l'impôt fédéral* affectant les coopératives d'électricité. ¹²

Quelle est la vraie situation financière des coopératives et quelles sont les modifications à apporter aux rapports financiers pour mieux rendre raison de cette situation ? Les sources ne fournissent aucune réponse. La question n'est plus soulevée par la suite ni dans les procès-verbaux ni dans les rapports annuels de l'Office.

En considération de tous ces éléments, la solution adoptée pour analyser les prêts consentis par l'État aux coopératives d'électricité est la suivante. Les chiffres de l'OER ont été utilisés pour les années 1945 à 1948 (ils sont justes, selon les données annuelles disponibles dans les rapports financiers des coopératives témoins) puis, les *Comptes publics*, jusqu'en 1964. Les nombreuses vérifications effectuées permettent de considérer que les sommes établies sont, sans être exactes au dollars près, justes. La confrontation des données disponibles dans tous les rapports annuels financiers des coopératives

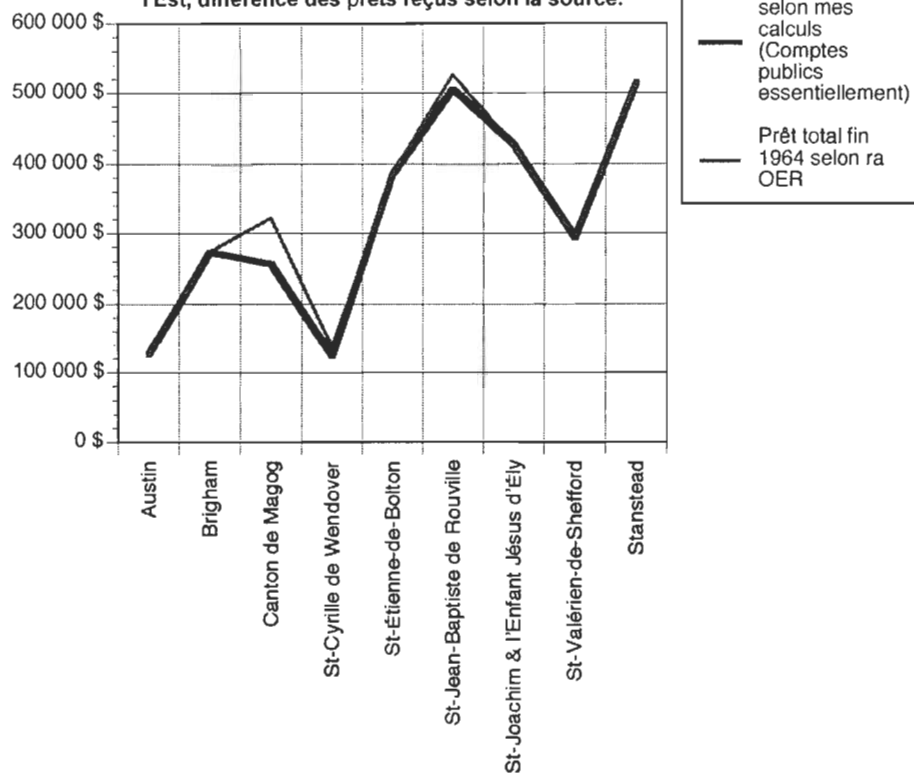
Nous avons pu omettre d'entrer un prêt de 1949 dans notre base de données, croyant qu'il était en fait la conversion d'une avance de 1948 en prêt.

pourrait probablement mener à des rectifications, mais nous doutons que cela modifierait le portrait général.

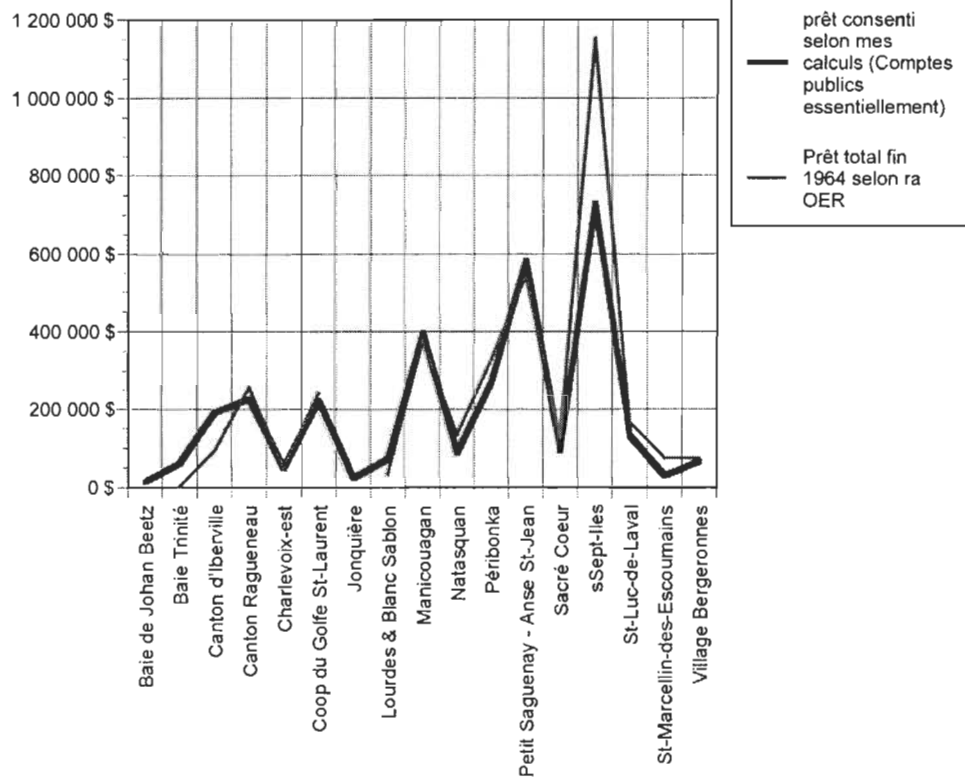
Car en réalité, les différences sont réparties assez également entre les coopératives. Comme l'illustre l'ensemble des figures suivantes, aucune région n'est particulièrement affectée par ces divergences de sources. Seules les coopératives de la Côte-Nord semblent plus touchées. Cependant, pour effectuer l'analyse dont les chapitres quatre, six et neuf rendent compte, des ajustements ont été apportés aux prêts totaux reçus par deux coopératives, ce qui adoucit les courbes présentées ici. Nous avons pris cette décision car, dans ces deux cas particuliers (Canton d'Iberville et Sept-îles), ni les procès-verbaux de l'Office, ni ses rapports, ni ses statistiques annuelles ne concordaient avec les chiffres des *Comptes publics*. Il a fallu se rendre à l'évidence que les *Comptes publics* devaient avoir omis un prêt quelque part. Nous avons donc fait confiance aux sources de l'Office, qui indiquaient toutes les mêmes montants.

¹² PV OER, 03/031962.

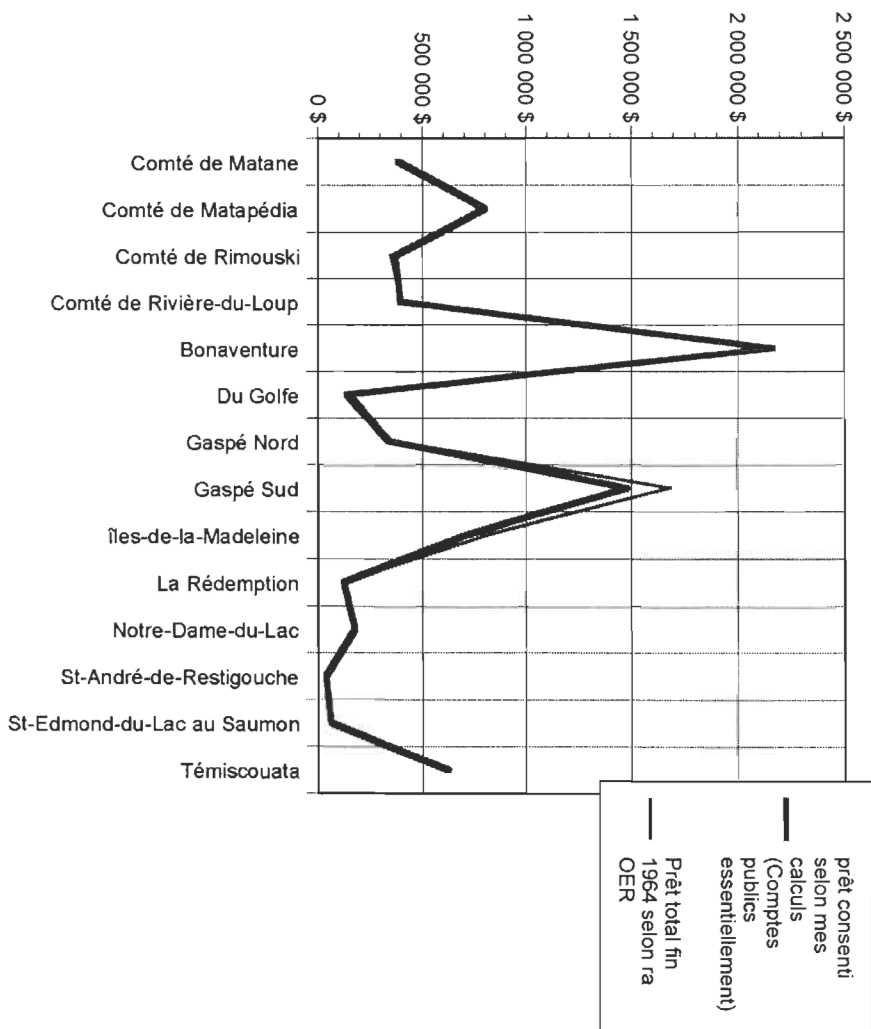
Les coopératives du district des Cantons de l'Est, différence des prêts reçus selon la source.

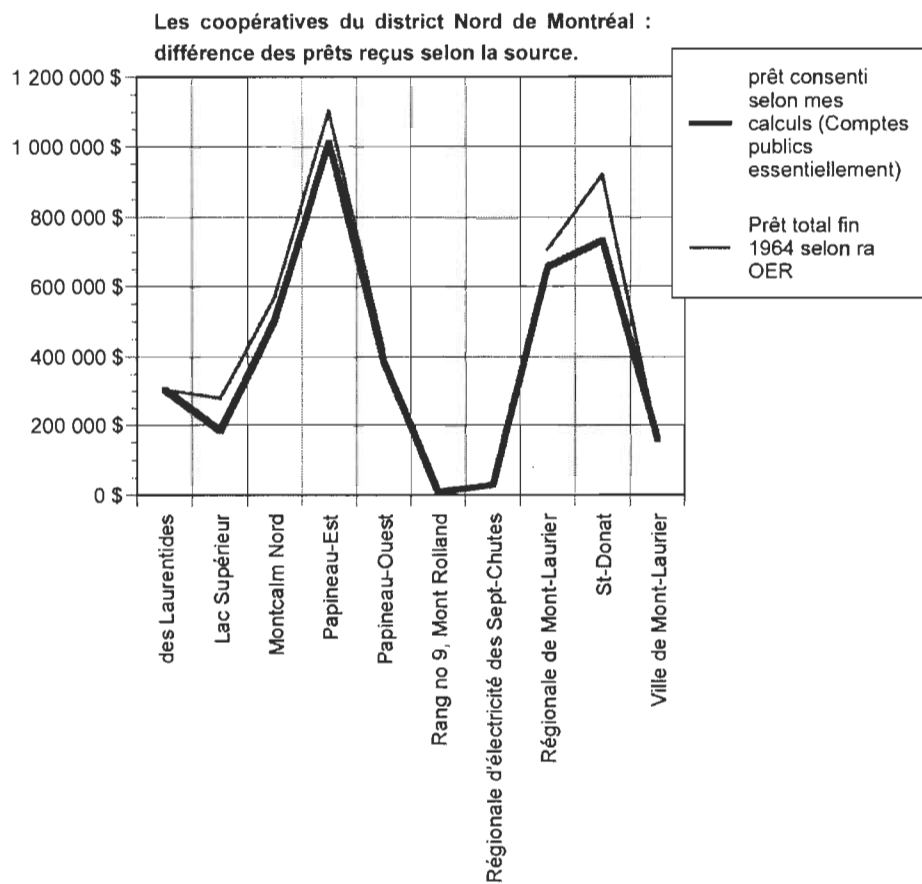


Les coopératives du district de la Côte-Nord, différence des prêts reçus selon la source.



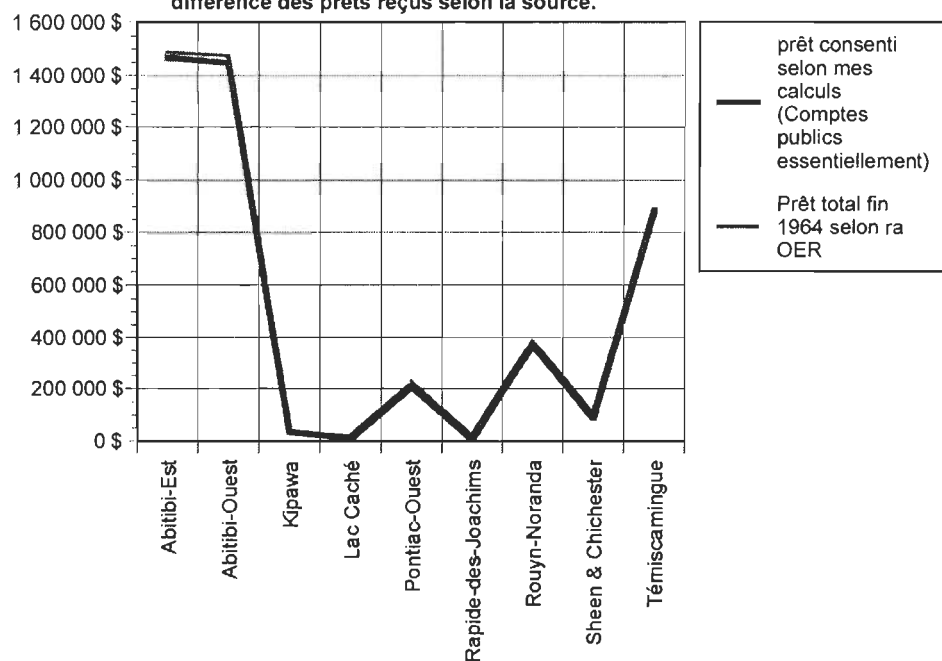
Les coopératives du district de la Gaspésie,
différence des prêts reçus selon la source.





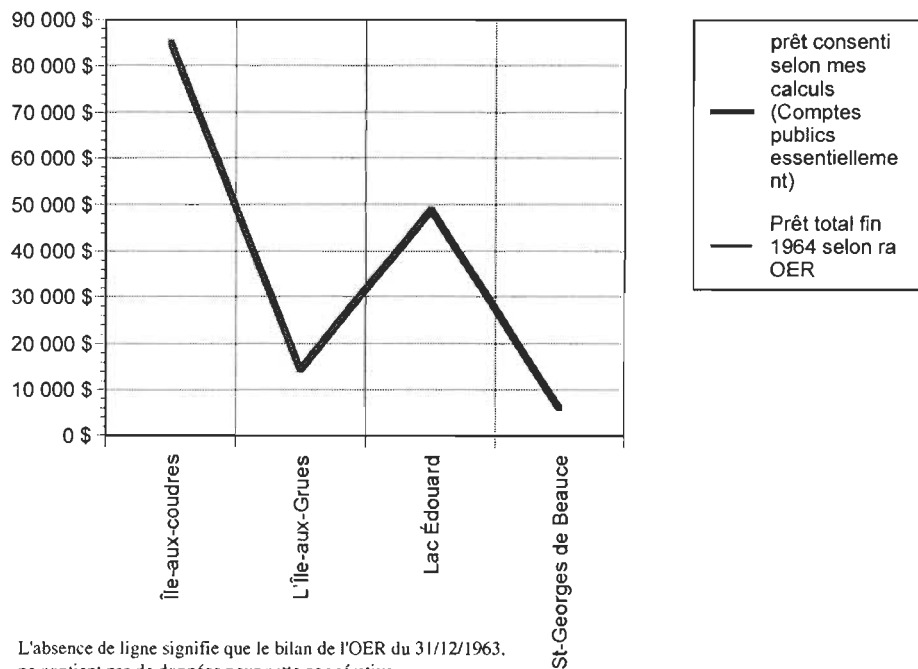
L'absence de ligne signifie que le bilan de l'OER du 31/12/1963, ne contient pas de données pour cette coopérative.

Les coopératives du district du Nord-Ouest :
différence des prêts reçus selon la source.



L'absence de ligne signifie que le bilan de l'OER du 31/12/1963, ne contient pas de données pour cette coopérative.

Les coopératives du district de Québec :
différence des prêts reçus selon la source.



L'absence de ligne signifie que le bilan de l'OER du 31/12/1963, ne contient pas de données pour cette coopérative.

ANNEXE 2

COMPLEMENTS D'INFORMATION SUR LES FINANCES DES COOPERATIVES D'ELECTRICITE

2.1 Pourcentage du financement de l'Office de l'électrification rurale, toutes coopératives actives, fin 1960

Coopérative	District OER	Pourcentage du financement de l'Office
Brigham	Cantons-de-l'Est	85 %
Canton-de-Magog	Cantons-de-l'Est	85 & 75 %
Saint-Cyrille-de-Wendover	Cantons-de-l'Est	75 %
Saint-Étienne-de-Bolton	Cantons-de-l'Est	85 & 75 %
Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville	Cantons-de-l'Est	85 & 75 %
Saint-Joachim & l'Enfant Jésus d'Ély	Cantons-de-l'Est	85 %
Saint-Valérien-de-Shefford	Cantons-de-l'Est	75 %
Stanstead	Cantons-de-l'Est	85 %
Baie Trinité	Côte-Nord	75 %
Canton d'Iberville	Côte-Nord	75 %
Canton Ragueneau	Côte-Nord	75 %
Charlevoix-Est	Côte-Nord	85 %
Golfe Saint-Laurent	Côte-Nord	75 %
Manicouagan	Côte-Nord	75 %
Natasquan	Côte-Nord	75 %
Péribonka	Côte-Nord	75 %
Petit Saguenay - Anse Saint-Jean	Côte-Nord	85 %
Sacré-Coeur	Côte-Nord	75 %
Sept-Îles	Côte-Nord	75 %
Saint-Luc-de-Laval	Côte-Nord	75 %
Saint-Marcellin-des-Escoumains	Côte-Nord	75 %
Village Bergeronnes	Côte-Nord	75 %
De Bonaventure	Gaspésie	75 %

Gaspé-Nord	Gaspésie	75%
Gaspé-Sud	Gaspésie	75%
Îles-de-la-Madeleine	Gaspésie	75%
Témiscouata	Gaspésie	85%
Des Laurentides	Nord de Montréal	75%
Montcalm-Nord	Nord de Montréal	75%
Papineau-Est	Nord de Montréal	85%
Papineau-Ouest	Nord de Montréal	75%
Régionale de Mont-Laurier	Nord de Montréal	85%
Saint-Donat	Nord de Montréal	75%
Ville de Mont-Laurier	Nord de Montréal	75%
Abitibi-Est	Nord-Ouest	75%
Abitibi-Ouest	Nord-Ouest	85 & 75%
Kipawa	Nord-Ouest	75%
Lac Caché	Nord-Ouest	75%
Pontiac-Ouest	Nord-Ouest	75%
Rapide-des-Joachims	Nord-Ouest	75%
Rouyn-Noranda	Nord-Ouest	85%
Témiscamingue	Nord-Ouest	85%
Île-aux-coudres	Québec	75%
Lac Édouard	Québec	75%

Source : ANQ, E80/166, document n° 400-C-3, *Coopératives en général (1960-1964)*, (Volume 2).

** « 85 & 75 % » signifie que le financement accordé par l'Office est déterminé selon la zone du territoire de la coopérative à électrifier; c'est-à-dire que sur certains tronçons, la densité peut être inférieure à 6 clients par mille, alors qu'ailleurs elle est supérieure.

2.2 Dépenses d'administration des coopératives par rapport à leurs dépenses totales (en pourcentage)

Districts de l'Office (selon découpage original*)	Proportion des dépenses d'administration / le total des dépenses sans l'électricité			Proportion des dépenses d'administration / le total des dépenses comprenant l'électricité		
	<u>1954-55</u>	<u>1957-58</u>	<u>1961-62</u>	<u>1954-55</u>	<u>1957-58</u>	<u>1961-62</u>
Cantons-de-l'Est	22,5	24,3	21,3	14,8	14,5	13,4
Côte-Nord	24,7	25,3	25,4	13, 8	11,3	11,2
Nord de Montréal	20,3	22,9	23	14,4	13,7	13,5
Gaspésie / Bas-Saint-Laurent	21,1	23,4	25,4	12,1	13,4	14
Québec **	28,6	22,3	34,1	14,6	8,6	18,4
Nord-Ouest	22,9	27,1	27,9	14,4	14,8	13,5

* L'Office avait découpé le territoire québécois selon les districts présentés dans ce tableau. À la veille de la nationalisation de 1963, le découpage change. Nous avons cependant conservé le découpage original (en y intégrant les nouvelles coopératives, selon leur position géographique sur le territoire québécois).

** District qui ne compte que deux très petites coopératives. La dernière, l'Île-aux-Grues, est inaugurée en 1961 seulement.

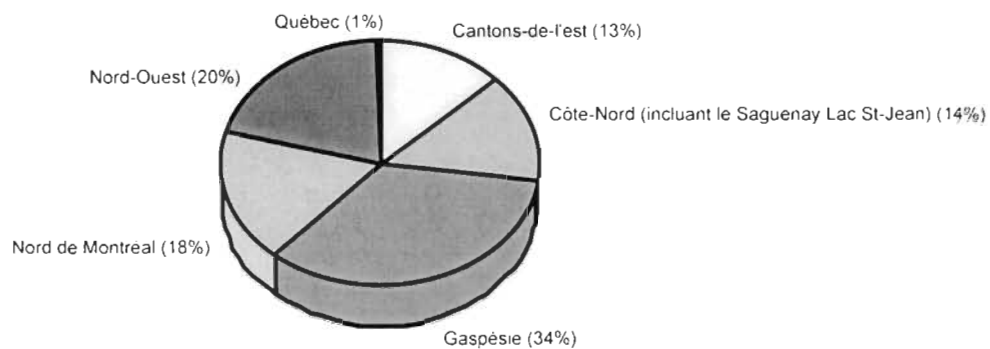
2.3 États financiers de l'Office de l'électrification rurale pour l'année financière 1948

L'Office de l'électrification rurale		
Etat des déboursés pour l'année 1948		
Avances en anticipation de prêts aux coopératives d'électricité		\$2,032,533.86
Matériel, poteaux, équipement, etc. achetés pour le compte des coopératives		635,387.62
Avances aux employés pour dépenses de voyages		1,900.00
Frais encourus par l'Office pour la construction de réseaux électriques pour les coopératives:		
Traitements	\$162,488.76	
Frais de déplacements et de séjour auprès des coopératives	111,418.26	
Relevés, plans, rapports, surveillance, etc. (Ingénieurs-Conseils et techniciens)	64,639.23	
Camionnettes, achats et entretien	23,429.70	
Outils	7,912.72	
Loyers et frais des entrepôts et des cours à poteaux	7,895.00	
Téléphones et télégrammes	3,430.33	
Papeterie, impressions et fournitures	3,303.03	
Transport et fret	2,665.28	
Frais divers	2,383.32	
Frais de vérification	1,935.25	
Frais légaux (notaires et avocats)	240.75	391,731.62
		\$3,051,553.29
Dépenses d'administration:		
Traitements	\$ 88,081.14	
Dépenses de voyages	12,082.24	
Papeterie, impressions et fournitures	3,361.60	
Messagerie et dépenses diverses de bureau	1,821.36	
Téléphones et télégrammes	1,319.31	
Autos, entretien et opération	1,146.73	
Intérêts sur emprunts des sociétés des coopératives (art. 12,1)	215.04	108,027.32
Total des déboursés		\$3,159,580.61
Certifié conforme.		
		, comptable en chef.

Rapport annuel de l'OER, 1948.

2.4 Répartitions des prêts de l'OER aux coopératives, selon les districts

Prêts consentis par l'OER, 1945-1963 :
pourcentage des SOMMES totales reçues par district
(dollars courants)



Sources : *Rapports annuels de l'Office de l'électrification rurale, 1945-1964* et *Comptes publics de la province de Québec, 1948-1964*. Selon nos propres calculs.

2.5 Tarifs de la Coopérative d'électricité du Canton de Magog, 1954 et 1955, comparés à ceux de Shawinigan Water & Power (SWP)

Tarifs en vigueur au 01/11/1954		Tarifs en vigueur au 01/11/1955		SWP 1954**	
redevance fixe	2,50 \$	redevance fixe	2 \$	charge fixe	50¢
30 premiers kwhs à	5 ¢	30 premiers kwhs à	5 ¢	50 premiers kws à	4,5¢
les 70 suivants à	3 ¢	les 70 suivants à	3 ¢	les 150 kwhs suivants	1,6¢
		les 700 suivants à	1,5 ¢	600 kwh à	1¢
<u>le surplus à</u>	<u>1,5 ¢</u>	<u>le surplus à</u>	<u>2 ¢</u>	<u>surplus à</u>	<u>1,2¢</u>
Minimum de la facture	3,25 \$	Minimum de la facture (*)	3,00 \$	Minimum de la facture	1,50\$
Coût pour 300 kwhs	9,10 \$		8,60 \$		6,15 \$
Coût pour 800 kwhs	14,10 \$		14,10 \$		11,15 \$
Coût pour 1000 kwhs	17,10 \$		18,10 \$		15,95 \$

* charge fixe de 2\$ par mois pour une soudeuse électrique lorsqu'elle est employée sur la ferme.

** Tarifs de SWP pour les abonnés ruraux : (moins de 250 abonnés en groupe compact) ordonnance no 465, RÉQ, 1954.

SOURCES : Tarifs de la coopérative selon Rapports annuels financiers produits par l'OER, années concernées et procès-verbaux des directeurs.

2.6 Remboursement aux membres à la suite de l'achat de leur coopérative par Hydro-Québec, quelques exemples

Coopérative	date d'assemblée générale décidant de la vente à HQ	moy. parts sociales détenues par membres	remise reçue d'H-Q	gain en capital par membre
L'Île-aux-Grues	12 octobre 1963	104,96 \$	118,35 \$	12,70 \$
Rouyn-Noranda	16 octobre 1963	96,01 \$	181,19 \$	88,70 \$
Île-aux-coudres	22 octobre 1963	99,86 \$	160,74 \$	60,90 \$
Saint-Valérien-de-Shefford	24 octobre 1963	89,87 \$	225,46 \$	150,80 \$
Lac Supérieur	26 octobre 1963	79,41 \$	111,65 \$	40,50 \$
Rapide-des-Joachims	2 novembre 1963	34,53 \$	249,73 \$	623,20 \$
Bonaventure	25 novembre 1963	132,07 \$	180,62 \$	36,70 \$
Montcalm-Nord	29 novembre 1963	95,20 \$	135,27 \$	42,00 \$
Îles-de-la-Madeleine	2 décembre 1963	87,01 \$	160,41 \$	84,30 \$
Témiscouata	9 décembre 1963	89,58 \$	143,48 \$	60,10 \$
Gaspé-Sud	11 décembre 1963	108,95 \$	161,99 \$	46,80 \$
Gaspé-Nord	12 décembre 1963	101,53 \$	142,51 \$	40,30 \$
Témiscamingue	16 décembre 1963	99,18 \$	216,75 \$	118,50 \$
Abitibi-Ouest	17 décembre 1963	95,78 \$	180,94 \$	88,90 \$
Stanstead	19 décembre 1963	124,96 \$	275,82 \$	120,70 \$
Saint-Cyrille-de-Wendover	20 décembre 1963	68,38 \$	180,55 \$	164,00 \$
Abitibi-Est	15 janvier 1964	89,93 \$	196,04 \$	117,90 \$
Saint-Luc-de-Laval	16 janvier 1964	119,96 \$	295,53 \$	146,30 \$
Brigham	30 janvier 1964	90,71 \$	214,65 \$	136,60 \$
Sacré Coeur	10 février 1964	85,69 \$	215,04 \$	150,90 \$
Saint-Marcellin-des-Escoumains	12 février 1964	90,94 \$	189,99 \$	108,90 \$
Manicouagan	19 février 1964	138,33\$	258,48 \$	86,80 \$

Sources : RA OER, 1963-64 ; PV OER, 1964-65 et Statistiques de l'OER sur le nombre de membres, nos calculs.

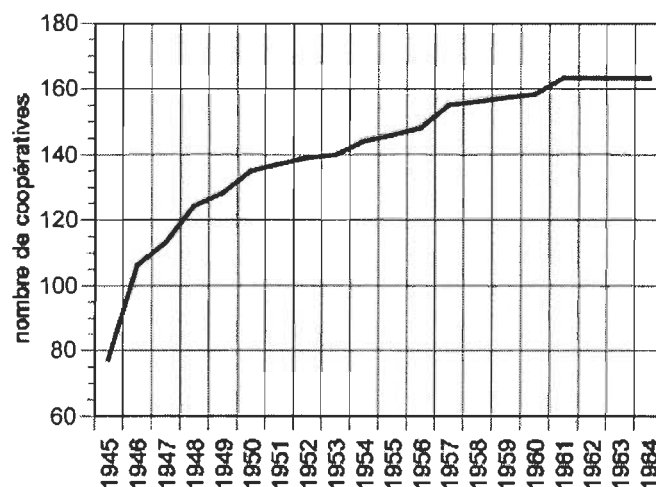
ANNEXE 3

LES MEMBRES ET LEURS COOPERATIVES

3.1 Nombre de coopératives incorporées : Comparaison entre les données des rapports annuels de l'Office de l'électrification rurale et des actes d'incorporation des coopératives

Voir les notes 80 et 82 du chapitre trois pour les détails.

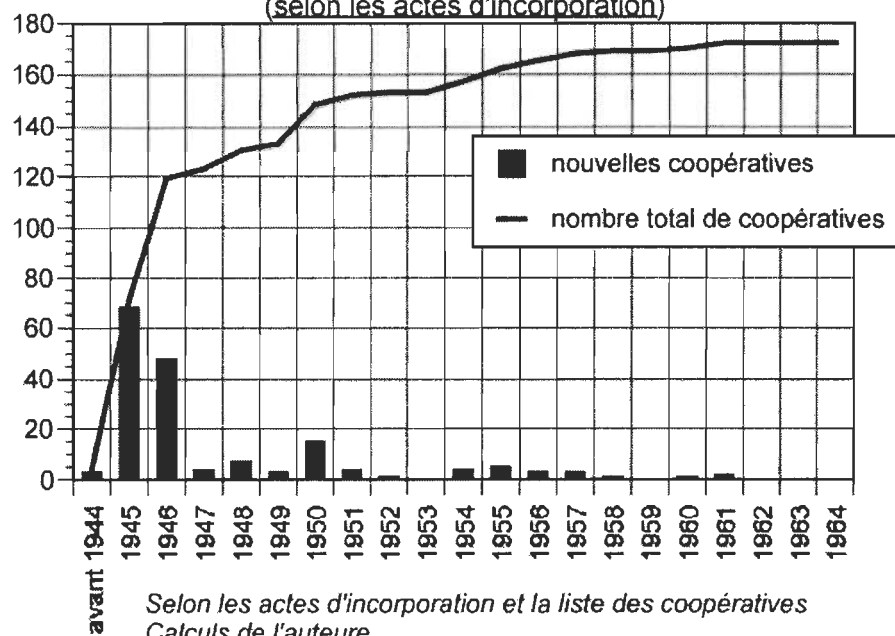
Figure 1 :
Coopératives d'électricité incorporées sous la *Loi de l'électrification rurale*, 1945-1964
(selon les rapports annuels de l'OER)



Rapports annuels de l'Office de l'électrification rurale, 1945-1964.

Figure 2 :
Coopératives d'électricité fondées sous la
Loi de l'électrification rurale, 1944-1964

(selon les actes d'incorporation)

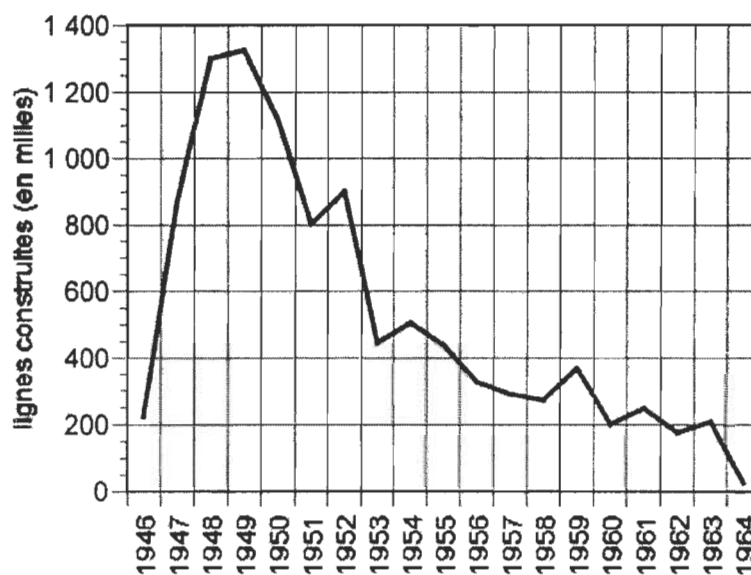


3.2 Longueur des lignes rurales construites par les coopératives, par district de l'OER

Toutes les données proviennent des *Rapports annuels de l'OER, 1945-1964*.

Nous avons regroupé les coopératives selon les districts de l'OER.

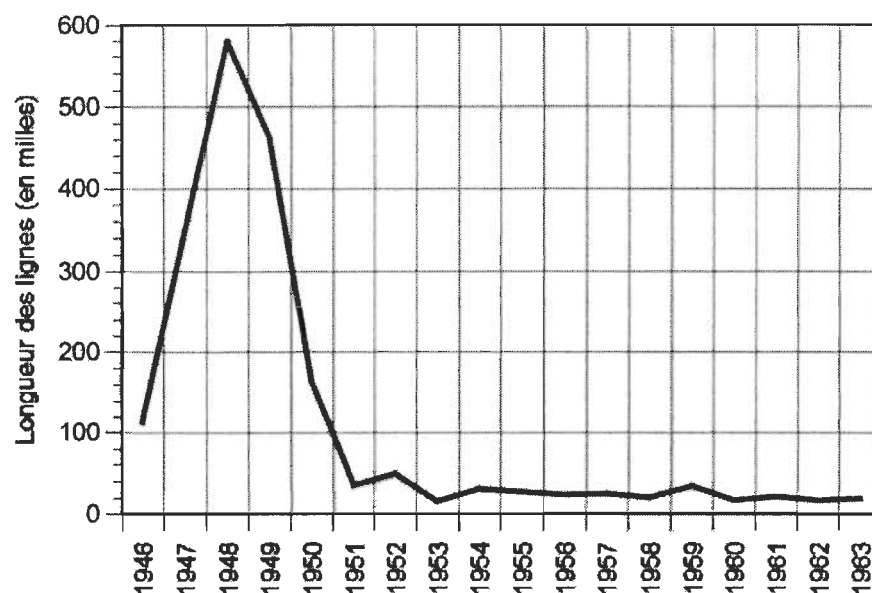
A. Toutes les coopératives :



Précision pour 1947 : 871 milles construits (590 en opération et 281 terminés mais non en opération). Compilation de l'auteur.

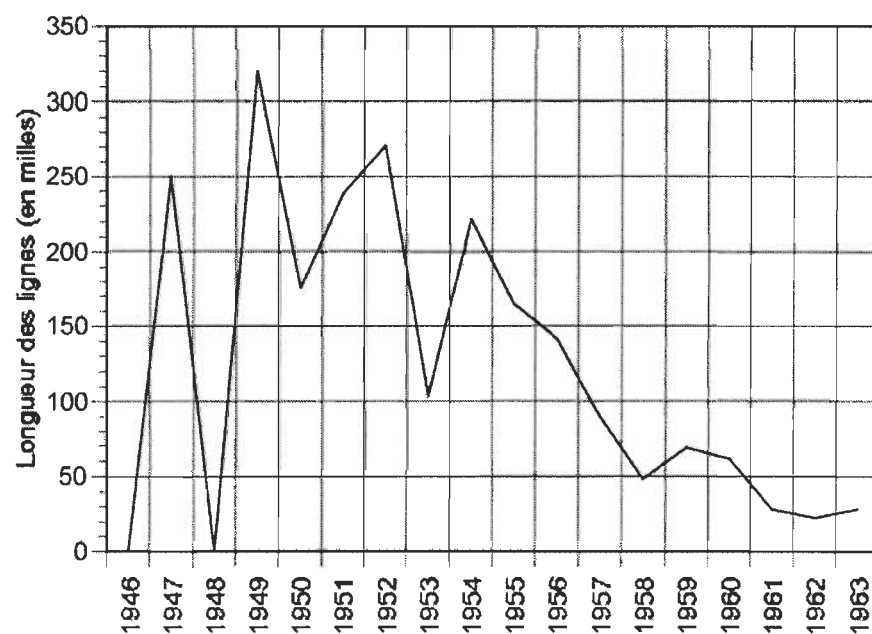
Sources : Rapports annuels de l'OER, 1945-1964.

B. Coopératives des Cantons-de-l'Est

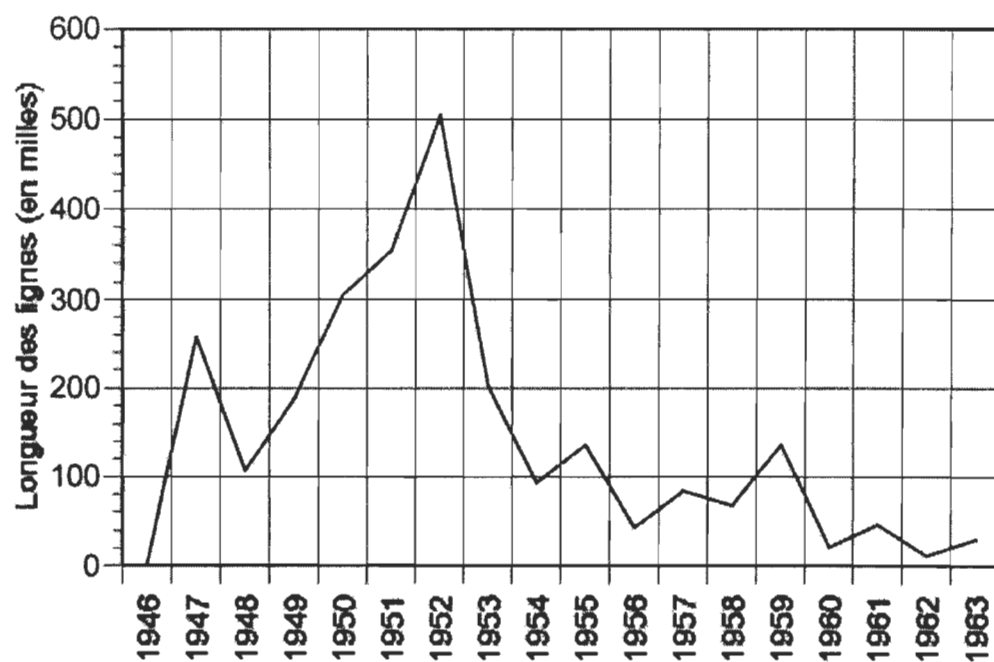


Compilation de l'auteur. Sources : Rapports annuels de l'OER, 1945-1964.

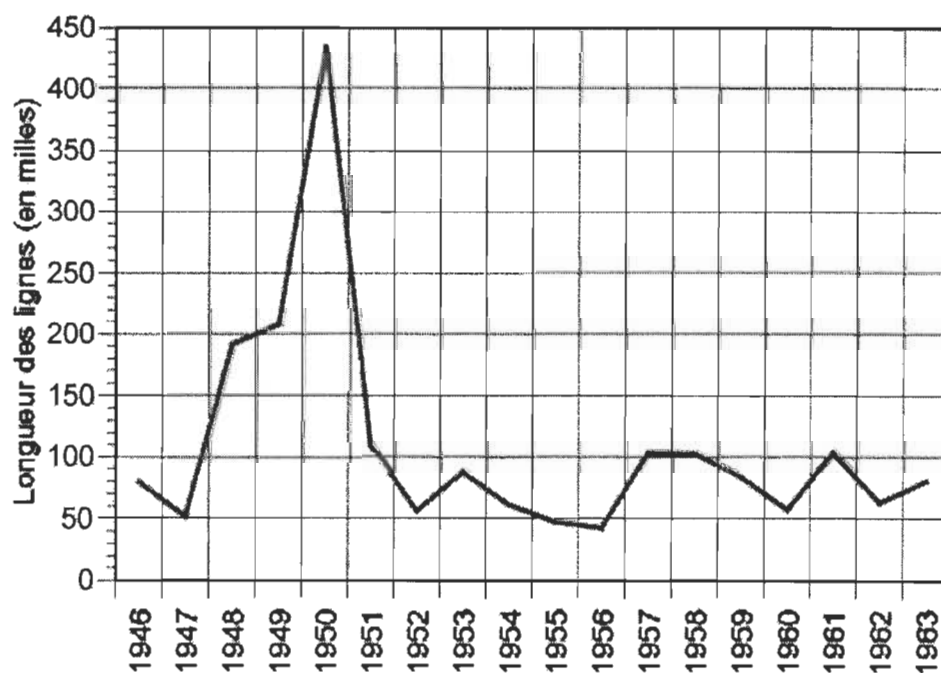
C. Coopératives du Nord-Ouest



D. Coopératives de la Gaspésie

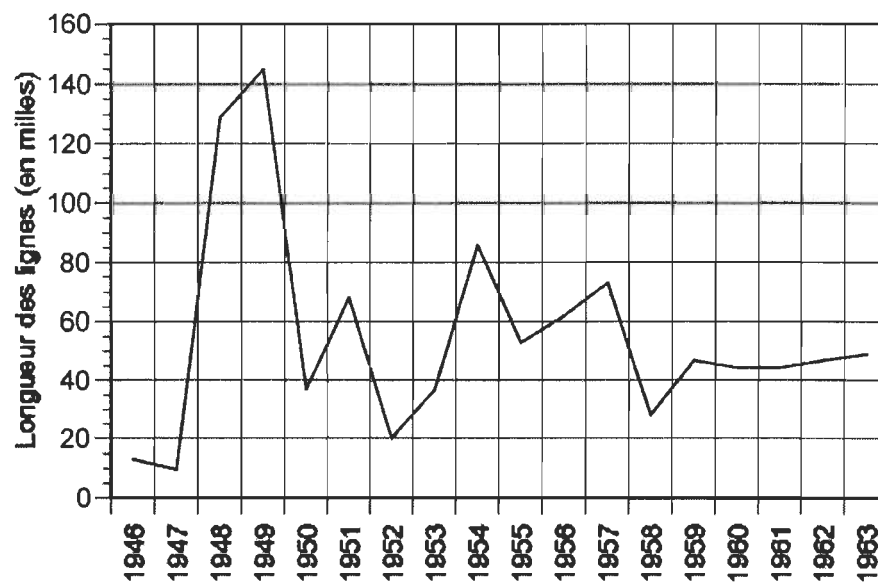


E. Coopératives du Nord de Montréal



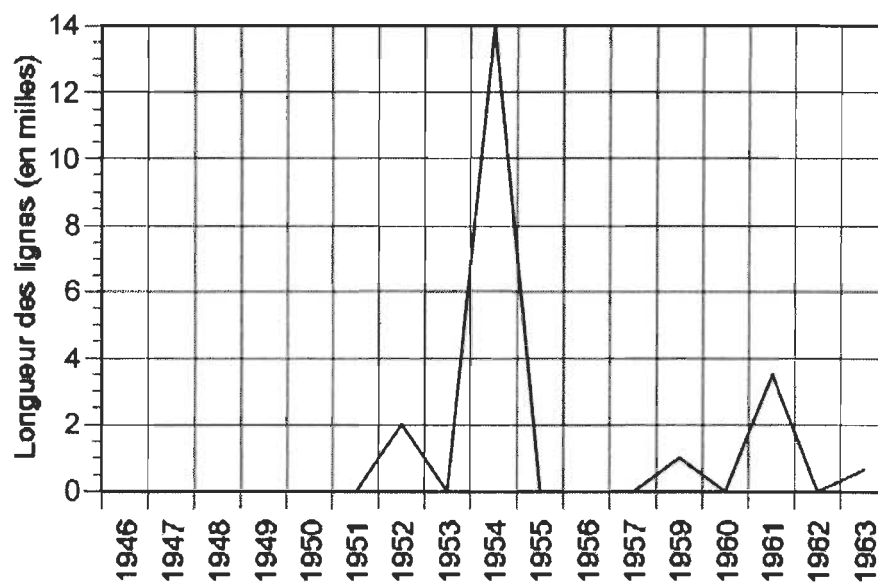
Compilation de l'auteure. Sources : Rapports annuels de l'OER, 1945-1964.

F. Coopératives de la Côte-Nord



Compilation de l'auteur. Sources : Rapports annuels de l'OER, 1945-1964.

G. Coopératives de Québec



3.3 Date des assemblées et résultats du vote concernant l'intégration des coopératives à Hydro-Québec

Coopérative	date d'assemblée générale décidant de la vente à HQ	No total de sociétaires de la coopérative	No de sociétaires présent à l'ass. vote HQ	% des membres présents	Résultats du vote
L'Île-aux-Grues	12 octobre 1963	54	18	33,33	unanimité
Rouyn-Noranda	16 octobre 1963	843	211	25,03	unanimité
Île-aux-Coudres	22 octobre 1963	282	120	42,55	unanimité
Saint-Valérien-de-Shefford	24 octobre 1963	935	203	21,71	unanimité
Lac Supérieur	26 octobre 1963	901	119	13,21	pour : 115 ; contre 1
Rapide-des-Joachims	2 novembre 1963	69	37	53,62	unanimité
Bonaventure	25 novembre 1963	6 605	678	10,26	unanimité
Petit Saguenay - Anse Saint-Jean	27 novembre 1963	752	277	36,84	unanimité
Canton d'Iberville	28 novembre 1963	516	127	24,61	unanimité
Montcalm-Nord	29 novembre 1963	3 290	167	5,08	unanimité
Îles-de-la-Madeleine	2 décembre 1963	2 012	881	43,79	unanimité
Natasquan	3 décembre 1963	215	89	41,40	unanimité
Lourdes & Blanc Sablon	4 décembre 1963	92	70	76,09	unanimité
Baie de Johan Beetz	7 décembre 1963	40	30	75,00	unanimité
Témiscouata	9 décembre 1963	1 602	269	16,79	unanimité
Gaspé-Sud	11 décembre 1963	7 033	196	2,79	unanimité

Gaspé-Nord	12 décembre 1963	1 070	303	28,32	pour 302; contre 1
Témiscamingue	16 décembre 1963	2 121	682	32,15	pour 433; 185 contre et 12 nuls.
Abitibi-Ouest	17 décembre 1963	3 778	451	11,94	unanimité
Stanstead	19 décembre 1963	960	229	23,85	pour 227; contre 2
Saint-Cyrille-de-Wendover	20 décembre 1963	534	125	23,41	pour 124 ; contre 1
Saint-Donat	9 janvier 1964	2 049	122	5,95	pour 121 , contre 1
Abitibi-Est	15 janvier 1964	4 188	1011	24,14	unanimité
Canton Ragueneau	15 janvier 1964	890	137	15,39	pour 135 , contre 2
Saint-Luc-de-Laval	16 janvier 1964	472	178	37,71	unanimité
Kipawa	16 janvier 1964	102	32	31,37	unanimité
Lac Édouard	23 janvier 1964	84	41	48,81	unanimité
Lac Caché	28 janvier 1964	7	4	57,14	unanimité
Brigham	30 janvier 1964	913	236	25,85	pour 220 ; contre 16
Golfe St-Laurent	3 février 1964	716	180	25,14	unanimité
Sacré Coeur	10 février 1964	257	127	49,42	unanimité
Village Bergeronnes	11 février 1964	169	81	47,93	unanimité
Saint-Marcellin-des-Escoumains	12 février 1964	352	103	29,26	unanimité
Manicouagan	19 février 1964	1 357	276	20,34	233 pour; 43 contre
Papineau-Est	22 février 1964	3 124	480	15,36	unanimité
Canton de Magog	25 février 1964	1 072	187	17,44	unanimité
Charlevoix-est	3 mars 1964	153	101	66,01	unanimité
Sept-Îles	10 mars 1964	3 104	610	19,65	552 pour; 24 contre
Régionale de Péribonka	17 mars 1964	747	218	29,18	170 pour; 48 contre
Saint-Étienne-de-Bolton	19 mars 1964	1 071	119	11,11	unanimité

Des Laurentides	24 mars 1964	1 369	237	17,31	unanimité
Régionale de Mont-Laurier	25 mars 1964	1 656	205	12,38	230 pour; 2 contre
Ville de Mont-Laurier	26 mars 1964	485	41	8,45	39 pour; 2 contre
Papineau-Ouest	31 mars 1964	1 820	396	21,76	266 pour; 129 contre, 1 nul.
Pontiac-Ouest	14 avril 1964	764	227	29,71	198 pour; 25 contre; 1 nul

Vote HQ selon RA OER de 1964

ANNEXE 4

Règlement n° 8 de l'OER : Demande de service et durée du contrat, approuvé le 04 février 1948

1.- DEMANDE DE SERVICE ET DUREE DU CONTRAT

IL EST RESOLU que l'Office de l'électrification rurale adopte le règlement ci-dessous, ayant trait à la demande de service et à la durée du contrat, et que le dit règlement porte le no 8 de l'Office de l'électrification rurale:

RESOLUTION
NO 678

REGLEMENT
No 8

(a) La coopérative peut exiger du sociétaire qu'il signe une demande pour chaque service requis sur la formule type ci-annexée ou sur toute autre formule approuvée par l'Office; aucune autre formule ne doit être employée. Cette formule doit préciser le genre de service requis, les fins et la durée de l'utilisation prévue et les tarifs applicables. Le sociétaire peut exiger de la coopérative copie de sa demande de service et des présents règlements.

(b) Le sociétaire n'est pas tenu de contracter un engagement de plus d'un an pour le service de l'électricité ne nécessitant pas la pose de poteaux, l'installation d'un transformateur spécial ou autre appareil spécial en dehors du local du sociétaire.

(c) Il est interdit de faire usage d'un service à moins d'avoir signé une demande à cet effet et d'avoir obtenu le consentement de la Coopérative.

(d) La coopérative doit desservir le sociétaire le plus tôt possible après la signature de la demande de service. Ce service ne peut être discontinué que dans les cas prévus par les présentes.

(e) La coopérative peut exiger que le sociétaire signe une nouvelle demande de service lorsque la nature de l'utilisation change et comporte une classification différente du service ou un changement de tarif.

(f) Si le sociétaire se propose de changer de local, il doit, trois jours au moins avant la date du déménagement projeté, en prévenir la coopérative, à son bureau, par un avis écrit. Cet avis doit indiquer l'adresse actuelle du sociétaire, la nouvelle adresse et la date du déménagement projeté. Le sociétaire qui donne l'avis précité est dégagé de toute responsabilité pour service fourni à l'ancienne adresse après son départ, sans toutefois être relevé des engagements spéciaux qu'il peut avoir pris envers la coopérative. La demande de fournir le service au local précédemment occupé s'appliquera au nouveau local.

(g) Si le sociétaire néglige d'aviser la coopérative par écrit de son déménagement, tel que prévu aux présentes, le contrat en vigueur à l'ancienne adresse s'applique au service qu'utilise le sociétaire au nouveau local.

(h) A l'expiration du terme mentionné dans la demande de service, ou de tout prolongement subséquent, le sociétaire peut mettre fin à sa responsabilité en donnant un avis écrit de son intention, à la coopérative, à son bureau et au moins trois jours avant l'expiration du dit terme. Si aucun avis n'est ainsi donné par le sociétaire, le contrat en vigueur est tacitement renouvelé pour un autre terme.

(i) Si le sociétaire durant la validité du contrat n'a plus besoin de service similaire à celui qu'il reçoit de la coopérative, à son local actuel ou à tout autre endroit dans le territoire desservi par la coopérative, il peut alors aviser cette dernière par écrit, à son bureau, de discontinuer le service sous un délai de trois jours, après quoi sa responsabilité à cet égard cesse. Cependant, le sociétaire continue d'être responsable des engagements sociaux qu'il peut avoir pris envers la coopérative.

2.- TARIFS

Les tarifs chargés par la coopérative sont ceux qui sont déposés à l'Office ou autorisés par lui.

A moins que l'Office n'en décide autrement, les tarifs nets chargés par la coopérative doivent être uniformes dans chaque municipalité, pour chaque classe de sociétaires.

3.- FACTURES

La coopérative transmet au sociétaire au moins tous les six mois, une facture détaillée du montant dû.

Cette facture mentionne les relevés du compteur au début et à la fin de la période concernée, la quantité d'électricité fournie, les prix unitaires pour le service et tout autre renseignement permettant au sociétaire de vérifier sa facture. La facture doit être datée, mentionner la période en cause et le délai pendant lequel le sociétaire devra l'acquitter pour bénéficier de l'escompte s'il en est accordé. Ce délai ne devra pas être moindre que dix jours.

Les factures pour électricité ou pour ouvrage exécuté en vertu des présentes ou sur ordonnance de l'Office, sont payables au bureau de la coopérative, ou à l'une de ses agences, dans un délai de quinze jours de la date de leur envoi; les factures hebdomadaires dans un délai de trois jours; la facture finale, le jour du dernier relevé du compteur.

4.- COMPTEURS

La coopérative fournit et pose chez le sociétaire le ou les compteurs requis pour les fins du service.

Le sociétaire met à la disposition de la coopérative un endroit sûr, commode et accessible pour le passage des compteurs.

Toutes questions se rattachant au passage et à l'essai des compteurs et toutes réclamations résultant de leur inexactitude sont sujettes aux réglementations fédérales, provinciales et municipales à cet égard.

A la demande du sociétaire, la coopérative doit le renseigner sur la manière de relever les compteurs et de calculer la quantité d'électricité utilisée.

5.- RACCORDEMENTS DE SERVICE AERIENS

La coopérative doit fournir et poser, à ses frais, les fils, supports, isolateurs et accessoires requis pour relier son installation à celle du sociétaire. Cependant, la coopérative n'est pas tenue de prolonger ses fils aériens, à ses propres frais, au-delà du mur le plus rapproché de la bâtisse à desservir et en aucun cas à plus de 100 pieds de la ligne de terrains de ferme et 30 pieds de la ligne des terrains à bâtir. Cette clause ne s'applique qu'aux raccordements de service et n'impose pas à la coopérative l'obligation de prolonger une ligne de poteaux, un circuit primaire ou secondaire. Lorsque la ligne électrique est construite sur le terrain privé, la coopérative pourra, à ses frais, prolonger ses fils aériens de façon à servir les clients construits en dedans de 100 pieds en bordure et de chaque côté de la route publique, autant qu'en agissant ainsi elle n'est pas tenue de construire plus de 300 pieds de circuits secondaires.

Tous les fils et autres accessoires requis sur la propriété du sociétaire au-delà des limites susmentionnées pour relier son installation à celle de la coopérative sont fournis par le sociétaire, et à ses propres frais. Tous les fils et accessoires (ainsi que les frais de main-d'œuvre pour les installer) requis sur les murs ou toit de la propriété du sociétaire pour relier son installation à celle de la coopérative sont fournis par le sociétaire, et à ses propres frais. La coopérative devra s'entendre avec le sociétaire de façon à ce que les propriétés des poteaux et longueurs de fils et accessoires soient clairement réparties et autant que possible les poteaux devront porter une marque de propriété.

La coopérative peut exiger que le sociétaire paie le coût des fils, câbles et autres accessoires ainsi que le coût de leur montage et enlèvement, lorsque le service demandé sert pendant moins de douze mois en un local quelconque. Dans ce cas, après discontinuation du service, la coopérative doit créditer le sociétaire de la valeur réelle du matériel utilisable enlevé.

6.- INSTALLATION CHEZ LE SOCIETAIRE

L'installation des fils, tuyaux et autres appareils chez le sociétaire doit être conforme aux règlements et devis adoptés par tout corps fédéral, provincial ou municipal ayant juridiction en la matière; en l'absence de tels règlements ceux de la coopérative, déposés à l'Office, s'appliquent et la coopérative n'est pas tenue de compléter un raccordement avant d'avoir reçu la preuve que l'installation a dûment été faite suivant les règlements et devis.

La coopérative ne peut imposer d'autres conditions que celles stipulées dans les règlements et devis ci-dessus, sauf si l'Office en décide autrement.

Le sociétaire doit aviser la coopérative par écrit avant d'effectuer à son installation, et à l'usage qu'il en fait, quelque modification que ce soit qui puisse affecter le service, ou le coût du service.

Le sociétaire ne doit rien faire pour entraver le fonctionnement normal du service ou des appareils de la coopérative et cette dernière garde le contrôle de son électricité jusqu'au compteur.

7.- ACCES CHEZ LE SOCIETAIRE

Les employés de la coopérative auront accès chez le sociétaire à toute heure convenable pour les besoins du service, mais le relevé régulier des compteurs ne doit être fait que de 7-hrs a.m. à 6-hrs p.m.

8.- DISCONTINUATION DU SERVICE

Sauf dans les cas suivants, il est interdit à la coopérative de discontinuer le service au sociétaire:

- (a) Lorsque nécessaire pour la sécurité publique.
- (b) Sur un avis de tout corps ayant juridiction.
- (c) Sur réception d'une demande écrite de l'abonné.
- (d) Lorsque le sociétaire est pris en flagrant délit de vol d'électricité, ou qu'il existe une preuve prima facie de manipulation des appareils de la coopérative.
- (e) Lorsque le sociétaire ne paie pas dans le délai prescrit dans les règlements le montant réclamé dans une facture, pourvu que la coopérative lui ait donné un pré-avis de dix jours de son intention de discontinuer le service. Cet avis doit comporter que le sociétaire, s'il croit la facture inexacte ou qu'il ne doit pas la somme réclamée, peut s'adresser par écrit à l'Office avant l'expiration du délai. Si le sociétaire se prévaut de ce droit, il doit transmettre à la coopérative une copie de sa plainte. La coopérative ne doit pas discontinuer le service au sociétaire qui en appelle à l'Office avant que celui-ci l'y autorise.
- (f) Lorsqu'un nouveau consommateur prend possession d'un local déjà desservi et refuse de signer la demande de service ou de se conformer aux exigences de la coopérative approuvée par l'Office.

Lorsque la cause de discontinuation du service a disparu, la coopérative doit rétablir le service promptement. Les frais de ce rétablissement de service, lorsque la cause de discontinuation est imputable au sociétaire, sont à sa charge.

L'assemblée est ajournée "nine die"

James M. Smith
Président

James M. Smith
Membre

Re. G. Smith
Secrétaire

James M. Smith
Membre